ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1971

BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ANC. ÉTABL. AUG. PUVREZ, S. A.
AVENUE FONSNY 59

1972

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE

EN

1971

BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ARTS GRAPHIQUES PUYVELDE S.A.

AVENUE RONSAY 39

1972

AVERTISSEMENT

La situation économique de la Belgique en 1971 est décrite dans le présent rapport, suivant le même plan que les années précédentes. Chaque secteur et branche d'activité fait l'objet d'un commentaire complété par des tableaux statistiques et des graphiques. C'est dans les considérations générales de l'introduction qu'est examinée l'évolution générale des données macro-économiques de 1970 ainsi que de celles de 1971 dans la mesure où elles sont disponibles d'après une première version des comptes nationaux établie par l'Institut national de Statistique.

Malheureusement, au moment de la mise sous presse, l'I.N.S. n'a été en mesure de fournir que les premiers renseignements globaux du recensement général de la population au 31 décembre 1970 et ce par suite du retard dans la transmission des données par certains pouvoirs subordonnés. C'est ainsi que le premier chapitre de l'exposé traitant de la population en 1971 n'a pu tenir compte que d'éléments partiels.

Dans la mesure où des données régionales ont pu être rassemblées, elles sont analysées ; celles relatives aux investissements industriels en 1970 manquent toutefois car elles ne seront pas disponibles avant la fin du mois de juin. Comme les années précédentes, d'autres données ne sont d'ailleurs que provisoires ou font défaut au moment de la publication, notamment pour ce qui concerne l'emploi, les finances communales et les assurances ; elles seront mises au point ou reprises dans l'addendum, dans la mesure du possible.

Bruxelles, le 16 juin 1972.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le ralentissement conjoncturel, amorcé en 1970, s'est poursuivi en 1971, de sorte que la croissance du produit national brut a été modérée dans la plupart des pays industrialisés ; ce n'est qu'aux Etats-Unis et au Canada que l'expansion a repris vigueur.

En Europe, la croissance fut indubitablement influencée par les mesures anticycliques prises pendant la période de haute conjoncture. Le recul de la demande, la moindre utilisation des capacités de production, la forte augmentation des coûts salariaux par unité produite et l'amenuisement parfois sensible des marges bénéficiaires ont finalement eu pour effet de provoquer un fléchissement des investissements en actifs fixes. En outre, la politique des prix et des revenus s'est révélée relativement inopérante dans la majeure partie des économies, et les coûts ont exercé une forte pression sur les prix.

L'insécurité relative des parités monétaires en général, avec le flottement de certaines monnaies et les flux importants à court terme d'une part, la nouvelle politique économique et monétaire annoncée par le Président des Etats-Unis le 15 août 1971 avec ses répercussions sur le commerce mondial déjà moins animé d'autre part, ont à leur tour contribué au ralentissement de l'activité économique dans le monde. L'absence de coordination de la politique monétaire au sein de la Communauté Economique Européenne, et ce nonobstant les positions de principe prises par le Conseil des Ministres, a encore accru les difficultés.

Bien que les résultats de la lutte contre l'inflation aient été assez décevants surtout en ce qui concerne les salaires et les prix, étant donné le ralentissement caractérisé de la croissance économique, la politique restrictive en matière budgétaire et monétaire a été assouplie graduellement ou même parfois abandonnée dans de nombreux pays.

En fin d'année, l'accord réalisé par le Club des Dix et la fixation de nouvelles parités monétaires ont sensiblement atténué l'incertitude qui planait sur le développement de l'économie internationale.

Le tableau ci-après résume l'évolution du produit national des principaux pays industriels depuis 1966.

Produit national brut aux prix du marché
(variations annuelles en pour-cent)

PAYS	En prix courants					
	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Belgique	7,5	7,1	6,3	10,9	11,5	10,2
Pays-Bas	8,7	10,1	10,5	11,7	10,5	12,5
République fédérale allemande	6,6	1,0	9,0	11,7	13,0	10,7
France	8,7	7,9	9,6	16,2	12,0	10,6
Italie	8,2	10,0	7,9	10,3	11,7	8,1
C.E.E.	7,7	5,9	8,9	11,7	12,8	..
Royaume-Uni	6,6	5,2	7,2	7,1	9,4	10,1
Etats-Unis	9,6	6,0	8,8	7,5	4,8	7,5
Japon	15,0	18,0	18,7	16,7	18,2	10,8

PAYS	En prix constants (1963)					
	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Belgique	2,9	4,0	3,5	6,7	6,1	4,2
Pays-Bas	2,6	5,8	6,6	5,7	5,6	4,0
République fédérale allemande	2,9	— 0,2	7,3	8,0	5,4	2,8
France	5,6	5,0	4,6	7,7	6,0	5,2
Italie	5,9	6,8	6,4	5,9	5,1	1,4
C.E.E.	4,3	3,4	6,0	7,3	5,6	..
Royaume-Uni	2,1	2,1	3,0	2,0	2,0	1,3
Etats-Unis	6,6	2,8	5,0	2,5	— 0,7	2,7
Japon	10,0	13,2	14,4	12,1	10,9	6,1

Sources : Office de Statistiques des Communautés Européennes : Comptes nationaux 1960-1970.
Evaluation nationale pour chaque pays (1971).
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

En Belgique, le ralentissement de l'évolution conjoncturelle internationale et le moindre progrès de la consommation privée ont influencé le rythme de croissance du P.N.B. A prix courants, la croissance atteint atteint 10,2 % contre 10,9 % en 1969 et 11,5 % en 1970 ; mais, la hausse implicite des prix ayant atteint un nouveau sommet avec un taux de 5,8 %, la croissance réelle a fléchi à 4,2 % en 1971 contre 6,1 % en 1970 et 6,7 % en 1969.

L'indice de la production industrielle (construction exclue), qui a encore marqué un progrès appréciable au cours du premier trimestre ne fut supérieur que de 2,5 % à son niveau de la période correspondante

de 1970, durant les trois trimestres suivants. Dans l'industrie manufacturière, les carnets de commandes ont évolué dans le même sens : au cours du premier trimestre, ils ont augmenté sensiblement puis, par la suite, ils ont reculé progressivement, de sorte qu'à la fin de l'année, ils se sont trouvés au niveau le plus bas depuis le début de 1969. L'augmentation des réserves de capacités de production et la diminution du nombre d'entreprises travaillant à pleine capacité, indiquent également une détente de la conjoncture.

Du point de vue de la répartition géographique, la production industrielle s'est développée de façon quasi uniforme dans les trois régions du pays, la croissance en Flandre étant néanmoins globalement un peu plus vigoureuse que dans les autres régions.

Par catégories sectorielles, c'est la production de biens de consommation durables, suivie de celle des non-durables qui a accusé les progrès les plus sensibles. Par contre, pour les biens d'investissements, le niveau moyen de 1970, a à peine été égalé, tandis que dans le secteur des matières premières et des produits manufacturés demi-finis, on ne notait qu'un léger accroissement.

Malgré l'insuffisance des statistiques (exception faite pour une partie du secteur des transports), on peut estimer que dans le secteur des services, la croissance s'est aussi affaiblie mais toutefois dans une mesure moindre que dans l'industrie. La valeur ajoutée brute des services financiers et des assurances a augmenté à prix constants de 8 % par rapport à 1970 : pour le commerce et les transports, ces progressions furent respectivement de 4,7 % et 2,6 %.

En 1971, l'emploi intérieur a augmenté de 1,3 % ; cependant, à quelques exceptions près, le marché de l'emploi a marqué une nette tendance à la détente. La moyenne mensuelle des chômeurs complets indemnisés a encore été légèrement inférieure à celle de l'année précédente. Mais le fléchissement du chômage complet, commencé en 1968, s'est arrêté mi-1971. Au cours de la seconde moitié de l'année, le groupe le plus affecté par l'accroissement du chômage a été celui des travailleurs à aptitude normale ; l'augmentation du chômage complet a été surtout marquée dans la catégorie des travailleurs masculins âgés de moins de 40 ans et particulièrement ressentie dans la région flamande.

Dans l'industrie, la valeur ajoutée (1) a accusé une progression de 3,9 % en 1971 contre 6,0 % en 1970 et 10,2 % en 1969. Ce taux moyen a été dépassé notamment dans les secteurs suivants : alimentation, boissons, tabac, vêtements et chaussures, bois et meubles. Par contre, dans le secteur des matériaux de construction, l'activité a fléchi, par suite de la moindre activité de la construction.

---

(1) Les données macro-économiques, utilisées dans cette introduction, sont celles de la version rapide des comptes nationaux de 1971, calculées par l'I.N.S.

Après avoir connu une forte progression de la demande en 1970, cette dernière branche a été influencée l'année suivante par la réduction d'activité du secteur de la construction de logements presque entièrement compensée toutefois par un accroissement notable des investissements publics et particulièrement des grands travaux d'infrastructure.

Tandis que la construction de logements sociaux a en 1971 atteint pratiquement le niveau moyen enregistré pendant la période de 1965 à 1970, la construction d'autres logements et d'immeubles à appartements a accusé un recul en Flandre, et surtout dans l'agglomération bruxelloise ; le nombre des demandes d'autorisation de bâtir accordées a diminué dans les trois régions mais surtout en Flandre et à Bruxelles.

Le rythme réel d'accroissement des investissements publics, qui avait déjà été très élevé en 1970, s'est encore accéléré. Sur le plan structurel, la politique gouvernementale a continué d'appuyer plus spécialement l'extension et la modernisation du réseau routier et des voies d'eau, tandis que l'enseignement de l'Etat a reçu également d'importants investissements. Le financement de ces investissements par l'émission d'emprunts s'est opéré facilement, par suite de la liquidité du marché des capitaux.

En volume, les investissements en outillage industriel qui concernent principalement les entreprises n'ont progressé que de 2,8 % ; la hausse de prix ayant été de plus de 11 %, l'accroissement nominal de 1970 (de 13,2 %) a été légèrement dépassé. La valeur des livraisons intérieures de biens d'équipement par l'industrie des fabrications métalliques a été quelque peu supérieure à celle de l'année précédente ; l'importation de ces marchandises a cependant accusé un accroissement appréciable. C'est surtout au cours de la seconde moitié de 1971 que la propension à investir a commencé à s'affaiblir, de sorte que, pour l'ensemble de l'année, les nouvelles commandes n'ont plus atteint leur niveau de l'année précédente.

Globalement, la construction de bâtiments non résidentiels est restée faiblement inférieure à son niveau élevé de 1970 ; il y a un fléchissement en Flandre et dans l'agglomération bruxelloise mais une augmentation en Wallonie du nombre de bâtiments mis en chantier.

La formation des stocks, qui s'était intensifiée en 1971 s'est poursuivie en 1971, mais à un rythme plus lent.

L'évolution des investissements intérieurs bruts, avec le maintien du niveau en volume, mais une hausse de prix de plus de 11 %, est caractéristique du climat incertain mais fortement inflationniste d'une fin de conjoncture favorable.

Le rythme d'expansion de la consommation publique qui atteint 13,5 % à prix réels, dépasse largement l'accroissement moyen de la période 1965-1970 (10,1 %).

Les rémunérations et les pensions ont accusé une hausse sensible (+ 13,9 %). Pour les achats courants de biens et de services, l'accroissement réel a été freiné par la politique restrictive du gouvernement, mais l'augmentation des prix s'est accélérée à la suite de l'instauration de la T.V.A.

En termes de comptabilité nationale (1), la consommation privée a accusé la plus forte progression depuis 1961, à savoir 10,5 % ; à prix constants toutefois, l'accroissement ne fut que de 5,2 %, c'est-à-dire plus faible qu'en 1968 et 1969. La consommation des ménages s'est apparemment moins développée qu'en 1970, année au cours de laquelle des achats importants ont été réalisés avant l'instauration de la T.V.A. ; par contre, après une forte diminution en 1970, les stocks du commerce ont été reconstitués en 1971.

En 1971, le volume de la consommation intérieure privée a progressé globalement de 4,8 %. Alors que la vente de produits alimentaires et textiles s'est accrue, l'écoulement de biens de consommation durables, et notamment de voitures automobiles, a été difficile. Aussi dès septembre, le gouvernement a-t-il assoupli la réglementation en matière de ventes à tempérament.

La hausse (en termes de comptabilité nationale) des prix de la consommation privée, qui avait été de 2,8 % en 1970, s'est accélérée l'année suivante pour atteindre 5,1 %. La progression de l'indice des prix à la consommation s'est également accélérée, mais à un rythme généralement plus lent que dans les pays voisins. La politique rigoureuse en matière de prix instaurée en 1970, a été poursuivie en 1971, d'autant plus que l'instauration de la T.V.A. risquait de provoquer des hausses inconsidérées.

La hausse des salaires est demeurée importante : selon l'I.N.S., l'indice du salaire horaire brut dans l'industrie a progressé en moyenne de 12,4 % contre 13 % en 1970. La masse salariale s'est accrue de 12,8 % en 1971.

Les revenus des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes ont augmenté de 7,5 % ; cette moyenne a été dépassée dans l'agriculture, l'horticulture et la sylviculture ainsi que dans les professions libérales. Le revenu de la propriété échéant aux particuliers a progressé en moyenne de 9 %. L'augmentation notable du poste « intérêts » est frappante.

La décélération du rythme de croissance des exportations, commencée au cours du second semestre de 1970, a été plus prononcée en 1971. Le fléchissement de l'expansion du commerce mondial et surtout

(1) Selon les définitions de la comptabilité nationale, la consommation privée comprend non seulement l'acquisition de marchandises et de services par des personnes privées, mais également la constitution de stocks dans le commerce.

la situation moins favorable de la conjoncture dans la Communauté Economique Européenne y ont contribué dans une large mesure. Même si l'on admet que les exportations de l'U.E.B.L. en 1971 sont sous-estimées dans les statistiques douanières, leur progrès a été incontestablement inférieur à l'accroissement moyen de la période 1968-1970.

Il en est de même, mais dans une moindre mesure, pour les importations. A cet égard, la reconstitution des stocks de combustibles et de produits demis-finis, au début de l'année, a constitué un facteur stimulant.

En volume et selon les données de la comptabilité nationale (1), les exportations globales auraient progressé de 7,3 % en volume, et les importations de 6,5 % ; toutefois la hausse des prix a été respectivement de 1 et 3,3 %.

Si les statistiques douanières font ressortir un solde négatif de la balance commerciale (environ 23 milliards de francs), le solde positif des opérations commerciales avec l'étranger serait, d'après les comptes nationaux, nettement positif (33 milliards). Ceci résulte de causes diverses dont notamment le jeu des délais de paiement.

L'excédent important des transactions courantes de la balance des paiements n'a été compensé que dans une mesure réduite par le solde négatif des mouvements de capitaux ; ceci a entraîné une nouvelle augmentation des réserves de change de la Banque Nationale.

L'actif en francs belges des entreprises et des particuliers a progressé sensiblement à la suite de l'augmentation des revenus nominaux, du ralentissement de la consommation privée et de l'évolution défavorable des investissements dans les entreprises. Cela s'est traduit notamment par, d'une part, l'accroissement notable des dépôt à vue et à très court terme, qui constitue une précaution contre l'incertitude de la conjoncture et d'autre part, l'augmentation des montants inscrits dans les carnets d'épargne et de banque en raison des réductions des taux d'intérêt pour les comptes à terme. La réduction des taux d'intérêt, constatée sur les marchés internationaux monétaires, s'est manifestée également dans divers secteurs du marché monétaire ; aussi, la Banque Nationale a-t-elle à deux reprises réduit son taux d'escompte de 0,50 %.

Pendant la plus grande partie de l'année, la politique financière et monétaire des autorités belges a eu comme objectif principal la limitation des tendances inflationnistes, mais les événements internationaux sur le plan monétaire ont atténué sensiblement l'efficacité des instruments nationaux de cette politique.

---

(1) Ces données portent sur les paiements à la suite des transactions avec l'étranger de biens et services, les coûts des facteurs (rémunérations des facteurs de production, à savoir, du capital et du travail) y compris.

Lorsque, après l'été, il est apparu que la conjoncture a continué à fléchir, les encadrements des crédits ont été supprimés en vue de promouvoir les dépenses de consommation. En même temps, la politique monétaire et budgétaire a été assouplie et des dispositions ont été prises en vue d'accélérer la construction de logements sociaux.

Quoi qu'il en soit, l'année 1971 s'est terminée dans un climat d'incertitude. L'accord monétaire international du 18 décembre 1971 n'a pas empêché les perspectives conjoncturelles d'être moins encourageantes dans la plupart des pays industrialisés. En Belgique également, l'atmosphère a été plutôt déprimée : la demande extérieure a reculé ; pour la première fois depuis plusieurs années, le chômage a progressé et nombre d'autres données relatives à la production, à la situation des carnets de commandes et à celle des réserves de capacité indiquent un nouvel affaiblissement dans le progrès de l'activité industrielle. Il en est résulté de la faiblesse dans la propension à investir, tandis que la consommation privée a par contre, été satisfaisante, grâce surtout à l'augmentation de la masse salariale.

★

★ ★

Produit national brut aux prix du marché

ANNÉES	A prix courants		Aux prix de 1963		Taux de croissance des indices des prix
	Chiffres absolus (en milliards de francs)	Taux de croissance	Chiffres absolus (en milliards de francs)	Taux de croissance	
1965	848,9	9,1	772,0	3,8	5,1
1966	912,9	7,5	794,6	2,9	4,5
1967	978,0	7,1	826,4	4,0	3,0
1968	1 039,4	6,3	855,7	3,5	2,7
1969	1 152,2	10,9	913,3	6,7	3,9
1970	1 284,9	11,5	968,5	6,1	5,1
1971 (a)	1 416,6	10,2	1 009,0	4,2	5,8

(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Valeur ajoutée brute aux prix du marché par branche d'activité

DÉSIGNATION	Taux de croissance des estimations aux prix de 1963						
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971 (a)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	–7,0	–5,0	14,5	2,7	0,8	0,4	15,9
2. Industries extractives	–8,0	–6,2	–4,5	–9,4	–4,8	–5,2	–1,0
3. Industries manufacturières .	3,5	6,0	1,9	5,8	10,8	4,7	3,4
4. Construction	0,5	3,5	3,8	–5,4	1,5	11,8	—
5. Electricité, gaz et eau	8,9	9,1	6,5	13,8	14,0	9,1	13,8
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation	5,3	3,2	4,2	5,3	6,1	4,9	4,5
7. Transports et communications	3,5	4,5	–0,4	10,1	6,1	3,8	2,6
8. Services	5,8	2,5	4,2	3,1	5,3	5,6	4,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	**3,6**	**3,0**	**4,0**	**3,5**	**6,8**	**6,0**	**4,2**
Produit national brut aux prix du marché (ajusté) .	**3,8**	**2,9**	**4,0**	**3,5**	**6,7**	**6,1**	**4,2**

(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Valeur ajoutée brute aux prix du marché par branche d'activité (a)

(en milliards de francs — prix de 1963)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971 (b)
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	39,0	37,0	42,4	43,5	43,9	44,0	51,0
2. Industries extractives	14,4	13,5	12,9	11,7	11,1	10,5	10,4
3. Industries manufacturières	240,5	254,9	259,6	274,7	304,4	318,7	329,6
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	*45,9*	*48,7*	*50,5*	*52,7*	*55,6*	*59,2*	*62,8*
b) Textiles	*19,0*	*21,0*	*19,1*	*19,9*	*21,3*	*21,1*	*21,7*
c) Vêtements et chaussures	*9,6*	*10,0*	*9,2*	*9,0*	*9,7*	*9,8*	*10,3*
d) Bois et meubles	*11,1*	*12,8*	*13,3*	*13,6*	*14,4*	*14,8*	*15,7*
e) Papier, impression, édition	*12,2*	*12,7*	*13,1*	*13,9*	*15,3*	*15,7*	*16,0*
f) Industrie chimique et activités connexes	*20,9*	*22,2*	*23,7*	*27,3*	*29,5*	*30,3*	*31,2*
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	*13,7*	*13,9*	*14,7*	*14,8*	*16,8*	*18,0*	*17,8*
h) Fer, acier et métaux non ferreux	*20,6*	*21,1*	*23,4*	*26,6*	*31,3*	*32,8*	*33,3*
i) Fabrications métalliques, constructions navales et garages .	*80,7*	*84,4*	*83,5*	*86,8*	*98,9*	*105,0*	*107,2*
j) Industries non dénommées ailleurs	*6,7*	*8,2*	*9,1*	*10,1*	*11,7*	*12,1*	*13,6*
4. Construction	50,4	52,3	54,2	51,3	52,1	58,3	58,2
5. Electricité, gaz et eau	18,1	19,7	21,0	23,9	27,3	29,7	33,8
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation	198,0	204,2	212,9	224,2	238,0	249,5	260,8
a) Commerce	*132,5*	*136,4*	*142,0*	*149,4*	*160,5*	*169,8*	*177,8*
b) Services financiers et assurances.	*22,2*	*23,7*	*26,0*	*29,1*	*31,0*	*32,6*	*35,2*
c) Immeubles d'habitation	*43,3*	*44,1*	*44,9*	*45,7*	*46,5*	*47,1*	*47,8*
7. Transports et communications	52,2	54,5	54,3	59,8	63,4	65,8	67,5
8. Autres services	85,4	85,6	88,5	91,6	96,1	101,2	205,9
9. Pouvoirs publics	76,1	79,9	83,9	86,2	91,1	96,6	
10. Correction pour investissements par moyens propres	1,6	1,9	1,9	1,9	2,0	2,1	2,3
11. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	– 6,6	– 6,9	– 7,5	– 8,5	– 8,8	– 9,4	–10,4
Produit intérieur brut aux prix du marché...	**769,1**	**796,6**	**824,1**	**860,3**	**920,6**	**967,0**	**1 009,1**
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	6,2	5,9	6,3	6,6	6,6	7,9	8,2
Ajustement statistique...	**– 3,3**	**– 7,9**	**– 4,0**	**–11,2**	**–13,9**	**– 6,4**	**– 8,3**
Produit national brut aux prix du marché aux prix de 1963 (ajusté)...	**772,0**	**794,6**	**826,4**	**855,7**	**913,3**	**968,5**	**1 009,0**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les chiffres étant arrondis, les additions ne correspondent pas toujours jusqu'à la dernière décimale.
(b) Données provisoires.

Répartition du produit national entre les facteurs de production (a)

(en millards de francs — à prix courants)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971 (b)
1. Rémunérations des salariés	412,29	451,35	482,17	510,91	566,75	642,82	725,1
a) Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale proprement dite ou à certaines dispositions spéciales	*248,47*	*275,70*	*290,47*	*308,43*	*344,98*	*395,35*	
b) Contribution des employeurs à la sécurité sociale	*49,77*	*52,58*	*59,27*	*63,16*	*68,11*	*84,24*	729,1
c) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	*92,92*	*104,04*	*113,76*	*121,91*	*133,43*	*142,74*	
d) Corrections et compléments	*20,72*	*19,44*	*18,64*	*22,96*	*25,80*	*26,58*	
e) Adaptations statistiques	*0,41*	*– 0,41*	*0,04*	*– 5,56*	*– 5,57*	*– 6,10*	– 4,0
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes	166,90	169,80	176,28	186,70	201,58	209,36	225,1
a) Agriculture, horticulture et sylviculture	*31,17*	*28,78*	*29,33*	*32,20*	*37,10*	*33,33*	*38,8*
b) Professions libérales	*22,02*	*22,73*	*24,23*	*26,58*	*28,56*	*31,72*	*34,1*
c) Commerçants et artisans indépendants	*104,90*	*110,20*	*114,40*	*121,10*	*127,40*	*134,90*	*153,5*
d) Revenu des sociétés de personnes	*8,64*	*8,25*	*8,31*	*8,85*	*10,50*	*11,84*	
e) Ajustement statistique	*0,17*	*– 0,16*	*0,01*	*– 2,03*	*– 1,98*	*– 1,99*	*– 1,3*
3. Revenus de la propriété échéant aux particuliers	82,48	90,00	95,17	103,76	118,31	135,50	147,7
a) Intérêts	*31,32*	*34,73*	*38,33*	*41,99*	*49,98*	*57,73*	*64,9*
b) Loyers	*34,20*	*37,01*	*38,23*	*39,68*	*41,05*	*42,07*	*43,7*
c) Dividendes, tantièmes, dons	*16,95*	*18,26*	*18,61*	*22,09*	*27,28*	*35,70*	*39,1*
4. Bénéfices non distribués des sociétés	16,99	11,88	16,29	21,16	27,29	32,60	33,1
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit leur forme juridique	17,02	18,15	18,80	20,98	25,86	30,33	36,2
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,34	4,68	8,32	7,05	7,68	10,54	8,1
7. Intérêt de la dette publique	–24,28	–26,24	–28,94	–31,65	–37,67	–43,20	–46,5
Revenu national...	**676,73**	**719,61**	**768,08**	**818,91**	**909,81**	**1 017,94**	**1 128,8**
8. Amortissements	80,00	86,34	92,60	98,57	109,11	120,27	129,9
9. Impôts indirects	101,92	119,24	129,99	137,43	152,09	163,34	177,4
10. Subventions	– 9,71	–12,27	–12,70	–15,46	–18,78	–16,65	– 19,5
Produit nat. brut aux prix du marché.	**848,93**	**912,91**	**977,97**	**1 039,45**	**1 152,22**	**1 284,91**	**1 416,6**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les chiffres étant arrondis, les additions ne correspondent pas toujours jusqu'à la dernière décimale.
(b) Données provisoires.

Affectation du produit national (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971 (b)
	Prix courants						
1. Consommation privée	540,91	581,44	612,70	662,44	720,21	769,19	850,3
2. Consommation publique	110,19	120,67	132,78	144,52	160,73	178,32	202,3
3. Investissements bruts (entreprises et pouvoirs publics)	189,73	213,20	223,69	229,59	262,19	298,21	331,0
a) Formation brute de capital fixe	*185,32*	*204,20*	*218,28*	*218,19*	*240,26*	*281,08*	*320,0*
b) Stocks	*4,41*	*7,75*	*5,27*	*8,80*	*18,64*	*17,31*	*13,5*
c) Ajustement statistique	—	*1,25*	*0,14*	*2,61*	*3,29*	*– 0,19*	*– 2,5*
Total des dépenses intérieures	**840,83**	**915,31**	**969,17**	**1 036,55**	**1 143,12**	**1 245,71**	**1 383,6**
4. Exportations de biens et services	325,70	350,10	376,80	422,00	510,90	619,00	671,0
5. Importations de biens et services	–317,60	–352,50	–368,00	– 419,10	– 501,80	– 579,80	– 638,0
Produit nation. brut aux prix du marché.	**848,93**	**912,91**	**977,97**	**1 039,45**	**1 152,22**	**1 284,91**	**1 416,6**
	Prix de 1963						
1. Consommation privée	501,05	517,64	532,12	562,30	595,69	618,70	651,0
2. Consommation publique	100,71	104,64	110,86	115,98	123,50	129,10	134,4
3. Investissements bruts (entreprises et pouvoirs publics)	170,63	185,43	186,64	186,77	204,99	214,04	213,4
a) Formation brute de capital fixe	*166,25*	*176,82*	*181,40*	*177,06*	*187,00*	*199,93*	*202,5*
b) Stocks	*3,64*	*6,64*	*4,30*	*7,02*	*14,57*	*12,59*	*9,0*
c) Ajustement statistique	*0,74*	*1,97*	*0,94*	*2,69*	*3,42*	*1,52*	*1,9*
Total des dépenses intérieures.	**772,39**	**807,71**	**829,62**	**865,05**	**924,18**	**961,84**	**998,8**
4. Exportations de biens et services	304,00	316,20	337,40	376,60	436,30	497,80	534,2
5. Importations de biens et services	–304,40	–329,30	–340,60	– 386,00	– 447,20	– 491,10	– 524,0
Produit nation. brut aux prix du marché.	**771,99**	**794,61**	**826,42**	**855,65**	**913,28**	**968,54**	**1 009,0**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les chiffres étant arrondis, les additions ne correspondent pas toujours jusqu'à la dernière décimale.
(b) Données provisoires.

PREMIÈRE PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

CHAPITRE PREMIER

POPULATION

Sur base des premiers résultats globaux du recensement général de la population, la Belgique comptait 9 650 944 habitants au 31 décembre 1971. Par région ce total se répartit comme suit: 5 416 583 dans la région flamande, soit 56,1 % ; 3 159 225 dans la région wallonne, y compris la population d'expression allemande (61 972), soit 32,7 % et 1 075 136 à Bruxelles-capitale, soit 11,2 %.

Pour 1971 le mouvement de la population devrait être apprécié sur base des données du recensement précité. Toutefois, en l'absence de renseignements concernant différentes communes, il n'a pas encore été possible d'établir les totaux du mouvement de la population de certains arrondissements et provinces. De ce fait, les informations globales pour l'ensemble de la population belge font encore défaut (1). Le présent commentaire a été rédigé sur base des données partielles disponibles.

A l'exception des années 1963 et 1964, lorsque l'accroissement de la population avait atteint 76 712 et 99 974 unités respectivement, l'augmentation annuelle au cours de la dernière décennie a été assez faible. Selon les plus récentes estimations, la croissance de l'année 1971 ne dépassera pas cette moyenne.

Le tableau relatif au mouvement de la population en 1971, fait apparaître que d'une manière générale, l'accroissement peut être imputé principalement à un solde migratoire positif et à une légère progression des naissances ; la mortalité a augmenté dans certains arrondissements mais diminué dans d'autres.

Dans les trois provinces flamandes du Limbourg, de la Flandre orientale et de la Flandre occidentale, la natalité a baissé par rapport à 1970 respectivement de 0,91 °/₀₀, 0,34 °/₀₀ et 0,29 °/₀₀. Dans d'autres arrondissements, le nombre de naissances a augmenté par rapport à l'année précédente ; les accroissements les plus élevés ont été constatés à Huy (+ 74), Mouscron (+ 66), Audenarde (+ 45), Ypres (+ 39) et Furnes (+ 32).

---

(1) Le tableau complet relatif à l'évolution de la population en 1971 figurera dans l'addendum.

Dans les arrondissements limbourgeois à natalité élevée, il n'y a qu'une seule augmentation en nombres absolus, c'est dans l'arrondissement de Maaseik et encore est-elle faible (+ 7).

Le nombre des naissances vivantes pour 1 000 habitants est de 17,15 à Maaseik, de 16,69 à Hasselt et de 16,86 à Turnhout. Par contre, ces taux n'atteignent pas 14 dans les arrondissements de Waremme (11,29 °/oo), Huy (12,77 °/oo), Anvers (13,37 °/oo), Audenarde (13,44 °/oo), Ath (13,75 °/oo) et Thuin (13,81 °/oo).

Les arrondissements du Limbourg ainsi que celui de Turnhout se caractérisent, tout comme en 1970, par une faible mortalité (moins de 10 °/oo). Dans les arrondissements de la région flamande, la mortalité la plus forte a été enregistrée à Gand (13 °/oo), mais pour les arrondissements wallons dont les données sont connues, le taux est plus élevé encore. L'explication de ce phénomène réside dans le fait que la population de la Wallonie compte un plus grand nombre de personnes âgées, dont la mortalité est fatalement plus élevée.

Par rapport à 1970, le nombre des décès a diminué dans le Limbourg et la Flandre orientale ; les taux pour mille s'établissent respectivement à 7,84 (contre 8,04) et 12,27 (contre 12,34). En Flandre occidentale, la mortalité a très légèrement augmenté, passant de 10,96 °/oo à la fin de 1970, à 10,99 °/oo à la fin de 1971. Il y a lieu également de souligner la réduction relativement forte de la mortalité à Huy (15,39 °/oo contre 17,56 °/oo) ; elle fut aussi plus faible à Waremme (16,45 °/oo contre 16,80 °/oo).

Dans tous les arrondissements de la région flamande, l'accroissement naturel a été positif, tandis que dans quatre des six arrondissements connus de la région wallonne apparaît un solde négatif. L'accroissement naturel le plus élevé au 31 décembre 1971 revient, avec 5 748 unités, à la province de Limbourg. Les provinces de Flandre occidentale et orientale ont enregistré une croissance naturelle de respectivement 4 372 et 2 975 unités. Par arrondissement, l'augmentation la plus élevée a été relevée à Hasselt (2 947 unités), Turnhout (2 792 unités) et Maaseik (1 778 unités) ; toutefois, en comparaison avec l'année précédente, ces trois arrondissements ont accusé un recul (respectivement 271, 195 et 12 unités).

En ce qui concerne le solde des mouvements migratoires, les arrondissements wallons non seulement n'enregistrent aucun résultat négatif, mais, au contraire une orientation nettement différente de celle de 1970 : pour Ath, il est de + 34 (contre — 222), pour Mouscron + 129 (contre — 209), Soignies + 498 (contre + 432), Thuin + 147 (contre — 665), Huy + 642 (contre + 239) et Waremme + 293 (contre — 42).

Dans les provinces flamandes, le solde migratoire est également positif ; pour 1970, il était, au Limbourg de — 50, tandis que pour 1971 il s'est relevé à 2 203. En Flandre occidentale, le solde de migration atteint 210 unités contre 118 en 1970. En Flandre orientale l'excédent se chiffre, en 1971, à 1 460 unités,

contre 74 un an auparavant ; ce résultat est surtout dû au solde de 1 415 enregistré dans l'arrondissement de Gand, où l'industrialisation a exercé un fort attrait. Pour l'arrondissement d'Anvers, le solde s'élève même à 3 282 unités (contre 1 289 un an auparavant) et 463 en 1969, ici également sous l'effet de l'industrialisation.

Ont un solde négatif les arrondissements de Dixmude, Ypres, Roulers et Tielt ainsi que ceux d'Alost, Termonde et Audenarde, mais pour ces trois derniers dans une mesure moindre que l'année précédente.

Dans trois de ces arrondissements, Audenarde, Dixmude et Ypres, le nombre d'habitants était, au 31 décembre 1971, inférieur à celui de l'année précédente, le solde migratoire négatif étant supérieur à l'accroissement naturel. Les progrès relatifs les plus élevés sont enregistrés à Maaseik (15,42 °/oo), à Hasselt (11,74 °/oo) et à Bruges (9,89 °/oo) ; en nombres absolus, le gain le plus élevé a été noté à Anvers (4 661 habitants), Hasselt (3 757), Maaseik (2 570), Turnhout (2 534) et Bruges (2 401). En un an, la population du Limbourg a augmenté de 7 951 unités, soit 12,18 °/oo, en Flandre orientale, de 4 435 unités, soit 3,39 °/oo et en Flandre occidentale de 4 582 unités, soit 4,35 °/oo.

Parmi les arrondissements wallons dont les statistiques sont connues, l'accroissement le plus élevé a été recensé à Huy (4,30 °/oo) et à Mouscron (3,81 °/oo), grâce à une natalité en progression et un solde migratoire positif ; l'année précédente ces mêmes arrondissements avaient connu un recul de respectivement 3,14 °/oo et 2,02 °/oo.

Dans les arrondissements d'Ath et de Waremme, par contre, la population totale a fléchi de respectivement 140 unités ou 1,87 °/oo et 11 unités ou 0,19 °/oo.

★
★ ★

Mouvement de la population en 1971

RÉGION	Naissances (a)		Décès (a)		Soldes				Situation au 31 décembre 1971
					Accroissement naturel	Solde migratoire	Accroissement total		
	Chiffres absolus	‰ (b)	Chiffres absolus	‰ (b)	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus	‰ (c)	Chiffres absolus
Anvers	12 332	13,37	10 953	11,88	1 379	3 282	4 661	5,08	922 220
Malines	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Turnhout	5 653	16,86	2 861	8,53	2 792	— 258	2 534	7,62	335 262
Anvers	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bruxelles-Capitale	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Arr. (loi du 2 août 1963) (d)	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Hal-Vilvorde	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Louvain	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nivelles	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brabant	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Ath	1 029	13,75	1 203	16,08	— 174	34	— 140	—1,87	74 816
Charleroi	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mons	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mouscron	1 099	15,16	953	13,15	146	129	275	3,81	72 473
Soignies	2 491	15,13	2 382	14,47	109	498	607	3,70	164 631
Thuin	1 883	13,81	1 979	14,51	— 96	147	51	0,37	136 379
Tournai	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Hainaut	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Huy	1 188	12,77	1 432	15,39	— 244	642	398	4,30	93 024
Liège	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Verviers	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Waremme	666	11,29	970	16,45	— 304	293	— 11	—0,19	58 965
[illegible]	2 902	17,15	1 124	6,64	[illegible]	601	1 624	9,79	167 564

Tongres	2 624	15,66	1 601	9,55	1 023	601	1 624	9,79	167 564
Limbourg...	*10 929*	*16,55*	*5 181*	*7,84*	*5 748*	*2 203*	*7 951*	*12,18*	*660 498*
Arlon	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bastogne	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Marche-en-Famenne	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Neufchâteau	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Virton	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg...	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Dinant	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Namur	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Philippeville	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Namur...	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Alost	3 851	14,54	3 060	11,55	791	— 401	390	1,47	264 894
Termonde	2 625	14,92	2 100	11,93	525	— 26	499	2,84	175 994
Eeklo	1 282	14,86	1 003	11,62	279	250	529	6,17	86 293
Gand	6 695	14,13	6 152	13,00	543	1 415	1 958	4,15	473 907
Audenarde	1 520	13,44	1 426	12,61	94	— 176	— 82	—0,72	113 103
Saint-Nicolas	3 134	15,64	2 391	11,93	743	398	1 141	5,73	200 361
Flandre orientale...	*19 107*	*14,53*	*16 132*	*12,27*	*2 975*	*1 460*	*4 435*	*3,39*	*1 314 552*
Bruges	3 797	15,48	2 550	10,40	1 247	1 154	2 401	9,89	245 277
Dixmude	707	14,97	564	11,94	143	— 372	— 229	—4,82	47 233
Ypres	1 610	15,32	1 255	11,95	355	— 509	— 154	—1,46	105 060
Courtrai	4 072	15,14	2 873	10,84	1 139	79	1 218	4,62	265 056
Ostende	1 848	14,23	1 544	11,89	304	409	713	5,52	129 849
Roulers	2 229	15,79	1 496	10,60	733	— 345	388	2,76	141 139
Tielt	1 113	14,53	798	10,42	315	— 261	54	0,71	76 618
Furnes	690	14,15	554	11,36	136	55	191	3,93	48 779
Flandre occidentale...	*16 006*	*15,11*	*11 634*	*10,99*	*4 372*	*210*	*4 582*	*0,20*	*1 059 011*
Bruxelles-Capitale	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Région flamande	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Région wallonne	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Le Royaume...	..	..	..	..	..	..	..	..	..

(a) Non compris les mort-nés et les autres enfants présentés sans vie.
(b) Calculé par rapport à la population totale au 31 décembre 1971.
(c) Calculé par rapport à la population totale recensée au 31 décembre 1970.
(d) Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Wemmel, Wezembeek-Oppem.

Source : Institut National de Statistique.

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale

PÉRIODE	Naissances	Décès	Accroissement de la population			Effectif annuel moyen de la population (a)
			Naturel	Migratoire	Total	
1961	158 262	106 259	52 003	— 1 428	50 575	9 228 729 (b) 9 189 741 (c)
1962	154 338	111 545	42 793	18 880	61 673	9 251 414 (d)
1963	158 196	115 618	42 578	34 134	76 712	9 328 126 (d)
1964	160 371	109 342	51 029	48 945	99 974	9 428 100 (d)
1965	154 856	114 507	40 349	30 785	71 134	9 499 234 (d)
1966	150 636	114 557	36 079	21 067	57 146	9 556 380 (d)
1967	145 899	114 509	31 390	17 831	49 221	9 605 601 (d)
1968	141 242	121 275	19 967	6 342	26 309	9 631 910 (d)
1969	140 834	119 375	21 459	6 785	28 244	9 660 154 (d)
1970	141 119	118 888	22 231	8 606	30 837	9 690 991 (d) 9 650 944 (e)
1971	..	..	..	..	..	..

(a) En fin d'année.
(b) Population calculée sur la base du recensement de 1947.
(c) Population recensée au 31 décembre 1961.
(d) Population calculée sur la base du recensement de 1961
(e) Population recensée au 31 décembre 1970.

Source : Institut National de Statistique.

CHAPITRE II

EMPLOI ET CHÔMAGE

SECTION I. – EMPLOI

En 1967, pour la première fois depuis 1959, le nombre des travailleurs occupés a diminué par rapport à l'année précédente (recensement au 30 juin) ; en 1968, cette tendance a persisté, bien que dans une moindre mesure. Par contre, en 1969, d'après les statistiques de l'O.N.S.S., le nombre des ouvriers et employés inscrits, au 30 juin, est de 4 % supérieur à celui de l'année précédente. En 1970, un nouvel accroissement s'est manifesté, bien que plus lent : l'augmentation du nombre de travailleurs inscrits à l'O.N.S.S. a été de 2,9 %.

En l'absence de données relatives au nombre de travailleurs affiliés au 30 juin 1971, il n'est pas possible d'établir, une comparaison avec les années précédentes.

Toutefois, des estimations faites dans le cadre de la comptabilité nationale permettent de considérer que la population active occupée en Belgique (total des salariés et indépendants, à l'exclusion des demandeurs d'emploi et des militaires) s'est accrue à nouveau légèrement (0,7 %).

L'évolution diffère toutefois d'après les secteurs. Il y a en effet dans l'agriculture une diminution estimée à 5 % en 1971. Dans les industries extractives, le recul est plus modéré que l'année antérieure, la réduction de l'extraction charbonnière ayant été limitée en 1971 : le fléchissement s'élèverait à 9,6 %, comparé à 13,3 % l'année précédente.

Dans les autres secteurs, l'accroissement des effectifs s'est ralenti : dans l'industrie manufacturière et dans la construction, la croissance est évaluée à respectivement 0,4 % et 0,6 %, contre respectivement 2,7 % et 2,3 % en 1970.

Dans le secteur gaz, eau, électricité, elle est de 0,4 % comme en 1970. Dans le secteur public (à l'exclusion des militaires), il y a également augmentation à un rythme égal à celui de l'année précédente (1,8 %), de même pratiquement que dans le secteur des services (1,8 % contre 1,9 %).

On estime enfin à 1,6 % la diminution du nombre des indépendants (principalement dans l'agriculture et le commerce de détail) et à 1,3 % l'augmentation du nombre des employés et salariés en 1971 contre respectivement — 1,4 % et 2,4 % en 1970.

SECTION II. — CHÔMAGE

La résorption de la réserve de main-d'œuvre, commencée en 1968 à la suite de l'expansion conjoncturelle, a persisté jusque vers le milieu de 1971.

En 1969 et en 1970, le chômage a sensiblement baissé (16,9 % et 16,5 % respectivement). Au 1er semestre de 1971, il a encore accusé un léger recul mais, au deuxième semestre, il a recommencé à croître pour dépasser en fin d'année le niveau de l'année précédente.

A partir de septembre, il se produit habituellement une augmentation du nombre de chômeurs, due au ralentissement des activités du secteur Horeca (hôtels, restaurants, cafés), après la saison touristique. En 1971, toutefois, cette évolution a été plus vive que les autres années.

Depuis le mois d'août 1971, le nombre de chômeurs complets a augmenté par rapport au mois correspondant de l'année précédente, ce qui ne s'était plus produit depuis janvier 1969.

La moyenne mensuelle du nombre de chômeurs complets indemnisés est tombée de 102 730 unités en 1968 à 85 343 unités en 1969, 71 261 en 1970 et 70 876 en 1971.

Le faible recul du chômage en 1971 s'explique non seulement par le ralentissement de la conjoncture économique et le déséquilibre entre l'offre et la demande sur le marché de l'emploi, mais aussi par le fait que la réserve de main-d'œuvre à aptitude normale a été pratiquement épuisée dans quelques régions et dans un certain nombre de professions.

Le taux de chômage complet diffère d'une région à l'autre : en Flandre, il s'élève à 2,7 %, en Wallonie à 4,6 % et à Bruxelles à 1,8 % ; les niveaux enregistrés en 1970 indiquaient respectivement 2,8 %, 5,1 % et 1,8 %.

En 1971, les taux de chômage les plus élevés ont été relevés dans les bureaux régionaux de Liège (7,4 %), Mons (7,0 %) et Ostende (5,5 %).

Pour les hommes, la moyenne mensuelle du chômage complet a reculé de 19 unités ou 0,04 % (42 368 contre 42 387 unités en 1970), tandis que pour les femmes, la régression est de 366 unités ou 1,26 % (28 508 contre 28 874 unités en 1970). En ce qui concerne les évolutions régionales, on remarque un accroissement tant chez les hommes que chez les femmes en Flandre (3,6 % chez les hommes et 4,9 % chez les femmes) et à Bruxelles (3,0 % chez les hommes et 7,7 % chez les femmes), mais un recul en Wallonie (— 4,9 % chez les hommes et — 6,9 % chez les femmes). La différence est plus prononcée dans la catégorie des chômeurs à aptitude normale. Le nombre d'hommes chômeurs a augmenté de 1 542 unités ou 16,1 % pour l'ensemble du pays, soit 38,6 % en Flandre

et 27,2 % à Bruxelles, tandis qu'en Wallonie un recul de 7,2 % a encore été enregistré. Le nombre de femmes en chômage s'est accru de 1.256 unités ou 7,6 %, soit de 5,2 % en Flandre et de 14,2 % à Bruxelles, mais il y a eu un recul de 16,1 % en Wallonie.

Bien que le nombre de chômeuses à aptitude normale ait baissé de 7,6 % par rapport à 1970, les femmes constituent encore 57,7 % du total des chômeurs de cette catégorie. Mais alors qu'en 1970 il y avait dans chaque région plus de chômeuses que de chômeurs, cette situation n'a persisté en 1971 qu'en Wallonie, où la proportion des femmes est encore de 68,2 % (8 779 femmes et 4 086 hommes), tandis qu'elle n'est plus que de 47,7 % en Flandre (4 942 femmes et 5 419 hommes) et de 48,0 % à Bruxelles (1 518 femmes et 1 645 hommes).

Il ressort du tableau établi par groupes professionnels et par régions, que par rapport à 1970 et, en ce qui concerne les hommes, la moyenne mensuelle du chômage complet marque une forte croissance en Flandre et à Bruxelles pour les charpentiers (+ 29,5 % et 24,4 %), comme aussi pour les peintres (+ 29,6 % et + 50,0 %), et pour les travailleurs des industries chimiques (+ 25 % et + 28,5 %). Par contre, le nombre de diamantaires en chômage a diminué, tant à Bruxelles qu'en Flandre, principalement dans la province d'Anvers, de plus de 40 %. Le nombre d'ouvriers mineurs en chômage a baissé de 34,5 % en Wallonie et s'est accru légèrement en Flandre. Le nombre de chômeurs dans l'agriculture a diminué tant en Flandre qu'en Wallonie (respectivement de 7,9 % et de 20,0 %). Chez les coupeurs de cuir, il y a un recul dans chaque région : de 12,3 % en Flandre, de 15,7 % en Wallonie et de 15,6 % à Bruxelles.

En Flandre, la moyenne mensuelle du chômage complet féminin parmi les conducteurs de fours a augmenté de 43,6 % par rapport à 1970 ; la hausse y est de 153,7 % pour le groupe des cuisinières, femmes de chambre, commis de salle et serveuses. A Bruxelles, ces deux groupes ont également accusé une aggravation sensible (+ 28,2 % ou + 146,8 %). En Wallonie, la progression dans ces professions a été respectivement de 12,1 % et 116,2 %, tandis qu'une avance importante (38,1 %) a été constatée chez les manœuvres, alors qu'en Flandre il y a recul de 51,5 %.

En raison du faible rythme de croissance de l'économie en 1967 et en 1968, une action spéciale a été menée en vue de l'introduction de jeunes travailleurs dans la production. De ce fait, en juin 1969 et 1970 le nombre des chômeurs de moins de 25 ans a, par rapport à un an plus tôt, fléchi de respectivement 38,2 % et 14,1 % ; en juin 1971 cependant, il y a eu aggravation de 14,9 % par rapport à juin 1970. Parmi les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, 67,3 % étaient du sexe féminin, tandis que dans l'ensemble des chômeurs complets, les femmes représentaient 40,2 %. A fin décembre 1971, 21 % des chômeurs n'avaient pas atteint l'âge de 25 ans, contre 17,3 % l'année précédente.

Du point de vue des groupes d'âge, le chômage présente une répartition différente selon les régions. A fin décembre 1971, 22,2 % des chômeurs complets en Flandre avaient moins de 25 ans et 45,1 % plus de 50 ans, contre respective-

ment 17,3 et 53,4 % l'année précédente. En Wallonie, ce rapport était respectivement de 21,7 % (contre 19,3 %) et de 40,9 % (contre 43,4 %) ; à Bruxelles, il s'établissait à 12,1 % (contre 9,1 %) et à 51 % (contre 57,8 %).

Fin décembre 1971, 52,2 % du total des chômeurs complets de moins de 25 ans étaient enregistrés en Flandre, 41,6 % en Wallonie et 6,2 % à Bruxelles, contre 46,0, 48,6 et 5,4 % à fin décembre 1970. Pour les chômeurs de plus de 50 ans, la proportion s'établissait respectivement à 50,3 % dans le Nord du pays, à 37,3 % dans le Sud et à 12,4 % à Bruxelles, contre 49,8, 38,4 et 11,8 % douze mois auparavant.

Le tableau du chômage par groupes d'âge, par durée et par région linguistique au 30 juin 1971 (y compris les chômeurs occupés par les administrations publiques) montre que chez les hommes, dans toutes les catégories d'âge et dans les trois régions, le nombre des demandeurs d'emploi depuis moins de trois mois est plus élevé que l'année précédente. Par contre, un ralentissement du chômage féminin est généralement noté ; une hausse n'est en effet apparue que pour le groupe des moins de 25 ans dans les trois régions et pour celui de 25 à 40 ans en Flandre.

Dans le groupe des demandeurs d'emploi qui n'ont pas trouvé de travail depuis 3 à 6 mois, le nombre des jeunes (— 25 ans) s'accroît dans les trois régions, exception faite pour les femmes en Wallonie, où le nombre de chômeurs a fléchi. Dans la catégorie de 25 à 40 ans et de 40 à 50 ans, le chômage s'est accru pour les deux sexes en Flandre et à Bruxelles ; les classes plus âgées ont cependant enregistré une augmentation dans les trois régions, à l'exception des femmes (40 à 60 ans) pour lesquelles une progression a été notée à Bruxelles.

En Wallonie, le nombre de chômeurs masculins qui cherchent une occupation depuis 6 mois à 1 an est en régression pour toutes les catégories d'âge ; il n'en va de même que pour le groupe de 50 à 65 ans à Bruxelles, où pour les autres groupes d'âge par contre un accroissement a été enregistré. En Flandre, le nombre a augmenté dans chaque groupe d'âge. Dans cette catégorie de chômeurs, les femmes ont accusé une augmentation dans les trois régions du pays et dans chaque classe d'âge, sauf celle des femmes de moins de 25 ans en Wallonie.

Pour le groupe des demandeurs d'emploi sans occupation depuis 1 à 2 ans, la situation se présente comme suit : pour les hommes, l'accroissement se limite au groupe d'âge de 25 à 40 ans à Bruxelles ; pour les femmes, il a eu lieu, en Flandre et à Bruxelles, dans tous les groupes d'âge, sauf celui de 25 à 40 ans en Flandre, où il y a eu un fléchissement.

Pour les demandeurs d'emploi sans occupation depuis 2 ans et plus, un accroissement ne s'est produit en Wallonie que pour les hommes de 50 à 65 ans, tandis que pour les femmes une augmentation n'a été enregistrée qu'à Bruxelles pour le groupe le plus jeune et le plus âgé (moins de 25 ans et de 40 à 60 ans).

Des 70 181 chômeurs complets, allocataires, enregistrés à la fin de juin 1971, 8 792 (12,5 %) étaient de nationalité étrangère. Un an auparavant, le taux de chômeurs étrangers s'élevait à 12,3 %.

Près de la moitié des chômeurs étrangers résidant en Belgique est localisée dans la région liégeoise (45,8 %) ; 12,4 % sont domiciliés dans le ressort du bureau régional de Bruxelles, 9,0 % dans celui de Mons et 7,8 % à Hasselt.

Par région, la proportion des étrangers dans l'ensemble des chômeurs était de 3,5 % en Flandre, de 21,1 % en Wallonie et de 14,5 % à Bruxelles.

★
★ ★

Main-d'œuvre salariée occupée en Belgique et à l'étranger (a)

Situation au 30 juin
(en milliers)

DÉSIGNATION	1957	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Secteur primaire :											
Agriculture, sylviculture, pêche	**24,6**	**22,2**	**21,1**	**18,6**	**17,6**	**16,9**	**15,7**	**15,5**	**15,4**	**14,5**	**13,6**
Secteur secondaire	**1 478,1**	**1 435,4**	**1 457,4**	**1 476,6**	**1 511,7**	**1 509,3**	**1 495,4**	**1 455,2**	**1 429,3**	**1 459,0**	**1 485,2**
Industries extractives	165,1	112,1	102,7	100,0	101,9	94,6	83,3	74,2	66,6	59,5	51,7
Industries manufacturières	1 071,4	1 079,5	1 099,9	1 107,2	1 135,6	1 137,7	1 132,8	1 094,5	1 077,5	1 111,7	1 139,9
Bâtiment et construction	213,5	215,5	226,6	240,6	245,0	247,4	249,6	256,4	254,5	256,8	262,0
Electricité, eau, gaz	28,1	28,3	28,2	28,8	29,2	29,6	29,7	30,1	30,7	31,0	31,6
Secteur tertiaire	**1 050,1**	**1 131,8**	**1 176,3**	**1 208,9**	**1 250,8**	**1 288,0**	**1 325,5**	**1 350,6**	**1 377,5**	**1 421,6**	**1 473,4**
Commerce, banque, assurance	251,2	291,6	305,5	316,3	335,9	353,1	366,6	375,3	383,9	402,9	431,0
Transport et communications	229,4	224,0	225,6	229,1	231,7	232,3	233,8	230,4	235,0	238,0	249,3
Services (militaires de carrière non compris)	569,5	616,2	645,2	663,5	683,2	702,6	725,1	744,9	758,6	780,7	793,1
Total général...	**2 552,8**	**2 589,4**	**2 654,8**	**2 704,1**	**2 780,1**	**2 814,2**	**2 836,6**	**2 821,3**	**2 822,1**	**2 895,1**	**2 972,2**

(a) Les données pour 1971 ne sont pas encore disponibles.

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Répartition par branche d'activité de la population active (a)

BRANCHES D'ACTIVITÉ	30 juin 1968		30 juin 1969		30 juin 1970	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
	HOMMES					
Occupée en Belgique	**2 581 917**	**98,3**	**2 591 243**	**98,3**	**2 608 524**	**98,3**
Agriculture, etc.	151 497	5,8	144 576	5,5	137 081	5,2
Industries extractives	65 749	2,5	58 753	2,2	51 028	1,9
Industries manufacturières .	874 093	33,3	896 506	34,0	910 813	34,3
Industrie de la construction	294 463	11,2	297 786	11,3	301 167	11,4
Electricité, gaz, eau	28 971	1,1	29 284	1,1	29 654	1,1
Commerce, banques, etc. ..	357 959	13,6	368 207	14,0	378 128	14,3
Transports et communicat..	246 065	9,4	249 210	9,5	257 721	9,7
Services (b)	439 296	16,7	446 999	17,0	453 478	17,1
Demandeurs d'emploi	75 111	2,9	56 770	2,1	48 035	1,8
Miliciens	47 757	1,8	42 544	1,6	40 325	1,5
Stagiaires en form. profes. .	956	0,0	608	0,0	1 094	0,0
Occupée à l'étranger	**45 703**	**1,7**	**44 187**	**1,7**	**43 965**	**1,7**
Total...	**2 627 620**	**100,0**	**2 635 430**	**100,0**	**2 652 489**	**100,0**
	FEMMES					
Occupée en Belgique	**1 180 948**	**98,5**	**1 211 967**	**98,5**	**1 246 415**	**98,5**
Agriculture, etc.	49 345	4,1	46 329	3,8	43 476	3,4
Industries extractives	920	0,1	876	0,1	844	0,1
Industries manufacturières .	297 176	24,8	308 461	25,1	321 257	25,4
Industrie de la construction	9 246	0,8	9 614	0,8	10 225	0,8
Electricité, gaz, eau	1 886	0,1	1 885	0,1	2 092	0,2
Commerce, banques, etc. ..	261 116	21,8	270 086	21,9	284 645	22,5
Transports et communicat..	22 216	1,9	22 721	1,8	24 351	1,9
Services	503 858	42,0	520 390	42,3	531 271	42,0
Demandeurs d'emploi	35 023	2,9	31 453	2,6	28 156	2,2
Stagiaires en form. profes. .	162	0,0	152	0,0	98	0,0
Occupée à l'étranger	**17 801**	**1,5**	**18 824**	**1,5**	**19 205**	**1,5**
Total...	**1 198 749**	**100,0**	**1 230 791**	**100,0**	**1 265 620**	**100,0**
	TOTAL					
Occupée en Belgique	**3 762 865**	**98,3**	**3 803 210**	**98,4**	**3 854 939**	**98,4**
Agriculture, etc.	200 842	5,3	190 905	4,9	180 557	4,6
Industries extractives	66 669	1,7	59 629	1,6	51 872	1,3
Industries manufacturières .	1 171 269	30,6	1 204 967	31,2	1 232 070	31,5
Industrie de la construction	303 709	8,0	307 400	8,0	311 392	8,0
Electricité, gaz, eau	30 857	0,8	31 169	0,8	31 746	0,8
Commerce, banques, etc. ..	619 075	16,2	638 293	16,5	662 773	16,9
Transports et communicat..	268 281	7,0	271 931	7,0	282 072	7,2
Services (b)	943 154	24,6	967 389	25,0	984 749	25,1
Demandeurs d'emploi	110 134	2,9	88 223	2,3	76 191	2,0
Miliciens	47 757	1,2	42 544	1,1	40 325	1,0
Stagiaires en form. profes. .	1 118	0,0	760	0,0	1 192	6,0
Occupée à l'étranger	**63 504**	**1,7**	**63 011**	**1,6**	**63 170**	**1,6**
Total...	**3 826 369**	**100,0**	**3 866 221**	**100,0**	**3 918 109**	**100,0**

Sources : Institut National de Statistique.
Ministère de l'Emploi et du Travail

(a) Les données relatives à 1971 ne sont pas disponibles.
(b) Militaires de carrière compris dans les services.

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs (a)

(en milliers)

SECTEUR	Ouvriers occupés (moyennes mensuelles)				Heures-ouvriers			
	1968	1969	1970	1971	1968	1969	1970	1971
Charbonnages (b)	40,8	35,1	30,2	27,8	83 530	70 126	56 841	55 087
Cokeries	3,2	3,0	3,1	3,1	6 395	5 836	5 950	5 896
Sidérurgie (c)	45,0	45,6	47,3	46,9	91 841	93 068	93 323	89 177
Métaux non ferreux	15,9	16,5	16,7	15,8	32 232	33 063	32 769	30 213
Fabrications métalliques	214,5	235,7	250,6	253,6	413 449	451 225	468 087	462 541
Caoutchouc	5,1	5,6	5,9	6,3	10 055	10 862	11 114	11 661
Papier (établissements producteurs)	9,1	8,9	8,8	8,4	18 051	17 487	17 379	16 247
Papier (établissements transformateurs)	12,0	13,1	13,2	12,6	23 230	25 300	24 603	22 845
Carrières	5,2	5,7	5,3	4,5	9 567	10 753	9 914	8 267
Chaux, calcaires et dérivés	4,0	3,9	3,9	3,9	8 143	8 116	7 944	7 964
Terre cuite	7,0	6,5	6,4	5,8	13 652	12 798	12 321	10 956
Ciment	2,5	2,4	2,6	2,6	4 971	4 748	4 962	4 903
Verre	21,2	22,0	22,6	21,5	41 680	42 660	42 703	38 755
Bois	31,6	33,6	33,7	33,6	63 178	66 950	65 861	64 737
Céramique	6,4	6,2	6,2	5,9	12 276	12 191	11 764	10 812
Construction	100,1	99,9	98,4	96,8	182 585	180 818	181 731	178 790
Filatures : coton, lin et chanvre (d)	10,9	10,9	10,6	10,1	..	..	..	..
laine, jute, fibres dures	15,6	16,3	16,3	15,9	29 199	29 827	29 121	28 285
Tissages	31,6	31,8	31,3	30,9	61 899	60 808	59 490	58 077
Autres activités textiles	4,4	4,4	4,1	3,4	7 900	7 706	6 989	5 897
Bonneterie	18,8	18,5	18,0	17,5	35 140	34 357	33 243	31 665
Huiles végétales et animales	1,3	1,3	1,1	1,1	2 731	2 538	2 305	2 181
Tabac	5,7	5,5	5,4	5,3	10 287	9 867	9 166	8 895
Cuir	2,2	2,2	2,2	2,0	4 322	4 337	4 154	3 806
Chaussures	8,4	7,8	6,9	6,3	14 817	13 887	11 667	10 734
Pantoufles	1,3	1,2	1,0	0,9	2 408	2 149	1 779	1 648
Distribution d'eau	4,2	4,3	4,4	4,7	8 855	9 067	9 337	9 711
Port d'Anvers	12,8	12,7	12,5	12,3	..	..	..	..

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration des Mines.
Fédérations professionnelles.

(a) De façon générale, les industries reprises dans ce tableau font l'objet d'une statistique de production et les données portent en principe, sur l'ensemble des établissements sans distinction du nombre d'ouvriers occupés.
(b) Nombre moyen de présences par jour ouvré des ouvriers du fond et de la surface.
(c) A l'exception des usines produisant uniquement des aciers de moulage.
(d) Pour ces branches, nombre de broches-heures de 1968 à 1971 : 4.952, 5.083, 4.877 et 4.797 millions.

Evolution du chômage

ANNÉE	Chômage complet (a)			Chômage partiel (b) (c)		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1960	85 266	29 008	114 274	37 283	10 762	48 045
1961	65 436	23 695	89 131	29 870	10 461	40 331
1962	50 109	20 834	70 943	29 009	9 442	38 451
1963	42 085	16 991	59 076	43 798	6 407	50 205
1964	35 869	14 494	50 363	19 823	6 904	26 727
1965	38 977	16 398	55 375	29 219	7 588	36 807
1966	43 306	18 192	61 498	28 090	7 639	35 729
1967	58 354	26 964	85 318	32 507	13 363	45 870
1968	68 664	34 066	102 730	30 905	9 103	40 008
1969	53 115	32 228	85 343	28 640	6 610	35 250
1970	42 387	28 874	71 261	23 362	8 145	31 507
1971	42 368	28 508	70 876	29 748	7 282	37 030

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Statistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets, à l'exclusion des chômeurs occupés par les pouvoirs publics. Situation en fin du mois et moyenne mensuelle pour l'année.
(b) Moyennes journalières des chômeurs contrôlés.
(c) L'arrêté ministériel du 4 avril 1968 (*Moniteur belge* du 9 avril 1968) est entré en vigueur le 8 avril 1968, et a étendu la dispense du contrôle communal à tous les chômeurs âgés de 60 ans ou plus pour les hommes et de 55 ans ou plus pour les femmes. De ce fait les données à partir de 1968 ne sont pas comparables avec celles des années précédentes.

Repartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Anvers.....	8 877	11 388	14 737	10 957	9 181	9 012
Brabant.....	9 052	12 213	14 665	12 044	10 132	10 636
Flandre occidentale.....	7 101	8 485	9 475	6 749	5 353	6 275
Flandre orientale	8 211	11 303	13 496	10 535	8 553	8 785
Hainaut	11 628	15 937	18 748	16 240	13 231	11 729
Liège	10 542	15 419	19 079	18 533	16 669	16 192
Limbourg	4 126	7 600	8 887	6 892	5 250	5 414
Luxembourg.....	423	775	1 054	1 051	855	843
Namur.....	1 538	2 198	2 589	2 342	2 037	1 990
Région flamande	*3 0303*	*41 486*	*49 814*	*37 830*	*30 520*	*31 760*
Région wallonne	*24 779*	*35 297*	*42 574*	*39 092*	*33 648*	*31 664*
Bruxelles (b)	*6 416*	*8 535*	*10 342*	*8 421*	*7 093*	*7 452*
Le Royaume...	**61 498**	**85 318**	**102 730**	**85 343**	**71 261**	**70 876**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

PROVINCE OU RÉGION	1966	1967	1968	1969	1970	1971
	HOMMES					
Anvers	6 493	8 102	10 192	7 336	6 326	6 092
Brabant	5 839	7 885	9 358	7 274	5 905	6 062
Flandre occidentale	5 411	6 402	7 172	4 884	3 755	4 486
Flandre orientale	6 223	7 809	9 070	6 945	5 459	5 716
Hainaut	7 482	9 952	11 304	8 549	6 283	5 703
Liège	7 564	10 910	13 022	11 562	9 564	9 255
Limbourg	3 053	5 276	6 133	4 582	3 543	3 537
Luxembourg	310	610	828	745	562	529
Namur	931	1 408	1 585	1 238	990	988
Région flamande	*22 585*	*29 450*	*34 755*	*25 538*	*20 517*	*21 264*
Région wallonne	*16 713*	*23 548*	*27 452*	*22 633*	*17 852*	*16 963*
Bruxelles (b)	*4 008*	*5 346*	*6 457*	*4 944*	*4 018*	*4 141*
Le Royaume	**43 306**	**58 354**	**68 664**	**53 115**	**42 387**	**42 368**
	FEMMES					
Anvers	2 384	3 286	4 545	3 621	2 855	2 920
Brabant	3 213	4 328	5 307	4 770	4 227	4 574
Flandre occidentale	1 690	2 083	2 303	1 865	1 598	1 789
Flandre orientale	1 988	3 494	4 426	3 590	3 094	3 069
Hainaut	4 146	5 985	7 444	7 691	6 948	6 026
Liège	2 978	4 509	6 057	6 971	7 105	6 937
Limbourg	1 073	2 324	2 754	2 310	1 707	1 877
Luxembourg	113	165	226	306	293	314
Namur	607	790	1 004	1 104	1 047	1 002
Région flamande	*7 718*	*12 026*	*15 059*	*12 292*	*10 003*	*10 496*
Région wallonne	*8 066*	*11 749*	*15 122*	*16 459*	*15 796*	*14 701*
Bruxelles (b)	*2 408*	*3 189*	*3 885*	*3 477*	*3 075*	*3 311*
Le Royaume	**18 192**	**26 964**	**34 066**	**32 228**	**28 874**	**28 508**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.

(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

PROVINCE OU RÉGION	1966	1967	1968	1969	1970	1971
	HOMMES					
Anvers	1 596	3 078	4 630	1 988	1 348	1 420
Brabant	2 213	4 219	5 488	3 084	1 660	2 147
Flandre occidentale	2 075	3 021	3 492	1 620	960	1 728
Flandre orientale	1 507	2 977	3 895	1 718	846	1 236
Hainaut	3 575	5 802	6 760	3 780	1 843	1 726
Liège	3 208	5 646	6 580	4 468	2 075	1 763
Limbourg	1 098	2 763	3 048	1 254	518	704
Luxembourg	167	439	571	354	177	182
Namur	311	716	797	372	181	244
Région flamande	*6 652*	*12 625*	*16 136*	*7 129*	*3 910*	*5 419*
Région wallonne	*7 465*	*13 025*	*15 152*	*9 215*	*4 405*	*4 086*
Bruxelles (b)	*1 633*	*3 011*	*3 973*	*2 294*	*1 293*	*1 645*
Le Royaume	**15 750**	**28 661**	**35 261**	**18 638**	**9 608**	**11 150**
	FEMMES					
Anvers	1 063	1 793	2 777	1 881	1 179	1 161
Brabant	1 634	2 738	3 516	2 678	1 956	2 236
Flandre occidentale	1 184	1 531	1 645	1 237	1 024	1 180
Flandre orientale	829	2 227	2 970	1 840	1 251	1 132
Hainaut	2 580	4 307	5 634	5 669	4 837	3 931
Liège	1 596	2 961	4 138	4 768	4 567	3 785
Limbourg	564	1 648	1 851	1 322	819	968
Luxembourg	97	146	206	270	244	253
Namur	280	426	604	647	618	593
Région flamande	*3 989*	*7 782*	*9 990*	*6 878*	*4 697*	*4 942*
Région wallonne	*4 698*	*8 055*	*10 836*	*11 561*	*10 469*	*8 779*
Bruxelles (b)	*1 140*	*1 940*	*2 515*	*1 873*	*1 329*	*1 518*
Le Royaume	**9 827**	**17 777**	**23 341**	**20 312**	**16 495**	**15 239**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.

(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Anvers	2 659	4 871	7 407	3 869	2 527	2 581
Brabant	3 847	6 957	9 004	5 762	3 616	4 383
Flandre occidentale	3 259	4 552	5 137	2 857	1 984	2 908
Flandre orientale	2 336	5 204	6 865	3 558	2 097	2 368
Hainaut	6 155	10 109	12 384	9 449	6 680	5 657
Liège	4 804	8 607	10 728	9 236	6 642	5 548
Limbourg	1 662	4 411	4 899	2 576	1 337	1 672
Luxembourg	264	585	777	624	421	435
Namur	591	1 142	1 401	1 019	799	837
Région flamande	*10 641*	*20 407*	*26 126*	*14 007*	*8 607*	*10 361*
Région wallonne	*12 163*	*21 080*	*25 988*	*20 776*	*14 874*	*12 865*
Bruxelles (b)	*2 773*	*4 951*	*6 488*	*4 167*	*2 622*	*3 163*
Le Royaume	**25 577**	**46 438**	**58 602**	**38 950**	**26 103**	**26 389**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par groupe de professions et région linguistique des chômeurs complets en 1971 (a)

GROUPE DE PROFESSIONS	HOMMES				FEMMES				TOTAL			
	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total
Employés	1 650	1 260	772	3 682	2 708	3 908	991	7 607	4 358	5 168	1 763	11 289
Artistes	137	61	166	364	60	108	81	249	197	169	247	613
Agriculteurs	441	163	24	628	39	14	—	53	480	177	24	681
Chasseurs, forestiers	16	67	1	84	—	1	—	1	16	68	1	85
Pêcheurs	93	—	—	93	—	—	—	—	93	—	—	93
Mineurs	282	729	39	1 050	—	52	—	52	282	781	39	1 102
Carriers	32	117	7	156	1	12	—	13	33	129	7	169
Travailleurs des transports et des communications	774	584	154	1 512	59	132	33	224	833	716	187	1 736
Fileurs, tisseurs, tricoteurs	672	353	19	1 044	750	881	90	1 721	1 422	1 234	109	2 765
Tailleurs, coupeurs, fourreurs	245	91	132	468	1 129	1 400	311	2 840	1 374	1 491	443	3 308
Coupeurs de cuir, monteurs en chaussures, maroquiniers	200	107	54	361	333	193	58	584	533	300	112	945
Conducteurs de fours, lamineurs, tréfileurs, mouleurs, mécaniciens, outilleurs, électriciens	1 915	2 798	354	5 067	425	1 307	118	1 850	2 340	4 105	472	6 917
Travailleurs du diamant	639	—	4	643	68	—	—	68	707	—	4	711
Charpentiers, menuisiers, ébénistes	1 100	455	158	1 713	43	45	4	92	1 143	500	162	1 805
Peintres et colleurs de papiers peints, maçons, carreleurs, plafonneurs	3 048	1 382	369	4 799	4	27	3	34	3 052	1 409	372	4 833
Compositeurs, typographes	78	49	43	170	31	112	29	172	109	161	72	342
Potiers, conducteurs de fours, formeurs de verre	266	285	32	583	245	535	5	785	511	820	37	1 368
Meuniers, boulangers, brasseurs	341	112	111	564	358	332	12	702	699	444	123	1 266
Travailleurs de la chimie	40	82	36	158	23	189	9	221	63	271	45	379
Ouvriers en tabac	15	1	1	17	117	110	3	230	132	111	4	247
Ouvriers à la production non classés ailleurs	111	53	70	234	127	290	79	496	238	343	149	730
Emballeurs et travailleurs assimilés	75	24	21	120	515	540	219	1 274	590	564	240	1 394
Conducteurs de machines fixes et d'appareils d'excavation et de levage	154	266	21	441	—	3	—	3	154	269	21	444
Dockers et manutentionnaires	336	370	176	882	36	557	57	650	372	927	233	1 532
Cuisiniers, femmes de chambre, garçons de salle, serveurs	420	205	279	904	1 822	1 306	506	3 634	2 242	1 511	785	4 538
Autres travailleurs spécialisés dans les services	225	227	62	514	752	607	205	1 564	977	834	267	2 078
Manœuvres ordinaires	7 959	7 122	1 036	16 117	851	2 040	498	3 389	8 810	9 162	1 534	19 506
Total général	**21 264**	**16 963**	**4 141**	**42 368**	**10 496**	**14 701**	**3 311**	**28 508**	**31 760**	**31 664**	**7 452**	**70 876**

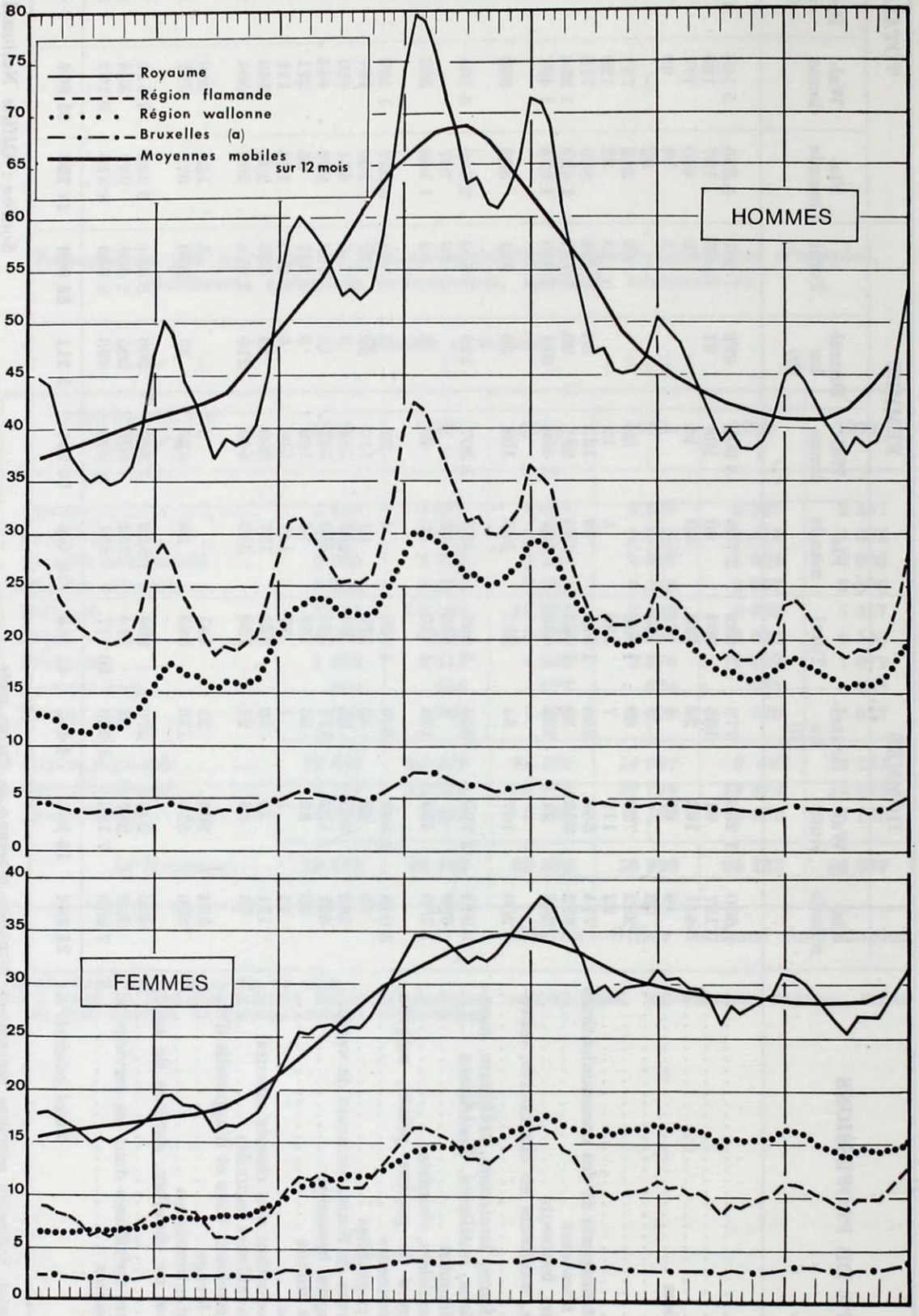
(a) Demandeur d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Source : Office National de l'Emploi.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Toutes catégories

(en milliers)

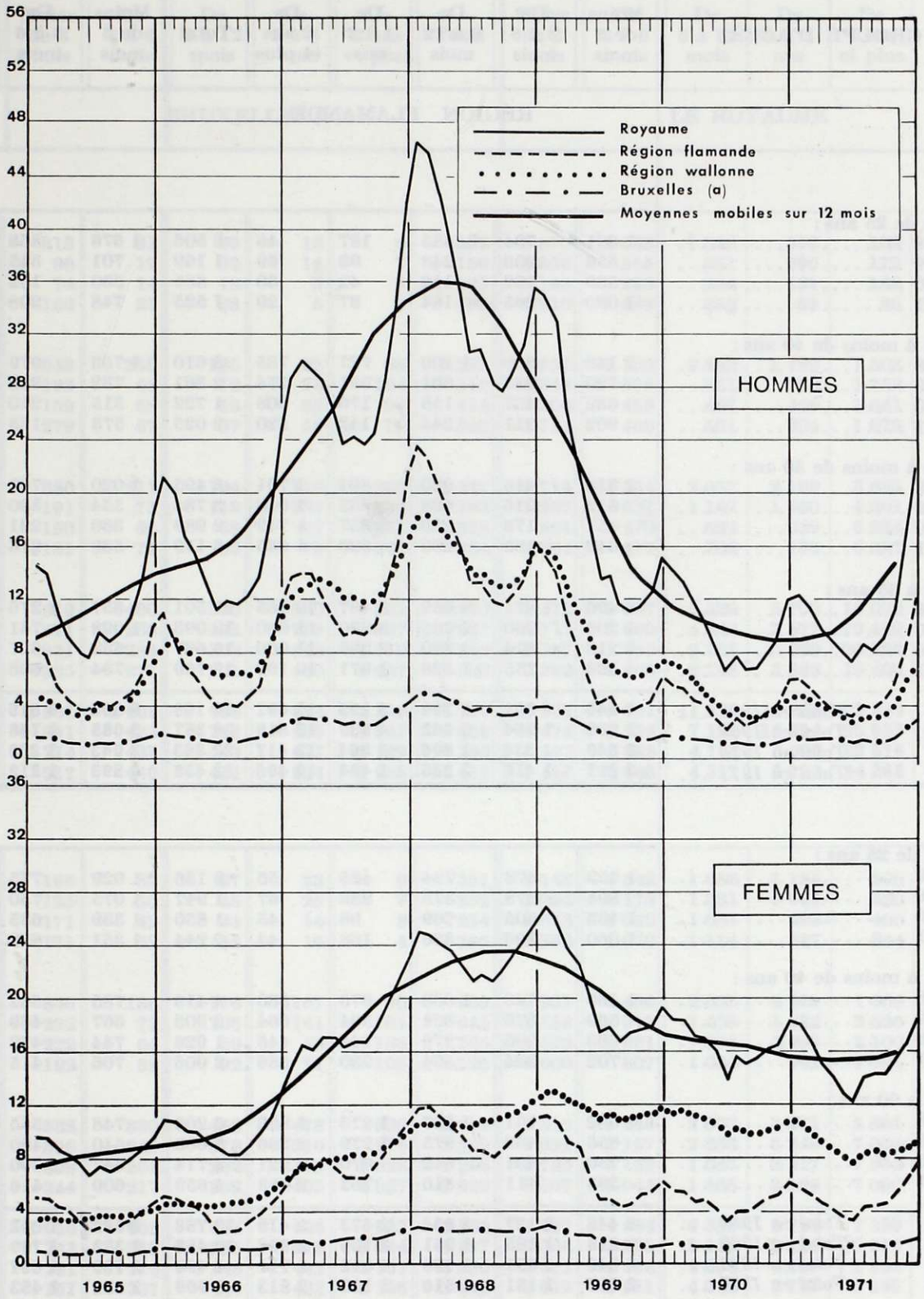


(a) Bruxelles = Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien.

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Aptitude normale
(en milliers)



(a) Bruxelles = Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien.

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition des chômeurs complets par groupe

GROUPE D'AGES	DURÉE DU									
	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans
	RÉGION FLAMANDE						RÉGION			
	HOM									
Moins de 25 ans :										
1968	1 881	704	685	187	46	3 503	1 676	853	818	352
1969	556	203	248	93	69	1 169	701	345	351	183
1970	539	132	112	42	60	885	530	152	163	80
1971	1 030	265	164	37	29	1 525	748	208	167	46
De 25 à moins de 40 ans :										
1968	2 149	890	1 109	727	735	5 610	1 753	979	1 148	973
1969	720	185	301	381	774	2 361	732	330	488	514
1970	632	157	155	170	608	1 722	515	210	259	224
1971	902	211	244	143	520	2 025	573	185	190	193
De 40 à moins de 50 ans :										
1968	1 314	616	920	894	1 751	5 495	1 020	707	943	1 186
1969	512	216	428	635	1 943	3 734	554	330	640	886
1970	451	173	259	357	1 749	2 989	360	231	367	541
1971	642	185	299	328	1 665	3 119	538	216	325	381
De 50 à 65 ans :										
1968	2 496	1 871	3 082	3 487	10 565	21 501	1 357	1 276	1 907	2 582
1969	1 208	960	2 065	3 830	11 030	19 093	1 098	741	1 886	2 982
1970	1 218	874	1 280	2 295	11 000	16 667	638	627	1 140	2 523
1971	1 323	755	1 528	1 971	10 192	15 769	734	603	929	1 452
Total en 1968 ...	**7 840**	**4 081**	**5 796**	**5 295**	**13 097**	**36 109**	**5 806**	**3 815**	**4 816**	**5 093**
Total en 1969 ...	**2 996**	**1 564**	**3 042**	**4 939**	**13 816**	**26 357**	**3 085**	**1 746**	**3 365**	**4 565**
Total en 1970 ...	**2 840**	**1 336**	**1 806**	**2 864**	**13 417**	**22 263**	**2 043**	**1 220**	**1 929**	**3 368**
Total en 1971 ...	**3 897**	**1 416**	**2 235**	**2 484**	**12 406**	**22 438**	**2 593**	**1 212**	**1 611**	**2 072**
	FEM									
Moins de 25 ans :										
1968	1 253	678	724	425	56	3 136	1 029	775	891	737
1969	894	378	375	233	67	1 947	1 075	750	961	773
1970	1 133	305	269	98	45	1 850	1 339	685	768	583
1971	1 360	396	336	108	44	2 244	1 351	622	735	513
De 25 à moins de 40 ans :										
1968	1 160	748	1 003	975	530	4 416	785	562	846	1 166
1969	669	375	601	594	664	2 903	667	469	769	1 118
1970	663	295	279	244	445	1 926	744	472	558	789
1971	702	324	364	230	386	2 006	706	415	610	601
De 40 à 60 ans :										
1968	1 032	761	1 307	1 273	1 833	6 206	748	555	943	1 520
1969	656	432	975	1 279	2 266	5 608	640	490	908	1 451
1970	750	431	642	670	2 221	4 714	647	500	743	1 269
1971	593	411	810	762	2 083	4 659	600	416	746	1 031
Total en 1968 ...	**3 445**	**2 187**	**3 034**	**2 673**	**2 419**	**13 758**	**2 562**	**1 892**	**2 680**	**3 423**
Total en 1969 ...	**2 219**	**1 185**	**1 951**	**2 106**	**2 997**	**10 458**	**2 382**	**1 709**	**2 638**	**3 342**
Total en 1970 ...	**2 546**	**1 031**	**1 190**	**1 012**	**2 711**	**8 490**	**2 730**	**1 657**	**2 069**	**2 641**
Total en 1971 ...	**2 655**	**1 131**	**1 510**	**1 100**	**2 513**	**8 909**	**2 657**	**1 453**	**2 091**	**2 145**

(a) Recensement à la date du 30 juin. Les données comprennent les chômeurs occupés par les pouvoirs publics.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

'âges, durée et région linguistique (a)

H)MAGE													
)e 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total
/ALLONNE		BRUXELLES (b)						LE ROYAUME					
ES													
51	3 750	313	81	39	13	6	452	3 870	1 638	1 542	552	103	7 705
96	1 676	96	17	32	14	7	166	1 353	565	631	290	172	3 011
69	994	74	14	19	9	9	125	1 143	298	294	131	138	2 004
49	1 218	132	25	28	5	8	198	1 910	498	359	88	86	2 941
770	5 623	649	253	185	92	98	1 277	4 551	2 122	2 442	1 792	1 603	12 510
875	2 939	193	63	72	78	104	510	1 645	578	861	973	1 753	5 810
634	1 842	159	68	53	35	99	414	1 306	435	467	429	1 341	3 978
480	1 621	279	67	67	53	79	545	1 754	463	501	394	1 079	4 191
710	5 566	380	211	194	119	223	1 127	2 714	1 534	2 057	2 199	3 684	12 188
099	4 509	191	75	119	139	259	783	1 257	621	1 187	1 660	4 301	9 026
934	3 433	150	66	68	91	251	626	961	470	694	989	3 934	7 048
791	3 251	181	71	85	76	241	654	1 361	472	709	785	3 697	7 024
853	12 975	619	460	540	640	1 591	3 850	4 472	3 607	5 529	6 709	18 009	38 326
682	13 389	411	268	492	759	1 697	3 627	2 717	1 969	4 443	7 571	19 409	36 109
393	12 321	331	284	303	542	1 770	3 230	2 187	1 785	2 723	5 360	20 163	32 218
551	11 269	335	277	291	460	1 657	3 020	2 392	1 635	2 748	3 883	19 400	30 058
384	**27 914**	**1 961**	**1 005**	**958**	**864**	**1 918**	**6 706**	**15 607**	**8 901**	**11 570**	**11 252**	**23 399**	**70 729**
752	**22 513**	**891**	**423**	**715**	**990**	**2 067**	**5 086**	**6 972**	**3 733**	**7 122**	**10 494**	**25 635**	**53 956**
1 030	**18 590**	**714**	**432**	**443**	**677**	**2 129**	**4 395**	**5 597**	**2 988**	**4 178**	**6 909**	**25 576**	**45 248**
871	**17 359**	**927**	**440**	**471**	**594**	**1 985**	**4 417**	**7 417**	**3 068**	**4 317**	**5 150**	**24 262**	**44 214**
MES													
138	3 570	166	89	67	23	6	351	2 448	1 542	1 682	1 185	200	7 057
356	3 915	125	50	45	25	7	252	2 094	1 178	1 381	1 031	430	6 114
352	3 727	171	42	24	14	3	254	2 643	1 032	1 061	695	400	5 831
316	3 537	171	52	43	16	4	286	2 882	1 070	1 114	637	364	6 067
989	4 348	346	186	176	167	90	965	2 291	1 496	2 025	2 308	1 609	9 729
561	4 584	222	73	108	141	101	645	1 558	917	1 478	1 853	2 326	8 132
547	4 110	222	64	59	55	108	508	1 629	831	896	1 088	2 100	6 544
300	3 632	192	68	92	71	105	528	1 600	807	1 066	902	1 791	6 166
922	6 688	538	330	442	478	826	2 614	2 318	1 646	2 692	3 271	5 581	15 508
816	7 305	396	245	373	510	976	2 500	1 692	1 167	2 256	3 240	7 058	15 413
105	7 264	398	204	262	378	1 026	2 268	1 795	1 135	1 647	2 317	7 352	14 246
950	6 743	344	217	309	405	1 057	2 332	1 537	1 044	1 865	2 198	7 090	13 734
049	**14 606**	**1 050**	**605**	**685**	**668**	**922**	**3 930**	**7 057**	**4 684**	**6 399**	**6 764**	**7 390**	**32 294**
733	**15 804**	**743**	**368**	**526**	**676**	**1 084**	**3 397**	**5 344**	**3 262**	**5 115**	**6 124**	**9 814**	**29 659**
004	**15 101**	**791**	**310**	**345**	**447**	**1 137**	**3 030**	**6 067**	**2 998**	**3 604**	**4 100**	**9 852**	**26 621**
566	**13 912**	**707**	**337**	**444**	**492**	**1 166**	**3 146**	**6 019**	**2 921**	**4 045**	**3 737**	**9 245**	**25 967**

Source : Office National de l'Emploi.

CHAPITRE PREMIER

AGRICULTURE ET PÊCHE MARITIME

SECTION I. – AGRICULTURE

§ 1. — ETAT DES CULTURES

1. — *Conditions atmosphériques.*

Les faibles précipitations, le grand nombre d'heures d'insolation et la répartition favorable de la température moyenne ont contribué à la réussite de la production végétale en 1971.

Les deux premiers mois ont été assez normaux pour ce qui concerne les précipitations et la température, seules les chutes de neige ont été relativement rares. En mars, le nombre de jours de gel a été plus élevé que normalement. En raison du plus grand nombre de jours ensoleillés, le mois d'avril a été un mois sec. Au mois de mai, les pluies ont été plus abondantes que d'habitude et à certains endroits les averses ont causé des dégâts, surtout aux céréales, mais en général l'état des cultures était bon. L'eau ne manquait pas et a favorisé la croissance de l'herbe dans les prairies, du fourrage vert, des betteraves et des pommes de terre. En juin, la pluie a été abondante, de sorte que la récolte de foin s'est effectuée assez difficilement. La récolte des céréales et du lin a aussi encouru des dégâts à la suite de ces intempéries. Le temps sec, chaud et ensoleillé qui a persisté tout le long du mois de juillet, ainsi que les conditions atmosphériques généralement bonnes en août et en septembre, ont favorisé les travaux des champs. La sécheresse prolongée a toutefois ralenti la croissance de cultures d'arrière-saison et de l'herbe de prairie. En octobre, le temps est resté sec et doux. Malgré la sécheresse, les rendements ont été en général plus que satisfaisants. De plus, la qualité a été exceptionnelle, tant en ce qui concerne les céréales que les plantes racines et tuberculifères. En novembre, la récolte des betteraves sucrières a pu être poursuivie dans de bonnes conditions et le rendement a d'ailleurs été excellent. A la fin du mois il a plu abondamment, mais la plupart des semis d'hiver et des cultures d'arrière-saison avaient déjà eu lieu.

2 — *Superficie cultivée.*

Selon les résultats du recensement de l'agriculture et de l'horticulture au 15 mai 1971, la superficie cultivée totale des exploitations produisant pour la vente atteignait 1 529 467 ha contre 1 542 265 ha en 1970. La diminution de la superficie cultivée a donc été de 12 798 ha contre 11 275 ha en 1970.

§ 2. — SITUATION PAR SECTEUR

1 — *Cultures.*

a) *Céréales.*

La superficie réservée aux céréales a diminué de 4 262 ha en 1971, soit dans une mesure beaucoup moindre que l'année précédente. Comme en 1970, les réductions ont porté sur le froment de printemps (— 23 879 ha), l'avoine (— 988 ha) et surtout l'orge de printemps qui a accusé un fléchissement sensible atteignant — 38 787 ha. A l'inverse, la superficie consacrée à la culture de céréales d'hiver, tels le froment d'hiver (+ 35 608 ha), le seigle (+ 3 684 ha) et l'escourgeon (+ 18 269 ha) a été élevée.

Comme les conditions atmosphériques ont été favorables, le rendement et la qualité des céréales ont largement répondu aux prévisions. Pour presque toutes les céréales le rendement par ha a atteint un niveau record : ainsi, celui du froment d'hiver s'est élevé en moyenne à 4 750 kg contre 4 460 kg par ha en 1970, celui du froment de printemps à 3 820 kg par ha. En 1971, la production totale de froment s'est ainsi élevée à 887 865 t, soit 170 339 t de plus que l'année précédente. Par suite de l'extension de la surface cultivée et du rendement excellent (3 480 kg par ha), la production de seigle a augmenté de 33,8 %.

Le rendement d'escourgeon (4 510 kg par ha) a été exceptionnel ; la production atteignait 309 363 t contre 213 886 t en 1970.

Pour l'orge de printemps les résultats obtenus ont été meilleurs qu'en 1970, année qui n'avait pas été favorable pour cette culture. Le rendement de 3 460 kg par ha, contre 2 610 kg l'année précédente, peut être considéré comme satisfaisant, mais en raison de la réduction de la superficie cultivée, la production totale n'a atteint que 278 834 t.

Pour l'avoine le rendement a aussi été important, 3 920 kg par ha, contre 2 700 kg en 1970 ; la qualité a été, elle aussi, en général très bonne.

b) *Légumes à cosse récoltés secs, plantes industrielles, plantes racines et tuberculifères.*

La superficie destinée aux légumes à cosse récoltés secs a diminué de 1 204 ha. Ce recul est dû surtout à la réduction des superficies emblavées de pois (— 1 076 ha). Pour les pois, les haricots et les féveroles, la production a été

très satisfaisante. Vu la réduction de la superficie cultivée, la production totale n'a été que de 11 536 t pour les pois (13 137 t en 1970) et de respectivement 1 490 et 3 604 t pour les haricots et les féveroles.

La superficie totale consacrée aux plantes industrielles a augmenté de 7 833 ha. Le recul important constaté l'année précédente et qui était presque uniquement dû à la diminution de moitié de la culture du lin par suite d'ensemencements tardifs, a été neutralisé par l'extension de la culture de betteraves sucrières (+ 3 451 ha) et par un nouvel attrait pour la culture du lin (4 268 ha), qui, encouragée par des primes, a augmenté de 52 %.

La production totale de betteraves sucrières a atteint 4,87 millions de tonnes et le rendement par ha s'est élevé à 52,32 t contre 43,13 t en 1970. La plus forte teneur en sucre a également contribué au dépassement du quota fixé pour la production sucrière globale.

La superficie totale consacrée aux plantes racines et tuberculifères en culture principale est revenue de 33 376 ha en 1970 à 31 141 ha en 1971. Ce recul est imputable à la réduction des emblavements de betteraves fourragères (— 2 065 ha). Le rendement des betteraves fourragères, qui en 1970 était de 90,6 t/ha a été en 1971 de 99,5 t, ce qui est exceptionnellement élevé. La production totale s'est ainsi élevée à 3,0 millions de tonnes contre 2,9 millions l'année précédente.

La récolte des plantes fourragères, dont la superficie légèrement plus réduite (— 11 ha), a été largement compensée par un rendement supérieur, s'est élevée à 15,5 millions de tonnes contre 10,0 millions en 1970.

La superficie totale réservée aux pommes de terre atteint 42 222 ha ; la diminution de 4 251 ha en 1971 a donc entièrement neutralisé l'augmentation de 3 907 ha de 1970. Ce recul est notamment dû aux prix peu encourageants enregistrés fin 1970 et début 1971. Alors que les pommes de terre hâtives ont enregistré un gain de 648 ha, les pommes de terre mi-hâtives ont reculé de 3 673 ha, et les pommes de terre tardives de 1 226 ha. Cependant, les productions ont atteint des chiffres records : 21,8 t par ha pour les pommes de terre hâtives, 33,4 t par ha pour les mi-hâtives et 34,1 t par ha pour les tardives. Malgré la réduction des superficies, la production totale des pommes de terre (1,37 millions de tonnes) a atteint le même niveau élevé de 1970.

c) *Fourrages verts et herbages.*

La superficie consacrée aux fourrages verts s'est élevée à 44 030 ha, soit 6 444 ha de plus qu'en 1970, ce qui est dû à l'extension de 6 920 ha de la culture de maïs à ensiler, au préjudice de la culture de trèfles (— 1 152 ha). La production totale de maïs à ensiler a été évaluée à 1 262 148 t, soit 321 000 t de plus qu'en 1970.

A la suite d'une réduction de l'ordre de 12 792 ha, la superficie totale des prairies est retombée à 781 941 ha, dont 226 232 ha pour les prairies à faucher et 555 709 ha pour les prairies à pâturer. En 1971, la production totale de foin a atteint 1 978 070 t contre 1 820 335 t en 1970.

2. — *Elevage.*

a) *Généralités.*

Le nombre de chevaux agricoles a continué à décroître comme les années précédentes ; selon le recensement au 1er décembre 1971, il a diminué de 10,9 % par rapport à 1970. Le recul concerne surtout les chevaux de trait.

Le cheptel bovin ayant diminué de 2,6 %, a atteint 2 643 unités. Le nombre de veaux de moins de 3 mois qui, l'année antérieure avait encore augmenté de 10,0 %, a reculé de 8,4 %. Le nombre de veaux de 3 mois à moins de 1 an, a progressé de 11,3 % et s'élève à 65 192 unités, en ce qui concerne les veaux à l'engrais, tandis que pour les autres veaux un recul de 5,8 % a été enregistré, de sorte que leur nombre est de 518 878 unités. Ce sont les animaux mâles qui ont diminué le plus. Parmi les bovidés de 1 à moins de 2 ans, le nombre de génisses a baissé de 2,5 %

Dans l'ensemble, il y a également une diminution du nombre de bovidés de 2 ans et plus. Le nombre de vaches, représentant la majeure partie des bovidés de 2 ans et plus, a reculé de 2,6 %. Celui des génisses est passé de 171 674 unités en 1970 à 176 391 en 1971, ce qui représente une progression de 2,7 %.

Le cheptel porcin continue à augmenter. Après une progression de 30,9 % en 1970, le pourcentage d'accroissement a été de 2,3 % seulement en 1971. Le nombre de porcelets d'un poids vif de moins de 20 kg a reculé de 4,3 % ; celui des porcs d'un poids vif de 20 kg à moins de 50 kg, par contre, a augmenté de 3,6 %. Celui de porcs à l'engrais a fort progressé dans les catégories de 50 kg à moins de 80 kg (+ 5,9 %) et de 80 kg à moins de 110 kg (+ 20,9 %). Seul le nombre de porcs à l'engrais de 110 kg et plus a diminué de 11,2 %. Pour les porcs reproducteurs d'un poids vif de 50 kg et plus, un recul a été enregistré et ce principalement pour les truies (— 1,8 %).

En ce qui concerne la volaille, la diminution du nombre de poules pondeuses en âge de ponte est de 2 %. Par contre, le nombre de poules à bouillir et de poulets de chair a augmenté respectivement de 13 et de 6 %. Le cheptel avicole global est passée de 25 965 704 unités en 1970 à 26 517 261 unités en 1971, soit une progression de 2,1 %.

b) *Production de viande.*

Par rapport à 1969, la production nette de viande indigène a augmenté, en 1970, de 16,5 %. Le taux d'accroissement de cette production diffère sensiblement selon les catégories de produits : viande bovine (+ 6,4%), viande de veau (+ 13,6%), viande porcine (+ 24,1 %) et viande chevaline (+ 20,5 %). La consommation de viande ne s'est pas accrue au même rythme que la production : globalement elle n'a augmenté que de 5,1 %. La progression la plus marquée est celle de la viande chevaline (+ 7,6 %), suivie de la viande porcine (+ 5,6 %) et de la viande bovine (+ 4,2 %).

c) *Production d'œufs et de produits laitiers.*

En 1970, la production globale d'œufs de consommation a été de 11,9 % supérieure à celle de 1969. En 1971, et principalement pendant le second semestre, les prix des œufs se sont améliorés, de sorte que le prix annuel moyen d'œufs moyens a progressé de 0,34 F l'œuf par rapport à l'année antérieure.

Le recul du nombre de vaches laitières a entraîné, sans aucun doute, un recul de la production laitière. A ce sujet, il faut également tenir compte de la réduction de la lactation moyenne à la suite de conditions de production moins favorables. A la lumière de données relatives à la quantité de lait fournie aux laiteries, la production laitière a diminué de 0,7 % par rapport à 1970.

3. — *Horticulture.*

En 1971, l'horticulture a diminué de superficie, recul dû surtout à une réduction de 1 141 ha de la culture fruitière de plein air et de 1 039 ha des cultures horticoles de plein air.

Malgré la réduction de la superficie cultivée, la production de légumes a, atteint selon les estimations, le même niveau que l'année antérieure et les intempéries (pluie ou gel) comme la sécheresse n'ont guère altéré la qualité des légumes offerts sur le marché. La récolte de witloof a donné pleine satisfaction.

Le rendement de la culture fruitière n'a pas autant souffert du gel qu'on ne l'avait craint. La production de pommes a été satisfaisante, mais la récolte de poires n'a pas répondu aux prévisions. Les prix ont été généralement favorables mais n'ont, dans beaucoup de cas, pas compensé la perte de production. La vente des fraises, grâce à des prix avantageux, a été bonne, malgré les dégâts causés par le gel.

§ 3. — ECONOMIE AGRICOLE GLOBALE

1. — *Emploi.*

Le recensement au 15 mai 1971 de la main-d'œuvre occupée dans le secteur de l'agriculture a relevé 267 531 personnes, contre 289 899 en 1970, soit un recul de 7,7 %. Celui-ci concerne tant les travailleurs permanents (— 6 504) que les travailleurs non permanents (— 4 396). Par rapport au nombre de chefs d'entreprise, le fléchissement du nombre de personnes occupées a été relativement plus important pour les travailleurs permanents que pour les travailleurs non permanents.

2. — *Commerce extérieur.*

La valeur de l'exportation des produits agricoles a accusé en 1971 une augmentation de 15,5 % par rapport à l'année précédente, atteignant 33,4 milliards de francs. Les exportations de produits animaux, qui ont représenté

23,1 milliards, ont fort progressé tandis que les exportations des produits de grandes cultures ont marqué un net recul. Les exportations de produits horticoles se sont encore accrues et portent sur 6,1 milliards de francs.

Les importations ont également augmenté dans une mesure non négligeable (+ 7,5 %) pour atteindre 42,2 milliards de francs. Les importations des produits de grandes cultures ont porté sur 20,3 milliards de francs, celles du règne animal sur 13,7 milliards de francs seulement.

3. — *Evolution des prix.*

En 1971, l'indice général provisoire des prix payés aux agriculteurs a été de 113,84 (base 1962-1964 = 100) contre 116,47 en 1970. Ce fléchissement de 2,25 % est dû à la baisse importante de l'indice des prix des produits du règne végétal qui, de 119,18 points en 1970, a reculé à 99,42 points (indice provisoire) en 1971.

La cause de cette baisse réside dans la situation défavorable du marché des pommes de terre. L'indice des prix de ces dernières est en effet tombé de 152,92 en 1970 à 55,12 en 1971, soit un fléchissement de 63,6 %. Le prix moyen annuel n'a été que de 92,6 F/100 kg contre 256,9 F l'année précédente.

Mais ce ne sont pas uniquement les prix des pommes de terre qui accusent une évolution négative, il en est de même pour les prix du froment, de l'orge, du fourrage et de l'avoine. Les produits, dont l'indice des prix a augmenté sont moins nombreux : le seigle, l'orge de brasserie, la chicorée-café et surtout les betteraves sucrières, dont l'influence sur l'indice global est importante.

L'indice des prix des bovidés s'est accru surtout en ce qui concerne les vaches (+ 18,2 points) et, dans une moindre mesure, les taureaux (5,0 points) et les veaux (+ 1,1 points) ; l'indice des prix des bœufs et des génisses a toutefois fléchi. En 1971, les prix des porcs demi-gras ont, en moyenne, reculé de 8 % par rapport à l'année précédente.

En ce qui concerne les produits laitiers, l'indice des prix du lait livré à la laiterie a augmenté de 2,33 points. L'indice des prix du beurre de ferme n'a progressé que de 0,18 point.

4. — *Evolution des revenus.*

En 1971, la valeur de la production végétale a été nettement plus élevée qu'en 1970. Cette évolution est imputable à la production de céréales et de betteraves sucrières tandis que la valeur de la production de pommes de terre a constitué un élément défavorable.

En 1971, la valeur de la production animale est estimée à 66 % de la valeur totale de la production agricole. En valeur absolue, toutefois, l'augmentation a été faible. Sont en recul, la valeur de la production laitière et dans une moindre mesure de la production de la volaille d'abattage. Par contre, on constate un accroissement de la valeur du bétail de boucherie.

Dans le secteur horticole, la valeur de la production de légumes a progressé tout comme celle de la production fruitière.

Contrairement à ce qui s'est produit en 1970, les coûts globaux de production ont marqué une baisse en 1971 en raison de la réduction des coûts des aliments du bétail qui, à elle seule, dépasse le total de l'augmentation des autres coûts.

A la suite de l'augmentation de la valeur de la production totale et du recul des coûts d'exploitation, l'évolution des revenus agricoles a été favorable par rapport à l'année précédente.

A remarquer cependant que le résultat de l'année 1971 n'a pas été beaucoup plus élevé que celui de 1969.

*
* *

Sur le plan international, l'année 1971 a été caractérisée par une série d'événements, qui tout en étant étrangers au secteur agricole, ont exercé une influence sensible sur la politique agricole communautaire.

Il s'agit ici notamment des mesures monétaires, prises après le 9 mai par les Etats membres et les pays tiers qui ont amené, dans le cadre des échanges commerciaux de plusieurs produits agricoles, l'introduction de compensations à la frontière de certains Etats membres. Cela s'est produit à un moment où les mesures particulières prises à la suite de la réévaluation du DM et la dévaluation du FF n'avaient pas encore été complètement abolies ; à ces difficultés se sont encore ajoutés les effets de la politique protectionniste des Etats-Unis.

La résolution du Conseil de la C.E.E. du 25 mai 1971 renferme les grandes lignes de la politique sociale et structurelle agricole. Les actions communautaires qui y sont mentionnées comprennent :

— des mesures en faveur des personnes voulant arrêter toute activité agricole ;

— des mesures en faveur des personnes voulant continuer leurs activités agricoles ;

— des mesures en vue d'améliorer la commercialisation des produits agricoles.

En ce qui concerne la politique de soutien, le Conseil a constaté qu'une série d'aides ne pourront plus être fournies, dès que les dispositions en matière des actions communautaires seront fixées. Comme mesure de transition, le Conseil a prévu pour une période couvrant cinq années, la possibilité pour les Etats membres d'accorder, sous certaines réserves, une aide.

En ce qui concerne le financement de la politique agricole communautaire, l'année 1971 a été caractérisée par l'introduction d'une nouvelle réglementation (les moyens propres).

SECTION II. – PÊCHE MARITIME

Après le recul sensible enregistré en 1970, le poids total des prises déchargées dans les ports belges a atteint le niveau de 1969. Cela n'empêche pas qu'en 1971 (50 185 t) la pêche se situe encore à un niveau nettement plus bas qu'en 1968 (55 916 t). En 1971, les apports de poissons de fond ont augmenté et atteignent 47 322 t, de sorte que le recul de l'année précédente a pu être compensé. Le poids de prises de poissons pélagiques et de crustacés et mollusques a reculé sensiblement.

Les arrivages de poissons belges marquent une augmentation constante en valeur et ont presque atteint 1 milliard de francs. Les prix moyens d'arrivage sont toutefois demeurés inchangés par rapport à 1970 (19,9 F le kg).

Les statistiques des importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques repris dans le présent rapport font apparaître que la valeur s'est accrue de respectivement 16 % et 12 %.

★

★ ★

Superficies cultivées

Superficies totales recensées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969	1970	1971	Différence en % de 1970 à 1971
Céréales	486,4	481,1	472,7	461,6	457,4	— 0,9
Légumes à cosse récoltés secs	8,2	7,6	7,6	6,6	5,4	— 18,2
Plantes industrielles	94,5	107,3	108,7	101,4	109,2	+ 7,7
Plantes racines et tuberculifères	91,1	81,3	77,2	79,8	73,4	— 8,0
Fourrages verts	36,6	32,6	33,8	37,6	44,0	+ 17,0
Prés et prairies	794,3	791,3	787,8	794,7	781,9	— 1,6
Cultures maraîchères	22,2	22,3	25,6	27,4	26,4	— 3,6
Cultures fruitières	31,5	30,1	29,1	21,1	20,0	— 5,2
Autres cultures	12,7	10,8	11,0	12,1	11,8	— 2,5
Total général des cultures	**1 577,5**	**1 564,4**	**1 553,5**	**1 542,3**	**1 529,5**	**— 0,8**

Source : Institut National de Statistique.

Céréales

Superficies totales recensées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969	1970	1971	Différence en % de 1970 à 1971
Céréales panifiables	**228,6**	**232,1**	**224,4**	**207,4**	**224,9**	**+ 8,4**
Froment	197,1	200,8	196,9	181,2	193,0	+ 6,5
dont : Froment d'hiver et alternatif	*74,7*	*110,1*	*104,0*	*115,8*	*151,5*	*+ 30,8*
Froment de printemps	*122,4*	*90,7*	*92,9*	*65,4*	*41,5*	*— 36,5*
Seigle	26,4	26,0	21,3	19,9	23,5	+ 18,1
Epeautre	4,2	4,6	5,1	5,6	7,6	+ 35,7
Méteil	0,9	0,7	1,1	0,7	0,8	+ 14,3
Céréales non panifiables	**257,8**	**249,0**	**248,3**	**254,2**	**232,5**	**— 8,5**
Orge	153,1	152,9	154,6	169,7	149,2	— 12,1
dont : Escourgeon	*27,1*	*33,0*	*36,3*	*50,3*	*68,6*	*+ 36,4*
Orge d'été	*126,0*	*119,9*	*118,3*	*119,4*	*80,6*	*— 32,5*
Avoine	95,8	86,4	83,6	71,9	71,0	— 1,3
Maïs pour la graine	0,6	0,7	0,8	1,9	3,3	+ 73,7
Autres	8,3	9,0	9,3	10,7	9,0	— 15,9
Total des céréales	**486,4**	**481,1**	**472,7**	**461,6**	**457,4**	**— 0,9**

Source : Institut National de Statistique.

Plantes industrielles

Superficies totales recensées

DÉSIGNATION	1967	1968	1969	1970	1971	Différence en % de 1970 à 1971
Plantes industrielles de grande culture :	En milliers d'hectares					
Betteraves sucrières	77,9	89,5	89,9	89,7	93,1	+ 3,8
Lin	14,0	14,6	15,6	8,2	12,5	+52,4
Plantes industrielles de moyenne et petite culture :	En hectares					
Chicorée à café	778	994	1 104	1 422	1 210	—14,9
Tabac	506	569	593	570	711	+24,7
Houblon	913	923	910	971	1 036	+ 6,7
Colza	453	647	531	478	602	+25,9
Autres cultures industrielles	40	58	60	49	45	— 8,2

Source : Institut National de Statistique.

Plantes racines et tuberculifères

Superficies totales recensées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969	1970	1971	Différence en % de 1970 à 1971
Pommes de terre hâtives	4,6	4,2	3,6	3,4	4,1	+20,6
Pommes de terre mi-hâtives	38,0	33,2	30,0	29,1	25,4	—12,7
Pommes de terre tardives	11,7	9,8	9,0	14,0	12,8	— 8,6
Betteraves fourragères et mi-sucrières	36,0	33,6	34,1	32,7	30,7	— 6,1
Autres	0,8	0,5	0,5	0,6	0,4	—33,3
Total ...	91,1	81,3	77,2	79,8	73,4	— 8,0

Source : Institut National de Statistique.

Cultures fruitières

Superficies totales recensées

(en hectares)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969	1970 (a)	1971 (b)	Différence en % de 1970 à 1971
Cultures fruitières de plein air	**31 491**	**30 149**	**29 054**	**21 096**	**19 955**	**— 5,4**
Pour la vente	*27 710*	*26 880*	*25 902*	*19 583*	*18 633*	*— 4,9*
Vergers à hautes tiges :	16 338	15 004	13 957	18 379	7 862	— 4,9
Vergers à basses tiges :	10 353	10 770	10 860		9 616	
Fraises	811	837	895	1 027	995	— 3,1
Fruits à baies et framboises.....	208	209	190	177	160	— 9,6
Pour consommation familiale	*3 781*	*3 269*	*3 152*	*1 513*	*1 322*	*— 12,6*
Cultures fruitières sous verre pour la vente	**484**	**468**	**444**	..	**397**	..
Pêches	3	3	3	..	2	..
Fraises	56	57	63	..	60	..
Raisins	422	405	377	..	334	..
Autres fruits	3	3	1	..	1	..

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données du recensement général du 15 mai 1970 ne sont pas encore disponibles. Les données mentionnées sont provisoires.
(b) Données du recensement annuel du 15 mai 1971.

Cultures maraîchères

Superficies totales recensées

(en hectares)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969	1970 (a)	1971 (b)	Différence en % de 1970 à 1971
Cultures maraîchères de plein air.....	**22 158**	**22 321**	**25 647**	**27 428**	**26 389**	**— 3,8**
Pour la vente	*19 569*	*19 959*	*23 463*	*25 128*	*24 647*	*— 1,9*
Pois verts	8 508	8 933	11 262	..	9 808	..
Haricots verts	1 867	1 457	2 087	..	2 936	..
Tomates	230	224	194	..	158	..
Chicorées (witloof).....	3 541	3 710	3 825	..	3 831	..
Asperges	286	238	221	..	202	..
Choux-fleurs	636	625	626	..	609	..
Scorsonères	1 091	1 467	1 764	..	2 551	—
Autres légumes	3 410	3 305	3 484	..	4 552	..
Jardins potagers (consommation familiale).....	*2 589*	*2 362*	*2 184*	*2 300*	*1 742*	*— 24,3*
Cultures maraîchères sous verre pour la vente.....	**696**	**740**	**787**	..	**869**	..
Tomates	568	580	639	..	681	..
Autres légumes	128	160	148	..	188	..

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données du recensement général du 15 mai 1970 ne sont pas encore disponibles. Les données mentionnées sont provisoires.
(b) Données du recensement annuel du 15 mai 1971.

Evolution des rendements de certaines cultures

Production moyenne par hectare

(en quintaux métriques)

CULTURE	1967	1968	1969	1970	1971	Différence en % de 1970 à 1971
Froment d'hiver	45,2	44,4	41,5	44,6	47,5	+ 6,5
Froment de printemps	39,4	37,8	34,7	29,2	38,2	+ 30,8
Seigle	32,8	32,0	32,7	30,8	34,8	+ 13,0
Escourgeon	43,4	44,7	40,2	42,5	45,1	+ 6,1
Orge	39,9	35,4	34,6	26,1	34,6	+ 32,6
Avoine	37,4	36,1	33,6	27,0	39,2	+ 45,2
Maïs cultivé pour la graine	46,7	45,0	47,8	51,8	56,3	+ 8,7
Pois secs	35,9	29,2	28,4	29,0	33,4	+ 15,2
Betteraves sucrières	464,0	458,6	468,9	431,3	523,2	+ 21,3
Lin (paille)	68,2	67,0	65,0	52,6	67,9	+ 29,1
Chicorée à café	404,3	395,9	392,5	396,9	445,4	+ 12,2
Pommes de terre tardives	338,2	293,2	305,9	312,7	341,0	+ 9,1
Pommes de terre mi-hâtives	317,5	295,2	300,6	301,6	334,4	+ 10,9
Pommes de terre hâtives	215,9	195,6	213,7	172,8	218,6	+ 26,5
Betteraves fourragères	962,5	964,2	921,0	905,8	995,0	+ 9,8
Trèfle ordinaire (foin)	51,5	48,0	54,5	48,8	52,3	+ 7,2
Luzerne (foin)	59,3	58,7	58,2	55,2	58,7	+ 6,3
Foin de prairies permanentes	50,4	48,6	52,6	47,4	53,8	+ 13,5

Source : Institut National de Statistique.

Production agricole

(en milliers de quintaux métriques)

CULTURE	1967	1968	1969	1970	1971
Froment d'hiver	3 449,9	4 959,2	4 314,6	5 166,8	7 194,1
Froment de printemps	4 831,7	3 434,2	3 223,5	1 908,5	1 584,5
Seigle	901,1	869,8	697,4	612,6	819,7
Escourgeon	1 181,8	1 483,1	1 457,9	2 138,9	3 093,6
Orge	5 044,4	4 261,3	4 094,6	3 115,7	2 788,3
Avoine	3 613,6	3 148,2	2 807,5	1 943,0	2 782,2
Maïs cultivé pour la graine	29,6	34,8	41,4	98,6	183,8
Pois secs	186,0	147,9	139,7	131,4	115,4
Betteraves sucrières	36 151,2	41 075,9	42 167,7	38 682,4	48 730,3
Lin (paille)	955,8	979,8	1 012,4	430,5	845,6
Chicorée à café	317,8	396,7	433,3	564,4	538,9
Pommes de terre tardives	4 849,5	3 659,4	2 738,4	4 382,5	4 361,1
Pommes de terre mi-hâtives	13 384,9	10 996,8	9 008,7	8 763,3	8 488,1
Pommes de terre hâtives	1 200,6	1 005,6	778,9	587,9	885,3
Betteraves fourragères	35 340,1	33 034,5	31 415,3	29 658,6	30 524,6

Source : Institut National de Statistique.

Institut National du Crédit Agricole

Opérations ordinaires
(en millions de francs)

DESIGNATION	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Achat de terres et de fermes	237,9	404,5	506,9	467,9	367,5	305,6
Achat de matériel	636,1	429,1	417,9	356,8	221,1	272,7
Reprise d'exploitations agricoles	170,8	268,6	319,3	348,8	276,9	248,9
Construction de bâtiments ruraux	244,4	326,7	454,4	575,9	557,1	318,1
Travaux d'amélioration et d'équipement	25,2	43,4	60,1	59,5	55,5	53,3
Drainage	28,1	28,8	35,5	17,1	19,2	9,7
Autres	655,9	707,4	842,0	599,9	621,5	853,1
Total ...	**1 998,4**	**2 271,5**	**2 636,1**	**2 425,9**	**2 118,8**	**2 061,4**

Source : Institut National de Crédit Agricole.

Cheptel
(en milliers d'unités)

CATÉGORIE D'ANIMAUX	1 décembre 1968 Total	1 décembre 1969 Total	1 décembre 1970 Total	1 décembre 1971 Total
Chevaux agricoles	**81,0**	**75,9**	**67,4**	**60,1**
Bovidés :				
Vaches laitières	1 067,2	1 066,4	1 028,0	1 001,7
Autres bovidés	1 606,3	1 646,6	1 686,7	1 641,3
Total des bovidés ...	**2 673,5**	**2 713,0**	**2 714,7**	**2 643,0**
Porcs	**2 504,3**	**3 094,0**	**3 835,3**	**3 924,8**

Source : Institut National de Statistique.

Production nette de viande indigène (a)
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Production de viande							Abats comestibles (d)	Total général
	Viande bovine	Viande de veau	Viande porcine (b)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine (b)	Autre viande (c)	Total		
1965.	167,4	18,8	259,6	7,0	1,1	104,4	558,3	37,4	595,7
1966.	187,3	20,3	289,1	5,1	1,4	108,2	611,4	41,6	653,0
1967.	180,0	19,5	328,3	3,9	1,5	111,8	645,0	43,2	688,2
1968.	185,8	20,4	359,7	3,7	1,0	108,7	679,3	45,0	724,3
1969.	198,5	21,4	369,1	3,9	1,3	111,4	705,6	44,9	750,5
1970.	211,3	24,3	458,2	4,7	0,1	123,2	821,8	52,1	873,9
1971. (e)	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : Ministère de l'Agricuture.

(a) Compte tenu des coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture ce qui modifie les données des années antérieures.
(b) Y compris les abattages à la ferme évalués à 22.464 t pour les porcs. Pour les moutons environ 40 t.
(c) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.
(d) Y compris les abattages à la ferme évalués à 1.248 t.
(e) Les données pour 1971 ne sont pas encore disponibles.

Consommation de viande (a)
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Consommation de viande							Abats comestibles (b)	Total général
	Viande bovine	Viande de veau	Viande porcine (b)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine (b)	Autre viande (c)	Total		
1965.	198,3	19,3	274,5	36,1	4,4	85,0	617,6	39,9	657,5
1966.	205,5	20,9	282,9	32,4	4,6	82,7	629,0	54,5	683,5
1967.	211,6	22,8	296,1	32,8	4,9	83,4	651,6	56,2	707,8
1968.	216,8	23,7	309,9	32,0	5,4	87,3	675,1	56,3	731,4
1969.	222,6	25,8	309,6	34,2	6,5	92,8	691,5	60,1	751,6
1970.	232,0	25,9	327,1	36,8	6,4	98,3	726,5	61,0	787,5
1971(d)	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : Ministère de l'Agriculture.

(a) Compte tenu de coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture ce qui modifie les données des années antérieures.
(b) Y compris les abattages à la ferme.
(c) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.
(d) Les données pour 1971 ne sont pas encore disponibles.

Solde d'importations et d'exportations de viande (a)
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande							Abats comestibles	Total général
	bovine	de veau	porcine	chevaline	ovine et caprine	Autre (b)	Total		
1965.	— 30,9	— 0,5	— 14,9	— 29,1	— 3,8	+ 19,4	— 59,3	— 2,5	— 61,8
1966.	— 18,2	— 0,6	+ 6,2	— 27,3	— 3,2	+ 25,5	— 17,6	— 12,9	— 30,5
1967.	— 31,6	— 3,2	+ 32,2	— 28,9	— 3,4	+ 28,5	— 6,4	— 13,0	— 19,4
1968.	— 31,0	— 3,3	+ 49,8	— 28,3	— 4,4	+ 21,4	+ 4,2	— 11,4	— 7,2
1969.	— 24,1	— 4,4	+ 59,5	— 30,3	— 5,2	+ 18,6	+ 14,1	— 15,2	— 1,1
1970.	— 20,7	— 1,6	+ 131,1	— 32,1	— 6,3	+ 24,9	+ 95,3	— 8,9	+ 86,4
1971(c)	..	..	..	..	..	..	..	..	..

(a) Y compris les animaux sur pied en poids abattu. Importations (—); exportations (+).
(b) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.
(c) Les données pour 1971 ne sont pas encore disponibles.

Source : Ministère de l'Agriculture.

Beurre
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971 (b)
Production	88,7	85,3	87,1	97,7	97,9	91,9	84,7
Beurre de laiterie	57,3	60,3	64,3	76,2	73,5	67,5	62,3
Beurre de ferme ..	31,4	25,1	23,5	21,5	24,4	24,4	22,4
Solde d'importations ou d'exportations (U.E.B.L.) (a)	+ 10,5	— 9,9	— 9,7	— 1,7	+ 6,2	+ 8,1	+ 13,7

(a) Importations (—); exportations (+).
(b) Données provisoires.

Sources : Ministère de l'Agriculture.
Institut National de Statistique.

Importations et exportations de produits agricoles (a)

ANNÉE	Produits animaux		Produits de grandes cultures		Produits horticoles		Total	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	IMPORTATIONS							
1965	230,9	7 024,5	3 088,1	11 220,8	564,1	4 787,2	3 883,1	23 032,5
1966	231,9	7 283,6	3 666,9	13 171,6	506,7	4 998,6	4 405,5	25 453,8
1967	294,0	8 869,5	3 592,9	13 585,6	621,1	5 615,0	4 508,0	28 070,1
1968	293,0	9 563,9	3 168,7	13 298,1	644,9	5 468,4	4 106,6	28 330,4
1969	282,6	10 342,4	3 698,1	15 416,8	793,9	6 557,8	4 774,6	32 317,0
1970	321,5	12 157,4	4 601,9	20 089,0	877,6	6 976,4	5 801,0	39 222,8
1971	346,7	13 703,0	4 374,3	20 377,1	934,7	8 103,3	5 655,7	42 183,4
	EXPORTATIONS							
1965	226,5	6 716,0	761,1	2 690,2	255,8	3 308,5	1 243,4	12 714,7
1966	251,2	7 281,9	622,4	2 423,4	243,6	3 626,0	1 117,2	13 331,3
1967	355,4	10 865,4	523,9	2 037,1	306,4	4 116,5	1 185,7	17 019,0
1968	424,9	12 389,3	715,9	2 957,5	284,8	4 189,6	1 425,6	19 536,4
1969	440,2	14 735,2	917,3	4 192,3	329,5	5 002,1	1 687,0	23 929,6
1970	572,8	18 991,8	964,0	4 722,6	355,9	5 183,6	1 892,7	28 898,0
1971	622,3	23 057,3	816,7	4 199,3	391,7	6 115,0	1 830,7	33 371,6

Source : Institut National de Statistique.

(a) Le tableau ci-dessus comprend les chapitres 1, 2 et 4 de la section I et les chapitres 6, 7, 8, 10 ainsi qu'une partie du chapitre 12 de la section II du tarif Benelux. Il comprend en outre le n° 5401.00 + 5401.10 (lin brut). Sont donc exclus de ce tableau les poissons, ainsi que les produits exotiques qui n'entrent pas en concurrence avec une production belge similaire.

Importations et exportations de produits horticoles

ANNÉE	Légumes (a)		Fruits comestibles		Plantes vivantes et produits de la floriculture	
	Quantité en milliers (de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	IMPORTATIONS					
1965	168,1	1 018,7	387,8	3 544,5	8,1	224,0
1966	76,1	856,2	422,1	3 909,6	8,5	232,8
1967	190,0	1 239,2	421,9	4 118,0	9,3	257,8
1968	225,2	1 440,2	410,0	3 746,7	9,7	281,5
1969	335,7	1 828,1	447,6	4 374,9	10,6	354,8
1970	397,7	2 164,0	464,7	4 386,7	15,1	425,8
1971	444,6	2 376,5	475,1	5 221,4	15,0	505,3
	EXPORTATIONS					
1965	157,2	1 650,2	68,8	670,0	29,8	988,3
1966	149,5	1 858,9	62,8	697,2	31,4	1 069,9
1967	170,3	2 023,6	102,8	977,1	33,2	1 115,8
1968	171,3	2 253,5	79,7	837,2	34,5	1 098,9
1969	184,6	2 485,4	106,3	1 258,6	38,6	1 258,1
1970	209,5	2 560,5	106,4	1 231,6	40,0	1 391,4
1971	244,5	3 063,7	106,7	1 566,3	40,5	1 485,0

Source : Institut National de Statistique.

(a) A l'exclusion des légumes à cosse secs.

Arrivages de poissons

Quantité

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1965	44,3	2,1	1,7	48,1
1966	43,2	2,1	2,0	47,3
1967	48,5	1,0	2,1	51,6
1968	53,4	0,6	1,9	55,9
1969	46,6	1,1	2,3	50,0
1970	42,5	1,4	2,5	46,4
1971	47,3	0,9	2,0	50,2

Source : Institut National de Statistique.

Arrivages de poissons

Valeur

(en millions de francs)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1965	622,4	12,1	55,4	689,9
1966	612,3	10,1	61,2	683,7
1967	712,3	5,5	64,7	782,5
1968	724,3	3,5	70,8	798,6
1969	737,7	6,8	76,4	820,9
1970	837,3	8'1	80,3	925,7
1971	919,1	7,0	73,6	999,7

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques (a)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
1965	77,2	1 220	20,2	503
1966	81,3	1 311	24,0	548
1967	75,6	1 294	25,5	620
1968	81,2	1 390	29,1	687
1969	82,8	1 598	27,3	707
1970	85,9	1 946	29,4	859
1971	84,6	2 262	30,8	966

Source : Institut National de Statistique.

(a) Ce tableau comprend le chapitre 3 de la section I du tarif Benelux.

CHAPITRE II

INDUSTRIE

SECTION I. – APERÇU GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

L'activité industrielle en 1971 a dans l'ensemble été nettement moins élevée que l'année précédente ; il en fut d'ailleurs ainsi pour la plupart des pays de la C.E.E.

Les prix dans la Communauté ont continué à hausser, tandis que l'utilisation des capacités de production a diminué. Les commandes des pays tiers ont reculé sérieusement ; les coûts croissants des salaires par unité produite ont lourdement grevé les coûts de production des entreprises. Ainsi la propension à investir a-t-elle généralement baissé dans les entreprises industrielles de la Communauté et les dépenses effectives d'équipement ont fléchi.

D'une manière générale, la position de la Belgique au sein de la C.E.E. n'est pas tellement défavorable : elle vient en deuxième position après la France en matière de progrès dans la production des industries manufacturières. En effet, l'indice a augmenté de 3,4 %, par rapport à 1970, contre 6 % en France ; viennent ensuite les Pays-Bas (+ 2,4 %) et l'Allemagne (+ 1,3 %), tandis qu'un recul est enregistré au Luxembourg (— 0,8 %) et en Italie (— 3,4 %).

Si l'on inclut l'industrie de la construction, la production de l'industrie belge n'a augmenté que de 2,8 % contre 5,7 % en 1970 et plus de 8 % en 1969. Au début de l'année, l'activité était encore satisfaisante : le premier trimestre a dépassé de 5,6 % la période correspondante de 1970. Au troisième et au quatrième trimestre toutefois, l'augmentation n'a plus atteint en moyenne que 1,3 %.

La durée d'activité assurée dans l'industrie manufacturière a baissé régulièrement de mai (4,28 mois) à décembre (3,82 mois). La capacité de production utilisée, qui se situait, en octobre 1969, à un sommet de 87,7 % est retombée à 83,0 % à la fin de 1971.

Le secteur qui a été le plus affecté par la dépression de la conjoncture est celui de la métallurgie et, plus spécialement, la branche des métaux non ferreux, où la production a baissé de 7,5 % par rapport à 1970, le recul le plus marquant étant enregistré dans le zinc, le cuivre et le plomb.

La production d'acier de la Communauté a été inférieure de 5,4 % à celle de 1970, ceci résultant d'une faible augmentation en Italie (+ 0,9 %) et aux Pays-Bas (+ 0,8 %), d'une forte baisse en Allemagne (— 10,5 %) et d'une légère diminution d'en moyenne 3 % pour le Luxembourg, la France et la Belgique. La capacité utilisée par cette industrie dans les pays de la C.E.E. s'est située aux environs de 75 %.

En Belgique, les commandes passées aux entreprises de fabrications métalliques, ont augmenté, en 1971, de 6 %, par rapport à 1970, grâce à l'influence favorable des ordres en matériel de transport ; le rythme de croissance de la production a toutefois diminué.

Malgré l'évolution défavorable de l'activité des secteurs des fabrications métalliques et des métaux non ferreux, les investissements y ont notablement progressé. Dans la sidérurgie par contre, les investissements ont baissé (— 6,3 %) tout comme dans l'industrie textile (— 27,7 %), où la production a cependant augmenté de 5,7 % par rapport à 1970. Dans l'industrie chimique, contrairement aux prévisions plutôt pessimistes du début de 1971, les investissements se sont maintenus au même niveau qu'en 1970, soit environ 12 milliards ; la production s'est d'ailleurs accrue de 9,4 % contre 4,1 % en 1970.

Tout comme pour les textiles et la chimie, l'évolution a été satisfaisante pour l'industrie alimentaire ; sa production a en effet encore progressé de 4,5 %, grâce au record atteint par les sucreries. Dans la branche des matériaux de construction, la production de ciment a dépassé de 3 % celle de l'année précédente, malgré le recul de l'activité dans le secteur du logement, et grâce à l'expansion de la construction autre que celle des logements et du génie civil. Le nombre de logements mis en chantier a reculé de 4,8 %, ce qui a exercé une influence très défavorable sur la production des matériaux utilisés, les carrelages et les tuiles tout spécialement.

Les industries diverses ont connu, en général, un affaiblissement de leur activité, notamment celles du papier et du carton (— 0,1 %), du cuir lourd (— 4 %), du bois et du tabac. Le travail du cuir léger s'est toutefois accru de 7,9 %.

Le commerce extérieur de l'industrie belge a faibli également. L'exportation a baissé de 6,2 % dans la sidérurgie, après une augmentation de 19,3 % en 1970, celles des métaux non ferreux, de 34 % (+ 18,4 % en 1970). Pour l'industrie des fabrications métalliques, le déficit de la balance commerciale s'est élevé à 26,5 milliards contre 10,6 milliards en 1970. L'augmentation des ventes à l'étranger ne s'est plus élevée qu'à 8 % en 1971 contre 24 % en 1970 et 27 % en 1969.

Par contre, il peut être fait mention de quelques secteurs où l'évolution des exportations a encore été favorable, entre autres l'industrie chimique (+ 15,6 %), l'industrie textile (+ 10,3 %) et l'industrie alimentaire (surtout les boissons non alcoolisées et les conserves de fruits).

Les importations ont augmenté considérablement pour les produits de l'industrie des fabrications métalliques (+ 17 %), de la chimie (+ 16,6 %), des textiles (+ 15,9 %) ainsi que du papier et du carton. Celles de produits sidérurgiques ont par contre baissé de 10,3 %, alors qu'elles avaient augmenté de 34,6 % en 1970. Les achats de métaux non ferreux ont diminué de 29,1 % en valeur mais ont avancé de 4,5 % en volume.

Dans le domaine énergétique, on constate une diminution de la consommation d'énergie primaire en 1971. C'est la première fois depuis 1966 qu'aucune progression n'a été enregistrée. Cet état des choses s'explique par plusieurs raisons, entre autres, l'affaiblissement de la conjoncture dans les secteurs à coefficient élevé d'utilisation d'énergie, la clémence de l'hiver et la constitution de stocks, à la fin de 1970, en prévision de l'introduction de la T.V.A. à partir de 1971.

La consommation de charbon a encore reculé de 14,8 %. Une conversion accélérée au chauffage au gaz a été enregistrée et dans la production d'électricité, il est de moins en moins fait appel aux combustibles solides. Par ailleurs, la consommation d'électricité n'a plus progressé que légèrement, à cause de la croissance réduite de la consommation industrielle.

D'après leur nature, l'évolution de la consommation de combustibles a évolué dans le même sens que les années précédentes, c'est-à-dire : recul des combustibles solides (— 15 %), progrès soutenu des produits pétroliers (+ 14 %) et accroissement considérable du gaz naturel (+ 50 %).

Si l'on considère la répartition régionale de la production industrielle, le progrès est partout moins prononcé qu'en 1970. Ainsi, l'indice de la production, construction incluse, a encore progressé en Flandre de 4,3 %, contre 8,8 % en 1970, en Wallonie, de 1,4 % contre 2,4 % l'année précédente et Bruxelles, d'à peine 0,9 % contre 3,4 % auparavant.

Le profil de l'évolution fut cependant différent au cours de l'année ; ainsi au cours du premier semestre, la production en Flandre a augmenté de 6,1 % par rapport à 1970, mais seulement de 2,7 % au 2e semestre ; en Wallonie, le progrès de 4,2 % enregistré au 1er trimestre, a fait place, au 4e trimestre à un recul de 0,8 %.

Compte non tenu de la construction, les taux de croissance de l'activité sont un peu plus élevés qu'en 1970. Ils atteignent respectivement pour les trois régions + 4,8 %, + 1,7 % et + 1,3 %.

★

★ ★

Indices bruts de la production industrielle

(1963 = 100)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971 (a)	1971 (a) 1er trim.	1971 (a) 2e trim. (a)	1971 (a) 3e trim. (a)	1971 (a) 4e trim. (a)
Indice général de la production industrielle (à l'exclusion de la construction)	**109,0**	**111,3**	**113,0**	**119,3**	**130,8**	**135,4**	**139,8**	**138,6**	**140,6**	**132,6**	**147,2**
Indice général de la production industrielle (y compris la construction)	**110,5**	**113,1**	**115,6**	**119,5**	**129,7 (a)**	**137,1 (a)**	**140,9**	**136,2 (a)**	**145,0**	**133,6**	**148,8**
Indices par genre d'affectation de la production :											
Matières premières et biens intermédiaires	109,6	109,9	111,0	119,0	129,4	132,6	134,0	132,8	135,6	127,9	139,6
Biens de consommation non durables	106,2	108,1	111,6	116,0	121,6	125,9	130,7	126,1	127,4	130,7	138,6
Biens de consommation durables	110,4	115,6	117,3	123,6	138,0	142,9	151,9	152,1	156,3	140,2	159,1
Biens d'investissements (à l'exclusion de la construction)	110,5	116,3	117,7	118,9	140,7	152,5	152,3	150,7	153,2	145,5	159,8
Biens d'investissements (y compris la construction)	113,7	118,3	122,9	118,7	129,1 (a)	146,5 (a)	147,2	131,9 (a)	160,9	139,7	156,3
Construction	**114,5**	**118,4**	**124,7**	**117,5**	**121,9 (a)**	**140,7 (a)**	**141,7**	**121,9 (a)**	**159,4**	**134,2**	**151,1**

(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1963 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1970						1971				
	Coeff. de pondération	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle
Indice général (y compris la construction) (a)	**100,0**	**129,0**	**140,5**	**132,0**	**146,8**	**137,1**	**136,2**	**145,0**	**133,6**	**148,8**	**140,9**
Indice général (non compris la construction) (b)	**80,8**	**131,2**	**136,8**	**129,4**	**143,6**	**135,4**	**138,6**	**140,6**	**132,6**	**147,2**	**139,8**
Industries extractives	**4,0**	**55,2**	**67,1**	**60,2**	**67,5**	**63,0**	**67,8**	**60,7**	**55,0**	**64,7**	**62,2**
Charbonnages	*3,0*	*46,8*	*53,8*	*46,7*	*54,0*	*50,9*	*56,9*	*46,9*	*41,7*	*50,7*	*49,1*
Autres industries extractives	*1,0*	*109,6*	*153,4*	*150,2*	*156,1*	*142,4*	*133,9*	*155,9*	*154,7*	*160,5*	*151,2*
Carrières		92,6	131,7	121,8	129,4	118,9	106,8	126,2	125,8	132,0	122,7
de porphyre		131,5	178,3	164,1	188,9	165,7	170,1	202,2	182,5	189,4	186,1
de petit granit		78,8	114,9	107,9	112,6	103,5	109,1	93,9	105,3	114,7	105,8
de marbre		83,5	87,5	69,5	82,2	80,7	73,5	72,9	66,0	72,3	71,2
de grès		68,6	146,0	152,3	163,4	132,6	88,5	197,2	170,3	161,0	154.2
de sable		120,2	174,4	171,8	166,8	158,3	118,8	211,5	203,5	203,7	184,4
Ardoises		77,9	56,4	62,8	65,4	65,6	41,1	50,6	39,7	40,4	43,0
Calcaires et carbonates naturels		179,6	239,6	277,4	271,8	242,2	260,5	292,1	285,6	286,7	281,2
Industries manufacturières (b)	**76,8**	**139,8**	**144,8**	**137,3**	**152,3**	**143,6**	**146,7**	**149,7**	**141,4**	**156,5**	**148,6**
Industries alimentaires et fabricat. des boissons	*8,4*	*120,2*	*135,5*	*140,6*	*146,2*	*135,7*	*126,9*	*134,2*	*145,5*	*160,5*	*141,8*
Industries alimentaires	6,0	121,8	133,1	144,9	154,6	138,7	127,5	131,5	149,9	176,4	146,5
Confitures et produits connexes		112,8	131,4	190,6	176,5	153,0	109,1	121,1	236,5	169,1	159,0
Meuneries		94,5	92,2	96,1	96,7	94,9	96,9	84,8	90,8	98,5	92,8
Sucre		50,2	42,5	33,0	461,2	146,8	47,4	40,8	34,9	645,2	192,0
Huiles végétales et animales		152,7	150,7	118,0	150,8	143,2	162,6	151,7	149,3	148,8	158,1
Margarine		110,7	107,6	113,2	119,3	112,8	115,3	114,2	115,0	127,2	118,0
Fabrication des boissons	2,4	118,5	143,0	132,9	129,4	131,0	127,5	142,6	137,5	126,4	133,5
Brasseries		116,0	142,1	132,5	123,8	128,6	123,8	139,6	137,4	123,0	130,9
Alcool		139,2	138,1	122,3	190,7	147,5	163,1	165,4	120,2	159,0	151,9
Industrie du tabac	*0,5*	*107,1*	*116,8*	*106,5*	*114,8*	*111,3*	*107,2*	*113,8*	*102,9*	*108,9*	*108,2*
Industries textiles	*7,3*	*113,3*	*114,1*	*93,4*	*115,5*	*109,0*	*116,0*	*116,8*	*101,2*	*124,6*	*114,7*
Filature et tissage		116,3	116,5	94,4	117,7	111,0	117,1	117,1	102,9	128,0	116,3
Préparation des fibres textiles		101,5	96,2	74,4	82,3	88,5	84,3	80,2	67,3	75,4	76,6
Filatures		107,6	108,3	85,8	108,5	102,2	107,5	105,5	91,8	112,8	104,4
coton fin		89,1	94,4	72,0	95,7	87,8	89,1	82,7	77,4	91,8	85,1
cardes fileuses		87,2	90,6	77,6	90,6	86,6	86,2	92,3	84,7	101,4	92,0
cocons		77,7	74,8	66,8	76,0	73,9	70,6	64,1	49,3	53,8	59,5
laine cardée		123,6	126,9	86,0	111,8	112,0	120,5	128,3	115,8	142,6	126,8
laine peignée		141,7	136,2	111,4	144,2	133,0	151,3	152,2	124,6	159,2	146,8
lin et chanvre		92,8	91,9	71,0	85,0	85,2	85,8	85,6	70,9	86,9	82,2
jute		104,7	97,5	80,9	93,8	94,3	91,3	87,2	73,1	89,3	85,2
Tissage		125,4	125,5	104,1	129,5	121,0	128,6	130,9	117,5	147,8	131,2
Tissus de coton		88,9	88,6	73,3	90,9	85,4	86,0	87,2	78,7	96,5	87,1
Tissus de lin		105,2	105,7	73,1	81,5	91,3	73,5	75,7	70,1	85,9	76,3
Tissus de laine		113,8	111,7	90,0	116,1	107,8	110,5	119,7	99,3	129,4	114,7
Tissus de rayonne et fibres de rayonne		343,9	355,0	311,5	386,9	349,4	440,9	423,3	413,1	516,1	448,6
Tissus de jute		104,8	104,2	87,8	99,6	99,1	91,4	89,8	75,4	95,5	88,0
Bonneterie		103,2	105,2	89,0	106,6	101,0	110,9	113,7	94,8	111,5	107,7
Filatures et corderies de fibres dures		128,3	133,7	109,4	137,7	127,2	128,1	127,3	106,0	137,4	124,8
Fabrication d'articles non dénom. ailleurs		70,9	81,8	66,7	86,9	76,6	87,6	101,6	76,0	93,9	89,8

(suite page 52)

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1963 = 100) (suite)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Coeff. de pondération	1970 1er trim.	1970 2e trim.	1970 3e trim.	1970 4e trim.	1970 Moyenne annuelle	1971 1er trim.	1971 2e trim.	1971 3e trim.	1971 4e trim.	1971 Moyenne annuelle
Fabrication d'articles d'habillement; confection d'ouvrages divers en tissu; fabrication de chaussures ...	*3,7*	*139,3*	*130,2*	*124,3*	*134,5*	*132,0*	*140,4*	*145,3*	*134,5*	*151,4*	*143,0*
Articles d'habillement		163,6	154,0	148,6	162,0	157,0	170,1	179,5	164,4	186,6	175,2
Autres ouvrages en tissu		78,2	77,1	70,8	75,5	75,4	69,6	69,9	64,6	68,8	68,2
Chaussures et pantoufles		78,8	70,2	63,1	66,2	69,6	70,0	65,7	64,3	70,0	67,5
Industrie du bois et industries connexes	*4,1*	*151,3*	*162,1*	*151,5*	*180,6*	*161,4*	*173,6*	*184,0*	*166,3*	*212,4*	*184,0*
Industrie du papier et du carton	*1,8*	*171,6*	*172,8*	*152,2*	*168,0*	*166,1*	169,5	168,3	156,0	177,9	167,8
Production		166,5	167,2	156,1	169,4	164,8	164,8	159,8	148,3	165,0	159,5
Transformation		175,6	177,0	149,4	167,0	167,2	173,3	174,7	161,9	187,7	174,2
Industrie du cuir	*0,3*	*106,0*	*104,1*	*98,6*	*115,3*	*106,4*	*105,9*	*117,3*	*103,4*	*128,3*	*113,7*
Cuirs lourds		103,2	84,9	80,5	92,7	90,4	92,4	94,2	69,4	91,2	86,9
Cuirs légers		106,2	106,2	100,6	117,8	108,1	107,4	119,7	107,0	132,2	116,6
Industrie chimique et du caoutchouc	*7,2*	*174,8*	*179,2*	*167,2*	*188,1*	*177,5*	*194,0*	*197,0*	*182,6*	*202,8*	*194,2*
Industrie chimique	6,6	179,0	182,8	173,7	192,1	182,0	197,9	201,4	187,9	204,2	198,0
Chimie de base		169,2	176,0	171,0	184,6	175,3	189,6	187,7	177,1	187,3	185,8
Transformation des matières plastiques		330,9	338,4	319,1	364,4	338,4	394,6	433,2	413,0	475,5	429,1
Savon		132,1	137,5	108,1	120,6	124,6	144,1	138,9	121,3	138,4	135,7
Azote		177,6	150,2	172,4	186,4	171,7	165,8	185,3	179,9	186,8	179,4
Allumettes		106,3	107,1	88,6	98,6	100,2	107,0	102,4	74,6	90,0	93,5
Production de rayonne		112,7	116,9	88,7	119,1	109,3	113,7	116,1	97,8	113,0	110,2
Industrie du caoutchouc	0,6	134,1	142,7	109,9	148,3	133,6	153,7	153,8	132,2	181,9	155,4
Industrie des dérivés du pétrole et du charbon	*0,8*	*102,8*	*114,8*	*115,2*	*118,9*	*112,8*	*107,8*	*100,5*	*100,0*	*107,0*	*103,8*
Raffineries de pétrole		223,8	241,7	256,7	260,5	245,5	247,5	249,2	243,0	256,2	249,0
Agglomérés de houille		40,3	33,1	23,0	33,6	32,5	33,2	20,0	17,2	29,9	25,1
Cokeries indépendantes		56,3	74,8	75,5	73,3	69,9	59,7	55,4	59,2	56,9	57,8
Industrie des produits minéraux non métalliques	*5,1*	*115,6*	*138,2*	*135,9*	*137,6*	*131,8*	*123,3*	*140,3*	*127,0*	*135,1*	*131,4*
Terre cuite		69,7	98,9	104,9	104,4	94,4	74,8	94,7	85,0	86,2	85,4
Verre		143,6	143,8	137,4	148,4	143,4	152,9	151,4	129,1	148,1	145,4
Verre plat		115,4	109,0	108,2	113,2	111,5	118,6	113,1	97,3	112,6	110,4
Verre creux		219,7	237,8	216,4	243,4	229,4	245,8	257,7	216,4	245,3	241,3
Ciment		104,1	156,6	161,7	148,2	142,6	114,7	162,8	156,2	153,8	146,9
Produits céramiques		116,4	125,3	106,6	121,1	117,3	116,1	114,2	98,8	113,1	110,3
Chaux, dolomie, plâtre, etc.		132,6	149,5	152,4	142,0	144,2	152,0	150,9	164,9	159,9	156,9
Industries métallurgiques de base (c)	*10,6*	*147,4*	*156,5*	*142,1*	*146,3*	*148,0*	*150,9*	*151,0*	*139,9*	*132,9*	*143,7*
Sidérurgie		155,5	171,6	154,9	151,8	158,6	166,7	166,9	156,7	132,9	155,6
Fonte		149,0	170,9	159,0	149,9	157,1	161,1	162,0	157,2	122,4	149,9
Acier brut		162,1	184,1	167,5	160,2	168,5	176,2	178,0	171,8	139,8	166,5
Produits finis		156,9	165,7	145,9	149,4	154,5	165,7	164,7	147,0	136,9	153,6

(suite page 53)

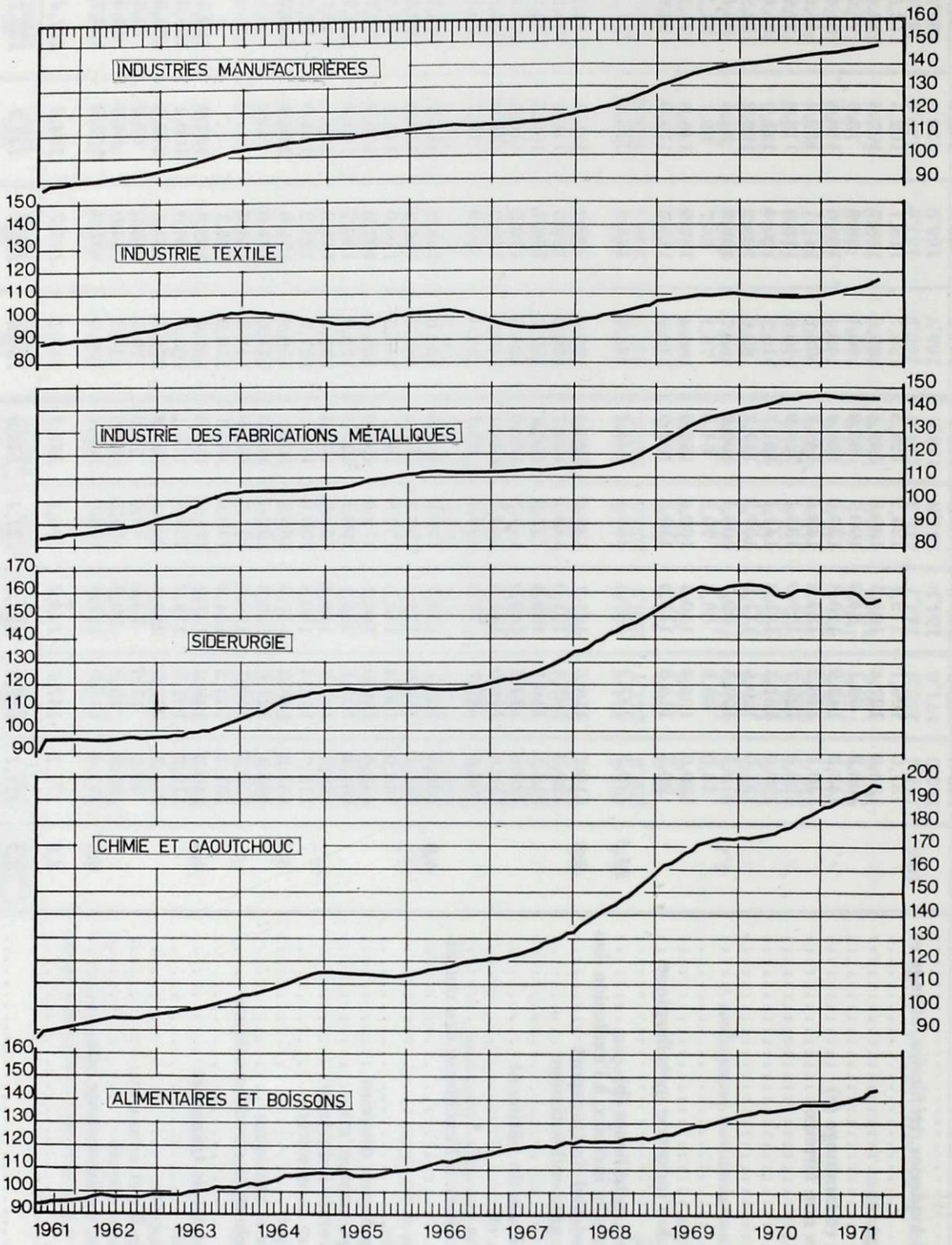
BRANCHE D'ACTIVITÉ	1970						1971				
	Coeff. de pondération	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle
Aciéries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage (c)		131,0	126,1	112,7	124,2	123,5	124,7	118,1	102,5	113,5	114,7
Aciéries de moulage (c)		134,0	127,6	121,5	130,8	128,5	135,6	118,7	107,5	122,4	121,0
Fonderies (c)		102,3	96,1	84,3	100,7	95,8	90,1	88,6	73,6	77,2	82,4
Tréfileries, étirage et laminage (c)		147,3	143,9	126,8	136,0	138,4	142,4	135,6	118,6	131,4	132,0
Industrie des métaux non ferreux		140,1	146,2	134,8	148,6	142,1	133,2	141,1	132,8	147,8	138,5
Produits bruts		123,6	129,7	127,0	135,1	128,9	110,8	118,8	118,8	127,8	119,1
Cuivre		122,6	131,5	131,3	141,1	131,7	115,2	120,4	121,0	131,6	122,1
Zinc		131,0	120,5	111,9	107,3	117,7	82,0	103,2	106,2	112,2	100,9
Plomb		119,5	109,5	92,7	103,1	106,2	88,7	109,6	94,4	89,6	95,6
Etain		55,0	68,8	63,4	70,5	64,4	75,1	68,7	69,1	74,5	71,8
Demi-produits		159,0	164,8	140,5	162,6	155,9	160,4	167,9	148,0	171,1	161,4
Cokeries dépendant de l'industrie métallurgique		99,5	114,6	115,0	110,5	109,9	113,2	115,5	114,0	92,0	108,7
Industrie des fabrications métalliques (b)	*21,2*	*140,7*	*141,4*	*137,5*	*156,8*	*144,1*	*145,6*	*146,2*	*135,6*	*154,2*	*145,4*
Fabrication d'ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel de transport	6,3	116,7	118,5	121,7	137,0	123,5	125,4	122,2	123,4	144,4	128,9
Forge, estampage, gros emboutissage		129,3	137,3	121,0	143,1	132,7	139,2	129,5	116,9	126,3	128,0
Travail de la tôle		118,1	116,5	109,4	127,3	117,7	127,2	126,1	100,5	133,7	121,9
Accessoires métalliques du bâtiment		120,8	124,2	139,0	144,3	132,0	124,8	119,5	116,5	130,3	122,8
Ponts, charpentes, etc.		119,8	126,0	141,9	164,7	138,1	149,4	148,2	158,2	174,5	157,6
Armes et munitions		92,6	87,7	77,5	94,4	88,1	84,4	80,9	79,7	76,8	80,5
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	4,9	162,8	163,1	153,7	170,0	162,5	154,6	163,9	161,7	176,7	164,2
Machines motrices, etc.		181,7	181,9	175,5	197,7	184,2	181,3	181,9	140,3	192,5	174,0
Machines-outils, etc.		133,0	140,4	143,0	154,8	142,7	145,5	149,0	144,7	148,5	146,9
Constructions mécaniques diverses		153,3	159,0	146,1	172,0	157,6	168,6	167,3	153,4	172,7	165,5
Appareils de levage, pesage, etc.		184,4	195,1	184,1	199,1	190,8	178,9	186,7	169,8	201,7	184,3
Appareils pour diverses industries		168,2	161,6	148,4	159,0	159,4	139,0	143,2	128,9	148,7	139,9
Machines textiles et accessoires		118,7	116,4	110,8	130,6	119,1	121,7	125,2	114,0	112,2	118,3
Construction électrique	5,4	151,9	148,5	147,0	168,1	153,9	150,8	151,6	136,3	153,2	148,0
Machines rotatives et statiques		106,1	121,6	119,3	122,4	117,5	114,6	103,6	..	..	..
Appareils industriels et électrodomestiques		152,5	140,7	138,6	151,7	145,9	143,3	135,6	..	..	..
Autres produits		161,4	155,5	154,4	180,9	163,1	159,9	165,1	..	..	.ô
Construction de matériel de transport	4,4	140,3	148,2	141,2	171,8	150,4	167,4	168,8	137,9	162,1	159,1
Construction navale		112,3	101,5	119,3	131,8	116,1	103,7	106,0	100,2	108,3	104,6
Automobiles, cycles, etc.		215,7	237,0	210,4	268,7	233,2	276,3	267,6	243,3	266,5	263,4
Matériel chemin de fer et tramways		62,2	71,6	74,2	83,6	72,9	73,5	73,2	61,0	76,5	71,1
Constructions aéronautiques		35,9	36,2	29,8	35,5	34,8	41,5	44,0	34,2	44,4	41,0
Appareils de mesures, de laboratoire, etc.	0,2	171,3	171,9	157,9	166,9	166,7	156,5	157,3	157,2	152,7	155,9
Electricité	*4,9*	*171,1*	*157,7*	*145,4*	*176,4*	*162,8*	*181,1*	*165,7*	*164,6*	*197,4*	*177,6*
Distribution d'eau	*0,9*	*127,7*	*132,3*	*132,8*	*131,1*	*130,9*	*133,6*	*139,2*	*141,7*	*138,1*	*138,1*
Construction (a)	**19,2**	**117,2**	**151,2**	**138,7**	**155,7**	**140,7**	**121,9**	**159,4**	**134,2**	**151,1**	**141,7**

(a) Les données pour 1970 et 1971 sont provisoires.
(b) Les données sont provisoires à partir du 2e trimestre 1971
(c) Les données du 4e trimestre de 1971 sont provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Evolution de la production industrielle de 1961 à 1971

Moyennes mobiles 12 mois centrées sur le milieu de la période
(1963 = 100)

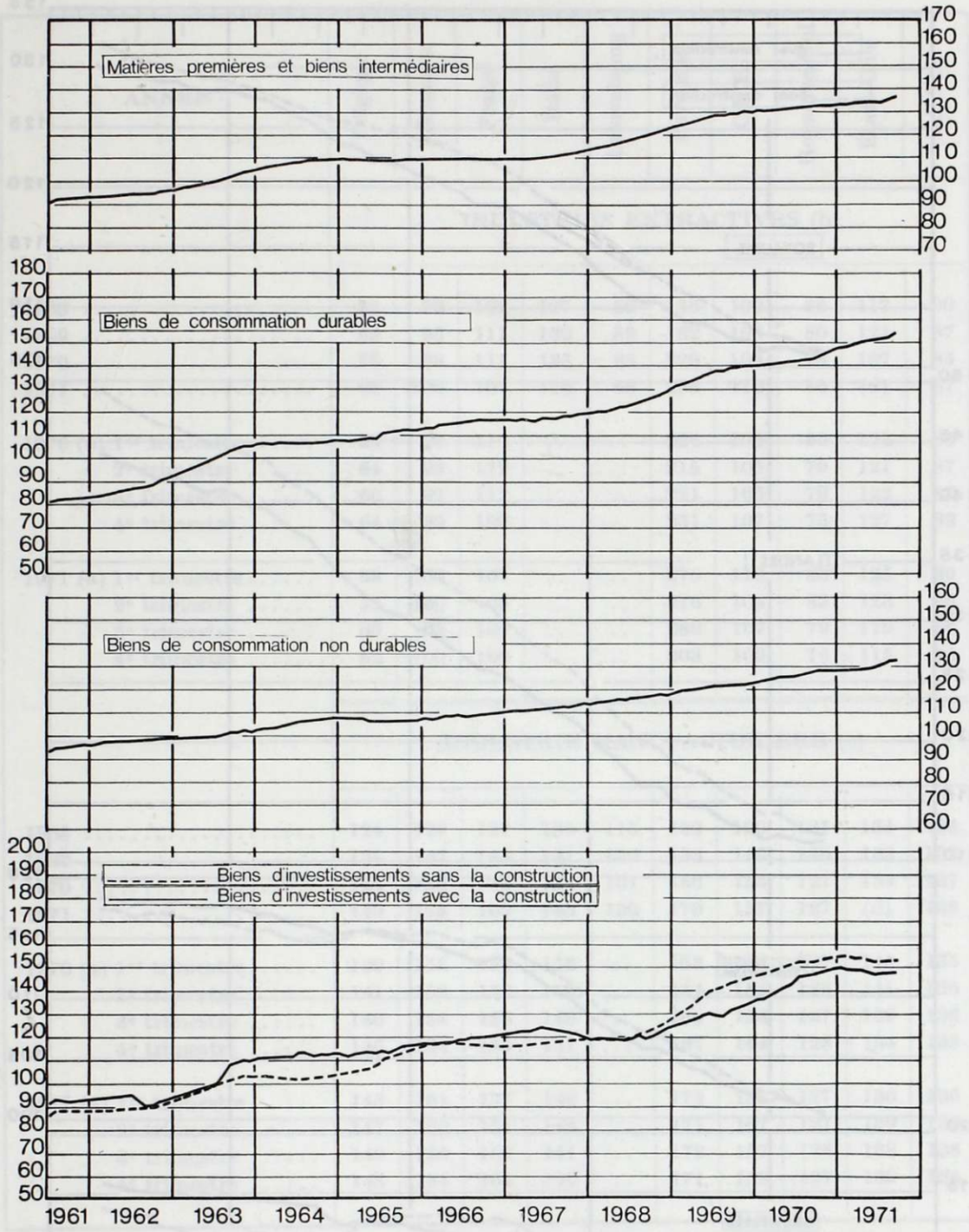


Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution de la production industrielle par catégorie de bien

Moyennes mobiles 12 mois centrées au milieu de la période

(indices bruts 1963 = 100)

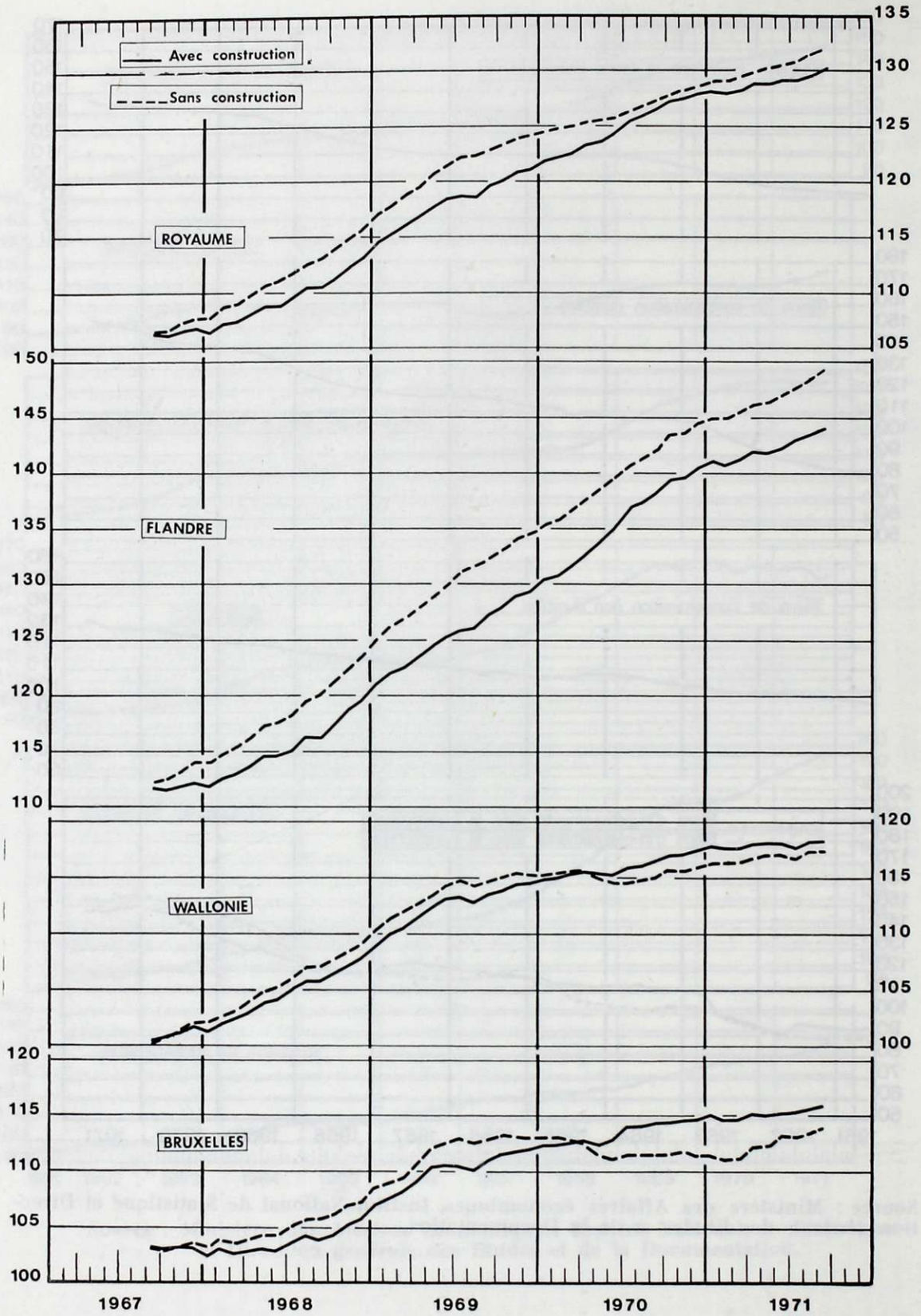


Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution de la production industrielle par région linguistique

Moyennes mobiles 12 mois centrées au milieu de la période

(indices bruts 1964 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels

(1963 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	C.E.E.	Royaume-Uni	États-Unis	E.F.T.A.
	INDUSTRIES EXTRACTIVES (b)									
1968	76	92	107	127	86	146	100	85	117	90
1969	69	95	111	132	89	182	105	80	121	87
1970	63	98	111	135	83	229	108	78	127	85
1971	62	100	107	126	68	285	110	80	(d)	87
1970 (a) 1er trimestre	56	98	110	..	..	224	104	80	123	84
2e trimestre	64	98	112	..	..	215	105	79	121	87
3e trimestre	66	97	112	..	..	221	105	79	122	87
4e trimestre	64	99	109	..	..	251	107	75	127	83
1971 (a) 1er trimestre	68	103	107	..	..	276	110	83	125	89
2e trimestre	58	100	106	..	..	276	108	82	123	89
3e trimestre	60	98	107	..	..	286	107	79	119	86
4e trimestre	62	100	106	..	..	303	109	76	115	84
	INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE (c)									
1968	124	129	127	136	115	139	130	121	134	124
1969	138	147	144	141	130	153	145	126	139	132
1970	144	156	153	151	131	166	154	127	134	137
1971	149	158	162	146	130	170	157	127	(d)	138
1970 (a) 1er trimestre	139	156	153	153	..	163	154	127	141	135
2e trimestre	141	158	152	150	..	164	154	126	141	136
3e trimestre	146	155	153	149	..	166	154	127	139	136
4e trimestre	145	154	154	151	..	167	154	128	134	138
1971 (a) 1er trimestre	145	161	157	149	..	172	158	127	136	136
2e trimestre	147	160	157	144	..	171	157	127	139	138
3e trimestre	149	156	165	141	..	172	157	128	138	138
4e trimestre	148	154	166	149	..	171	158	127	139	138

(suite à la page 58)

(a) Données corrigées des variations saisonnières.

(b) C.I T.I. 21 à 29.

(c) C.I.T.I. 31 à 39. Pour la France non compris les denrées alimentaires, boissons, habillement et produits du bois et ameublement

(d) Mise à jour interrompue; indices bruts originaux (1967 = 100) en cours de rebasement.

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels (*suite*)

(1963 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	C.E.E.	Royaume-Uni	États-Unis	E.F.T.A.
	MÉTALLURGIE DE BASE (f)									
1968	134	131	115	185	117	157	132	111	121	118
1969	148	149	130	187	134	186	147	114	132	125
1970	148	149	135	194	132	205	150	115	124	127
1971	145	138	132	191	127	213	144	104	(d)	119
1970 (e) 1er trimestre	146	156	140	202	141	202	155	116	128	128
2e trimestre	153	154	136	205	141	210	154	115	129	128
3e trimestre	153	147	131	193	130	218	148	114	130	127
4e trimestre	142	140	133	178	118	193	143	114	121	127
1971 (e) 1er trimestre	148	142	137	190	124	195	147	111	127	123
2e trimestre	149	143	128	193	131	215	145	102	131	118
3e trimestre	154	139	130	181	130	227	143	104	108	119
4e trimestre	131	128	132	201	122	220	140	100	111	115
	TRANSFORMATION DES MÉTAUX (g)									
1968	116	120	135	125	85	132	126	122	142	124
1969	135	143	154	126	102	147	144	127	146	132
1970	144	156	170	144	108	162	159	128	135	138
1971	146	155	188	134	121	..	164	128	(d)	140
1970 (e) 1er trimestre	140	156	167	145	..	158	158	128	147	136
2e trimestre	140	160	166	140	..	160	159	127	146	137
3e trimestre	149	156	169	140	..	164	159	127	144	136
4e trimestre	149	155	175	150	..	166	162	130	133	139
1971 (e) 1er trimestre	145	163	181	141	..	171	166	126	136	136
2e trimestre	146	158	177	131	..	169	161	130	137	141
3e trimestre	152	154	203	128	..	166	168	129	139	139
4e trimestre	146	146	194	138	..	..	163	128	138	139

(suite à la page 59)

(e) Données corrigées des variations saisonnières.

(f) C.I.T.I. 37.

(g) C.I.T.I 38.

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels *(suite)*

(1963 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	C.E.E.	Royaume-Uni	États-Unis	E.F.T.A.
	ALIMENTATION, BOISSONS ET TABAC (i)									
1968	121	122	121	121	121	123	122	115	116	118
1969	127	128	124	130	122	130	129	119	119	122
1970	134	132	129	139	125	137	134	121	121	126
1971	142	138	..	140	132	..	139	123	(d)	128
1970 (h) 1er trimestre	135	132	126	139	..	135	134	118	126	123
2e trimestre	134	133	131	139	..	136	135	121	127	125
3e trimestre	135	130	130	137	..	135	133	123	125	126
4e trimestre	133	131	128	140	..	137	134	124	129	127
1971 (h) 1er trimestre	141	138	135	138	..	144	139	121	130	126
2e trimestre	134	135	134	141	..	141	137	123	130	127
3e trimestre	138	137	131	143	..	145	139	125	129	129
4e trimestre	154	140	..	138	..	..	142	123	132	127
	TEXTILES, HABILLEMENT ET CHAUSSURES (j)									
1968	108	114	101	108	..	102	108	113	123	112
1969	116	125	113	114	..	104	117	116	122	117
1970	116	123	111	115	..	103	116	117	116	118
1971	124	127	120	106	..	..	118	118	(d)	119
1970 (h) 1er trimestre	118	125	114	117	..	106	118	115	117	115
2e trimestre	115	124	111	114	..	101	115	116	117	116
3e trimestre	114	123	107	115	..	104	115	118	115	117
4e trimestre	116	123	113	113	..	102	116	118	112	117
1971 (h) 1er trimestre	118	125	116	116	..	105	119	118	113	116
2e trimestre	122	130	119	105	..	105	119	117	116	116
3e trimestre	123	126	123	97	..	103	116	119	116	117
4e trimestre	132	129	124	105	..	..	120	119	117	119

(suite à la page 60)

(h) Données corrigées des variations saisonnières.

(i) C.I.T.I. 31. Pour la France, cet indice n'intervient pas dans le calcul de l'indice global.

(j) C.I.T.I. 32. Pour la France non compris l'habillement; pour les Etats-Unis non compris les chaussures.

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels *(suite)*

(1963 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	C.E.E.	Royaume-Uni	États-Unis	E.F.T.A.
	PRODUITS CHIMIQUES (l)									
1968	139	170	152	185	146	202	165	139	146	142
1969	161	193	177	189	165	237	187	147	157	156
1970	169	207	193	202	174	264	202	157	158	169
1971	179	218	206	201	175	282	213	161	(d)	176
1970 (k) 1er trimestre	165	206	189	196	..	261	199	151	169	162
2e trimestre	166	210	189	197	..	265	201	157	168	169
3e trimestre	169	207	198	200	..	263	204	160	170	171
4e trimestre	177	206	196	193	..	271	203	161	169	174
1971 (k) 1er trimestre	181	216	198	196	..	280	209	159	171	172
2e trimestre	182	221	202	193	..	280	212	161	177	177
3e trimestre	182	215	206	191	..	282	211	160	180	175
4e trimestre	173	222	216	199	..	288	219	164	182	180
	PRODUCTION INDUSTRIELLE TOTALE (m)									
1968	119	127	126	136	112	143	129	119	133	123
1969	131	144	142	141	127	160	143	123	139	130
1970	135	153	150	150	127	176	152	125	135	135
1971	140	156	158	146	126	187	156	126	(d)	137
1970 (k) 1er trimestre	132	153	150	152	132	171	152	125	141	133
2e trimestre	134	156	150	149	131	174	153	125	141	134
3e trimestre	138	153	149	149	126	178	152	126	140	135
4e trimestre	137	152	151	151	119	180	152	126	135	136
1971 (k) 1er trimestre	138	159	155	149	122	186	156	126	138	135
2e trimestre	139	158	154	145	129	186	155	126	140	137
3e trimestre	142	155	160	142	128	188	155	127	138	136
4e trimestre	141	152	163	150	124	189	156	126	140	137

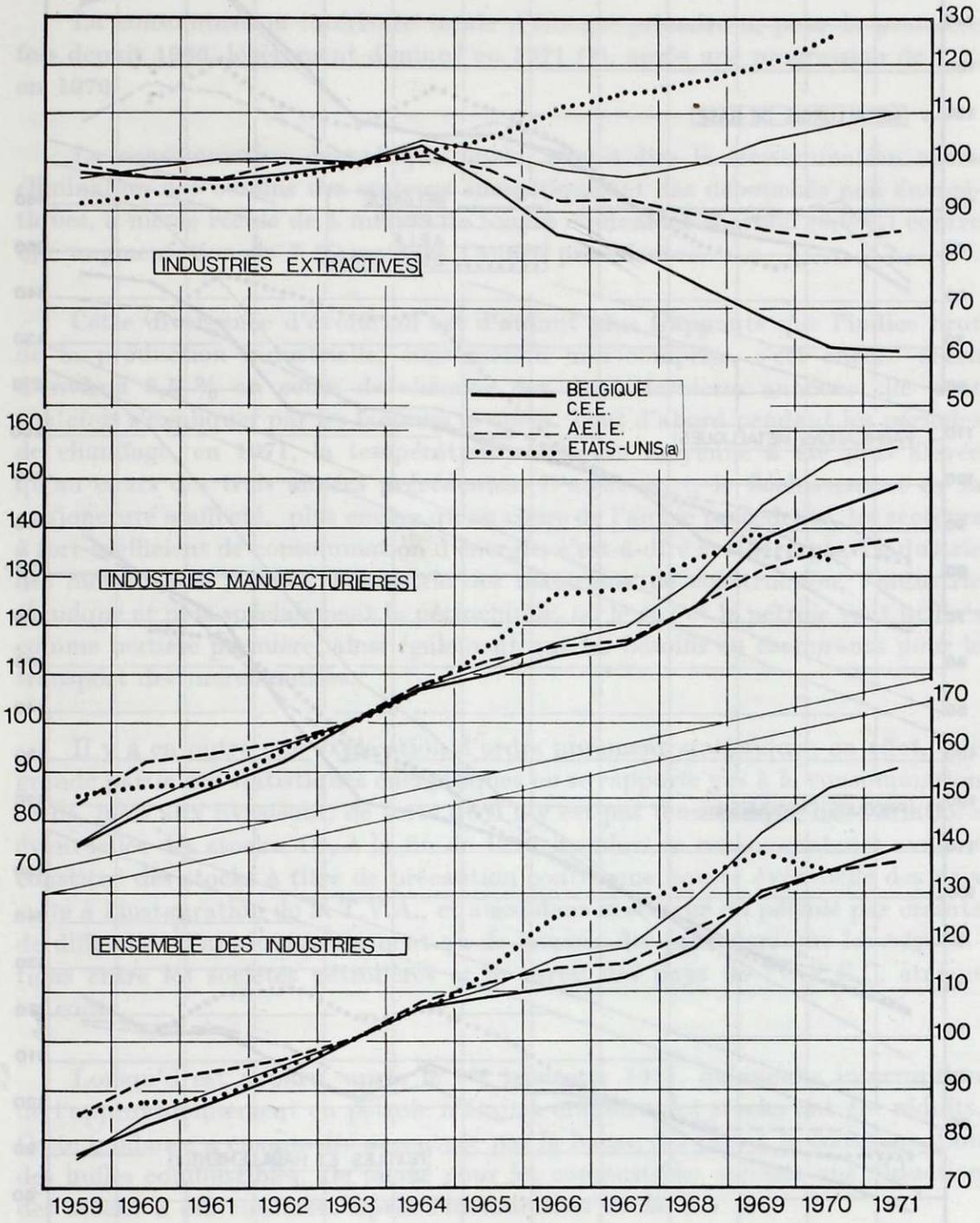
Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

(k) Données corrigées des variations saisonnières.

(l) C.I.T.I. 35. Y compris les dérivés du pétrole et du charbon. Pour le Royaume-Uni, non compris le caoutchouc.

(m) C.I.T.I. 2, 3, 4101 et 4102. Pour la France non compris l'habillement, les produits du bois et l'ameublement.

Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle
(1963 = 100)

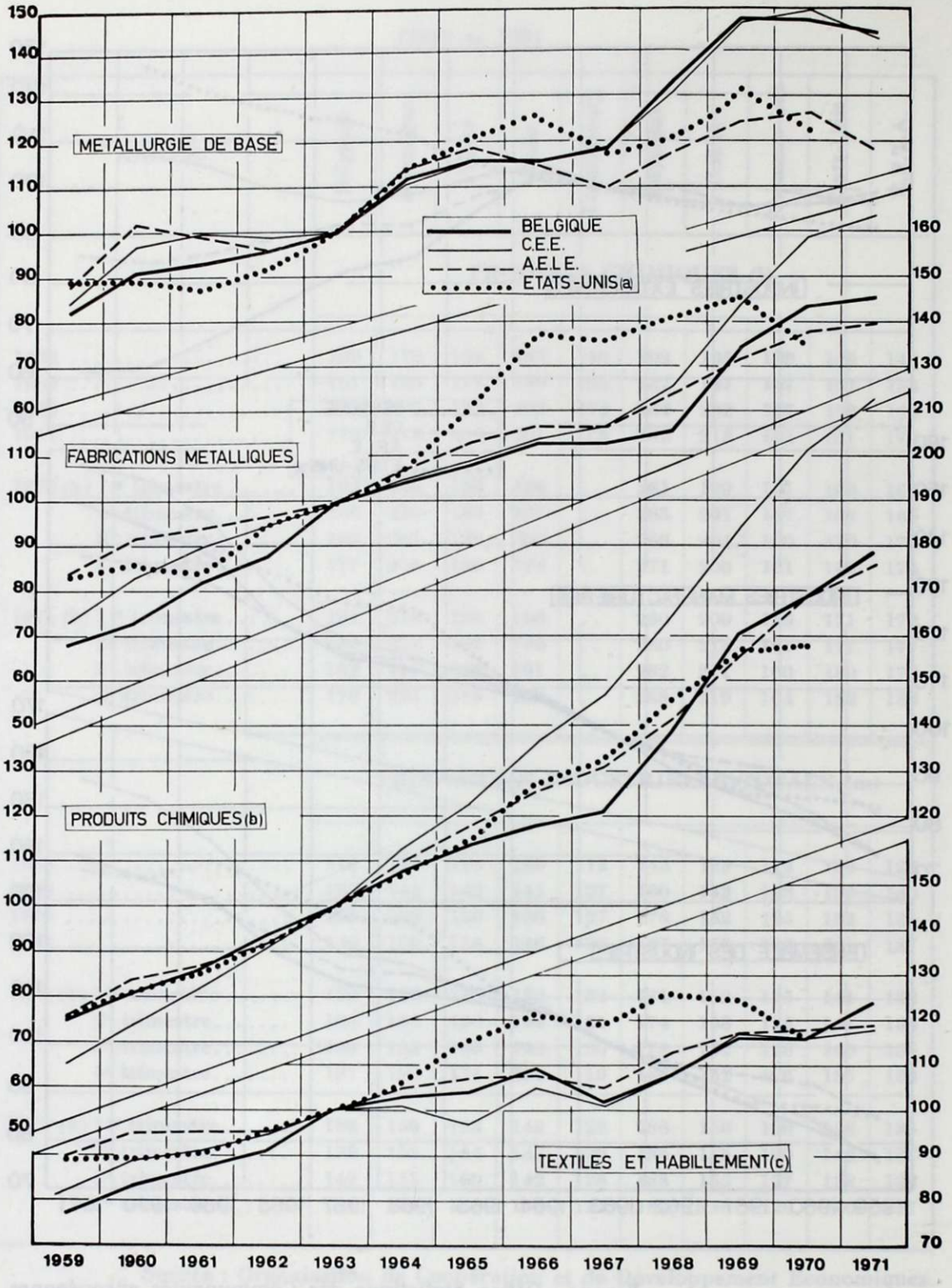


Source : Office Statistique des Communautés européennes.

(a) Séries brutes : mise à jour interrompue, indices originaux (1967 = 100) en cours de rebasement.

Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle (suite)

(1963 = 100)



Source : Office Statistique des Communautés européennes.

(a) Séries brutes : mise à jour interrompue, indices originaux (1967 = 100) encours de rebasement.
(b) Y compris les dérivés du pétrole et du charbon.
(c) Y compris les chaussures, sauf pour les Etats-Unis.

SECTION II. – ÉVOLUTION DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

La consommation intérieure totale d'énergie primaire a, pour la première fois depuis 1966, légèrement diminué en 1971 (1), après une progression de 7 % en 1970.

La consommation énergétique finale, c'est-à-dire la consommation après élimination des besoins des secteurs énergétiques et des débouchés non énergétiques, a même reculé de 1 million de tonnes équivalent charbon (3,9 %) contre une augmentation de 7 % pendant l'année précédente.

Cette divergence d'évolution est d'autant plus frappante que l'indice brut de la production industrielle, construction non comprise, s'est encore accru d'environ 3,5 % au cours de chacune des deux dernières années ; elle peut toutefois s'expliquer par les facteurs ci-après. Tout d'abord pendant les périodes de chauffage, en 1971, la température extérieure moyenne a été plus élevée qu'au cours des trois années précédentes. D'autre part, le fléchissement de la conjoncture a affecté, plus encore qu'au cours de l'année précédente, les secteurs à fort coefficient de consommation d'énergie, c'est-à-dire la sidérurgie, l'industrie des métaux non ferreux, l'industrie des matériaux de construction, l'industrie chimique et plus spécialement la pétrochimie, où le gaz et le pétrole sont utilisés comme matière première, ainsi également que les besoins en carburants pour le transport des marchandises.

Il y a en outre une explication d'ordre purement statistique ; en effet, une grande partie des statistiques énergétiques ne se rapporte pas à la consommation réelle, mais aux livraisons, de sorte qu'il n'y est pas tenu compte des variations éventuelles des stocks. Or, à la fin de 1970, nombre de consommateurs avaient constitué des stocks à titre de précaution contre une hausse éventuelle des prix suite à l'instauration de la T.V.A., et aussi dans le secteur du pétrole par crainte de difficultés d'approvisionnement ou de hausses des prix alors que les négociations entre les sociétés pétrolières et le cartel des pays de l'O.P.E.C. étaient en cours.

Lorsqu'il est apparu, après le 1er trimestre 1971, qu'aucune interruption de l'approvisionnement en pétrole n'était à craindre, les stocks ont été réduits. Cette tendance a ensuite été accentuée par la baisse des prix à la consommation des huiles combustibles. De même pour les combustibles solides, une réduction des stocks a été constatée après l'instauration de la T.V.A.

Ces variations de stocks, non recensées, ne se rapportent qu'à des quantités peu importantes par consommateur, mais, étant donné le nombre élevé de

(1) Pour certains produits énergétiques, les statistiques de 1971 ne sont que très provisoires.

ceux-ci, elles ont eu une incidence sensible sur les statistiques de consommation globale, qui, de ce chef, sont supérieures à la réalité en 1970 et inférieures en 1971.

*
* *

Pour la deuxième année consécutive, la *consommation de charbon* a beaucoup fléchi (14,8 % ou 2,8 millions de tonnes tec), alors que la régression annuelle moyenne avait été de 280 000 t tec. Depuis 1967, les ventes de combustibles solides destinés à la production d'électricité ont, chaque année, sensiblement reculé.

Les livraisons de charbon aux cokeries, qui, pendant de nombreuses années, ont fluctué entre 9 et 10 millions de tonnes, sont brusquement tombées de 10,1 en 1970 à 8,7 millions de tonnes en 1971 ; la consommation réelle, toutefois, n'est revenue que de 9,3 à 8,9 millions de tonnes en raison des variations de stocks déjà signalées.

La production de cokes a reculé de 4,7 %, tandis que l'écoulement intérieur de cokes a diminué de 8,9 % sous l'influence de la réduction d'activité des hauts-fourneaux, des progrès dans la mise au mille de cokes dans les hauts fourneaux, et du recul structurel de la consommation non spécifique. Dès lors, le solde importateur a diminué de 0,8 à 0,5 million de tonnes.

La consommation apparente de charbon par les secteurs domestiques et équivalents a beaucoup plus reculé qu'au cours des années précédentes, en revenant de 5,1 à 3,6 millions de tonnes, soit une diminution de 29,2 % contre une baisse de 6 % par an, en moyenne, au cours des années précédentes ; en 1963, année très froide, ce secteur avait encore acheté 8,6 millions de tonnes de charbon et d'agglomérés de charbon. L'analyse des causes de ce recul démontre qu'il n'est pas seulement dû à des facteurs plus généraux tels que la situation climatique et la substitution d'autres sources d'énergie, mais aussi notamment, à la concentration des chantiers houillers et à la réduction correspondante de stocks globaux, aux difficultés financières dans le commerce, au remplacement de vieux poêles par des poêles au charbon plus modernes et plus économiques, ainsi que, peut-être aussi, en 1971 aux variations de stocks déjà signalées.

Il en est résulté que les importations de charbon qui, en 1970, avaient atteint 7,6 millions de tonnes, ont été ramenées à 5,3 millions de tonnes, soit le niveau le plus bas depuis 1962.

La production charbonnière, par contre, a peu diminué (— 3,6 %) pour s'inscrire à près de 11 millions de tonnes. La réduction persistante de la production dans les bassins du Sud a atteint en 1971 0,6 million de tonnes, mais elle a été partiellement compensée par un accroissement de 200 000 t en Campine ; il faut cependant rappeler que la production de 1970 avait été défavorisée par des grèves prolongées.

Nonobstant la hausse des prix des charbons à coke, la perte d'exploitation par tonne produite n'a guère diminué en Campine en raison de la forte augmentation du salaire-coût et de la réduction de la productivité.

Dans les bassins du Sud, où il n'y a guère de hausses de prix et où le progrès de la productivité fut faible, la perte d'exploitation par tonne produite s'est beaucoup accrue.

Le programme charbonnier pour 1975, établi par le Directoire de l'Industrie charbonnière a été approuvé par le Gouvernement. Dans les bassins du Sud, la fermeture des charbonnages déficitaires sera poursuivie, compte tenu des possibilités de reconversion. En raison du recul de la demande, de l'aggravation rapide des pertes et de l'épuisement de certains gisements, la production de charbons domestiques et de bas-produits serait réduite de 3,6 millions de tonnes en 1971 à 2,4 millions en 1975. En Campine, où l'on extrait surtout du charbon à coke, pour lequel la demande spécifique se maintient, l'exploitation ne diminuerait que de 7,3 à 6,8 millions de tonnes, entraînant la fermeture d'un charbonnage.

Selon des données très provisoires, la *consommation de pétrole*, qui, pendant la période 1948-1970, s'était accrue d'en moyenne 13 % par an, n'a plus progressé que de 3,0 % en 1971 (données provisoires), soit le taux d'accroissement le plus faible depuis 1948, année de l'introduction de statistiques comparables. Les besoins en huiles combustibles qui apparaissent dans les statistiques ont à peine atteint leur niveau de 1970 ; cette évolution s'explique par la clémence de la saison de chauffe, le ralentissement de la conjoncture et la concurrence du gaz naturel ; en 1970 et au début de 1971, celui-ci a encore été favorisé par la forte hausse des prix des huiles et par l'amenuisement des stocks des particuliers, constitués en 1970 par crainte de difficultés d'approvisionnement et de hausses des prix.

La consommation d'essence a aussi progressé en 1971 à une allure moins vive qu'en 1970 et qu'au cours des années précédentes. Cette situation peut être imputée, d'une part, à la diminution des ventes de voitures automobiles, et d'autre part, au fléchissement de la conjoncture qui a affecté, entre autres, le transport par camion. En revanche, les ventes de gaz de pétrole se seraient sensiblement accrues, alors que de 1966 à 1970, leur tendance avait été nettement en baisse à cause de la reconversion au gaz naturel. Enfin, la forte expansion de la consommation intérieure de matières premières par la pétro chimie a pratiquement pris fin : dans ce secteur, il n'y a plus eu de création de nouvelles entreprises.

Après le 1er trimestre de 1971, les prix réels du fuel-oil qui, en 1970, avaient très fort haussé pour des raisons conjoncturelles, ont pratiquement retrouvé leur niveau antérieur sous l'influence de la faiblesse des ventes et de la chute des frets maritimes, après la forte hausse de 1970. Au début de l'année, l'essence, par contre, est devenue plus chère, en partie à cause de la hausse de la taxe sur le chiffre d'affaires, et en partie pour des raisons structurelles. Au

cours du premier semestre de 1971, les négociations avec le cartel des pays de l'O.P.E.C. ont abouti et une convention comportant des relèvements successifs des prix du pétrole brut jusqu'en 1975 a été conclue ; les augmentations de prix diffèrent selon le pays d'origine et selon la qualité du pétrole.

Vers le milieu de 1971, l'oléoduc Rotterdam-Anvers-Feluy a été mis en service, permettant de diminuer le coût du transport du pétrole brut. A la fin de l'année, la raffinerie de Feluy a été mise en activité ; néanmoins, pour l'ensemble de l'année, la quantité de pétrole brut transformé n'a été que de 1,4 % supérieure à celle de 1970. En début d'année, les arrivages de pétrole brut ont été limités par les mesures prises par certains pays producteurs de pétrole en vue de freiner l'exportation, tandis que pour l'ensemble de l'année la vente a été défavorable.

Les importations de *gaz naturel* se sont élevées à 6,4 milliards de m^3, soit 39,2 % de plus qu'en 1970. En décembre, la consommation, calculée sur une base annuelle, a même atteint 7,3 milliards de m^3, soit à peu près le volume fixé contractuellement pour 1975. Les livraisons directes de DISTRIGAZ à l'industrie se sont accrues de 41,7 % et atteignent ainsi 80 % des ventes intérieures totales, alors que, avant la reconversion au gaz naturel, la consommation industrielle de gaz de cokerie étaient inférieure aux autres débouchés. La consommation à usage domestique et équivalente aurait augmenté de 16,2 %, ce qui, malgré la température clémente, représente un rythme de croissance plus élevé qu'au cours des années précédentes. A la fin de l'année, la conversion des appareils chez les consommateurs était pratiquement terminée. Au total, le gaz naturel couvre 12,9 % des besoins d'énergie primaire, contre 9,3 % en 1970.

En raison de la faible progression de la consommation industrielle de courant à haute tension (+ 4,2 %), la *consommation d'électricité* ne s'est accrue que de 5,7 % ; la consommation à usage domestique et équivalente a de nouveau augmenté d'environ 10 %.

La progression de la production électrique a toutefois été de 8,8 % ; en effet, le solde d'importation enregistré en 1970 (376,1 GWh) est devenu un solde d'exportation de 486,0 GWh à la suite de la sécheresse dans les pays voisins qui font appel aux centrales hydro-électriques. Cependant, les importations en provenance de la France ont aussi augmenté, le réseau belge ayant absorbé la moitié, soit 913,5 GWh, de la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz qui a travaillé à un rendement normal en 1971, après un démarrage difficile au cours des années précédentes.

Comme la production hydro-électrique belge, déjà peu importante, a encore fléchi de 36,5 % à la suite de la pluviosité défavorable et comme la petite centrale nucléaire de Mol a été arrêtée pour transformations, la production des centrales thermiques conventionnelles a augmenté de 9,3 %.

L'évolution de la consommation de combustibles pour les centrales a suivi la tendance des dernières années ; on note un fléchissement de 15 % des combustibles solides, qui ne couvrent plus que 19,8 % de l'ensemble de leurs besoins en combustibles, et une nouvelle progression des produits pétroliers (+ 14 %),

des gaz fatals (gaz de cokeries et gaz de hauts fourneaux) (+ 5 %), et surtout du gaz naturel (+ 50 %). Les deux premiers groupes de la centrale de pompage de Coo ont été mis en exploitation et ont été raccordés au nouveau réseau de haute tension de 380 kW Coo-Tihange-Anvers et Tihange-Maasbracht (Pays-Bas). Cette centrale de pompage qui n'accroît pas la production totale du pays régularise le taux de marche des unités de production puissantes en utilisant la production excédentaire pendant les heures creuses pour pomper l'eau du bassin inférieur au bassin supérieur et en fournissant en retour du courant pendant les heures de pointe.

Les prix de l'électricité ont augmenté à la suite de la forte hausse des prix des combustibles en 1970 et au début de 1971. En fin d'année cependant, l'index haute tension a baissé, suivi, avec quelque retard, par l'index basse tension.

*
* *

Dans le domaine de la politique énergétique, diverses décisions ont été prises.

Le Directoire de l'Industrie charbonnière cessera son activité le 31 décembre 1972.

D'autre part, le Gouvernement a fait un nouveau pas vers la neutralité fiscale en ce qui concerne les produits énergétiques substituables. Le remplacement de la taxe de transmission par la T.V.A. à partir de 1971, a mis tous les produits énergétiques sur un pied d'égalité, au stade des achats par les « assujettis » au sens de la terminologie T.V.A. ; ils peuvent, en effet, déduire la taxe sur leurs achats de celle due sur leurs ventes, alors que dans l'ancien régime ils devaient payer 1,2 % sur le charbon industriel, les cokes et l'électricité haute tension, 7 % sur le charbon domestique et l'électricité basse tention, 12 % sur les carburants et 14 % sur les autres produits pétroliers. Pour les non assujettis (ménages, pouvoirs publics), le taux de la T.V.A. est de 14 % pour tous les produits énergétiques, à l'exception des carburants qui sont taxés à 18 % ; à titre temporaire, le taux de 14 % a cependant été diminué à 6 % pour le charbon et tous les gaz.

Certaines modifications sont également intervenues en matière de droits d'accise perçus sur les combustibles liquides et ce en partie à la suite de l'harmonisation réalisée dans le cadre du Benelux, en vue de la suppression du contrôle aux frontières intra. Avant le 1er janvier 1971, les droits d'accises étaient de 75 F/hl pour le kérosène, de 45 F/hl pour le gas-oil de chauffage et à 35 F/hl pour les fuels-oils légers et moyens. Ces taux ont été unifiés à 45 F/hl à partir du 1er janvier 1971.

★
★ ★

Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers inscrits (en milliers) (a)	Ouvriers présents par jour ouvré (moyenne mensuelle, en milliers)		Production par poste et par ouvrier (b) (moyenne mensuelle, en kilogrammes)	
		Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1963	84,6	49,0	67,1	1 629	1 166
1964	85,0	50,7	68,0	1 574	1 155
1965	75,1	46,6	62,6	1 660	1 212
1966	62,4	40,2	54,5	1 758	1 270
1967	55,4	35,1	47,6	1 847	1 336
1968	49,2	30,1	40,8	1 976	1 418
1969	41,0	25,3	35,1	2 112	1 506
1970	37,4	21,5	30,1	2 284	1 599
1971 (c)	35,0	19,6	27,8	2 333	1 619
1971 (c) Janvier	37,2	21,2	29,8	2 393	1 682
Février	37,0	20,6	29,0	2 448	1 716
Mars	37,0	20,6	29,1	2 728	1 882
Avril	36,8	19,7	28,4	2 130	1 408
Mai	35,9	20,7	28,9	2 228	1 572
Juin	35,6	20,1	28,2	2 607	1 803
Juillet	35,7	17,4	25,0	2 261	1 522
Août	35,2	17,2	25,9	2 246	1 538
Septembre	35,2	19,0	26,9	2 212	1 543
Octobre	34,8	19,4	27,2	2 215	1 556
Novembre	34,9	19,7	27,5	2 253	1 591
Décembre	35,0	19,4	27,1	2 278	1 614

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Fin de la période.
(b) Y compris maîtrise et surveillance.
(c) Données provisoires.

Production de charbon par bassin

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Borinage Centre	Charleroi et Namur	Liège	Campine	Total
1962	3 118	5 198	3 080	9 807	21 204
1963	2 952	5 317	3 082	10 067	21 418
1964	2 843	5 246	3 076	10 140	21 305
1965	2 652	4 734	2 693	9 706	19 786
1966	2 300	4 448	2 261	8 490	17 499
1967	1 889	3 820	1 880	8 846	16 435
1968	1 492	3 326	1 504	8 484	14 806
1969	1 139	2 616	1 429	8 015	13 200
1970	2 967		1 300	7 095	11 362
1971 (a)	2 593		1 054	7 309	10 956

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Données provisoires.

Balance charbonnière

(en milliers de tonnes)

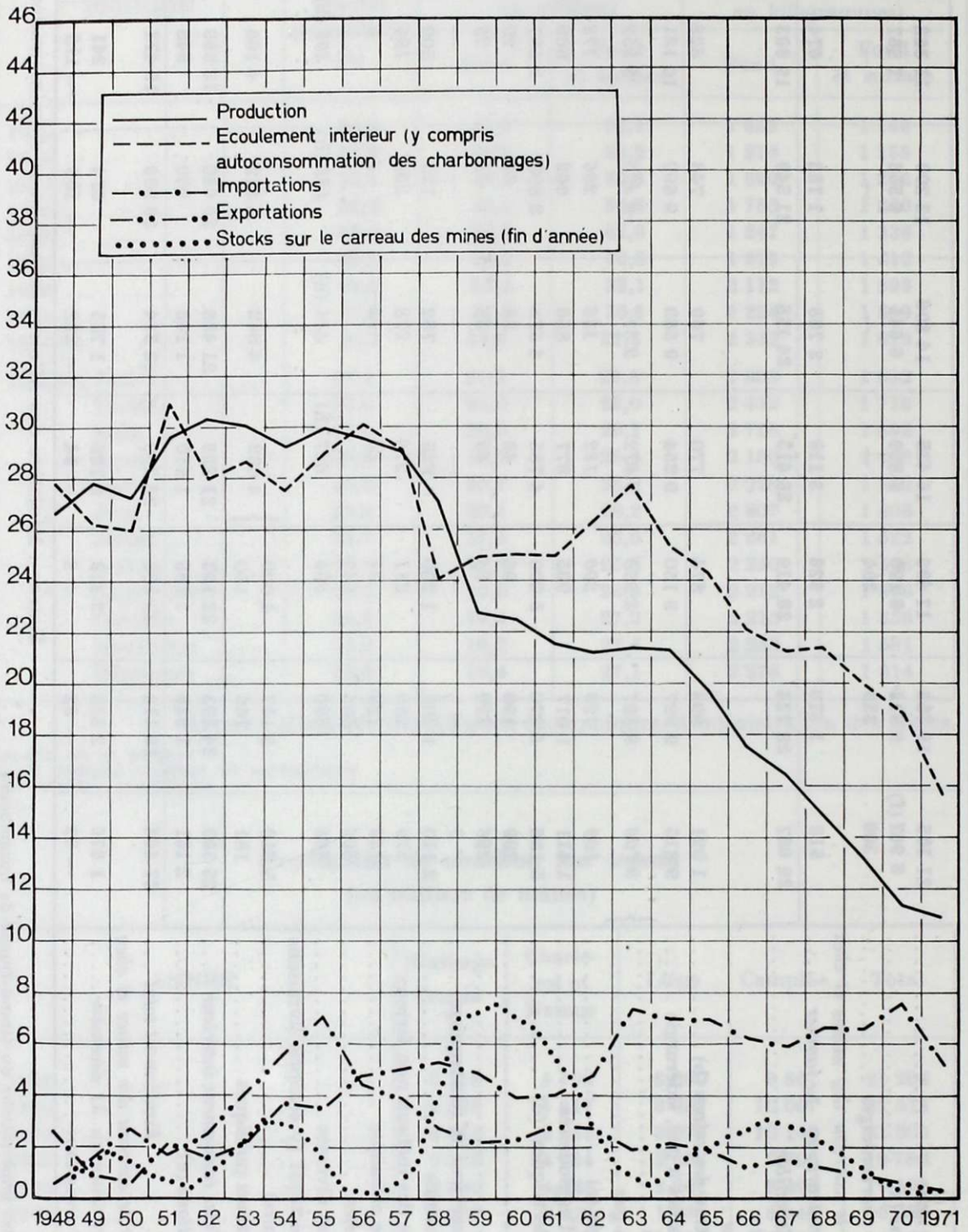
DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971 (g)
I *Production nette*	21 305	19 786	17 499	16 435	14 806	13 200	11 362	10 956
II *Importations* (a)	6 967 (f)	6 914	6 190	5 859	6 641	6 566	7 567	5 283
III *Achats des charbonnages*	300	350	204	—	—	—	—	—
IV *Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 1er janvier*	515	1 676	2 526	3 119	2 708	1 783	674	215
V *Charbon disponible*	29 087	28 726	26 419	25 413	24 155	21 549	19 603	16 454
VI *Écoulement :*								
A. *Intérieur :*								
1. Consommation des mines (b)	1 021	998	874	770	769	748	828	825
2. Cokeries, usines à gaz, sidérurgie	9 815	9 927	9 150	9 254	9 563	9 699	10 131	8 712
a) Cokeries	*9 706*	*9 807*	*8 950*	*9 072*	*9 377*	*9 493*	*9 959*	*8 495*
b) Usines à gaz								
c) Sidérurgie (c)	*109*	*120*	*200*	*182*	*186*	*206*	*172*	*217*
3. Fabriques d'agglomérés	1 411	1 017	935	877	856	662	669	530
4. Centrales électriques (d)	5 156	5 270	5 090	4 785	4 578	3 803	2 567	2 158
5. Transports	299	190	95	46	38	31	29	22
a) Fer	*296*	*190*	*95*	*46*	*38*	*31*	*29*	22
b) Soutes, services de remorquage	*3*	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres industries	2 110	1 608	1 200	925	782	725	509	402
a) Industrie des métaux non ferreux	*279*	*289*	*281*	*270*	*278*	*299*	*195*	*122*
b) Industrie chimique	*158*	*124*	*81*	*28*	*18*	*4*	*5*	*10*
c) Cimenteries	*805*	*505*	*243*	..	..	..	..	..
d) Industries diverses	*868*	*690*	*595*	*627* (h)	*486* (h)	*422* (h)	*309* (h)	270 (h)
7. Usage domestique (y compris livraisons aux mineurs)	5 310	5 117	4 609	4 632	4 842	4 412	4 166	3 092
8. Administrations publiques	181	166	150					
Total écoulement intérieur	25 303	24 293	22 103	21 289	21 428	20 080	18 899	15 741
B. *Exportations* (e)	2 161	1 825	1 195	1 510	1 146	900	548	378
Ecoulement total	27 464	26 118	23 298	22 799	22 574	20 980	19 477	16 119
VII *Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 31 décembre*	1 676	2 526	3 119	2 708	1 783	674	241	396
VIII *Erreurs et omissions*	— 53	+ 82	+ 2	— 94	— 202	— 105	— 115	— 61

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Non compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.
(b) Uniquement consommation des mines, telle que publiée par les *Annales des Mines de Belgique*. La consommation de leurs centrales électriques est reportée sous « Centrales électriques ».
(c) Pour d'autres usages que la cokéfaction.
(d) Non compris les autoproducteurs individuels, sauf les centrales des charbonnages.
(e) Y compris les exportations vers le Grand-Duché de Luxembourg.
(f) Y compris les importations de schistes de terril, calculées tonne pour tonne.
(g) Données provisoires.
(h) Les livraisons aux cimenteries sont incluses dans celles aux industries diverses.

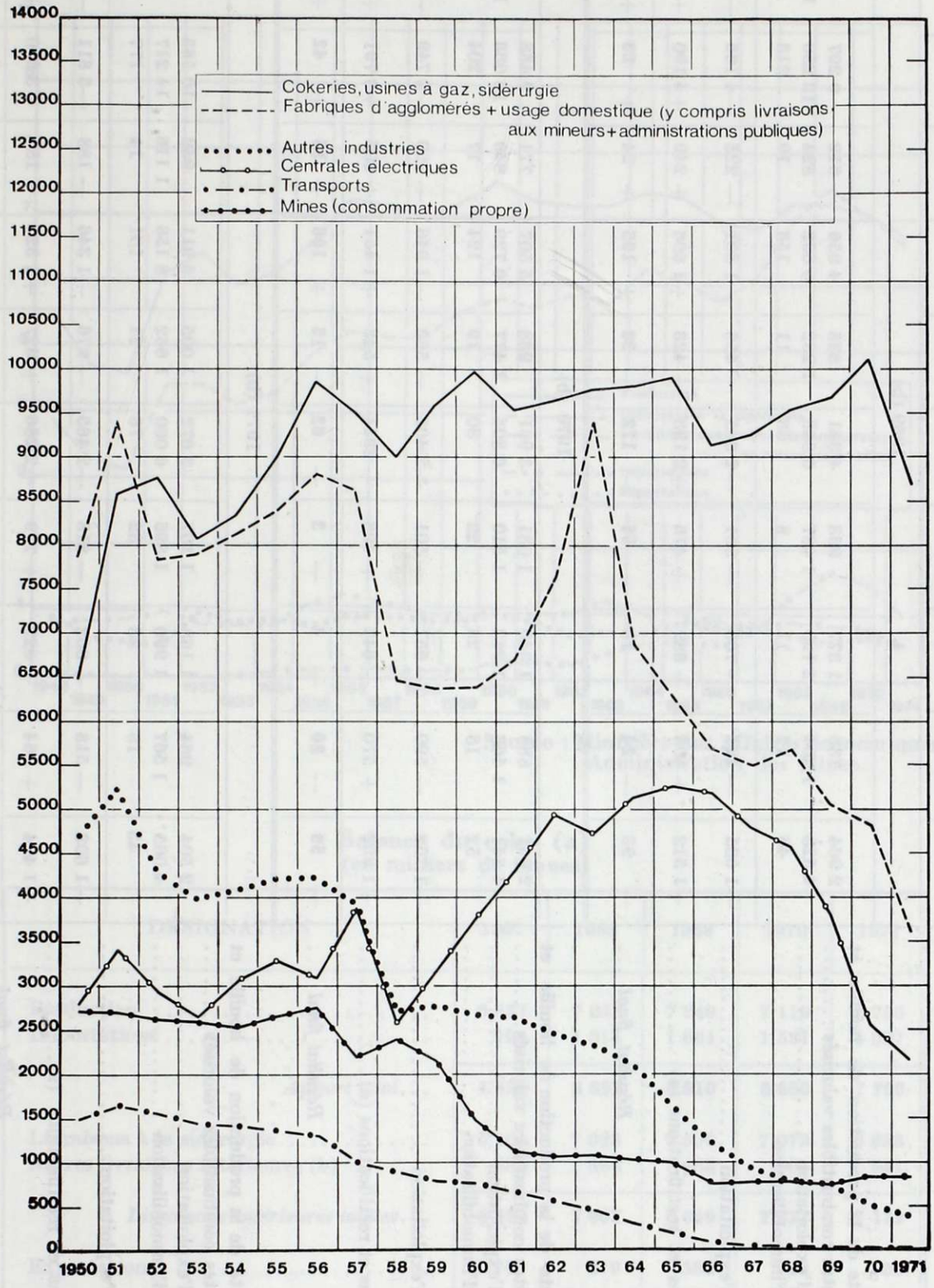
Balance charbonnière

(en millions de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1969 à 1971

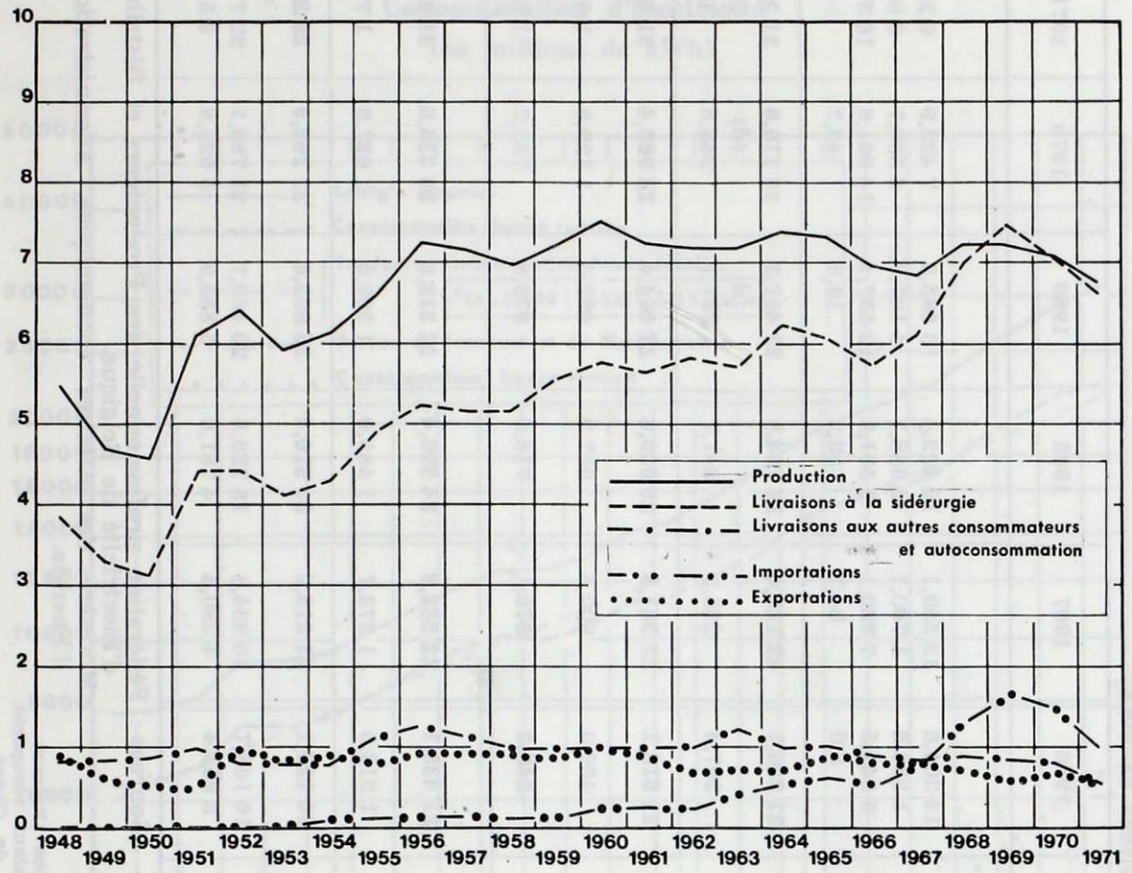
DÉSIGNATION	Hainaut		Liège		Sud		Campine		Le Royaume	
	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t
	1969 (b)									
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	2 964	786	1 377	963	4 341	835	4 956	612	9 297	699
Dépenses d'exploitation	4 523	1 204	2 125	1 487	6 648	1 282	6 602	824	13 250	1 004
Dépenses d'immobilisation	46	12	11	8	58	11	155	19	213	16
Résultat d'exploitation	—1 605	— 427	— 760	— 531	—2 365	— 456	—1 801	— 225	—4 166	— 316
Subventions et rectifications (a)	+1 512	+ 403	+ 682	+ 476	+2 193	+ 423	+1 606	+ 249	+4 190	+ 318
Résultat final	— **93**	— **24**	— **78**	— **55**	— **172**	— **33**	+ **195**	+ 24	+ **23**	+ **2**
	1970 (b)									
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	2 641	888	1 340	1 031	3 981	938	5 507	771	9 488	831
Dépenses d'exploitation	4 341	1 463	1 963	1 510	6 304	1 477	6 729	949	13 033	1 147
Dépenses d'immobilisation	52	18	28	22	80	19	124	17	204	18
Résultat d'exploitation	—1 752	— 590	— 651	— 501	—2 403	— 563	—1 346	— 190	—3 749	— 330
Subventions et rectifications (a)	+1 693	+ 570	+ 647	+ 498	+ 2341	+ 548	+1 451	+ 205	+3 791	+ 334
Résultat final	— **59**	— **20**	— **4**	— **3**	— **62**	— **15**	+ **105**	+ **15**	+ **42**	+ **4**
	1971 (b)									
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	2 504	964	1 168	1 107	3 672	1 005	6 911	942	10 583	963
Dépenses d'exploitation	4 065	1 567	1 996	1 895	6 060	1 662	8 156	1 116	14 217	1 298
Dépenses d'immobilisation	43	16	33	32	76	21	101	14	177	16
Résultat d'exploitation	—1 603	— 518	— 862	— 818	—2 465	— 676	—1 346	— 188	—3 811	— 348
Subventions et rectifications (a)	+1 464	+ 564	+ 822	+ 779	+2 286	+ 627	+1 324	+ 185	+3 610	+ 330
Résultat final	— **139**	— **54**	— **40**	— **39**	— **179**	— **49**	— **22**	— **3**	— **201**	— **18**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Le solde éventuel de l'ancien Fonds de Solidarité, les différences d'estimation des matières consommées et les autres subventions provenant de l'Etat et de la C.E.C.A.
(b) Données provisoires.

Coke de four

(en millions de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques,
Administration des Mines.

Balance du coke (a)

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969	1970	1971
Production	6 857	7 243	7 249	7 119	6 783
Importations	794	1 314	1 661	1 531	1 007
Apport total...	**7 651**	**8 557**	**8 910**	**8 650**	**7 790**
Livraisons à la sidérurgie	6 104	7 023	7 506	7 073	6 638
Autres livraisons intérieures (b)	830	884	863	804	541
Livraisons intérieures totales...	**6 934**	**7 907**	**8 369**	**7 877**	**7 179**
Exportations	768	679	582	713	530
Ecoulement total...	**7 702**	**8 586**	**8 951**	**8 590**	**7 709**

(a) Cokes de four, semi-coke de houille.
(b) Y compris l'autoconsommation.

Source : Ministère des Affaires économiques,
Administration des Mines.

Energie électrique disponible
(en millions de kWh)

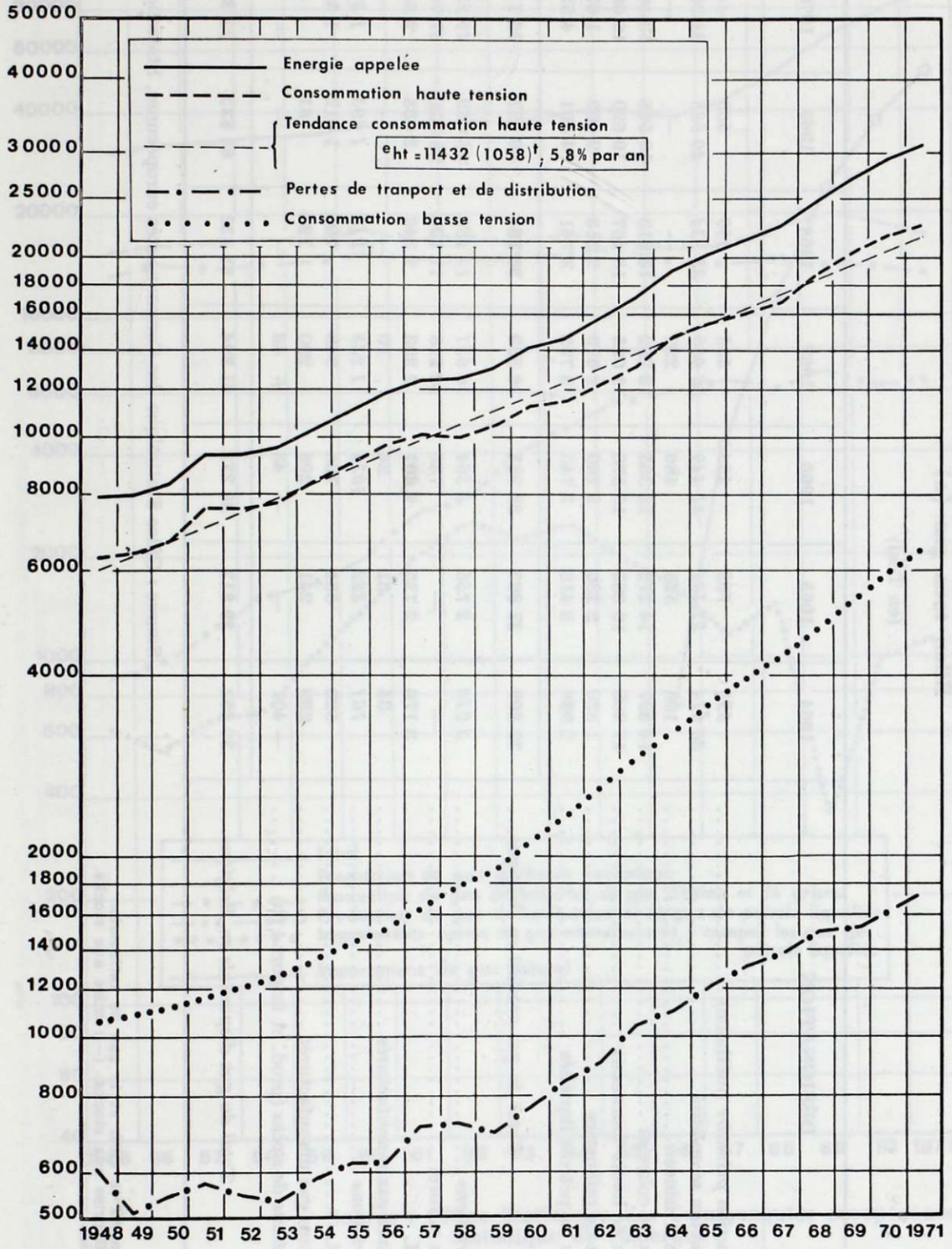
DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971 (f)
Production thermique nette :								
à partir de : Combustibles solides	12 851,6	12 992,4	13 304,6	12 559,1	12 452,4	10 683,5	7 423,9	6 207,0
Combustibles gazeux (a)	1 474,2	1 542,4	1 366,6	1 760,1	2 688,1	4 107,9	6 536,7	8 693,0
Combustibles liquides (b)	4 992,8	5 560,0	6 544,5	7 722,1	9 591,2	12 557,1	14 641,6	16 378,0
Energie nucléaire (c)	45,6	—	5,0	84,7	53,2	18,3	48,7	—
Total...	**19 364,2**	**20 094,8**	**21 220,7**	**22 126,0**	**24 784,9**	**27 437,3** (d)	**28 716,6** (d)	**31 341,0** (d)
Production hydroélectrique nette.....	113,6	269,7	297,4	235,5	241,7	227,1	243,8	155,0
Total général...	**19 477,8**	**20 364,5**	**21 518,1**	**22 361,5**	**25 026,6**	**27 664,4**	**28 960,4**	**31 496,0**
Importations (e)	360,6	433,6	466,3	800,5	687,3	622,0	1 129,8	1 040,0
Exportations	709,6	454,4	548,3	573,1	718,5	973,8	753,7	1 526,0
Energie absorbée (ou consommation brute)...	**19 128,9**	**20 343,7**	**21 436,1**	**22 588,9**	**24 995,4**	**27 312,6**	**29 336,5**	**31 010,0**
Pertes sur les réseaux	1 105,2	1 207,4	1 313,0	1 373,7	1 485,0	1 509,0	1 627,6	1 720,0
Consommation nette	**18 023,7**	**19 136,3**	**20 123,1**	**21 215,2**	**23 510,4**	**25 803,6**	**27 708,9**	**29 290,0**
dont : Haute tension	14 772,6	15 534,3	16 168,7	16 934,8	18 728,8	20 469,7	21 786,1	22 775,0
Basse tension.....	3 251,1	3 602,0	3 954,4	4 280,4	4 781,6	5 333,9	5 922,8	6 515,0

Sources : Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.
Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Non compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(b) Y compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(c) Non compris la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz (France).
(d) Y compris l'électricité produite à partir de vapeur achetée et de chaleur récupérée.
(e) Y compris la quote-part belge dans la production nette de la centrale de Chooz.
(f) Données provisoires.

Consommation d'électricité

(en millions de kWh)



Source : Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.

Bilan tous gaz (a)

(en Tcal)

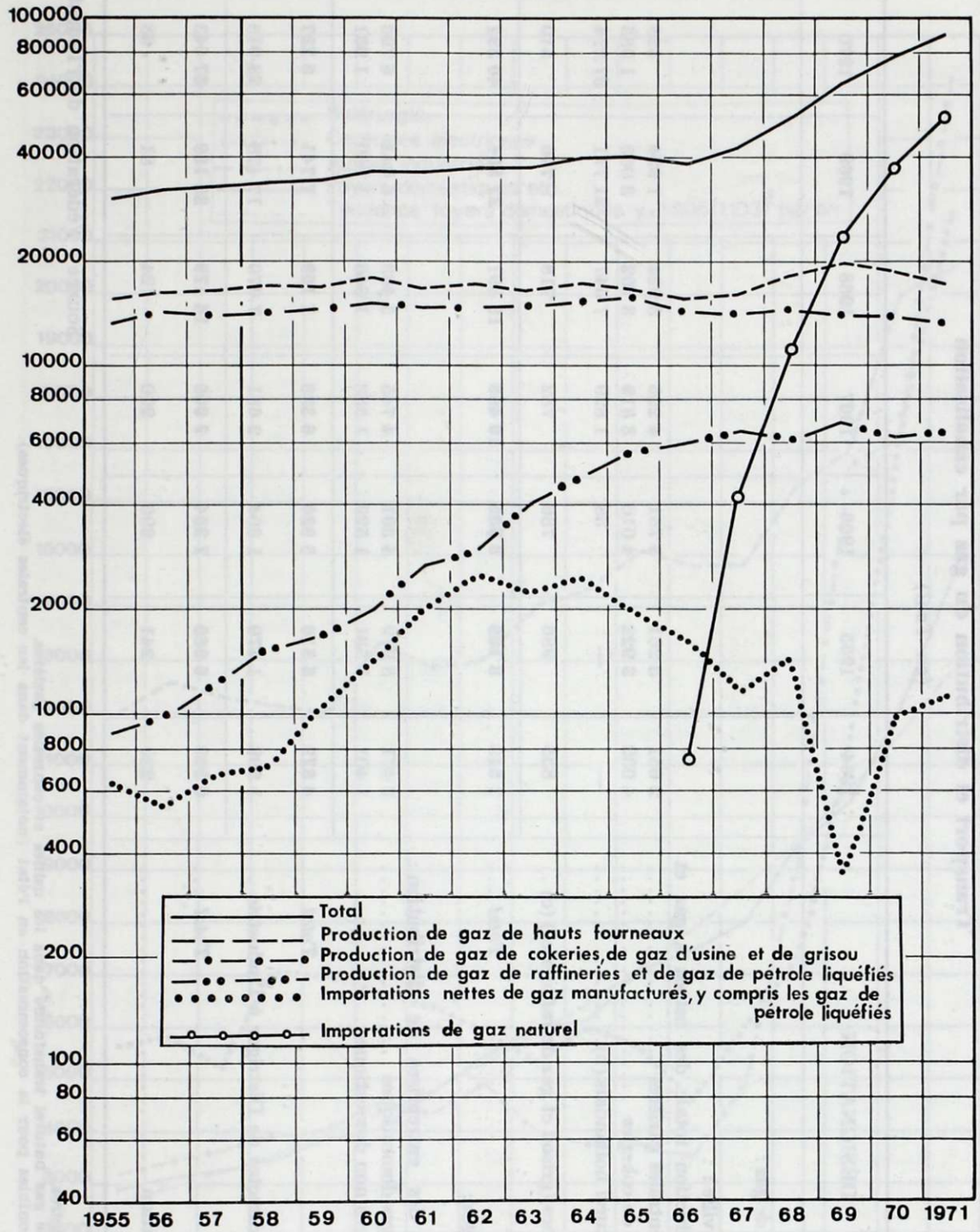
DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971 (c)
Production primaire (méthane)	*595*	*702*	*534*	*558*	*550*	*569*	*449*	*421*
Production secondaire	*36 614*	*37 181*	*35 449*	*36 000*	*38 234*	*40 088*	*38 268*	*36 564*
Gaz d'usines	198	525	486	222	—	—	—	—
Gaz de cokeries	14 397	14 272	13 365	13 282	13 913	13 568	13 465	12 870
Gaz de hauts fourneaux	17 203	16 685	15 573	16 025	18 267	19 620	18 605	17 244
Gaz de raffineries	1 830	2 286	2 280	2 679	2 313	2 409	1 671	2 066
Gaz de pétrole liquéfiés	2 986	3 413	3 745	3 792	3 741	4 491	4 527	4 384
Total du gaz produit en Belgique	**37 209**	**37 883**	**35 983**	**36 558**	**38 784**	**40 657**	**38 717**	**36 985**
Importations	*3 210*	*2 756*	*3 364*	*6 631*	*13 466*	*25 669*	*40 288*	*54 934*
Gaz naturel	—	—	733	4 228	11 198	23 631	37 740	52 542
GPL	3 176	2 725	2 607	2 393	2 346	2 038	2 548	2 392
Autres gaz manufacturés	34	31	24	10	—	—	—	—
Exportations	*761*	*822*	*1031*	*1 238*	*918*	*1 693*	*1 590*	*1 287*
GPL	522	581	735	948	794	1 612	1 552	1 275
Autres gaz manufacturés	239	241	296	290	124	81	38	12
Variations de stocks (prod. et import.) (b)	— 401	—	— 43	+ 43	–	—	— 88	..
Total du gaz disponible en Belgique	**39 257**	**39 817**	**38 273**	**41 994**	**51 332**	**64 633**	**77 327**	**90 632**

Source : Office Statistique des Communautés européennes, Statistiques de l'Énergie.

(a) Y compris le GPL et le gaz de raffinerie.
(b) (+) Reprise aux stocks; (—) mise aux stocks.
(c) Données provisoires.

Gaz disponibles

Tcal (PCS)



Source : Office Statistique des Communautés européennes, Statistique de l'Energie.

Transport et distribution du gaz par canalisation

(en Tcal)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971 (a)
A. *Emissions de gaz :*								
1. Gaz de ville :								
— Production totale des usines à gaz et centrales gazières	2 651	3 261	3 751	4 226	3 924	1 924	528	49
— Gaz de cokeries	4 032	3 922	4 010	3 819	3 702	3 063	1 985	1 089
2. Gaz naturel hollandais (b)	—	—	38	1 629	7 547	21 771	37 274	52 542
3. Gaz riches (grisou et gaz de raffineries) (c)	835	986	786	782	718	746	510	499
Total	**7 518**	**8 169**	**8 585**	**10 456**	**15 891**	**27 504**	**40 297**	**54 179**
B. *Ventes de gaz :*								
1. Ventes des entreprises de distribution :								
— Usages domestiques	3 471	3 979	4 391	4 745	5 463	6 041	6 796	7 897
— Usages non domestiques	1 401	1 531	1 529	1 583	1 646	1 700	1 931	2 257
Total	**4 872**	**5 510**	**5 920**	**6 328**	**7 109**	**7 741**	**8 727**	**10 154**
2. Ventes directes de Distrigaz à l'industrie	1 508	1 479	1 364	2 681	7 070	17 428	28 916	40 967
Total	**6 380**	**6 989**	**7 284**	**9 009**	**14 179**	**25 169**	**37 643**	**51 121**
3. Exportation	239	241	296	290	124	81	38	12

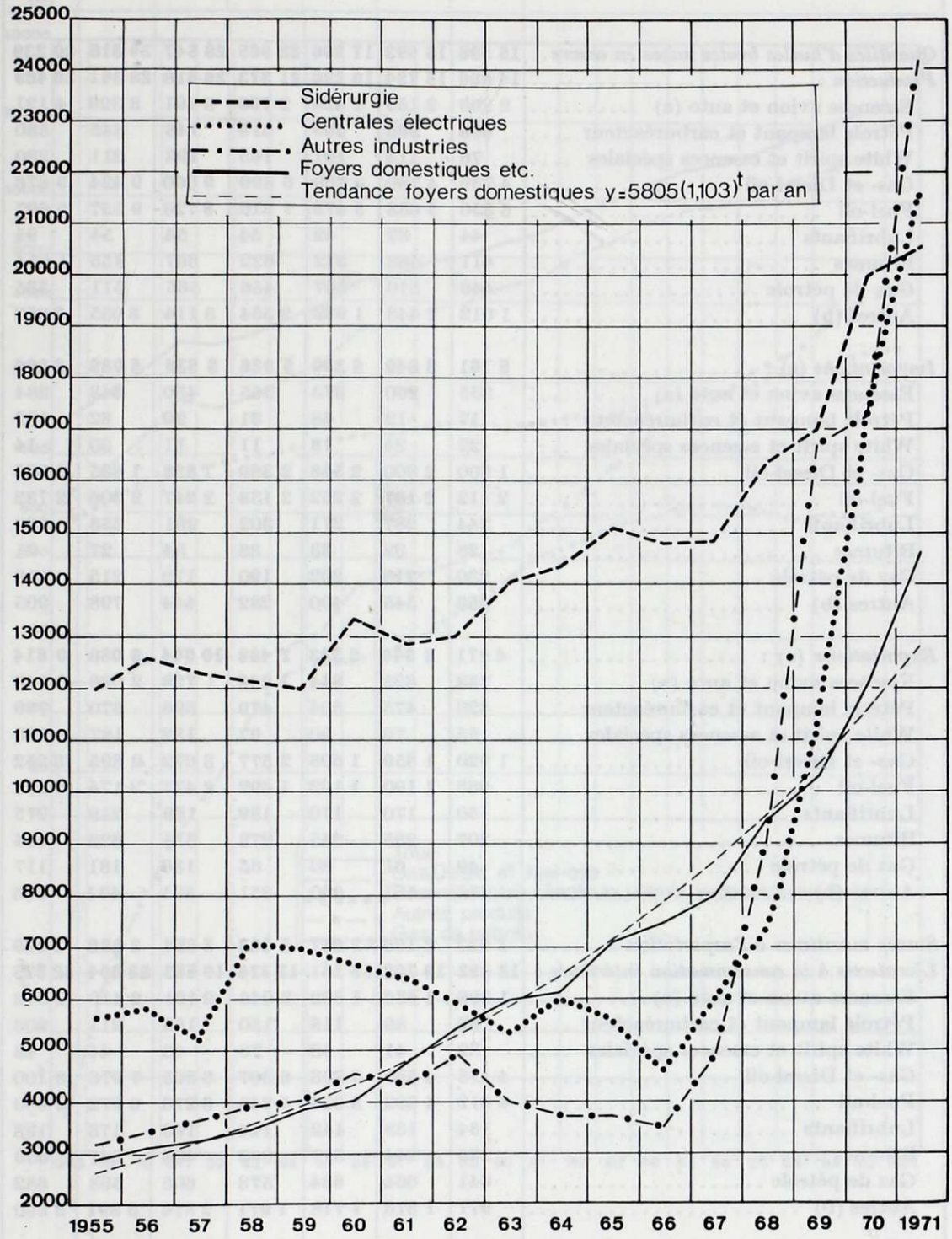
Source : Fédération de l'Industrie du Gaz.

(a) Données provisoires.
(b) Non compris le gaz naturel transformé dans les usines et centrales gazières.
(c) Quantités disponibles pour la consommation en l'état (notamment dans les centrales électriques).

Consommation nette de gaz

Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie

Tcal (PCS)



Source : Office Statistique des Communautés européennes, Statistique de l'Energie.

Production et consommation de produits pétroliers
(en milliers de tonnes)

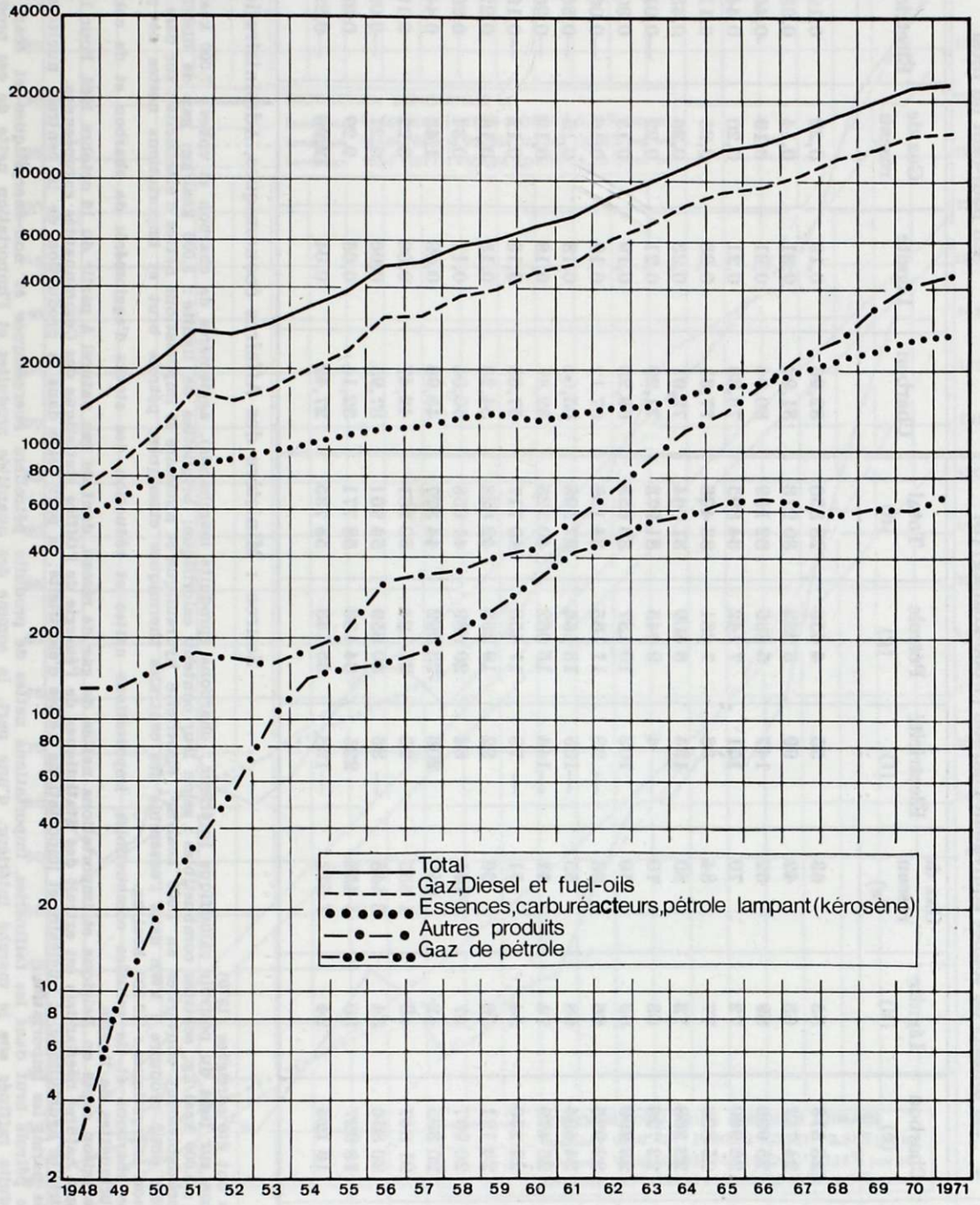
DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971 (d)
Quantités d'huiles brutes mises en œuvre	**15 598**	**16 593**	**17 286**	**22 965**	**28 547**	**29 816**	**30 239**
Production :	**14 800**	**15 754**	**16 290**	**21 373**	**26 618**	**28 241**	**28 489**
Essences avion et auto (a)	2 206	2 159	2 326	2 799	3 491	3 329	4 121
Pétrole lampant et carburéacteur	493	563	599	614	748	845	830
White spirit et essences spéciales	76	114	101	165	193	211	230
Gas- et Diesel-oil	4 759	4 780	4 769	6 899	9 060	9 424	9 876
Fuel-oil	5 350	5 683	5 472	7 210	8 726	9 357	8 697
Lubrifiants	44	39	42	54	54	54	94
Bitumes	411	463	512	622	667	855	1 054
Gaz de pétrole	449	510	507	456	565	511	535
Autres (b)	1 012	1 443	1 962	2 554	3 114	3 055	3 052
Importations (c) :	**5 161**	**5 840**	**6 230**	**5 926**	**5 536**	**6 089**	**6 996**
Essences avion et auto (a)	255	260	373	565	450	443	384
Pétrole lampant et carburéacteur	17	12	48	31	29	82	109
White spirit et essences spéciales	22	24	13	11	11	30	14
Gas- et Diesel-oil	1 800	2 300	2 548	2 369	1 858	1 835	2 225
Fuel-oil	2 112	2 167	2 252	2 138	2 247	2 306	2 732
Lubrifiants	244	287	271	302	291	353	388
Bitumes	28	32	33	38	34	27	21
Gaz de pétrole	230	213	202	190	172	215	218
Autres (b)	453	545	490	282	444	798	905
Exportations (c) :	**4 971**	**5 344**	**5 333**	**7 489**	**10 044**	**9 089**	**9 614**
Essences avion et auto (a)	733	693	844	1 266	1 728	2 020	2 043
Pétrole lampant et carburéacteur	429	475	504	479	596	670	739
White spirit et essences spéciales	55	76	90	97	132	187	190
Gas- et Diesel-oil	1 920	1 859	1 608	2 577	3 672	2 895	3 252
Fuel-oil	933	1 190	1 162	1 692	2 477	2 174	2 291
Lubrifiants	160	170	170	189	188	218	275
Bitumes	207	235	245	273	314	323	404
Gaz de pétrole	49	61	80	65	136	131	117
Autres (b)	485	585	630	851	801	471	303
Soutes maritimes à l'exportation	**2 033**	**2 100**	**2 037**	**2 163**	**2 854**	**2 688**	**2 629**
Livraisons à la consommation intérieure :	**12 892**	**13 702**	**15 151**	**17 376**	**19 553**	**22 294**	**22 875**
Essences avion et auto (a)	1 696	1 686	1 862	2 046	2 191	2 410	2 512
Pétrole lampant et carburéacteur	82	89	118	150	186	211	203
White spirit et essences spéciales	39	41	43	76	43	44	48
Gas- et Diesel-oil	4 476	4 585	5 293	6 307	6 868	7 976	8 100
Fuel-oil	4 612	4 882	5 024	5 746	6 276	6 972	6 900
Lubrifiants	134	138	142	144	163	175	183
Bitumes	235	244	317	363	404	567	656
Gaz de pétrole	641	664	634	573	606	598	682
Autres (b)	977	1 373	1 718	1 971	2 816	3 391	3 590

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Y compris le carburéacteur du type essence.
(b) Autres produits : essentiellement brai de pétrole résiduel et, à partir de 1967, naphtas.
(c) Belgique seule.
(d) Données provisoires.

Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur (a)

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Non compris l'autoconsommation des raffineries et les soutes maritimes.

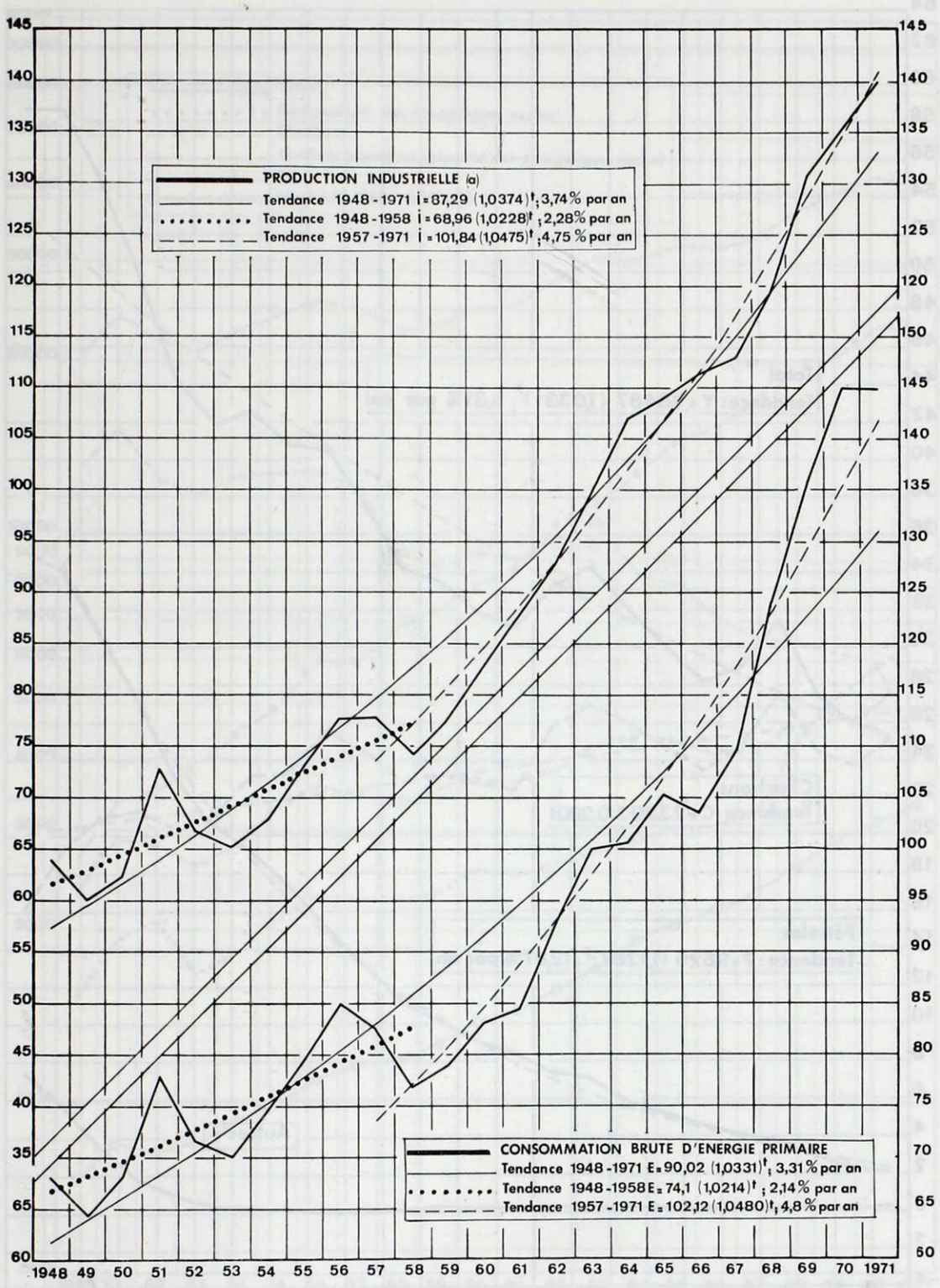
Consommation apparente brute d'énergie primaire (a)

ANNÉE	En milliers de tonnes équivalent charbon (7 000 kcal/kg) (b)						En pour-cent du total				
	Charbon (c)	Lignite (d)	Gaz de réseau (e)	Électricité (f)	Pétrole (g)	Total (h)	Charbon	Lignite	Gaz de réseau	Électricité	Pétrole
1953.....	23 518	55	63	55	4 659	28 350	82,96	0,19	0,22	0,19	16,43
1954.....	24 757	63	42	99	5 252	30 213	81,94	0,21	0,14	0,33	17,38
1955.....	25 996	69	62	147	5 885	32 159	80,84	0,21	0,19	0,46	18,30
1956.....	26 960	72	70	151	7 142	34 395	78,38	0,21	0,20	0,44	20,76
1957.....	25 826	77	84	38	7 381	33 406	77,31	0,23	0,25	0,11	22,09
1958.....	22 368	73	80	134	8 409	31 064	72,01	0,23	0,26	0,43	27,07
1959.....	22 796	66	70	— 4	9 045	31 973	71,29	0,21	0,22	—0,01	28,28
1960.....	23 299	65	50	102	10 137	33 653	69,23	0,19	0,15	0,30	30,12
1961.....	22 926	66	53	— 22	11 135	34 158	67,12	0,19	0,16	—0,06	32,60
1962.....	24 454	68	55	—135	13 156	37 598	65,04	0,18	0,15	—0,36	34,99
1963.....	25 479	74	54	—144	15 062	40 525	62,87	0,18	0,13	—0,36	37,17
1964.....	23 240	54	51	— 78	17 450	40 717	57,08	0,13	0,12	—0,19	42,86
1965.....	23 121	56	66	92	19 293	42 628	54,23	0,13	0,16	0,22	45,25
1966.....	20 997	47	141	84	20 689	41 958	50,04	0,11	0,34	0,20	49,31
1967.....	20 395	42	643	206	23 092	44 377	45,96	0,09	1,45	0,46	52,04
1968.....	21 347	40	1 655	95	27 124	50 261	42,47	0,08	3,29	0,19	53,97
1969.....	20 856	34	3 448	— 36	30 659	54 961	37,95	0,06	6,27	—0,06	55,78
1970.....	18 927	30	5 456	225	34 133	58 771	32,14	0,05	9,29	0,38	58,14
1971 (i)	16 124	24	7 572	—128	35 143	58 735	27,42	0,04	12,90	—0,22	59,86

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Certaines données ont été corrigées (1970).
(b) Taux de conversion sur base du pouvoir calorifique inférieur : charbons (produits marchands), agglomérés de charbon et cokes : 7.000 kcal/kg; bas-produits des charbonnages : 5.000 kcal/kg; schistes combustibles : selon leur contenu calorifique; briquettes de lignite : 5.000 kcal/kg; gaz de distribution : sur base des statistiques préalablement converties en 1.000 kcal/m³; électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité : sur base du nombre moyen de kcal consommées pour produire 1 kWh dans l'ensemble des centrales thermiques classiques; pétrole brut et importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non-énergétiques : 10.000 kcal/kg.
(c) Consommation de charbons et de schistes combustibles, importations nettes et réduction des stocks d'agglomérés de charbon et de cokes.
(d) Importations de briquettes de lignite.
(e) Consommation de grisou capté en Belgique et importations nettes de gaz de réseau, dont de gaz naturel à partir du 10 octobre 1966. Pour 1967, le volume des importations de gaz naturel néerlandais est extrait des Statistiques de l'énergie de l'Office statistique des Communautés européennes.
(f) Production d'électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité; la part belge dans la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.
(g) Mise en œuvre de pétrole brut dans les raffineries, importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non-énergétiques et écart positif entre les livraisons de produits raffinés sur le marché intérieur, d'une part, la somme des quantités produites et l'importation nette de ces produits, d'autre part.
(h) Le total doit correspondre à la somme des postes « Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution » et « Livraisons à la consommation finale » (en tenant compte des mouvements des stocks connus) du tableau « Bilan global de l'Energie ».
(i) Données provisoires.

Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire
(1963 = 100)

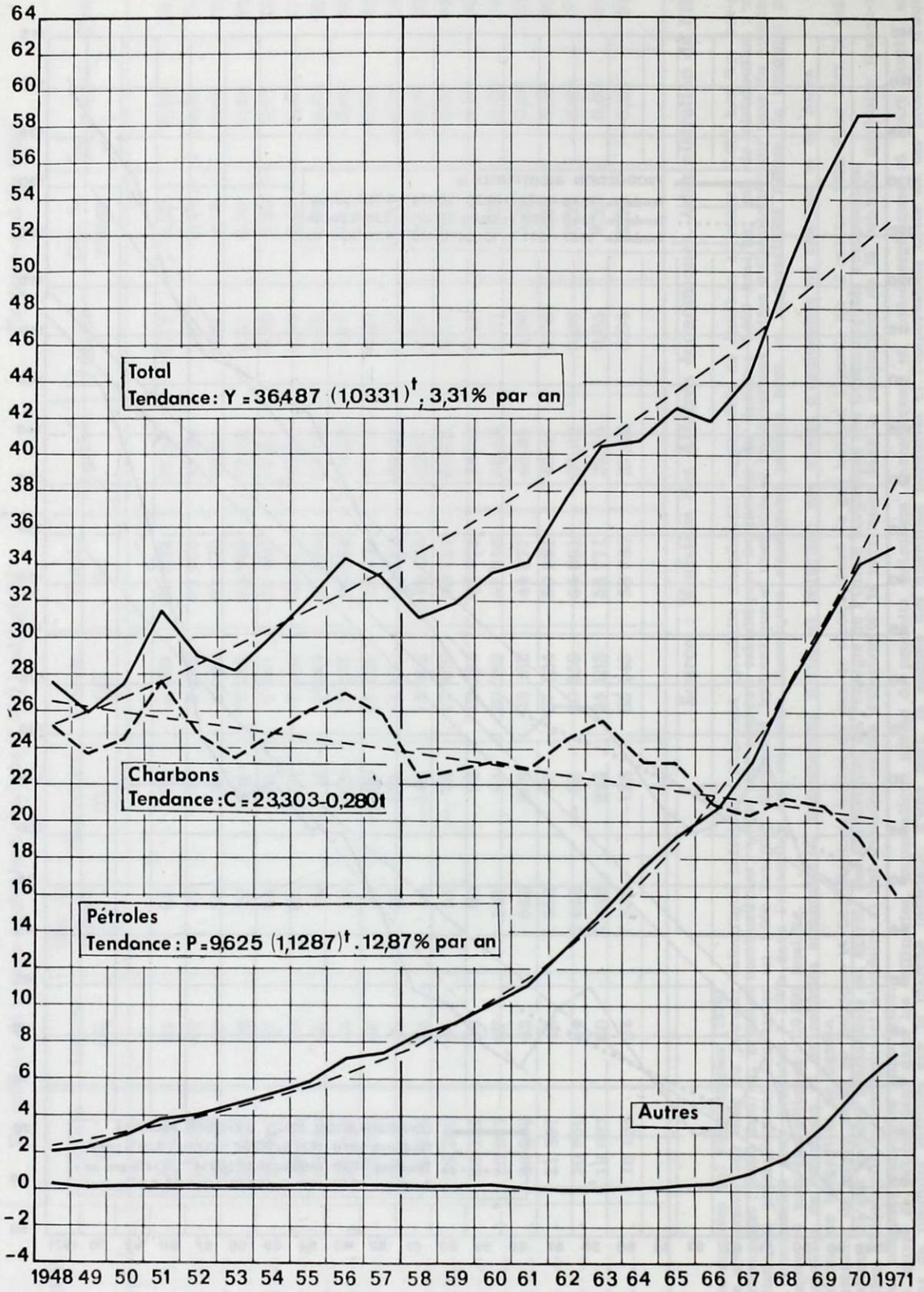


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) De 1949 à 1953, indice I.R.E.S.P., Louvain, 1936-1938 = 100, à partir de 1953, indice I.N.S., 1963 = 100, sans construction

Consommation apparente d'énergie primaire (a)

(en millions de tonnes équivalent charbon)

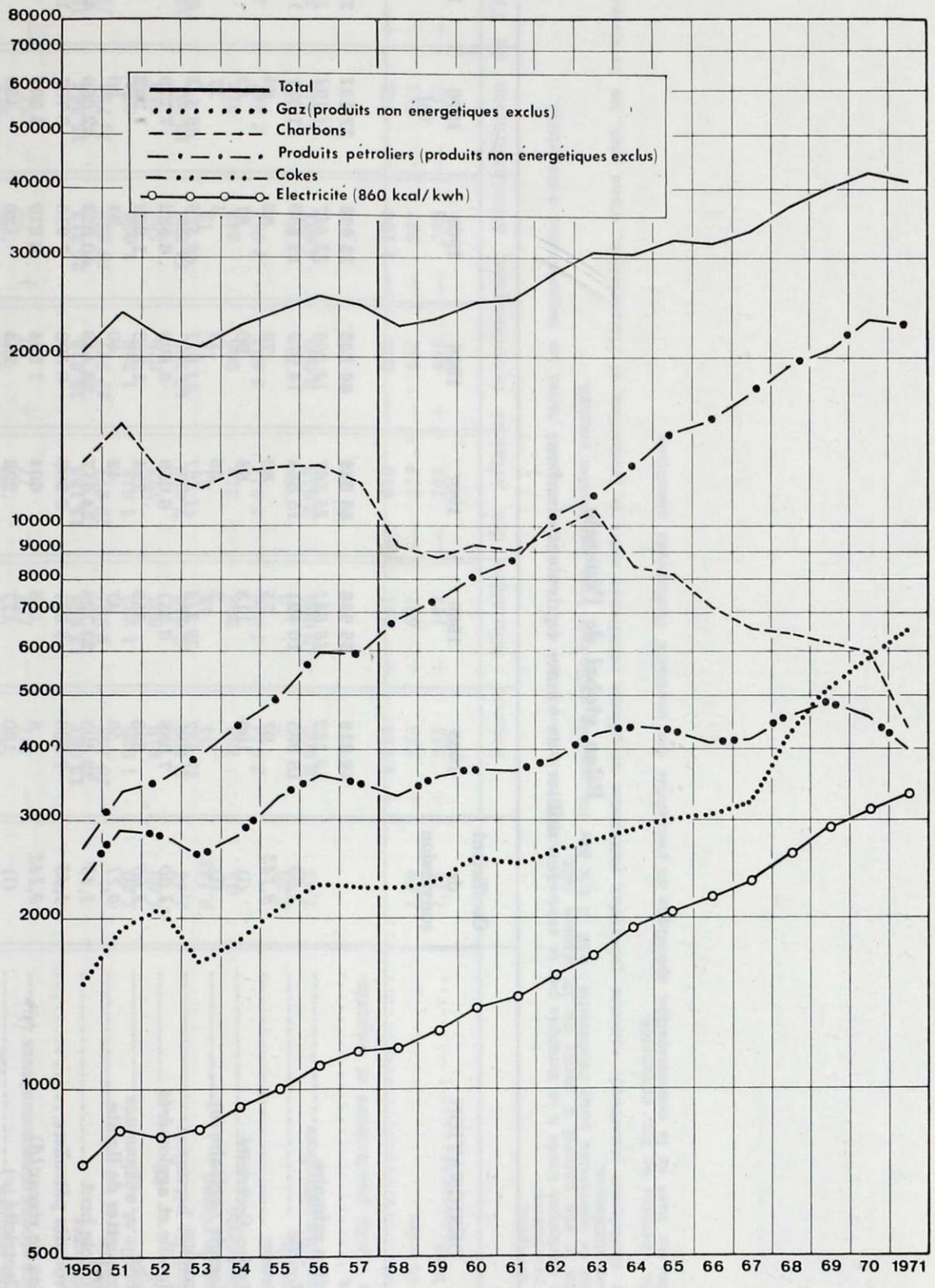


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Pour les autres : production de grisou et d'électricité hydraulique et nucléaire, importations nettes d'électricité, de gaz et de lignite.

Consommation finale (a) d'énergie par forme d'énergie

(en milliers de tonnes équivalent charbon)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) N'ayant pas servi à produire une autre forme d'énergie; utilisations non énergétiques: et pertes de distribution exclues.
Pour 1971 : données provisoires.

Bilan global de l'énergie

(en milliers de tonnes équivalent charbon)

DÉSIGNATION	Coefficient de conversion	1965	1966	1967	1968	1969	1970 (a)	1971 (b)
Ressources		**56 819**	**55 996**	**56 888**	**66 236**	**73 636**	**77 737**	**78 962**
Production primaire		*19 132*	*16 681*	*15 567*	*14 265*	*13 057*	*11 194*	*10 704*
— Houille	*1,00*	18 935	16 491	15 364	14 079	12 889	11 031	10 605
— Grisou	*0,143*	97	75	80	79	82	64	60
— Hydro-électricité	(i)	100	113	88	90	81	82	39
— Energie nucléaire (c)	(i)	—	2	35	17	*5*	17	—
Importations		*37 687*	*39 315*	*41 321*	*51 971*	*60 579*	*66 543*	*68 258*
— Houille et agglomérés	*1,00*	7 088	6 351	6 059	6 809	6 832	7 779	5 459
— Coke	*1,00*	693	553	794	1 323	1 669	1 532	1 006
— Briquettes de lignite	*0,71*	56	47	42	40	34	30	24
— Pétrole brut	*1,43*	22 305	23 728	24 617	33 448	40 623	42 660	43 888
— Produits pétroliers	*1,43*	7 380	8 351	8 909	8 503	7 916	8 707	10 004
— Gaz de réseau (d)	*0,143*	5	108	604	1 594	3 379	5 397	7 514
— Electricité (c)	(i)	160	177	296	254	126	438	363
Emplois intérieurs (e)		**42 718**	**42 256**	**44 320**	**50 506**	**54 509**	**59 515**	**58 939**
Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution (f)		*8 833*	*8 519*	*9 213*	*10 508*	*11 849*	*11 830*	*12 727*
Variations stocks transformateurs (g)		+ *231*	+ *436*	— *68*	+ *225*	— *529*	+ *721*	+ *240*
					7 649	8 681	8 430	

Livraisons à la consommation finale..								
— Sidérurgie								
— Autres industries		8 879	8 507	8 652	9 787	10 317	11 319	..
— Transports		4 261	4 215	4 489	5 063	5 286	5 912	..
— Secteurs domestiques et équival.		12 765	12 243	12 967	14 474	14 953	16 208	..
— Produits non-énergétiques		1 364	1 435	1 528	2 008	3 080	4 097	..
— Non ventilés		195	752	746	772	795	975	..
Variations stocks consommateurs (h)		*— 141*	*— 138*	*+ 11*	*+ 20*	*+ 77*	*+ 23*	*— 36*
Ventes extérieures		**13 083**	**12 998**	**13 184**	**16 010**	**20 313**	**18 564**	**19 050**
Exportations		*10 169*	*9 991*	*10 271*	*12 917*	*16 232*	*14 720*	*15 291*
— Houille et agglomérés	*1,00*	1 939	1 292	1 618	1 246	1 026	659	481
— Coke	*1,00*	919	807	773	679	582	713	530
— Produits pétroliers	*1,43*	7 109	7 642	7 626	10 708	14 363	13 031	13 748
— Gaz de réseau	*0,143*	34	42	41	18	13	5	2
— Electricité	(i)	168	208	213	266	248	312	530
Soutes		*2 914*	*3 006*	*2 913*	*3 093*	*4 081*	*3 844*	*3 759*
— Houille	*1,00*	7	3	—	—	—	—	—
— Produits pétroliers	*1,43*	2 907	3 003	2 913	3 093	4 081	3 844	3 759
Variations stocks producteurs et importateurs		**+ 1 018**	**+ 741**	**— 616**	**— 280**	**— 1 186**	**— 342**	**+ 973**
Houille et coke	*1,00*	*+ 733*	*+ 637*	*— 513*	*— 888*	*— 987*	*— 331*	*+ 256*
Pétrole brut	*1,43*	*+ 285*	*+ 104*	*— 103*	*+ 608*	*— 199*	*— 11*	*+ 717*

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Données corrigées.
(b) Données provisoires.
(c) L'énergie électrique livrée à la Belgique par la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations d'électricité.
(d) Y compris le gaz naturel à partir du 10 octobre 1966.
(e) Coefficient de conversion pour l'électricité : 0,12. Il n'a pas été possible d'éliminer tous les doubles emplois.
(f) Calcul par différence.
(g) Centrales électriques (charbon), cokeries (charbon), raffineries de pétrole (différence entre la production et l'importation, d'une part, les livraisons d'autre part).
(h) Sidérurgie, chemins de fer, commerce.
(i) Estimation sur base de la consommation spécifique de l'ensemble des centrales thermiques classiques.

Bilan résumé par forme d'énergie (a)

DÉSIGNATION	Houille et agglomérés		Briquettes de lignite		Cokes		Pétrole brut		Produits pétroliers		Gaz de réseau (b)		Electricité (c)	
	10^3 tec		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 t		Tcal		10^6 kWh	
	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971
Ressources	**18 811**	**16 063**	**43**	**34**	**8 662**	**7 809**	**29 832**	**30 691**	**35 905**	**37 235**	**70 540**	**83 237**	**31 824**	**34 328**
Production primaire (d)	*10 974*	*10 558*	—	—	—	—	—	—	—	—	*449*	*421*	*293*	*155*
Production secondaire (e)	*57*	*47*	—	—	*7 119*	*6 783*	—	—	*29 816*	*30 239*	*32 351*	*30 274*	*30 230*	*33 103*
Importations de la Communauté (f)	*4 804*	*3 710*	*43*	*34*	*1 390*	*945*	—	—	*4 503*	*6 996*	*37 740*	*52 542*	*1 301*	*1 070*
Importations des pays tiers	*2 975*	*1 748*	—	—	*141*	*61*	*29 832*	*30 691*	*1 586*		—	—	—	—
Emplois	**18 858**	**16 135**	**43**	**34**	**8 662**	**7 809**	**29 832**	**30 691**	**35 905**	**37 235**	**70 540**	**83 237**	**31 824**	**34 238**
Producteurs d'énergie primaire	*137*	*125*	—	—	—	—	—	—	—	—	..	..	*963*	*917*
Cokeries, usines à gaz (g)	*9 302*	*8 909*	—	—	*2*	*1*	—	—	*10*	*8*	*9 291*	*9 706*	*200*	*200*
Centrales électriques (h)	*2 889*	*2 415*	—	—	*1*	—	—	—	*3 655*	*4 156*	*15 001*	*20 440*	*3 191*	*3 408*
Raffineries de pétrole	—	—	—	—	—	—	*29 816*	*30 239*	*1 575*	*1 750*	—	—	*496*	*495*
Consommateurs finals	*5 960*	*4 325*	*43*	—	*7 814*	*7 223*	—	—	*18 629*	*18 711*	*46 210*	*53 079*	*26 049*	*27 744*
Sidérurgie (i)	159	206	—	—	7 015	6 657	—	—	734	..	20 415	20 427	4 242	4 208
Autres industries (d) (j)	690	499	—	—	666	477	—	—	4 688	..	11 815	15 498	13 176	14 065
Transports	30	24	—	—	14	7	—	—	4 042	..	—	—	741	770
Secteurs domestiques et équivalents	5 081	3 596	43	34	119	82	—	—	6 217	..	8 727	10 154	7 006	7 695
Autres et non ventilés	—	—	—	—	—	—	—	—	608	..	—	—	884	1 006
Produits non énergétiques	—	—	—	—	—	—	—	—	2 340	2 603	5 253	7 000	—	—
Exportations vers la Communauté (f)(k)	*619*	*466*	—	—	*316*	*231*	—	—	*9 089*	*9 614*	*38*	*12*	—	—
Exportations vers les pays tiers	*40*	*15*	—	—	*397*	*299*	—	—			—	—	*925*	*1 564*
Soutes	—	—	—	—	—	—	—	—	*2 688*	*2 629*	—	—	—	—
Variation stocks producteurs et importateurs (l)	*— 403*	*+ 180*	—	—	*+ 72*	*+ 76*	*+ 16*	*+ 452*	*+ 259*	*+ 367*	—	—	—	—
Variat. stocks commerce et consommateurs (m)	*+ 314*	*— 300*	—	—	*+ 60*	*— 21*	—	—	—	—	—	—	—	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Bilan basé sur des statistiques rapidement disponibles. Données provisoires pour 1971.
(b) Tous les gaz fournis ou à être fournis en état gazeux; donc non compris les gaz butane ou propane fournis aux consommateurs finals sous forme liquide (en récipients).
(c) Certains doubles emplois entre la consommation d'électricité et celle d'autres formes d'énergie n'ont pu être éliminés.
(d) Houille : les produits marchands ont été comptés tonne pour tonne et les bas produits ont été convertis en tec à raison de 5.000 kcal/kg; les schistes combustibles ont été calculés d'après leur contenu calorifique.
Electricité : y compris l'énergie nucléaire. La part belge dans la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.
(e) Houille et agglomérés : consommation de brai par les usines d'agglomérés. Gaz de distribution : production des usines à gaz et des cokeries, achats de gaz à l'industrie pétrolière, consommation globale de gaz de haut fourneau.
(f) Non compris le transit de gaz naturel vers la France.
(g) Gaz de réseau : besoins propres des cokeries et usines à gaz et pertes de distribution.
(h) Y compris la consommation des autoproducteurs. Electricité : y compris la différence entre la production brute et la production nette, ainsi que les pertes du transport et de la distribution.
(i) Gaz de réseau : y compris le gaz de haut fourneau.
(j) Non compris la consommation en vue de la production d'électricité.
(k) Y compris les schistes combustibles calculés à 3.640 kcal/kg.
(l) Pétrole brut : différence entre les importations et la mise en œuvre dans les raffineries; produits pétroliers : différence entre la production et l'importation.

Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (*b*)	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Combustibles solides	— 8 049	— 8 667	— 8 303	— 7 665	— 9 378	— 10 686	— 13 229	— 11 722
— charbon et lignite	— 4 179	— 4 594	— 4 558	— 3 934	— 4 829	— 5 131	— 7 742	— 6 826
— cokes (*c*)	— 4 004	— 3 685	— 3 266	— 3 339	— 4 162	— 5 179	— 5 123	— 4 566
— agglomérés de charbons et de lignite	+ 134	— 388	— 479	— 392	— 387	— 376	— 364	— 330
Pétrole et produits pétroliers	— 10 074	— 10 250	— 10 077	— 13 043	— 16 941	— 15 682	— 20 637	— 28 485
— pétrole brut et semi-raffiné	— 11 905	— 13 321	— 12 295	— 14 515	— 20 400	— 24 096	— 26 383	— 31 784
— produits dérivés de pétrole	+ 1 831	+ 3 071	+ 2 218	+ 1 472	+ 3 459	+ 8 414	+ 5 746	+ 3 299
— huiles légères	+ *676*	+ *1 001*	+ *813*	+ *1 009*	+ *1 800*	+ *2 915*	+ *2 232*	+ *1 530*
— huiles moyennes	+ *694*	+ *760*	+ *764*	+ *764*	+ *772*	+ *1 171*	+ *909*	+ *507*
— huiles lourdes	+ *861*	+ *1 648*	+ *958*	— *73*	+ *1 245*	+ *4 510*	+ *2 823*	+ *1 486*
— gaz de pétrole liquéfié	— *400*	— *338*	— *317*	— *228*	— *358*	— *182*	— *218*	— *224*
Gaz de distribution autre que le gaz naturel	— 10	— 7	— 13	— 13(d)	— 15	— 16	— 27	— 27
Gaz naturel	—	—	—	— 436(e)	— 795	— 1 787	— 2 393	— 3 165
Total ...	— 18 133	— 18 924	— 18 393	— 21 157	— 27 129	— 28 171	— 36 286	— 43 399

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de statistique. et Administration de l'Energie.

(a) Exportations nettes (+); importations nettes (—).
(b) *Composition du tableau pour 1971.* — Charbon et lignite : T.D. 2701.00 + T.D. 2702.00; cokes : T.D. 2704.10 + T.D. 2704.15; agglomérés de charbons et de lignite : T.D. 2701.20 + T.D. 2702.10; pétrole brut et demi-raffiné : T.D. 2709.00; huiles légères : T.D. 2710.00 + T.D. 2710.05 + T.D. 2710.07 + T.D. 2710.10 + T.D. 2710.15; huiles moyennes : T.D. 2710.25 + 2710.30 + T.D. 2710.35; huiles lourdes : T.D. 2710.40 + T.D. 2710.50 + 2710.55 + T.D. 2710.60 + T.D. 2710.70 + T.D. 2710.75; gaz de pétrole liquéfié : T.D. 2711.00 + T.D. 2711.30 + T.D. 2711.50; gaz de distribution autre que le gaz naturel : T.D. 2718.00; gaz naturel : T.D. 2711.70. Données correspondantes pour les années antérieures, sous réserve des observations formulées aux notes (d) et (e).
(c) La Belgique est exportatrice nette jusqu'en 1966; le solde importateur provient des achats du Grand-Duché de Luxembourg.
(d) Statistiques douanières de l'Institut National de Statistique, déduction faite des importations en provenance des Pays-Bas.
(e) A l'importation : selon le « *Maandstatistiek van de buitenlandse handel per goederensoort,* Centraal Bureau voor de Statistiek », T.D. 2711.70 (exportations vers l'U.E.B.L. et la France) et à l'exportation (transit vers la France) selon les *Statistiques du Commerce extérieur de la France,* T.D. 2711.52 (importations)

SECTION III. – ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

§ 1. — MÉTALLURGIE

1. — *Sidérurgie.*

La production mondiale d'acier brut (la République de Chine populaire non comprise) a atteint 560,5 millions de tonnes d'acier brut en 1971, contre 578,6 millions en 1970, soit une baisse de 3,1 %. Cette évolution résulte principalement de la régression de l'activité chez les grands producteurs, Etats-Unis, Japon, République fédérale d'Allemagne.

La production des Etats-Unis n'a atteint que 112,1 millions de tonnes, soit 8,5 % de moins qu'en 1970 et 14,8 % de moins que le record de 1969 (131,2 millions de tonnes). Cette régression a ramené la production américaine à moins de 20 % de la production mondiale et a enlevé aux Etats-Unis la place de premier producteur d'acier du monde.

Les aciéries du Royaume-Uni n'ont pas non plus atteint leur record de 1970 qui était de 28,3 millions de tonnes. Avec une production de 24,2 millions de tonnes, elles enregistrent une baisse de 14,7 % sur l'année précédente. Toutefois, si l'on tient compte du fait que la production de 1970 a été calculée sur 53 semaines alors que celle de 1971 l'a été sur 52 semaines, le taux de la baisse peut être ramené à 13,1 %.

Par contre, en U.R.S.S., le développement croissant constaté depuis de nombreuses années s'est poursuivi en 1971. La production de 120,6 millions de tonnes d'acier équivaut à une augmentation de 4,1 % par rapport à 1970 et place ce pays, avec 21,5 % du total mondial, au premier rang des producteurs d'acier brut.

La régression de la conjoncture au Japon a entraîné une baisse de production d'acier de près de 5 millions de tonnes, soit un recul de 5,1 % par rapport à l'année précédente. Avec une production de 88,6 millions de tonnes d'acier (pour une capacité de 115 millions) et une part de 15,7 % de la production mondiale, la sidérurgie japonaise a néanmoins gardé son rang de troisième producteur mondial. C'est la première fois depuis neuf ans que la production d'acier brut d'une année est inférieure dans ce pays à celle de l'année précédente.

Les pays membres de la Communauté ont produit en 1971, 103,3 millions de tonnes d'acier. Ce résultat est de 5,4 % inférieur au record de 1970 (109,2 millions de tonnes). La diminution de la production est due non seulement à la dégradation de la situation conjoncturelle dans la Communauté, mais aussi aux effets des mesures prises aux Etats-Unis en été dernier, à l'égard des importations et à l'insécurité monétaire qui a pesé sur les échanges commerciaux inter-

nationaux. L'évolution dans les différents pays membres oscille entre une très faible augmentation en Italie (+ 0,9 %) et aux Pays-Bas (+ 0,8 %) et une régression dépassant sensiblement la moyenne communautaire en République fédérale d'Allemagne (— 10,5 %). Les baisses de production au Luxembourg (— 4 %), en France (— 3,9 %) et en Belgique (— 1,3 %) sont moins spectaculaires. La capacité de production a été utilisée à 75 %, dans l'ensemble de la Communauté au cours de 1971, à 70 % en République fédérale d'Allemagne, à 76 % en Belgique, à 77 % en Italie, à 81 % aux Pays-Bas, à 82 % en France et à 86 % au Luxembourg.

Quant à la production de fonte brute, elle a suivi d'assez près celle de l'acier ; mais la consommation spécifique globale de fonte dans les aciéries, qui devrait augmenter à moyen terme en raison des transformations structurelles des aciéries, et en particulier par la progression de l'acier à l'oxygène, a très légèrement baissé en 1971 (environ 688 kg/t contre 690 kg de fonte par tonne d'acier produite en 1970). Ceci est dû principalement à l'utilisation accrue de la ferraille dans la production d'acier, par suite de l'abondance de l'offre à des prix favorables. Cette circonstance a d'ailleurs favorisé dans certains cas l'emploi de fours électriques pour la production d'aciers ordinaires. Dans la Communauté, la production de fonte brute a évolué comme suit : République fédérale d'Allemagne — 10,8 %, France — 4,2 %, Italie + 2,4 %, Pays-Bas + 4,6 %, Belgique — 3,9 %, Luxembourg — 4,6 % et dans l'ensemble — 5,9 %.

Les livraisons de la sidérurgie belge ont baissé de 2,1 % au total. Ce recul s'est manifesté tant sur le marché intérieur que sur ceux de la C.E.C.A. et des pays tiers ; néanmoins, la part relative des expéditions vers la C.E.C.A. augmente légèrement depuis 1969 par rapport à celle des livraisons sur le marché intérieur.

Quant aux investissements, ils marqueraient, suivant l'enquête de la C.E.C.A. effectuée au premier janvier 1971, une diminution de 6,3 % par rapport au montant de 1970 qui s'est élevé à 11,6 milliards. Néanmoins, les capacités de production ont continué à se développer et ont atteint, fin 1971, 16,5 millions de tonnes. Cela explique la détérioration des taux d'utilisation des capacités de production qui, pendant le second semestre, furent très nettement inférieurs à 80 %, taux considéré comme niveau de rentabilité minimale.

Sous la poussée d'une demande croissante, les prix de l'acier à la grande exportation s'étaient améliorés entre la fin de 1968 et le début de 1970 ; ensuite, après une forte chute et hormis un léger redressement au premier trimestre de 1971, les prix en dollars se sont stabilisés à un niveau inférieur de 20 % à leur sommet du premier trimestre 1970.

L'emploi global de l'industrie sidérurgique qui avait progressé de 500 unités en 1970 pour s'élever à 58 994 personnes, est demeuré pratiquement constant au cours de l'année 1971.

Les exportations belgo-luxembourgeoises de produits sidérurgiques, minerais et mitrailles exclus, n'ont atteint cette année que 88 milliards de francs contre 93,8 milliards en 1970, soit une diminution de 6,2 % alors qu'il y avait eu une

augmentation de 19,3 % en 1970. En volume, la baisse est de 3,4 %. Les importations ont reculé en valeur de 2 milliards de francs, soit 10,3 % et en tonnage de 207 791 tonnes, soit 8 % contre une hausse, l'année précédente, de respectivement 34,6 % et 11,6 %.

2. — *Industrie des métaux non ferreux.*

La faiblesse de l'activité économique des pays industriels a influencé défavorablement la demande en métaux non ferreux, tandis que les stocks détenus par les producteurs ou entreposés dans les magasins de la Bourse des métaux de Londres ont fortement augmenté. Par ailleurs, les mesures prises à la mi-août par les Etats-Unis, en vue de rétablir l'équilibre de la balance américaine des paiements, et l'instauration de cours flottants pour la plupart des devises qui a suivi ont encore contribué à augmenter le malaise.

Dans ce contexte, le mouvement de baisse des cours de la plupart des métaux non ferreux n'a pu que s'amplifier.

Le cours du cuivre au London Metal Exchange, qui était déjà progressivement tombé aux environs de 500 £ la tonne métrique à fin septembre 1970, a poursuivi sa chute jusque dans le courant de janvier 1971, mois au cours duquel il a atteint un minimum de 413 £. Après avoir connu, à partir de la mi-février, une vive reprise qui devait porter les cours jusqu'à 536 £ au début avril, le marché s'est à nouveau affaissé et les cotations se sont situées, au début de juin, aux environs de 420 £. Le 1er juillet, à l'annonce des grèves déclenchées aux Etats-Unis, le cuivre est remonté brutalement jusqu'à près de 510 £. Cependant, dès le 13 juillet, anticipant sur la fin de ce conflit social et malgré la situation incertaine dans d'autres régions du monde, son cours à Londres s'est vivement replié. En fin d'année, il a reculé jusqu'à 411 £.

Le cours du zinc est par contre demeuré ferme durant les premiers mois de l'année. Le prix à la production a été porté en juin 1971 de 128 à 150 £ la tonne et s'est maintenu à ce niveau jusqu'à la fin de l'année.

Le cours du plomb, qui était de 116 £ la tonne au début de l'année, a fluctué aux environs de 110 £ jusqu'à la mi-août, pour s'effriter progressivement jusqu'à moins de 90 £ à fin septembre, niveau le plus bas qui ait été atteint depuis la dévaluation de la livre sterling en 1967.

L'étain a d'abord manifesté une certaine faiblesse pendant les deux premiers mois de l'année. La baisse a pu être enrayée fin février et, dès la fin du mois d'avril, le cours approchait à nouveau 1 500 £. Par la suite, il s'est une fois de plus replié, en raison de la faiblesse de la demande. En fin d'année, il est descendu, à plusieurs reprises, en dessous de 1 400 £ la tonne.

En raison de la brusque contraction de la demande dans l'industrie des métaux non ferreux, il s'est avéré nécessaire, pour limiter l'accroissement des stocks, de ramener le rythme de la fabrication de certains produits à un niveau

largement inférieur aux capacités installées. En plus, il s'est posé des problèmes spécifiques à ce secteur, en particulier en matière de conditions d'achat des minerais. L'approvisionnement du secteur au départ de sources réparties dans les cinq continents a continué à s'effectuer en 1971 à des conditions fort onéreuses.

L'ensemble de ces facteurs a contribué à la détérioration de la production totale de métaux bruts qui n'atteint en 1971 que 693 milliers de tonnes contre 749,1 milliers de tonnes en 1970, soit un recul de 7,5 %. Une régression est constatée dans les secteurs suivants : zinc, — 9,5 % par rapport à 1970 ; cuivre, — 7,1 % ; plomb, — 9,8 % ; par contre, on constate des progressions dans des secteurs d'importance mineure tels que l'étain et la poussière de zinc qui enregistrent respectivement une hausse de 8,7 % et 4 %.

En ce qui concerne la production de demi-produits, la tendance fut généralement à la hausse sauf pour le zinc qui baisse de 12,7 %. La production totale de demi-produits a augmenté de 3,9 % par rapport à l'année précédente ; en cuivre, la hausse a été de 0,6 %, en plomb de 3 % et en aluminium de 11,3 %.

Malgré la conjoncture défavorable, la politique d'investissements a été poursuivie moyennant quelques adaptations dans l'un ou l'autre projet de moindre intérêt ou de moins grande priorité. Dans l'ensemble, on peut dire que la tranche du programme d'investissements prévus pour 1971 a été exécutée et ceci permettra de répondre promptement et efficacement à la reprise conjoncturelle. Parmi ces investissements, retenons celui de l'ordre d'un milliard et demi de francs, consacré à l'érection d'une unité d'électrolyse de zinc ; la capacité initiale sera de 80 000 t par an et la mise en service est attendue pour le premier semestre de 1974. De plus, au début de 1972, la capacité globale annuelle de production de cuivre cathodique sera portée à 270 000 t, après adaptation des moyens de production d'énergie électrique. D'autre part, des recherches systématiques sont effectuées en permanence pour assurer un meilleur contrôle des fabrications tant en fonderies qu'à l'électrolyse. Ces études tendent à promouvoir sans relâche la qualité des produits finis nonobstant la nature éminemment variable des sources d'approvisionnement.

Sur le plan de la rentabilité, il faut constater que la dégradation de l'économie est survenue à un moment où l'industrie des métaux non ferreux restait aux prises avec l'inflation persistante des coûts de production. L'augmentation accélérée de la charge salariale suite aux accords locaux, sectoriels ou interprofessionnels s'est opérée sans aucun souci de synchronisme avec l'accroissement de productivité qui devrait normalement et économiquement en être la contrepartie.

Exportatrice par vocation, l'industrie belge des métaux non ferreux trouve 70 % de ses débouchés sur les marchés étrangers et en particulier, dans les pays de la Communauté européenne, qui à eux seuls absorbent 78 % du total des exportations du secteur. Les exportations de métaux bruts et raffinés ont atteint 20,9 milliards de francs en 1971 contre 30,7 milliards en 1970, soit un recul de

34 % alors qu'en 1970, on avait constaté, en valeur, un accroissement de 18,4 %. En poids, le recul a été de 10,6 % contre 6,6 % en 1970.

Les importations totales de métaux bruts et raffinés ont diminué de 29,1 % en valeur mais se sont accrues de 4,5 % en quantité.

Quant aux produits demi-finis, les exportations ont également baissé en valeur (— 17,1 %) et progressé en quantité (+ 7 %). Les importations ont augmenté de 7,9 % en valeur et de 29 % en quantité.

3. — *Industrie des fabrications métalliques.*

En raison de la nature de ses produits, l'industrie des fabrications métalliques est plus sensible que toute autre aux évolutions conjoncturelles. Aussi l'analyse de son activité en 1971 comporte-t-elle deux phases séparées par les événements monétaires du mois d'août. La première période relativement satisfaisante malgré de nets reculs dans certains secteurs est caractérisée par une stabilisation du niveau global des commandes, une progression constante des livraisons, des carnets de commandes générales bien garnis et une détente sur le marché du travail. La seconde phase, influencée par la déclaration d'inconvertibilité du dollar et l'instauration des mesures protectionnistes aux Etats-Unis, est caractérisée par un ralentissement du rythme des livraisons, une diminution de l'emploi et une chute des carnets de commandes.

Au total, les commandes nouvelles inscrites en 1971 se sont élevées à 286 milliards, soit 6 % de plus qu'en 1970 à prix courants et 1 % de plus à prix constants, alors qu'en 1970, la progression avait été respectivement de 11 % et de 3 %. En outre, la demande globale a été favorablement influencée en 1971 par les ordres inscrits en matériel de transport qui suit une évolution divergente par suite de circonstances particulières ; exception faite de cette branche, le recul des commandes par rapport à 1970 pour l'ensemble des autres groupes d'activité atteint 3 % à prix courants et 8 % à prix constants.

Les livraisons, qui au cours des deux années précédentes étaient restées nettement en deçà du volume des commandes, les ont pratiquement rejointes au niveau de 282 milliards, réalisant un progrès de 9 % en valeur et 4 % en volume contre respectivement 17 % et 10 % en 1970.

Bien qu'en 1971 le taux de croissance de la production du secteur des fabrications métalliques ait faibli, les investissements ont été particulièrement élevés. C'est surtout dans les entreprises existantes que l'effort d'investissement s'est développé durant les années 1969-1971 ; d'après l'enquête de Fabrimétal, on peut estimer que les investissements se sont élevés à 15 milliards en 1971 contre 13,7 milliards en 1970 et 11,7 milliards en 1969.

Sous l'effet conjugué de l'accroissement des capacités de production et du recul des carnets de commandes, la durée d'activité assurée est ainsi tombée de 6,8 mois à fin 1970 à 6 mois un an plus tard.

Le niveau de l'emploi, qui s'était encore accru durant le premier trimestre de l'année, a ensuite baissé surtout en première transformation du métal, en produits métalliques et accessoires pour le bâtiment ainsi qu'en construction mécanique. Alors qu'en fin 1970, l'emploi total s'établissait à 328 500 personnes et passait même en mars à 332 000 personnes, il est retombé fin 1971 à 324 000 personnes.

Etant donné toutefois la grande diversification du secteur des fabrications métalliques, on enregistre des évolutions plus ou moins différentes d'après les groupes d'activité.

En première transformation du métal, la situation, après avoir été satisfaisante pendant le premier trimestre, s'est peu à peu détériorée au cours de l'année dans les secteurs de la fonderie d'acier et du tréfilage, étirage et laminage à froid.

En construction métallique légère et biens de consommation durables, où l'influence de la conjoncture du secteur de la construction est sensible, on a noté une chute de 30 % dans la production de chaudières de chauffage central, une réduction des livraisons de radiateurs, et une diminution des ventes d'appareils de cuisine et de chauffage domestique non électriques de 10 %, ainsi que des appareils électroménagers.

Dans le secteur radio-télévision, le marché a été stationnaire. Les ventes d'appareils de télévision en couleur n'ont progressé qu'assez lentement.

En ce qui concerne la transformation des plastiques, la hausse des prix des matières premières et une concurrence plus aiguë ont réduit la rentabilité de certaines entreprises.

Dans la catégorie des biens d'équipement, le niveau des livraisons est resté très élevé en ponts et charpentes, mais les commandes ont subi un net recul. En construction mécanique, les résultats obtenus ont été satisfaisants dans l'ensemble. L'activité a été soutenue également en construction électrique. Des progrès importants ont été réalisés dans le domaine des télécommunications et surtout en informatique, télécommandes et électronique.

En matériel de transport, la demande est restée favorablement orientée en 1971. Dans le domaine de l'industrie automobile, les chaînes d'assemblage belges ont réalisé une progression de 15 % en ce qui concerne les voitures et de 17 % pour les véhicules utilitaires ; plus de 80 % de cette production sont exportés. Cependant, les ventes d'automobiles sur le marché intérieur ont rétrogradé de 12 % par rapport à l'année antérieure. Les chantiers navals ont inscrit de nouvelles commandes, de telle sorte que les carnets assurent une activité satisfaisante pour les années à venir. En construction de matériel de chemin de fer, un important contrat de restructuration a été signé entre les pouvoirs publics et quatre entreprises. Grâce à ce contrat et à un planning à long terme des achats de la S.N.C.B., ce secteur pourra réorganiser sa production et améliorer sa position compétitive. L'activité a été régulière en construction aéronautique.

Pour ce qui est de la rentabilité des entreprises, elle a encore diminué globalement en 1971 dans le secteur des fabrications métalliques, bien que la situation ait été très différente selon les catégories envisagées et surtout d'entreprise à entreprise. D'importants progrès restent à réaliser quant à la dimension et à la spécialisation des entreprises dans certains secteurs d'une part et sur le plan de leur adaptation structurelle d'autre part.

Sur le plan social d'une manière générale, l'accord salarial pour 1971 a été respecté ; néanmoins, de nombreuses journées de production ont été perdues par suite de grèves, dont quelques-unes de longue durée.

En ce qui concerne le commerce extérieur, on assiste à une nouvelle détérioration de la balance commerciale de l'industrie des fabrications métalliques. En effet, la décélération des exportations ayant été plus forte que celle des importations, le mali atteint 26,5 milliards en 1971 contre 10,6 milliards en 1970.

La proportion des expéditions vers l'étranger dans l'ensemble des livraisons se situe aux environs de 62 % et leur montant s'élève à 180 milliards. Le rythme de progression des exportations qui avait atteint 27 % en 1969 et encore 24 % en 1970, est tombé à 8 % en 1971. Ce ralentissement est dû à la conjoncture peu favorable dans tous les pays de la C.E.E., principalement en République fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas qui sont les deux principaux clients de l'U.E.B.L. De plus, beaucoup d'entreprises ont vivement ressenti les effets des perturbations dans les taux de change qui ont marqué 1971. La tendance à une meilleure orientation des exportations et à une diversification vers les pays non industrialisés que l'on avait cru pouvoir déceler en 1970 ne s'est pas poursuivie ; la destination géographique des exportations n'a pas subi de modification importante. Celles-ci se répartissent de la façon suivante : pays de la C.E.E. : 65,1 % (à savoir République fédérale d'Allemagne : 21,5 % ; Pays-Bas : 20,1 % ; France : 17,9 % ; Italie : 5,6 %) ; pays de l'A.E.L.E. : 10,7 % ; Etats-Unis et Canada : 8,4 % ; autres pays : 15,8 %.

La progression des importations s'est aussi ralentie en revenant de 29 % en 1969 à 22 % en 1970 et à 17 % en 1971.

★

★ ★

Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde

PAYS	Production d'acier brut (en milliers de tonnes)									Part de la production mondiale (en %)								
	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971 (a)	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971 (a)
Allemagne Féd.	31 597	37 339	36 821	35 316	36 744	41 159	45 316	45 041	40 315	8,4	8,8	8,3	7,6	7,6	8,0	8,1	7,8	7,2
France	17 554	19 781	19 599	19 594	19 658	20 403	22 510	23 774	22 843	4,6	4,6	4,4	4,2	4,1	4,0	4,0	4,1	4,1
Italie	10 157	9 793	12 680	13 639	15 890	16 964	16 428	17 277	17 433	2,7	2,3	2,8	3,0	3,3	3,3	2,9	3,0	3,1
Pays-Bas	2 354	2 659	3 145	3 255	3 401	3 706	4 712	5 030	5 070	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,9	0,9	0,9
Belgique	7 525	8 725	9 162	8 911	9 712	11 568	12 832	12 607	12 445	2,0	2,0	2,1	1,9	2,0	2,2	2,3	2,2	2,2
Luxembourg	4 032	4 559	4 585	4 390	4 481	4 834	5 521	5 462	5 241	1,1	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9	1,0	0,9	0,9
C.E.C.A.	73 218	82 856	85 991	85 105	89 885	98 634	107 319	109 191	103 347	19,4	19,4	19,3	18,4	18,6	19,1	19,2	18,9	18,4
Royaume-Uni.....	22 880	26 650	27 438	24 704	24 277	26 276	26 845	28 329	24 173	6,1	6,2	6,2	5,3	5,0	5,1	4,8	4,9	4,3
U.S.A.	101 477	117 993	122 490	124 700	118 020	121 900	131 175	122 120	111 700	26,8	27,7	27,5	27,0	24,4	23,6	23,5	21,1	19,9
U.R.S.S.	80 226	85 034	91 000	96 907	102 235	106 532	110 290	115 873	120 600	21,2	19,9	20,4	21,0	21,1	20,7	19,8	20,0	21,5
Autres pays de l'Est (b)	25 224	27 131	28 654	30 513	33 128	35 332	37 320	40 082	42 000	6,6	6,4	6,4	6,6	6,8	6,9	6,7	6,9	7,5
Japon	31 501	39 799	41 161	47 784	62 154	66 893	82 167	93 322	88 555	8,3	9,3	9,2	10,3	12,8	13,0	14,7	16,1	15,8
Autres pays (c).....	43 474	47 737	50 666	53 087	55 236	61 233	65 284	69 683	70 125	11,5	11,1	11,0	11,4	11,3	11,6	11,3	12,0	12,5
MONDE.. (c)	378 000	427 200	447 400	462 800	484 900	516 800	560 400	578 600	560 500	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Données provisoires.
(b) République démocratique allemande, Bulgarie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Hongrie.
(c) Estimation; non compris la République populaire de Chine.

Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée

ANNÉE	Fonte brute (a)							Acier brut (b)						
	Républ. Fédér. d'Allemagne	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.		C.E.C.A.	Républ. Fédér. d'Allemagne	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.		C.E.C.A.
					Belgique	Luxembourg						Belgique	Luxembourg	
	A. — Production maximum possible en cours d'année (en 1 000 t)													
1967.....	36 370	19 320	8 700	2 600	11 290	5 050	83 330	47 800	23 790	19 150	3 495	12 385	5 660	112 280
1968.....	36 760	19 570	8 780	2 900	12 300	5 055	85 365	47 870	24 250	19 600	3 850	13 850	5 685	115 105
1969.....	37 420	19 945	9 590	3 500	12 670	5 190	88 315	50 580	24 730	20 180	4 900	14 315	5 920	120 625
1970.....	40 060	21 210	10 690	3 800	13 100	5 300	94 160	53 100	26 130	21 240	5 310	14 830	6 025	126 635
1971 (c) ..	42 250	21 690	11 950	4 530	13 600	5 370	99 390	57 640	27 970	22 800	6 270	16 470	6 125	137 275
	B. — Production annuelle effectivement réalisée (en 1 000 t)													
1967.....	27 366	15 692	7 312	2 579	8 994	3 960	65 902	36 744	19 658	15 890	3 401	9 712	4 481	89 885
1968.....	30 305	16 414	7 842	2 821	10 448	4 308	72 139	41 159	20 403	16 964	3 706	11 568	4 834	98 634
1969.....	33 764	18 128	7 795	3 461	11 313	4 865	79 326	45 316	22 510	16 428	4 712	12 832	5 521	107 319
1970.....	33 627	19 128	8 354	3 594	10 955	4 810	80 467	45 041	23 774	17 277	5 030	12 607	5 462	109 191
1971.....	29 989	18 324	8 554	3 760	10 525	4 588	75 740	40 315	22 843	17 440	5 070	12 445	5 241	103 354
	C. — Rapport en % entre la production réelle et la production maximum possible $\frac{B}{A}$													
1967.....	75,2	81,2	84,0	99,2	79,7	78,4	79,1	76,9	82,6	83,0	97,3	78,4	79,2	80,1
1968.....	82,4	83,9	89,3	97,3	84,9	85,2	84,5	86,0	84,1	86,6	96,3	83,5	85,0	85,7
1969.....	90,2	90,9	81,3	98,9	89,3	93,8	89,8	89,6	91,0	81,4	96,2	89,6	93,3	89,0
1970.....	83,9	90,2	78,1	94,6	83,6	90,8	85,5	84,8	94,6	81,3	94,7	85,0	90,7	86,2
1971 (d)...	71,0	84,5	71,6	83,0	77,4	85,4	76,2	69,9	81,7	76,5	80,9	75,6	85,6	75,3

Source : Office Statistique des Communautés Européennes - Sidérurgie.

(a) Y compris Spiegel et ferro-manganèse carburé.
(b) Lingots et acier liquide pour moulage, y compris la production des fonderies d'acier indépendantes.
(c) Données prévisionnelles établies en début d'année. Pour les autres années chiffres rectifiés d'après l'enquête annuelle sur les investissements pour tenir compte des dates réelles d'entrée en fonctionnement des nouveaux appareils de production ou d'arrêt des anciennes installations définitivement arrêtées.
(d) Estimation de la capacité de production.

Production de fonte brute dans les pays de la C.E.C.A. (a)

(en milliers de tonnes)

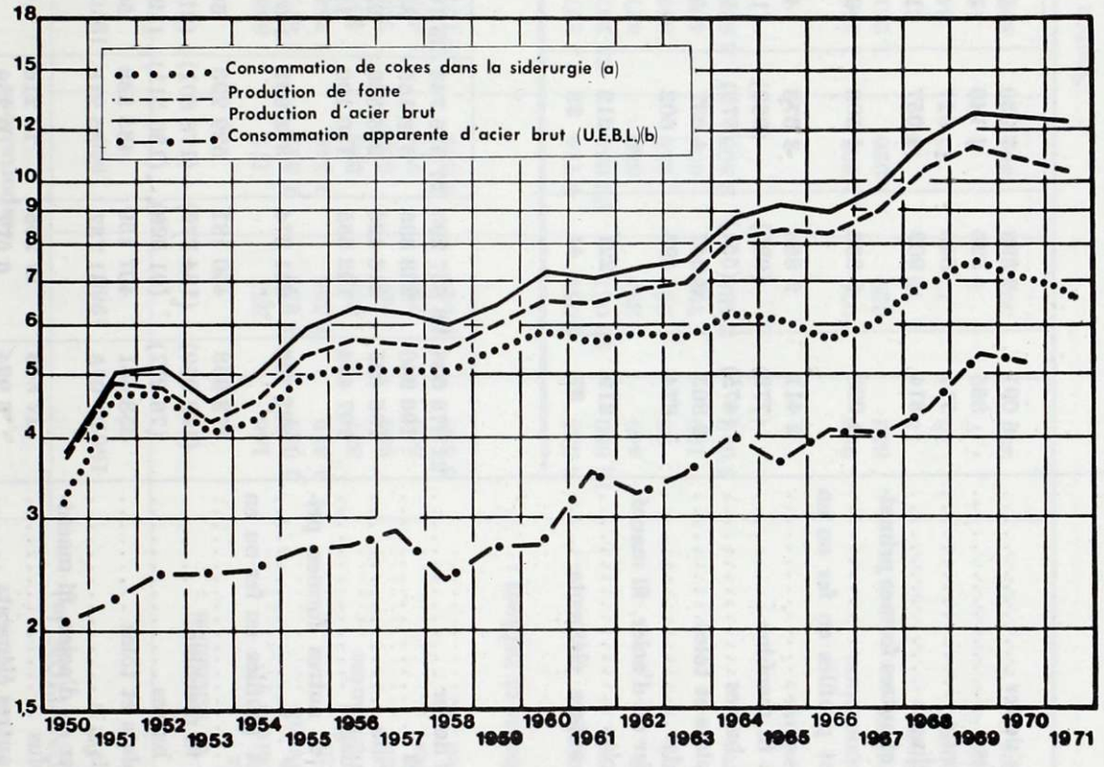
ANNÉE	Belgique	Luxembourg	Allemagne (Rép. F.)	France	Italie	Pays-Bas	C.E.C.A.
1961	6 459	3 775	25 431	14 395	3 092	1 456	54 608
1962	6 773	3 585	24 251	13 952	3 584	1 571	53 716
1963	6 958	3 563	22 909	14 297	3 770	1 708	53 206
1964	8 122	4 178	27 182	15 840	3 513	1 948	60 783
1965	8 436	4 145	26 990	15 766	5 501	2 364	63 202
1966	8 302	3 960	25 413	15 584	6 273	2 209	61 741
1967	8 994	3 960	27 366	15 692	7 312	2 579	65 902
1968	10 448	4 308	30 305	16 414	7 842	2 821	72 139
1969	11 313	4 865	33 764	18 128	7 795	3 461	79 326
1970	10 955	4 810	33 627	19 128	8 354	3 594	80 467
1971 (b)	10 525	4 588	29 990	18 324	8 554	3 760	75 741

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Production nette, sans fonte repassée; y compris fonte Spiegel et ferro-manganèse carburé au haut fourneau et au four électrique à fonte et, pour Allemagne (R. F.), ferro-silicium au haut fourneau.
(b) Données provisoires.

Quelques éléments de l'économie sidérurgique

(en millions de tonnes)



Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Pour les années 1949 à 1953, source : Ministère des Affaires économiques.
(b) En considérant seulement dans le commerce extérieur les produits du Traité de Paris instituant la C.E.C.A.

Commerce extérieur des produits sidérurgiques

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
	VALEUR (en millions de francs)									
Minerais de fer	6 091	7 398	7 930	9 071	9 497	22	11	34	18	43
Mitrailles	365	526	1 149	1 944	1 119	1 420	1 341	1 458	2 000	912
Fonte brute	511	546	627	895	612	247	228	162	82	68
Ferro-alliages	814	909	1 057	1 486	1 553	816	760	869	1 002	1 233
Lingots et autres formes primaires	3 920	3 333	4 503	6 306	4 590	4 610	5 642	8 183	10 265	8 537
Barres et profilés en fer ou en acier	2 411	2 856	3 673	4 977	4 855	20 695	23 874	28 290	36 060	33 444
dont : fil machine	(772)	(935)	(963)	(1 483)	(1 413)	(2 612)	(3 022)	(3 080)	(3 194)	(3 294)
barres	(475)	(551)	(873)	(1 082)	(1 272)	(7 850)	(9 074)	(10 637)	(13 552)	(12 895)
Larges plats et tôles	2 865	3 047	4 337	5 596	5 382	21 442	23 687	29 995	33 548	32 260
Feuillards	374	495	602	667	811	4 203	4 592	5 972	6 814	6 335
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	219	221	212	292	305	3 377	3 879	4 562	5 490	5 396
Rails et autres éléments	37	41	53	57	86	358	451	590	545	769
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Minerais de fer	21 878 608	26 337 290	27 516 743	29 168 655	28 151 800	62 107	16 942	65 933	35 941	75 362
Mitrailles	196 946	283 336	578 165	836 362	631 860	818 431	742 612	690 322	741 313	458 373
Fonte brute	185 425	216 426	235 306	251 678	161 811	94 524	82 873	56 997	22 889	17 322
Ferro-alliages	107 424	122 585	140 190	153 000	142 305	67 349	63 902	71 316	74 257	61 129
Lingots et autres formes primaires	832 706	651 374	873 997	1 074 188	855 971	1 097 067	1 366 915	1 840 101	1 933 761	1 694 386
Barres et profilés en fer ou en acier	373 953	450 181	529 293	566 743	586 003	4 244 434	4 893 955	5 173 128	5 290 825	5 154 835
dont : fil machine	(149 059)	(184 379)	(178 801)	(212 057)	(206 243)	(541 896)	(626 877)	(579 061)	(463 696)	(504 925)
barres	(76 217)	(91 529)	(130 511)	(126 255)	(168 212)	(1 681 388)	(1 935 429)	(1 958 173)	(2 022 360)	(2 006 773)
Larges plats et tôles	353 431	407 139	485 538	500 428	562 389	3 132 992	3 628 541	4 151 701	3 967 742	4 017 471
Feuillards	37 015	51 737	55 218	46 359	74 045	723 726	765 475	949 899	891 223	894 975
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	17 843	17 208	14 216	17 431	17 385	324 768	362 989	407 689	398 005	372 556
Rails et autres éléments	5 994	6 677	9 259	6 172	8 299	66 240	87 638	107 755	83 477	111 111

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1971.* — Minerais de fer : C.T.C.I. 281.3; mitrailles : C.T.C.I. 282; fonte brute : C.T.C.I 671.1 + 671.2; ferro-alliages : C.T.C.I. 671.4 + 671.5; lingots et autres... : C.T.C.I. 671.3 + 672; barres et profilés... : C.T.C.I. 673; fil machine : C.T.C.I. 673.11 + 673.13; barres : C.T.C.I. 673.21 + 673.22; larges plats... : C.T.C.I. 674; feuillards : C.T.C.I. 675; fils de fer... : C.T.C.I. 677; rails... : C.T.C.I. 676. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de métaux non ferreux

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Minerais et mitrailles :										
Minerais :										
— de cuivre	146	251	172	358	519	48	155	16	22	—
— de plomb	1 081	1 856	1 392	1 870	924	3	—	11	113	18
— de zinc	1 319	1 536	1 548	1 786	2 341	99	178	218	514	117
— de manganèse	337	358	396	406	613	15	10	26	30	15
— d'étain	656	699	629	700	894	42	27	97	73	95
— autres	502	790	775	1 469	488	31	69	100	198	155
mitrailles	3 338	6 146	6 389	9 132	4 728	1 325	1 611	2 216	2 316	1 887
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	3 555	4 053	4 714	5 197	5 083	185	192	287	308	132
— cuivre	15 860	20 051	22 654	25 237	16 771	15 579	18 644	18 404	22 380	15 051
— étain	449	386	540	477	272	638	688	672	568	469
— plomb	96	229	250	358	313	719	861	870	1 237	705
— zinc	199	280	608	464	555	1 988	2 122	2 316	2 177	2 072
— autres	2 012	2 438	2 803	3 942	2 317	1 759	1 994	3 393	4 057	2 473
Demi-produits :										
— en aluminium	983	1 079	1 361	1 548	1 820	3 768	4 195	5 151	6 248	5 570
— en cuivre	632	629	1 020	1 261	1 146	4 360	5 818	7 852	8 904	6 973
— en étain	13	18	19	31	34	4	5	6	7	15
— en plomb	18	17	25	34	54	111	100	110	115	118
— en zinc	7	9	8	16	91	376	341	327	292	231
— autres	253	303	344	407	415	5	3	13	19	28

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1971.* — Minerais de cuivre : C.T.C.I. 283.11 ; de plomb : C.T.C.I. 283.4; de zinc : C.T.C.I. 283.5; de manganèse : C.T.C.I. 283.7; d'étain : C.T.C.I. 283.6; autres : C.T.C.I. 283.22 + 283.3 + 283.91 + 283.92 + 283.99 + 285.02 + 286.0; mitrailles : C.T.C.I. 284. Métaux bruts : aluminium, C.T.C.I. 684.1; cuivre, C.T.C.I. 682.13 à 682.19; étan, C T.C.I. 687,1; plomb, C.T.C.I. 685.1; zinc, C.T.C.I. 686.1; autres, C.T.C.I. 683.1 + 688 + 689.31 + 689.5. Demi-produits en aluminium : C.T.C.I. 684.21 + 684.22 + 684.23 + 684.24 + 684.25 + 684.26; en cuivre : C.T.C.I. 682.21 + 682.22 + 682.23 + 682.24 + 682.25 + 682.26; en étain : C.T.C.I. 687.21 + 687.22 + 687.23 + 687.24; en plomb : C.T.C.I. 685.21 + 685.22 + 685.23 + 685.24; en zinc : C.T.C.I. 686.21 + 686.22 + 686.23 + 691.3; autres : C.T.C.I. 683.21 + 683.22 + 683.23 + 683.24 + 689.32 + 689.33 + 689.41 + 689.42 + 689.43. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de métaux non ferreux

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Minerais et mitrailles :										
Minerais :										
— de cuivre	10 778	14 432	12 044	21 222	37 594	3 137	10 276	1 245	922	29
— de plomb	130 159	180 723	130 280	194 364	96 665	1 051	15	1 323	34 383	1 758
— de zinc	525 689	622 108	558 708	617 863	529 123	26 853	49 973	55 772	194 549	22 645
— de manganèse	285 499	306 494	362 522	349 780	463 347	2 586	3 019	11 350	13 126	6 225
— d'étain	6 038	6 510	5 645	6 001	6 591	362	237	870	590	737
— autres	24 146	47 557	48 380	50 415	49 207	72	13 241	12 788	11 991	5 149
Mitrailles	233 176	285 397	348 150	412 147	364 196	75 691	127 596	145 361	153 450	139 131
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	139 983	159 424	176 452	185 009	194 423	6 819	7 143	10 509	10 147	5 216
— cuivre	312 571	377 476	346 854	384 748	396 958	286 407	309 827	261 468	304 958	282 805
— étain	2 832	2 620	3 386	2 785	1 627	3 882	4 471	3 945	3 101	2 724
— plomb	8 145	15 547	14 915	17 000	22 243	58 069	64 101	53 557	63 722	49 255
— zinc	14 245	19 971	41 659	29 226	35 046	136 170	151 361	155 511	137 291	126 752
— autres	12 146	14 704	15 036	19 192	16 761	9 581	10 340	16 122	15 031	10 961
Demi-produits :										
— en aluminium	22 760	23 093	28 889	30 225	37 108	103 055	114 476	131 873	132 618	150 981
— en cuivre	8 722	8 445	12 294	12 934	14 424	73 002	92 481	107 451	112 906	115 040
— en étain	106	140	139	235	203	37	57	43	53	815
— en plomb	923	870	917	852	1 504	7 279	6 784	6 389	5 596	5 957
— en zinc	149	288	263	487	4 563	17 759	16 497	15 540	13 193	10 118
— autres	1 087	1 269	1 708	1 435	2 080	5	5	28	41	132

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 101.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

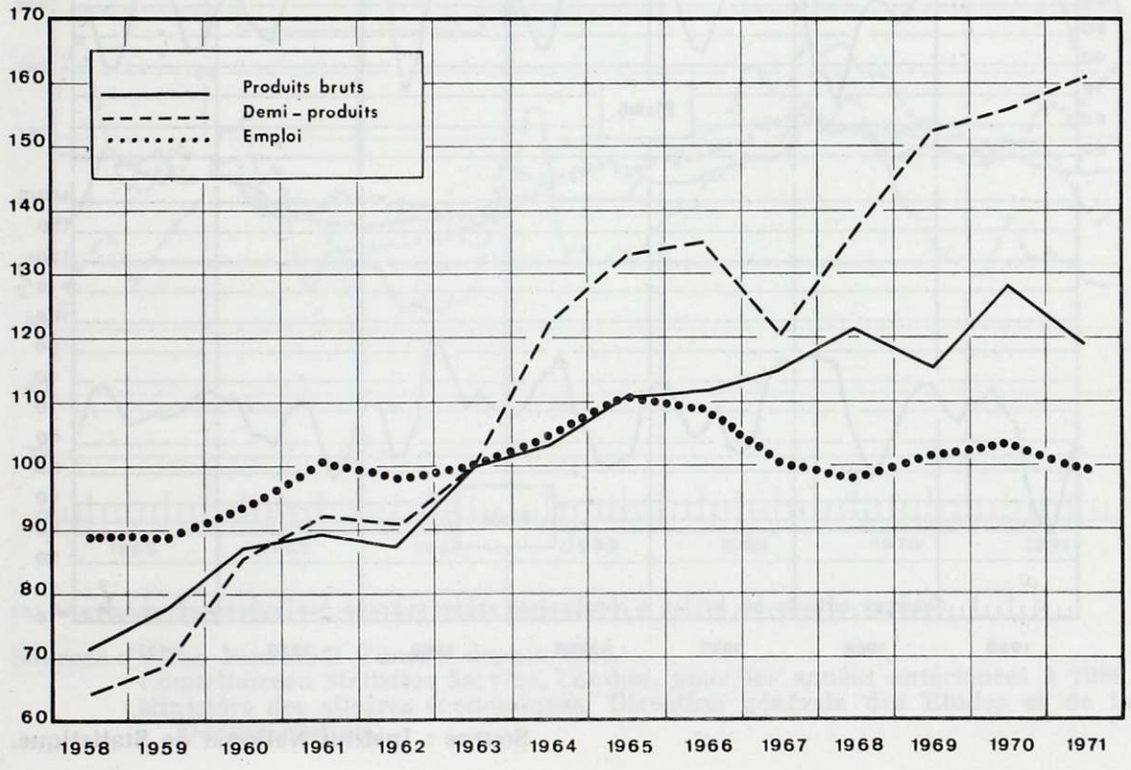
Production de métaux non ferreux
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Métaux (1re et 2e fusions) :								
Zinc	222,5	239,8	251,7	227,3	251,1	261,6	234,8	212,7
Cuivre	286,1	309,4	303,4	317,9	340,9	300,9	353,1	328,1
Plomb	83,3	110,8	92,7	107,8	110,1	112,4	104,1	93,9
Etain	6,9	5,3	6,6	6,2	6,0	6,7	5,7	6,2
Cadmium (a)	..	..	..	..	..	..	1,1	0,9
Aluminium et divers	7,7	7,6	7,1	5,0	5,8	7,1	5,9	4,9
Poussières de zinc	..	..	..	..	..	40,2	44,5	46,3
Total ...	**606,6**	**672,8**	**661,5**	**664,2**	**713,8**	**728,9**	**749,1**	**693,0**
Demi-produits :								
Cuivre	153,8	168,5	146,7	132,3	160,7	181,2	190,2	191,4
Plomb	26,0	26,6	25,9	24,9	21,7	22,3	19,6	20,2
Aluminium	123,5	135,5	173,5	143,8	159,6	178,7	181,8	202,5
Zinc	..	..	..	..	..	..	43,4	37,9
Autres(b)	46,3	47,4	47,8	52,8	49,2	49,9	1,0	1,1
Total ...	**349,6**	**378,0**	**393,9**	**353,8**	**391,1**	**432,1**	**436,0**	**453,0**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Jusque 1969, le cadmium était repris dans la rubrique « Aluminium et divers ».
(b) Etain, antimoine, cadmium, cobalt, nickel etc.; à partir de 1970, le zinc n'est plus compris dans la rubrique « Autres ».

Industrie des métaux non ferreux
Production et emploi
(1963 = 100)



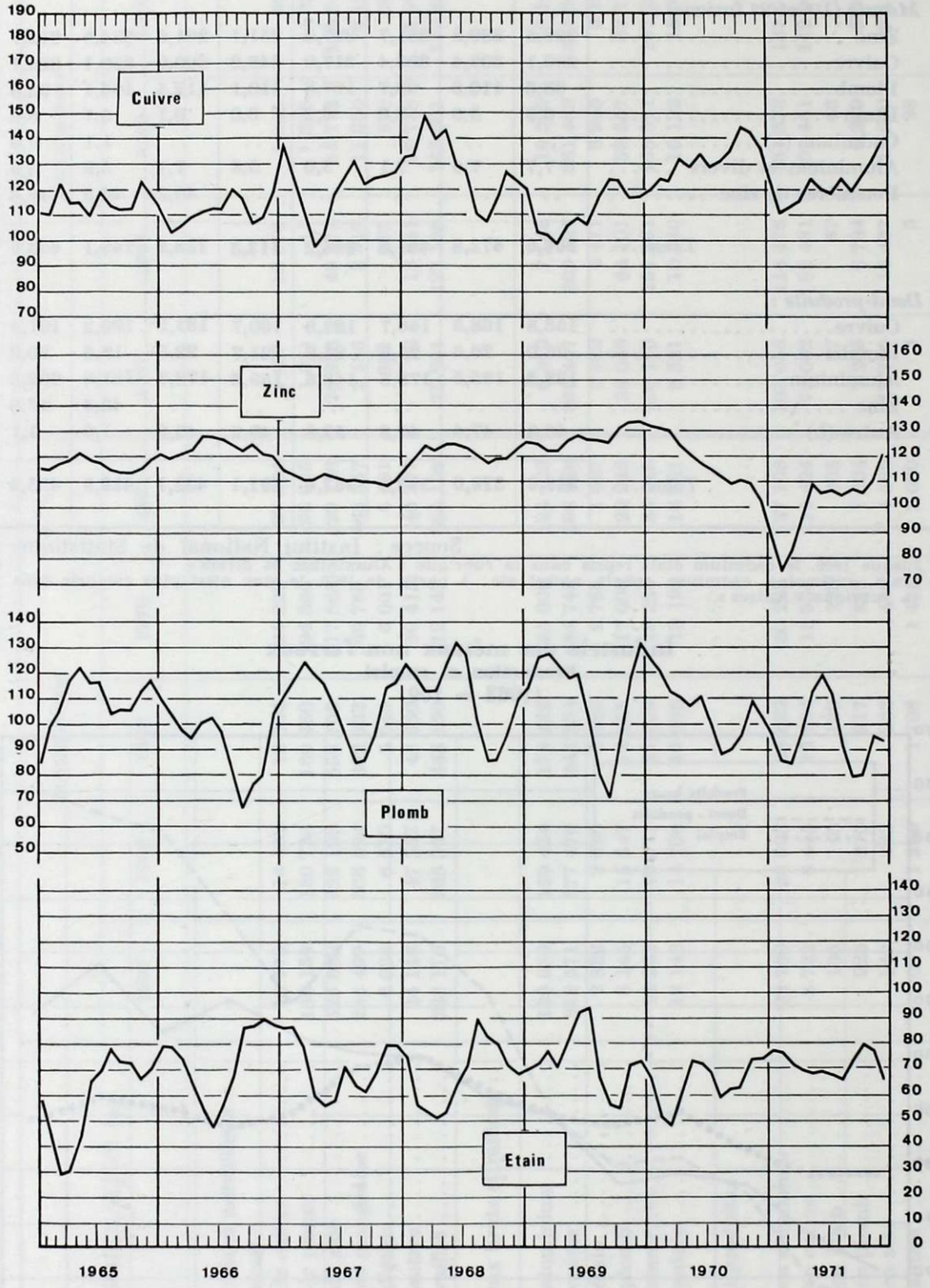
Source : Institut National de Statistique.

Industrie des métaux non ferreux

Produits bruts

Moyennes mobiles trimestrielles

(1963 = 100)

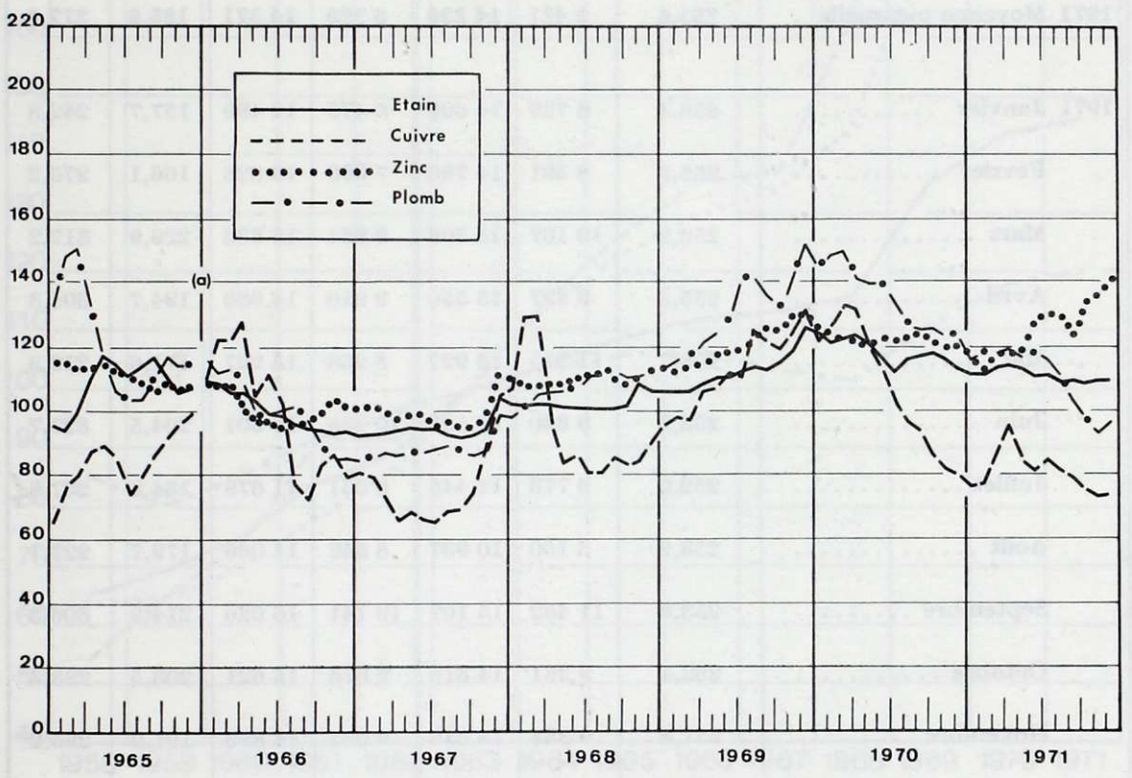


Source : Institut National de Statistique.

Cours des principaux métaux non ferreux sur le marché de Londres
(en £ par tonne)

MÉTAUX NON FERREUX	Dernier cours disponible fin 1970	Variations des cours en 1971		Dernier cours disponible fin 1971	Différence en % entre fin 1971 et fin 1970
		plus haut	plus bas		
Etain	1 439,5	1 499	1 339,5	1 410,5	— 2,0
Cuivre	431,75	535,75	393,75	411,25	— 4,7
Zinc	118,875	144,625	111,875	144,625	+ 21,7
Plomb	110,75	114,625	85,125	93,375	— 15,7
Aluminium	257,2	257,2	257,2	257,2	—

(1966 = 100)



(a) Moyennes mensuelles des derniers cours disponibles à la fin de chaque semaine.

Sources : « The Financial Times » depuis 1966.
Comtelbureau Statistics Service, London, pour les années antérieures à 1966.
Ministère des affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques (a)

Commandes et expéditions

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers (en milliers d'unités)	Commandes (en millions de francs)		Expéditions			
				Valeur (en millions de francs)		Quantité (en milliers de tonnes)	
		Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations
1964 Moyenne mensuelle .	**226,9**	**6 285**	**5 204**	**6 474**	**5 368**	**164,3**	**162,2**
1965 Moyenne mensuelle .	**229,6**	**6 584**	**6 014**	**6 616**	**6 147**	**162,2**	**177,8**
1966 Moyenne mensuelle .	**228,3**	**6 899**	**6 604**	**6 765**	**6 687**	**163,5**	**187,8**
1967 Moyenne mensuelle .	**218,9**	**6 720**	**6 701**	**6 851**	**6 836**	**163,3**	**188,7**
1968 Moyenne mensuelle .	**214,6**	**7 329**	**8 884**	**6 912**	**8 012**	**154,4**	**202,4**
1969 Moyenne mensuelle .	**235,7**	**8 567**	**11 519**	**7 883**	**10 234**	**184,0**	**248,0**
1970 Moyenne mensuelle .	**250,6**	**9 348**	**12 998**	**8 835**	**12 435**	**190,3**	**265,4**
1971 Moyenne mensuelle .	**253,6**	**9 421**	**14 238**	**8 929**	**14 371**	**186,6**	**277,0**
1971 Janvier	256,4	8 729	14 699	6 475	12 499	157,7	242,8
Février	255,9	8 491	14 786	7 998	13 828	166,1	275,2
Mars	256,9	10 167	15 508	9 951	15 633	220,9	317,2
Avril	255,5	9 897	15 550	9 210	14 936	194,7	305,8
Mai	253,7	11 215	13 927	8 238	14 227	171,6	279,3
Juin	253,5	9 340	16 536	10 338	16 501	204,5	327,7
Juillet	252,0	6 773	12 445	6 551	11 678	134,8	237,8
Août	253,2	8 150	10 937	8 242	11 066	179,7	227,1
Septembre	253,6	11 462	15 107	10 141	16 026	214,9	306,3
Octobre	252,4	9 381	14 616	9 676	15 621	203,5	293,3
Novembre	251,4	9 334	14 385	9 054	14 883	191,9	265,2
Décembre	249,1	10 112	13 357	11 276	15 556	198,7	246,3

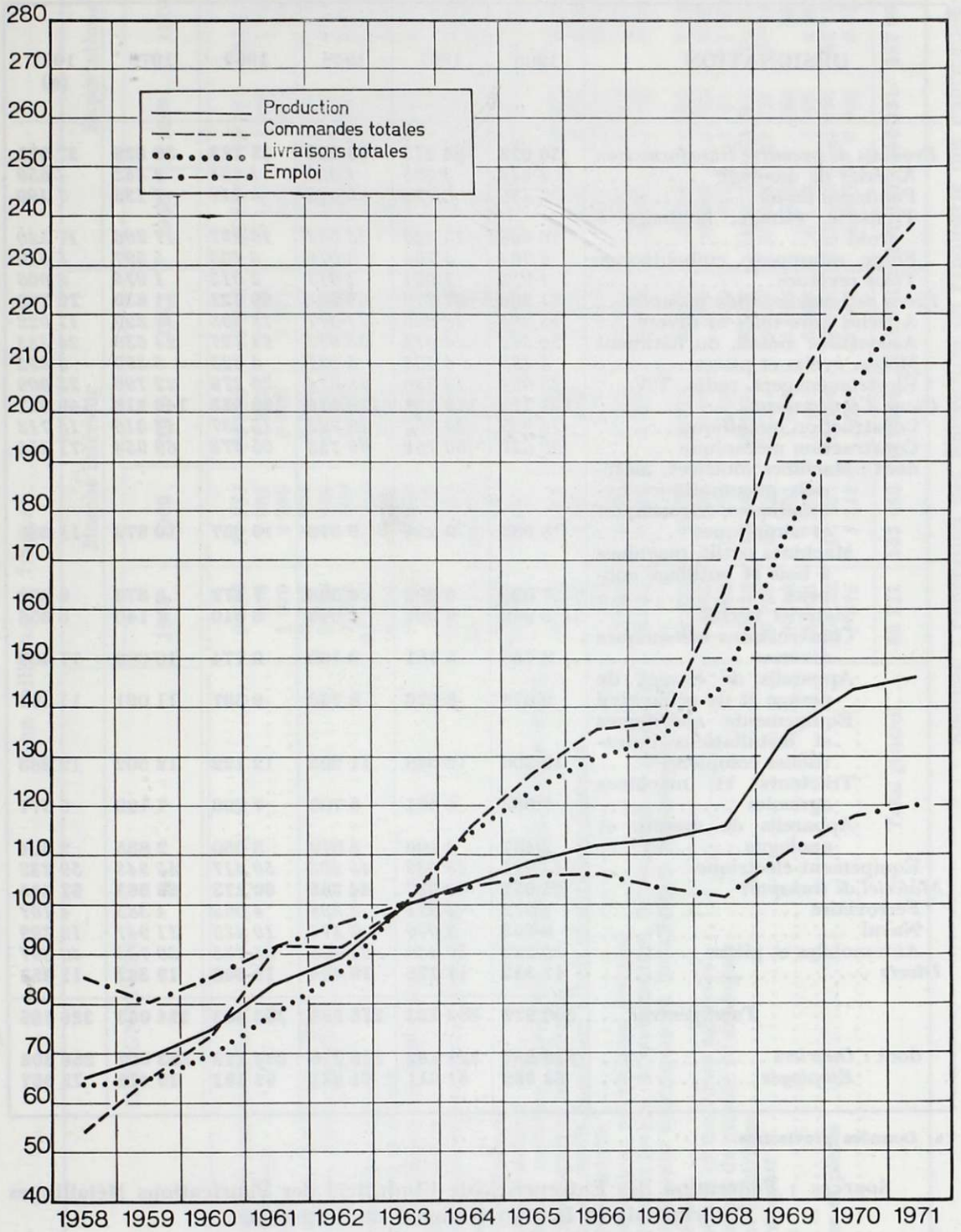
Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

(a) Entreprises occupant au moins 5 ouvriers.

Industrie des fabrications métalliques

Production, commandes, livraisons totales et emploi

(1963 = 100)



Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.
Ministère des Affaires économiques,
Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits

(moyennes mensuelles en unités)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969	1970	1971 (a)
Produits de première transformation	**36 073**	**34 275**	**33 255**	**35 223**	**36 825**	**37 021**
Aciéries de moulage	*4 442*	*3 998*	*4 091*	*4 628*	*4 852*	*4 659*
Fonderies de fer	*7 546*	*6 798*	*6 642*	*6 942*	*7 195*	*7 190*
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	*16 068*	*15 824*	*15 541*	*16 237*	*17 206*	*17 520*
Forge, estampage, emboutissage	*6 104*	*5 754*	*5 070*	*5 403*	*5 597*	*5 646*
Tôles revêtues	*1 913*	*1 901*	*1 911*	*2 013*	*1 975*	*2 006*
Biens de consommation durables	**71 386**	**67 775**	**63 684**	**69 027**	**71 630**	**70 706**
Articles hors tôles et divers	*18 265*	*18 226*	*17 377*	*18 398*	*18 299*	*17 022*
Accessoires métall. du bâtiment	*24 572*	*24 074*	*23 012*	*24 727*	*24 636*	*24 383*
Motos, cycles et pièces	*5 495*	*5 535*	*5 221*	*5 623*	*5 899*	*6 292*
Électroménagers, radio, T.V.	*23 054*	*19 940*	*18 074*	*20 279*	*22 796*	*23 009*
Biens d'équipement	**121 121**	**119 191**	**118 678**	**129 632**	**140 218**	**146 077**
Construction métallique	*14 949*	*14 800*	*12 722*	*13 637*	*14 316*	*15 712*
Construction mécanique	*62 657*	*60 752*	*60 753*	*65 578*	*69 954*	*71 133*
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	8 983	9 254	9 373	10 057	10 872	11 638
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	7 035	6 682	6 508	7 172	8 376	8 896
Matériel textile	6 956	6 337	6 043	6 510	7 140	6 658
Constructions mécaniques diverses	8 735	8 181	9 100	9 774	10 009	11 462
Appareils de levage, de pesage et de génie civil	9 078	8 673	8 740	9 597	11 021	11 191
Équipements spécifiques et installations industrielles complètes	12 300	12 048	11 205	12 122	12 502	12 383
Tracteurs et machines agricoles	7 083	6 471	6 705	7 296	7 199	6 571
Appareils de mesure et analogue	2 487	3 106	3 079	3 050	2 835	2 334
Équipement électrique	*43 515*	*43 639*	*45 203*	*50 417*	*55 948*	*59 232*
Matériel de transport	**45 057**	**43 827**	**44 268**	**50 273**	**56 063**	**57 403**
Ferroviaire	*4 972*	*4 271*	*3 598*	*4 065*	*4 383*	*4 107*
Naval	*9 803*	*9 070*	*9 175*	*10 425*	*11 947*	*12 399*
Automobiles et pièces	*30 282*	*30 486*	*31 495*	*35 783*	*39 733*	*40 897*
Divers	**17 335**	**17 725**	**18 404**	**19 308**	**19 347**	**17 958**
Total général	**290 972**	**282 793**	**278 289**	**303 463**	**324 083**	**329 165**
dont : *Ouvriers*	**229 887**	**221 182**	**216 718**	**238 272**	**253 607**	**256 308**
Employés	**61 085**	**61 611**	**61 571**	**65 191**	**70 476**	**72 857**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur				Exportations			
	1968	1969	1970	1971	1968	1969	1970	1971
Produits de première transformation	*9 626*	*11 981*	*12 630*	*12 369*	*16 093*	*19 722*	*21 314*	*21 047*
Aciéries de moulage	959	1 331	1 531	1 294	1 145	1 568	1 990	1 890
Fonderies de fer	1 979	2 289	2 306	2 294	625	812	886	880
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	3 117	3 901	3 984	3 967	8 977	10 842	11 503	10 671
Forge, estampage, emboutissage	2 199	2 930	3 280	3 387	1 491	2 200	2 499	2 558
Tôles revêtues	1 372	1 530	1 529	1 427	3 855	4 300	4 435	5 048
Biens de consommation durables	*21 142*	*24 186*	*26 382*	*25 486*	*11 491*	*14 906*	*18 279*	*17 693*
Articles hors tôles et divers	6 354	7 365	8 482	8 240	2 365	2 942	2 711	2 711
Accessoires métalliques du bâtiment	9 684	11 368	11 932	11 013	1 894	2 640	2 903	3 538
Motos, cycles et pièces	586	643	626	636	353	429	584	538
Appareils électroménagers, radio, télévision	4 518	4 810	5 342	5 597	6 879	8 895	12 081	10 906
Biens d'équipement	*35 119*	*44 576*	*48 824*	*46 930*	*35 560*	*50 821*	*58 088*	*56 061*
Construction métallique	5 363	7 546	9 146	8 467	1 266	2 429	2 954	2 868
Construction mécanique	14 998	20 081	20 718	19 962	23 719	33 715	35 850	35 111
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	3 540	4 571	5 400	4 638	3 817	6 065	7 009	7 201
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	902	1 369	1 309	1 310	2 773	3 960	4 326	3 952
Matériel textile	763	913	827	816	2 677	3 656	3 773	3 408
Constructions mécaniques diverses	2 846	3 921	3 879	4 202	921	1 273	1 474	2 394
Matèriel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	2 642	3 473	4 025	4 075	2 358	4 202	5 900	6 127
Équipements spécifiques et installations industrielles complètes	2 862	4 370	3 773	3 573	3 318	4 794	5 167	4 554
Tracteurs et machines agricoles	881	894	897	709	6 945	8 734	6 997	6 429
Appareils de mesure et analogues	562	570	608	639	910	1 031	1 204	1 046
Équipement électrique	14 758	16 949	18 960	18 501	10 575	14 677	19 284	18 082
Matériel de transport	*20 799*	*20 893*	*22 354*	*26 808*	*38 352*	*47 816*	*52 695*	*71 691*
Ferroviaire	1 563	2 391	1 389	4 044	544	735	883	375
Naval	4 004	2 371	5 441	6 498	6 143	5 105	4 082	3 366
Automobiles et pièces	15 232	16 131	15 524	16 266	31 665	41 976	47 730	67 950
Divers	*1 885*	*1 812*	*1 666*	*2 068*	*5 973*	*6 066*	*6 708*	*5 901*
Total général...	**88 571**	**103 448**	**111 856**	**113 661**	**107 469**	**139 331**	**157 084**	**172 393**

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur				Exportations			
	1968	1969	1970	1971	1968	1969	1970	1971
Produits de première transformation	*9 479*	*11 311*	*13 197*	*12 940*	*15 296*	*18 868*	*22 587*	*22 125*
Aciéries de moulage	870	1 102	1 341	1 400	936	1 214	1 645	1 819
Fonderies de fer	1 958	2 276	2 446	2 401	533	673	790	795
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	3 043	3 677	4 401	4 108	8 847	10 701	12 796	12 313
Forge, estampage, emboutissage	2 235	2 690	3 283	3 214	1 337	1 964	2 487	2 631
Tôles revêtues	1 373	1 566	1 726	1 817	3 643	4 316	4 869	4 567
Biens de consommation durables	*21 064*	*23 809*	*26 529*	*25 326*	*10 965*	*13 988*	*17* 808	*18 425*
Articles hors tôles et divers	6 288	7 264	7 900	7 755	2 094	2 619	2 718	2 843
Accessoires métalliques du bâtiment	9 621	10 990	12 341	11 224	1 615	2 352	2 872	3 652
Motos, cycles et pièces	726	813	795	771	450	610	726	643
Appareils électroménagers, radio, télévision	4 429	4 742	5 493	5 576	6 806	8 407	11 492	11 287
Biens d'équipement	*32 520*	*37 284*	*45 229*	*45 893*	*31 542*	*40 803*	*51 716*	*54 540*
Construction métallique	4 681	5 679	7 469	8 779	1 139	1 715	2 419	2 866
Construction mécanique	14 566	16 475	20 107	19 673	22 322	28 006	34 264	35 228
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	3 285	3 439	4 851	4 491	3 678	4 887	6 598	7 311
Machines-outils, machines à bois et outillage connexe	881	1 162	1 417	1 242	2 702	3 069	4 338	4 645
Matériel textile	698	815	851	764	2 180	2 672	3 028	3 498
Constructions mécaniques diverses	2 849	3 275	3 800	4 284	816	1 017	1 311	1 959
Matériel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	2 927	3 362	3 950	4 028	2 182	3 610	5 685	5 736
Équipements spécifiques et installations industrielles complètes	2 487	2 882	3 543	3 477	3 138	4 531	4 734	4 685
Tracteurs et machines agricoles	880	980	1 070	776	6 796	7 240	7 525	6 436
Appareils de mesure et analogues	559	560	625	611	830	980	1 045	958
Équipement électrique	13 273	15 130	17 653	17 441	8 081	11 082	15 033	16 446
Matériel de transport	*18 917*	*21 317*	*20 092*	*21 147*	*33 691*	*44 666*	*53 065*	*72 711*
Ferroviaire	1 532	1 181	1 577	2 132	303	545	650	536
Naval	2 238	3 536	2 269	2 779	1 412	1 670	3 787	2 848
Automobiles et pièces	15 147	16 600	16 246	16 236	31 976	42 451	48 628	69 327
Divers	*1 562*	*1 497*	*1 594*	*2 037*	*5 432*	*5 498*	*5 393*	*5 980*
Total général...	**83 542**	**95 218**	**106 641**	**107 343**	**96 926**	**123 823**	**150 569**	**173 781**

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur

(unités)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Véhicules automobiles pour le transport de personnes :										
— pour transport en commun ...	65	111	108	682	269	1 363	2 622	1 714	1 832	1 206
— autres	139 919	161 571	191 115	197 419	180 872	328 822	460 522	632 516	663 316	727 235
Véhicules automobiles pour le transport de marchandises	10 768	12 573	16 665	17 520	15 930	28 373	21 701	35 946	57 578	66 275
Motocyclettes	2 489	4 365	6 895	11 006	12 765	2 374	2 932	4 941	8 873	10 832
Bicyclettes à moteur	20 650	28 529	34 651	40 532	50 214	47 000	45 511	48 958	51 767	59 104
Scooters à moteur	387	263	376	200	1 154	27	29	49	380	10
Bicyclettes sans moteur	43 077	53 620	48 209	50 118	63 056	29 960	55 966	126 951	60 674	69 133

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1971.* — Transport en commun : T.D. 8702.03 + 8702.03; autres : 8702.20 + 8702.25 + 8702.30; véhicules automobiles pour le transport de marchandises : T.D. 8702.60 + 8702.73 + 8702.83; motocyclettes : T.D 8709.20; bicyclettes à moteur : T.D. 8709.00; scooters à moteur : T.D. 8709.10; bicyclettes sans moteur : T.D. 8710.00. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Articles non mécaniques	**11 326**	**11 403**	**14 334**	**18 120**	**22 703**	**12 252**	**13 374**	**16 278**	**20 345**	**22 033**
Fils métalliques et tréfilés	1 024	1 109	1 460	1 787	2 174	4 161	4 527	4 915	5 833	6 553
Articles en métal, principalement à usage domestique	2 034	2 286	2 323	2 291	2 665	963	925	1 094	1 082	1 262
Constructions métalliques	855	831	1 132	1 918	2 834	1 061	1 120	1 684	2 108	2 368
Tuyaux et récipients	2 927	2 345	2 922	4 049	5 556	2 358	2 628	3 288	4 132	4 521
Outils	1 208	1 449	1 780	2 157	2 419	813	1 015	1 208	1 391	1 498
Autres articles manufacturés	3 278	3 383	4 717	5 918	7 055	2 896	3 159	4 089	5 799	5 831
Machines et appareils électriques	**15 470**	**17 417**	**21 641**	**28 864**	**34 922**	**13 078**	**14 532**	**17 671**	**23 731**	**26 210**
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	885	1 035	1 439	1 846	2 228	841	915	1 251	1 524	1 683
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs	210	193	215	328	312	131	161	134	124	122
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	1 614	1 675	2 109	2 840	3 515	1 772	2 061	2 406	2 979	3 269
Piles et accumulateurs électriques	395	481	637	716	937	219	348	534	708	885
Lampes et tubes d'éclairage	445	540	616	722	929	539	732	851	1 067	1 126
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	1 109	1 262	1 456	2 554	2 844	318	315	526	1 266	823
Equipements électriques pour véhicules	866	1 085	1 443	1 451	1 815	182	359	447	612	917
Appareils électro-ménagers	2 689	3 276	3 850	3 977	5 009	393	492	719	784	993
Appareils pour radio et télévision	599	729	1 096	1 289	1 904	1 898	1 883	2 448	3 984	3 397
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar	1 887	1 936	1 996	3 726	4 933	3 490	3 827	3 957	4 970	6 656
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	944	994	1 445	2 053	2 166	366	316	472	438	516
Appareils d'électricité médicale et de radiogr.	315	394	452	652	657	180	212	318	427	603
Appareillage pour coupure et connexion des circuits électriques	2 036	2 214	3 017	3 845	4 739	1 635	1 825	2 482	3 171	3 577
[illegible]	553	445	845	544	678	283	369	381	461	582
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	1 173	1 229	1 348	1 715	1 982

Machines-outils pour le travail de métaux	1 350	1 472	1 672	2 218	2 532	1 173	1 229	1 348	1 715	1 982
Machines et tracteurs agricoles	1 744	1 915	2 054	2 049	1 562	3 440	4 305	4 461	4 669	4 230
Machines de bureau	2 724	2 692	3 742	5 963	6 660	617	683	1 097	2 065	2 871
Machines pour la métallurgie	680	656	793	1 666	1 813	588	660	775	844	1 082
Machines pour l'industrie textile et du cuir ...	2 130	2 338	3 039	3 020	3 137	2 364	2 318	2 940	3 341	3 799
Machines à coudre	364	395	473	443	501	86	68	93	110	127
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	1 437	1 474	1 656	2 025	2 075	344	458	576	691	691
Machines d'excavation et de terrassement....	1 690	1 940	2 390	2 869	3 312	779	1 573	2 936	4 004	4 037
Machines pour autres industries	1 006	1 144	1 366	1 671	1 787	728	1 015	1 403	1 563	1 576
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	2 656	3 081	2 689	3 409	4 475	1 724	1 379	1 840	2 479	2 902
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses ...	2 173	2 435	3 202	3 899	4 951	2 174	2 582	3 491	2 500	2 914
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	2 322	2 342	3 258	4 661	5 184	1 071	1 072	1 632	2 781	2 925
Autres machines-outils et outils	873	889	1 332	1 340	1 598	874	1 085	1 425	1 387	1 447
Articles de robinetterie et autres organes similaires	1 429	1 616	1 980	2 533	3 289	499	537	694	1 008	1 258
Roulements de tous genres	589	633	821	956	1 125	34	44	78	117	114
Autres pièces et accessoires	1 504	1 674	2 052	2 831	2 908	1 228	1 317	1 727	2 301	2 566
Autres machines et appareils non électriques ..	5 816	4 370	4 395	5 519	6 957	1 625	1 861	2 472	2 914	3 196

(suite à la page 116)

(a) *Composition du tableau pour 1971.* — Fils métalliques... : C.T.C.I. 693 + 694 + 698.51 + 698.52 + 698.53; articles en métal... : C.T.C.I. 696 + 697.11 + 697.12 + 697.21 + 697.22 + 697.23 + 812.3; constructions métalliques : C.T.C.I. 691.1 + 691.2; tuyaux... : C.T.C.I 678 + 692; outils : C.T.C.I. 695; autres... : C.T.C.I. 679 + 697.91 + 697.92 + 697.93 + 698 — 698.51 — 698.52 — 698.53 + 812.1 + 821.02; fils tressés... : C.T.C.I. 723.1; isolateurs... : C.T.C.I. 723.21 + 723.22 + 723.23; génératrices... : C.T.C.I. 722.1; piles... : C.T.C.I. 729.11 + 729.12; lampes et tubes d'éclairage : C.T.C.I. 729.2; lampes, tubes... : C.T.C.I. 729.3;; équipements...: C.T.C.I. 729.41 + 729.42; appareils électro-ménagers : C.T.C.I. 725; appareils pour radio...: C.T.C.I. 724.1 + 724.2; appareils pour télégraphie...: C.T.C.I. 724.91 + 724.92 + 724.99; appareils électriques de mesure... : C.T.C.I. 729.51 + 729.52; appareils d'électricité médicale... : C.T.C.I. 726; appareillage pour... : C.T.C.I. 722.2; autres appareils... : C.T.C.I. 729.6 + 729.7 + 729.91 + 729.92 + 729.93 + 729.94 + 729.95 + 729.96 + 729.98 + 729.99; appareillage de chaufferie : C.T.C.I. 711.1 + 711.2 + 711.31 + 711.32; machines-outils... : C.T.C.I. 715.1; machines et tracteurs agricoles : C.T.C.I. 712; machines de bureau : C.T.C.I. 714; machines pour la métallurgie : C.T.C.I. 715.21 + 715.22 + 715.23; machines pour l'industrie... : C.T.C.I. 717.11 + 717.12 + 717.13 + 717.14 + 717.15 + 717.2; machines à coudre : C.T.C.I. 717.3; machines pour la fabrication... : C.T.C.I. 718.11 + 71812 + 718.21 + 718.22 + 718.29; machines d'excavation... : C.T.C.I. 718.41 + 718.42; machines pour autres industries : C.T.C.I. 718.31 + 718.39 + 718.51 + 718.52; machines et appareils... : C.T.C.I. 719.11 + 719.12 + 719.13 + 719.14 + 719.15 + 719.19; pompes...: C.T.C.I. 719.21 + 719.22 + 719.23; machines, appareils, chariots... : C.T.C.I. 719.31 + 719.32; autres machines-outils et outils : C.T.C.I. 719.51 + 719.52 + 719.53 + 719.54; articles de robinetterie... C.T.C.I. 719.92; roulements de... : C.T.C.I. 719.7; autres pièces et accessoires : C.T.C.I. 719.91 + 719.93 + 719.94 + 719.99; autres machines... : C.T.C.I. 711.7 + 711.81 + 711.89 + 719.41 + 719.43 + 719.61 + 719.62 + 719.63 + 719.64 + 719.65 + 719.66 + 719.8. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Articles non mécaniques	**365 215**	**321 273**	**391 231**	**495 421**	**575 449**	**737 608**	**816 164**	**903 681**	**941 995**	**1014941**
Fils métalliques et tréfilés	22 747	26 498	31 615	37 845	41 756	335 324	367 513	365 786	351 197	370 333
Articles en métal, principalement à usage domestique	30 273	34 606	33 278	29 570	31 720	16 960	17 389	21 048	20 170	22 962
Constructions métalliques	43 404	38 065	54 682	86 522	108 708	56 127	60 913	82 628	93 345	94 988
Tuyaux et récipients	188 088	140 887	164 103	182 026	246 409	213 885	244 638	279 232	298 805	324 816
Outils	8 302	10 294	10 877	10 950	13 097	2 393	2 688	3 085	3 479	4 312
Autres articles manufacturés	72 401	70 923	96 676	148 508	133 759	112 919	123 023	151 902	174 999	197 530
Machines et appareils électriques	**106 597**	**122 705**	**148 783**	**176 207**	**199 475**	**68 749**	**80 682**	**100 357**	**120 490**	**124 399**
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	12 763	14 374	18 669	22 073	27 151	12 094	14 310	16 555	16 677	19 436
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs	2 195	2 051	2 150	3 005	3 113	1 429	1 831	2 227	1 892	1 973
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	13 767	14 828	19 187	23 217	26 668	17 791	21 283	25 340	30 301	27 836
Piles et accumulateurs électriques	9 440	11 247	14 292	15 097	21 474	6 408	9 113	12 272	13 015	16 529
Lampes et tubes d'éclairage	2 321	2 681	3 000	3 353	4 396	2 600	2 575	2 846	3 617	3 690
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	5 607	6 131	7 682	9 988	8 701	227	308	1 427	3 958	2 407
Equipements électriques pour véhicules	4 664	6 180	7 448	7 090	10 453	684	1 460	1 727	2 418	4 295
Appareils électro-ménagers	32 111	39 280	45 576	43 877	50 222	4 407	6 089	9 601	10 205	9 854
Appareils pour radio et télévision	1 981	2 354	3 162	3 294	4 876	6 982	7 095	8 680	13 423	9 458
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar	5 778	6 099	6 294	10 549	12 157	7 799	8 406	9 749	11 719	14 394
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	1 224	1 168	1 427	1 606	1 702	335	276	290	260	387
Appareils d'électricité médicale et de radiogr.	398	561	553	742	833	292	372	579	711	948
Appareillage pour coupure et connexion des circuits électriques	6 467	7 133	9 056	19 252	13 467	4 552	4 278	5 354	6 672	6 774
Autres machines	5 098	3 396	3 925	5 739	7 648	3 215	3 412	4 518	[illegible]	[illegible]
				[illegible]	[illegible]	10 772	10 968	12 112	14 136	15 671

Appareillage de chaufferie				5 780	7 648	3 215	3 412	4 578	4 403	5 710
Machines-outils pour le travail de métaux	13 570	13 077	14 425	16 393	19 495	10 772	10 968	12 112	14 136	15 671
Machines et tracteurs agricoles	31 920	36 064	37 536	33 958	22 755	65 317	81 150	80 512	79 395	61 821
Machines de bureau	3 373	3 893	4 853	6 268	6 162	967	1 193	1 499	2 375	2 514
Machines pour la métallurgie	37 607	31 538	55 877	76 316	88 505	30 603	35 959	37 747	39 376	39 498
Machines pour l'industrie textile et du cuir ...	16 184	17 127	21 504	19 664	18 253	26 915	27 314	33 223	38 261	38 846
Machines à coudre	1 704	1 798	1 997	1 710	1 809	228	123	170	195	277
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	10 912	9 245	10 315	13 549	11 683	3 748	4 640	5 174	5 561	5 456
Machines d'excavation et de terrassement ...	25 870	30 204	34 971	41 907	47 405	10 381	17 115	29 538	37 738	33 094
Machines pour autres industries	11 251	12 642	13 323	14 361	15 855	9 820	11 859	15 130	17 738	18 191
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	39 994	33 048	31 123	41 949	42 089	15 143	15 050	21 418	24 254	29 745
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses ...	16 130	18 722	24 810	30 977	34 343	15 798	18 456	25 631	17 908	21 248
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	37 412	39 826	49 869	64 515	66 506	15 260	16 728	23 214	36 192	37 441
Autres machines-outils et outils	5 029	5 440	8 167	9 587	9 785	6 789	8 215	11 944	13 107	12 400
Articles de robinetterie et autres organes similaires	9 832	10 262	12 345	15 094	18 235	3 581	3 831	4 987	7 216	8 104
Roulements de tous genres	4 200	4 849	6 006	6 173	7 281	1 123	1 810	3 468	3 721	3 027
Autres pièces et accessoires	15 349	17 047	23 536	30 019	26 849	14 022	14 502	16 733	19 542	21 161
Autres machines et appareils non électriques ..	64 822	35 850	39 014	39 218	44 075	11 212	10 545	14 693	16 795	17 671

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 113.

(suite à la page 117)

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques *(suite de la page 113)*

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Matériel de transport	**37 908**	**45 757**	**63 356**	**71 629**	**81 591**	**35 123**	**42 269**	**54 899**	**64 957**	**68 553**
Moteurs non électriques	5 281	5 841	7 559	7 763	10 402	2 586	3 664	2 370	2 698	2 612
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	10 772	12 518	16 299	18 382	18 551	24 424	29 399	41 980	46 891	53 562
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	16 281	21 590	32 943	35 582	43 106	3 880	4 642	4 783	7 057	6 639
Motocycles et bicyclettes avec moteur	162	213	279	389	464	275	288	319	473	376
Vélocipèdes sans moteur	285	294	324	286	378	184	214	305	230	237
Autres véhicules routiers et remorques	637	772	1 001	1 189	1 300	492	448	713	849	903
Aéronefs	3 170	3 832	4 104	6 502	5 252	1 379	2 410	2 538	2 440	2 171
Navires et bateaux	774	377	537	789	539	1 175	682	1 063	3 360	918
Matériel roulant pour chemins de fer	546	320	310	747	1 599	728	522	828	959	1 135
Instruments scientifiques et horlogerie	**3 993**	**4 207**	**4 850**	**5 594**	**6 608**	**1 012**	**983**	**1 261**	**1 560**	**1 841**
Instruments scientifiques	3 264	3 421	3 963	4 608	5 549	920	903	1 164	1 435	1 683
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(1 693)	(1 638)	(1 734)	(2 129)	(2 379)	(567)	(459)	(581)	(699)	(742)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(732)	(842)	(1 088)	(1 104)	(1 436)	(130)	(170)	(237)	(270)	(305)
instruments d'optique	(399)	(420)	(994)	(547)	(688)	(108)	(113)	(157)	(174)	(207)
Horlogerie	729	786	887	986	1 059	92	80	97	125	158
Total ...	**99 737**	**110 295**	**141 440**	**171 823**	**200 363**	**81 096**	**93 713**	**119 478**	**142 513**	**156 936**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1971.* — Moteurs non électriques : C.T.C.I. 711.41 + 711.42 + 711.5 + 711.6 — T.D. 8408.50; automobiles... : C.T.C.I. 732.1 + 732.2 + 732.3 + 732.4 + 732.5; parties d'automobiles... : C.T.C.I 732.6 + 732.7 + 732.81 + 732.89; motocycles... : C.T.C.I. 732.91 + 732.92; vélocipèdes... : C.T.C.I. 733.11 + 733.12; autres véhicules... : C.T.C.I. 733.31 + 733.32 + 733.33 + 733.4; aéronefs : C.T.C.I. 734; navires et bateaux : C.T.C.I. 735; matériel roulant... : C.T.C.I. 731; instruments scientifiques : C.T.C.I. 861; instruments scientifiques de mesure... : C.T.C.I. 861.91 + 861.92 + 861.93 + 861.94 + 861.95 + 861.96 + 861.97 + 861.98 + 861.99; appareils et matériels... : C.T.C.I. 861.4 + 861.51 + 861.52 + 861.61 + 861.69; instruments d'optique : C.T.C.I. 861.11 + 861.12 + 861.21 + 861.22 + 861.31 + 861.32 + 861.33 + 861.34 + 861.39; horlogerie : C.T.C.I. 864. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques *(suite de la page 115)*

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Matériel de transport	**704 339**	**778 233**	**1 038535**	**1 239 269**	**1 164 892**	**535 446**	**590 912**	**748 869**	**970 308**	**892 336**
Moteurs non électriques	55 233	49 927	88 633	125 482	83 304	9 756	10 919	9 517	15 325	13 004
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	180 749	197 413	240 695	258 306	249 806	334 641	416 776	574 745	603 175	677 377
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	303 254	406 068	591 054	716 914	667 516	78 795	84 011	81 798	112 493	99 981
Motocycles et bicyclettes avec moteur	1 570	2 100	2 937	3 574	4 304	2 905	2 858	3 222	4 166	3 390
Vélocipèdes sans moteur	4 652	4 905	5 026	3 819	4 665	3 427	4 296	5 381	3 660	3 447
Autres véhicules routiers et remorques	16 801	20 942	26 486	29 046	27 396	7 141	7 509	11 890	13 624	12 945
Aéronefs	1 487	1 755	1 373	2 109	1 801	844	1 029	999	967	911
Navires et bateaux	123 504	82 767	70 547	67 281	71 679	70 855	42 953	35 087	186 016	45 398
Matériel roulant pour chemins de fer	17 089	12 356	11 784	32 738	54 421	27 082	20 561	26 230	30 882	35 883
Instruments scientifiques et horlogerie	**6 989**	**7 758**	**9 166**	**12 993**	**11 786**	**2 412**	**3 267**	**3 985**	**5 412**	**5 196**
Instruments scientifiques	6 118	6 901	8 201	12 083	10 687	2 370	3 204	3 896	5 285	4 999
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(2 850)	(2 946)	(3 383)	(3 943)	(4 238)	(1 253)	(1694)	(1 940)	(3 120)	(2 631)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(1 643)	(2025)	(2 696)	(2 536)	(3 212)	(547)	(674)	(906)	(843)	(897)
instruments d'optique	(420)	(449)	(492)	(500)	(712)	(216)	(270)	(305)	(244)	(351)
Horlogerie	871	857	965	910	1 099	42	63	89	127	197
Total ...	**1533 397**	**1 553 997**	**1 981 311**	**2 391 287**	**2 440 335**	**1 589 109**	**1 773 895**	**2 098 663**	**2 416 118**	**2 408 747**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 116.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 2. — INDUSTRIE CHIMIQUE

Malgré le fait qu'en 1971 la conjoncture se soit développée d'une manière moins favorable, le rythme d'expansion de l'industrie chimique a été satisfaisant. Selon l'indice établi par l'I.N.S., la production a progressé de 8,7 % et même de 9,4 % contre 4,1 % si l'on inclut le caoutchouc. La transformation des matières plastiques a connu la plus forte progression (26,8 %) ; au cours du quatrième trimestre l'augmentation fut même de 30,5 % par rapport à la période correspondante de 1970. La branche dont l'évolution a été moins favorable est la production d'azote (+ 4,5 %) ; en 1970, la production avait cependant diminué de 8,1 %.

Selon la Fédération de l'Industrie chimique de Belgique, le chiffre d'affaire de 1971 dépasserait celui de 1970 de 13 % environ, s'établissant ainsi à 114 milliards de francs ; au cours du deuxième semestre, une certaine stabilisation s'est toutefois opérée.

Tout comme les engrais artificiels, ce sont les branches de la chimie inorganique qui ont le mieux résisté à la conjoncture moins favorable de 1971. En volume, l'évolution de la chimie organique a néanmoins été bonne, mais les prix sont demeurés faibles.

A l'échelle mondiale, certains secteurs de l'industrie chimique sont à présent en butte à une surcapacité considérable. Ce sont principalement les secteurs qui, au cours des dernières années, avaient accusé la plus forte expansion, notamment la pétrochimie ; alors que le coût de la production a augmenté les prix de vente sont restés à un niveau peu élevé.

Pour 1971, les investissements totaux atteignent néanmoins 11,5 milliards contre 12,1 en 1970. Il est vrai que plusieurs entreprises ont postposé les investissements envisagés ou ont procédé à leur échelonnement sur plusieurs années. D'autres, par contre, ont préféré améliorer leurs procédés plutôt que de recourir à des investissements d'extension.

En 1971, les dépenses pour la recherche technologique se sont élevées à 3,3 milliards contre 3,1 milliards l'année précédente. La part du chiffre d'affaires consacré aux travaux de recherche est en moyenne de 2,9 %. Dans certains secteurs ce pourcentage s'établit même à 10 % (notamment dans l'industrie pharmaceutique). L'intervention de l'Etat dans les coûts de la recherche scientifique a été d'environ 6,36 %, soit un taux légèrement plus élevé qu'en 1970 et 1969, où elle atteignait respectivement 5,29 et 5,23 %.

Bien que l'industrie chimique soit une industrie à fort coefficient de capital, le nombre d'emplois y augmente constamment. Ainsi, au cours de l'année 1971, 82 988 personnes (1) ont été occupées, dont 49 486 ouvriers et 33 502 employés. Le nombre total des effectifs a encore augmenté de 2,6 % contre toutefois 5,3 % en 1970.

---

(1) Fédération de l'Industrie chimique de Belgique.

La branche occupant le plus de main-d'œuvre est celle de l'industrie pharmaceutique ; elle compte un total de 11 407 unités dont 6 822 employés et 4 585 ouvriers, suivie par le secteur des produits photographiques avec 8 911 personnes, dont 2 724 employés et 6 187 ouvriers, la transformation de matières plastiques avec 8 604 unités (respectivement 2 356 et 6 248), le caoutchouc avec 7 822 unités (1 767 et 6 055) et les produits organiques avec 5 391 personnes, dont 2 780 employés et 2 611 ouvriers. La plupart des autres branches occupent moins de 3 000 personnes.

L'I.N.S. a établi un indice de la production moyenne mensuelle par région linguistique ; toutefois ces indices ne tiennent pas compte de l'activité des entreprises créées après 1964 et qui concernent principalement la pétrochimie. Sous cette réserve, ils montrent que l'augmentation moyenne s'élève à 3,6 % en Flandre, à 29,3 % en Wallonie et à 2,0 % à Bruxelles. Par rapport à l'année 1969, les données de 1970 se présentaient quelque peu différemment ; elles faisaient apparaître un fléchissement de la production à Bruxelles et en Wallonie de respectivement 3,5 et 12,4 % tandis qu'en Flandre, la production avait augmenté de 12,0 % en moyenne.

Les importantes quantités d'hydrocarbures utilisés par l'industrie chimique, fournissent non seulement l'énergie nécessaire, mais elles servent également de matières premières pour la fabrication d'autres produits. Ainsi, en 1971, 45 millions de mètres cubes de gaz manufacturé ont été mis en œuvre comme matière première contre 6,7 millions comme source d'énergie. La consommation de gaz naturel passe de 400 millions de mètres cubes, en 1970, à 598 millions en tant que source d'énergie, et de 600 à 880 millions de mètres cubes en tant que matière première. La consommation de pétrole, comme source d'énergie est retombée de 950 000 t en 1970 à 782 000 en 1971. Ceci est en majeure partie attribuable à l'augmentation du prix du pétrole qui a notamment rendu plus compétitive l'utilisation de gaz naturel, qui ne pose pas de problème de stockage. Comme matière première, 289 000 t de pétrole ont été consommées, contre 250 000 en 1970. Les besoins d'électricité ont fléchi de 4 600 millions de kWh en 1970 à 4 264 millions de kWh en 1971, montant encore supérieur à celui de 1969, qui était de 4 070 millions de kWh.

Le commerce extérieur de produits chimiques a encore connu une évolution favorable. Les exportations ont augmenté de 62,8 milliards en 1970 à 72,6 milliards en 1971, soit une progression de 15,6 %. En 1969 et 1970, les augmentations s'étaient établies à respectivement 24,6 et 20,9 %. En volume, les exportations se sont accrues de 12,4 % à savoir de 8,7 millions de tonnes à 9,8 millions. Cette progression est surtout due aux produits chimiques organiques, dont l'exportation a augmenté de 4 093 millions, les matières plastiques artificielles (+ 1 040 millions), les produits pharmaceutiques (+ 998 millions) et les articles en caoutchouc (+ 828 millions).

En valeur, l'exportation de produits chimiques organiques s'est accrue de 42,0 % par rapport à l'année précédente. Les explosifs occupent la deuxième place avec 41,3 %, suivis, dans l'ordre d'importance, par les huiles essentielles,

les parfums, les produits de beauté (+ 35,1 %), les savons et produits d'entretien (25,6 %), les articles en caoutchouc (24,7 %), les produits pharmaceutiques (24,4 %), les produits pour teinture, tannage et colorants (23,0 %), etc.

La valeur des importations a augmenté de 16,6 % contre 15,1 % en 1970 et 21,1 % en 1969 pour s'établir à 59,7 milliards de francs. En volume, les importations n'ont progressé que de 3,0 % contre 13,7 % en 1970 et 13,0 % en 1969. La cause de ces divergences réside dans le fait que pour différents produits les importations ont diminué en volume, tandis que la valeur augmentait. Les articles de caoutchouc peuvent être cités en exemple : les importations ont diminué de 14,3 % en volume et augmenté de 27,8 % en valeur ou 1 329 millions de francs ; pour les engrais artificiels (scories Thomas comprises) ces pourcentages s'établissent à — 17,1 % en volume et à + 3,6 % en valeur, pour les articles en matières plastiques artificielles à — 6,9 % en volume et à + 20,2 % en valeur.

Les branches, dont la progression sur le plan de l'importation a été la plus marquée sont : les savons et produits d'entretien avec + 41,3 % (+ 47,1 % en volume), les produits chimiques organiques avec + 27,8 % (+ 46,5 %), les articles en caoutchouc avec + 27,8 % (— 14,3 %), les produits pour teinture, tannage et colorants avec + 25,2 % (+ 16,7 %). Dans les autres branches, les importations ont progressé de moins de 20 %.

Environ 68 % du total de la valeur des exportations ont été dirigés vers les autres partenaires de la C.E.E., tandis que 73 % des importations totales en Belgique proviennent du marché commun.

★

★ ★

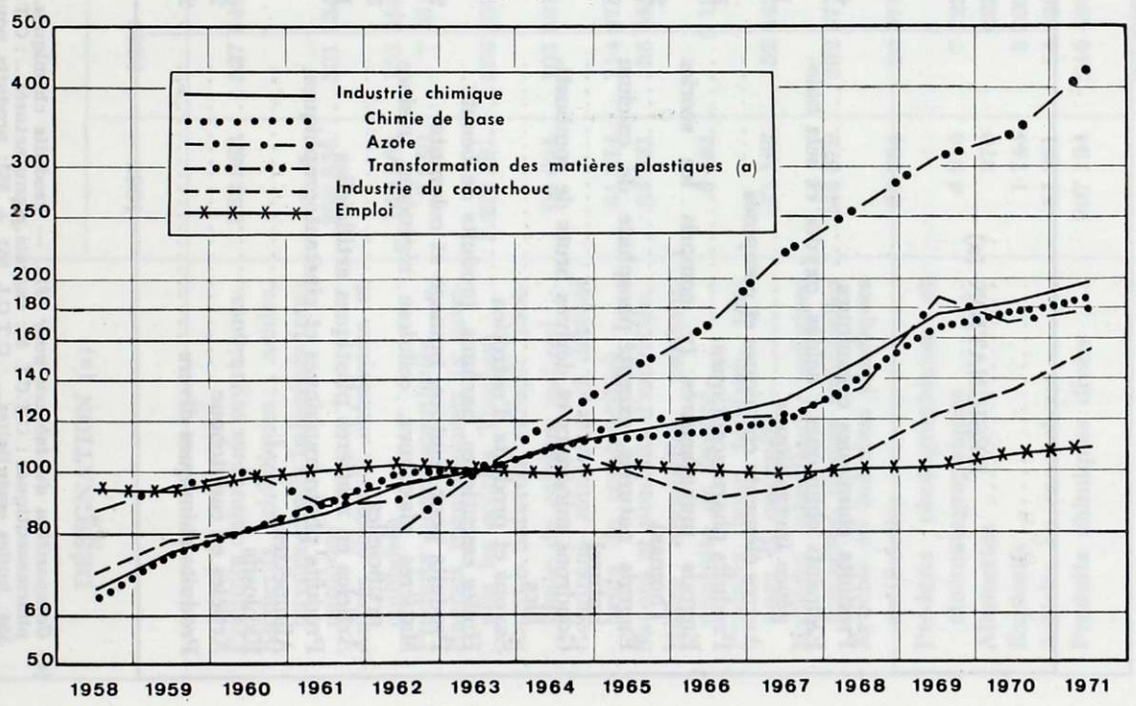
Production de quelques secteurs de l'industrie chimique
(en milliers de tonnes)

PÉRIODE	Industrie de l'azote		Acide sulfurique et oléum (c)	Goudron brut	Caoutchouc (d)
	Azote primaire (a)	Engrais composés (b)			
1964 Moyenne mensuelle	**29,8**	**55,7**	**112,3**	**23,6**	**4,9**
1965 Moyenne mensuelle	**33,2**	**59,7**	**124,0**	**23,5**	**4,5**
1966 Moyenne mensuelle	**33,6**	**62,4**	**113,5**	**21,3**	**4,3**
1967 Moyenne mensuelle	**34,3**	**81,5**	**123,7**	**21,2**	**4,2**
1968 Moyenne mensuelle	**37,9**	**119,6**	**145,5**	**21,9**	**4,8**
1969 Moyenne mensuelle	**49,5**	**130,9**	**153,1**	**20,5**	**5,5**
1970 Moyenne mensuelle	**43,8**	**128,0**	**149,5**	**19,4**	**5,9**
1971 Moyenne mensuelle	**46,0**	**136,7**	**161,0**	**20,1**	**6,9**
1971 Janvier	45,8	138,5	155,3	19,1	6,4
Février	42,3	134,3	138,5	17,4	6,1
Mars	36,7	144,8	163,3	21,8	7,7
Avril	45,5	142,9	150,9	21,1	6,6
Mai	50,5	99,7	152,8	22,5	5,9
Juin	47,1	140,2	160,9	22,2	7,6
Juillet	49,6	126,4	106,8	21,9	4,1
Août	47,6	128,6	162,0	20,3	5,2
Septembre	40,4	117,4	181,2	20,2	8,5
Octobre	45,7	160,1	178,8	20,6	8,0
Novembre	50,0	152,7	193,2	18,4	7,6
Décembre	51,0	154,4	188,8	16,3	8,5

(a) En 1.000 t N.
(b) En 1.000 t marchandises.
(c) Ramenés à 100 % monohydratés.
(d) Non compris la production de chaussures, mais y compris la production de pneumatiques pour vélos.

Sources : Institut National de Statistique.
Distigoudron.

Industrie chimique et industrie du caoutchouc
Production et emploi
(1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données sont disponibles à partir de 1962.

Commerce extérieur de produits chimiques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Produits chimiques organiques	4 646	5 964	6 968	7 965	10 182	2 755	5 246	8 064	10 068	14 161
Eléments chimiques ; acides, oxydes et sels halogénés inorganiques	1 410	1 939	2 437	3 242	3 152	1 414	2 091	2 734	5 158	5 376
Autres éléments chimiques et composés	921	1 122	1 489	1 674	1 666	1 450	1 989	2 139	2 466	2 468
Produits pharmaceutiques	3 968	4 612	5 878	6 901	7 358	1 976	2 315	3 272	4 140	5 138
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas)	2 681	2 596	2 396	2 297	2 379	6 800	7 984	7 873	7 770	7 811
Engrais naturels, excepté phosphate de calcium naturel	95	119	120	88	96	24	32	26	26	20
Goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles	127	157	144	175	150	244	248	228	259	272
Savons et produits d'entretien	687	859	1 058	1 192	1 684	1 218	1 280	1 545	1 591	1 999
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	830	954	1 078	1 208	1 459	323	384	566	672	908
Produits pour teinture, tannage et colorants	2 090	2 257	2 643	2 829	3 542	1 138	1 290	1 648	1 838	2 261
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	5 414	6 108	7 401	8 663	10 411	4 309	6 416	9 182	11 176	12 216
Articles en matières plastiques artificielles	1 687	2 021	2 748	3 436	4 129	1 711	1 929	2 333	2 974	3 363
Produits photographiques et cinématographiques	720	1 014	1 200	1 579	1 543	4 933	5 320	5 967	7 055	7 479
Allumettes	6	8	4	4	4	149	171	175	168	167
Explosifs	165	158	186	232	204	252	237	294	271	383
Articles en caoutchouc	2 900	3 148	4 211	4 779	6 108	2 104	2 554	3 124	3 356	4 184
Produits chimiques divers	2 917	3 741	4 560	4 982	5 618	1 955	2 312	2 911	3 840	4 374

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1971.* — Produits chimiques... : C.T.C.I. 512; éléments chimiques... : C.T.C.I. 513; autres éléments... : C.T.C.I. 514 + 515; produits pharmaceutiques : C.T.C.I. 54; engrais manufacturés... : C.T.C.I. 56; engrais naturels... : C.T.C.I. 271.1 + 271.2 + 271.4; goudron... : C.T.C.I. 52; savons... : C.T.C.I. 554; huiles essentielles... : C.T.C.I. 551 + 553; produits pour... : C.T.C.I. 53; matières plastiques... : C.T.C.I. 581; articles... : C.T.C.I. 893 + T.D. 4202.00 + 4202.15 + 4202.20 produits photographiques... : C.T.C.I. 862; allumettes : C.T.C.I. 899.32; explosifs : C.T.C.I. 571; articles en caoutchouc : C.T.C.I. 62 + 841.6; produits chimiques divers : C.T.C.I. 599. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de produits chimiques

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Produits chimiques organiques.	362 063	527 548	666 384	796 346	1 166 615	265 641	469 978	826 129	1 024 375	1 466 693
Eléments chimiques ; acides, oxydes et sels halogénés inorganiques	258 856	501 134	783 717	1 034 494	956 686	310 781	568 939	773 478	908 798	1 258 850
Autres éléments chimiques et composés	140 864	158 688	217 929	274 937	226 572	370 665	526 471	549 426	631 633	635 104
Produits pharmaceutiques ...	6 050	7 201	8 324	10 390	11 335	3 549	3 690	4 903	5 653	7 643
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas) ...	1 629 261	1 663 909	1 560 467	1 554 211	1 288 607	4 146 438	4 656 849	4 560 570	4 675 831	4 697 231
Engrais naturels, excepté phosphate de calcium naturel ..	96 694	105 391	109 980	93 382	90 751	10 723	13 057	8 755	9 539	8 363
Goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles	81 214	114 078	105 111	125 064	95 110	123 376	116 830	118 685	151 573	161 551
Savons et produits d'entretien.	32 321	36 655	45 097	55 708	81 939	83 475	69 999	81 368	81 180	93 112
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	6 741	8 191	9 273	10 502	12 630	4 747	6 622	7 726	11 745	13 089
Produits pour teinture, tannage et colorants	51 185	52 642	60 460	60 979	71 138	39 608	43 067	51 422	55 972	63 644
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	248 379	292 577	346 604	407 545	501 848	130 837	231 482	376 974	461 031	531 526
Articles en matières plastiques artificielles	30 784	24 071	33 740	56 775	52 840	26 752	27 538	34 484	42 023	48 295
Produits photographiques et cinématographiques	4 916	7 722	9 077	10 376	9 072	23 577	23 301	25 789	31 864	32 190
Allumettes	270	325	67	83	49	4 524	5 075	5 045	4 787	4 302
Explosifs	1 744	3 202	1 661	2 089	2 029	3 784	3 885	4 496	3 545	3 877
Articles en caoutchouc	51 231	54 939	69 668	124 032	106 305	41 880	51 241	64 224	66 260	78 457
Produits chimiques divers ...	207 194	246 480	273 650	276 738	369 509	97 656	131 720	234 822	544 742	685 459

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 122.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique

DÉSIGNATION (a)	Valeur (en millions de francs)					Quantité (en tonnes)				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Sel	358	437	476	576	715	943 616	1 139 712	1 165 223	1 414 228	1 594 934
Soufre brut	475	657	595	432	523	224 113	288 424	303 507	333 590	429 433
Pyrites de fer	210	278	299	300	244	403 273	505 087	519 316	563 420	430 220
Phosphates bruts	993	1 179	1 186	1 181	1 384	1 469 463	1 805 151	1 840 330	1 900 461	2 001 261
Caoutchouc	1 053	1 257	1 550	1 526	1 577	58 204	78 420	89 691	93 347	99 598

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1971 :* Sel : C.T.C.I. 276.3; soufre brut : C.T.C.I. 274.1; pyrites de fer : C.T.C.T. 274.2 + 281.4; phosphates bruts : C.T.C.I. 271.3; caoutchouc : C.T.C.I. 23. — Données correspondantes pour les années antérieures

§ 3. — INDUSTRIE TEXTILE

Malgré le ralentissement de la conjoncture, l'industrie textile belge a favorablement évolué en 1971, alors qu'en 1970 sa situation n'avait pas été brillante ; la production était demeurée pratiquement constante (+ 0,8 %) par rapport à 1969, alors qu'elle a augmenté de 5,7 % de 1970 à 1971.

Après un début d'année plutôt défavorable, l'amélioration est surtout intervenue à partir du second semestre. L'industrie du tissage a été le secteur le plus favorisé avec un taux de progression de 8,4 % : les tissus des fibres synthétiques ont accusé un accroissement, en volume, de 38,0 %, et les tissus de rayonne de 12,9 % ; les tissages de jute et de lin ont, par contre, diminué respectivement de 11,2 et de 16,4 %.

Dans les filatures, ce ne sont que les branches de la laine cardée (+ 13,2 %) et de la laine peignée (+ 10,4 %) qui se sont accrues, mais pour l'ensemble de ce secteur, l'augmentation n'a été que légère (1,6 %).

Par rapport aux années précédentes, l'accroissement de la production dans l'industrie de la bonneterie a été sensible (+ 7,1 % contre — 2,6 % en 1970, + 6,3 % en 1969 et + 1,8 % en 1968). L'utilisation d'articles de bonneterie prend de plus en plus d'extension dans l'industrie de la confection, par suite de nouvelles modes et habitudes, surtout en matière de vêtements de sport.

Les tapis en tissus de laine et les tapis « tuftés » composés de fibres chimiques, sont à la base de l'expansion appréciable du secteur qui les englobe. Selon Febeltex, l'activité dans la catégorie des tapis tuftés a augmenté de 60 % contre 30 % en 1970.

En ce qui concerne la préparation de la laine, la production a fléchi depuis 1969. En 1971, la carbonisation et le lavage de la laine ont régressé de 15,3 % contre 18 % en 1970 ; pour le peignage, le recul s'établit à respectivement 13,9 et 12,1 %.

L'importance du personnel de l'industrie textile n'a pas subi de changements notables. Ainsi dans le secteur de la préparation de la laine, le nombre de personnes occupées a légèrement augmenté, passant de 2 288 en décembre 1970 à 2 331 en décembre 1971. Dans les filatures, il a diminué de 28 541 à 28 037, tandis que l'industrie du tissage a occupé 31 062 unités en 1971, soit 848 de plus que l'année précédente. Dans la bonneterie, le nombre de travailleurs a légèrement diminué.

L'année 1971 a été plutôt défavorable aux investissements dans l'industrie textile ; selon l'enquête de la Banque Nationale, les dépenses consacrées aux biens d'équipement auraient diminué de 27,7 % par rapport à 1970. Cette évolution peut être due à la situation plutôt défavorable que l'industrie textile a connue à la fin de 1969 et qui s'est prolongée en 1970.

Alors que la balance commerciale globale a été déficitaire en 1971, celle de l'industrie textile s'est, comme les années précédentes, soldée par un boni qui a atteint 15,1 milliards de francs ; les importations se sont élevées à 56,2 milliards contre 71,9 milliards pour les exportations.

L'accroissement des importations atteint 15,9 % contre 3,1 % seulement en 1970. Si les achats à l'étranger de matières textiles ont fléchi de 4,5 %, ceux de produits textiles ont progressé de 24,9 %. En particulier, en raison des bas prix pratiqués a certains pays, les achats de fils de fibres artificielles se sont accrus de 47,1 % et ceux de fils en général de 27,0 %.

L'importation de tapis en fibres chimiques et en jute a augmenté de 30 % en volume et de 43 % en valeur, tandis qu'on estime à 37 % l'accroissement de la consommation intérieure.

En 1971, les achats de textiles en provenance des pays de la C.E.E. ont fort progressé (+ 23,0 %), de sorte que leur part dans les importations totales est passée de 71,6 %, en 1970, à 76,1 % ; ce sont surtout l'Allemagne et la France qui ont bénéficié de cette évolution.

Quant à l'exportation globale des textiles, elle a augmenté de 10,3 % en passant de 65,2 milliards en 1970 à 71,9 milliards en 1971. Pourtant, en volume, l'augmentation était seulement de 5,3 % ce qui explique une hausse de prix. En 1970, l'accroissement en valeur avait été de 4,7 %.

Si les exportations des produits textiles ont progressé de 13,8 % en valeur (et de 12,6 % en volume) celles des matières textiles ont reculé de 16,4 % en valeur. La laine et les poils d'origine animale dont la vente a diminué de 31 % en sont la cause principale.

En ce qui concerne les produits textiles, l'exportation de fils a augmenté de 3,6 %, celle des tissus du type standard de 10,1 % et celle des autres produits textiles de 19,6 % (16,7 % en volume). Dans cette dernière branche, l'exportation de vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie, a accusé la plus forte expansion (33,1 % en valeur et 29,4 % en volume).

Selon Febeltex, l'exportation d'articles de bonneterie a augmenté de 20 % en 1971 en valeur ; en particulier, les livraisons de vêtements de dessus qui représentent plus de la moitié des exportations d'articles de bonneterie, ont augmenté de 35 %.

La part dans les exportations des ventes d'articles de bonneterie, de confection et de produits finis a augmenté de 68,5 % en 1970 à 72,8 % en 1971.

Par rapport à 1970, l'exportation de produits textiles vers les pays membres de la C.E.E. s'est accrue de 11 % et après avoir diminué en 1970, les ventes aux Etats-Unis ont progressé de 25 % en valeur.

Dans l'ensemble, les difficultés monétaires survenues au cours de l'année sur le plan international, ne semblent pas avoir exercé en 1971 une forte influence sur les importations et les exportations de textiles qui se sont accrues par rapport à l'année précédente, malgré la conjoncture défavorable.

Filatures, tissages, préparation de la laine

(en tonnes)

DESIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Préparation de la laine :							
Lavage et carbonisage de la laine (a)	21 155	20 072	20 488	21 236	21 561	17 688	14 986
Peignage de laine	36 732	36 516	33 048	39 027	41 933	36 840	31 711
Filatures :							
Coton	102 175	98 113	87 576	92 089	96 126	95 929	92 490
dont : coton fin et filés mixtes	(74 635)	(70 048)	(61 355)	(64 202)	(65 942)	(65 175)	(60 857)
fibres de rayonne	(16 976)	(18 233)	(16 829)	(19 560)	(20 829)	(21 086)	(22 758)
Laine cardée	21 700	22 207	18 484	21 551	23 840	24 108	27 287
Laine peignée	42 895	47 457	42 534	51 065	57 487	57 065	62 999
Lin	14 683	14 588	12 929	12 858	12 534	11 819	11 455
Jute	81 238	85 739	82 593	84 596	83 631	76 983	69 557
Fibres dures	48 980	57 062	43 539	49 222	51 532	57 416	56 299
dont : fils simples	(38 809)	(44 857)	(35 053)	(41 757)	(44 149)	(48 591)	(47 801)
ficellerie et cordages	(10 172)	(12 205)	(8 487)	(7 465)	(7 383)	(8 826)	(8 498)
Fils et fibres artificiels	36 590	39 867	39 373	43 511	40 604	39 443	39 748
dont : fils viscose	(11 593)	(11 664)	(11 190)	(9 466)	(7 710)	(5 686)	(4 246)
fils acétate	(2 002)	(5 580)	(6 959)	(7 666)	(7 787)	(7 935)	(9 043)
fibres	(22 995)	(22 623)	(21 224)	(26 379)	(25 108)	(25 821)	(26 459)
Tissages :							
Coton (b)	75 400	73 976	68 369	68 677	70 781	70 305	71 712
Lin	7 902	8 756	7 291	8 245	8 687	7 804	6 523
Laine (b)	38 284	40 813	36 082	35 041	37 631	39 150	41 662
Rayonne et fibres de rayonne (b)	16 877	21 105	20 939	23 166	26 179	26 086	29 442
Fibres synthétiques (b)	4 770	10 150	14 262	25 791	36 557	41 972	57 934
Jute (b)	35 699	37 525	35 804	36 100	35 595	34 152	30 335
Tapis :							
Coton	8 036	7 424	6 975	7 467	7 037	5 437	5 711
Laine	22 493	26 774	24 741	23 924	26 345	28 198	30 552
Jute	8 337	8 959	8 585	7 403	6 702	6 577	4 916
Couvertures (coton et laine) (c)	4 790	5 184	5 335	5 635	6 234	5 745	5 436
Tissus, velours et peluches d'ameublement (c)	21 418	20 372	19 495	20 199	21 218	20 915	21 695
dont : coton	(16 373)	(15 242)	(14 225)	(14 445)	(14 835)	(14 462)	(14 947)

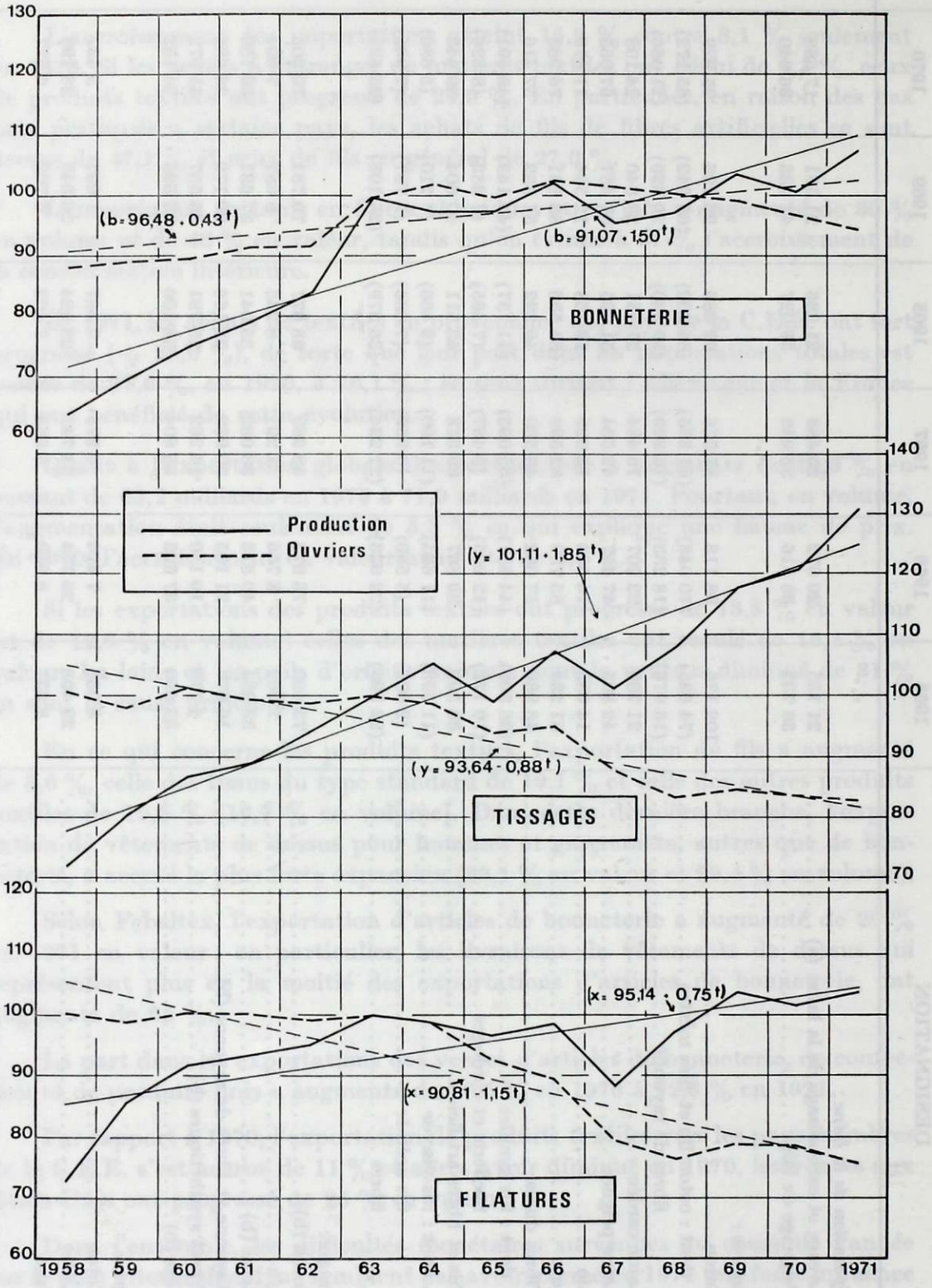
(a) Nouvelle série : y compris laines et poils, fibres synthétiques et artificielles et blousses.
(b) Y compris tapis et couvertures.
(c) A partir de 1966, y compris les couvertures en fibres de rayonne et fibres synthétiques.

Source : Institut National de Statistique.

Industrie textile

Production et emploi

(1963 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Stocks de tissus

Situation au 31 décembre

(en tonnes)

NATURE DES TISSUS	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Coton	14 657	14 673	15 526	13 461	10 970	12 577	12 508
Lin	1 501	1 597	1 598	1 430	1 421	1 222	1 372
Laine	6 264	7 353	6 797	5 725	6 246	6 096	7 727
Rayonne et fibres de rayonne	3 260	4 982	3 059	3 160	3 493	3 281	3 203
Fibres synthétiques	848	2 027	3 210	4 910	6 896	7 413	9 344
Jute	2 633	2 619	3 131	3 155	3 273	3 445	3 033
Tapis de fibres dures	963	1 269	1 125	914	805	648	685

Source : Institut National de Statistique.

Production d'articles de bonneterie

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Tissus à mailles (en tonnes) :							
Sous-vêtements	5 968	6 194	5 623	5 996	5 982	4 892	5 223
Vêtements de dessus et autres	3 673	4 099	4 569	5 325	6 669	8 135	8 418
Articles finis :							
Sous-vêtements (1.000 douz.)	3 321	3 327	3 357	3 452	3 756	3 231	3 281
Bas pour dames en fils synthétiques (1.000 douz. de paires)	2 811	3 085	3 097	2 942	1 618	1 297	892
Bas culottes (panties) (1000 douz. pièces)	..	..	..	..	1 484	2 149	2 504
Chaussettes, bas 3/4, socquettes (1.000 douz. de paires)	1 773	2 029	2 239	2 340	2 323	2 354	2 401
Articles de vêtements de dessus (1.000 pièces)	23 255	24 285	21 343	21 197	22 304	20 975	22 689

Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des matières textiles

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Laine et poils d'origine animale	**6 972**	**6 955**	**7 588**	**6 283**	**5 555**	**4 036**	**3 776**	**4 003**	**2 823**	**1 949**
Laine en suint ou lavée de dos	3 607	3 452	4 104	3 313	2 089	163	144	160	199	125
Laine lavée	321	335	325	302	526	1 095	963	1 054	631	434
Poils d'autres animaux	260	249	234	143	133	465	461	428	273	213
Laine et poils cardés ou peignés	2 358	2 528	2 570	2 344	2 649	1 390	1 376	1 574	1 137	772
Laine d'effilochage, déchets	426	391	355	181	158	923	832	787	583	405
Coton	**1 928**	**2 427**	**2 293**	**2 200**	**2 239**	**203**	**148**	**149**	**154**	**147**
Jute	**1 402**	**1 385**	**1 087**	**1 172**	**1 071**	**228**	**190**	**165**	**136**	**130**
Lin	**906**	**973**	**815**	**1 026**	871	**1 575**	**1 544**	**1 674**	**1 810**	**1 550**
Lin brut	420	376	273	265	225	—	1	2	3	3
Lin teillé et épeigné	276	334	252	387	295	1 192	1 132	1 170	1 279	1 087
Etoupes et déchets	210	263	290	374	351	383	411	502	528	460
Soie et autres fibres d'origine végétale	**342**	**360**	**357**	**380**	**387**	**24**	**15**	**24**	**29**	**29**
Fibres synthétiques et artificielles	**1 981**	**2 778**	**3 838**	**3 624**	**3 819**	**1 003**	**1 598**	**2 352**	**2 368**	**2 168**
Fibres synthétiques et déchets	1 759	2 453	3 368	3 183	3 331	814	1 185	1 859	1 888	1 630
Fibres artificielles et déchets	222	325	470	441	488	189	413	493	480	538
Friperie, drilles, chiffons	**162**	**151**	**185**	**247**	**313**	**393**	**379**	**444**	**458**	**527**
Total matières textiles	**13 693**	**15 029**	**16 163**	**14 932**	**14 255**	**7 462**	**7 650**	**8 811**	**7 778**	**6 500**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1971.* — Laine et poils... : C.T.C.I. 262; laine en suint... : C.T.C.I. 262.1; laine lavée : C.T.C.I. 262.2; poils... : C.T.C.I. 262.3 + 262.51 + 262.59; laine et poils... : C.T.C.I. 262.7 + 262.8; laine d'effilochage... : C.T.C.I. 262.6 + 262.9; coton : C.T.C.I. 263; jute : C.T.C.I. 264; lin : C.T.C.I. 265.11 + 265.12 + 265.13; lin brut : C.T.C.I. 265.11; lin teillé... : C.T.C.I 265.12; étoupes... : C.T.C.I. 265.13; soie et autres... : C.T.C.I. 261 + 265.2 + 265.3 + 265.4 + 265.5 + 265.8; fibres synthétiques et artificielles : C.T.C.I. 266; fibres synthétiques... : C.T.C.I. 266.21 + 266.22 + 266.23 + 266.4 — T.D. 5603.30 — 5603.50 — 5603.70 — 5603.90; fibres artificielles... : C.T.C.I. 266.31 + 266.32 + 266.33 + T.D. 5603.30 + 5603.50 + 5603.70 + 560390; friperie... : C.T.C.I. 267. Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des matières textiles

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Laine et poils d'origine animale	**121 908**	**135 872**	**138 789**	**127 677**	**114 574**	**47 160**	**48 665**	**50 568**	**41 220**	**33 312**
Laine en suint ou lavée de dos	77 366	86 501	91 154	89 736	65 227	2 581	2 888	3 213	5 066	3 216
Laine lavée	5 190	6 471	5 581	5 555	10 402	12 543	12 821	13 489	9 315	7 265
Poils d'autres animaux	4 322	4 852	4 421	2 390	2 742	4 377	4 626	4 724	1 822	1 170
Laine et poils cardés ou peignés	21 521	26 353	26 180	24 533	30 410	10 706	11 949	13 063	9 848	8 096
Laine d'effilochage, déchets	13 509	11 695	11 453	5 463	5 793	16 953	16 381	16 079	15 170	13 565
Coton	**76 120**	**89 564**	**87 716**	**90 534**	**76 384**	**16 707**	**14 116**	**15 055**	**14 884**	**14 894**
Jute	**107 312**	**130 899**	**83 254**	**95 049**	**76 656**	**22 824**	**20 658**	**18 500**	**16 731**	**14 940**
Lin	**189 328**	**169 988**	**138 837**	**138 123**	**118 675**	**90 053**	**90 239**	**92 464**	**92 499**	**75 897**
Lin brut	137 457	110 825	86 849	73 688	61 836	—	25	348	236	395
Lin teillé et épeigné	13 467	17 276	12 713	17 842	13 004	43 119	44 573	43 090	44 073	33 467
Etoupes et déchets	38 404	41 887	39 275	46 593	43 835	46 934	45 641	49 026	48 190	42 034
Soie et autres fibres d'origine végétale	**35 611**	**43 463**	**42 701**	**45 132**	**47 832**	**2 471**	**1 654**	**2 324**	**2 362**	**2 477**
Fibres synthétiques et artificielles	**31 045**	**52 454**	**75 165**	**75 529**	**87 416**	**18 355**	**34 274**	**48 829**	**49 166**	**52 705**
Fibres synthétiques et déchets	23 060	39 970	56 312	58 114	68 725	12 774	19 950	33 589	34 370	37 085
Fibres artificielles et déchets	7 985	12 484	18 853	17 415	18 691	5 581	14 324	15 240	14 796	15 620
Friperie, drilles, chiffons	**29 221**	**27 478**	**31 666**	**40 356**	**46 494**	**31 477**	**33 701**	**37 881**	**35 844**	**38 933**
Total matières textiles	**590 545**	**649 718**	**598 128**	**612 400**	**568 031**	**229 047**	**243 307**	**265 621**	**252 706**	**233 158**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 130.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits textiles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Filés	**5 107**	**6 773**	**8 924**	**9 286**	**11 793**	**9 788**	**10 927**	**12 233**	**12 198**	**12 632**
— en laine et poils	780	773	890	962	1 138	4 301	4 404	4 851	4 502	4 298
— en coton	900	1 053	1 286	1 374	1 877	751	859	906	962	1 043
— en lin	122	132	172	194	134	278	225	284	310	345
— en soie	37	41	42	37	37	22	26	23	22	21
— en jute	43	46	113	183	157	659	614	646	562	566
— en fibres synthétiques	2 360	3 651	5 120	5 266	6 590	2 565	3 556	4 264	4 514	5 261
— en fibres artificielles	805	1 018	1 243	1 216	1 789	1 187	1 221	1 242	1 310	1 084
— en autres fils n. d. a.	60	59	58	54	71	25	22	17	16	14
Tissus du type standard	**5 362**	**5 976**	**7 136**	**7 531**	**9 236**	**10 347**	**11 468**	**13 890**	**14 237**	**15 682**
— en laine et poils	1 330	1 341	1 380	1 298	1 355	1 459	1 359	1 241	1 136	1 179
— en coton	1 396	1 640	2 072	2 189	3 098	2 576	2 588	2 606	2 615	3 190
dont : écrus non mercerisés	(208)	(171)	(212)	(290)	(419)	(325)	(399)	(577)	(591)	(587)
mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(1 188)	(1 469)	(1 860)	(1 899)	(2 679)	(2 251)	(2 189)	(2 029)	(2 024)	(2 603)
— en lin, chanvre et ramie	23	33	53	48	59	505	592	652	587	517
— en soie	112	120	123	104	119	6	5	17	11	9
— en jute	280	418	519	445	388	542	594	774	704	637
— en fibres synthétiques	1 087	1 282	1 840	2 217	3 016	2 087	2 922	4 438	4 654	4 515
— en fibres artificielles	1 106	1 110	1 110	1 194	1 157	3 005	3 268	3 899	4 246	5 386
— autres tissus n. d. a.	28	32	39	36	44	167	140	263	284	249
Autres produits textiles	**9 941**	**11 856**	**15 325**	**17 288**	**21 556**	**18 591**	**22 215**	**27 388**	**31 007**	**37 077**
Etoffes de bonneterie, non élastique, ni caoutchoutée, en pièces	889	1 102	1 370	1 808	2 328	903	1 072	1 382	1 757	2 026
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie	1 100	1 374	2 044	2 307	2 938	1 834	2 574	3 691	4 517	6 010
Vêtements de dessus pour femmes, fil-										
				731	806	437	522	641	765	881

bonneterie	434	530	658	731	806	437	522	641	765	881
Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie	2 543	3 144	4 254	4 870	5 898	2 913	3 030	3 485	4 119	4 871
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures	92	130	121	136	147	159	146	164	178	172
Couverture et couvre-pieds	68	63	78	71	83	270	303	328	311	321
— de laine	(20)	(17)	(20)	(16)	(20)	(134)	(134)	(146)	(143)	(149)
— de coton	(7)	(6)	(5)	(6)	(7)	(29)	(24)	(36)	(28)	(23)
— d'autres	(41)	(40)	(53)	(49)	(56)	(107)	(145)	(146)	(140)	(149)
Couvre-parquets, tapis, tapisseries	508	669	889	988	1 445	5 777	6 951	8 227	9 021	11 084
dont : tapis en laine ou poils fins	(265)	(311)	(414)	(394)	(508)	(3 364)	(3 597)	(3 937)	(4 078)	(4 768)
tapis en autres matières textiles	(28)	(26)	(23)	(15)	(24)	(993)	(942)	(890)	(782)	(773)
autres	(215)	(332)	(452)	(579)	(913)	(1 420)	(2 412)	(3 400)	(4 161)	(5 543)
Linoleum et couvre-parquets similaires	386	351	371	344	363	301	334	336	299	255
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement	121	145	186	209	326	913	946	1 205	1 178	1 423
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie	403	459	505	456	506	252	292	353	344	363
Articles en corde et ficelle	66	75	88	105	108	456	546	572	574	711
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur	237	200	222	313	313	403	505	523	537	518
Ouates, mêches et articles en textile pour usages techniques	287	327	347	404	475	315	366	451	518	423
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés	819	974	1 225	1 296	1 516	367	857	1 330	1 904	2 511
Autres articles en textile	454	551	679	687	711	697	1 045	1 236	1 304	1 317
Total produits textiles	**20 410**	**24 605**	**31 385**	**34 104**	42 585	**38 726**	**44 610**	**53 511**	**57 442**	**65 391**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1971.* — Filés : C.T.C.I. 651 — 651.8; en laine... : C.T.C.I. 651.21 + 651.22 + 651.23 + 651.24 + 651.25; en coton : C.T.C.I. 651.3 + 651.41 + 651.42; en lin : C.T.C.I. 651.51 + 651.52 + 651.53; en soie : C.T.C.I. 651.11 + 651.12 + 651.13 + 651.14 + 651.15; en jute : C.T.C.I. 651.92; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 651.61 + 651.62 +651.63 + 651.64 + 651.65; en fibres artificielles : C.T.C.I. 651.71 + 651.72 +651.73 + 651.74 + 651.75; en autres... : C.T.C.I. 651.91 + 651.93 + 651.94; tissus du type standard : C.T.C.I. 652 + 653 — 653.7 — 653.8; en laine : 653.21 + 653.22, en coton : C.T.C.I. 652; écrus... : C.T.C.I. 652.11 + 652.12 + 652.13; mercerisés... : C.T.C.I. 652.21 + 652.22 + 652.23 + 652.29; en lin... : C.T.C.I. 653.31 + 653.32; en soie : C.T.C.I. 653.11 + 653.12 + 653.13; en jute : C.T.C.I 653.4; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 653.51 + 653.52 + 653.53; en fibres artificielles : C.T.C.I. 653.61 + 653.62 + 653.63; autres... : C.T.C.I. 653.91 + 653.92 + 653.93 + 653.94 + 653.95 + 653.96; étoffes... : C.T.C.I. 653.7; vêtements de dessus pour hommes.. : C.T.C.I. 841.11; vêtements de dessus pour femmes... : C.T.C.I. 841.12; linge de corps : C.T.C.I. 841.13 + 841.14; accessoires... : C.T.C.I. 841.21 + 841.22 + 841.23 + 841.24 + 841.25 + 841.26 + 841.29; vêtements et accessoires... : C.T.C.I. 841.41 + 841.42 + 841.43 + 841.44 + 841.45; cloches... : C.T.C.I. 655.71 + 655.72 + 841.51 + 841.53 + 841.54 + 841.59; couvertures... : C.T.C.I. 656.6; de laine : C.T.C.I. 656.61; de coton : C.T.C.I. 656.62; autres : C.T.C.I. 656.69; couvre-parquets. : C.T.C.I. 657.51 + 657.52 + 657.6 + 657.7 + 657.8 ; tapis en laine... : C.T.C.I. 657.51 + T.D. 5802.05 +5802.08 +5802.10; tapis en autres... : C.T.C.I. 657.52 + T.D. 5802.20 + 5802.30 + 5802.40; autres : C.T.C.I. 657.6 + 657.7 + 657.8 — T.D. 5802.05 — 5802.08 — 5802.10 — 5802.20 — 5802.30 — 5802.40; linoleum... : C.T.C.I. 657.41 + 657.42; ligne de lit... : C.T.C.I. 656.91; tulles... : C.T.C.I. 654; articles en corde... : C.T.C.I. 655.61 + 655.62 + 655.63; sacs... : C.T.C.I. 656.1 + 656.2; ouates... : C.T.C.I. 655.81 + 655.82 + 655.83 + 655.91 + 655.92; tissus... : C.T.C.I. 655.41 + 655.42 + 655.43 + 655.44 + 655.45 + 655.46; autres... : C.T.C.I. 655.1 + 655.5 + 656.92 + T.D. 4202.75 + 4202.80 + 4202.90. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des produits textiles

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Filés	**53 677**	**74 607**	**98 797**	**108 579**	**139 575**	**97 568**	**109 338**	**114 855**	**112 540**	**121 044**
— en laine et poils	5 595	6 014	7 237	7 733	8 930	24 549	27 176	29 637	28 106	28 834
— en coton	14 885	17 785	20 819	21 595	29 939	9 790	11 073	11 263	11 492	12 043
— en lin	1 216	1 510	2 046	1 968	1 268	5 992	5 089	5 886	5 398	5 682
— en soie	44	42	42	49	69	25	33	105	125	217
— en jute	1 293	1 384	3 514	6 478	5 468	25 716	26 125	24 272	20 030	20 386
— en fibres synthétiques	15 981	28 391	41 882	48 632	63 418	16 575	25 507	30 403	33 026	42 055
— en fibres artificielles	13 047	17 229	21 155	20 008	28 193	14 015	13 367	12 598	13 830	11 429
— en autres fils n. d. a.	1 616	2 252	2 102	2 118	2 290	906	968	691	535	398
Tissus du type standard	**36 680**	**44 728**	**52 511**	**56 050**	**61 772**	**75 082**	**83 689**	**100 955**	**101 975**	**110 299**
— en laine et poils	4 837	5 016	4 785	4 613	5 003	5 042	4 505	3 875	3 647	4 399
— en coton	10 518	11 225	13 707	14 416	19 438	20 349	20 717	21 557	20 773	23 206
dont : écrus non mercerisés	(3 014)	(2 309)	(2 476)	(3 127)	(4 478)	(3 756)	(4 656)	(6 723)	(6 582)	(6 100)
mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(7 504)	(8 916)	(11 231)	(11 289)	(14 960)	(16 593)	(16 061)	(14 834)	(14 191)	(17 106)
— en lin, chanvre et ramie	154	228	515	386	511	4 439	5 351	5 865	4 910	3 861
— en soie	59	64	64	61	70	11	10	105	61	44
— en jute	10 355	15 877	17 493	16 000	13 578	14 760	16 242	18 941	17 090	15 618
— en fibres synthétiques	3 711	5 255	8 351	11 488	15 538	7 525	11 679	20 781	23 929	24 919
								4 970	6 291	7 859

ni caoutchoutée, en pièces	4 101	5 313	5 676	7 039	10 117	2 982	3 837	4 970	6 291	7 859
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie.	2 360	3 029	4 630	5 425	7 045	5 455	7 519	9 869	11 903	15 401
Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants, autres que de bonneterie	2 187	2 628	3 341	3 602	4 733	3 580	4 198	5 246	5 519	6 571
Linge de corps	1 075	866	973	943	1 277	1 659	1 482	1 554	1 406	3 590
Accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	700	893	1 113	1 324	1 460	998	1 179	1 361	1 620	1 551
Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie	4 688	6 036	7 761	8 650	10 653	5 483	5 797	6 618	7 716	9 266
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures	168	185	232	248	342	199	247	217	233	288
Couvertures et couvre-pieds	587	515	656	562	631	2 350	2 727	2 652	2 715	2 497
— de laine	(143)	(120)	(155)	(100)	(172)	(608)	(580)	(629)	(620)	(700)
— de coton	(75)	(50)	(42)	(52)	(59)	(635)	(617)	(566)	(643)	(474)
— d'autres	(369)	(345)	(459)	(410)	(400)	(1 107)	(1 530)	(1 457)	(1 452)	(1 323)
Couvre-parquets, tapis, tapisseries	5 845	7 498	9 630	10 949	13 294	52 673	64 264	75 809	84 421	106 069
dont : tapis en laine ou poils fins	(1 168)	(1 317)	(1 831)	(1 545)	(1 954)	(21 653)	(23 380)	(25 413)	(26 437)	(29 823)
tapis en autres matières textiles.	(264)	(262)	(182)	(126)	(115)	(14 100)	(13 421)	(12 667)	(10 648)	(10 193)
autres	(4 413)	(5 919)	(7 617)	(9 278)	(11 225)	(16 920)	(27 463)	(37 729)	(47 336)	(66 053)
Linoleum et couvre-parquets similaires	13 769	14 041	15 923	14 745	16 417	16 179	21 635	21 823	15 951	11 888
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement	516	561	717	812	1 372	5 760	5 796	7 136	6 980	8 120
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie	815	926	983	981	1 405	910	1 059	1 267	1 409	1 495
Articles en corde et ficelle	1 646	1 920	2 016	2 418	2 506	24 124	34 062	35 696	34 455	42 140
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur	10 667	8 595	8 366	13 313	11 197	14 047	19 186	19 143	18 897	18 259
Ouates, mêches et articles en textile pour usages techniques	1 804	2 006	2 103	2 273	3 085	2 138	2 520	3 439	3 800	2 568
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés	8 753	10 074	12 931	12 410	14 393	4 209	8 284	12 739	16 694	20 558
Autres articles en textile	4 479	5 684	7 501	7 761	8 008	14 920	19 951	23 152	24 302	27 100
Total produits textiles	**154 517**	**190 105**	**235 860**	**258 084**	**309 282**	**330 316**	**396 770**	**448 501**	**458 827**	**516 563**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 133.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 4. — INDUSTRIES ALIMENTAIRES ET FABRICATIONS CONNEXES

L'industrie alimentaire a fait dans l'ensemble preuve d'une grande activité, malgré une certaine dégradation de quelques secteurs de production traditionnels. Les fusions et les concentrations ne sont pas encore très nombreuses, mais des signes de restructuration progressive sont apparus. D'autre part, on constate que, dans certaines branches, les petites et moyennes entreprises tentent d'orienter de plus en plus leurs intérêts vers l'exportation.

L'indice de la production industrielle (base 1963 = 100), établi par l'Institut national de Statistique pour le secteur alimentaire et des boissons, a atteint en 1971, 141,8 points, contre 135,7 points en 1970. Ce progrès est dû essentiellement à l'importante avance de la fabrication de sucre qui est passée de 146,8 en 1970 à 192,0 en 1971, alors que la situation fut fort différente de secteur à secteur.

Pour le sucre, l'année 1971 a été une année exceptionnelle ; la production a fortement augmenté et a atteint un niveau record, en passant de 558 000 t en 1970 à 798 300 t en 1971. La consommation belge de sucre étant plus ou moins stable aux environs de 330 000 t, le volume mis à la disposition de l'exportation a été extrêmement élevé.

Parmi les autres produits marquant un fort accroissement de production on note : les diverses formes de chocolats et les autres produits à base de chocolat (+ 9,2 %), les biscuits (+ 7,6 %), les tourteaux et schroots (+ 7,5 %) et les huiles raffinées ou autrement transformées (+ 6,9 %). La production de confitures et de produits connexes a augmenté de 3,7 % et celle de café torréfié et de pâtes de 3,4 % et 3 % respectivement. La progression a été plus faible pour les matières premières déclarées par les brasseries (+ 1,5 %) et la transformation de sucre dans les raffineries (+ 1,1 %). La production a reculé en ce qui concerne les conserves de légumes (— 9,2 %), les conserves de viande (— 4,7 %) et la farine (— 2,3 %). La réduction la plus forte concerne les biscottes, dont la production a diminué de 3 072,9 t en 1970 à 2 508,7 t en 1971, soit de 18,2 %.

Pour les produits laitiers on note une réduction des livraisons de lait de 2 355 millions de litres en 1970 à 2 338 millions de litres en 1971 et un recul sensible des livraisons de crème (— 10,1 %) qui ne se sont élevées qu'à 21 150 t. La préparation pour la consommation de lait ordinaire diminue de 3,3 % en 1971, mais une nouvelle catégorie a été introduite, le « lait partiellement écrémé » dont la teneur en graisse est de 1,6 % environ contre ± 3,2 % pour le lait ordinaire. La fabrication de beurre a été réduite de 7,8 %, ce qui correspond à peu près au recul observé en 1970.

Quant à la glace de consommation, l'augmentation atteint 17,0 % en 1971, contre 14,7 % en 1970. Le développement de la production a également été très marqué pour le yoghourt (+ 13,3 %) et les aliments diététiques et spéciaux.

L'exportation a sensiblement augmenté en boissons non alcoolisées (+ 39,6 %), en préparations et conserves de fruits et de légumes (+ 19,3 %), en huiles d'origine végétale (+ 26,1 %) et en aliments pour le bétail (11,1 %).

Le progrès des importations s'est accéléré, en poids, pour les boissons non alcoolisées, toutes les conserves, les sucres et miel, le chocolat et les produits laitiers.

Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire

DESIGNATION	Unité	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Production de farine	10^3 t	761,0	735,8	736,8	706,8	710,7	721,2	705,0
Matières premières déclarées par les brasseries (a)	10^3 t	187,1	194,3	200,1	205,0	54,5	57,9	58,8
Production d'alcool (alcool à 50°, temp. 15° C)	10^6 lit.	39,3	33,2	29,3	32,9	36,1	40,6	41,8
Production de sucre :								
a) dans les fabriques	10^3 t	410,3	391,7	539,1	544,6	636,2	558,0	798,3
b) par transformation dans les raffineries	10^3 t	200,1	199,7	220,2	285,6	237,3	229,8	232,4
Production de margarine (apte à la consommation)	10^3 t	130,0	127,9	129,3	130,9	131,7	135,7	141,9
Production des huiles végétales et animales :								
a) huile de lin brute	10^3 t	12,1	14,2	13,8	13,4	13,0	14,2	15,8
b) autres huiles brutes	10^3 t	90,2	93,0	102,4	115,0	95,4	71,8	77,9
c) huiles raffinées ou autrement transformées	10^3 t	189,1	198,4	217,7	229,0	235,0	247,4	264,5
d) tourteaux et schroots	10^3 t	193,3	206,6	255,1	280,7	270,6	287,8	309,4
Production de confitures, fruits confits, etc.	10^3 t	32,2	32,8	33,6	37,1	40,3	45,7	47,4
Conserves de légumes	10^3 t	71,2	94,9	117,0	100,3	138,0	159,0	144,4
Conserves de viande	10^3 t	12,3	13,9	15,7	14,0	16,6	19,2	18,3
Production de biscuits, biscottes, pains d'épice	10^3 t	78,0	80,8	81,2	81,1	88,6	100,0	106,0
Production de chocolat et autres produits à base de chocolat	10^3 t	70,6	73,8	76,8	74,5	75,4	76,2	83,2
Produits de la confiserie, sans chocolat	10^3 t	36,7	39,6	41,1	40,9	42,8	44,0	45,7
Production de pâtes alimentaires	10^3 t	19,3	19,7	18,2	15,2	16,8	17,5	18,1
Production de chicorée	10^3 t	13,5	13,4	13,4	12,6	12,2	11,8	11,5
Production de café torréfié	10^3 t	37,8	38,6	39,2	40,4	41,3	39,4	40,6
Production de vinaigre (ramené à 8°)	10^6 lit.	12,3	13,1	13,7	13,7	13,0	13,0	13,4

Source : Institut National de Statistique.

(a) A partir de 1969, les données concernent le nombre d'hectolitres-degré déclarés (en 10^6 hl).

Activité des laiteries et fromageries

DÉSIGNATION	Unités (a)	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Réception :								
Lait	10^3 lit.	1 952 724	2 198 759	2 402 602	2 581 828	2 475 411	2 355 461	2 338 730
Crème	tonnes	44 235	35 021	28 040	25 571	24 895	23 535	21 150
Préparation pour la consommation :								
Lait :								
a) Lait de laiterie avec marque de contrôle (b)	10^3 lit.	32 304	31 034	32 386	34 549	36 162	37 738	39 544
b) Lait ordinaire	10^3 lit.	457 143	465 277	476 612	478 083	477 369	472 912	457 240
c) Lait partiellement écrémé	10^3 lit.	..	..	..	..	..	..	15 401
d) Lait écrémé	10^3 lit.	14 930	16 050	17 109	18 563	20 736	24 464	27 656
e) Lait battu	10^3 lit.	27 454	28 383	28 490	30 046	30 988	31 108	31 424
Crème	10^3 lit.	5 217	5 687	5 871	6 610	7 073	7 799	8 424
Fabrications :								
Beurre	tonnes	57 277	60 259	64 320	76 221	73 478	67 535	62 299
Fromages :								
a) Frais	tonnes	9 940	9 977	10 855	11 811	13 606	15 899	16 721
b) Autres (c)	tonnes	23 879	27 917	27 078	20 239	19 758	21 898	22 904
Poudre de lait	tonnes	86 698	104 760	120 401	140 830	131 513	120 133	126 325
Lait concentré-evaporé (non sucré)	tonnes	24 714	31 992	43 022	33 726	16 401	16 024	..
Glace de consommation	10^3 lit.	20 692	22 956	27 544	26 383	32 987	37 880	44 296
dont : Crème glacée	10^3 lit.	10 584	11 634	14 011	14 500	16 861	20 504	23 318
Yoghourt	10^3 lit.	15 346	16 436	18 145	19 936	23 363	27 374	31 020
Aliments diététiques et spéciaux (sortes de panade)	10^3 lit.	8 632	9 913	10 271	11 994	12 886	14 251	16 042

(a) Toutes teneurs d'eau ou de graisse.

(b) Lait à 32 g/l de matière grasse.

(c) Non compris le fromage de Herve et le fromage fondu.

Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Boissons non alcooliques	402	470	496	573	855	139	172	215	287	349
dont : jus de fruits ou de légumes	(157)	(213)	(249)	(319)	(452)	(40)	(49)	(50)	(76)	(122)
Boissons alcooliques	2 871	2 942	3 127	3 707	4 569	910	940	1 046	1 047	1 037
dont : bière	(578)	(477)	(454)	(502)	(554)	(635)	(706)	(771)	(783)	(764)
vins	(1 728)	(1 850)	(2 010)	(2 286)	(2 875)	(255)	(205)	(228)	(208)	(208)
Préparations et conserves de viande	310	344	484	574	734	869	1 279	1 788	2 486	2 626
Préparations et conserves de poissons crustacés.	1140	1 127	1 275	1 233	1 589	20	21	30	27	41
Préparations et conserves de fruits et de légumes	1 573	1 595	1 784	1 853	2 542	1 082	1 290	1 688	1 830	2 232
Sucre et miel	404	487	387	418	528	947	1 056	1 678	2 349	2 706
Préparation à base de sucre	340	361	415	456	577	411	436	521	585	654
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	947	1 089	1 629	1 449	1 343	9	17	85	40	30
Chocolat et préparations au cacao	674	649	734	816	1 067	1 013	1 206	1 400	1 459	1 517
Margarine et graisses alimentaires	241	326	530	461	335	211	289	563	604	498
Aliments pour animaux	4 179	4 502	5 383	6 850	7 364	1 191	1 405	1 686	2 110	2 256
Produits laitiers	3 854	4 093	4 098	6 065	6 959	3 058	2 852	2 925	3 095	5 092
Produits à base de céréales, de farines, de fécules	891	1 173	1 454	1 454	1 850	2 085	2 392	2 688	3 179	4 157
Huiles et graisses d'origine animale	509	386	567	840	851	156	169	272	397	335
Huiles d'origine végétale	1 125	1 351	1 639	2 615	3 113	619	667	761	1 017	1 573
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	1 180	1 333	1 606	1 711	2 121	1 097	769	906	1 035	1 266

Source : **Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique** et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1971.* — Boissons non... : C.T.C.I. 053.5 + 111; jus de fruits... : C.T.C.I. 053.5; boissons alcooliques : C.T.C.I. 112; bière : C.T.C.I. 112.3; vins : C.T.C.I. 112.11 + 112.12 + 112.13; préparations et conserves de viande : C.T.C.I. 013; préparations et conserves... : C.T.C.I. 032; préparations et conserves de fruits... : C.T.C.I. 053 — 053.5 + 055; sucre et miel : C.T.C.I. 061; préparation à base de sucre : C.T.C.I. 062; cacao... : C.T.C.I. 072; chocolat... : C.T.C.I. 073; margarine... : C.T.C.I. 091; aliments... : C.T.C.I. 08 — 081.11 — 081.12 — 081.19; produits laitiers : C.T.C.I. 02 — 025; produits à base... : C.T.C.I. 046 + 047 + 048; huiles et graisses... : C.T.C.I. 411 — 411.31; huiles d'origine végétale : C.T.C.I. 42; extraits de café... : C.T.C.I. 071.3 + 099. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Boissons non alcooliques	213 477	81 038	96 517	122 052	2 483 233	79 288	18 755	23 516	32 086	44 802
dont : jus de fruits ou de légumes	(10 472)	(13 825)	(15 879)	(34 905)	(25 674)	(1 646)	(2 013)	(1 728)	(2 770)	(7 847)
Boissons alcooliques	182 817	191 190	198 985	223 959	230 238	92 381	94 439	108 177	108 722	116 942
dont : bière	(73 312)	(70 945)	(67 331)	(74 116)	(77 807)	(83 774)	(86 715)	(93 163)	(97 676)	(107 879)
vins	(98 779)	(107 024)	(117 689)	(131 894)	(131 706)	(7 842)	(6 490)	(13 346)	(9 294)	(6 754)
Préparations et conserves de viande	6 674	7 791	10 501	12 599	14 752	13 505	19 632	25 984	34 497	38 767
Préparations et conserves de poissons crustacés	23 371	22 384	23 364	20 438	23 803	374	332	423	399	467
Préparations et conserves de fruits et de légumes	93 377	87 730	93 567	91 039	152 180	86 525	104 595	142 758	146 225	174 412
Sucre et miel	151 858	165 572	145 589	169 420	212 783	174 540	219 639	229 126	307 172	295 233
Préparation à base de sucre	10 486	11 023	12 136	13 066	15 736	14 217	13 801	16 374	18 661	19 610
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	26 244	25 182	26 578	28 482	31 738	270	704	1 671	773	651
Chocolat et préparations au cacao	16 693	15 144	16 406	16 805	21 055	23 680	29 286	28 923	30 805	36 775
Margarine et graisses alimentaires	23 317	34 560	49 832	32 162	24 184	19 826	35 403	63 671	43 487	33 828
Aliments pour animaux	1 047 859	1 157 913	1 383 361	1 573 706	1 611 611	221 286	256 114	309 871	378 457	420 464
Produits laitiers	122 585	119 652	101 835	153 759	170 213	155 906	180 927	153 412	160 279	163 881
Produits à base de céréales, de farines, de fécules	45 622	67 279	100 404	99 676	135 124	189 359	226 088	280 669	325 576	387 081
Huiles et graisses d'origine animale	67 779	62 105	75 767	84 831	83 219	17 408	22 458	33 203	37 722	29 623
Huiles d'origine végétale	89 112	105 855	132 662	174 253	181 486	46 649	55 504	58 340	66 222	83 526
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	44 674	52 942	64 564	76 162	88 059	46 525	34 891	42 311	44 257	43 725

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 139.

§ 5. — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION, DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET SECTEURS CONNEXES

1. — *Industrie de la construction.*

Ce secteur est traditionnellement divisé en trois branches : la construction des logements, la construction des bâtiments non résidentiels et le génie civil. Dans la première, l'activité a été légèrement inférieure à celle de 1970, année déjà défavorable. L'activité de la deuxième, par contre, a fort augmenté, en volume, tout au moins. Enfin, la branche du génie civil enregistre une nouvelle expansion.

L'indice brut d'activité, établi par l'Institut national de Statistique (1963 = 100), est passé de 140,7 en 1970, à 141,7 en 1971 (chiffres provisoires), contre 121,9 en 1969. Pour l'ensemble de l'année, les progrès de l'industrie de la construction ont donc été faibles par rapport à 1970.

Cette évolution est la conséquence de tendances divergentes dans les branches.

Pour ce qui concerne les logements, le ralentissement s'est accentué. Le nombre d'immeubles d'habitation mis en chantier est tombé de 28 148 en 1970 à 27 576 en 1971, soit un recul de 2 % ; la répartition régionale se présente comme suit : 20 560 en Flandre, 6 722 en Wallonie et 294 à Bruxelles-Capitale. Quant au nombre de logements mis en chantier, il a été de 41 834 en 1971 contre 43 961 en 1970, soit un recul de 4,8 %.

Cela s'explique sans doute encore par le coût élevé du crédit hypothécaire et de la construction proprement dite, mais il s'y est ajouté un manque de confiance causé par de nombreuses faillites. Quant à l'amélioration du prix de revient par l'industrialisation des méthodes de construction et par la construction groupée, elle se heurte encore, en Belgique, à beaucoup de difficultés.

En ce qui concerne les bâtiments non résidentiels, le rythme d'activité a été satisfaisant en 1971, pour les grands chantiers industriels entamés en 1970. Mais les nouvelles commandes ont sensiblement diminué devant l'évolution incertaine de la conjoncture. La situation du marché des immeubles destinés à des bureaux s'est améliorée.

Le nombre de bâtiments non résidentiels mis en chantier est tombé de 6 217 en 1970 à 5 682 en 1971, soit un recul de 8,6 % ; la répartition régionale se présente comme suit : 3 744 en région flamande, 1 818 en Wallonie et 120 à Bruxelles-Capitale.

Par contre, le volume a progressé de 14,2 %, ce qui signifie que dans la construction non résidentielle, les unités sont devenues beaucoup plus grandes.

Le volume des travaux de génie civil exécutés a été plus important que l'année précédente ; fin 1971, des crédits importants avaient été engagés, en raison des mesures de relance prises par le Gouvernement.

Pour ce qui concerne l'emploi, le fléchissement dans la branche du logement a entraîné une diminution de 3,5 % dans les travaux privés, compensée cependant en grande partie, par l'augmentation de la main-d'œuvre occupée dans les travaux publics (+ 6 %). Néanmoins, le nombre de chômeurs complets indemnisés a été de 10 097 en 1971 contre 8 881 en 1970.

2. — *Industrie des matériaux de construction et secteurs connexes.*

En 1971, la production de ciment a atteint un niveau record de 6,93 millions de tonnes, soit 3,0 % de plus qu'en 1970 ; par catégorie, elle s'est établie comme suit : 4 968 697 t de ciment Portland, 352 179 t de klinker de ciment et 1 610 331 t de ciment métallurgique. Par rapport à l'année 1970, la production de ciment Portland a reculé de 1,8 %, tandis que celles de klinker de ciment et de ciment métallurgique ont marqué une progression sensible, soit 28,6 % et 15,4 % respectivement.

La vente de ciment a aussi marqué un progrès de 6,75 millions de tonnes en 1970 à 6,92 millions de tonnes en 1971. Sur le marché intérieur, elle s'est élevée à 5 138 000 t ; à l'extérieur, elle a nettement progressé vers les Pays-Bas (1 281 000 t) et fortement diminué vers les pays d'outre-mer (363 000 t).

En ce qui concerne les agglomérés de ciment, la production pour la construction routière et les éléments de construction a augmenté en 1971, grâce à la mise sur le marché de produits plus élaborés. La production de carrelages a néanmoins fort reculé, à cause de la concurrence axée sur les prix de vente.

En 1971, le volume global de production de la terre cuite a reculé sensiblement par rapport à 1970, et en particulier la production des briques ordinaires, sauf celle des briques de parement qui est en augmentation constante depuis 1968. L'emploi des briques ordinaires diminue par le remplacement progressif de briques ordinaires par les briques perforées, les autres briques creuses, ou les blocs d'agglomérés de ciment. Les briqueteries déploient pourtant un effort particulier pour garder leur part dans le marché et même pour l'étendre (notamment grâce aux briques de parement et aux briques perforées pour maçonnerie portante).

Les prix moyens de vente par tonne, sont tombés de 583,4 F fin 1970, à 567, 4 F fin 1971 (— 3,0 %), à la suite des stocks importants dans les briqueteries pendant toute l'année 1971.

Dans l'industrie des carrières, la production de petit granit et de marbre a fléchi en 1971. Par contre, l'extraction de sable destiné à la construction et la production de concassés de porphyre et de grès ont évolué favorablement. L'activité de l'industrie de la chaux s'est encore sensiblement améliorée par rapport à 1970, considérée déjà comme une année record. Le rythme d'augmentation des productions les plus importantes a toutefois été divergent : 5,3 % pour la chaux, 16,7 % pour le calcaire, 9,5 % pour le plâtre et 30,1 % pour les agglomérés de plâtre.

Dans l'industrie céramique, la demande de tuiles s'est encore sensiblement amenuisée en 1971, de sorte que la production a diminué de 10,5 % par rapport à l'année précédente, qui avait déjà enregistré un recul de 18 % par rapport à 1969. La régression est la plus forte dans la production de carreaux de revêtement et de pavement où elle atteint 42 %, alors qu'en 1970, un progrès de 8,3 % avait encore été noté. Cette situation défavorable s'explique par la forte concurrence étrangère, tant sur le plan de la qualité que sur celui des prix (notamment de l'Italie et de l'Espagne). Par contre, la production de céramique architecturale a augmenté de 5,0 % et celle de briques réfractaires, de quartz et de quartzite ; a fortement progressé.

L'expansion des dernières années dans l'industrie du verre s'est quasiment interrompue en 1971. L'indice général (base 1963 = 100) s'élève à 145,4 contre 143,4 en 1970. La situation fut favorable dans le secteur du verre creux, où l'indice est passé de 229,4 en 1970 à 241,3 en 1971, mais l'industrie du verre plat a souffert du ralentissement de la conjoncture économique (1) ainsi que du rétrécissement de la demande de ses débouchés les plus importants.

Selon les moyennes mensuelles de l'Institut national de Statistique, le nombre d'employés a augmenté de 2,7 %, mais le nombre total de travailleurs a reculé de 5,1 %. Le nombre d'heures prestées — qui s'était constamment accru au cours des dernières années — a diminué de 9,2 % en 1971 par rapport à 1970.

Sur les marchés d'exportation, la pression de la concurrence s'est encore accentuée. L'exportation globale de verre a reculé de 8,8 % d'une année à l'autre. Ce sont les exportations de verre à vitres non travaillé qui ont connu le plus fort fléchissement en volume (— 22,2 %) et en valeur (— 19,4 %). Les exportations de verre pour miroirs à glace non travaillé ont progressé de 7,0 % en poids, mais la valeur de l'exportation a diminué de 1,5 %. L'analyse des exportations par pays montre que la part belge a enregistré un recul sensible en volume sur le marché hollandais et en valeur aux Etats-Unis, mais ce sont surtout les ventes de verre à vitres qui ont été affectées par les mesures américaines ; le volume des exportations vers la France, troisième client de la Belgique, a considérablement augmenté en 1971.

L'importation de verre qui, exprimée en poids, est faible par rapport à l'exportation (environ un quart), s'est accrue de 4 % en volume et de 10,6 % en valeur. En 1971, la valeur du verre à vitres et des verres travaillés et spéciaux importés a augmenté dans la même mesure (+ 19,3 %) et leur poids a augmenté respectivement de 3,5 % et de 19,6 %.

★

★ ★

(1) Cfr l'industrie de la construction.

Production de ciment

(en milliers de tonnes)

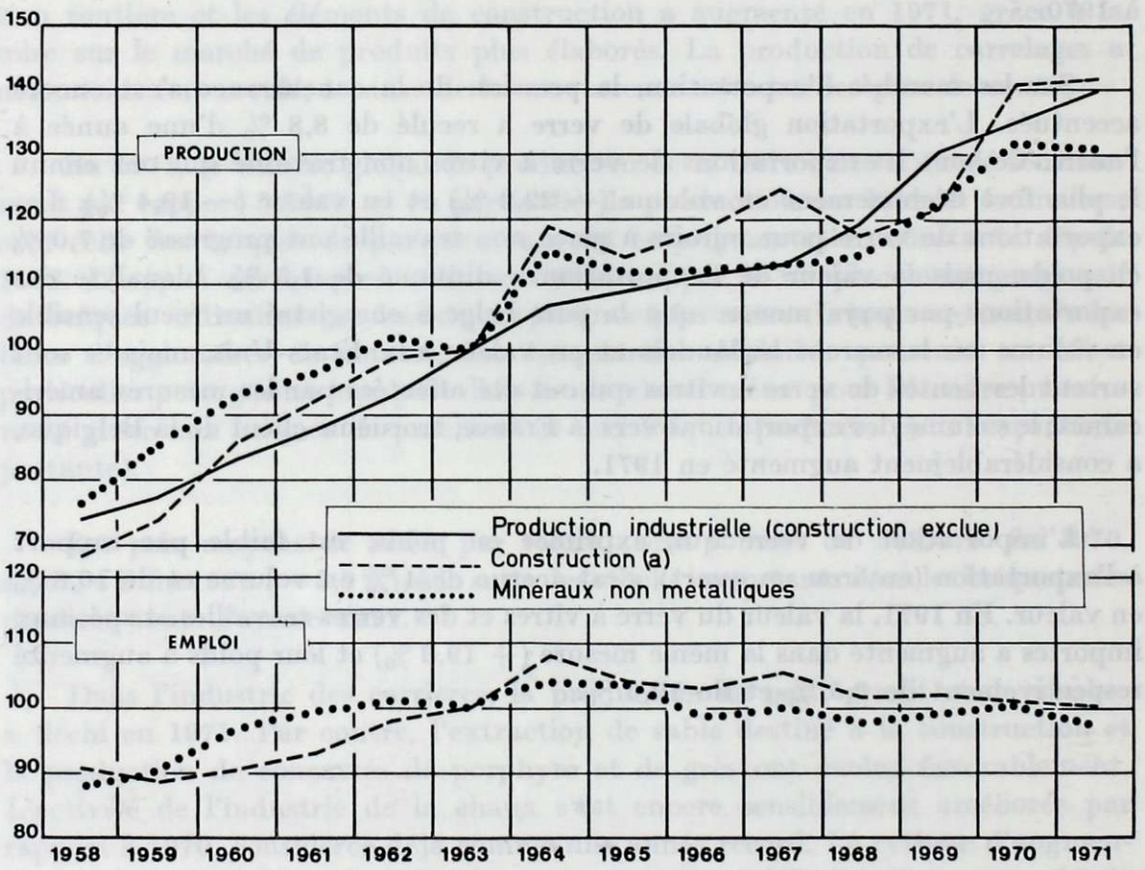
ANNÉE	Production
1960	4 387,9
1961	4 753,9
1962	4 788,2
1963	4 709,4
1964	5 846,1
1965	5 904,9
1966	5 794,4
1967	5 820,3
1968	5 740,3
1969	6 269,4
1970	6 729,5
1971	6 931,2

Source : Institut National de Statistique.

Industrie de la construction et des minéraux non métalliques

Production et emploi

(1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Pour l'emploi : entreprises occupant 20 ouvriers ou plus en ce qui concerne les gros-œuvre (génie civil, travaux routiers et travaux de bâtiment) et 10 ouvriers ou plus pour le parachèvement.

Production de l'industrie de la terre cuite

DÉSIGNATION	Unité	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Briques ord. tout format	10^6pi.	1 809,0	1 655,6	1 622,8	1 367,4	1 298,7	1 228,3	1 052,7
Briques de parement .	10^6pi.	273,4	281,3	287,1	245,9	284,7	309,1	321,2
Tuyaux de drainage .	10^3t	50,8	49,5	39,4	38,0	33,1	35,1	35,6
Protège-câbles	10^3t							
Briques creuses pour hourdis	10^3t	175,9	171,3	167,2	134,0	132,3	134,3	110,4
Autres briques creuses	10^3t	735,2	828,9	961,2	844,8	990,5	1 154,3	1 057,4

Source : Institut National de Statistique.

Production de chaux, calcaire et dérivés

DÉSIGNATION	Unité	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Chaux	10^3t	2 330,7	2 233,9	2 284,0	2 500,9	2 629,7	2 518,6	2 653,2
Calcaire.....	10^3t	10 200,5	11 217,0	14 086,9	14 903,1	17 882,7	21 426,8	25 003,7
Dolomies :								
crues	10^3t	867,7	841,0	989,6	1 151,5	1 351,5	1 503,4	1 583,2
frittées	10^3t	317,9	318,9	303,9	371,3	388,4	372,4	351,2
Plâtre	10^3t	75,1	77,1	73,3	81,4	79,0	88,0	96,4
Agglomérés de plâtre	10^3 m^2	7 927,3	8 742,6	8 166,3	9 116,3	9 928,0	11 148,5	14 505,2
Carbonates naturels.....	10^3t	1 067,3	1 015,4	952,5	744,2	687,8	446,0	456,6

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie céramique

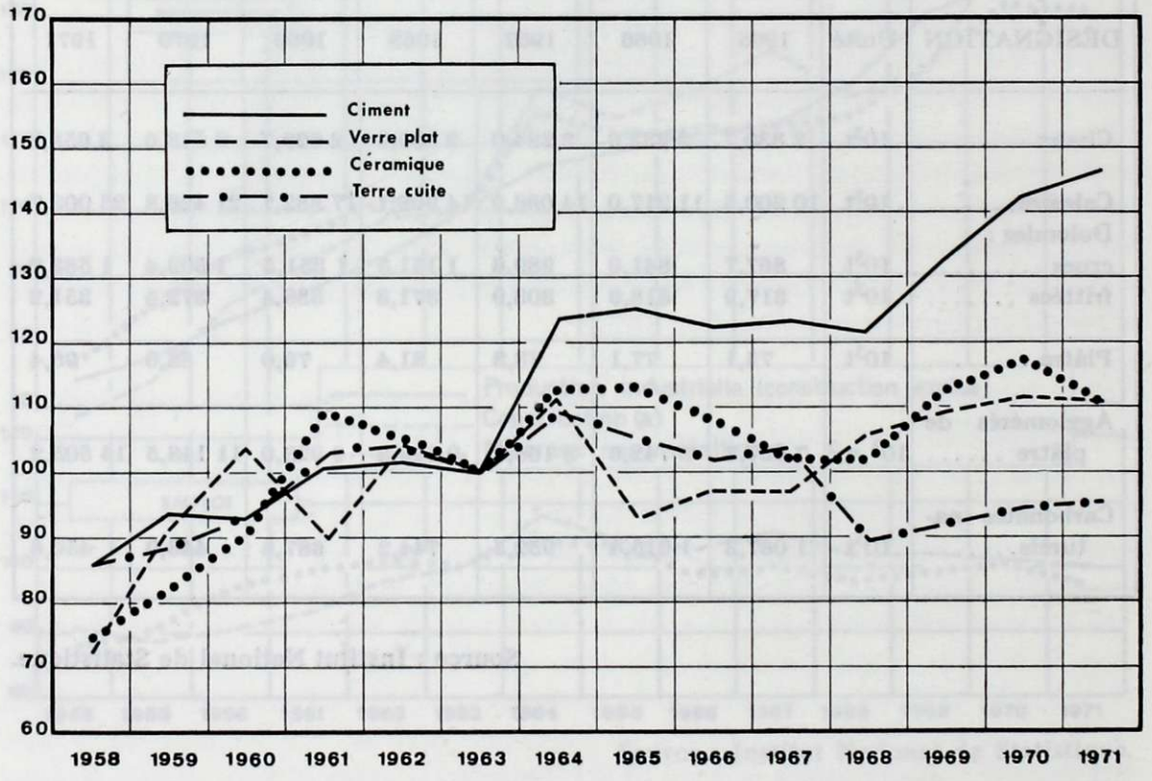
DÉSIGNATION	Unité	1969	1970	1971
Vaisselle de faïence et de porcelaine, porcelaine électro-technique, grès artistique et divers	t	9 096	9 087	9 330
Carreaux de revêtement en faïence et en grès, carreaux de parement en demi-grès	m²	2 170 510	2 357 127	1 367 045
Produits silico-alumineux, produits siliceux et autres	t	197 078	219 235	208 709
Dalles d'usines	t	3 833	4 771	4 250
Tuiles et accessoires	t	88 558	72 475	64 843
Meules abrasives	t	1 687	1 634	1 628
Céramique architecturale	t	24 066	28 972	29 703
Poterie	t	20 561	24 017	25 209
Argiles	t	219 672	197 540	205 114
Quartz et quartzites	t	391 408	332 677	427 638
Silex (broyé et pavé)	t	4 580	4 284	8 663

Source : Institut National de Statistique.

Matériaux de construction

Production

(1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Pierre de taille et de construction	488	511	562	574	597	381	422	396	409	389
Sable, gravier, autres pierres	665	658	734	801	1 035	915	995	1 176	1 302	1 345
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite	183	202	259	299	345	341	353	379	441	497
Argiles et autres minéraux réfractaires	329	430	551	695	668	217	245	261	330	368
Scories, laitiers, battitures et similaires, n. d. a.	66	84	122	177	150	187	218	218	236	247
Autres minéraux bruts similaires	766	814	1 018	1004	1 338	192	219	210	256	218
Ciment	68	68	69	77	113	835	842	803	1 001	1 165
Ouvrages en amiante-ciment etc., pour bâtiment, sauf céramique	94	123	164	205	226	1 208	1 329	1 350	1 482	1 638
Briques et autres matériaux de construction réfractaires	422	562	825	894	1 053	160	202	282	359	410
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune	472	570	758	895	1 105	427	433	485	487	533
Verre	985	1 060	1 218	1 691	1 871	6 379	7 172	7 605	8 905	8 550
dont : verre à vitres non travaillé	(58)	(95)	(143)	(171)	(204)	(1 619)	(2 056)	(2 139)	(2 471)	(1 993)
verre à glace non travaillé	(120)	(129)	(97)	(85)	(70)	(1 182)	(1 282)	(1 324)	(1 665)	(1 641)
verres travaillés et spéciaux	(623)	(631)	(732)	(1088)	(1298)	(3 370)	(3 620)	(3 906)	(4 478)	(4 638)
Verrerie	763	855	1 067	1 288	1 436	1 643	1 851	2 315	2 704	2 848
dont : bouteilles, flacons et autres emballages	(250)	(300)	(395)	(389)	(467)	(988)	(1 100)	(1 156)	(1 385)	(1 413)
Articles en matières céramiques	648	721	799	836	1 069	301	346	411	482	584
Autres articles en minéraux similaires, n.d.a.	905	1 086	1 302	1 539	1 828	848	1 041	1 402	1 877	2 145

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1971.* — Pierre de taille... : C.T.C.I. 273.11 + 273.12 + 273.13 + 661.31 + 661.32 + 661.33; sable... : C.T.C.I. 273.3 + 273.4; pierres à plâtre... : C.T.C.I. 273.21 + 273.22 + 661.1; argiles... : C.T.C.I. 276.21 + 276.22 + 276.23 + 276.24; scories... : C.T.C.I. 276.62 + 276.68 + 276.69; autres minéraux... : C.T.C.I. 275.22 + 276.1 + 276.4 + 276.51 + 276.52 + 276.53 + 276.54 + 276.91 + 276.92 + 276.93 + 276.94 + 276.95 + 276.97 + 276.99; ciment : C.T.C.I. 661.2; ouvrages en amiante... : C.T.C.I. 661.81 + 661.82 + 661.83; briques et autres... : C.T.C.I. 662.31 + 662.32 + 662.33; briques, tuiles... : C.T.C.I. 662.41 + 662.42 + 662.43 + 662.44 + 662.45; verre : C.T.C.I. 664; verre à vitres... : C.T.C.I. 664.3; verre à glace... : C.T.C.I. 664.4; verres travaillés... : C.T.C.I. 664.5 + 664.6 + 664.7 + 664.8 + 664.91 + 664.92 + 664.93 + 664.94; verrerie : C.T.C.I. 651.8 + 653.8 + 665; bouteilles... : C.T.C.I. 665.11 + 665.12; articles en... : C.T.C.I. 663.91 + 663.92 + 666 + 812.2; autres articles... : C.T.C.I. 663 — 663.91 — 663.92. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Pierre de taille et de construction	165 274	166 395	174 850	184 959	170 512	1 298 354	1 521 304	1 403 927	1 551 191	1 275 243
Sable, gravier, autres pierres	11 822 342	11 993 233	14 167 890	13 796 523	11 798 477	8 363 312	9 238 235	9 665 140	9 791 665	10 136 650
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite.	600 036	641 442	787 321	879 154	875 878	1 259 344	1 306 365	1 227 842	1 263 395	1 214 472
Argiles et autres minéraux réfractaires	388 827	454 180	521 371	580 707	519 518	638 518	793 724	882 009	953 928	988 328
Scories, laitiers, battitures et similaires, n. d. a.	228 958	341 609	313 684	256 780	339 356	2 224 488	2 562 175	2 585 318	2 909 190	2 721 379
Autres minéraux bruts similaires	350 145	354 264	428 228	478 311	513 558	268 542	300 260	265 569	1 790 857	401 203
Ciment	55 842	49 829	48 395	50 564	84 105	1 337 726	1 370 783	1 400 010	1 625 556	1 694 406
Ouvrages en amiante-ciment, etc., pour bâtiment sauf céramique	20 437	27 451	35 692	43 288	43 413	208 020	220 424	229 047	247 199	263 011
Briques et autres matériaux de construction réfract.	78 429	96 646	130 581	133 333	144 246	45 009	52 850	75 432	89 988	91 645
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune	173 449	182 089	223 426	226 862	227 061	130 562	111 917	138 948	145 384	160 375
Verre	99 044	105 705	118 203	136 866	142 343	425 426	486 881	510 344	640 635	584 193
dont : verre à vitres non travaillé	(4 831)	(9 762)	(16 069)	(18 846)	(19 515)	(176 854)	(221 251)	(233 069)	(273 026)	(212 568)
verre à glace non travaillé	(18 835)	(18 294)	(11 428)	(7 995)	(5 429)	(72 230)	(78 528)	(78 291)	(150 337)	(160 930)
verres travaillés et spéciaux	(22 812)	(22 961)	(24 613)	(34 178)	(40 876)	(165 741)	(169 858)	(181 794)	(197 742)	(195 541)
Verrerie	51 977	63 327	73 521	71 224	83 750	111 589	127 628	139 999	167 530	171 837
dont : bouteilles, flacons et autres emballages	(36 410)	(46 253)	(56 443)	(51 572)	(62 058)	(99 536)	(114 065)	(116 883)	(142 157)	(142 932)
Articles en matières céramiques	17 836	18 784	20 560	20 861	25 159	13 946	16 922	19 325	20 450	23 326
Autres articles en minéraux, n. d. a.	247 344	262 463	276 334	372 282	450 172	264 385	289 015	412 105	577 266	694 155

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 147.

§ 6. — INDUSTRIES DIVERSES

1. — *Industrie du papier et du carton.*

Dans l'industrie du papier et du carton, l'année 1971 a été caractérisée par un ralentissement progressif de l'activité. La consommation de ses produits est, en effet, sensible aux fluctuations conjoncturelles. L'augmentation de la demande n'a pas été suffisante pour permettre une adaptation des prix de vente aux coûts de la production. A partir du second semestre de 1971, il a même fallu procéder à une réduction des prix.

En ce qui concerne les matières premières, après une augmentation des prix des pâtes au début de 1971, une première diminution est intervenue en fin d'année à la suite de la dévaluation du dollar.

La production globale de papier et de carton est en 1971 demeurée pratiquement inchangée par rapport à l'année antérieure (— 0,1 %), alors qu'en 1970, la progression, par rapport à 1969, avait atteint 9,8 %. Il y a cependant divergence d'évolution entre, d'une part, le développement du papier journal (+ 18,5 %) ainsi que des « autres papiers » (papier blanc, papier cellulose et papiers spéciaux), dont la progression atteint 12,1 %, et, d'autre part, le recul propre aux papiers « kraft » et d'emballage (— 8,2 %) et du carton (— 11,2 %).

Quant à la transformation du papier et du carton, elle a augmenté de 2,8 % contre 3,9 % en 1970.

En ce qui concerne le commerce extérieur, les importations ont sensiblement augmenté en volume. L'accroissement, par sortes de produits, s'est élevé à 12,0 % pour les produits du papier et du carton (entre autres le matériel d'emballage), à 9,6 % pour le papier et le carton (notamment le papier journal, le papier et le carton kraft ainsi que le papier pour l'impression et l'écriture) et à 9,0 % pour le bois à pâte.

En volume, les exportations ont progressé dans les sous-secteurs suivants : produits du papier et du carton (+ 22 %), papier journal (+ 12,0 %) et imprimés (+ 9,5 %). Un recul notable a été constaté pour les exportations de bois à pâte (— 11,0 %).

En 1971, l'industrie du papier et du carton a dû faire face à une nouvelle augmentation des coûts de l'énergie et des salaires ; comme il n'y a guère eu d'augmentation de la productivité et que le marché a été défavorable, les résultats des entreprises s'en sont fort ressentis.

Les fluctuations monétaires ont aussi occasionné quelques difficultés, mais la dévaluation du dollar a entraîné une baisse des prix des matières premières principales.

2. — *Industrie du cuir.*

Dans l'industrie du cuir, l'activité a présenté une évolution divergente selon les différentes catégories de production. En 1971, le volume de production de cuir lourd a reculé de 4,0 % par rapport à 1970, alors que 1970 avait déjà connu

une régression. La production de cuir léger, par contre, est passée de 56,1 millions de pieds carrés en 1970 à 60,5 millions en 1971, soit une progression de 7,9 %, mais elle est encore restée en dessous de celle de 1969 (64,7 millions de pieds carrés).

En 1971, la production globale de chaussures en cuir et autres matières a diminué de 4,3 % par rapport à l'année précédente, de sorte qu'elle a atteint 10,5 millions de paires. La production la plus élevée de chaussures de la dernière décennie date de 1964 (16,3 millions de paires) ; entre-temps, l'industrie de la chaussure a rencontré une concurrence acharnée, tant sur le marché intérieur qu'à l'extérieur.

Après un recul de 12,7 % en 1970, la production de pantoufles a progressé de 8,0 % en 1971 ; le nombre de paires fabriquées s'est ainsi élevé à 6,4 millions, mais il avait atteint 10,5 millions en 1963.

Les données de l'I.N.S. concernant l'emploi font apparaître un recul de 8,3 % par rapport à 1970. Des 13 066 travailleurs occupés dans l'industrie du cuir, 6 936 sont occupés dans l'industrie des chaussures et 990 dans l'industrie des pantoufles. En 1971, le recul le plus marqué de l'emploi a été enregistré dans les secteurs des chaussures (— 9,3 %) et des pantoufles (— 9,4 %).

Les exportations de cuirs finis de l'U.E.B.L. ont progressé, par rapport à 1970, de 3,5 % en valeur et de 4,6 % en volume. Dans l'industrie des chaussures, les exportations ont augmenté de 25,4 % en volume et seulement de 13,6 % en valeur ; dans celle des pantoufles par contre, l'évolution a été plus favorable : + 37,3 % en valeur et + 26,3 % en volume.

En 1971, l'accroissement global de la valeur des importations a toutefois été plus important que celui de la valeur globale des exportations. L'accroissement en valeur des importations a été de 29,1 %, pour les cuirs finis, de 23,3 % pour les chaussures, de 22,5 % pour les pantoufles et de 28,8 % pour les articles de maroquinerie.

3. — *Industrie transformatrice du bois.*

En 1971, l'évolution de l'industrie transformatrice du bois a, d'une manière générale, été moins favorable ; en effet, à l'accroissement de 8,8 % de la valeur des ventes facturées ne correspond, à prix constants, qu'un taux d'accroissement réduit.

Cependant, le développement se présente de manière différente de sous-secteur à sous-secteur. Les ventes facturées de meubles et de sièges ont, par rapport à 1970, augmenté de respectivement 8,3 % et 20,4 % et ce malgré la faiblesse du marché intérieur à la suite des ventes anticipatives à la fin de 1970, mais grâce aux efforts faits à l'exportation. Les ventes de panneaux comprimés ont également fort progressé (+ 18,8 %).

Pour les sous-secteurs qui dépendent directement de la construction, l'année 1971 a par contre été très défavorable. La valeur des ventes facturées en menuiserie et pour les parquets a reculé de respectivement 13,4 et 24,0 %. L'emploi global de main-d'œuvre dans ce sous-secteur de l'industrie transfor-

matrice du bois a reculé de plus de 500 unités. Dans d'autres sous-secteurs, notamment, ceux des cadres et moulures, de la brosserie et du contreplaqué, la valeur des ventes facturées a progressé de respectivement 8,1 %, 6,1 % et 6,9 %. Les exportations de cadres et moulures vers les Etats-Unis ont été freinées par les grèves portuaires prolongées et les mesures monétaires du 15 août 1971. L'importance relative des autres secteurs (boissellerie et tabletterie, cadres, liège, saboterie, vannerie, brosserie, moulures...) est en déclin.

L'emploi global est tombé de 33 660 travailleurs en 1970 à 32 281 en 1971.

Les exportations de bois de placage et de bois artificiels ont progressé de 23,1 % en valeur et de 26,8 % en volume. La même tendance a pu être notée pour les meubles en bois, en bambou et les produits similaires (+ 50,6 % en valeur et 69,3 % en volume). Les importations de meubles en bois se sont également accrues de 41,4 % en valeur et de 60,4 % en volume. Les augmentations en volume et en valeur des importations de bois ronds (le bois à pâtes excepté) ont été analogues, alors que pour la plupart des autres produits en bois, les importations ont reculé en volume.

4. — *Industrie du tabac.*

Après une augmentation de 5,4 % en 1970 (par rapport à 1969), la quantité de tabac travaillé a diminué de 2,8 % en 1971 par rapport à l'année précédente.

L'analyse de l'évolution des différentes catégories de produits fait apparaître une évolution divergente entre d'une part la production de cigares (+ 6,9 %) et de cigarillos (+ 12,4 %) et d'autre part celle de cigarettes (— 4,5 %) et du tabac à fumer (— 6,5 %).

Selon les données de l'Office national de Sécurité sociale le nombre d'entreprises de tabac, en juin 1970, s'est élevé à 96 unités, dont 13 appartenant à la classe de grandeur de 200 travailleurs et plus. Cette situation serait pratiquement inchangée en 1971.

L'emploi de personnel salarié dans l'industrie du tabac a légèrement diminué.

En se basant sur les quantités de produits vendus, l'évolution de la consommation s'est présentée comme suit en 1971 : 18 334 millions de cigarettes (+ 4,0 % par rapport à 1970), 859 millions de cigarillos (+ 14,7 %), 285 millions de cigares (+ 7,5 %) et 5 161 t de tabac (— 4,0 %).

Les exportations se sont en général accrues sensiblement en volume : + 53,2 % pour les cigarillos, + 15,9 % pour les cigarettes et + 341,4 % pour les autres produits de l'industrie du tabac ; les exportations des tabacs bruts ont toutefois fort diminué (— 37,8 %). Au total, le progrès est de 4,2 % en valeur.

Le volume des importations qui sont surtout représentées par les tabacs bruts a pratiquement été le quadruple de celui des exportations ; leur valeur globale a progressé de 12,2 %.

Sur le plan national, un accord a été conclu entre le Ministère de la Santé publique et l'association professionnelle, en vue de lutter contre l'abus de tabac. L'association professionnelle a accepté une réduction volontaire de certaines formes de publicité dans la presse et au cinéma.

Sur le plan international, une étape a été réalisée vers une harmonisation, dans le cadre de la C.E.E., des accises pour les produits de l'industrie du tabac. Le Parlement européen a instauré un nouveau système de prix fixes de vente ou de prix imposés au consommateur.

5. — *Industrie diamantaire.*

En 1971, le commerce de diamants taillés a évolué favorablement, alors que le commerce de diamants bruts, s'est développé beaucoup moins avantageusement.

Sur le plan des échanges extérieurs, l'importation de diamants taillés a sensiblement diminué (— 43,0 %), alors que l'exportation est pratiquement demeurée constante. L'importation de diamants bruts (+ 18,4 %) s'est accrue plus sensiblement que l'exportation (+ 9,6 %).

Malgré le grand nombre de transactions, l'année a été assez difficile pour l'industrie belge du diamant. La concurrence sur le marché mondial est devenue de plus en plus aiguë, notamment de la part des pays à niveau salarial peu élevé, à subsides d'Etat ou possédant une technique avancée de taille.

La réduction des possibilités d'exportation vers les Etats-Unis, par suite des mesures anti-inflationnistes prises par les autorités américaines, n'a pas été de nature à améliorer la situation.

L'emploi a sensiblement diminué en Campine où sont surtout établies les petites entreprises.

Les autorités ont, dans le cadre de la politique générale d'expansion du Gouvernement, pris des mesures de soutien, notamment en favorisant la rationalisation des méthodes de production et en créant un centre de recherches.

★

★ ★

Industrie du papier et du carton

Production et transformation

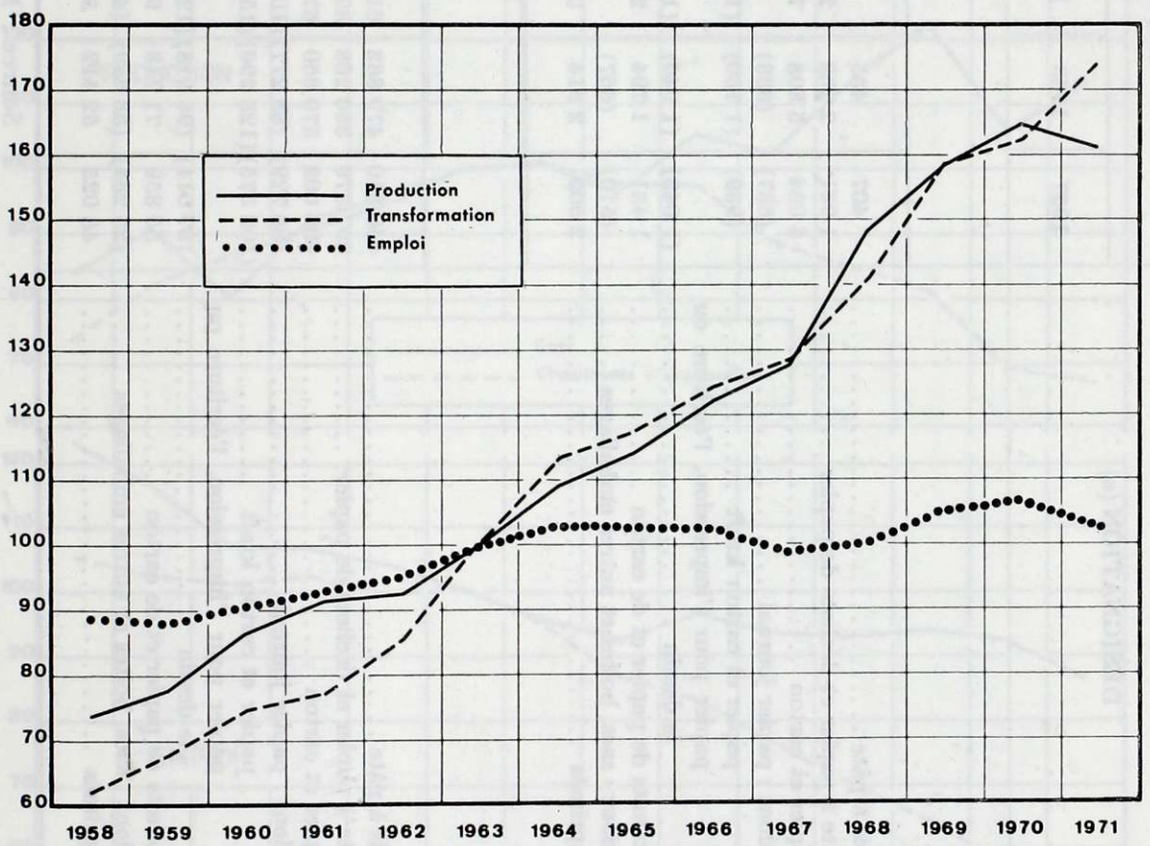
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969	1970	1971
Production :					
Papier journal	86,8	101,3	84,0	95,0	112,6
Papier d'écriture et d'impression	169,7	231,7	284,7	319,2	311,7
Papier kraft, d'emballage, papier parchemin et parcheminé	137,9	138,8	144,3	134,2	123,2
Autres papiers (a)	68,9	77,3	82,5	105,9	118,7
Carton	100,8	106,2	105,3	115,6	102,6
Total...	**564,2**	**655,4**	**700,8**	**769,9**	**768,8**
Transformation :					
Par les producteurs	88,6	102,5	110,9	128,1	130,3
Par les industries transformatrices	425,4	450,9	520,8	528,3	544,5
dont : Emballages	(284,7)	(303,2)	(340,7)	(330,4)	(344,6)
Papiers et cartons imprégnés	(138,4)	(141,4)	(171,4)	(186,2)	(179,5)
Total...	**514,0**	**553,4**	**631,8**	**656,5**	**674,8**

(a) La rubrique « autres papiers » comprend le papier blanc à autre usage que le papier d'écriture et d'impression, le papier cellulose et les papiers spéciaux.

Production, transformation et emploi

(1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de l'industrie du papier

DÉSIGNATION (a)	Importation					Exportation				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois à pâte	407	435	542	712	750	3	8	5	14	16
Pâte à papier et déchets de papier	1 931	2 269	2 595	3 179	3 308	649	778	1 012	1 201	1 205
Papier et carton	5 084	5 808	7 038	7 759	8 845	3 781	4 798	6 693	7 892	7 955
dont : papier journal	(637)	(638)	(749)	(841)	(831)	(257)	(228)	(105)	(193)	(217)
papier et carton kraft	(939)	(1 130)	(1 412)	(1 443)	(1 713)	(231)	(235)	(252)	(252)	(266)
papier pour l'impression, l'écriture ou le dessin	(1 043)	(1 046)	(1 429)	(1 579)	(1 667)	(640)	(775)	(979)	(1 138)	(1 164)
Produits de papier et de carton	1 461	1 794	2 296	2 876	3 243	956	1 174	1 799	1 972	2 737
dont : sacs, boîtes et autres emballages	(513)	(667)	(893)	(1 155)	(1 240)	(343)	(415)	(537)	(481)	(616)
Imprimés	2 505	2 814	3 218	3 486	4 647	2 545	2 867	3 327	3 587	3 942
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Bois à pâte	440 310	479 863	619 329	728 827	794 594	3 168	10 559	4 395	10 545	9 347
Pâte à papier et déchets de papier	297 376	366 268	397 685	425 322	406 343	187 742	217 342	245 682	265 133	262 968
Papier et carton	498 602	570 850	670 402	676 564	741 646	243 266	302 951	382 902	434 293	440 412
dont : papier journal	(86 729)	(88 277)	(103 202)	(110 258)	(106 790)	(30 918)	(29 919)	(14 519)	(25 528)	(28 691)
papier et carton kraft	(102 375)	(128 296)	(157 977)	(143 926)	(169 471)	(23 062)	(18 790)	(20 260)	(19 754)	(20 138)
papier pour l'impression, l'écriture ou le dessin	(97 014)	(96 918)	(127 412)	(133 101)	(132 415)	(65 046)	(85 474)	(105 408)	(115 651)	(112 983)
Produits de papier et de carton	55 859	71 713	92 013	105 996	118 759	39 783	51 825	69 208	72 117	88 034
dont : sacs, boîtes et autres emballages	(25 264)	(33 659)	(43 363)	(53 943)	(54 859)	(22 479)	(27 214)	(31 722)	(24 471)	(29 125)
Imprimés	48 025	52 412	59 863	63 456	63 572	56 611	59 926	65 733	67 252	73 649

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1971.* — Bois à pâte : C.T.C.I. 242.1; pâte à papier et... : C.T.C.I 251; papier et carton : C.T.C.I. 641 — 641.6; papier-journal : C.T.C.I. 641.1; papier et carton Kraft : C.T.C.I. 641.3; papier pour l'impression... : C.T.C.I. 641.21; produits de papier... : C.T.C.I. 642; sacs, boîtes... : C.T.C.I. 642.11 + 642.12; imprimés : C.T.C.I. 892. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Production de cuirs, chaussures et pantoufles

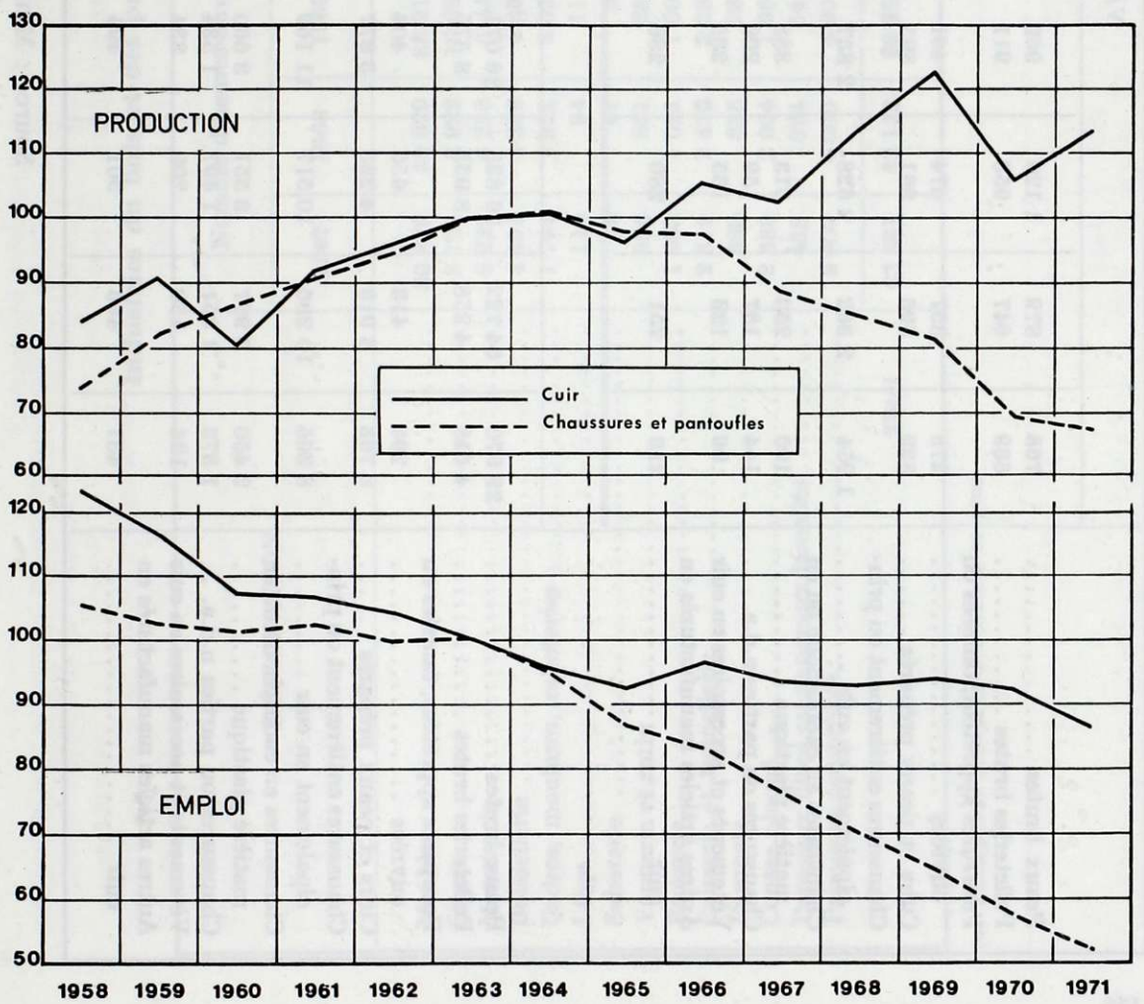
ANNÉE	Cuirs lourds de bovins (en tonnes)	Cuirs légers (en milliers de pieds carrés)	Chaussures (en milliers de paires)	Pantoufles (en milliers de paires)
1962	2 654	48 498	15 763	8 859
1963	2 403	51 822	16 152	10 592
1964	2 406	52 278	16 328	10 283
1965	2 455	49 329	15 907	9 303
1966	2 174	55 557	15 437	8 863
1967	1 870	54 841	13 952	8 571
1968	2 283	59 952	13 074	8 860
1969	2 472	64 750	12 664	7 527
1970	2 172	56 101	11 035	6 003
1971	2 086	60 515	10 556	6 483

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du cuir, de chaussures et pantoufles

Production et emploi

(1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
	VALEUR (en millions de francs)									
Peaux brutes	768	879	1 129	969	893	602	593	734	662	636
Pelleteries brutes	639	647	953	911	831	70	68	76	45	52
Fourrures apprêtées, tannées ou ouvrées	278	357	474	461	501	453	573	957	1 076	1 057
Cuirs et peaux préparés	829	896	961	895	1 206	979	1 092	1 466	1 349	1 402
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	1 954	2 362	2 628	2 837	3 492	762	730	884	819	950
Chaussures en caoutchouc ou en matière plastique	196	253	313	388	591	35	41	54	48	49
Chaussures ou parties n.d.a.	144	137	159	209	315	127	137	173	279	380
Vêtements et accessoires en cuir	96	126	165	235	332	358	363	486	504	666
Autres articles manufacturés en cuir	213	251	280	286	432	146	129	168	150	157
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Peaux brutes	29 970	34 722	36 835	36 071	34 519	32 645	32 676	33 756	33 489	35 012
Pelleteries brutes	4 618	4 258	3 955	3 575	3 501	472	700	657	402	575
Fourrures apprêtées, tannées ou ouvrées	293	413	455	404	615	459	659	885	955	1 004
Cuirs et peaux préparés	3 763	3 919	4 233	3 877	4 985	4 103	5 148	5 398	5 422	5 753
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	8 305	10 286	10 517	11 169	13 394	2 459	2 453	2 804	2 493	3 180
Chaussures en caoutchouc ou en matière plastique	2 450	2 997	3 551	3 660	4 722	453	636	594	533	587
Chaussures ou parties n.d.a.	1 373	1 351	1 497	1 534	2 049	1 174	1 355	1 617	2 241	2 826
Vêtements et accessoires en cuir	124	150	209	334	571	302	311	433	834	1 471
Autres articles manufacturés en cuir	431	466	501	494	1 035	387	392	446	394	354

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique. et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1971.* — Peaux brutes : C.T.C.I. 211; pelleteries brutes : C.T.C.I. 212; fourrures... : C.T.C.I. 613 + 842; cuirs et peaux préparés : C.T.C.I. 611 — T.D. 4102.20 — 4102.27: chaussures entièrement... : C.T.C.I. 851.02; chaussures en caoutchouc... : C.T.C.I. 851.01; chaussures ou parties n.d.a. : C.T.C.I. 851 + 612.3 — C.T.C.I. 851.01 — 851.02; vêtements... : C.T.C.I. 841.3 + T.D. 6506.30 + 6506.90; autres articles... : C.T.C.I. 612.1 + 612.2 + 612.9 + T.D. 4202.30 + 4202.65 + 4202.83. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Industries du bois et des produits connexes (a)

DÉSIGNATION	Nombre d'heures-ouvriers (en milliers)					Valeur des ventes facturées (en millions de francs)				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
Meubles	30 879	30 929	33 216	32 075	32 125	6 981	8 103	9 592	10 113	10 951
Sièges	8 724	8 922	10 039	10 441	10 861	1 956	2 379	2 828	3 613	4 349
Menuiserie	6 232	6 256	6 447	6 558	5 924	1 755	1 857	2 286	2 588	2 242
Boissellerie	4 495	4 332	4 391	4 203	3 694	899	948	1 096	1 081	1 109
Cadres, moulures, raboteries	1 744	1 921	2 053	1 895	1 789	351	402	484	516	558
Liège	114	94	114	63	63	38	32	42	25	27
Saboterie	54	41	38	30		6	4	4	4	
Vannerie et rotin	356	331	289	255	221	73	80	76	82	87
Brosserie	1 093	1 021	1 003	951	926	322	333	353	367	390
Caisserie et tonnellerie	2 819	2 470	2 280	2 185	2 019	627	592	640	717	716
Parquets	380	333	280	255	204	97	108	95	100	76
Contre plaqué	2 333	2 004	1 963	1 808	1 544	680	656	626	606	648
Panneaux blocs ou panneaux lamellés	458	524	544	518	533	167	200	236	253	308
Panneaux comprimés	3 900	4 000	4 294	4 605	4 833	2 259	2 637	3 358	3 834	4 554
Total ...	**63 581**	**63 178**	**66 950**	**65 843**	**64 737**	**16 210**	**18 330**	**21 716**	**23 898**	**26 015**

(a) Entreprises occupant 5 ouvriers et plus.

Sources : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de bois, liège et autres matières utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b)	799	1 084	1 175	1 008	1 174	401	377	536	637	615
Bois façonnés ou simplement travaillés	2 780	2 738	3 597	3 425	2 779	295	328	396	483	478
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n. d. a.	922	1 006	1 260	1 275	1 585	1 530	1 615	2 143	2 580	3 176
Articles manufacturés en bois, n. d. a.	656	605	695	811	959	382	449	530	631	711
Liège brut et déchets	7	7	6	6	7	1	—	—	—	—
Articles manufacturés en liège	128	108	102	102	97	12	4	4	5	5
Matières animales ou végétales pour la brosserie et la vannerie	110	118	103	108	111	45	40	53	78	111
Articles de vannerie et de brosserie	230	248	341	358	471	97	115	138	147	196
Meubles en bois, en bambou ou produits similaires	1 048	1 374	1 828	1 724	2 438	2 912	3 797	4 920	4 538	6 835
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b)	379 987	396 527	540 477	543 678	638 378	233 643	215 027	273 593	320 741	327 184
Bois façonnés ou simplement travaillés	645 820	622 645	760 123	694 361	528 636	54 519	59 372	63 832	77 201	78 803
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n. d. a.	91 253	94 986	111 071	109 939	123 181	239 407	254 809	333 441	407 776	517 309
Articles manufacturés en bois, n. d. a.	32 052	30 806	36 877	40 059	43 316	17 445	19 721	23 158	25 252	31 366
Liège brut et déchets	899	872	796	666	614	121	20	27	3	8
Articles manufacturés en liège	4 480	3 498	3 158	3 240	2 563	350	111	79	107	80
Matières animales ou végétales pour la brosserie et la vannerie	6 012	6 328	5 111	5 544	4 073	3 032	3 183	3 239	3 807	4 848
Articles de vannerie et de brosserie	4 463	4 463	5 965	6 450	6 158	1 498	1 968	2 269	2 645	3 271
Meubles en bois, en bambou et produits similaires	19 942	27 739	36 085	27 755	44 545	39 928	54 389	70 331	54 923	92 972

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1971.* — Bois ronds... : C.T.C.I. 242 — 242.1; bois façonnés... : C.T.C.I. 243; bois de placage... : C.T.C.I. 631 + T.D. 4809.00 + 4809.10, articles... : C.T.C.I. 632 + T.D. 4413.00 + 6403.00 + 6403.10; liège... : C.T.C.I. 244; articles manufacturés... : C.T.C.I. 633; matières animales... : C.T.C.I. 291.92 + 292.3 + 292.93; articles de vannerie... : C.T.C.I. 657.8 + 841.52 + 899.21 + 899.22 + 899.23 + 899.24 + 899.25 + 899.26 + 899.27 + T.D. 4202.83; meubles en bois... : T.D. 9401.43 + 9401.45 + 9401.55 + 9401.60 + 9401.70 + 9401.80 + 9402.40 + 9403.45 + 9403.50 + 9403.60 + 9403.70 + 9403.80 + 9403.90 + 9404.20 + 9405.50 + 9406.00.

Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1967	1968	1969	1970	1971	1967	1968	1969	1970	1971
	VALEUR (en millions de francs)									
Tabacs bruts	2 229	1 797	2 032	2 144	2 233	82	141	94	97	76
Cigares	200	382	204	221	262	546	792	649	682	560
Cigarillos	85	101	102	111	259	145	155	170	206	300
Cigarettes	261	245	299	380	354	634	738	633	590	711
Tabacs à fumer	50	61	67	83	138	51	65	55	51	48
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	52	49	52	69	53	3	4	5	4	3
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Tabacs bruts	37 315	30 172	32 728	32 722	33 368	1 084	2 069	1 328	2 836	1 763
Cigares	507	784	503	579	787	1 968	2 488	2 340	2 304	2 250
Cigarillos	180	205	203	286	1 222	601	538	598	654	1 002
Cigarettes	1 612	1 343	1 916	2 399	2 004	4 144	4 413	3 443	3 363	3 898
Tabacs à fumer	568	729	813	1 008	1 670	496	619	537	476	430
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	643	515	579	882	640	21	46	37	198	676

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1971.* — Tabacs bruts : C.T.C.I. 121; cigares : T.D. 2402.10; cigarillos : T.D. 2402.20; cigarettes : C.T.C.I. 122.2; tabacs à fumer : T.D. 2402.40 + 2402.50; autres produits... : T.D. 2402.60 + 2402.70 + 2402.90. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Industrie du tabac

Quantités mises en œuvre

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Cigares	1 571	1 578	1 816	2 094	2 020	2 025	2 165
Cigarillos	3 623	2 959	2 701	2 550	2 597	2 500	2 811
Cigarettes	18 474	18 762	18 617	19 134	19 250	21 776	20 812
Tabac à fumer	7 938	7 179	7 669	7 852	6 512	5 754	5 382
Autres tabacs.....	63	70	124	51	57	53	49
Total ...	**31 669**	**30 548**	**30 927**	**31 681**	**30 436**	**32 109**	**31 219**

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de diamants (a)

Moyennes mensuelles

(en millions de francs)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés
1963	442,5	200,6	75,3	596,6
1964	566,8	219,2	152,2	733,8
1965	575,5	229,7	146,2	817,6
1966	713,6	307,2	180,2	920,5
1967	642,8	290,6	222,8	920,8
1968	920,4	425,6	324,0	1 058,2
1969	1 102,9	640,4	342,6	1 104,6
1970	829,0	683,2	396,0	1 208,3
1971	981,9	390,0	434,0	1 207,9

Source : Ministère des Affaires économiques, Office Central des Contingents et Licences (Anvers).

(a) A l'exclusion du trafic de consignation.
Seules figurent dans le tableau ci-dessus les importations et exportations qui ont donné lieu à une transaction financière réelle.

SECTION IV

APPROVISIONNEMENT EN EAU

Le problème de l'eau en Belgique se caractérise d'une part par une augmentation continue des besoins tant de la population que de l'industrie et d'autre part par une limitation des sources et des moyens d'approvisionnement.

A la suite de la sécheresse de l'été 1971, des difficultés d'approvisionnement ont surgi dans plusieurs régions du pays, et principalement, comme les années précédentes, dans l'agglomération bruxelloise et dans les deux Flandres. Pour l'agglomération bruxelloise, le problème sera résolu par le captage de Lustin-Tailfer, prévu pour 1973. En attendant, la société d'approvisionnement a été autorisée à réduire ses réserves d'eau tandis que le Ministère des Affaires économiques a autorisé le captage d'un plus grand volume à Nimy-Maisières et dans la vallée du Hoyoux.

En Flandre orientale, il y a surtout un manque d'eau de la qualité requise pour l'industrie. La construction d'un bassin de stockage d'eau superficielle à Kluizen qui sera terminé en 1972 y portera remède. En Flandre occidentale, le manque d'eau permanent annuel est estimé à 7,5 millions de m^3. La construction d'un bassin de stockage à Woumen, qui sera opérationnel en 1973, devrait remédier à cette situation. L'installation de dessalement de l'eau de mer à Bredene n'a pas la capacité suffisante et ne sert, dès lors, que de station d'essai.

En Wallonie, le barrage de la Gileppe a été surhaussé, ce qui a porté sa capacité de 13 millions de m^3 à 27 millions de m^3, et la construction du barrage de Couvin a été entamée de même que celle d'un barrage sur l'Eau d'Heure, pour soutenir le débit d'étiage de la Sambre pendant l'été.

La protection des réserves d'eau a abouti à deux lois importantes du 26 mars 1971 (« Moniteur belge » du 1er mai 1971). Elles portent l'une sur la protection des eaux de surface contre la pollution et sur l'épuration des eaux usées et l'autre sur la protection des eaux souterraines. Celle relative à la protection des eaux de surface institue trois organismes dits « Sociétés d'épuration des eaux », mais leur création doit encore faire l'objet d'arrêtés royaux. Les limites du ressort de ces sociétés correspondent avec les frontières des bassins hydrographiques de la Côte, de l'Escaut et de la Meuse. Ces sociétés sont chargées d'assurer l'épuration des eaux d'égoûts et, à la demande des entreprises, de leurs eaux usées ; elles bénéficieront de subventions d'Etat à concurrence de 80 % du coût des installations. La loi contient aussi des dispositions permettant d'atténuer éventuellement l'inégalité des charges supportées par les entreprises industrielles pour épurer leurs eaux usées.

La loi sur la protection des eaux souterraines donne au Roi le pouvoir de délimiter des domaines de captage et des zones de protection ; les arrêtés d'exécution sont en préparation.

Fin 1971, il y avait 66 stations d'épuration des eaux d'égoûts en service ou en voie de construction, correspondant aux décharges d'une population d'environ 1,5 million d'habitants.

Stations d'épuration des eaux d'égouts en service ou en voie de construction fin 1971

PROVINCE	Nombre de stations d'épuration	Population desservie
Anvers	7	437 000
Brabant	11	74 250
Hainaut	4	429 000
Liège	11	67 100
Limbourg (a)	10	52 500
Luxembourg (a)	7	25 030
Namur	5	14 850
Flandre orientale	6	139 500 (hiver) 144 500 (été)
Flandre occidentale	5	45 000 (hiver) 147 000 (été)
Le Royaume (a) ...	**66**	**1 284 230** (hiver) **1 391 230** (été)

Source : Ministère de la Santé publique.

(a) Camps militaires non compris.

L'évolution de l'utilisation et celle de la consommation d'eau (1) par les différents secteurs industriels ne sont pas toujours en corrélation étroite avec l'évolution de l'activité économique de ces secteurs.

En 1969, la quantité globale d'eau utilisée a reculé de 0,7 % par rapport à 1968 ; par contre, la consommation nette a progressé de 4,8 %.

Dans les centrales électriques, la quantité d'eau utilisée est passée de 17,2 milliards de m³ en 1968 à 17,0 milliards de m³ en 1969. Les industries dont la quantité d'eau utilisée a augmenté — et qui sont considérées comme des grands utilisateurs — sont : l'industrie sidérurgique, l'industrie chimique, les raffineries de pétrole, les charbonnages et les industries alimentaires.

(1) Eau utilisée — eau rejetée = consommation d'eau.

Sur le plan régional, l'augmentation la plus forte d'utilisation en 1969, par rapport à l'année précédente, est celle des provinces d'Anvers (+ 11,9 %), de la Flandre orientale (+ 8,9 %), du Brabant (+ 8,5 %) et de la Flandre occidentale (+ 7,9 %). Cela s'explique par le développement de l'industrialisation. Quant à l'utilisation, la province de Liège représente à elle seule près des trois quarts de l'utilisation globale d'eau.

★
★ ★

Utilisation et consommation de l'eau dans l'industrie (a)

(en 1 000 m³)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1968			1969		
	Utilisation (1)	Eau rejetée (2)	Consommation (1) — (2) (3)	Utilisation (4)	Eau rejetée (5)	Consommation (4) — (5) (6)
Mines de houille	136 801	125 174	11 627	139 311	128 884	10 427
Carrières et industries connexes	40 334	38 015	2 319	41 209	39 237	1 972
Industries alimentaires (y compris la fabrication de la margarine, des huiles et des boissons)	120 596	105 661	14 935	120 528	106 388	14 140
Industrie de la préparation du lin et de la laine, fabrication de fibres artificielles et synthétiques, achèvement (à façon et pour compte propre)	58 256	53 543	4 713	57 796	53 083	4 713
Industrie du bois	2 457	1 787	670	2 988	2 437	551
Industrie du papier (établissements producteurs)	92 269	81 485	10 784	96 832	86 694	10 138
Tanneries	4 893	4 585	308	5 368	5 036	332
Industrie chimique	634 416	596 255	38 161	650 292	610 581	39 711
Industrie du caoutchouc	7 399	6 718	681	7 987	7 233	754
Raffineries de pétrole	309 650	309 517	133	335 426	335 266	160
Cokeries	86 355	77 548	8 807	81 029	71 571	9 458
Industrie de la terre cuite	1 454	577	877	1 476	724	752
Industrie du verre (établissements producteurs)	22 997	21 348	1 649	20 842	18 874	1 968
Industrie de la céramique	1 003	727	276	1 051	750	301
Industrie du ciment (y compris agglomérés de ciment)	16 465	11 469	4 996	17 190	12 097	5 093
Industrie sidérurgique	1 076 332	1 002 916	53 416	1 099 867	1 033 241	66 626
Industrie des métaux non ferreux	196 369	157 616	38 753	202 913	163 776	39 137
Industrie des fabrications métalliques	65 237	60 726	4 511	66 604	61 624	4 980
Centrales électriques :						
hydrauliques	13 758 847	13 758 846	1	13 257 900	13 257 900	—
thermiques	3 429 099	3 413 949	15 150	3 703 580	3 691 714	11 866
Total...	**20 061 229**	**19 848 462**	**212 767**	**19 910 189**	**19 687 110**	**223 079**

(a) Estimations fournies par les établissements occupant 5 ouvriers ou plus, sauf pour les secteurs suivants : industries alimentaires, industries des métaux non-ferreux et du bois, cimenteries, raffineries de pétrole (20 ouvriers ou plus) et fabrications métalliques (100 ouvriers et plus). Les données relatives à 1970 et 1971 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique

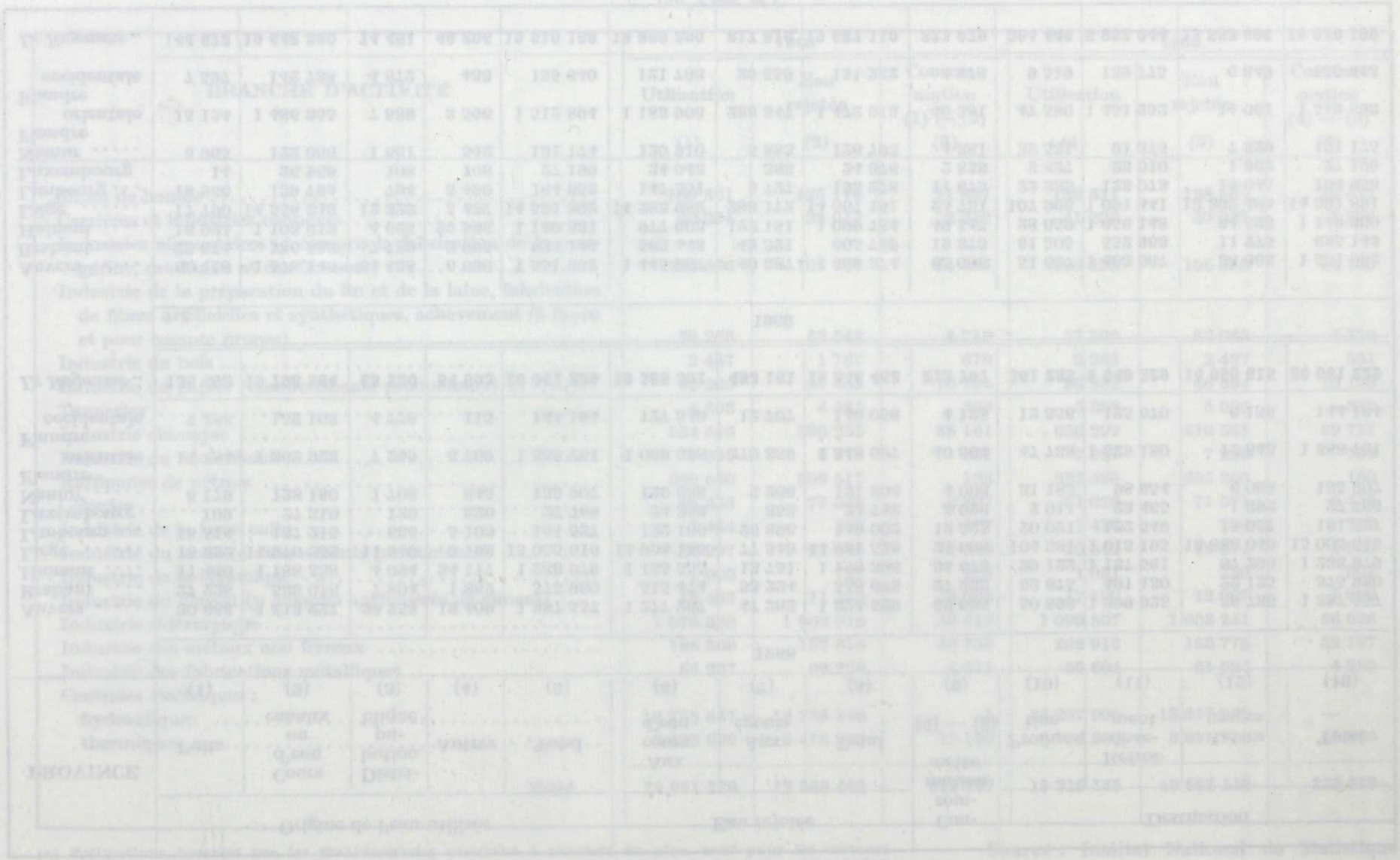
Répartition des quantités d'eau utilisées par province et par origine (a)

(en 1 000 m³)

PROVINCE	Origine de l'eau utilisée					Eau rejetée			Consommation nette	Destination			
	Puits	Cours d'eau ou canaux	Distribution publique	Autres	Total	Aux cours d'eau	Aux égouts	Total	(5) — (8)	Production	Refroidissement	Autres usages	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
	1968												
Anvers	30 668	1 313 227	30 253	13 409	1 387 557	1 277 267	47 262	1 324 529	63 028	50 896	1 299 925	36 736	1 387 557
Brabant	27 228	539 016	7 804	1 882	575 930	515 474	33 224	548 698	27 232	62 675	491 130	22 125	575 930
Hainaut	17 440	1 188 338	4 084	24 117	1 233 979	1 185 555	13 751	1 199 306	34 673	29 122	1 137 561	67 296	1 233 979
Liège	18 222	14 970 252	11 949	5 193	15 005 616	14 904 185	77 343	14 981 528	24 088	104 381	1 013 195	13 888 040	15 005 616
Limbourg ...	18 574	137 215	635	5 103	161 527	122 106	26 896	149 002	12 525	20 021	122 549	18 957	161 527
Luxembourg	109	27 310	129	220	27 768	24 389	353	24 742	3 026	2 911	23 465	1 392	27 768
Namur	5 179	128 180	1 703	845	135 907	129 638	2 266	131 904	4 003	31 185	98 654	6 068	135 907
Flandre orientale	14 884	1 362 923	7 245	3 709	1 388 761	1 069 338	279 359	1 348 697	40 064	47 738	1 328 180	12 843	1 388 761
Flandre occidentale	7 188	132 103	4 778	115	144 184	127 349	12 707	140 056	4 128	12 356	125 670	6 158	144 184
Le Royaume ..	**139 492**	**19 798 564**	**68 580**	**54 593**	**20 061 229**	**19 355 301**	**493 161**	**19 848 462**	**212 767**	**361 285**	**5 640 329**	**14 059 615**	**20 061 229**
	1969												
Anvers	32 718	1 478 146	34 438	6 660	1 551 962	1 445 987	40 387	1 486 374	65 588	51 627	1 463 667	36 668	1 551 962
Brabant	28 674	586 586	7 789	2 095	625 144	563 448	42 321	605 769	19 375	61 505	552 363	11 275	625 143
Hainaut	16 924	1 103 913	4 628	23 866	1 149 331	977 603	122 181	1 099 784	49 547	28 659	1 056 148	64 523	1 149 330
Liège	17 790	14 556 343	12 322	5 437	14 591 892	14 283 989	283 172	14 567 161	24 731	107 966	1 091 441	13 392 484	14 591 891
Limbourg ...	18 866	139 794	794	5 499	164 953	147 551	5 727	153 278	11 675	22 235	123 073	19 645	164 953
Luxembourg	14	26 969	108	108	27 199	24 043	333	24 376	2 823	2 827	23 010	1 362	27 199
Namur	6 965	122 006	1 661	542	131 174	120 910	5 883	126 793	4 381	32 531	91 315	7 329	131 175
Flandre orientale	15 124	1 486 365	7 839	3 566	1 512 894	1 183 966	288 347	1 472 313	40 581	47 580	1 451 252	14 061	1 512 893
Flandre occidentale	7 597	142 738	4 872	433	155 640	121 703	29 559	151 262	4 378	9 519	139 775	6 349	155 643
Le Royaume ..	**144 672**	**19 642 860**	**74 451**	**48 206**	**19 910 189**	**18 869 200**	**817 910**	**19 687 110**	**223 079**	**364 449**	**5 992 044**	**13 553 696**	**19 910 189**

Les données relatives à 1970 et 1971 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique



CHAPITRE III

TRANSPORTS

L'évolution du trafic par voie ferrée, en 1971, est fort différente selon qu'il s'agit du transport de voyageurs ou de marchandises : exprimé tant en tonnes-kilomètres qu'en poids, le trafic des marchandises a fléchi respectivement de 6,2 % et 6,7 %. Ce recul est dû principalement à la diminution de l'importation des marchandises par wagons complets. Le transport des voyageurs, par contre, exprimé en voyageurs-kilomètres a augmenté de 2 %, alors que le montant total des voyageurs transportés a encore diminué, soit 245 millions d'unités contre 247 millions en 1970. Cette évolution qui résulte de l'intensification du trafic avec billets, témoigne du progrès des chemins de fer dans le transport des voyageurs à moyenne et à grande distance.

De l'analyse de la répartition du trafic suivant la nature des marchandises (en millions de tonnes-kilomètres) il ressort que les minerais, les produits métallurgiques et les combustibles solides représentent 71,8 % des marchandises transportées par wagons complets. La diminution de 6,2 % du nombre total de tonnes-kilomètres transportées est essentiellement la résultante des mouvements de ces trois produits : combustibles solides — 17,9 %, minerais — 9,6 %, produits métallurgiques + 3,3 %.

Les reculs s'expliquent, d'une part, par l'importance exceptionnelle du volume des importations de charbons en 1970, à la suite des grèves et, d'autre part, pour une certaine subtitution de minerai de fer de Lorraine par du minerai plus riche d'outre-mer, ce qui entraîne une diminution des tonnages, et des distances à parcourir.

Au cours de l'année 1971, l'activité dans les différentes installations portuaires belges a été, en général, moins vive que pendant l'année précédente.

Au port d'Anvers, le trafic total a atteint 72,2 millions de tonnes, ce qui est de 7,6 % inférieur au trafic de l'année précédente. Cette évolution est partiellement due à la mise en exploitation de l'oléoduc Rotterdam-Anvers (R.A.P.L.), en mai 1971 ; une quantité globale de 7,1 millions de tonnes de pétrole brut a en effet été acheminée via ce pipe-line en 1971.

Les importations au port d'Anvers ont reculé de 13,3 %, surtout en raison de la diminution des importations de minerais (— 19,1 %) et de pétrole brut (— 24 %), tandis que les exportations ont augmenté de 5,9 %, grâce à un accroissement des exportations des marchandises en vrac et des marchandises générales, respectivement de 2,4 % et de 8,1 %.

L'activité du port de Gand a continué à s'accroître en 1971 (+ 6,8 %), partiellement grâce aux travaux d'infrastructure, qui ont été exécutés, à un meilleur aménagement de l'exportation et à l'extension de la gamme du trafic. On note d'ailleurs une hausse tant du nombre que du tonnage des navires entrés, avec cependant un recul des embarquements.

La flotte marchande belge a atteint fin 1971, avec 92 unités, plus d'un million de tonnes brutes. Sa composition a subi certaines modifications, notamment une plus grande diversification ; ainsi, l'équipement maritime s'est enrichi de trois pétroliers, un minéralier et une allège de mer.

L'activité de la navigation intérieure, exprimée en tonnes-kilomètres, s'est maintenue au même niveau que l'année précédente et est donc restée en dessous de la moyenne de 1969. Les accroissements enregistrés pour le transport de marchandises à l'importation, à l'exportation et en transit, ont compensé le recul du transport intérieur.

De la répartition des transports suivant la nature des marchandises, il ressort que les matériaux bruts et les matériaux de construction demeurent la catégorie la plus importante avec 37,2 % du total des marchandises convoyées, exprimé en million de tonnes-kilomètres. Cette catégorie a augmenté de 3,3 % et a compensé les reculs qui se sont manifestés dans les autres catégories importantes, à l'exception des produits agricoles et animaux vivants.

La flotte intérieure de bateaux de charge comptait au 31 décembre 1971, 4 718 unités, avec un tonnage total de 2 344 287 tonnes, ce qui représente une diminution du nombre de bateaux de 3,3 % et un fléchissement du tonnage de 3,1 % par rapport à l'année précédente.

L'accroissement du nombre de véhicules routiers s'est poursuivi en 1971 pour toutes les catégories. C'est ainsi que le nombre de voitures automobiles a augmenté de 94 000 unités (+ 4,6 %), soit à un rythme sensiblement plus lent que les années précédentes ; le parc des camions s'est accru de 1,2 % pour atteindre 254 000 unités.

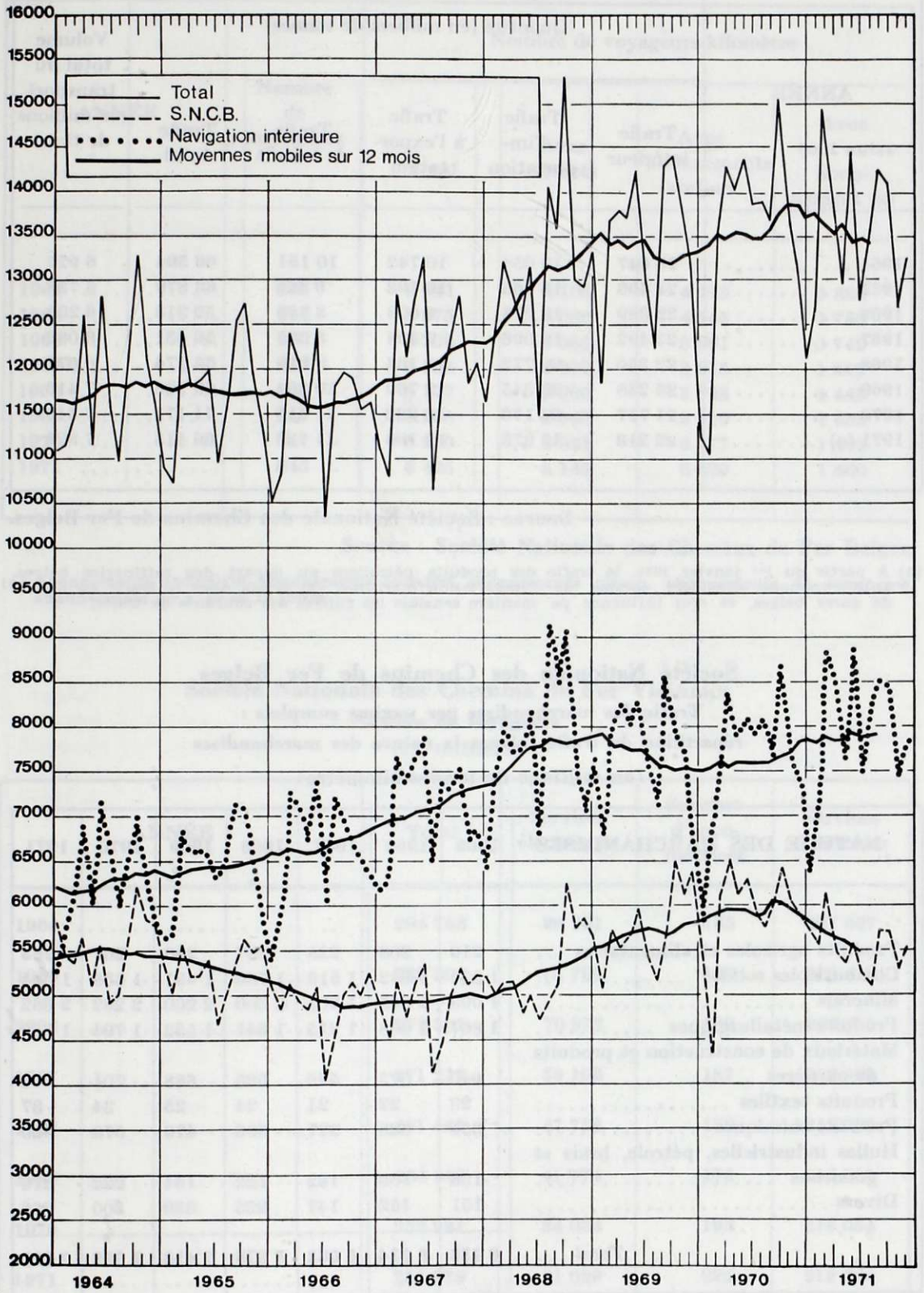
A la Sabena, le nombre de voyageurs-kilomètres a augmenté en 1971 de 16,0 % et le nombre de tonnes-kilomètres de fret de 11,5 %, contre respectivement 12,7 % et 5,8 % l'année précédente. Le coefficient de chargment a fléchi légèrement de 60,3 % à 57,1 %.

★
★ ★

Chemins de fer et navigation intérieure

Transport des marchandises

(en milliers de tonnes)



Sources : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
Institut National de Statistique.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1964	26 647	19 054	10 742	10 151	66 594	6 925
1965	24 493	19 165	10 793	9 428	63 879	6 758
1966	22 389	18 978	9 693	8 253	59 313	6 234
1967	22 492	19 096	9 808	8 035	59 431	6 082
1968	22 350	20 772	11 134	9 018	63 274	6 675
1969	23 248	22 345	12 769	10 864	69 226	7 416
1970	21 757	24 176	13 722	11 516	71 171	7 816
1971 (a).....	22 213	19 973	13 106	11 126	66 418	7 328

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) A partir du 1er janvier 1971, le trafic des produits pétroliers au départ des raffineries belges, antérieurement considéré comme de l'importation maritime, est repris dans le trafic au départ de gares belges, et ceci influence de manière sensible les chifres des courants de trafic.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des marchandises par wagons complets :
répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Produits agricoles et alimentaires ...	210	208	225	237	240	267	283
Combustibles solides	1 859	1 642	1 519	1 706	1 691	1 638	1 344
Minerais	1 993	1 885	1 901	2 000	2 200	2 282	2 062
Produits métallurgiques	1 367	1 268	1 215	1 341	1 552	1 794	1 852
Matériaux de construction et produits de carrières	646	575	595	626	688	701	618
Produits textiles	23	22	21	24	25	34	37
Produits chimiques	351	323	327	396	476	578	620
Huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons	158	159	132	122	164	222	276
Divers	151	152	147	223	380	300	236
Total ...	**6 758**	**6 234**	**6 082**	**6 675**	**7 416**	**7 816**	**7 328**

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des voyageurs
(en millions d'unités)

ANNÉE	Nombre de voyageurs	Nombre de voyageurs-kilomètre			
		Total	Avec billets	Avec abonnements sociaux	Avec tout autre abonnement (a)
1964	275	9 041	3 106	4 115	1 820
1965	274	8 975	3 080	4 145	1 750
1966	270	8 708	3 005	3 961	1 742
1967	265	8 534	2 977	3 915	1 642
1968	255	8 177	2 906	3 828	1 443
1969	248	8 238	2 943	3 810	1 485
1970	247	8 260	3 021	3 777	1 462
1971	245	8 425	3 145	3 820	1 460

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Abonnements ordinaires, abonnements scolaires, abonnements réseau, abonnements de commerce, abonnements de 5, 10 et 15 jours.

Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

Nombre de voyageurs
(en milliers)

ANNÉE	Total	Services électriques	Services d'automotrices	Services d'autobus
1964	294 763	86 931	165	207 667
1965	288 306	78 730	158	209 418
1966	276 361	70 973	169	205 219
1967	271 217	58 106	187	212 924
1968	261 466	47 758	179	213 529
1969	255 951	41 774	176	214 001
1970	252 281	34 034	193	218 054
1971	251 078	31 029	225	219 824

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

Parc de véhicules routiers

(en milliers d'unités)

ANNÉE	Voitures automobiles (a)	Autobus et autocars (a)	Camions et camionnettes (a)	Motocycles (a) (b)	Bicyclettes à moteur (c)	Bicyclettes
1965	1 340 (d)	9 (d)	225 (d)	113 (d)	418	2 809
1966	1 503	13	237	91	394	2 805
1967	1 653 (d)	13 (d)	239 (d)	74 (d)	379	2 872
1968	1 813	14	242	60	371	2 897
1969	1 921 (d)	15 (d)	246 (d)	46 (d)	380	2 807
1970	2 060	16	251	34	397	2 741
1971	2 154	17	254	47	403	2 743

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Situation au 1er août.
(b) Cylindrée moins de 250 cm³.
(c) Cylindrée de 50 cm³ ou moins.
(d) Estimation.

Transports fluviaux

Marchandises transportées

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1964	26 356	26 195	18 522	4 235	75 308	6 107
1965	25 778	27 806	18 867	4 580	77 032	6 087
1966	26 455	28 865	19 785	4 488	79 594	5 968
1967	27 110	32 601	20 999	4 619	85 331	6 262
1968	28 169	37 645	22 657	4 861	93 332	6 650
1969	29 213	36 926	20 916	5 602	92 657	6 870
1970	31 237	35 638	20 272	4 418	91 565	6 734
1971	29 413	39 096	21 456	5 401	95 366	6 731

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES (nomenclature N.S.T.)	1968	1969	1970	1971
Produits agricoles et animaux vivants	588	711	634	711
Denrées alimentaires et fourrages	278	295	311	310
Combustibles minéraux solides	781	708	752	663
Produits pétroliers	787	826	868	849
Minerais et déchets pour la métallurgie ...	542	461	448	402
Produits métallurgiques	657	652	609	593
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	2 337	2 518	2 424	2 505
Engrais	178	168	169	189
Produits chimiques	434	460	464	454
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	69	70	55	51
Total ..	**6 650**	**6 870**	**6 734**	**6 731**

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Trafic par bassin

(en millions de tonnes-kilomètre)

BASSIN	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Escaut maritime	1 055	1 116	1 197	1 269	1 329	1 267	1 271	1 252
Canaux de la Campine	2 469	2 474	2 288	2 314	2 496	2 621	2 632	2 570
Canaux brabançons ...	397	398	434	416	520	535	561	503
Meuse et Sambre	962	822	748	833	873	916	844	923
Haut-Escaut	1 040	1 098	1 146	1 275	1 282	1 380	1 279	1 355
Centre et Borinage	138	134	119	124	120	119	121	103
Yser et Côte	46	44	36	34	31	31	26	23
Total ...	**6 107**	**6 087**	**5 968**	**6 262**	**6 650**	**6 870**	**6 734**	**6 731**

Source : Institut National de Statistique.

Situation de la flotte intérieure de bateaux de charge (a)

Situation au 31 décembre

ANNÉE	Bateaux automoteurs		Bateaux sans moteur		Total	
	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes
1963	4 766	1 984 474	752	551 517	5 518	2 535 991
1964	4 808	2 068 181	709	530 241	5 517	2 598 422
1965	4 837	2 132 077	674	508 978	5 511	2 641 055
1966	4 871	2 183 070	660	507 620	5 531	2 690 690
1967	4 834	2 186 742	611	480 313	5 445	2 667 055
1968	4 772	2 170 453	569	441 334	5 341	2 611 787
1969	4 660	2 142 052	499	393 540	5 159	2 535 592
1970	4 442	2 060 187	438	357 604	4 880	2 417 791
1971	4 310	2 026 050	408	318 237	4 718	2 344 287

(a) Non compris les bateaux citernes.

Source : Ministère des Communications.

Nature de la flotte belge

DÉSIGNATION	1er janvier 1971		1er janvier 1972	
	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)
Paquebots mixtes	1	10 530	1	10 530
Cargos et coasters	60	474 756	56	513 009
Navires fruitiers	8	42 351	8	42 351
Pétroliers	15	288 334	18	316 715
Container	1	30 826	1	30 826
Minéraliers.....	4	126 984	5	162 899
Allèges de mer	2	13 108	3	19 662
Total ...	**91**	**986 889**	**92**	1 095 992

Source : Ministère des Communications, Administration de la Marine et de la Navigation intérieure.

Marine marchande belge (a)

Situation au 31 décembre

DÉSIGNATION	Année	Navires à vapeur	Navires à moteur	Allèges de mer	Total
Nombre de navires	1965	10	87	—	97
	1966	9	80	—	89
	1967	9	84	—	93
	1968	9	83	—	92
	1969	9	88	1	98
	1970	9	80	2	91
	1971	9	80	3	92
Tonnage brut belge	1965	169 175	591 327	—	760 502
	1966	161 362	609 675	—	771 037
	1967	161 480	673 891	—	835 371
	1968	161 480	724 228	—	885 708
	1969	161 480	797 216	6 554	965 250
	1970	161 480	812 301	13 108	986 889
	1971	161 480	914 850	19 662	1095 992
Tonnage net belge	1965	124 341	424 547	—	548 888
	1966	118 726	437 674	—	556 400
	1967	119 184	470 755	—	589 939
	1968	119 184	509 752	—	628 936
	1969	119 184	565 253	5 556	689 993
	1970	119 184	575 721	11 112	706 017
	1971	119 184	654 117	16 668	789 969

Source : Ministère des Communications.

(a) Non compris les navires de l'Etat.

Port d'Anvers

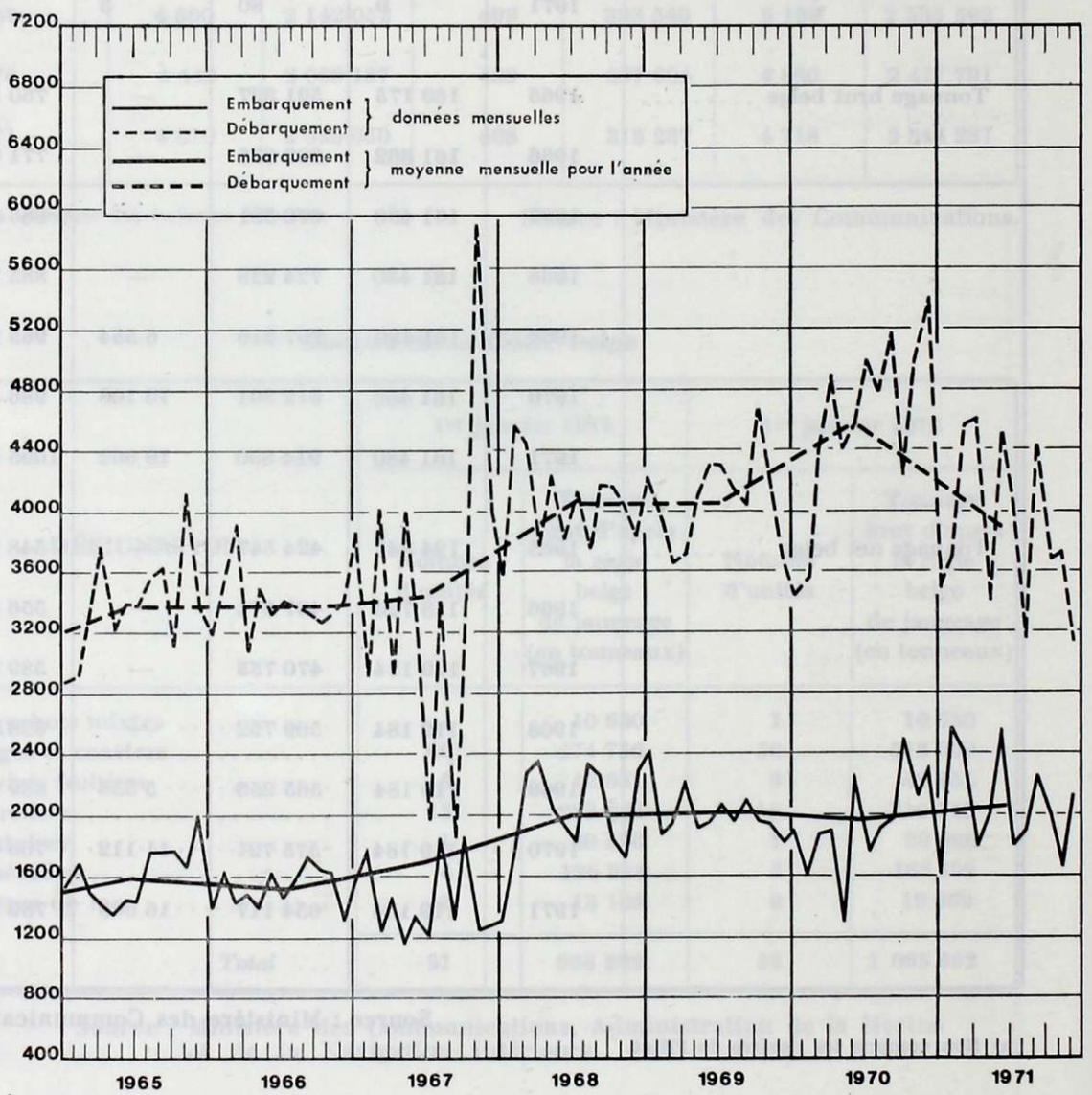
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1964	18 550	43 207	29 245	989	6 196	11 393	5 505
1965	18 065	44 753	33 004	1 099	6 287	12 563	6 487
1966	18 082	45 140	33 319	1 263	5 936	11 758	6 412
1967	18 250	46 181	35 112	1 127	5 077	11 795	5 530
1968	17 932	49 164	39 746	647	8 115	13 980	9 914
1969	17 885	52 419	40 646	611	7 635	15 209	8 920
1970	19 150	54 315	47 747	703	6 384	14 635	8 663
1971	18 654	51 847	40 015	812	6 749	13 539	11 134

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port d'Anvers

(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

Port de Gand

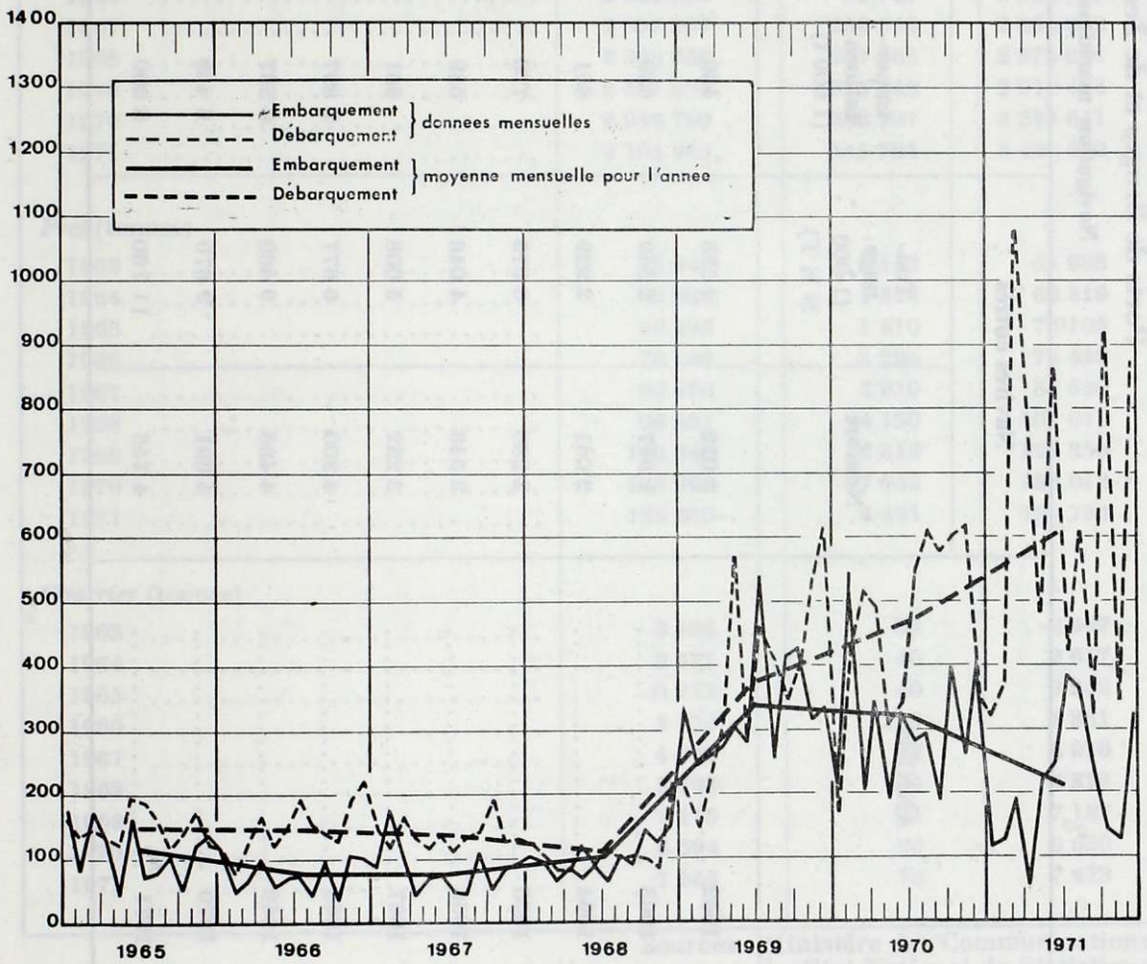
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1964	2 705	1 579	1 629	46	456	668	267
1965	2 494	1 525	1 499	52	232	990	345
1966	2 233	1 361	1 447	63	268	655	261
1967	2 294	1 197	1 204	61	368	628	258
1968	2 415	1 251	893	78	334	899	263
1969	3 254	3 995	3 533	124	874	3 727	339
1970	3 251	4 539	4 766	78	719	3 446	401
1971	3 646	5 410	6 297	76	1 000	2 347	334

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port de Gand

(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

Ports de Bruges et de Zeebrugge

Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1962	2 012	2 578	430	138	132	260	192
1963	1 917	2 549	659	200	212	247	191
1964	2 061	2 929	651	149	225	238	186
1965	2 280	3 015	720	293	234	284	177
1966	2 543	4 046	689	384	206	252	234
1967	3 232	5 008	661	258	186	207	311
1968	4 200	6 677	2 897	356	356	237	363
1969	4 436	9 430	6 587	270	758	305	499
1970	4 691	9 670	6 439	311	849	295	540
1971	4 746	11 760	6 300	221	536	421	319

Source : Institut National de Statistique.

Trafic commercial des aérodromes belges (a)

DÉSIGNATION	Trafic		
	Régulier	Irrégulier	Total
Avions (unités)			
1963	55 119	2 475	57 594
1964	58 064	3 798	61 862
1965	60 924	3 765	64 689
1966	61 856	3 190	65 046
1967	58 959	10 278	69 237
1968	63 585	10 083	73 668
1969	72 236	7 333	79 569
1970	78 839	7 529	86 368
1971	83 235	7 778	91 013
Passagers (unités)			
1963	1 438 145	63 149	1 501 294
1964	1 679 615	71 794	1 751 409
1965	1 869 351	54 975	1 924 326
1966	2 024 002	60 747	2 084 749
1967	2 097 957	256 645	2 354 602
1968	2 368 653	207 968	2 576 621
1969	2 597 032	315 442	2 912 474
1970	2 949 704	343 937	3 293 641
1971	3 104 965	385 734	3 490 699
Fret (tonnes)			
1963	53 840	1 143	54 983
1964	60 933	1 886	62 819
1965	68 295	1 810	7 0105
1966	76 146	3 296	79 442
1967	82 670	2 910	85 580
1968	96 861	4 150	101 011
1969	118 540	6 316	124 856
1970	128 966	7 052	136 018
1971	125 365	4 421	129 786
Courrier (tonnes)			
1963	2 433	34	2 467
1964	2 577	40	2 617
1965	3 212	40	3 252
1966	4 173	158	4 331
1967	4 913	63	4 976
1968	5 762	54	5 816
1969	7 116	71	7 187
1970	6 594	26	6 620
1971	7 335	78	7 413

Sources : Ministère des Communications.
Institut National de Statistique.

(a) Ensemble du trafic : arrivées et départs, vols locaux non compris.

Trafic de la SABENA

ANNÉE	Tonnes-kilomètre offertes (milliers)	Voyageurs transportés (milliers)	Voyageurs-kilomètre (milliers)	Fret (en milliers de tonnes-kilomètre)	Courrier (en milliers de tonnes-kilomètre)	Tonnes-kilomètre transportées (milliers)	Coefficient de chargement (en pourcent)
1962 ...	344 688,2	875,2	1 524 910,1	36 162,6	4 184,8	179 072,3	52,0
1963 ...	393 227,0	935,7	1 684 475,1	44 326,0	4 922,5	203 375,6	51,7
1964 ...	385 812,9	1 056,6	1 888 823,8	52 529,2	5 241,4	230 574,7	59,8
1965 ...	424 157,5	1 144,6	2 077 462,5	60 975,2	6 014,5	255 689,2	60,3
1966 ...	458 351,5	1 175,7	2 152 489,5	71 981,1	6 180,0	273 261,7	59,6
1967 ...	542 674,1	1 243,1	2 323 224,2	105 976,6	6 701,0	322 588,4	59,4
1968 ...	581 121,8	1 257,5	2 314 712,5	130 277,6	6 268,0	347 441,8	59,8
1969 ...	682 148,9	1 375,0	2 448 762,0	176 777,6	7 797,0	406 632,1	59,6
1970 ...	742 261,5	1 470,6	2 759 084,1	186 956,0	8 130,5	447 280,6	60,3
1971 ...	898 462,5	1 510,8	3 201 132,5	208 412,5	8 838,0	512 978,3	57,1

Sources : Ministère des Communications.
SABENA.

CHAPITRE IV

DISTRIBUTION

Sans doute n'y a-t-il aucun secteur essentiel de l'économie belge où les changements de structure des dernières années aient été aussi importants que dans celui de la distribution. Un peu partout et particulièrement au voisinage des grandes agglomérations surgissent de nouveaux points de vente, qui répondent aux critères les plus modernes. Les nouvelles méthodes de vente facilitent l'approvisionnement des ménagères, tout en les amenant à changer leurs habitudes.

1. — *Données macro-économiques.*

La part du commerce dans le produit national brut qui, en 1970 s'est élevée à 17,5 %, est demeurée pratiquement inchangée en 1971 (17,6 %). Exprimé à prix constant, le taux d'accroissement du commerce a diminué et est revenu de 5,8 % en 1970 à 4,7 % en 1971. Ce taux dépasse cependant encore celui du P.N.B. (4,2 %).

Dans le commerce, les banques et les assurances, le nombre global des travailleurs occupés en 1970 a été de 664 972 unités (1), soit 3,9 % de plus que l'année précédente. La part de ce secteur dans l'ensemble de la population active belge qui était de 16,6 % en 1969 est passée à 17,0 % en 1970. En 1970, le pourcentage des travailleurs salariés occupés dans la seule branche du commerce s'est élevé à 9,2 % contre 9,0 % en 1969. Par contre, pour l'ensemble des trois branches, commerce, banques et assurances, le nombre d'indépendants est descendu à 233 979 contre 237 192 en 1969, mais ce recul de 1,4 % n'a pas modifié le pourcentage de ce secteur dans l'ensemble du nombre d'indépendants (30,2 %).

Selon le Bureau du Plan, la productivité dans la distribution aurait progressé de 2,5 % au cours de la période 1966-1970. Ce taux paraît faible vis-à-vis de celui d'autres secteurs de l'économie et devrait être relevé dans les prochaines années.

(1) Lors de la rédaction, les données pour 1971 n'étaient pas encore disponibles.

2. — *Evolution en 1971.*

Depuis quelques années, la distribution est caractérisée par d'importantes mutations et principalement par une extension marquée du « libre service » dans le commerce de détail. Dans le secteur de l'alimentation en particulier, le nombre de magasins en libre service est passé, en trois ans, de 1 679 à 3 047 unités.

Tout aussi spectaculaire est l'évolution des supermarchés (1), qui sont passés de 19 unités en 1962 à 384 en 1970, pour atteindre 558 unités en janvier 1972. Il en est de même du développement des magasins dits hypermarchés (2) qui, au 1er janvier 1972, étaient au nombre de 46 en Belgique.

En fonction de la densité de population, les hypermarchés disposent par province et par 100 000 habitants, des superficies suivantes : Liège 5 721 m², Hainaut 5 077 m², Brabant 3 600 m², Anvers 3 363 m², Limbourg 2 537 m², Flandre occidentale 1 961 m², Namur 1 615 m² et la Flandre orientale 973 m². Il n'y a pas d'hypermarchés dans la province du Luxembourg.

L'évolution de la superette est aussi à retenir (3) ; leur nombre est passé de 1 228 en 1969 à 1 575 unités en 1971 (+ 28 %), alors qu'au cours de la même période, le nombre de points de vente dont la surface de vente est inférieure à 100 m², a augmenté de 771 à 1 040 unités (35 %). Ce dernier type de magasins connaît donc une expansion relative plus importante.

Un autre développement plus récent du commerce du détail est le centre d'achat dit « shopping-center » ; ils sont généralement situés à la périphérie des villes et visent à réaliser la collaboration entre des grands magasins et des commerçants spécialisés. La Belgique possède deux centres commerciaux de ce genre ; leurs surfaces de vente s'élèvent respectivement à 31 000 m² et 18 000 m² et leurs « parkings » peuvent accueillir 1 700 et 1 000 voitures.

A Bruxelles, les travaux de construction du premier centre international de commerce européen, ont commencé.

Enfin, est récemment apparu un nouveau type de magasin « discount » qui se distingue du « discount » traditionnel par sa superficie relativement modeste, son aspect utilitaire et des prix de vente laissant une marge bénéficiaire généralement inférieure à celles des autres magasins.

Cette transformation de la distribution a entraîné la concentration de l'appareil commercial. Elle se traduit par une centralisation des opérations d'achat et de vente au profit d'un nombre décroissant d'entreprises. Cette évo-

(1) Les supermarchés sont des points de vente dont la surface de vente occupe au moins 400 m² et où la majeure partie des articles est vendue en libre service.
(2) Selon les normes internationales, les hypermarchés sont des unités de distribution dont la surface de vente dépasse 2.500 m², qui offrent un large assortiment d'articles et qui disposent d'une surface de parcage de grande dimension mise à la disposition de la clientèle.
(3) Magasin de détail en alimentation dont la superficie varie entre 100 et 400 m².

lution se manifeste non seulement dans les grandes entreprises du secteur intégré, mais aussi dans des firmes indépendantes moins importantes qui se regroupent en créant des chaînes appelées volontaires ou des groupements d'achat.

C'est depuis la suppression de la « loi de cadenas » en 1961, que l'on assiste à cette mutation qui se manifeste principalement par le développement des grandes entreprises de distribution et par la réalisation d'importantes concentrations.

La localisation des grandes unités de distribution ayant donné lieu à des difficultés d'ordre divers, une commission mixte a été créée, en septembre 1971, auprès du Ministère des Travaux publics, avec mission d'établir des propositions de réglementation nouvelle des implantations.

Les ventes dans le commerce de détail, dont l'évolution est observée au moyen d'un nouvel indice sur la base 1966 = 100, ont augmenté en 1971 de 10,5 %, à prix courants, contre 9,0 % l'année antérieure. Dans les coopératives de consommation, les ventes sont demeurées inchangées, comme en 1970, tandis que dans les magasins à succursales et les supermarchés l'accroissement s'élève à 20 % environ.

Le chapitre relatif à la consommation privée fournit de plus amples indications à ce sujet.

Au registre de commerce dans lequel tous les commerçants, industriels et la plupart des artisans doivent obligatoirement être inscrits, 36 638 nouvelles inscriptions et 39 183 radiations ont été enregistrées en 1971. Pour les commerçants isolés, le nombre de nouvelles inscriptions a reculé de 7,6 %, tandis que le nombre de radiations est demeuré pratiquement inchangé ; au total, les radiations ont dépassé les inscriptions de 6 636 unités, contre 3 858 seulement en 1970.

Pour les sociétés, la situation est inverse : le nombre d'inscriptions dépasse de 4 091 unités celui des radiations. Les radiations ont diminué de 2 % par rapport à l'année antérieure, tandis que les nouvelles inscriptions ont augmenté de 2,8 %.

Le nombre de faillites prononcées en 1971 s'élève, pour l'ensemble des trois Cours d'Appel, à 1 385, soit une augmentation de 8,8 % par rapport à 1970.

3. — *Problème des petites entreprises de distribution.*

Les petites entreprises demeurent confrontées avec le problème d'une reconversion permanente aux méthodes modernes de gestion et aux formes modernes de distribution.

Il apparaît en tout cas que, contrairement à certaines prévisions erronées, les entreprises de petite dimension ont gardé et garderont une place dans le circuit de la distribution et constituent une des clefs d'un développement économique harmonieux.

Le Gouvernement, soucieux d'encourager leur modernisation, a établi un programme d'assistance technique visant au départ à mettre à la disposition des chefs des petites entreprises un instrument de comptabilité de gestion très simplifié. Le programme permet en outre un ensemble de mesures d'aide individuelle, depuis la simple consultation jusqu'à l'aide à l'application des méthodes de gestion plus élaborées. Cette action, mise en œuvre avec la collaboration des organisations de classes moyennes, doit contribuer à sortir de leur isolement les artisans et commerçants les plus désarmés devant les problèmes de gestion. Les dispositions légales en matière de pratiques commerciales ont été coordonnées et complétées par la loi du 14 juillet 1971 (1).

Par la mise en œuvre des nouvelles dispositions légales, les autorités espèrent rencontrer dans une très large mesure les préoccupations des milieux commerciaux, qui sont les premiers intéressés à l'assainissement des pratiques concurrentielles.

La loi a en premier lieu pour objet l'information de l'acheteur, notamment l'indication des prix et des quantités, ainsi que la dénomination et la composition des produits.

Elle fixe en outre les conditions auxquelles certaines pratiques de commerce doivent satisfaire pour assurer la concurrence loyale, notamment les ventes à perte, les ventes en liquidation, les ventes en soldes, les autres ventes à prix réduits, l'offre conjointe de produits ou de services, les ventes publiques, les achats forcés, les ventes en chaîne et les ventes itinérantes.

Enfin, la loi substitue à l'action pénale traditionnelle une procédure d'avertissement, s'inspirant, en l'étendant à de nouveaux domaines, de l'action en cessation introduite par l'arrêté royal du 23 décembre 1934.

★

★ ★

(1) Moniteur belge du 30 juillet 1971.

Commerce ambulant

Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce (a)

DATE ET RÉSIDENCE DU COMMERÇANT	Marché public		Voie publique		De porte en porte		Marché public et voie publique		Marché public et de porte en porte		Voie publique et de porte en porte		Marché public, voie publique et de porte en porte		Ensemble		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
1er janvier 1970 :																	
Anvers	3 258	59	382	3	721	33	640	11	178	16	327	13	1 895	52	7 401	187	7 588
Brabant	2 696	145	409	35	385	18	727	95	142	9	271	10	1 218	78	5 848	390	6 238
Hainaut	1 322	83	144	8	332	26	637	103	196	45	132	16	1 187	284	3 950	565	4 515
Liège	940	98	131	21	579	30	529	93	192	29	224	10	1 174	181	3 769	462	4 231
Limbourg.....	416	9	52	2	396	15	137	9	107	2	252	7	1 144	49	2 504	93	2 597
Luxembourg	37	2	2	—	56	4	28	—	26	—	40	1	113	7	302	14	316
Namur	107	15	23	1	65	3	55	5	31	2	36	3	185	14	502	43	545
Fl. Orientale	2 854	9	316	10	433	8	592	9	242	5	461	4	1 809	19	6 707	64	6 771
Fl. Occidentale ..	1 281	5	279	—	806	2	340	3	218	1	540	5	1 791	8	5 255	24	5 279
Pays étrangers ...	6	49	1	4	20	101	4	6	1	2	2	11	13	46	47	219	266
Le Royaume...	**12 917**	**474**	**1 739**	**84**	**3 793**	**240**	**3 689**	**334**	**1 333**	**111**	**2 285**	**80**	**10 529**	**738**	**36 285**	**2 061**	**38 346**
1er janvier 1966 : *Le Royaume...*	**12 646**	**400**	**2 554**	**123**	**4 617**	**218**	**4 606**	**311**	**1 668**	**113**	**2 854**	**103**	**12 111**	**677**	**41 056**	**1 945**	**43 001**
1er janvier 1968 : *Le Royaume...*	**13 183**	**476**	**1 772**	**109**	**3 664**	**228**	**3 706**	**325**	**1 310**	**103**	**2 474**	**109**	**10 285**	**746**	**36 394**	**2 096**	**38 490**

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans.
Les données au 1er janvier 1972 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique (a)

DÉSIGNATION	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital	Dissolutions de sociétés par liquidation et fusion	
	Anonymes et en commandite par actions		De personnes à responsabilité limitée		Ensemble		Ensemble	Ensemble	
	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Montant nominal net (en milliers de francs)	Nombre	Capital (en milliers de francs)
Commerce de détail :									
1964.....	39	36 421	292	73 011	331	109 432	260 768	139	48 473
1965.....	36	31 700	354	85 178	390	116 878	79 620	158	40 154
1966.....	42	28 010	432	101 075	474	129 085	27 389	140	252 851
1967.....	28	19 075	372	95 287	400	114 362	33 731	206	39 827
1968.....	52	35 205	435	159 574	487	194 779	41 094	178	414 024
1969.....	76	73 845	558	230 904	634	304 749	343 965	199	941 611
1970.....	129	164 622	733	304 433	862	469 055	73 119	238	93 418
Commerce de gros et commerce extérieur :									
1964.....	183	281 331	432	168 994	615	450 325	543 946	265	331 835
1965.....	217	303 153	507	208 408	724	511 561	1 052 255	318	291 216
1966.....	238	453 615	518	245 761	756	699 376	501 904	293	253 699
1967.....	223	347 172	477	255 554	700	602 726	579 915	282	722 809
1968.....	281	669 057	361	261 318	642	930 375	973 709	357	433 641
1969.....	312	929 895	353	249 678	665	1 179 573	974 488	320	749 699
1970.....	352	787 463	370	338 510	722	1 125 973	3 159 376	426	806 645

(a) Les données pour 1971 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce

DÉSIGNATION	1969	1970			1971		
	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total
Immatriculations principales (a) :							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles	18 898	16 894	3 104	19 998	16 259	3 432	19 691
Gand	9 912	8 960	1 582	10 542	7 575	1 428	9 003
Liège	8 040	7 542	935	8 477	7 028	917	7 945
Total ...	**36 850**	**33 396**	**5 621**	**39 017**	**30 861**	**5 777**	**36 638**
Radiations par suite de cessation, cession, transfert ou décès :							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles	18 362	18 204	997	19 201	18 859	1 092	19 951
Gand	9 969	10 961	425	11 386	10 488	338	10 826
Liège	7 845	8 089	299	8 388	8 150	256	8 406
Total ...	**36 176**	**37 254**	**1 721**	**38 975**	**37 497**	**1 686**	**39 183**
Différence	**+ 674**	**—3 858**	**+3 900**	**+ 42**	**—6 636**	**+4 091**	**—2 545**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Y compris les immatriculations principales par reprise d'une affaire radiée ou transportée, comme suite à une cession, un transport, un décès, etc.

Déclarations de faillite et demandes de concordats judiciaires

DÉSIGNATION	Déclarations de faillite (a)				Demandes de concordats judiciaires (b)			
	1939	1969 (c)	1970 (c)	1971 (c)	1939	1969 (c)	1970 (c)	1971 (c)
Cour d'Appel de :								
Bruxelles	520	754	742	845	204	69	115	97
Gand	147	249	228	292	72	37	46	35
Liège	78	261	303	248	66	49	47	53
Le Royaume ...	**745**	**1 264**	**1 273**	**1 385**	**342**	**155**	**208**	**185**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Faillites déclarées pendant l'année, y compris les faillites rouvertes.
(b) Avant la guerre, concordats préventifs à la faillite.
(c) Données provisoires.

Ventes à la consommation (a)

(1966 = 100)

ANNÉE	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives de consommation	Magasins à succursales (alimentation)	Ventes en supermarchés	Total du commerce de détail
1967	103	103	103	114	116	104
1968	109	108	105	141	131	111
1969	119	118	106	173	162	122
1970	126	131	108	209	193	137
1971	138	140	108	251	232	147

Source : Institut National de Statistique.

(a) Indice annuel publié à partir de 1967.

Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale

(1953 = 100)

PÉRIODE	1966 (a)	1967 (a)	1968 (a)	1969 (a)	1970 (a)	1971 (a)
Janvier	196	213	237	262	270	252
Février	194	220	232	244	267	274
Mars	229	246	244	276	290	368
Avril	207	232	252	290	299	349
Mai	208	249	270	280	283	340
Juin	241	299	252	288	312	377
Juillet	204	213	246	273	293	339
Août	233	248	264	272	285	356
Septembre	231	236	258	296	305	380
Octobre	219	246	278	307	307	382
Novembre	226	251	259	279	300	393
Décembre.....	254	272	312	351	398	..
L'année (b) ...	**221**	**244**	**259**	**285**	**301**	**346** (c)

Sources : Fédération des Distributeurs Grossistes en Alimentation.
Institut National de Statistique.

(a) Nombre de firmes recensées pour l'indice mensuel comme pour l'indice annuel :
en 1966 : 29;
en 1967 : 26;
en 1968 : 26;
en 1969 : 26,
en 1970 : 24;
en 1971 : 24.

(b) Le chiffre d'affaires total des 48 firmes recensées en 1948 s'élève à 1.229 millions de francs. Sur base 1953 = 100, l'indice annuel de 1948 est de 89.

(c) Estimation.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

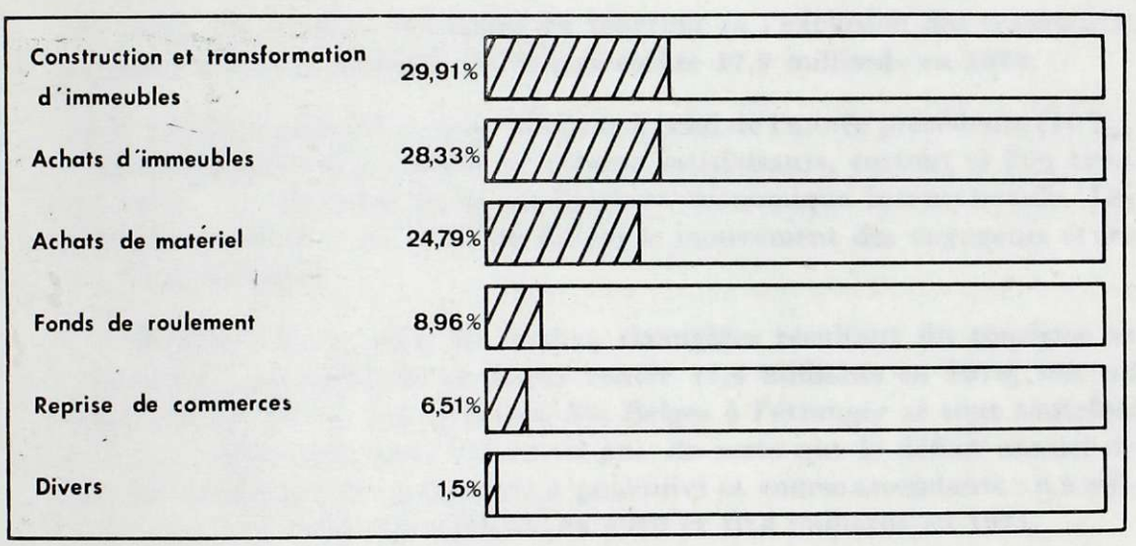
Crédits accordés

ANNÉE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen par contrat
1962	11 218	2 811 220	250,6
1963	12 506	3 391 320	271,2
1964	10 712	2 738 254	255,6
1965	11 260	3 074 842	272,7
1966	11 896	3 546 056	298,0
1967	12 170	4 043 111	329,4
1968	12 834	5 080 953	395,9
1969	12 174	5 592 032	459,3
1970	11 968	4 901 377	409,5
1971	11 540	5 047 860	437,4

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés en 1971 d'après leur destination



Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

CHAPITRE V

TOURISME

Par l'extension qu'il a pris partout dans la vie moderne, le tourisme est devenu une branche fort importante du secteur des services ; il contribue au développement de nombreuses activités économiques tout en promouvant les rapports internationaux. Le tourisme influence non seulement la balance des paiements d'un pays et les réserves des pays en devises, mais il offre, en outre, aux échanges internationaux des possibilités d'expansion supplémentaires. En effet, le développement du tourisme dans un pays, l'oblige à aménager son infrastructure et à acquérir les biens d'équipement pour la création et l'entretien des installations touristiques. Les statistiques en matière de commerce extérieur ne permettent cependant pas de recueillir des données précises concernant les exportations destinées au développement des régions touristiques. Pour certains pays, toutefois, la balance des recettes et des dépenses en devises étrangères dues au tourisme a été négative en 1970, notamment pour les Etats-Unis, où le solde déficitaire a atteint 1 598 millions de dollars, la République fédérale d'Allemagne (1 469 millions), la Suède (338 millions), le Canada (218 millions), la Belgique (165 millions) et le Japon (83 millions).

En 1971, les recettes mondiales du tourisme (à l'exclusion des transports) se sont élevées à 19,9 milliards de dollars contre 17,9 milliards en 1970.

Bien que le progrès (11 %) soit inférieur à celui de l'année précédente (16 %), les résultats peuvent être considérés comme satisfaisants, surtout si l'on tient compte de la détérioration de la conjoncture économique internationale. Les événements monétaires ont aussi pu freiner le mouvement des voyageurs et les dépenses des touristes.

En Belgique, les recettes en devises étrangères résultant du tourisme se sont élevées à 18,4 milliards de francs contre 17,4 milliards en 1970, soit un accroissement de 5,7 %. Les dépenses des Belges à l'étranger se sont toutefois accrues plus rapidement (16,7 %) en un an, de sorte que le déficit annuel de ce poste de la balance des paiements a poursuivi sa course ascendante : 6,9 milliards de francs en 1969, 7,2 milliards en 1970 et 10,3 milliards en 1971.

En 1971, le nombre de nuitées dans les hôtels belges (21 486 000) est demeuré pratiquement inchangé par rapport à l'année précédente, qui avait connu un accroissement de 1,5 %. Le nombre de nuitées de ressortissants belges ayant reculé légèrement, ce résultat a pu être obtenu grâce à un accroissement de 3 % du nombre de nuitées des étrangers.

Les Allemands de la République fédérale et les Français ont constitué la plus grande part dans le nombre de nuitées des étrangers, suivis par les Anglais et les Nord-Américains. Le taux d'accroissement le plus notable par rapport à l'année précédente, est celui des nuitées des Allemands (+ 12,9 %), suivi de celui des Français (+ 9,5 %). La part des Hollandais et des Nord-Américains n'a progressé que de 1,8 %, tandis que les quatre autres pays recensés indiquent un recul compris entre — 2,3 % et — 11 %.

La répartition des nuitées belges par région touristique ne s'est guère modifiée : les Belges préfèrent toujours la Côte, tandis que les villes d'art n'attirent que 2,5 % de nos compatriotes. La préférence des touristes étrangers, par contre, va surtout aux villes d'art (44,3 % contre 42,5 % en 1970).

Dans les établissements de vacances populaires, subsidiés par le Ministère des Communications, le nombre de nuitées a augmenté de 2,2 %, tout comme en 1970. Le nombre d'établissements de vacances populaires a diminué de deux unités ; le nombre de lits est toutefois passé de 21 968 à 22 510 unités. Les nuitées se répartissent à raison d'un peu plus de 70 % dans les maisons et centres de vacances, de 13 % dans les gîtes d'étape et de 12 % dans les auberges de jeunesse.

En 1971, les nuitées passées sur les terrains de camping ont progressé de 9 % contre 5 % l'année précédente. Les trois quarts des nuitées sont attribuées aux Belges, le solde aux étrangers et pour près de 75 % aux Hollandais.

L'accroissement le plus notable par rapport à 1970 revient aux campeurs Nord-Américains (+ 57 %) suivis de ceux de l'Allemagne occidentale (+ 24 %) et des Hollandais (+ 16 %).

Depuis le 4 novembre 1971, la nouvelle loi sur le camping est entrée en vigueur. L'arrêté royal du 29 octobre 1971 détermine certaines modalités d'application de cette loi ; il stipule entre autres les conditions reprises pour la délivrance d'un permis de camping et il classe les terrains en quatre catégories, selon leurs moyens d'équipement et de fonctionnement. Une grande importance a été attachée aux conditions minimales requises pour la délivrance d'un permis de camping. Cet arrêté introduit des dispositions transitoires, en vue de permettre aux propriétaires de terrains de camping de les aménager conformément aux conditions d'équipement et de fonctionnement prévues dans ledit arrêté.

★

★ ★

Répartition des nuitées par pays de provenance (a)

PAYS DE PROVENANCE	1953		1965		1966		1967		1968		1969		1970		1971 (c)	
	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)
Etranger :																
Grande-Bretagne	535	100	1 380	258	1 345	251	1 293	242	1 098	205	1 085	203	1 198	224	1 084	203
France	497	100	1 272	256	1 212	244	1 234	248	1 150	231	1 000	201	1 010	203	1 106	223
Pays-Bas	336	100	543	162	573	171	611	182	629	187	690	205	673	200	685	204
Allemagne (Occidentale)	168	100	729	434	810	482	818	487	801	477	860	512	976	581	1 102	656
Italie	74	100	161	218	167	226	194	262	179	242	173	234	179	242	175	236
Grand-Duché de Luxembourg	48	100	152	317	162	338	162	338	164	342	173	360	179	373	175	365
Suisse	55	100	72	131	71	129	67	122	70	127	73	133	76	138	68	124
U. S. A.	189	100	371	196	400	212	470	249	418	221	457	242	502	266	511	270
Autres pays	306	100	736	241	787	257	779	255	760	248	827	270	833	272	893	292
Total ...	**2 208**	**100**	**5 416**	**245**	**5 527**	**250**	**5 628**	**255**	**5 269**	**239**	**5 338**	**242**	**5 625**	**255**	**5 779**	**263**
Belgique	**6 926**	**100**	**14 522**	**210**	**14 710**	**212**	**15 329**	**221**	**15 275**	**221**	**15 538**	**224**	**15 773**	**228**	**15 687**	**226**
Total général ...	**9 134**	**100**	**19 938**	**218**	**20 237**	**222**	**20 957**	**229**	**20 544**	**225**	**20 876**	**229**	**21 398**	**234**	**21 486**	**235**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Sont seulement reprises dans la statistique, les personnes ayant logé en Belgique moyennant paiement, ailleurs qu'en maisons de cure et à l'exclusion du camping.
(b) Sur base 1953 = 100.
(c) Estimations.

Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1971 (a)

RÉGION TOURISTIQUE	Selon le pays de résidence		En fonction du total des nuitées		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
Littoral	79,9	42,4	58,3	11,4	69,7
Villes d'art.....	2,5	42,5	1,9	11,4	13,3
Ardennes-Meuse	11,8	6,0	8,7	1,7	10,3
Autres régions.....	5,8	9,1	4,2	2,5	6,7
Le Royaume ...	**100,0**	**100,0**	**73,0**	**27,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Estimations.

Répartition des nuitées par saison
(en pour-cent)

PÉRIODE	Belges		Etrangers		Total	
	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)
1961	19,5	80,5	34,5	65,5	23,1	76,9
1962	19,0	81,0	34,4	65,6	22,8	77,2
1963	19,3	80,7	35,5	64,5	23,6	76,4
1964	21,1	78,9	35,7	64,3	25,0	75,0
1965	21,4	78,6	34,2	65,8	24,9	75,1
1966	22,3	77,7	36,7	63,3	26,2	73,8
1967	22,4	77,6	38,3	61,7	26,7	73,3
1968	22,0	78,0	38,2	61,8	26,1	73,9
1969	23,9	76,1	40,1	59,9	28,0	72,0
1970	24,6	75,4	40,4	59,6	28,8	71,2
1971 (c).....	25,0	75,0	40,1	59,9	29,1	70,9

Source : Institut National de Statistique.

(a) Il s'agit principalement de « week-ends » et d'événements touristiques situés en dehors de la saison proprement dite.
(b) Du 1er juin au 30 septembre.
(c) Estimations.

Nombre des nuitées de camping par pays de provenance

PAYS	Saison 1967	Saison 1968	Saison 1969	Saison 1970	Saison 1971	Ecart en pour-cent de 1971 par rapport à	
						1969	1970
Pays étrangers :							
Grande-Bretagne	72 379	76 820	99 207	102 016	113 068	+ 3	+ 11
France	75 559	62 258	64 660	82 008	89 082	+ 27	+ 9
Pays-Bas	613 795	727 157	862 981	854 221	989 494	— 1	+ 16
Allemagne (occidentale)	47 444	55 957	51 343	67 429	83 614	+ 31	+ 24
Italie	9 141	8 065	10 177	13 456	13 750	+ 32	+ 2
Grand-Duché de Luxembourg	9 717	12 644	9 680	10 388	8 164	+ 7	— 21
Etats-Unis d'Amérique	5 854	4 671	5 759	8 033	12 601	+ 39	+ 57
Autres pays	19 404	20 575	26 960	29 719	49 561	+ 10	+ 67
Total ...	**866 561**	**979 965**	**1 145 957**	**1 178 550**	**1 359 334**	+ 3	+ 15
Belgique	3 068 057	3 275 178	3 566 778	3 786 546	**4 076 960**	+ 6	+ 8
Total général ...	**3 934 618**	**4 255 143**	**4 712 735**	**4 965 096**	**5 436 294**	+ 5	+ 9

Source : Institut National de Statistique.

Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs

(en milliards de francs)

ANNÉE	Tourisme et voyageurs			Total des transactions sur services		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1964	8,7	12,1	— 3,4	61,4	63,2	— 1,8
1965	10,6	14,4	— 3,8	70,7	70,1	+ 0,6
1966	11,5	16,0	— 4,5	77,8	77,0	+ 0,8
1967	12,1	18,5	— 6,4	89,2	83,5	+ 5,7
1968	13,7	19,9	— 6,2	101,7	97,5	+ 4,2
1969	15,8	22,7	— 6,9	117,1	116,7	+ 0,4
1970	17,4	24,6	— 7,2	152,8	147,9	+ 4,9
1971 (a)	18,4	28,7	— 10,3	165,3	160,0	+ 5,3

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Données provisoires.

Mouvement et recettes du trafic voyageurs (a)

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

(moyenne mensuelle)

ANNÉE	Voyageurs			Voyageurs/km			Recettes		
	Période non touristique (b) (en milliers d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en millions d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique(b) (en milliers de francs)	Période touristique (c)	
		En milliers d'unités	En % de la période non touristique		En millions d'unités	En % de la période non touristique		En milliers de francs	En % de la période non touristique
1963.....	6 483	7 048	109	217	299	138	162 088	227 192	140
1964.....	6 537	7 026	107	223	285	128	178 562	238 945	134
1965.....	6 604	7 005	106	219	287	131	182 705	243 919	134
1966.....	6 633	7 112	107	215	276	128	204 711	268 299	131
1967.....	6 581	6 986	106	210	279	133	210 258	275 545	131
1968.....	6 451	6 859	106	205	271	132	205 883	271 446	132
1969.....	5 771	6 296	109	207	277	134	213 810	280 438	131
1970.....	5 752	6 350	110	213	280	131	228 654	294 643	129
1971.....	5 717	6 263	110	223	292	131	229 054	290 387	127

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) A l'exclusion des voyageurs avec abonnement.
(b) L'année, période juin-septembre exclue.
(c) Période juin-septembre.

Etablissements de vacances populaires

DÉSIGNATION	Nombre d'installations				Nombre de lits			
	1968	1969	1970	1971	1968	1969	1970	1971
Maisons et centres de vacances	31	30	32	30	14 832	14 320	13 725	15 169
Auberges de jeunesse	34	33	32	32	3 701	3 567	3 678	3 197
Établissements des Amis de la Nature	15	15	15	15	1 214	966	1 034	1 058
Gîtes d'étapes	37	41	41	41	2 613	3 145	3 125	2 680
Relais Patros (a).....	1	1	1	1	406	406	406	406
Total...	**118**	**120**	**121**	**119**	**22 766**	**22 404**	**21 968**	**22 510**

	Nombre de nuitées			
	1968	1969	1970	1971
Maisons et centres de vacances	1 106 792	1 122 752	1 116 125	1 141 500
Auberges de jeunesse	187 838	188 110	202 860	193 776
Établissements des Amis de la Nature	64 380	45 288	49 181	52 908
Gîtes d'étapes	126 506	179 541	201 869	211 359
Relais Patros (a).....	21 172	20 050	19 832	25 958
Total...	**1 506 688**	**1 555 741**	**1 589 867**	**1 625 501**

	Nombre de nuitées (en pour-cent)			
	1968	1969	1970	1971
Maisons et centres de vacances	73,4	72,2	70,2	70,2
Auberges de jeunesse	12,5	12,1	12,8	11,9
Établissements des Amis de la Nature	4,3	2,9	3,1	3,3
Gîtes d'étapes	8,4	11,5	12,7	13,0
Relais Patros (a).....	1,4	1,3	1,2	1,7
Total...	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Commissariat général au Tourisme.

(a) Nouvel établissement de vacances populaires ouvert depuis 1967.

TROISIÈME PARTIE

FINANCES, MONNAIE ET CRÉDIT

CHAPITRE PREMIER

APERÇU GÉNÉRAL DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

Au cours de l'année 1971, la politique monétaire et financière du pays a été influencée d'une part par le changement du climat économique et, d'autre part, par les problèmes monétaires internationaux et leurs séquelles.

L'arrivée en Europe de capitaux spéculatifs à court terme a notamment incité les instances monétaires allemandes et néerlandaises à recourir, en principe à titre temporaire, à la flottaison du DM et du florin néerlandais en mai 1971. Dans l'U.E.B.L., par contre, pour empêcher l'afflux des fonds provenant de l'étranger, le marché réglementé a été rigoureusement séparé du marché libre des changes ; de la sorte, les capitaux spéculatifs étaient aiguillés vers le marché libre, où les cours fluctuaient désormais sans limite à la baisse, tandis que les opérations courantes continuaient à bénéficier de l'avantage de cours maintenus dans des limites étroites sur le marché réglementé.

La suppression de la convertibilité du dollar, au 15 août, en or ou en d'autres avoirs de réserve a créé une situation nouvelle pour les mouvements de paiements internationaux et occasionné de graves perturbations dans les relations de change entre les pays industrialisés.

Le 23 août, à la réouverture des changes à Bruxelles, aucune modification n'a été apportée au fonctionnement du double marché. Les cours du florin s'établissaient sur la base de la parité avec le franc belge et dans les limites de 1,5 % de part et d'autre de cette parité. Par rapport aux autres monnaies, les limites imposées ont été suspendues.

Le franc belge, devenu flottant à partir du 23 août, a accusé par rapport au dollar une appréciation progressive, en raison principalement du surplus de la balance des paiements courants de l'U.E.B.L. Pendant le dernier tiers de l'année, le cours du dollar a été influencé surtout par les opérations de change des entreprises, des particuliers et celles des banques et beaucoup moins par les interventions de la Banque Nationale ou celles que d'autres banques centrales effectuaient avec son accord.

Pendant plusieurs semaines, après le 23 août, le cours du dollar est resté plus élevé vis-à-vis du franc belge que du florin. Ceci s'explique par le dénouement de positions spéculatives prises en Belgique et au Luxembourg pendant la période où le florin flottait et où la spéculation a joué en faveur du franc belge par la modification des délais de paiement.

Après le 23 août, les opérations d'arbitrage ont ainsi provoqué une demande de florins sur le marché belge et la Banque Nationale est intervenue et s'est progressivement endettée vis-à-vis de la Nederlandsche Bank en vue de maintenir cette monnaie à sa limite supérieure. A la fin du mois de septembre, le montant de cet engagement s'élevait à 6,4 milliards de francs. Par la suite, la situation s'est modifiée et l'évolution des cours a permis à la Banque Nationale d'acheter des florins sur le marché et de réduire progressivement sa dette. Au cours du mois de décembre, en outre, des cessions d'or ont eu lieu pour un montant d'un milliard de francs, de sorte que la Nederlandchse Bank ne possédait plus, fin 1971, qu'une créance de 1,4 milliard de francs sur la Banque Nationale.

L'U.E.B.L. n'a pas été en mesure de contenir le cours du dollar à l'intérieur des anciennes limites sur le marché réglementé ce qui aurait d'ailleurs conduit, en fait, à une dévaluation par rapport aux principaux partenaires commerciaux (qui laissaient le dollar se déprécier) et, par conséquent aussi, à un gonflement de l'excédent de la balance des paiements courants de l'U.E.B.L. ainsi qu'à une pression haussière sur les prix des importations.

En outre, des modifications aux délais de paiement, en prévision d'une réévaluation éventuelle du franc belge, entraîneraient l'afflux de fonds par le marché réglementé (ce qui s'est d'ailleurs produit pendant la première moitié du mois d'août).

Il n'était cependant pas opportun, ni nécessaire, pour autant, de laisser fluctuer les unes vis-à-vis des autres les monnaies d'autres pays industrialisés et singulièrement celles des pays de la C.E.E. Comme il n'a pas été possible d'autre part de trouver une solution au niveau de la Communauté européenne, il a été convenu le 21 août entre les pays du Benelux que le cours du florin ne pourrait s'écarter de plus de 1,5 % du cours pivot de 13,81215 francs belges pour un florin.

Le 18 décembre enfin, le groupe des Dix a fixé des nouvelles parités monétaires (cours-pivots) tout en élargissant provisoirement les marges de fluctuations des cours de change à 2,25 % tant à la baisse qu'à la hausse. De son côté, le président Nixon s'est déclaré disposé à proposer au Congrès l'augmentation du prix officiel de l'or en dollars sous réserve de concessions commerciales que feraient la C.E.E., le Japon et le Canada. Finalement, des pourcentages de réévaluation ont été déterminés pour les monnaies des Pays-Bas, de la République fédérale d'Allemagne, de la Belgique et du Japon.

Quant aux marges de fluctuation entre le franc belge et le florin, elles n'ont pas été élargies et l'accord monétaire Benelux du 21 août est resté en vigueur.

Par ailleurs, dans l'immédiat, il a été mis fin au régime de flottement illimité des cours de change d'un grand nombre de monnaies mais les marges de fluctuation dans lesquelles ces cours peuvent se mouvoir ont été élargies par rapport aux marges antérieures.

En vue de mieux assurer l'équilibre des opérations internationales, le retour au principe de la stabilité des changes s'est accompagné d'une révision généralisée des rapports officiels entre les valeurs des unités monétaires des différents pays. Pour la majorité d'entre eux, il ne s'agissait pas encore d'un changement formel de la parité. De telles modifications ne devaient intervenir qu'après la ratification par le Congrès des Etats-Unis de la nouvelle parité du dollar ; mais à cet égard, le Gouvernement américain a déclaré ne vouloir entamer la procédure parlementaire nécessaire que lorsque les résultats de la première phase des négociations commerciales ouvertes avec la Communauté Economique Européenne, le Japon et le Canada auront pu être appréciés.

Dès lors, le Fonds Monétaire International, par une décision du Conseil d'Administration en date du 18 décembre, a autorisé les pays membres à déterminer un taux de change central ; en fait, les taux centraux déclarés ont été fixés par rapport au dollar des Etats-Unis.

La même décision du Fonds a consacré la seconde résolution adoptée par le groupe des Dix. Les marges autorisées pour les fluctuations des cours de chaque unité monétaire sur le marché des changes intérieur furent provisoirement portées à 2,25 % de part et d'autre des taux centraux ou du cours de la monnaie d'intervention. Pour les pays qui s'étaient soumis aux règles de l'Accord Monétaire Européen, cette décision a pour conséquence que les écarts entre les cours de leur monnaie et la parité ou le taux central peuvent atteindre, à la hausse comme à la baisse, vis-à-vis du dollar des Etats-Unis, 2,25 % au lieu d'environ 0,75 % précédemment ; à l'extrême, et les unes vis-à-vis des autres, 4,5 % au lieu de 1,5 % précédemment ; le battement possible entre le cours maximum et le cours minimum de toutes les monnaies (autres que le dollar) entre elles était ainsi de 9 %. Sans doute, ce pourcentage ne peut être atteint que si, après un certain laps de temps, les positions de deux monnaies vis-à-vis du dollar se sont complètement renversées l'une et l'autre. Il reste cependant que des cours de change dont les fluctuations pourraient revêtir une telle amplitude dans des périodes assez courtes, ne se différencient pas beaucoup de cours flottants.

Au terme de cette première étape de la réorganisation du système monétaire international, le dollar des Etats-Unis est demeuré inconvertible. Aussi longtemps que l'une ou l'autre forme de convertibilité de cette monnaie ne sera pas organisée, le déficit de base de la balance américaine des paiements, s'il persiste et n'est pas couvert par une augmentation des avoirs privés en dollars, sera finalement financé, en vertu de l'accord de Washington, par des crédits que les banques centrales de pays en excédent seront forcées de consentir aux Etats-Unis.

L'augmentation de la marge d'insécurité en matière de change et de commerce international est incontestablement contraire au principe des conditions homogènes de ventes dans le cadre de la C.E.E. Au fil des événements monétaires, les attitudes des Etats membres ont illustré le fait que l'engagement de principe qui avait été pris antérieurement de considérer la politique en matière de change comme d'intérêt commun n'a guère inspiré les positions. Au contraire, le système de la monnaie flottante a témoigné un relâchement des efforts de coordination qui devaient être entrepris dans le cadre de la Communauté ; les pays du Benelux ont constitué une exception à cet égard par l'accord monétaire particulier qu'ils ont conclu et qui dans une certaine mesure consacre l'abandon d'une partie de leur souveraineté. Si la balance des paiements de l'U.E.B.L. et des Pays-Bas venait à évoluer d'une manière très divergente, la Banque Nationale de Belgique et la « Nederlandsche Bank » prendraient certes des positions opposées afin de maintenir les fluctuations sur le marché des changes à l'intérieur des marges convenues. Mais il ne faut pas perdre de vue que la balance des paiements est également influencée par la situation économique générale, de sorte qu'une évolution parallèle de la balance des paiements est fonction de la réussite de la coordination de la politique économique.

Au début de 1971, le boni des opérations courantes, en ce compris l'afflux de fonds lié aux transactions commerciales, et les mouvements de capitaux privés, ont procuré d'amples ressources aux banques ; l'évolution de la position au comptant en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises, et de leurs engagements nets en francs envers l'étranger, s'est traduite par des entrées fort importantes.

Vu cet afflux de liquidités venant de l'étranger, il n'était pas sans fondement de penser que les mesures de contrôle des liquidités des organismes financiers puissent rester sans lendemain. C'est ce qui explique la mesure prise par la Banque Nationale, afin d'inciter les banques à modérer leurs transactions, qui les rendaient débitrices ou plus débitrices vis-à-vis de l'étranger.

Les limites de la position extérieure débitrice nette de chaque banque ont toutefois été établies d'une manière assez large afin de permettre aux banques d'exécuter d'éventuelles transactions spéciales.

La position extérieure nette d'une banque fut définie comme englobant les avoirs et engagements, au comptant, en devises vis-à-vis de l'étranger et de la Belgique et en francs belges vis-à-vis de l'étranger ; furent cependant exclus, à l'actif, les crédits qui pouvaient alimenter directement ou indirectement la trésorerie des entreprises belges, ainsi que les avoirs et engagements en francs belges vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

Les engagements des banques belges envers l'étranger se sont aussi fortement accrus ; des non-résidents ont formé, en effet, des avoirs en francs belges en vue d'une réévaluation éventuelle de cette monnaie. Il n'a toutefois pas pu être paré efficacement à l'incidence de cette augmentation des moyens sur la liquidité totale à l'intérieur du pays par l'abaissement des plafonds de réescompte

et de visa des banques auprès de la Banque Nationale. Au début du mois de juin, un accord est intervenu entre la Banque Nationale et l'Association belge des Banques, en vertu duquel la réduction des plafonds de réescompte et de visa a été remplacée par des versements en compte spécial auprès de l'institut d'émission.

La limitation des crédits est restée en vigueur jusqu'au 30 septembre 1971, quoique sous une forme plus assouplie.

Dans sa communication du 9 décembre 1970, la Banque Nationale avait mis l'accent sur la nécessité de limiter les crédits à la consommation pour éviter que la consommation privée soit poussée trop loin, sous l'impulsion des hausses de prix annoncées, en liaison d'ailleurs avec l'introduction de la T.V.A. Pour la même raison, la constitution des stocks de la part des entreprises a dû également être limitée. La Banque Nationale a prolongé le régime de limitation des crédits jusqu'au 30 septembre 1971, avec une norme transitoire le 30 juin 1971. Les encours de « Créditexport » avaient déjà été exclus des normes établies pour 1970. Le taux d'accroissement du total des crédits, octroyés initialement par les banques de dépôts, a été fixé à 15 % (sur une base annuelle) pour les trois premiers trimestres (y compris les crédits non encadrés). En vue d'enrayer un débordement éventuels des dépenses de consommation, les crédits bancaires octroyés à cet effet n'ont pu s'élever, fin juin 1971, qu'à 9 % de plus que fin septembre 1970 et fin septembre 1971 à 12 % de plus.

Dans les derniers mois de 1971, le rythme de l'expansion économique s'est affaibli, de sorte que la Banque Nationale n'a plus limité les crédits bancaires après le 30 septembre 1971. En effet, à la fin du premier trimestre les limites globales pour les crédits bancaires dépassaient le montant des engagements de crédits et cette situation avait empiré pendant les deuxième et troisième trimestres. Les limites de crédit ont été également supprimées pour les autres institutions financières. Les crédits d'investissements avaient déjà été exclus de la réglementation introduite le 9 décembre 1970.

Afin de soutenir la consommation privée, le financement des ventes à tempérament a été assoupli (arrêté royal du 22 octobre 1971). Le délai de remboursement a été prolongé et le pourcentage minimum exigé pour l'acompte a été réduit.

Au cours de l'année 1971, divers ajustements ont été introduits pour les plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale. Fin mars, ceux-ci ont été fixés à 8 2/3 %, fin avril ainsi que fin mai, ils ont été abaissé chaque fois de 1/3 %. Les plafonds de réescompte et de visa sont, en effet, des instruments importants, maniés par les autorités monétaires pour agir sur les liquidités des institutions financières et surtout sur la capacité y afférente d'octroyer des crédits. Ces instruments ont toutefois perdu une partie de leur efficacité à cause des mouvements internationaux de fonds, ayant eu lieu au cours de l'année.

L'accroissement des liquidités sur le marché monétaire et le fléchissement des taux d'intérêt qui en découlent ont incité la Banque Nationale à abaisser le taux d'escompte, mais malgré la diminution des taux d'intérêt sur le plan

international, le coût de l'argent en Belgique était un peu plus élevé qu'à l'étranger. L'abaissement de l'escompte le 25 mars, a constitué dès lors une mesure pour prévenir les mouvements internationaux inopportuns de capitaux. De même, le 23 septembre, le taux d'escompte a été abaissé de 0,5 % pour retomber à 5,5 %. Il n'y avait d'ailleurs plus lieu de freiner l'activité économique dont le taux d'expansion était en recul.

Au cours de l'année 1971, le Trésor a remboursé une partie importante de la dette étrangère à court terme. Cette opération a eu lieu dans le cadre de la politique anti-inflationniste et, en particulier, en vue de parer à l'importation spéculative de capitaux à court terme. Dans ce même ordre d'idées, le Trésor a conclu un accord avec les banques et les autres institutions financières, selon lequel ces organismes doivent investir, en valeurs et effets publics, la moitié de l'accroissement de leurs moyens d'action en francs belges, constaté au cours de la période du 1er mars au 30 novembre 1971.

La politique des autorités en matière d'émission d'effets publics, visait l'épongement des liquidités excédentaires dont disposaient les particuliers et les investisseurs institutionnels, afin d'éviter une pression supplémentaire sur les prix.

Dans le domaine de la politique budgétaire, une action anticyclique a été menée. Au cours de l'année 1971, le recrutement du personnel a été limité, tandis que les acquisitions de certains biens et services ont été réduites de 5 %. Simultanément, les subsides facultatifs ont été limités au montant figurant au budget de 1970. En outre, les autorités ont abaissé le taux de la taxe spéciale à l'exportation pour certains produits, selon l'ampleur du courant d'exportation vers les Etats-Unis. Au 31 décembre 1971, cette taxe a été abolie.

*
* *

Pendant la majeure partie de l'année 1971, la politique financière et monétaire s'est surtout attachée à enrayer les tendances inflationnistes. Les limitations de crédit ont été maintenues jusqu'au 30 septembre, afin de contenir les dépenses de consommation et la constitution des stocks de la part des entreprises. Un revirement a toutefois eu lieu dans la politique financière, le ralentissement de la conjoncture s'étant accentué depuis le mois d'octobre.

1971 a été également caractérisé par l'effondrement du système monétaire international, sous l'influence de mouvements intenses de capitaux à court terme, liés aux expectatives de modifications de parités et aux disparités de taux d'intérêt entre les divers pays. La détérioration de la balance américaine n'y fut pas étrangère non plus.

Les événements monétaires internationaux ont, en tout cas, compliqué le fonctionnement des instruments nationaux monétaires et financiers.

CHAPITRE II

FINANCES PUBLIQUES

SECTION I. – FINANCES DE L'ÉTAT

Pendant l'année 1971, le ralentissement de la croissance entamée vers la fin de 1970, s'est poursuivi et s'est encore accentué pendant les mois d'octobre et de novembre 1971.

Le programme initial des engagements de dépenses concernant le budget extraordinaire, le Fonds des Routes et le secteur débudgétisé s'est accru de 16,8 % par rapport à 1970. Ce programme a tenu compte des objectifs, repris dans le troisième Plan, relatifs à la continuation de l'extension de l'infrastructure nationale. Les investissements dans le cadre du budget extraordinaire et du Fonds des Routes (80 % du programme total) ont été fixés à 44,7 milliards contre 38,3 milliards en 1970. Le programme comportait également une tranche conditionnelle de 20 %. Son affectation dépendait toutefois de l'évolution conjoncturelle.

Le programme des engagements relatifs au secteur débudgétisé s'est élevé à 15,8 milliards par rapport à 14,6 milliards en 1970 (les Intercommunales pour la construction des autoroutes, les travaux des administrations locales subsidiées par l'Etat, les aménagements au canal Albert et le canal de Bruxelles-Rupel). Les dépenses financières ont été estimées à 11,9 milliards.

Le budget revu en matière du secteur budgétaire a été porté à 58,7 milliards (il s'agit du programme de base). Le programme du secteur débudgétisé a été relevé de 1 milliard. Des majorations ont été admises pour le programme des engagements afin de compenser l'incidence du ralentissement de l'expansion. En outre, il y a eu lieu de pourvoir à certains besoins urgents, de même que de répondre à des engagements pouvant être concrétisés après les consultations requises.

Le programme ajusté des engagements, non compris les dépenses financières, a atteint 75,6 milliards, dont 58,7 milliards pour le secteur budgétaire et 16,9 milliards pour le secteur non-budgétaire.

Le budget ordinaire a subi l'influence de la politique de stabilisation. En effet, la première estimation du budget de la dette publique, laquelle représente

18 % du budget total, s'est accrue de 6,8 milliards pour atteindre 59,4 milliards en 1971. L'explication réside, d'une part, dans l'accroissement des taux d'intérêt et, d'autre part, dans les programmes importants des investissements publics, conçus dans l'optique du développement de l'infrastructure. Le budget initial révèle une augmentation de 28,4 milliards pour atteindre 318,7 milliards en 1971. Cet accroissement des dépenses s'explique, en grande partie, par les charges à supporter en matière de subsides aux administrations subordonnées, la politique sociale, les pensions et l'éducation, qui augmentent, globalement, de 13,9 milliards. La loi du 16 août 1971 porte le crédit provisoire au budget du Ministère des Finances de 4,8 milliards à 8,4 milliards. Ce montant est utilisé pour couvrir l'incidence de l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée sur certaines dépenses ainsi que les nouvelles mesures de programmation sociale et la répercussion de l'augmentation des prix sur les dépenses ordinaires. Cette subvention est répartie entre les différents départements par arrêtés royaux. Par l'arrêté royal du 28 octobre 1971 cette somme a déjà été répartie à concurrence de 7,1 milliards.

Pendant l'année budgétaire 1971, les crédits supplémentaires se montent à 2,6 milliards, ce qui s'explique par le montant total des augmentations nettes (9,1 milliards) et les diminutions nettes (6,5 milliards).

Un accroissement net de 3 milliards se rapporte au budget de l'Education nationale, au titre des liquidations de traitements dans les trois réseaux d'enseignement et de la convention des obligations résultant de la nouvelle loi sur le financement des universités. Un recul net de 2,3 milliards apparaît au budget de la dette publique en raison de l'évolution favorable de la dette à court terme et de la réduction des taux d'intérêt sur le marché monétaire.

Après avoir tenu compte des amendements (+ 3,7 milliards) et des crédits relatifs aux années précédentes (3,1 milliards), le budget adapté se chiffre à 328,1 milliards pour 1971.

Les imputations (provisoires) atteignent, par contre, 322,7 milliards, représentant ainsi un accroissement de 9 % par rapport à l'exercice 1970. En comparaison avec 1970, les transferts de revenus (51,4 % des dépenses budgétaires) montrent une augmentation de 16,5 % par rapport à 1970 et les imputations au budget de la dette publique s'accroissent de 4,9 %.

Les recettes ordinaires réalisées pendant l'exerce 1971 s'élèvent à 325,9 milliards, dégageant ainsi une plus-value de 7 milliards par rapport à l'estimation initiale et de 8,5 % en comparaison avec l'exercice 1970. Les recettes non fiscales ont reculé de 16,9 milliards en 1970 à 9,1 milliards en 1971. L'augmentation en 1970 était toutefois imputable à un facteur fortuit, c'est-à-dire la modification des modalités de versement pour la participation de l'Etat dans les bénéfices et les opérations de la Banque Nationale. En outre, les recettes de l'Administration de la Marine et des Postes ne figurent plus au budget des Voies et Moyens à la suite de leur constitution en régies distinctes.

Les recettes fiscales s'élèvent à 316,8 milliards en 1971 (y compris toutefois des crédits d'impôt pour un montant de 5 milliards, à rembourser en février 1972). En comparaison avec les prévisions, 5,9 milliards supplémentaires ont été réalisés. La plus-value par rapport aux recettes fiscales de l'exercice 1970 a été 33,4 milliards soit 11,8 %.

La taxe sur la valeur ajoutée, les droits de timbre et taxes assimilées ont rapporté 105,2 milliards, en retrait de 0,9 milliard par rapport aux prévisions. Après réintégration des recettes affectées au Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale, soit 2,4 milliards pour l'année 1971 mais abstraction faite des crédits d'impôts s'élevant à 5 007 millions, les recettes de 1971 dépassent de 5,3 milliards le produit des taxes de 1970.

Les réalisations en matière d'impôts directs (151,4 milliards) font apparaître un excédent de 8,6 milliards par rapport aux prévisions. En cette matière, une influence a été exercée par l'évolution des rémunérations nominales. En comparaison avec le rendement pendant l'exercice 1970, un surplus de 19,9 milliards est enregistré. Ce résultat est dû principalement au précompte professionnel (+ 10 758 millions), aux perceptions par rôles (+ 4 939 millions), au précompte mobilier (+ 2 483 millions) et aux versements anticipés (+ 2 299 millions). La taxe de roulage marque toutefois un déficit de 803 millions, ce qui s'explique par le décalage des recettes de décembre à janvier qui a été plus important en 1970 qu'en 1971.

En comparaison avec les prévisions, les recettes en droits d'entrée (6,4 milliards) accusent une moins-value de 399 millions, due à la prolongation des termes de crédits accordés aux importateurs.

Toutefois, au cours de l'exercice 1971, 32,5 % en moins ont été réalisés par rapport aux recettes de 1970. Ce fait est, en outre, en relation avec le transfert à la C.E.E. d'une partie des recettes en droits d'entrée et avec l'application d'une nouvelle tranche d'un cinquième des tarifs préférentiels accordés par la C.E.E. lors des négociations du G.A.T.T. De plus, à partir du 1er juillet 1971, des tarifs préférentiels généralisés ont été consentis en faveur des pays en voie de développement.

Les droits d'accise (40,2 milliards) ont rapporté en 1971, 1,2 milliard de moins que prévu. Ceci s'explique par l'accise sur le tabac (— 347 millions), sur la bière (— 234 millions) et sur l'huile minérale (— 217 millions). En outre, certains droits d'accise n'ont pas été augmentés au 1er janvier 1971, bien que cela eût été repris dans les prévisions budgétaires. Au cours de l'exercice 1971, la recette en droits d'accise s'est chiffrée à 3,6 milliards en plus, en comparaison avec 1970. Cet accroissement est surtout en rapport avec l'accise sur l'huile minérale (+ 1 902 millions), la bière (+ 614 millions) et le tabac (+ 484 millions).

Pendant l'exercice 1971, les droits perçus par l'Enregistrement (1) (13,6 milliards) restent en dessous des prévisions. Les droits de succession ont rapporté

(1) Droits d'enregistrement, droits de succession et divers.

324 millions de plus que prévu tandis que les droits d'enregistrement marquent un déficit de 596 millions. En comparaison avec les réalisations pendant l'exercice budgétaire 1970, on constate pour l'ensemble des droits perçus par l'enregistrement un excédent de 272 millions. Cela provient des droits de succession (+ 631 millions), tandis que les droits d'enregistrement ont rapporté 565 millions en moins. Ceci résulte de l'évolution du marché immobilier. En outre, les recettes de trésorerie résultant des opérations au budget extraordinaire (1) se sont élevées à 599 millions.

Pendant l'année 1971, le déficit de caisse du Trésor s'est élevé à 50,7 milliards en comparaison avec 42,2 milliards en 1970. Les avances au Fonds des Routes se sont accrues de 12,6 milliards en 1970 à 16,8 milliards en 1971. Les fonds de tiers et les opérations de caisse et de trésorerie ont contribué respectivement à un surplus de 6,4 milliards et à un déficit d'un milliard.

Les dépenses de trésorerie résultant des opérations au budget extraordinaire ont augmenté de 29,7 % (en comparaison avec 1970) pour atteindre 48,9 milliards. Cet accroissement ainsi que les avances plus consistantes au Fonds des Routes sont en relation avec l'activité plus intense en matière d'investissements publics. Les opérations de trésorerie au budget ordinaire révèlent un surplus de 8,9 milliards en comparaison avec les 5,6 milliards en 1970. Les recettes de caisse au budget ordinaire atteignent 325,5 milliards, ce qui implique un accroissement de 8,7 % par rapport à 1970. Par contre, les dépenses (316,6 milliards) accusent une augmentation de 7,7 %.

Après avoir tenu compte de certains ajustements comme les différences d'émission (2) d'emprunts et les différences d'amortissement (3), etc., ainsi que des amortissements d'emprunts qui se sont produits par des décaissements de l'ordre de 19,2 milliards, l'augmentation de la dette publique a atteint 33,3 milliards de francs. Le financement du déficit de caisse s'est déroulé aisément. Le ralentissement de la conjoncture et l'incertitude monétaire ont, en effet, provoqué un élargissement considérable des liquidités sur le marché monétaire interne. La politique de la dette publique étant, de plus, orientée vers l'écrémage des moyens financiers excédentaires dont disposaient les investisseurs institutionnels et les particuliers, l'expansion de la dette consolidée en francs belges a porté sur 62,1 milliards. Les émissions publiques de l'Etat ont atteint 115,3 milliards en comparaison avec 67 milliards en 1970 ; par contre, les remboursements hors budget se sont élevés à 35,6 milliards. Les amortissements contractuels ont atteint 17,6 milliards contre 19 milliards en 1970.

La dette à court et à moyen terme en francs belges a connu une diminution de 0,2 milliard en comparaison avec + 14,4 milliards en 1970. La dette à court terme en francs belges a toutefois marqué un recul d'un milliard (la diminution

---

(1) Les recettes effectivement réalisées durant chaque période, quelque soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.
(2) Différence entre le produit brut et le produit net des émissions d'emprunts.
(3) Différence entre l'amortissement et les remboursements effectués dans la situation de la dette publique et ceux réellement décaissés.

de cette dette porte nominalement sur 11,4 milliards, mais il faut tenir compte d'une adaptation comptable en rapport avec le F.M.I. pour un montant de 10,4 milliards). Les abondants moyens financiers dont disposait l'état grâce à l'émission des emprunts publics, ont permis, en même temps, de rembourser les certificats cédés à la Banque Nationale à concurrence de 8,4 milliards. Les certificats détenus par les banques et les parastataux ont révélé cependant un accroissement de 7 milliards en comparaison avec + 13,7 milliards, en 1970.

La structure de la dette a également pu être améliorée par les remboursements considérables de la dette extérieure (d'un montant de 28,6 milliards contre 11,2 milliards en 1970). En effet, dans le cadre de la politique anti-inflationniste et plus particulièrement en vue de neutraliser l'importation spéculative de capitaux, les pouvoirs publics ont remboursé une partie importante de la dette extérieure. Au 31 décembre 1971, la dette extérieure ne s'élevait plus qu'à 4,1 % de la dette publique en comparaison avec 8,8 % à fin 1970. La réduction de la dette extérieure se rapporte surtout à la dette à moyen et à court terme (respectivement — 8,4 milliards et — 18 milliards).

La diminution de la dette à court terme s'explique principalement par le remboursement de la dette en DM (— 3 005 millions), en francs suisses (— 8 403 millions) et en florins (— 4 213 millions). En outre, l'encours du certificat or de la B.R.I. a marqué un recul de 3 094 millions.

*
* *

Au cours de l'année 1971, les recettes au budget ordinaire ont enregistré un excédent par rapport aux dépenses. Le déficit de caisse étendu a été causé, en majeure partie, par les opérations au budget extraordinaire et au Fonds des Routes. De plus, le Trésor a bénéficié au cours de cette année de ressources importantes provenant des fonds de tiers.

Toutefois, les besoins nets de financement ont été couverts très largement sur le marché national des fonds. La politique en matière de dette publique a été même orientée vers un épongement des liquidités pléthoriques. En outre, la dette extérieure a été amortie dans une grande mesure, de sorte que la structure de la dette de l'Etat a été considérablement améliorée.

*
* *

La situation de caisse du Trésor (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969	1970	1971
Opérations budgétaires	— 30 386	— 37 500	— 37 778	— 31 501	— 39 329
a) Ordinaire	— *2 124*	— *5 144*	— *5 121*	+ *5 578*	+ *8 926*
b) Extraordinaire	— *28 262*	— *32 356*	— *32 657*	— *37 079*	— *48 255*
Fonds de tiers	+ 1 516	— 1 345	+ 2 619	+ 1 379	+ 6 391
Opérations de caisse et de Trésorerie	— 643	+ 766	— 1 886	+ 458	— 1 020
Avances au Fonds des Routes	— 6 750	— 9 075	— 13 250	— 12 550	— 16 775
Total...	**— 36 263**	**— 47 154**	**— 50 295**	**— 42 214**	**— 50 733**
FINANCEMENT					
Solde dette flottante	+ 2 870	+ 10 168	+ 13 311	+ 4 965	— 26 328
Banque Nationale	— *6 925*	+ *12 025*	+ *875*	— *2 300*	— *8 325*
Institutions financieres	+ *6 683*	— *11 392*	+ *7 472*	+ *12 532*	+ *7 905*
Comptes chèques postaux des particuliers	— *3 774*	+ *7 798*	— *1 822*	+ *4 495*	+ *239*
Monnaies étrangères	+ *7 076*	+ *902*	+ *6 510*	— *9 479*	— *26 477*
Divers	— *190*	— *165*	+ *276*	— *283*	+ *330*
Produit des emprunts consolidés	+ 33 393	+ 36 986	+ 36 984	+ 37 249	+ 77 061
Total...	**+ 36 263**	**+ 47 154**	**+ 50 295**	**+ 42 214**	**+ 50 733**
Rapprochement avec les résultats de la dette :					
Amortissements (b)	— 15 460	— 15 505	— 21 924	— 20 449	— 19 207
Différences (c)	+ 1 742	+ 2 195	+ 2 414	+ 2 088	+ 1 794
Opérations du F.M.I. (d)	— 1 046	+ 7 558	— 2 685	— 521	— 10 390
Total...	**+ 21 499**	**+ 41 402**	**+ 28 100**	**+ 23 332**	**+ 22 930**

Source : Ministère des Finances.

(a) Situation par année civile des encaissements et décaissements du Trésor relatives aux opérations budgétaires et aux opérations hors budget (opérations de caisse, de trésorerie, et fonds de tiers).
(b) Les amortissements sont repris parmi les opérations budgétaires.
(c) Il s'agit entre autres de différences d'émission (différences entre le produit brut et le produit net) et d'amortissement (différence entre l'amortissement nominal et l'amortissement réel).
(d) L'évolution des certificats F.M.I. n'ont pas d'incidence directe sur la situation de caisse.

Exécution des budgets de 1962 à 1971 (a)

(en millions de francs)

ANNÉES	Budget ordinaire							Budget extraordinaire				Résultats
	Recettes					Dépenses	Solde	Recettes		Dépenses	Solde	
	Contributions directes	Douanes et Accises	Enregistrement	Non fiscales	Total			Emprunts consolidés (c)	Autres			
1962	51 419	24 505	48 501	7 942	132 367	134 025	— 1 658	41 348	612	17 914	+24 046	+22 388
1963	54 208	25 896	52 509	9 035	141 648	148 002	— 6 354	17 438	567	22 209	— 4 204	—10 558
1964	60 458	28 179	60 040	9 396	158 073	154 949	+ 3 124	23 991	403	23 941	+ 453	+ 3 577
1965	69 602	30 111	65 632	10 161	175 506	184 301	— 8 795	22 203	447	25 776	— 3 126	—11 921
1966 (x)	77 856	34 250	78 656	10 464	201 226	199 013	+ 2 213	21 015	683	30 605	— 8 907	— 6 694
1966 (y)	67 128	33 653	78 647	9 348	188 776	193 062	— 4 286	21 016	643	33 910	—12 251	—16 537
1967	87 205	37 094	86 032	12 652	222 983	225 515	— 2 532	21 656	257	29 874	— 7 961	—10 493
1968.....	95 770	38 596	92 421	12 793	239 580	247 860	— 8 280	29 206	605	35 583	— 5 772	—14 052
1969	109 699	42 792	100 971	14 166	267 628	268 207	— 579	28 084	391	36 633	— 8 158	— 8 737
1970 (b)	131 490	46 015	105 901	16 869	300 275	295 977	+ 4 298	27 259	608	49 063	—21 196	—16 898
1971 (b)	151 397	46 543	118 830	9 132	325 902	322 699	+ 3 203	77 052	645	51 886	+25 811	+29 014

Source : Ministère des Finances.

(a) Système de l'exercice jusqu'en 1966. Le système de gestion a été introduit par la loi du 28 juin 1963 (*Moniteur belge* du 31 juillet 1963) et mis en application à partir du 1er janvier 1967. De ce fait l'exercice 1966 a commencé suivant l'ancien système mais a perdu une partie notable des opérations en recettes et dépenses de la période complémentaire. Les résultats définitifs (y) sont donc incomplets par rapport aux résultats des exercices précédents. Pour sumonter la difficulté de comparaison, la loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1967 (*Moniteur belge* du 30 décembre 1966) prévoyait la publication d'un aperçu au 31 mars 1967 suivant le système de l'exercice (x).

(b) Résultats provisoires.

(c) Produit net des émissions.

Recettes budgétaires ordinaires

Recouvrements effectués

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Système de gestion				
	1967	1968	1969	1970 (a)	1971 (a)
A. — Recettes fiscales :					
I. *Contributions directes*	**87 204,5**	**95 770,5**	**109 698,5**	**131 489,8**	**151 397,5**
Impôt versé par voie de précomptes	47 785,9	53 721,4	62 690,8	73 757,6	87 062,7
a) Précompte immobilier	*1 059,6*	*1 164,8*	*1 055,2*	*1 096,2*	*1 160,3*
b) Précompte mobilier	*8 065,4*	*9 300,1*	*11 402,0*	*13 347,8*	*15 830,6*
c) Précompte professionnel	*38 660,9*	*43 256,5*	*50 233,6*	*59 313,6*	*70 071,8*
Impôt sur le revenu global versé par anticipation par les non-salariés	17 522,4	19 759,7	25 272,0	27 498,8	29 798,2
Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge	14 285,5	16 107,2	18 157,3	23 205,6	28 144,7
a) des personnes physiques	*11 463,2*	*13 540,0*	*15 092,3*	*19 126,5*	*21 822,8*
b) des sociétés	*2 602,0*	*2 371,9*	*2 885,4*	*3 915,5*	*5 660,3*
c) des non-résidents	*220,3*	*194,7*	*179,6*	*163,6*	*661,6*
Taxe de circulation sur les véhicules automobiles	6 317,1	4 981,2	1 920,4	5 665,2	4 875,3
Taxe sur les jeux et paris	486,0	534,8	569,8	628,7	753,6
Recettes diverses	807,6	666,2	1 088,2	733,9	763,0
II. *Douanes et Accises*	**37 094,4**	**38 596,1**	**42 792,0**	**46 015,2**	**46 543,0**
Droits d'entrée	8 486,9	8 013,0	7 929,8	9 407,5	6 351,3
b) Boissons hygiéniques	*951,1*	*1 024,1*	*1 087,7*	*1 172,4*	*1 258,5*
			727,8	753,2	954,1

d) Eaux minérales	*622,3*	*643,7*	*727,8*	*753,2*	*954,1*
e) Huiles minérales, benzol et gaz	*16 689,8*	*18 025,5*	*20 762,9*	*22 334,6*	*24 237,1*
f) Sucres et sirops de raffinage	*202,4*	*205,1*	*197,6*	*202,2*	*206,7*
g) Tabacs	*6 352,3*	*6 821,1*	*8 111,9*	*7 968,5*	*8 453,2*
Taxes de consommation (alcools et eaux-de-vie)	1 232,8	1 288,3	1 349,4	1 462,5	1 555,1
Taxes sur les débits de boissons	66,2	90,1	96,0	108,8	117,2
Taxes et produits divers	190,0	94,1	9,8	152,2	219,4
III. *Enregistrement et domaines*	**86 031,9**	**92 420,7**	**100 971,5**	**105 901,5**	**118 829,9**
Droits d'enregistrement	6 621,0	7 872,5	8 666,4	7 968,8	7 404,0
Droits de greffe	83,1	88,0	151,9	187,2	170,2
Droits d'hypothèque	117,7	122,1	141,9	118,0	134,4
Droits de succession	3 430,5	4 044,2	3 894,8	4 292,8	4 923,9
Droits de timbres et taxes assimilées au timbre	75 107,7	79 654,0	87 462,9	92 588,9	105 245,4
Amendes et divers	671,8	639,9	653,6	745,8	952,0
Total des recettes fiscales	**210 330,8**	**226 787,3**	**253 462,0**	**283 406,5**	**316 770,4**
B. — Recettes non fiscales :					
Taxes, péages et redevances	8 084,9				
Revenus patrimoniaux, d'exploitation et financiers	1 929,3	12 792,7	14 165,9	16 868,8	9 131,2
Remboursements	1 519,7	(b)	(b)	(b)	(b)
Produits divers	1 059,0				
Total des recettes non fiscales	**12 592,9**	**12 792,7**	**14 165,9**	**16 868,8**	**9 131,2**
C. — Recettes résultant de la guerre	**59,6**	—	—	—	—
Total des recettes ordinaires	**222 983,3**	**239 580,0**	**267 627,9**	**300 275,3**	**325 901,6**

Source : Ministère des Finances.

(a) Résultats provisoires.
(b) Classification économique depuis le 1er janvier 1968.

Dépenses budgétaires par budget

(en millions de francs)

BUDGETS	Dépenses ordinaires			Dépenses extraordinaires		
	1969	1970 (a)	1971 (a)	1969	1970 (a)	1971 (a)
Dette publique	47 512	53 643	56 274	408	471	445
Pensions	30 407	33 237	37 241	—	—	581
Dotations	746	847	941	—	—	—
Premier Ministre	740	792	856	—	—	267
Justice	4 997	5 785	6 959	14	4	27
Intérieur	16 175	18 046	20 949	18	159	350
Affaires étrangères et Commerce extérieur	5 288	6 539	6 521	937	618	110
Défense nationale	20 441	20 584	22 320	6 944	7 111	8 299
Gendarmerie	3 322	3 516	4 221	176	203	252
Agriculture	8 295	8 057	4 621	563	1 281	818
Affaires économiques	8 429	7 694	7 125	571	662	1 126
Classes moyennes	557	481	1 426	—	—	—
Communications	10 982	11 334	14 102	6 979	—	9 581
P.T.T.	8 230	9 074	5 835	76	7 278	131
Travaux publics	4 668	5 822	6 510	15 079	15 627	19 132
Emploi et Travail	3 215	2 378	1 344	—	—	—
Prévoyance sociale	22 827	26 006	28 161	—	1 000	1 000
Education nationale	50 101	56 525	65 863	977	2 252	3 670
Culture	3 802	4 899	5 285	367	—	512
Santé publique et Famille	9 495	12 346	12 886	1 981	2 593	3 239
Finances	7 978	8 372	13 259	1 603	9 804	2 346
Total...	**268 207**	**295 977**	**322 699**	**36 633**	**49 063**	**51 886**

(a) Résultats provisoires.

Source : Ministère des Finances.

Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses
(en millions de francs)

CHAPITRES	1968		1969		1970 (a)		1971 (a)	
	Ordinaires	Extra-ordinaires	Ordinaires	Extra ordinaires	Ordinaires	Extra-ordinaires	Ordinaires	Extra-ordinaires
Dette publique	42 361	425	47 512	408	53 643	471	56 274	445
Salaires	51 299	—	55 703	—	60 907	—	60 832	—
Services	13 767	1 872	15 381	1 070	15 868	1 385	16 070	2 383
Matériel	1 427	5 181	1 862	7 172	2 346	7 315	2 375	8 204
Intérêts-pertes	5 729	15	6 901	40	7 343	45	1 807	—
Transferts de revenus	125 374	635	132 688	1 226	142 519	1 596	165 968	6 280
Transferts de capitaux	3 241	10 916	2 982	10 166	3 442	12 056	3 241	13 734
Investissements	1 130	8 233	1 167	8 416	1 348	8 829	1 446	12 211
Avances-participations	48	8 292	80	8 090	65	17 335	82	8 278
Divers	3 484	14	3 991	45	8 496	31	14 604	351
Total	**247 860**	**35 583**	**268 207**	**36 633**	**295 977**	**49 063**	**322 699**	**51 886**

Source : Ministère des Finances.

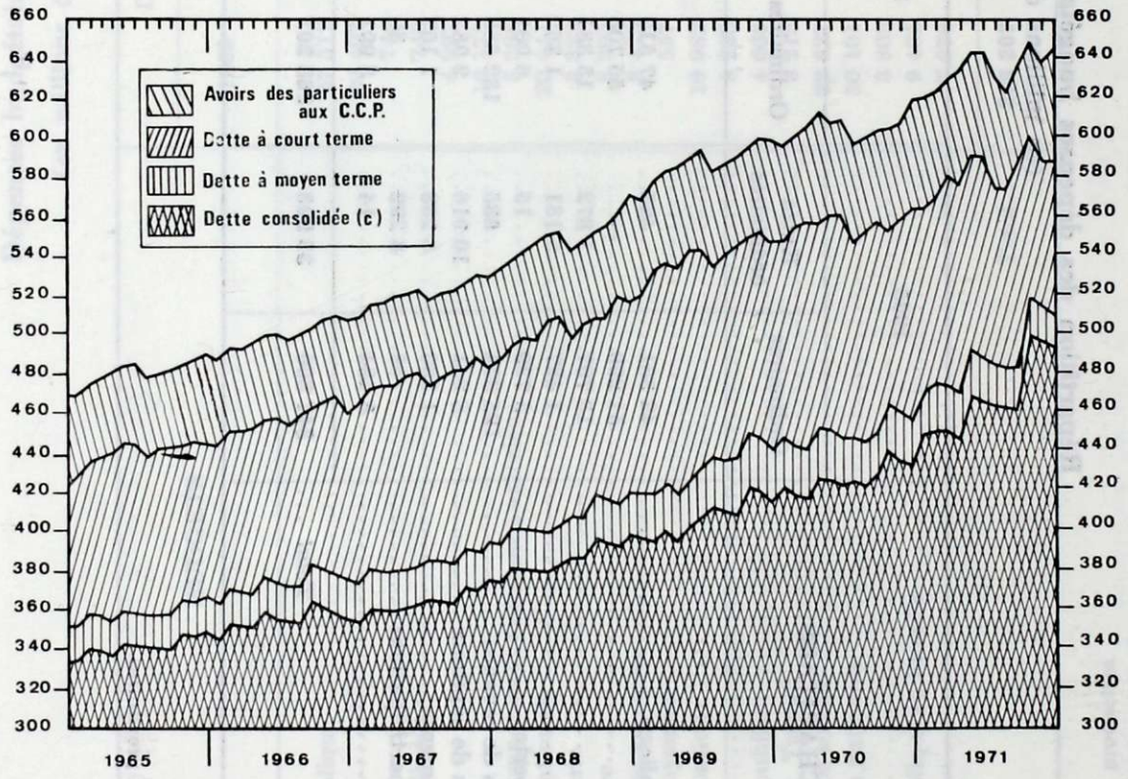
(a) Résultats provisoires.

Dette publique (a)

Situation à fin d'année
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Dette en francs belges	**452,3**	**468,1**	**510,4**	**532,7**	**567,3**	618,8
Dette consolidée	335,1	355,9	380,6	398,6	419,3	481,4
Dette à moyen terme.....	7,8	8,5	9,1	13,9	12,5	13,4
Dette à court terme	60,0	57,8	66,2	67,3	78,2	66,8
Avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux..	49,4	45,9	54,5	52,9	57,3	57,2
Dette en monnaies étrangères ..	**51,2**	**57,3**	**56,8**	**63,1**	**52,3**	24,0
Dette consolidée	15,8	14,8	13,4	13,1	11,9	10,1
Dette à moyen terme.....	12,2	11,6	12,9	12,3	11,0	2,6
Dette à court terme	23,2	30,9	30,5	37,7	29,4	11,3
Total...	**503,5**	**525,4**	**567,2**	**595,8**	**619,6**	**642,8**
Dette congolaise garantie (b) ..	**3,9**	**3,5**	**3,1**	**2,6**	**2,2**	**1,8**
Total général...	**507,4**	**528,9**	**570,3**	**598,4**	**621,8**	**644,6**

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)



(a) Non compris les dettes interalliées résultant de la guerre 1914-1918, soit 21,1 milliards de francs au 31 décembre 1965.
(b) Les données représentant uniquement les emprunts repris par la Belgique suite à la convention belgo-congolaise du 5 février 1965 approuvée par la loi du 23 avril 1965 (*Moniteur belge* du 27 mai 1965)
(c) Y compris la dette garantie reprise du Zaïre.

Source : Ministère des Finances.

Evolution de la dette publique

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Dette consolidée.....	+ *15,6*	+ *7,8*	+ *19,8*	+ *23,3*	+ *17,7*	+ *19,4*	+ *60,4*
dont : directe en francs belges.....	+ 16,7	+ 12,0	+ 11,5	+ 17,9	+ 12,7	+ 11,9	+ 67,0
directe en monnaies étrangères	— 1,5	— 1,3	— 1,4	— 1,4	— 0,3	— 1,3	— 1,6
indirecte en francs belges...	+ 0,6	— 2,9	+ 9,3	+ 6,8	+ 5,3	+ 8,8	— 4,9
indirecte en monnaies étrangères	—	—	+ 0,4	—	—	—	— 0,1
Dette flottante (a) sans le F.M.I. (b)	+ *8,4*	+ *9,9*	+ *3,2*	+ *10,9*	+ *13,5*	+ *4,9*	— *26,7*
Total ...	+ 24,1	+ 17,7	+ 23,0	+ 34,2	+ 31,2	+ 24,3	+ 33,7
Dette congolaise garantie.....	— *2,0*	— *0,5*	— *0,5*	— *0,4*	— *0,4*	— *0,4*	— *0,4*
Total ...	+ 22,1	+ 17,2	+ 22,5	+ 33,8	+ 30,8	+ 23,9	+ 33,3
Opérations avec le F.M.I. (b).....	— *1,6*	+ *1,2*	— *1,0*	+ *7,6*	— *2,7*	— *0,5*	— *10,4*
Total général ...	+ 20,5	+ 18,4	+ 21,5	+ 41,4	+ 28,1	+ 23,4	+ 22,9

Source : Ministère des Finances.

(a) Dette à court et moyen termes.

(b) Depuis la convention du 14 octobre 1959 entre le Trésor et la Banque Nationale de Belgique, c'est cette dernière et non pas le Trésor qui fournit les francs belges lorsque le F.M.I. mobilise les certificats du Trésor qu'il détient en portefeuille. Dans ce cas, la Banque Nationale devient créditrice du F.M.I. des francs belges versés. Il s'en suit qu'une mobilisation de certificats du Trésor par le F.M.I. entraîne une diminution de la dette publique sans sortie de fonds. Dans le cas opposé, lorsque le F.M.I. rembourse des francs belges, ceux-ci n'entrent pas dans la Caisse de l'Etat mais viennent en déduction de la créance de la Banque sur le F.M.I. Ce dernier reçoit de nouveaux certificats; la dette publique augmente donc sans qu'il y ait des rentrées de fonds pour le Trésor.
Dès lors, les opérations avec le F.M.I. n'affectant pas la Trésorerie de l'Etat et la Dette publique étant par excellence le reflet de la situation de la Trésorerie de l'Etat, les opérations avec le F.M.I. doivent être éliminées de cette statistique.
Il faut remarquer que les mêmes opérations auraient lieu dans le cadre du fonctionnement de l'accord de Paris (General Arrangements to Borrow).

SECTION II. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES

Les budgets approuvés des provinces — compte non tenu des modifications apportées en cours d'exercice — ont accusé, en 1971, un surplus global de 144 millions. Dans une province, le budget a été déficitaire (4 millions) dans trois autres, il a été en équilibre et dans les cinq derniers il a été en boni. Toutefois, les estimations budgétaires propres à l'exercice indiquent, pour les budgets des provinces, un déficit global de 431 millions ; pour trois provinces, le surplus global est de 36 millions contre un déficit global de 467 millions pour les six autres.

L'ensemble des recettes propres à l'exercice, figurant aux budgets provinciaux — d'après les budgets approuvés, les modifications apportées au cours de l'exercice non comprises — a dépassé le montant global des recettes de 1970 de 1 milliard. A ce sujet, il y a lieu de mentionner l'accroissement des interventions du Fonds des Provinces et l'augmentation des centimes additionnels au précompte immobilier et des impôts directs et indirects. En 1971, le rythme d'accroissement des dépenses figurant aux budgets provinciaux s'est ralenti par rapport à 1970, mais elles ont encore dépassé les recettes.

La situation financière des communes doit être analysée surtout sur la base de leur budget des recettes et des dépenses ordinaires. Mais les dernières statistiques détaillées se rapportant aux comptes communaux ne sont disponibles que pour l'année 1968 (1). Pour ce dernier exercice, l'ensemble de ces comptes a accusé un excédent global de 1,7 milliard contre un déficit de 1,3 milliard en 1967. Cette amélioration de la situation financière des communes s'explique par l'augmentation exceptionnelle des recettes totales propres à l'exercice. L'accroissement des dépenses totales des communes est resté inférieur à celui des recettes, bien que son rythme ait augmenté par rapport à l'année précédente. Après y avoir réintégré les dépenses engagées et les droits constatés propres aux exercices précédents, les comptes communaux ont accusé un excédent global de 4,1 milliards en 1968 contre un déficit de 854 millions en 1967.

A partir de 1969, le total des soldes figurant aux budgets communaux approuvés propres à l'exercice (2) — a accusé un déficit accru (— 4,0 milliards en 1969 et — 5,7 milliards en 1970). Après la réintégration des transferts des exercices précédents, le déficit global des budgets communaux approuvés s'est cependant sensiblement amenuisé en 1970. Cela s'explique par la progression appréciable des transferts des recettes de l'année précédente, tandis que le total des dépenses transférées a fléchi.

---

(1) Du fait de l'application généralisée du plan comptable fonctionnel et économique à partir de l'année 1969 et des difficultés que celle-ci a entraînée.
(2) Ceux-ci comprennent les recours mais non les modifications apportées en cours d'exercice.

Selon les évaluations du Crédit Communal, le total des recettes ordinaires des budgets communaux ordinaires initiaux s'est chiffré à 58,6 milliards pour l'exercice 1971. Les dépenses dépasseraient les recettes de 7 milliards. Ce déficit résulte, à raison de 2,5 milliards, du fait que, additionnés, les soldes budgétaires des quatre grandes villes accuseraient un mali. Le montant du déficit de 80,8 % des 2 375 autres communes s'élève à 4,8 milliards ; les autres 19,2 % enregistreraient, par contre, un boni de 0,3 milliard.

L'enquête effectuée par le Crédit Communal sur la situation des comptes communaux propres à l'exercice, au 15 décembre 1971, ne montre pratiquement pas de modification par rapport à l'enquête sur l'exercice 1970.

Par rapport aux prévisions budgétaires initiales, la situation s'est cependant modifiée. D'après les résultats de l'enquête, le déficit global des quatre grandes villes, au 15 décembre, a légèrement fléchi par rapport au déficit global initial des budgets propres à l'exercice. L'enquête a fait apparaître également que 72,6 % des autres communes enregistreraient, après la clôture de leurs comptes propres à l'exercice 1971, un excédent total de 1,6 milliard. La plupart des communes, ayant initialement enregistré un déficit sur leur budget, parviendront à clôturer leurs comptes en équilibre ou en boni.

Au 15 décembre, la situation financière des communes semble s'être légèrement améliorée par rapport aux prévisions budgétaires initiales, ce qui s'explique, en partie, par les allocations provenant du Fonds d'aide ou les crédits spéciaux similaires ou encore, par l'accroissement des recettes fiscales.

En 1971, le rythme de progression des taxes communales centralisées au Crédit Communal, a diminué par rapport à l'année précédente. Cela s'explique essentiellement par les centimes additionnels communaux au précompte immobilier, dont les recettes ont diminué de 1,3 % par rapport à l'année civile 1970. Dans l'interprétation de l'accroissement des versements d'impôts, il faut toutefois tenir compte tant du versement à fin 1970 d'une avance à valoir sur les enrôlements de cette année, que du ralentissement dans l'enrôlement du précompte immobilier.

Les informations publiées par le Crédit Communal démontrent que plus de 50 % des communes ont levé plus de 900 centimes additionnels contre 29,8 % en 1967 ; par rapport à 1970, le nombre de communes ayant levé plus de 1 800 centimes additionnels a augmenté de 9 unités. L'accroissement du nombre de centimes additionnels n'a cependant pas abouti à des plus-values considérables en matière des recettes fiscales au cours de l'exercice. En effet, la base fiscale de cette imposition ne se développe que très lentement : 2 210 communes ont perçu la taxe communale additionnelle sur les véhicules automobiles, tandis que 2 213 communes ont levé la taxe communale additionnelle sur l'impôt des personnes physiques ; 64,8 % de ces communes ont appliqué le taux maximum de 6 % admis par la loi.

Par rapport à l'année 1970, un plus grand nombre de communes se trouveraient dans une meilleure situation de trésorerie. En effet, en 1971 le nombre de bénéficiaires des lignes de crédit consenties par le Crédit Communal pour

l'exécution des budgets ordinaires a subi un fléchissement. Après avoir stagné au cours des trois années précédentes, le volume des lignes de crédit accordées aux communes a cependant augmenté d'environ 1,5 milliard pendant l'année 1971. Cette évolution est liée à l'accroissement de la dotation au Fonds des Communes et au développement des rentrées fiscales en faveur des communes, dû à l'augmentation des revenus imposés et à l'alourdissement de la fiscalité.

En 1971, les finances communales ont également été influencées par le coût accru du crédit. En effet, par rapport au second semestre de 1970, le Crédit Communal a majoré les taux d'intérêt des prêts de 0,25 %, et ce malgré la baisse générale des taux d'intérêt sur le marché monétaire et des capitaux.

Les transferts des pouvoirs centraux constituent une importante source de financement pour les communes et les provinces. Selon les crédits consentis au budget de 1971, et adoptés selon le feuilleton d'ajustement, les transferts de l'exercice ont atteint 34,8 milliards. Par rapport au montant des crédits imputés au budget de 1970, cela représente une plus-value de 2,5 milliards.

Une part importante des transferts de revenus (12,4 milliards) porte sur le secteur de l'enseignement. Les transferts à fins générales ont atteint 19,8 milliards ; ce montant concerne principale ment le Fonds des Communes. Les transferts de capitaux atteignent au budget de 1971 5,2 milliards, dont 800 millions sont destinés au secteur de l'enseignement (bâtiments et équipement).

En 1971, la dotation du Ministère de l'Intérieur au Fonds des Communes s'est élevée à 17 437 millions, contre 15 263 millions en 1970, soit un accroissement de 14,2 % contre 12,3 % en 1970 ; cela s'explique par l'augmentation de certains revenus des pouvoirs publics. En effet, la dotation au Fonds des Communes est — avec un time-lag de deux ans — en rapport constant avec le rendement des impôts directs perçus par l'Etat.

Le Fonds des Communes fournit la majeure partie des moyens financiers aux communes ; en 1969, le Fonds a représenté 27,3 % des revenus ordinaires propres à l'exercice.

En 1971, trois grandes villes ont fait un appel important au marché des capitaux : du montant global de 5 milliards émis sous forme d'obligations, Gand, Liège et Anvers ont prélevé respectivement 20 %, 30 % et 50 % pour leur compte.

Au début de 1971, les mesures d'encadrement des crédits d'investissements ont été rapportées. En 1971, les admissions de prêts de la part du Crédit Communal ont atteint un montant net fort supérieur à celui de 1970. Cette progression s'explique partiellement par le report de demandes de prêts introduites en 1970.

L'encours des subventions des autorités (4,1 milliards) et des prêts du Crédit Communal (21,4 milliards) a progressé de 1,7 milliard par rapport à 1970. Il faut remarquer que les engagements nets de crédit du Crédit Communal ont

excédé de 5,3 milliards les crédits effectivement accordés en 1971 ; cela s'explique probablement par le retard encouru lors de l'accomplissement des formalités d'approbation auprès des autorités de tutelle.

Il a été également constaté que la majeure partie des crédits réalisés (14,5 milliards) n'a pas encore été mise à la disposition des autorités subordonnées, de sorte qu'il existe une réserve de travaux à réaliser.

Les engagements de crédits du Crédit Communal ont été couverts à l'aide de fonds provenant de la récolte de l'épargne (20,5 milliards) et de fonds provenant des remboursements de crédits (7,2 milliards).

En 1971, les moyens financiers du Crédit Communal se sont avérés satisfaisants par rapport aux demandes de crédit. Le montant des emprunts d'obligataires ont toutefois reculé par rapport à 1970 tandis que les carnets de dépôts, les bons de caisse, les bons de capitalisation et les dépôts des pouvoirs publics ont progressé notablement.

La répartition du montant global des subventions versées par les autorités centrales et des fonds prêtés par le Crédit Communal, selon la destination des crédits obtenus, fait apparaître que les travaux d'électrification et de distribution du gaz ont reculé de 301 millions. Les travaux de distribution d'eau, par contre, ont bénéficié de 914,4 millions de plus en subventions et en prêts ; dans l'interprétation de ces données, il faut tenir compte du fait que la Société Nationale des Distributions d'Eau et la Compagnie Intercommunale Bruxelloise des Eaux ont financé une partie de leurs investissements au moyen d'émissions privées, prises fermes par le Crédit Communal. Les prêts et subventions pour les installations portuaires ont reculé de 109 millions par rapport à 1970 ; cela ne signifie pas que les efforts fournis dans ce domaine par les pouvoirs subordonnés ont été moindres. Ainsi, au cours de l'année 1971, la ville d'Anvers a émis un emprunt obligataire de 2,5 milliards dont une partie a été utilisé pour le financement des installations portuaires. Le financement de la construction d'hôpitaux, de plaines de sports et de bassins de natation a progressé considérablement. Il en est de même en ce qui concerne l'expansion économique — principalement pour l'acquisition de terrains et de bâtiments ainsi que pour l'équipement et l'aménagement de terrains industriels (2,2 milliards en 1970 contre 2,5 milliards en 1971).

La répartition des subventions versées en capital par les autorités supérieures et des fonds prêtés par le Crédit Communal, entre les diverses catégories d'administrations publiques, fait apparaître que, tant les communes et les provinces que les intercommunales et les autres organismes (fabriques d'église, polders, wateringues) en ont bénéficié plus largement. L'encours des subventions liquidées en capital et des fonds prêtés aux communes et provinces a progressé, en 1971, de 5,6 % et atteint 18,6 milliards ; les premières ont excédé celles de 1970 de 12,4 % tandis que les seconds ont progressé de 4,9 %. Les subventions et prêts accordés aux intercommunales et autres organismes ont augmenté de 10,8 % par rapport à 1970.

D'autre part, pour apprécier l'encours des investissements des administrations publiques locales, il faut tenir compte, outre les prêts accordés par le Crédit Communal (21,4 milliards) et les subventions liquidées en capital (4,1 milliards), des investissements des quatre grandes villes, financés par l'émission d'emprunts publics ainsi que des investissements de certaines intercommunales financés par l'émission d'emprunts privés (environ 7 milliards). Enfin, il convient d'ajouter les investissements des intercommunales E 3, E 5, E 39 et E 9-E 40 (10,1 milliards). Au total, les investissements des administrations publiques locales s'élèvent ainsi à 43 milliards.

*
* *

Comparée à celle de l'année 1970 et se basant sur les estimations du Crédit Communal, la situation financière des communes et des provinces n'a pas accusé de modifications importantes. Fidèle à la tradition, l'enquête menée par le Crédit Communal, relative à l'état des comptes propres à l'exercice du 15 décembre, a révélé que les finances communales sont devenues meilleures par rapport aux prévisions budgétaires initiales.

Un grand nombre de communes a connu une nette amélioration de leur trésorerie grâce notamment à l'augmentation des moyens mis à la disposition du Fonds des Communes et à un rendement supérieur des impôts en leur faveur.

★
★ ★

Relations financières : Etat - Pouvoirs publics subordonnés

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1968	1969	1970 (a)	1971 (b)
DÉBIT				
A. *Transferts de revenus*	25 729	29 176	32 309	34 775
1. Contributions à l'enseignement	*10 329*	*11 761*	*12 515*	*12 386*
a) Salaires et pensions	(9 251)	(10 602)	(11 344)	(11 174)
b) Frais de fonctionnement	(1 073)	(1 159)	(1 171)	(1 212)
2. Contributions à la charge d'intérêts.	*1 039*	*1 240*	*1 352*	*1 674*
3. Autres contributions spéciales	*509*	*886*	*1 096*	*951*
4. Contributions à des fins générales .	*13 852*	*15 289*	*17 346*	*19 764*
B. *Transferts de capitaux*	2 217	2 603	3 585	5 188
1. Bâtiments et équipement pour l'enseignement	*625*	*576*	*675*	*835*
2. Autres bâtiments et routes	*1 105*	*1 468*	*1 679*	*1 273*
3. Autres transferts	*487*	*559*	*1 231*	*3 080*
Total ...	**27 946**	**31 779**	**35 894**	**39 963**
CRÉDIT				
A. *Transferts de revenus*	236	509	301	621
B. *Transferts de capitaux*	107	65	227	241
Total ...	**343**	**574**	**528**	**862**
Solde ...	**27 603**	**31 205**	**35 372**	**39 101**

Source : Ministère des Finances.

(a) Prévisions de recettes; en dépenses, crédits votés (y compris les lois spéciales), rectifiés par le feuilleton d'ajustement.
(b) Prévisions.

Aperçu général des finances provinciales

Service ordinaire — Ensemble des provinces

(en millions de francs)

EXERCICES	Total propre à l'exercice			Total général		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1962 (a, c)	3 267	3 508	— 241	4 057	3 862	+ 195
1963 (a, c)	3 739	3 693	+ 46	4 291	4 037	+ 254
1964 (b, c)	3 527	3 488	+ 39	3 937	3 666	+ 271
1965 (b, c)	4 340	4 567	— 227	4 786	5 018	— 232
1966 (b, c)	4 165	4 564	— 399	4 617	5 027	— 410
1967 (b, c)	5 710	5 455	+ 256	6 177	6 039	+ 138
1968 (b, c)	6 870	6 150	+ 720	7 741	6 757	+ 984
1969 (b,c)	7 228	6 759	+ 469	8 460	7 300	+ 160
1970 (d)	8 632	9 055	— 423	9 080	9 245	— 165
1971 (e)	9 637	10 068	— 431	10 312	10 168	+ 144

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs.
(b) Comptes provisoires.
(c) Recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnées.
(d) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(e) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes

Principales subdivisions du chapitre Fonds des provinces et impositions provinciales

(en millions de francs)

SECTIONS	1967 (a)	1968 (a)	1969 (a)	1970 (b)	1971 (c)
Quotes-parts dans le Fonds des Provinces	1 355	1 520	1 847	1 865	2 130
Centimes additionn. au précompte immobilier	1 154	1 668	1 359	1 736	1 880
Impositions directes et indirectes..	674	655	726	787	846
Recettes fiscales diverses	—	—	1	—	—
Autres recettes	51	23	37	22	69
Total...	**3 234**	**3 866**	**3 970**	**4 410**	**4 925**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes provisoires; droits constatés.
(b) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(c) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice

Répartition des finances provinciales par chapitre administratif

Service ordinaire

(en millions de francs)

CHAPITRES	1967 (a)		1968 (a)		1969 (a)		1970 (b)		1971 (c)	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Patrimoine	89	76	94	73	93	79	123	95	144	101
Fonds et Imp. - Administrat. générale	3 234	305	3 866	351	3 970	433	4 410	569	4 926	624
Justice - Cultes	—	22	—	28	—	36	2	50	1	57
Régies	743	731	942	842	1 080	908	1 077	1 043	1 209	1 156
Assistance publique	47	200	50	242	54	271	56	377	61	402
Hygiène	234	461	274	505	286	546	325	659	351	724
Voirie et Travaux publics	94	447	97	480	65	505	81	662	72	713
Economie	5	125	12	174	11	187	15	235	15	257
Enseignements	1 151	1 961	1 390	2 138	1 476	2 315	1 667	2 767	1 763	2 992
Beaux-Arts - Folklore	17	180	25	205	30	227	32	302	38	345
Pensions	35	168	40	182	58	215	56	240	67	263
Dette	62	764	64	881	93	1 010	788	2 012	990	2 389
Transferts	—	15	16	49	12	26	—	43	—	44
Total propre à l'exercice	**5 711**	**5 455**	**6 870**	**6 150**	**7 228**	**6 759**	**8 632**	**9 055**	**9 637**	**10 068**
Soldes des exercices antérieurs	**466**	**584**	**871**	**607**	**1 232**	**541**	**748**	**190**	**675**	**100**
Total général...	**6 177**	**6 039**	**7 741**	**6 757**	**8 460**	**7 300**	**9 080**	**9 245**	**10 312**	**10 168**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes provisoires; recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnancées.
(b) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(c) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Répartition géographique des finances provinciales

Service ordinaire

(en millions de francs)

PROVINCES	Exercices (a)	Total propre à l'exercice			Total général		
		Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Anvers	1966	689	662	+ 27	760	683	+ 77
	1967	759	739	+ 20	914	862	+ 52
	1968	951	845	+ 106	1 160	987	+ 173
	1969	1 073	1 156	— 83	1 212	1 211	+ 1
	1970	1 191	1 281	— 90	1 359	1 359	—
	1971	1 280	1 386	— 106	1 415	1 412	+ 3
Brabant	1966	592	941	— 349	605	952	— 347
	1967	1 099	1 020	+ 79	1 099	1 029	+ 70
	1968	1 316	1 134	+ 182	1 604	1 154	+ 450
	1969	1 273	1 315	— 42	1 323	1 323	—
	1970	1 378	1 445	— 67	1 452	1 452	—
	1971	1 638	1 697	— 59	1 711	1 711	—
Hainaut	1966	841	865	— 24	868	1 155	— 287
	1967	1 157	1 074	+ 83	1 157	1 420	— 263
	1968	1 325	1 200	+ 125	1 325	1 485	— 160
	1969	1 418	1 356	+ 62	1 419	1 484	— 65
	1970	1 518	1 501	+ 17	1 518	1 544	— 26
	1971	1 671	1 646	+ 25	1 672	1 668	+ 4
Liège	1966	767	753	+ 14	844	774	+ 70
	1967	973	943	+ 30	1 060	960	+ 100
	1968	1 233	1 040	+ 193	1 306	1 056	+ 250
	1969	1 264	1 299	— 35	1 378	1 313	+ 65
	1970	1 337	1 424	— 87	1 579	1 427	+ 152
	1971	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

	1969	935	994	— 59	1 006	1 006	—
	1970	1 069	1 117	— 48	1 123	1 123	—
	1971	1 192	1 268	— 76	1 257	1 260	— 3
Luxembourg	1966	103	63	+ 40	105	64	+ 41
	1967	128	89	+ 39	169	103	+ 66
	1968	123	99	+ 24	189	111	+ 78
	1969	143	164	— 21	165	165	—
	1970	186	207	— 21	208	208	—
	1971	219	259	— 40	259	259	—
Namur	1966	198	213	— 15	235	275	— 40
	1967	204	210	— 6	214	248	— 34
	1968	257	225	+ 32	285	312	— 27
	1969	294	293	+ 1	296	316	— 20
	1970	370	351	+ 19	372	371	+ 1
	1971	400	390	+ 10	401	400	+ 1
Flandre orientale	1966	277	280	— 3	348	319	+ 29
	1967	378	391	— 13	454	395	+ 59
	1968	497	459	+ 38	590	463	+ 127
	1969	832	885	— 53	890	890	—
	1970	919	981	— 62	985	985	—
	1971	1 080	1 136	— 56	1 139	1 139	—
Flandre occidentale	1966	203	226	— 23	299	242	+ 57
	1967	282	255	+ 27	379	274	+ 105
	1968	303	302	+ 1	411	324	+ 87
	1969	460	455	+ 5	479	479	—
	1970	534	540	— 6	559	559	—
	1971	668	667	+ 1	686	685	+ 1

Source : Institut National de Statistique.

(a) Exercices 1966 à 1969 : comptes provisoires; recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnancées.
Exercice 1970 : Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
Exercice 1971 : Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Répartition des finances communales par province

Service ordinaire

(en millions de francs)

PROVINCES	Exercices (a)	Total propre à l'exercice			Total général		
		Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Anvers	1965	7 411	8 146	— 735	8 666	10 272	— 1 606
	1966	8 317	8 938	— 621	10 379	12 482	— 2 103
	1967	8 671	9 440	— 769	10 772	13 626	— 2 854
	1968	10 624	10 410	+ 214	15 977	15 294	+ 683
	1969	10 285	11 778	— 1 493	10 744	16 485	— 5 741
Brabant	1965	9 042	9 397	— 355	10 716	11 068	— 352
	1966	10 650	10 348	+ 302	13 224	12 745	+ 479
	1967	10 637	10 891	— 254	13 524	12 933	+ 591
	1968	12 501	11 851	+ 650	14 934	13 534	+ 1 400
	1969	12 901	13 514	— 613	13 959	14 032	— 73
Hainaut	1965	3 919	4 096	— 177	5 003	5 193	— 190
	1966	4 418	4 567	— 149	5 620	5 919	— 299
	1967	4 800	4 831	— 31	6 191	6 211	— 20
	1968	5 365	5 224	+ 141	6 557	6 564	— 7
	1969	5 634	6 008	— 374	6 170	6 674	— 504
Liège	1965	4 697	5 034	— 337	5 824	5 934	— 110
	1966	5 229	5 458	— 229	7 084	7 016	+ 68
	1967	5 811	6 031	— 220	7 441	7 309	— 200
	1966	1 829	1 840	— 11	1 665	1 665	

	1966	1 329	1 340	— 11	1 665	1 465	— 200
	1967	1 418	1 484	— 66	1 772	1 601	+ 171
	1968	1 739	1 688	+ 51	2 050	1 838	+ 212
	1969	1 847	2 012	— 165	2 036	2 100	— 64
Luxembourg	1965	735	709	+ 26	1 040	820	+ 220
	1966	799	764	+ 35	1 107	876	+ 231
	1967	817	812	+ 5	1 117	903	+ 214
	1968	910	851	+ 59	1 194	954	+ 240
	1969	922	1 058	— 136	1 133	1 105	+ 28
Namur	1965	1 094	1 067	+ 27	1 332	1 187	+ 145
	1966	1 223	1 173	+ 50	1 480	1 317	+ 163
	1967	1 242	1 254	— 12	1 543	1 401	+ 142
	1968	1 435	1 355	+ 80	1 703	1 520	+ 183
	1969	1 471	1 546	— 75	1 653	1 612	+ 41
Flandre orientale	1965	3 943	4 132	— 189	4 800	4 775	+ 25
	1966	4 586	4 611	— 25	5 867	5 612	+ 255
	1967	5 035	5 028	+ 7	6 038	5 681	+ 355
	1968	5 531	5 371	+ 160	6 626	6 015	+ 611
	1969	6 251	6 574	— 323	6 654	6 836	— 182
Flandre occidentale	1965	2 381	2 421	— 40	2 849	2 612	+ 237
	1966	2 743	2 707	+ 36	3 219	2 927	+ 292
	1967	3 021	3 023	— 2	3 538	3 226	+ 312
	1968	3 548	3 360	+ 188	4 002	3 597	+ 405
	1969	3 810	3 921	— 111	4 033	4 004	+ 29

Source : Institut National de Statistique.

(a) Exercices 1964 à 1966 : comptes définitifs : recettes, droits constatés; dépenses, engagements effectifs des dépenses.
Exercices 1967, 1968 et 1969 : budgets approuvés, y compris les recours, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
Les données relatives à 1970 et 1971 ne sont pas encore disponibles.

Aperçu général des finances communales

Service ordinaire

(en millions de francs)

EXERCICES	Total propre à l'exercice			Total général		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1961 (a, c)	24 953	26 349	— 1 396	29 064	32 391	— 3 327
1962 (a, c)	28 003	27 705	+ 298	36 398	34 972	+ 1 426
1963 (a, c)	29 523	29 625	— 102	36 730	34 894	+ 1 836
1964 (a, c).....	31 789	32 573	— 784	39 616	39 131	+ 485
1965 (a, c)	34 364	36 193	— 1 829	41 651	43 120	— 1 469
1966 (a, c)	39 294	39 906	— 612	49 645	50 359	— 714
1967 (b)	41 450	42 794	— 1 344	51 936	52 790	— 854
1968 (b)	47 015	50 410	— 3 395	49 802	56 153	— 6 851
1969 (b)	49 806	53 828	— 4 022	53 348	60 996	— 7 648
1970 (b, d)	54 024	59 700	— 5 676	60 183	63 945	— 3 762

Sources : Crédit communal de Belgique et Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs.
(b) Budgets approuvés, y compris les recours, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(c) Recettes : droits constatés; dépenses : engagements effectifs des dépenses.
(d) Les données pour 1971 ne sont pas encore disponibles.

Finances communales. Service ordinaire. Recettes

Principales subdivisions du chapitre Participation dans le fonds des communes et impositions générales

(en millions de francs)

SECTIONS	1964 (a)	1965 (a)	1966 (a)	1967 (a)	1968 (a)
Quotes-parts	9 273	9 078	10 249	10 816	11 493
Interventions de l'Etat	18	8	15	31	21
Centimes additionn. au précompte immobilier	5 428	6 144	7 107	6 561	9 154
Autres centimes additionnels aux taxes provinciales	2 170	2 674	3 808	4 525	5 726
Taxes indirectes	586	640	659	732	689
Impôts de remboursement	224	231	261	293	308
Recettes diverses	103	114	120	221	245
Total...	17 802	18 889	22 219	23 179	27 636

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs; recettes : droits constatés.
(b) Budgets approuvés, y compris les recours, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice. Les données pour 1969 à 1971 ne sont pas encore disponibles.

CHAPITRE III

MONNAIE ET CRÉDIT

SECTION I. – STOCK MONÉTAIRE ET MARCHÉ DE L'ARGENT

En 1971, les opérations avec l'étranger ont contribué à un élargissement considérable des liquidités sur le marché de l'argent. Le solde courant et les opérations en capital des entreprises et des particuliers ont constitué une contrepartie importante de l'expansion du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (32,1 milliards, soit 41,9 % de l'accroissement du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires contre 29,8 % en 1970). Après la réévaluation de fait du franc belge, vers la fin du mois d'août, la situation est devenue moins favorable à l'acquisition d'avoirs en francs belges, de sorte qu'au dernier trimestre de 1971, le solde courant et celui des opérations en capital des entreprises et des particuliers n'a représenté que 4,5 milliards.

Sous l'influence de l'affaiblissement de la consommation et du ralentissement des investissements dans la construction de logements privés, l'épargne financière des particuliers a connu une forte expansion. Simultanément, l'insécurité monétaire a été pour une bonne part la cause d'une diminution des placements à court terme à l'étranger.

Les dépôts bancaires (+ 15,6 %) se sont développés un peu plus vite que pendant l'année précédente, malgré la diminution des dépôts en devises (— 5,9 %). Les avoirs à plus d'un mois en francs belges ont augmenté de 13 % pour atteindre 106,5 milliards (contre + 20,3 % en 1970). Le ralentissement de l'expansion de ces dépôts a été compensé par une augmentation plus considérable des carnets de dépôts (+ 29,5 % contre + 3,9 % pendant l'année 1970) dont les taux d'intérêt n'ont pas été abaissés.

Fin 1971, le total des dépôts bancaires s'est élevé pour les comptes à vue et à un mois au plus (en francs belges) à 186,3 milliards contre 161,5 milliards à la fin de 1970. Pendant le premier semestre la formation d'avoirs à très court terme a été plus notable (+ 10,6 %) que pendant le 2e semestre (+ 4,3 %). Pendant les derniers mois de l'année, une bonne part des moyens financiers des entreprises et des particuliers — qui avaient été placés sous forme de dépôts à court terme auprès des institutions financières — a été employée à la souscription des emprunts publics à long terme.

Pour l'année 1971, les dépôts en devises ont été en recul à concurrence de 2,1 milliards. Pendant le premier semestre, l'évolution (— 2,8 milliards) s'explique surtout par la réduction des taux d'intérêt, ainsi que, jusqu'au mois d'août, par le fait que les chefs des entreprises étrangères ont préféré les dépôts en francs belges en prévision du changement éventuel de la parité de cette monnaie. D'ailleurs, le 10 mai 1971, l'Institut belgo-luxembourgeois du Change a dû prendre des mesures pour limiter la formation de dépôts — en francs belges provenant du marché réglementé — de la part de non-résidents Au cours du deuxième semestre, les avoirs en devises ont enregistré un léger accroissement de seulement 0,7 milliard.

La formation de liquidités quasi monétaires a manifesté également une forte progression, soit 31,4 milliards contre + 13,1 milliards en 1970. Ainsi, l'augmentation des liquidités quasi monétaires a représenté 40,9 % de l'accroissement du total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires. Il y a lieu de remarquer que ces dernières ont laissé apparaître un accroissement prononcé pendant toute l'année, tandis que le stock monétaire a reculé au premier et au troisième trimestre de respectivement 1,3 et 4,5 milliards (influences saisonnières).

L'accroissement considérable des liquidités auprès des organismes financiers n'a pas été suivi dans la même mesure par la demande de crédit.

Au cours de l'année 1971, l'encours utilisé des crédits accordés initialement par les organismes monétaires et non monétaires aux entreprises et aux particuliers a accusé un accroissement de 11,3 %, contre + 10,6 % en 1970.

Fin septembre 1971, quand la limitation des crédits bancaires a été supprimée, l'encours utilisé des crédits accordés à l'origine par les organismes monétaires aux entreprises et aux particuliers était de 719,8 milliards, ce qui représente un accroissement de 6,2 % par rapport à la fin de 1970, à comparer à + 5,8 % pendant la période correspondante de 1970.

L'encours utilisé des crédits contractés auprès des organismes non monétaires (hormis les caisses d'épargne privées) a augmenté de 9,4 % en 1971 contre + 9,5 % en 1970 L'encours utilisé des crédits accordés à leur origine par les caisses d'épargne privées a moins progressé (+ 8,6 % contre + 11,2 % en 1970). Les intermédiaires financiers publics spécialisés dans le crédit professionnel n'ont pu accorder que 7,4 % de plus de crédits contre un accroissement des encours utilisés de 12,4 % en 1970.

L'encours utilisé des crédits accordés à leur origine par les intermédiaires financiers publics spécialisés dans le crédit à l'habitation a augmenté de 13 % contre 10,5 % en 1970. Cette évolution est en liaison avec le progrès de la construction de logements sociaux, à la suite des mesures prises pour encourager l'achat et la construction d'habitations à caractère social, et de l'assouplissement des conditions d'octroi de prêts hypothécaires avec garantie de l'Etat.

Il y a lieu de noter l'accroissement considérable du volume des crédits initialement accordés par la C.G.E.R. (10,4 %, contre 5,2 % en 1970) qui a surtout souscrit aux obligations émises par les intercommunales pour la construction d'autoroutes et par les parastataux (R.T.T. et S.N.C.B.).

L'encours utilisé des crédits initialement accordés par les organismes monétaires (1) aux entreprises et aux particuliers s'est aussi accru de 15,4 % (+ 12,1 % en 1970).

L'encours utilisé des crédits initialement accordés par les banques de dépôts sous forme de crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et aux particuliers a augmenté pendant l'année 1971 de 15,1 % contre 12,3 % en 1970. Le progrès des encours utilisés des crédits d'investissements (2) (4,1 % contre 5,4 % en 1970) est dû principalement à l'augmentation des investissements en stocks de produits finis. Le financement des ventes et prêts à tempérament n'a pas accusé de recul notable au cours des six premiers mois de 1971 ; mais à partir du mois de juillet, le recours à cette forme de financement se fit plus intense. Fin 1971, l'encours utilisé des crédits relatifs à la vente et aux prêts à tempérament a atteint 25,6 milliards, soit un accroissement de 3,2 % par rapport à la fin 1970. A cet égard, l'assouplissement de la réglementation à fin octobre a certes eu un effet bénéfique.

La demande de crédits des entreprises et des particuliers auprès des banques ne présente qu'une croissance minime au cours des quatre premiers mois de l'année, ce qui s'explique par l'affaiblissement de la consommation, tandis que l'introduction de la T.V.A. a eu une influence favorable sur les liquidités des entreprises pendant le premier trimestre. A partir d'avril, une pénurie croissante de liquidités s'est toutefois fait jour dans les entreprises, en liaison avec la politique monétaire restrictive aux Etats-Unis. Au quatrième trimestre, l'encours utilisé des crédits initialement consentis par les banques de dépôt aux entreprises et aux particuliers enregistre une expansion rapide (8,3 % par rapport à fin septembre 1971) ; la suppression de l'encadrement des crédits bancaires au 1er octobre 1971 n'y est sans doute pas étrangère. En outre, la situation de caisse des entreprises ne s'est plus élargie sous l'influence de la modification des délais de paiements.

Finalement, on constate que l'octroi de crédits à court terme a augmenté un peu plus vite que celui de crédits à long terme, en raison sans doute des taux d'intérêt favorables à court terme. En effet, on peut supposer que dans la perspective d'une diminution de taux d'intérêts à long terme, certains besoins en crédits ont probablement été couverts en faisant appel transitoirement à des crédits à court terme.

---

(1) Il s'agit de la Banque Nationale et des banques.
(2) Encours utilisés de crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et aux particuliers pour le financement des investissements industriels, agricoles et artisanaux.

Grâce aux liquidités abondantes dont elles disposaient, les institutions monétaires ont pu octroyer un volume considérable de crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux particuliers et aux entreprises. Cette liquidité dans le système bancaire et auprès des autres institutions financières a contribué à un recours moins fréquent au réescompte auprès de la Banque Nationale. Le portefeuille d'effets de commerce de la Banque Nationale s'est élevé en moyenne à 5,1 milliards (1) en 1971 contre une moyenne de 8,1 milliards en 1970. Ce portefeuille s'est accru pendant la dernière semaine d'octobre sous l'impulsion du resserrement momentané du marché monétaire, fin 1971. Le portefeuille, à financer par l'I.R.G. à l'aide de l'argent au jour le jour, se trouvait également un peu au-dessous du niveau de 1970. En dépit des moyens dont les banques ont disposé, une grande prudence a été respectée ; les crédits d'escompte consentis au cours de l'année 1971 auprès de l'I.R.G. ont dépassé de 1,1 milliard ceux de l'année 1970 (les crédits n'ont, toutefois, pas été demandés en 1971).

Le montant des crédits à la trésorerie, en provenance de la Banque Nationale, s'est situé beaucoup plus bas qu'en 1970. En moyenne journalière, le recours du Trésor à la marge auprès de la Banque Nationale s'est élevé à 6,9 milliards contre une moyenne de 11,6 milliards pendant l'année précédente. Le Trésor a disposé d'ailleurs de liquidités plus étendues à la suite de l'émission d'emprunts publics. En outre, vu l'abondance de moyens dont elles disposaient, les banques ont augmenté leurs souscriptions à des effets publics à court terme. Le portefeuille d'effets publics à court terme (à un an maximum) s'est chiffré dans les banques, à la fin du quatrième trimestre, à 23,1 milliards en comparaison avec 21,4 milliards fin 1970. Les autres organismes ayant participé au marché monétaire avaient un stock d'effets publics à court terme de 40,9 milliards fin 1971, en comparaison de 33,8 milliards fin 1970. Ainsi, le Trésor a été financé par 63,9 milliards contre 49 milliards en 1970 et le Fonds des Rentes par 8,2 milliards en comparaison de 6,2 milliards en 1970. Le portefeuille des fonds publics belges dans les banques s'est également accru de 37,7 milliards en 1971, contre + 26,7 milliards en 1970. Au cours du quatrième trimestre, ce portefeuille a fléchi ; les organismes financiers ont d'ailleurs converti une partie de leur portefeuille à court terme en emprunts publics à long terme, probablement en vue de se prémunir contre l'abaissement des taux d'intérêt. Sur le marché monétaire, une réduction des taux d'intérêt s'est manifesté, ce qui a incité les autorités monétaires à abaisser le taux d'escompte de la Banque Nationale. Le 25 mars et le 23 septembre, celui-ci a été diminué de 0,5 % pour atteindre le niveau de 5,5 % en comparaison de 6,5 % le 10 décembre 1970.

Le taux d'intérêt sur les certificats du Trésor émis par le Fonds des Rentes a fléchi de 7,25 % en décembre 1970 à 4,8 % fin octobre 1971. Au cours des deux derniers mois, il s'est toutefois relevé pour atteindre 5,15 % à la fin de l'année.

---

(1) **Moyenne hebdomadaire.**

Les taux d'intérêt des autres certificats ont suivi une évolution analogue. Ceci s'explique par le resserrement provisoire survenu sur le marché monétaire à la suite de l'émission d'emprunts publics.

Ces émissions avaient d'ailleurs pour but d'éponger les liquidités surabondantes dont disposaient les particuliers et les investisseurs institutionnels et d'éviter ainsi une éventuelle pression inflationniste supplémentaire. Par ailleurs, la liquidité des participants au marché monétaire a été amoindrie par le recul des réserves de devises de la Banque Nationale, dont, au cours du 4e trimestre, l'encaisse-or a fléchi sous l'influence de cessions à la « Nederlandsche Bank », dans le cadre de l'accord monétaire Benelux. D'autre part, des devises ont été cédées au Trésor en vue de rembourser sa dette extérieure en devises.

Au marché de l'argent au jour le jour, le taux d'intérêt a subi un recul sensible. Au cours de 1971, le taux d'intérêt moyen s'est élevé à 3,7 % contre une moyenne de 6,25 % en 1970. Cette diminution s'explique en partie par la politique du Fonds des Rentes qui, dans le cadre de la politique monétaire, a réduit systématiquement l'intérêt de base en agissant en qualité de prêteur. Les banques et les autres organismes ont encore offert des montants considérables, tandis que la demande est restée limitée. Ils ont prêté en moyenne 7,6 milliards sur le marché de l'argent au jour le jour, en comparaison de 7 milliards au cours de l'année précédente. D'autre part, leurs emprunts se sont élevés en moyenne à 2,4 milliards, contre 1,8 milliard en 1970.

L'Institut de Réescompte et de Garantie a eu largement recours à l'argent au jour le jour et a même parfois pris plus d'argent que ses besoins ne le demandaient ; afin d'équilibrer le marché et d'éviter l'effondrement des intérêts, il a laissé descendre le taux de la criée (1) à un niveau tel que la charge d'intérêt ne fût pas plus lourde que s'il avait recueilli les seuls capitaux correspondant à ses besoins. Le Fonds des Rentes et l'I.R.G. ont pu retirer également du marché une partie des liquidités excédentaires, par la formation d'avoirs à la Banque Nationale.

Sur le marché hors banque a régné en 1971 une activité intense avec toutefois une certaine irrégularité. Au cours des six premiers mois de l'année, à plusieurs reprises, la demande d'effets de commerce a été plus grande q uel'offre, en raison de l'abondance des liquidités venant de l'étranger. Au deuxième semestre, il y eut un retournement de la situation à la suite des versements anticipés d'impôts, en juillet, et des deux emprunts de l'Etat émis à l'arrière saison de 1971. Le volume des effets traités par l'I.R.G. a enregistré une forte expansion ; les effets achetés par l'I.R.G. et revendus ou négociés par lui comme courtier sont passés de 135,8 milliards en 1970 à 224,5 milliards en 1971. Les effets vendus par l'I.R.G. ou négociés par son entremise comme courtier ont progressé de 127,9 milliards en 1970 à 204,1 milliards en 1971.

(1) Il s'agit de la séance tenue l'après-midi, en chambre de compensation de Bruxelles, après la clôture provisoire des feuilles de liquidation.

Fin 1971, le stock monétaire s'est élevé à 463,9 milliards, ce qui traduit un accroissement de 10,8 % comparé à fin 1970. La monnaie scripturale, en main des entreprises et des particuliers, soit 45,9 % du stock monétaire, présente un accroissement de 13,4 % comparé à 15,4 % en 1970. Ce ralentissement dans la croissance est en relation directe avec les dépôts à 30 jours au plus, formés auprès des banques et des parastataux ; il fut surtout marqué au quatrième trimestre de 1971 par rapport à la période correspondante de 1970. Les avoirs à l'Office des Comptes Chèques postaux ont montré une évolution analogue.

Le 31 décembre 1971, la monnaie scripturale représentait 55,9 % du stock monétaire global en comparaison de 54,4 % fin 1970. La monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés a augmenté de 17,5 % et atteint 29,7 milliards. Les billets émis par la Banque Nationale ont connu également une amplification de 7,2 % en 1971 contre 2,8 % en 1970.

Au cours de l'année 1971, la totalité du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires a affiché une augmentation de 76,7 milliards. Ceci s'explique, en majeure partie, par l'accroissement de crédits octroyés aux entreprises et aux particuliers (35,7 milliards, comparés à 25 milliards en 1970). La plus forte augmentation de crédits s'est faite pendant le dernier trimestre de 1971, où elle a atteint un montant de 22,1 milliards.

Le refinancement en dehors des organismes monétaires a fléchi pendant l'année de 3,3 milliards, alors qu'il s'était accru de 7,3 milliards en 1970.

Le financement monétaire des pouvoirs publics (Etat et pouvoirs publics) a augmenté moins vite qu'en 1970 (11,7 milliards comparés à 13,1 milliards en 1970).

La « monétisation » des effets publics a reculé de 7,2 milliards en comparaison de 2,4 milliards en 1970. Ceci est dû au fait que le Fonds des Rentes a vendu moins d'effets publics (à concurrence de 6,0 milliards alors qu'en 1970 le recul n'avait été que de 1,2 milliard).

Les crédits à des intermédiaires financiers non monétaires ont augmenté beaucoup moins que l'année précédente (3,6 milliards contre 8,2 milliards en 1970).

*
* *

Dans l'ensemble, au cours de l'année 1971, l'économie belge a connu une liquidité étendue du marché de l'argent qui s'explique, d'une part, par le ralentissement de l'expansion économique et, d'autre part, par le surplus découlant des opérations avec l'étranger. Pendant les trois premiers trimestres, sur le marché monétaire, des phénomènes de détente se sont fait jour : fléchissement

des taux d'intérêt, régression du portefeuille d'effets commerciaux auprès de la Banque Nationale et souscription croissante de la part des intermédiaires financiers aux effets publics à court terme. Devant cette évolution, les pouvoirs publics du secteur monétaire ont également ajusté leur politique. C'est ainsi entre autres que la Banque Nationale a pratiqué, par deux fois, un abaissement du taux d'escompte. En outre, en fin septembre, les restrictions de crédit ont été levées. Enfin, au quatrième trimestre, l'Etat a placé deux emprunts importants.

★
★ ★

Evolution du stock monétaire

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						Total du stock monétaire	Mouvements du stock monétaire par période
					Détenue par les entreprises et particuliers (b)						
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (a)	Détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	Comptes-courants à la Banque Nationale de Belgique (a)	Avoirs en comptes chèques postaux (a)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements parastataux (a)	Total	Stock de monnaie scripturale		
1963 Décembre	6,1	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,2	277,8	+ 23,3
1964 Décembre	6,4	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	+ 19,6
1965 Décembre	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	+ 21,2
1966 Décembre	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	+ 21,1
1967 Décembre	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	+ 10,8
1968 Décembre	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	+ 26,0
1969 Décembre	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	+ 9,8
1970 Décembre	7,6	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,7	202,7	227,9	418,6	+ 32,3
1971 Janvier	7,5	182,1	184,8	26,5	0,6	51,0	152,3	204,5	231,0	415,8	— 2,8
Février	7,5	183,3	185,7	22,8	1,1	47,2	153,2	201,4	224,3	410,0	— 5,8
Mars	7,9	183,3	185,4	25,5	0,5	45,4	160,5	206,4	231,9	417,3	+ 7,3
Avril	7,9	189,3	191,8	24,6	0,4	55,4	155,4	211,2	235,8	427,5	+ 10,2
Mai	8,0	194,4	196,5	27,8	0,4	49,3	163,0	212,8	240,6	437,1	+ 9,6
Juin	8,1	199,1	201,0	30,0	0,4	50,6	169,2	220,2	250,3	451,3	+ 14,2
Juillet	8,2	200,3	202,6	27,7	0,4	51,8	164,2	216,4	244,1	446,8	— 4,5
Août	8,2	195,7	198,0	27,9	0,5	47,9	165,8	214,2	242,1	440,2	— 6,6
Septembre	7,9	196,1	198,6	28,2	0,5	47,9	171,6	220,0	248,2	446,8	+ 6,6
Octobre	7,9	196,0	199,0	28,1	0,4	50,8	163,5	214,6	242,7	441,7	— 5,1
Novembre	8,0	194,5	196,8	28,4	0,4	49,1	166,6	216,0	244,5	441,2	— 0,5
Décembre	8,0	201,8	204,4	29,6	0,6	52,8	176,4	229,8	259,5	463,9	+ 22,7

(a) Déduction faite des encaisses des organismes émetteurs de monnaie.
(b) Y compris certains organismes paraétatiques administratifs.

Source : Banque Nationale de Belgique.

Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Encaisse-or	Avoirs sur l'étranger en monnaies convertibles	Créances nettes sur l'Union Européenne de Paiement	Créances sur le Fonds Monétaire International	Autres avoirs ou engagements nets	Total des avoirs extérieurs	Evolution des avoirs extérieurs
1963 Décembre	68,6	21,5	0,1	7,1	4,9 (a)	102,2	+ 11,2
1964 Décembre	72,6	27,0	0,1	10,2 (b)	4,9 (a)	114,8	+ 12,6
1965 Décembre	77,9	21,9	—	15,6 (c)	7,4 (a)	122,8	+ 8,0
1966 Décembre	76,2	21,4	—	18,6 (c)	8,3 (a)	124,5	+ 1,7
1967 Décembre	74,0	36,1	—	16,6 (d)	10,2 (e)	136,9	+ 12,4
1968 Décembre	76,2	18,1	—	15,2	13,4	122,9	— 14,0
1969 Décembre	75,9	35,6	—	7,8	9,0	128,3	+ 5,4
1970 Décembre	73,5	39,0	—	29,8	0,8	143,1	+ 14,8
1971 Janvier	73,4	42,4	—	39,6	— 0,7	154,7	+ 11,6
Février	73,4	42,9	—	39,5	— 1,0	154,8	+ 0,1
Mars	73,3	42,2	—	38,0	— 1,0	152,5	— 2,3
Avril	75,1	43,4	—	36,3	0,5	155,3	+ 2,8
Mai	79,6	47,7	—	37,6	0,9	165,8	+ 10,5
Juin	79,2	37,0	—	43,6	— 0,9	158,9	— 9,6
Juillet	80,0	41,7	—	41,8	3,2	167,7	+ 8,8
Août	79,2	42,7	—	50,2	— 2,4	169,7	+ 2,0
Septembre	78,6	42,4	—	50,2	— 8,5	162,7	— 7,0
Octobre	78,2	38,3	—	50,2	1,3	168,0	+ 5,3
Novembre	78,2	38,1	—	50,2	— 1,7	164,8	— 3,2
Décembre	77,2	35,0	—	50,2	+ 2,0	164,4	— 0,4

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Y compris depuis mai 1963, 1.500 millions de francs belges d'« avoirs à l'étranger en FB » représentant des certificats à deux ans de la Trésorerie américaine, libellés en francs belges.
(b) Y compris 1.500 millions de francs belges de Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4 janvier 1963. Convention du 1er février 1963).
(c) Y compris 3.375 millions de francs belges de Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4 janvier 1963. Convention du 1er février 1963).
(d) Y compris 1.875 millions de francs belges de Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4 janvier 1963. Convention du 1er février 1963).
(e) Y compris 3.000 millions de francs belges d' « avoirs à l'étranger en francs belges » représentant des certificats à deux ans de la Trésorerie américaine, libellés en francs belges.

Bilans intégrés

(en millia

FIN DE PÉRIODE	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Avoi extéri net
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor		
		Dépôts en francs belges (a)	Dépôts en devises			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	—	368,0	87,
Juin	309,5	71,1	5,1	—	385,7	92,
Septembre	306,4	74,8	3,9	—	385,1	90,
Décembre	318,6	77,4	4,4	—	400,4	94,
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	—	401,2	93,
Juin	329,3	81,1	4,9	—	415,3	93,
Septembre	322,4	86,4	5,1	—	413,9	89,
Décembre	339,7	89,0	5,7	—	434,4	89,
1967 Mars	326,4	97,7	6,0	—	430,1	90,
Juin	347,5	98,9	7,5	—	453,9	92,
Septembre	343,2	105,7	6,9	—	455,8	90,
Décembre	350,5	107,9	8,4	—	466,8	97,
1968 Mars	350,0	115,9	7,5	—	473,4	94,
Juin	372,7	118,3	7,9	—	498,9	97,
Septembre	361,8	123,3	9,1	—	494,2	90
Décembre	376,5	125,8	8,8	—	511,1	86
1969 Mars	372,1	135,0	9,7	—	516,8	83
Juin	393,8	135,5	12,6	—	541,9	88
Septembre	373,9	142,2	15,3	—	531,4	85
Décembre	386,3	149,3	14,7	—	550,3	93
1970 Mars	390,1	155,1	13,2	—	558,4	97
Juin	410,8	157,5	13,5	—	581,8	102
Septembre	399,2	165,6	12,9	—	577,7	103
Décembre	418,5	165,7	11,4	—	595,6	104
1971 Mars	417,3	174,4	10,0	—	601,7	112
Juin	451,3	181,1	10,0	—	642,4	125
Septembre (b)	446,8	190,8	10,4	—	648,0	129
Décembre (b)	463,9	198,7	9,7	—	672,3	132

(a) Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.
(b) Données provisoires.

ismes monétaires

francs)

	Créances sur les pouvoirs publics			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
ré ances ir Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	*Pour mémoire* : Financés par et hors des organismes monétaires			
)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
13,7	6,8	7,3	**192,8**	98,5	*108,8*	— 11,3	+ 12,9	— 11,9
15,5	7,1	7,6	**200,2**	102,4	*113,4*	— 11,3	+ 12,1	— 10,1
19,0	4,2	7,0	**200,2**	106,9	*116,5*	— 11,3	+ 11,8	— 12,9
11,9	4,7	6,6	**205,2**	112,5	*124,5*	— 11,4	+ 12,6	— 13,3
11,3	7,2	8,3	**206,8**	114,0	*127,0*	— 11,5	+ 12,4	— 14,2
17,4	8,8	9,5	**215,7**	119,0	*131,0*	— 11,5	+ 13,4	— 14,7
15,6	5,1	10,5	**211,2**	125,2	*135,7*	— 11,7	+ 15,2	— 15,5
23,9	4,6	12,0	**220,5**	134,9	*144,7*	— 12,0	+ 15,7	— 13,9
20,5	5,0	8,5	**214,0**	136,4	*149,5*	— 12,4	+ 15,3	— 14,0
27,9	8,6	11,1	**227,6**	140,4	*156,1*	— 12,6	+ 17,7	— 12,1
24,3	3,8	11,4	**229,5**	145,6	*159,1*	— 13,1	+ 18,8	— 15,9
27,9	4,1	13,0	**225,0**	156,9	*170,8*	— 13,5	+ 17,5	— 16,2
22,1	3,8	12,9	**228,8**	159,3	*175,3*	— 14,7	+ 20,4	— 14,9
25,3	7,9	12,7	**245,9**	166,0	*181,5*	— 15,3	+ 19,7	— 14,6
26,8	7,8	13,1	**247,7**	168,0	*182,7*	— 15,8	+ 20,6	— 16,3
31,5	6,8	16,8	**255,1**	182,5	*196,4*	— 16,5	+ 21,0	— 17,1
26,3	5,6	13,9	**255,8**	189,4	*204,1*	— 17,2	+ 20,4	— 15,2
33,1	8,7	17,3	**269,1**	198,4	*210,9*	— 19,0	+ 22,5	— 17,6
32,6	9,2	18,6	**270,4**	195,8	*206,7*	— 20,3	+ 26,3	— 26,1
32,0	5,4	19,5	**276,9**	197,2	*207,4*	— 21,0	+ 26,7	— 23,1
37,0	4,2	20,5	**281,7**	198,6	*210,4*	— 22,4	+ 27,9	— 25,0
30,3	6,3	22,2	**288,8**	207,9	*218,0*	— 23,4	+ 27,1	— 20,6
32,4	6,3	25,0	**283,7**	207,7	*218,3*	— 24,2	+ 30,7	— 23,8
34,4	5,4	28,8	**288,6**	219,7	*232,4*	— 25,6	+ 35,2	— 27,1
45,6	3,9	25,1	**274,6**	223,9	*234,4*	— 27,3	+ 39,0	— 20,9
31,9	5,9	27,0	**294,8**	231,6	*242,3*	— 28,4	+ 38,5	— 20,0
34,6	4,4	28,4	**297,4**	235,2	*246,0*	— 29,5	+ 40,3	— 24,8
37,1	4,4	32,3	**303,8**	255,7	*268,1*	— 30,4	+ 38,8	— 28,1

Source : Banque Nationale de Belgique.

Origines des variat

(en milli

PÉRIODE	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (4)	Crédit aux ent prises particul (5)	
1966 1er trimestre	— 4,0	+ 4,8	+ 0,8	— 0,3	+ 2,	0,3
2e trimestre	+ 14,8	— 0,6	+ 14,2	—	+ 4,	0,6
3e trimestre	— 6,9	+ 5,5	— 1,4	— 2,8	+ 4,	0,6
4e trimestre	+ 17,3	+ 3,1	+ 20,4	— 0,9	+ 9,	0,4
Total . . .	+ 21,2	+12,8	+ 34,0	— 4,0	+ 20,	1,1
1967 1er trimestre	— 13,1	+ 9,0	— 4,1	+ 4,9	+ 4,	0,
2e trimestre	+ 21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6,	0,
3e trimestre	— 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 2,	2,
4e trimestre	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+ 11,	0,
Total . . .	+ 11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+ 26,	2,
1968 1er trimestre	— 0,5	+ 7,1	+ 6,6	— 0,7	+ 4,	1,
2e trimestre	+ 22,7	+ 2,8	+ 25,5	+ 2,8	+ 6,	1,
3e trimestre	— 10,9	+ 6,2	— 4,7	— 6,0	+ 1,	0,
4e trimestre	+ 14,8	+ 2,1	+ 16,9	— 4,2	+ 13,	1,
Total . . .	+ 26,1	+18,2	+ 44,3	— 8,1	+ 25,	0,
1969 1er trimestre	— 4,4	+10,2	+ 5,8	— 0,7	+ 7,	1
2e trimestre	+ 21,7	+ 3,4	+ 25,1	+ 4,2	+ 6,	0
3e trimestre	— 19,9	+ 9,4	— 10,5	— 2,9	— 4,	0
4e trimestre	+ 12,4	+ 6,4	+ 18,8	+12,0	+ 0,	2
Total . . .	+ 9,8	+29,4	+ 39,2	+12,6	+ 11,	2
1970 1er trimestre	+ 3,8	+ 4,3	+ 8,1	+ 1,8	+ 3,	1
2e trimestre	+ 20,7	+ 2,8	+ 23,5	+ 4,5	+ 7,	
3e trimestre	— 11,5	+ 7,4	— 4,1	+ 3,9	+ 0,	
4e trimestre	+ 19,2	— 1,4	+ 17,8	+ 3,3	+ 14,	
Total . . .	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 25,	
1971 1er trimestre	— 1,3	+ 7,4	+ 6,1	+ 6,2	+ 2,	
2e trimestre	+ 34,0	+ 6,6	+ 40,6	+13,3	+ 7,	
3e trimestre (a)	— 4,5	+10,1	+ 5,6	+ 8,0	+ 3,	
4e trimestre (a)	+ 17,1	+ 7,3	+ 24,4	+ 4,4	+ 22,	
Total (a) .	+ 45,3	+31,4	+ 76,7	+31,9	+ 35,	

(a) Données provisoires.

…k monétaire

…ncs)

…cement en dehors …es organismes monétaires …mentation : —)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
…nces …ales …ger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
(…)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
+ …,3	— 1,0	+ 2,1	— 0,4	— 1,0	— 0,3	— 0,1	— 0,1	— 0,9
+ …,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	— 0,5	—	—	+ 0,7	— 0,3
+ …,6	+ 1,5	— 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	— 0,2	+ 1,7	— 0,8
— …,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	— 0,1	— 0,7	— 0,3	+ 0,1	+ 1,4
+ …,1	+ 2,2	+ 11,8	+ 3,2	— 1,1	— 0,6	— 0,6	+ 2,4	— 0,6
— …),3	— 3,4	— 2,7	— 3,9	— 1,1	— 1,7	— 0,4	— 0,3	—
— …),9	— 2,5	+ 9,6	+ 2,2	— 0,3	+ 0,8	— 0,3	+ 1,0	+ 2,0
— …2,4	+ 2,2	— 0,6	+ 0,3	— 0,5	+ 0,4	— 0,4	+ 0,6	— 3,4
— …),9	— 0,3	— 4,9	+ 1,3	— 0,1	— 0,4	— 0,5	+ 0,2	— 0,8
— …2,7	— 4,0	+ 1,4	— 0,1	— 2,0	— 0,9	— 1,6	+ 1,5	— 2,2
— …,9	— 2,2	+ 4,4	— 0,4	— 0,8	—	— 1,2	+ 3,3	+ 1,5
+ …,3	+ 0,5	+ 18,0	— 0,5	+ 0,3	— 1,1	— 0,6	— 0,6	— 0,7
+ …),4	+ 0,9	— 3,1	+ 0,3	— 1,1	+ 2,1	— 0,5	+ 1,3	— 0,2
+ …,0	+ 0,8	+ 4,4	+ 3,7	— 0,5	— 0,3	— 0,7	—	— 1,0
+ …),8	—	+ 23,7	+ 3,1	— 2,1	+ 0,7	— 3,0	+ 4,0	— 0,4
— …1,0	— 0,9	+ 6,5	— 2,8	— 1,8	— 1,8	— 0,7	— 0,6	+ 1,9
— …),4	+ 2,1	+ 13,1	+ 3,3	+ 0,3	+ 1,3	— 1,7	+ 1,9	— 5,9
+ …),9	+ 1,6	— 4,6	+ 1,3	— 0,7	+ 0,9	— 1,3	+ 3,6	— 5,1
— …2,3	+ 0,7	+ 5,1	+ 0,9	+ 0,1	— 1,1	— 0,7	—	+ 3,4
— …2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	— 2,1	— 0,7	— 4,4	+ 4,9	— 5,7
— …1,3	— 1,6	+ 5,6	+ 0,9	— 0,6	— 1,2	— 1,4	+ 1,0	+ 1,9
—	+ 1,8	+ 8,7	+ 1,3	— 0,8	— 2,3	— 1,0	— 0,8	+ 4,5
— …2,6	— 0,6	— 9,9	+ 2,8	— 0,2	+ 2,6	— 0,8	+ 3,7	— 3,3
— …),9	— 2,1	+ 0,1	+ 3,6	+ 0,4	— 0,3	— 1,4	+ 4,3	— 3,3
— …4,8	— 2,5	+ 4,5	+ 8,6	— 1,2	— 1,2	— 4,6	+ 8,2	— 0,2
— …),7	+ 2,3	— 8,9	— 3,6	— 0,4	— 2,5	— 1,7	+ 3,8	+ 9,6
+ …3,1	— 0,3	+ 15,5	+ 2,1	— 0,3	— 0,6	— 1,1	— 0,6	+ 1,6
— …1,6	— 0,1	— 2,2	+ 1,4	— 0,2	+ 0,8	— 1,2	+ 1,8	— 4,8
+ …2,2	— 1,6	+ 3,6	+ 3,8	— 1,0	— 3,6	— 0,8	— 1,5	— 3,2
+ …3,0	+ 0,3	+ 8,0	+ 3,7	— 1,9	— 5,9	— 4,8	+ 3,5	+ 3,2

Source : Banque Nationale de Belgique.

Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et crédits commerciaux à l'étranger accordés à l'origine par les organismes monétaires

(en milliards de francs)

FIN DE MOIS	Crédits aux entreprises et particuliers			Créances commerciales sur l'étranger			Total général
	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	
1962 Décembre	72,9	13,8	86,7	10,8	2,5	13,3	100,0
1963 Décembre (a)	88,8	8,7	97,5	14,6	4,1	18,7	116,2
1964 Décembre	98,2	10,3	108,5	17,0	4,2	21,2	129,7
1965 Décembre	112,5	12,1	124,6	23,0	5,3	28,3	152,9
1966 Décembre	134,7	10,0	144,7	24,5	4,3	28,8	173,5
1967 Décembre	156,8	14,1	170,9	27,4	7,1	34,5	205,4
1968 Décembre	181,9	14,4	196,3	42,3	6,2	48,5	244,8
1969 Mars	188,8	15,3	204,1	43,4	7,2	50,6	254,7
Juin	198,1	12,8	210,9	50,5	7,6	58,1	269,0
Septembre	195,4	11,3	206,7	55,3	6,7	62,0	268,7
Décembre	196,7	10,7	207,4	44,1	9,0	53,1	260,5
1970 Mars	197,9	12,5	210,4	47,8	10,3	58,1	268,5
Juin	207,7	10,3	218,0	57,1	10,3	67,4	285,4
Septembre	207,2	11,1	218,3	65,1	12,9	78,0	296,3
Décembre	219,5	12,9	232,4	72,4	13,9	86,3	318,7
1971 Mars	223,9	10,5	234,4	77,1	14,6	91,7	326,1
Juin	231,6	10,7	242,3	85,0	11,4	96,4	338,7
Septembre	235,1	10,8	245,9	82,6	13,0	95,6	341,5
Décembre	255,6	12,5	268,1	94,9	10,8	105,7	373,8

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) A partir de juin 1963, nouvelle série. Les acceptations bancaires non visées représentatives d'exportations ont été transférées des « crédits aux entreprises et particuliers » aux « créances commerciales sur l'étranger ».

Situation globale des banques

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	Au 31 décembre								A fin de trimestre			
	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1er trimestre 1971	2e trimestre 1971	3e trimestre 1971	4e trimestre 1971
ACTIF												
Liquidités	41,7	51,4	57,5	81,2	92,4	122,2	182,5	223,5	238,2	246,2	241,6	267,9
Crédits	187,7	206,8	234,0	264,4	306,2	351,1	393,6	475,6	499,2	522,3	534,9	546,0
au secteur public	*97,8*	*102,3*	*115,1*	*127,2*	*144,1*	*157,8*	*180,8*	*201,9*	*210,0*	*215,9*	*226,7*	*223,8*
au secteur privé	*89,9*	*104,5*	*118,9*	*137,2*	*162,1*	*193,3*	*212,8*	*273,7*	*289,2*	*306,4*	*308,2*	*322,2*
Divers	27,4	31,9	39,2	42,9	46,2	54,5	57,0	77,2	78,7	85,9	90,8	101,1
dont acceptations	*18,8*	*21,3*	*26,9*	*28,8*	*29,5*	*32,0*	*29,3*	*37,2*	*35,5*	*39,7*	*40,3*	*45,5*
Total	**256,8**	**290,1**	**330,7**	**388,5**	**444,8**	**527,8**	**633,1**	**776,3**	**816,1**	**854,4**	**867,3**	**915,0**
PASSIF												
Dépôts	150,3	164,6	189,5	213,1	244,4	281,4	322,6	365,8	381,7	395,7	409,1	422,7
en francs belges :												
— à un mois au plus	*83,4*	*91,5*	*100,8*	*109,4*	*120,1*	*130,4*	*137,8*	*161,5*	*169,7*	*178,6*	*181,1*	*186,3*
— carnets de dépôts	*27,4*	*33,7*	*40,2*	*46,8*	*57,7*	*69,8*	*71,9*	*74,7*	*78,4*	*83,8*	*89,6*	*96,6*
— à plus d'un mois	*27,3*	*30,7*	*36,7*	*41,9*	*50,6*	*57,3*	*78,3*	*94,2*	*99,2*	*100,7*	*104,9*	*106,5*
en devises	*12,2*	*8,7*	*11,8*	*15,0*	*16,0*	*23,8*	*34,6*	*35,4*	*34,4*	*32,6*	*33,5*	*33,3*
Moyens propres	14,0	16,0	18,4	20,6	23,4	27,5	32,4	34,2	34,8	36,0	36,0	36,1
Divers	92,6	109,5	122,8	154,8	177,0	218,9	278,1	376,3	399,6	422,7	422,2	456,2
dont : acceptations	*18,8*	*21,3*	*26,9*	*28,8*	*29,5*	*32,0*	*29,3*	*37,2*	*35,5*	*39,7*	*40,3*	*45,5*
obligations et bons de caisse	*11,4*	*11,4*	*11,4*	*12,0*	*13,5*	*16,5*	*18,7*	*23,3*	*25,0*	*26,1*	*27,3*	*28,4*
Total	**256,8**	**290,1**	**330,7**	**388,5**	**444,8**	**527,8**	**633,1**	**776,3**	**816,1**	**854,4**	**867,3**	**915,0**

Source : Commission bancaire.

Crédits aux entreprises et aux particuliers nourris par les banques de dépôt

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Escompte effets commerciaux (a)	Avances		Total
		Débiteurs divers	Reports et avances sur titres (b)	
1962 Décembre	30,1	38,6	1,3	70,0
1963 Décembre	43,0	45,7	1,2	89,9
1964 Décembre	52,5	50,8	1,1	104,4
1965 Décembre	57,4	60,2	1,3	118,9
1966 Décembre	67,6	68,3	1,2	137,1
1967 Décembre	77,9	82,7	1,5	162,1
1968 Décembre	81,3	110,3	1,6	193,2
1969 Décembre	95,4	116,0	1,4	212,8
1970 Décembre	115,7	156,2	1,8	273,7
1971 Janvier	113,7	161,2	1,6	276,5
Février	117,9	162,4	1,9	282,2
Mars	118,9	168,5	1,8	289,2
Avril.....	121,9	178,5	2,3	302,7
Mai	118,9	181,7	2,1	302,7
Juin	126,8	177,8	1,8	306,4
Juillet	118,5	183,4	2,0	303,9
Août	118,5	186,0	1,8	306,3
Septembre	124,8	181,8	1,6	308,2
Octobre	113,6	187,0	1,5	302,1
Novembre	114,4	191,1	1,5	307,0
Décembre	122,3	198,0	1,9	322,2

Source : Commission bancaire.

(a) Non compris tous les effets réescomptés.
(b) Y compris les opérations spéciales de mobilisation (arrêté royal du 22 mars 1952, *Moniteur belge* du 23 mars 1952).

Réescompte du portefeuillle commercial par les banques de dépôt

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Auprès de la B.N.B.	Auprès de l'I.R.G.	Auprès des autres para-stataux	Total partiel	Auprès d'autres rées-compteurs (a)	Total général (b)
1962 Décembre ...	1,6	2,5	4,4	8,5	3,6	12,1
1963 Décembre ...	1,2	1,5	6,0	8,7	2,4	11,1
1964 Décembre ...	0,9	3,0	7,1	11,0	2,5	13,5
1965 Décembre ...	1,2	5,5	7,8	14,5	2,9	17,4
1966 Décembre ...	1,5	6,1	9,7	17,3	2,3	19,6
1967 Décembre ...	2,8	9,6	11,6	24,0	2,7	26,7
1968 Décembre ...	6,7	12,9	13,3	32,9	3,7	36,6
1969 Décembre ...	3,5	10,1	7,5	21,1	3,9	25,0
1970 Décembre ...	0,4	7,2	11,7	19,4	4,0	23,3
1971 Janvier	0,3	7,4	10,9	18,6	4,6	23,2
Février.....	0,2	6,4	11,2	17,8	4,3	22,1
Mars	0,1	7,1	10,7	17,9	3,9	21,8
Avril	0,3	6,2	10,0	16,5	3,8	20,3
Mai	0,1	7,3	9,4	16,8	4,0	20,8
Juin	0,1	6,0	9,3	15,4	3,6	19,0
Juillet	0,1	7,1	9,9	17,1	3,3	20,4
Août.....	—	7,1	10,3	17,4	3,2	20,6
Septembre ..	—	5,6	10,5	16,1	3,3	19,4
Octobre	0,1	8,5	10,7	19,3	3,4	22,7
Novembre ..	0,1	9,1	11,2	20,4	3,0	23,4
Décembre ...	0,1	10,1	11,1	21,3	2,0	23,3

Source : Commission bancaire.

(a) En francs belges uniquement.
(b) Montant non compris dans le portefeuille commercial de la situation globale des banques.

Marché de l'argent « on call »

Moyennes journalières

(en milliards de francs)

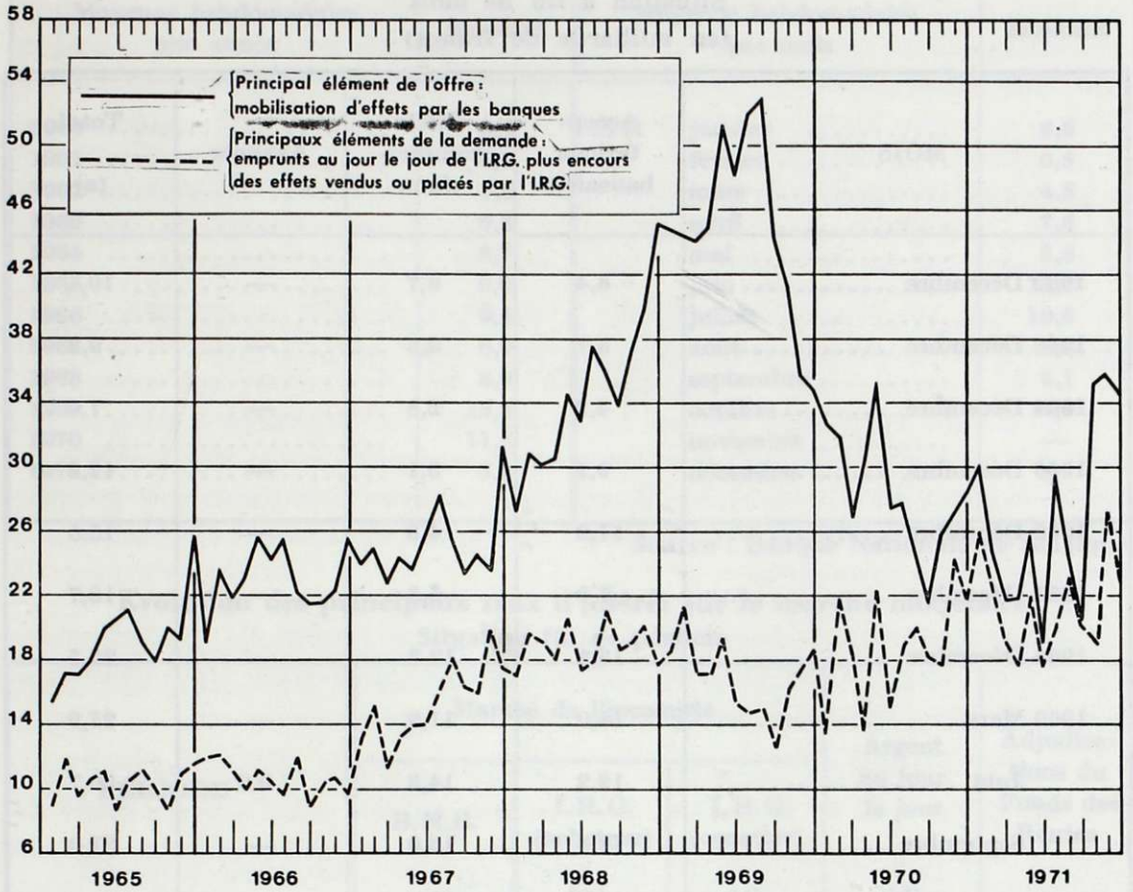
PÉRIODE (a)	Total des capitaux traités «on call»	Capitaux prêtés			Capitaux empruntés			
		Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes (b)	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G. (emprunts nets)	Autres organismes (c)
1963	3,6	1,6	0,2	1,8	1,6	0,1	1,1	0,8
1964	4,6	1,9	—	2,7	1,3	0,5	1,7	1,1
1965	5,0	1,8	0,7	2,5	1,4	—	2,4	1,3
1966	4,8	1,9	0,3	2,7	1,2	0,8	1,7	1,1
1967	6,4	2,0	1,1	3,3	1,7	0,3	3,4	1,0
1968	6,6	2,1	1,4	3,0	2,4	—	3,1	1,1
1969	7,2	3,8	—	3,4	1,3	1,8	3,4	0,7
1970	8,6	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4
1971	8,8	4,4	1,2	3,3	1,9	0,2	6,1	0,5
1971 Janvier	10,1	5,6	0,9	3,6	0,9	—	8,6	0,6
Février	7,5	3,3	0,4	3,8	1,9	—	5,2	0,3
Mars	6,3	3,1	0,2	2,9	1,5	0,8	3,7	0,2
Avril	6,4	2,8	0,9	2,7	1,9	—	3,4	1,0
Mai	11,3	7,1	0,6	3,6	1,5	0,5	8,9	0,3
Juin	7,8	4,5	0,5	2,9	2,1	—	5,1	0,6
Juillet	8,3	3,5	1,8	3,0	2,1	—	5,8	0,5
Août	9,9	5,3	1,3	3,2	1,6	—	8,0	0,3
Septembre ..	9,2	4,4	1,8	3,1	1,9	—	6,6	0,6
Octobre	9,5	4,7	1,8	3,1	2,6	0,1	6,1	0,7
Novembre ...	10,5	2,9	3,8	3,8	2,9	—	7,1	0,5
Décembre ...	8,7	4,8	0,2	3,7	2,0	1,3	4,8	0,5

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Depuis la réorganisation du marché, le 17 novembre 1959, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Ce tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.
(b) Depuis le 17 novembre 1959, cette colonne comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N C.B. et, depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».
(c) Depuis le 17 novembre 1959, cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

Principaux déterminants de la tendance sur le marché hors banque

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)



Sources : Commission bancaire.
Institut de Réescompte et de Garantie.

Synthèse de l'activité de l'I. R. G.

Encours moyens journaliers
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Effets à nourrir par l'I.R.G.	3,8	4,0	5,0	7,5	7,8	10,2	18,0	11,4	7,5
dont réescomptés à la B.N.B.	*2,5*	*1,9*	*2,4*	*5,5*	*4,0*	*6,8*	*14,3*	*4,6*	*2,6*
Emprunts au jour le jour de l'I.R.G	*1,2*	*1,9*	*2,6*	*1,9*	*3,7*	*3,3*	*3,6*	*6,7*	*4,8*
Encours des effets vendus ou placés par l'I.R.G.	8,4	9,4	8,5	10,5	12,9	17,8	15,0	13,6	17,9
Encours total des effets traités par l'I.R.G. ..	12,3	13,4	13,5	18,0	20,7	28,0	33,0	25,0	25,4

Source : Institut de Réescompte et de Garantie.

Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (a)
1962 Décembre	6,4	3,7	—	10,1
1963 Décembre	5,7	3,6	—	9,3
1964 Décembre	4,2	2,8	—	7,0
1965 Décembre	9,2	3,1	—	12,3
1966 Décembre	11,2	4,3	—	15,5
1967 Décembre	7,9	5,8	—	13,7
1968 Décembre	13,2	12,3	—	25,5
1969 Mars	14,0	11,9	—	25,9
Juin	16,2	14,3	0,2	30,7
Septembre	16,0	15,0	—	31,0
Décembre	10,4	7,9	—	18,3
1970 Mars	4,3	4,0	—	8,3
Juin	7,2	5,0	—	12,2
Septembre	—	1,8	—	1,8
Décembre	2,7	3,7	0,2	6,6
1971 Mars	—	2,8	—	2,8
Juin	0,5	1,7	0,3	2,5
Septembre	—	1,4	—	1,4
Décembre	9,3	5,8	0,3	15,4

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Essentiellement le réescompte des banques et de l'Institut de Réescompte et de Garantie.

Crédits consentis à l'Etat par la Banque Nationale de Belgique

Conventions des 14 septembre 1948, 15 avril 1952 et 1 février 1963
(en milliards de francs)

Moyenne hebdomadaire par année	Montant	Moyenne hebdomadaire par mois		Montant
1960	8,4	1971	janvier	6,3
1961	8,0		février	0,5
1962	7,5		mars	4,5
1963	8,3		avril	7,8
1964	8,7		mai	8,6
1965	9,0		juin	12,3
1966	9,4		juillet	10,5
1967	6,9		août	3,3
1968	8,9		septembre	8,1
1969	13,8		octobre	7,9
1970	11,5		novembre	—
1971	5,9		décembre	2,1

Source : Banque Nationale de Belgique.

Evolution des principaux taux d'intérêt sur le marché monétaire

Situation fin de période

PÉRIODE	Marché de l'escompte			Argent au jour le jour	Adjudications du Fonds des Rentes
	B.N.B. (a)	I.R.G. (acheteur) (b)	I.R.G. (courtier) (c)	(d)	
1967	4,00	3,60	5,10	3,19	4,90
1968	4,50	4,00	6,50	2,84	5,25
1969	7,50	7,40	9,00	5,40	8,75
1970	6,50	6,00	7,10	6,25	7,25
1971	5,50	4,45	5,40	3,70	5,15
1971 janvier	6,50	6,00	6,80	4,84	7,15
février	6,50	5,60	6,20	4,05	6,25
mars	6,00	4,80	5,25	2,66	5,25
avril	6,00	4,80	5,25	4,51	5,15
mai	6,00	4,55	5,25	1,65	5,15
juin	6,00	4,55	5,25	2,64	5,15
juillet	6,00	4,55	5,25	4,80	5,30
août	6,00	4,55	4,90	3,61	5,05
septembre	5,50	4,30	4,90	3,88	4,90
octobre	5,50	4,30	4,90	3,28	4,80
novembre	5,50	4,30	5,40	4,59	4,85
décembre	5,50	4,45	5,40	4,10	5,15

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Taux de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque et les acceptations bancaires visées à l'importation.
(b) Taux d'achat de l'I.R.G. pour les acceptations bancaires visées à l'importation, à 120 jours maximum.
(c) Taux des acceptations bancaires non visées, à 120 jours environ, négociées à l'intervention de l'I.R.G.
(d) Les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période.

SECTION II. — MARCHÉ DES CAPITAUX

Durant l'année 1971 le marché des capitaux a connu un climat de grande liquidité. Le fléchissement de la croissance économique et l'important surplus de la balance des paiements ont contribué à l'accroissement des moyens financiers dont disposaient les particuliers et les investisseurs institutionnels.

Malgré les mouvements de capitaux qui, — pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise — se sont soldés par une sortie de 20 milliards (pouvoirs publics, entreprises et particuliers), des sommes importantes en emprunts obligataires ont pu être prélevées sur le marché belge des capitaux.

Les émissions du secteur public se sont élevées en 1971 à 147 milliards, tandis qu'en 1970 elles ne se chiffrèrent qu'à 91,2 milliards (1).

Le recours du pouvoir central (2) au marché des obligations a atteint 114,5 milliards. Compte tenu des amortissements et remboursements (3), le chiffre net des émissions s'est élevé à 61,3 milliards. La politique d'émission des pouvoirs publics a visé l'écrémage des liquidités excédentaires auprès des particuliers et des institutions financières.

Les organismes internationaux ont également profité de l'élargissement du marché belge des obligations ; leurs émissions publiques sont passées de 0,8 milliard en 1970 à 3,3 milliards en 1971.

Sur le marché des obligations, le fléchissement des intérêts ne fut guère sensible qu'après le 1er trimestre. Les pouvoirs publics ont d'ailleurs offert des conditions d'émission quelque peu supérieures aux conditions du marché, afin d'assurer le placement rapide de leurs emprunts.

A partir du mois d'avril, le taux d'intérêt sur le marché primaire accusa une allure décroissante constante. Au début de 1971, les autorités ont encore émis un emprunt à 13 ans au taux de 8,50 %, mais à la fin de l'année, le taux d'intérêt n'atteignait plus que 7,25 % pour une durée de 12 ans. Outre l'effet des facteurs susmentionnés, l'évolution a également été influencée par la baisse des taux d'intérêt au niveau international.

Au cours des neuf premiers mois, le rendement des valeurs à intérêt fixe notées à la bourse de Bruxelles a subi un recul, tant pour les valeurs à terme de deux à cinq ans, que pour celles dont le terme dépasse cinq ans. La réduction de ces taux fut cependant moins facile que celle des taux des certificats de plus courte durée. En effet, après la stabilisation intervenue au cours du 2e trimestre — à la suite de la politique de restriction monétaire aux Etats-Unis — les certificats de Trésorerie ont accusé une diminution rapide des intérêts, de sorte que le taux des effets à court terme s'est situé plus bas que celui de certains titres à moyen terme, ce qui est contraire à la structure des taux à la fin de 1970.

---

(1) Emprunts dont l'arrêté est apparu au « Moniteur belge », exclusivement les émissions au robinet.
(2) Emprunts en francs belges.
(3) Ceux-ci se rapportent à la dette directe et indirecte.

Pendant les sept premiers mois de l'année, la bourse fut pratiquement continuellement en hausse. En juillet, l'indice moyen général (fin 1963 = 100) des valeurs belges s'est élevé au marché comptant à 104,89, contre 90,84 en décembre 1970. L'indice moyen des valeurs industrielles s'est situé à 85,05, contre 77,88 en décembre de l'année précédente et celui des valeurs zaïroises, qui atteignait 179,45 en décembre 1970, monta à 198,81 en juillet 1971. La capitalisation des valeurs représentatives des 333 firmes belges cotées au marché au comptant de Bruxelles, souligne la hausse boursière durant les sept premiers mois de l'année. Le montant de la capitalisation des titres au comptant a augmenté de 18,7 %, pour les sept premiers mois.

Ce mouvement général de hausse s'explique sans doute par la réduction des intérêts sur le marché financier tant belge qu'international, mais aussi par l'assurance des résultats favorables des entreprises pour l'exercice 1970.

Néanmoins, pendant le mois de mars, les cours ont subi une influence assez négative sans doute en raison de la perspective d'une accélération de la hausse des prix après l'entrée en vigueur de la T.V.A., et de l'annonce d'un contrôle des prix plus sévère.

Les événements monétaires du mois de mai (le flottement du DM et du florin, parallèlement à la réévaluation du franc suisse et du schilling autrichien) allèrent de pair avec une légère hésitation de la bourse, dont le plafonnement temporaire des cours en mai fut aussi lié aux importantes émissions du secteur public.

D'août à novembre, on nota, toutefois, un net revirement de situation. En novembre, l'indice moyen général des valeurs belges n'atteignait plus que 92,83, celui des valeurs industrielles 75,50 et l'indice moyen des valeurs zaïroises descendait à 139,75. De même, la capitalisation fut en nette diminution ; en octobre, il fut de 13,1 % inférieur à celui de juillet. Les mesures monétaires et douanières prises par le président Nixon, au mois d'août, avaient en effet créé un climat d'incertitude quant à l'évolution des bénéfices des entreprises et de la conjoncture économique et monétaire internationale.

Pendant le mois de décembre, le rétablissement des cours s'est toutefois réamorcé techniquement, puis la spéculation a repris à la suite de la suppression, par les Etats-Unis, des droits à l'importation et sous l'impulsion des efforts faits pour résoudre les problèmes monétaires.

Au niveau des secteurs, une évolution très favorable a été constatée en ce qui concerne les institutions financières ; les banques et les compagnies d'assurances ont accusé un sérieux accroissement des cours, contrairement aux sociétés à portefeuille. Une partie de ces institutions investissent, en effet, surtout dans les secteurs sensibles à la conjoncture tels la sidérurgie et les métaux non ferreux.

L'évolution a été moins favorable pour les valeurs industrielles, la conjoncture se dessinant dans ce compartiment d'une manière moins avantageuse.

Il faut remarquer que les valeurs en rapport avec l'industrie de la construction ont, d'une manière générale, fortement progressé. Ceci s'explique partiellement par la baisse des prix des combustibles et la hausse du prix du ciment, qui ont amélioré la rentabilité de ce secteur. La production a été, en outre, influencée par l'exécution de travaux publics. Les cours boursiers du secteur de la sidérurgie ont accusé un recul sensible pendant l'année 1971. La taxe à l'importation instaurée par les Etats-Unis n'y est pas étrangère, de même que la fermeture temporaire des ports américains (ce qui a renforcé la concurrence du Japon). Dans le secteur des métaux non ferreux, on a enregistré aussi un fléchissement important des cours.

*
* *

Dans l'ensemble, en 1971, la bourse de Bruxelles a connu une évolution satisfaisante (surtout sous l'impulsion du déclin des taux d'intérêt). Après un fléchissement pendant le second trimestre, le rétablissement des cours s'est nettement amorcé à la fin de l'année.

Le marché des obligations a été marqué par une grande liquidité, de sorte que des montants importants ont été placés et ce malgré l'exportation de capitaux. Le relâchement du taux d'intérêt s'est poursuivi également sur le marché des capitaux, mais les taux élevés des emprunts des pouvoirs publics ont freiné quelque peu cette évolution au début de 1971.

★
★ ★

Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Émissions nettes d'actions			Accroissement de la dette obligataire des sociétés (b)	Total des émissions nettes
	Constitutions de sociétés	Augmentations de capital	Total		
1954	589	2 531	3 120	5 210	8 330
1955	636	4 142	4 778	4 902	9 680
1956	703	3 319	4 022	3 597	7 619
1957	1 217	3 606	4 823	5 864	10 687
1958	648	3 049	3 697	9 223	12 920
1959	897	2 440	3 337	7 980	11 317
1960	1 510	5 035	6 545	6 025	12 571
1961	1 213	2 918	4 131	8 574	12 705
1962	2 193	4 521	6 715	8 095	14 810
1963	1 092	4 192	5 284	6 774	12 058
1964	1 444	8 331	9 775	4 434	14 209
1965	1 425	5 809	7 234	10 570	17 804
1966	1 343	8 382	9 725	6 273	15 998
1967	1 955	8 160	10 115	13 909	24 024
1968	2 202	15 469	17 671	17 311	34 982
1969	2 853	14 058	16 911	12 906	29 817
1970	2 814	12 923	15 737	24 970	40 707

Source : Institut National de Statistique.

(a) Ces données ne comprennent pas les émissions congolaises. Les données pour 1971 ne sont pas encore disponibles.

(b) Y compris la S.N.C.I.
Y compris les émissions privées, c'est-à-dire qui n'ont pas fait l'objet d'une offre sur le marché

Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges (a)

(en milliers de francs)

PRINCIPAUX SECTEURS	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970 (b)
Banques	454 817	1 366 185	823 680	1 601 539	3 142 418	4 874 200	5 118 134	4 674 904
Commerce de détail	570 743	334 851	88 211	84 884	104 114	177 327	542 298	340 306
Commerce de gros et commerce extérieur	696 796	681 344	1 254 900	807 524	824 168	1 435 344	1 435 117	3 599 931
Fabrications métalliques	333 049	548 227	916 323	561 924	764 108	848 762	1 391 415	1 856 584
Métallurgie du fer	338 563	1 845 343	637 319	1 247 439	387 725	210 000	381 979	132 036
Métaux non ferreux	312 885	18 170	45 212	3 616	20 854	1 641 635	70 451	23 321
Industrie textile	158 499	241 323	207 802	222 896	197 486	249 048	270 931	258 350
Industrie alimentaire	273 118	138 593	43 738	205 258	269 389	488 919	461 364	789 289
Industrie du bois	39 921	69 185	15 079	140 116	40 594	104 014	67 969	114 537
Industrie chimique	114 401	342 397	684 032	910 313	2 850 796	2 590 775	1 681 341	2 797 074
Électricité	3 161 665	1 675 468	3 566 505	1 843 158	386 116	3 747 747	2 799 501	1 785 000
Gaz	341 280	130 560	342 800	—	—	120 000	—	—
Papier et imprimerie	7 492	192 424	306 533	109 428	357 755	121 666	69 215	293 974
Transports	— 1 907	13 377	— 23 448	161 664	131 641	142 401	255 233	414 628
Construction	226 187	62 792	136 554	264 198	149 088	163 989	344 133	332 287
Charbon	— 145 434	86 656	— 31 337	—	20	—	—	—
Ciment	270 859	65 786	— 3 085	73 994	155 975	81 216	121 924	158 974
Tabac	— 1 372	35 660	— 5 692	—	35 000	300	67 500	100
Artisanat	57 057	59 186	66 340	77 471	79 819	148 575	167 366	185 143

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) La statistique des émissions nettes d'obligations comprend aussi les émissions « continues »; il est fait déduction des remboursements.
(b) Données provisoires. Les données pour 1971 ne sont pas encore disponibles.

Emissions du secteur public en francs belges (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Montant	MOIS	Montant
1964	38 085		
		1971	
1965	43 715		
		Janvier	33 000
1966	46 810	Février	6 000
		Mars	9 500
1967	65 100	Avril	—
		Mai	34 500
1968	65 350	Juin	6 000
		Juillet	2 500
1969	84 795	Août	—
		Septembre	1 500
1970	91 200	Octobre	47 000
		Novembre	—
1971	147 000	Décembre	7 000

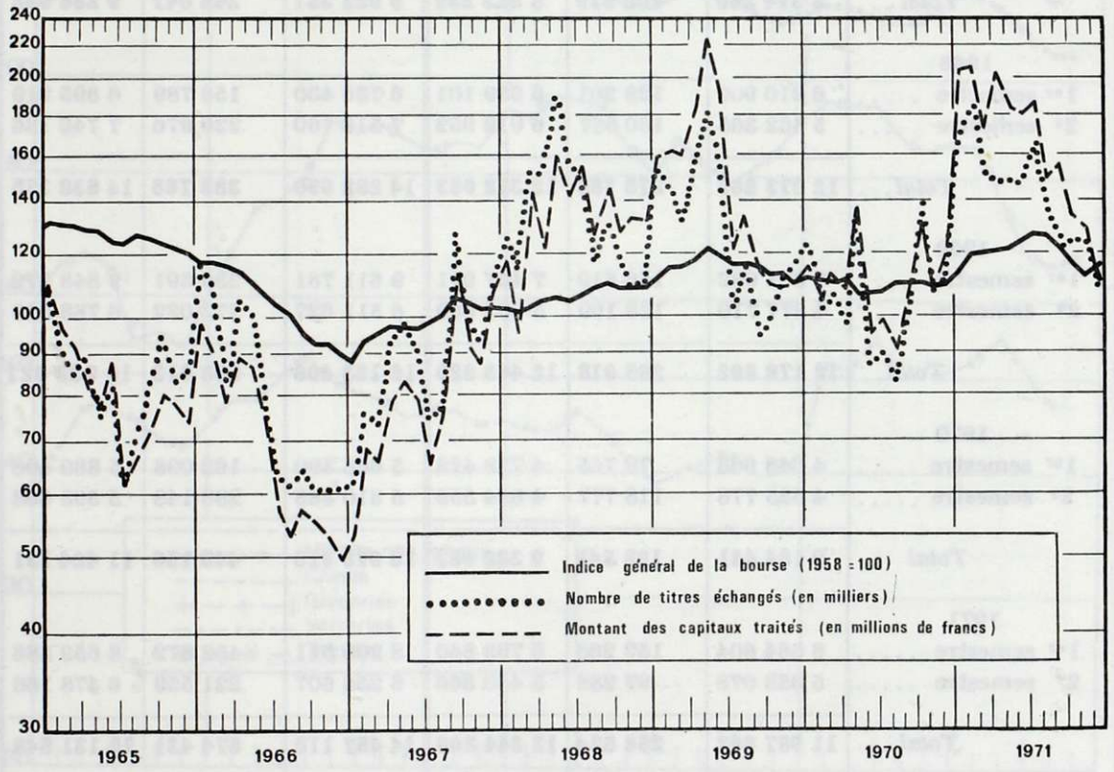
Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux, la Société nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exclusion des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

Bourse de Bruxelles

Activité

(moyenne par séance)



Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Bourse de Bruxelles

Volume des opérations du marché au comptant

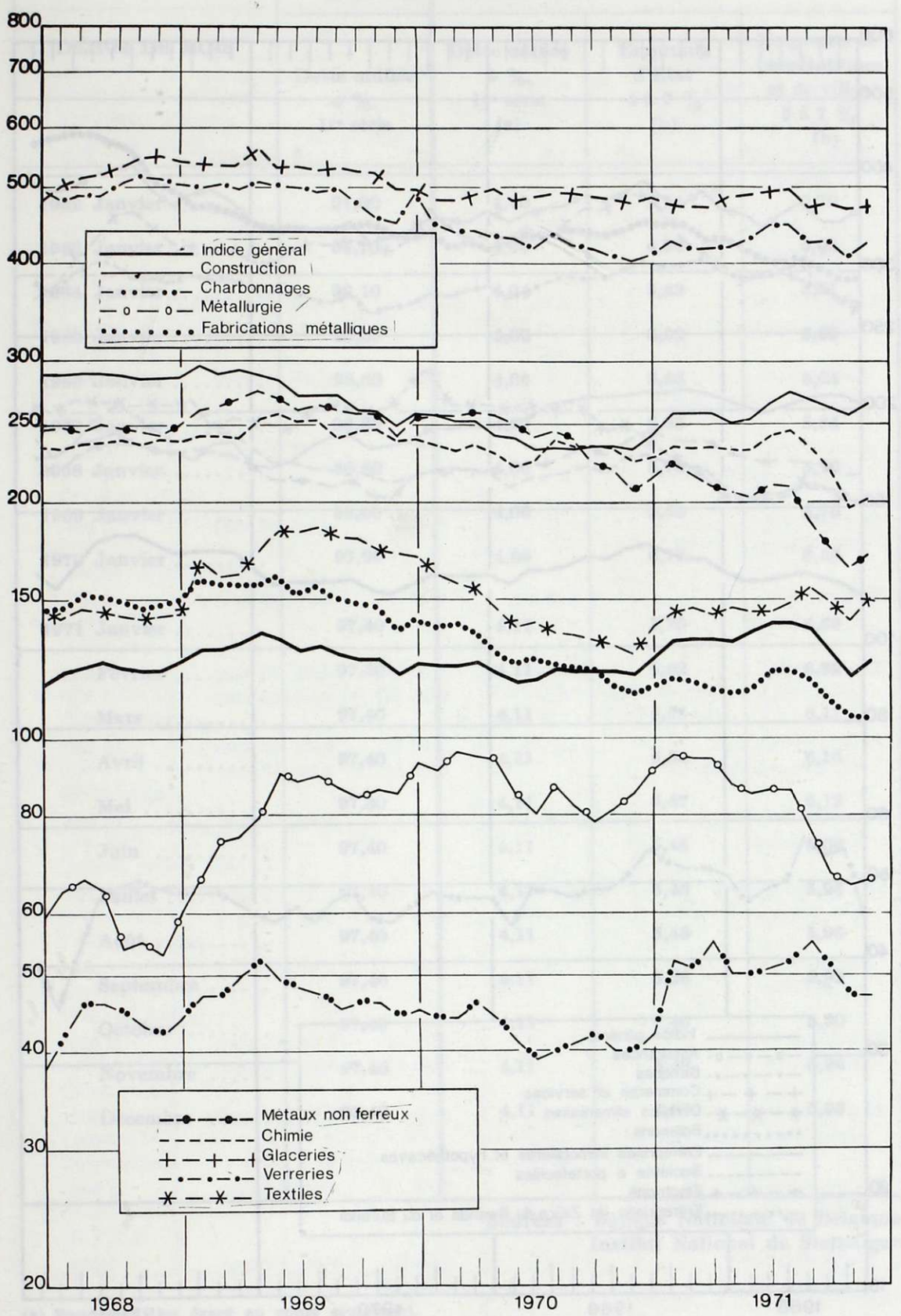
PÉRIODE	Nombre de titres traités			Montant des capitaux traités (en milliers de francs)		
	Actions	Obligations	Total	Actions	Obligations	Total
1964						
1er semestre	5 046 797	83 565	5 130 362	6 654 215	104 179	6 758 894
2e semestre	4 289 433	118 504	4 407 937	5 633 193	160 099	5 793 292
Total ...	**9 336 230**	**202 069**	**9 538 299**	**12 287 408**	**264 278**	**12 551 686**
1965						
1er semestre	4 581 543	120 789	4 702 332	6 052 811	187 860	6 240 671
2e semestre	4 308 841	93 693	4 402 534	4 973 648	133 987	5 107 635
Total ...	**8 890 384**	**214 482**	**9 104 866**	**11 026 459**	**321 847**	**11 348 306**
1966						
1er semestre	5 108 082	79 683	5 187 765	5 570 435	115 307	5 685 742
2e semestre	3 373 642	73 252	3 446 894	3 554 991	98 977	3 653 968
Total ...	**8 481 724**	**152 935**	**8 634 659**	**9 125 426**	**214 284**	**9 339 710**
1967						
1er semestre	3 893 781	96 167	3 989 948	3 975 137	123 755	4 098 892
2e semestre	4 420 479	112 812	4 533 291	5 047 214	140 292	5 187 506
Total ...	**8 314 260**	**208 979**	**8 523 239**	**9 022 351**	**264 047**	**9 286 398**
1968						
1er semestre	6 210 900	128 201	6 339 101	6 736 430	158 789	6 895 219
2e semestre	5 862 365	150 587	6 012 952	7 516 160	226 976	7 743 136
Total...	**12 073 265**	**278 788**	**12 352 053**	**14 252 590**	**385 765**	**14 638 355**
1969						
1er semestre	7 301 092	156 819	7 457 911	9 611 781	236 591	9 848 372
2e semestre	4 877 710	128 199	5 005 909	6 511 627	272 022	6 783 649
Total..	**12 178 802**	**285 018**	**12 463 820**	**16 123 408**	**508 613**	**16 632 021**
1970						
1er semestre	4 648 663	79 765	4 728 428	5 668 490	162 008	5 830 498
2e semestre	4 535 778	118 777	4 654 555	5 310 485	283 148	5 593 633
Total ...	**9 184 441**	**198 542**	**9 382 983**	**10 978 975**	**445 156**	**11 424 131**
1971						
1er semestre	6 634 604	159 236	6 793 840	8 200 511	452 872	8 653 383
2e semestre	5 353 078	97 288	5 450 366	6 256 607	221 559	6 478 166
Total ...	**11 987 682**	**256 524**	**12 244 206**	**14 457 118**	**674 431**	**15 131 549**

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers

Début du mois

(1953 = 100)

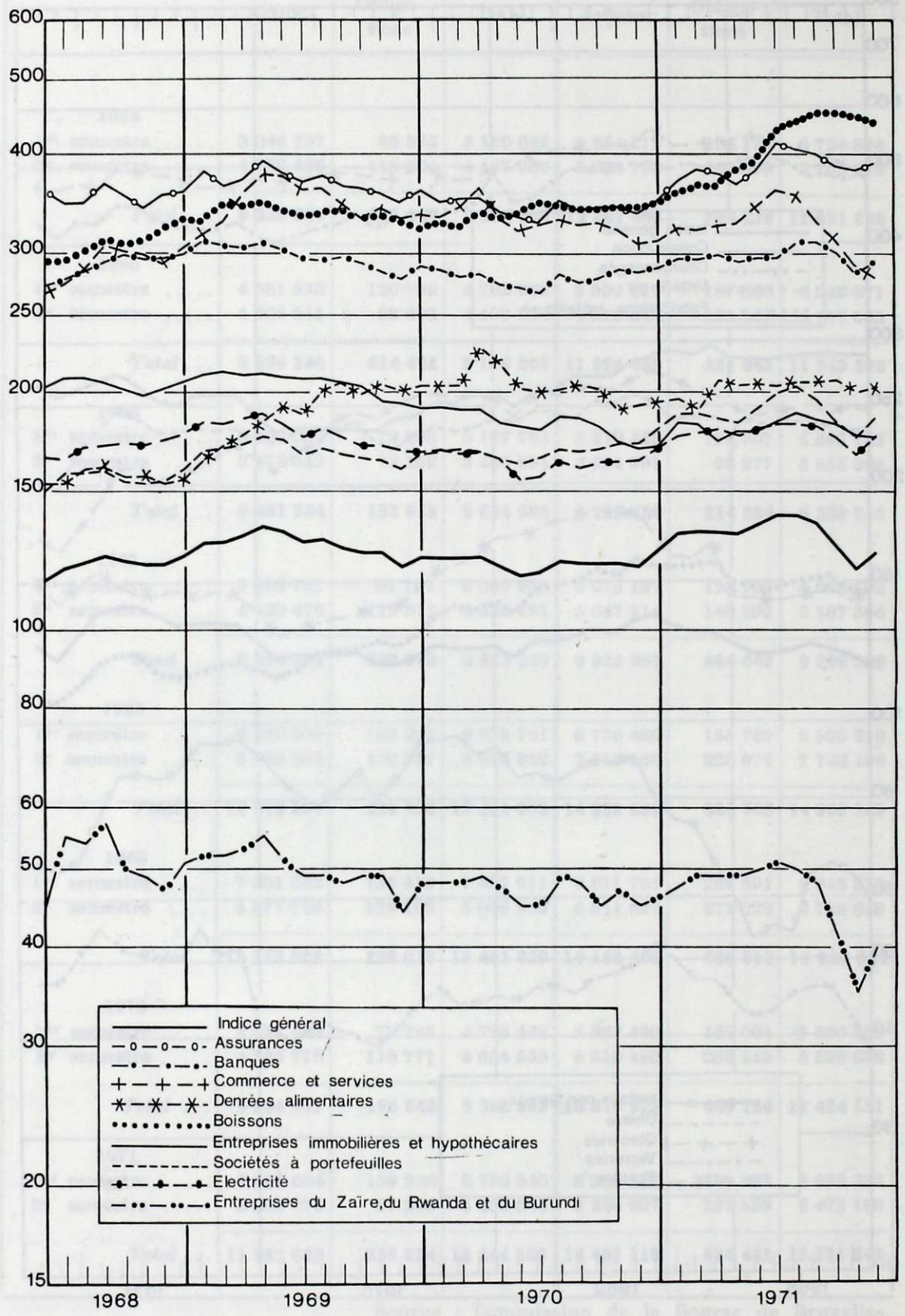


Source : Institut National de Statistique.

Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers (suite)

Début du mois

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles

DÉBUT DE MOIS	Cours	Rendement		
	Dette unifiée 4 %, 1re série	Dette unifiée 4 %, 1re série (a)	Emprunts d'Etat 4 à 7 % (b)	Emprunts de paraétatiques et de villes 3 à 7 % (b)
1962 Janvier	91,00	4,40	5,74	5,70
1963 Janvier	98,70	4,05	4,96	5,02
1964 Janvier	99,10	4,04	5,32	5,21
1965 Janvier	98,50	4,06	5,62	5,60
1966 Janvier	98,60	4,06	5,66	5,64
1967 Janvier	98,20	4,07	5,85	5,84
1968 Janvier	98,60	4,06	5,70	5,70
1969 Janvier	98,60	4,06	5,58	5,76
1970 Janvier	97,90	4,09	6,19	6,68
1971 Janvier	97,40	4,11	5,70	6,39
Février	97,40	4,11	5,62	6,32
Mars	97,40	4,11	5,56	6,17
Avril	97,40	4,11	5,54	6,16
Mai	97,40	4,11	5,47	6,12
Juin	97,40	4,11	5,46	6,06
Juillet	97,40	4,11	5,43	5,96
Août	97,40	4,11	5,43	5,96
Septembre	97,40	4,11	5,28	5,92
Octobre	97,40	4,11	5,46	5,90
Novembre	97,40	4,11	5,43	5,96
Décembre	97,40	4,11	5,37	5,95

Sources : Banque Nationale de Belgique.
Institut National de Statistique.

(a) Rendement eu égard au cours seulement.
(b) Echéance de 5 à 20 ans; remboursement par annuités variables.

Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public

Emprunts en francs belges

DATE D'ÉMISSION ET ORGANISME ÉMETTEUR	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs en % (précompte non déduit)	Montants émis (en millions de francs)
7 janvier 1970 ..... (C.N.C.P.)	8	8,25	8,43 (8 ans)	500
14 janvier 1970 ..... (Etat belge)	10	8,25	8,46 (10 ans)	5 250
14 janvier 1970 ..... (Etat belge)	5 a. 3 m. ou 11 a. 3 m.	8,00 (a) 8,25 (b)	8,10 (5 a. 3 m.) 8,50 (11 a. 3 m.)	9 800
2 mars 1970 ..... (Interc. Autor. E-3)	8	8,25	8,52 (8 ans)	5 000
2 mars 1970 ..... (Interc. Autor. E-5)	8	8,25	8,52 (8 ans)	3 000
13 avril 1970 ..... (Etat belge)	6	8,00	8,16 (6 ans)	6 950
13 avril 1970 (Etat belge)	9 a. 9 m.	8,25	8,48 (9 a. 9 m.)	8 250
19 mai 1970 ..... (S.N.C.B.)	6 ou 12	8.00 (c) 8,25 (d)	8,29 (6 ans) 8,54 (12 ans)	3 500
18 juin 1970 ..... (Fonds des Routes)	6 ou 13	8,00 (c) 8,25 (d)	8,22 (6 ans) 8,50 (13 ans)	10 250
14 septembre 1970 ..... (Etat belge)	13	8,50	8,72 (13 ans)	10 160
14 septembre 1970 ..... (Etat belge)	6 ou 12	8,25 (c) 8,50 (d)	8,47 (6 ans) 8,63 (12 ans)	15 540
5 octobre 1970 ..... (C.N.C.P.)	6	8,25	8,47	500
12 octobre 1970 ..... (S.N.C.I.)	7 ou 13	8,25 (e) 8,50 (d)	8,45 (7 ans) 8,60 13 ans)	2 000
26 octobre 1970 ..... (Soc. Nat. Logement)	10	8,50	8,65 (10 ans)	2 500
16 novembre 1970 ..... (R.T.T.)	14	8,50	8,70 (14 ans)	5 000
7 décembre 1970 ..... (Ville de Liège)	8 ou 14	8,25 (f) 8,50 (d)	8,50 (8 ans) 8,62 (14 ans)	1 000
7 décembre 1970 ..... (Ville d'Anvers)	8 ou 14	8,25 (f) 8,50 (d)	8,50 (8 ans) 8,62 (14 ans)	2 000

(Suite à la page suivante)

Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public (suite)

Emprunts en francs belges

DATE D'ÉMISSION ET ORGANISME ÉMETTEUR	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs en % (précompte non déduit)	Montant émis (en millions de francs)
14 janvier 1971 ..... (Etat belge)	13	8,50	8,50	13 500
14 janvier 1971 ..... (Etat belge)	6 ou 12	8,25 (c) 8,50 (d)	8,25 (6 ans) 8,34 (12 ans)	19 500
17 février 1971 ..... (S.N.C.I.)	8	8,00	8,00	5 000
22 février 1971 ..... (Ville de Gand)	10	8,00	8,07	1 000
8 mars 1971 ..... (Interc. Autor. E-3)	12	7,75	7,82	6 000
29 mars 1971 ..... (S.N.C.B.)	14	7,75	7,81	3 500
10 mai 1971 ..... (Etat belge)	7 ou 15	7,50 (e) 7,75 (d)	7,59 (7 ans) 7,66 (15 ans)	21 500
10 mai 1971 ..... (Etat belge)	15	7,75	7,78	13 000
21 juin 1971 ..... (Interc. Autor. E-5)	12	7,75	7,82	6 000
26 juillet 1971 ..... (Ville d'Anvers)	11	7,75	7,82	2 500
6 septembre 1971 ..... (Ville de Liège)	11	7,75	7,82	1 500
4 octobre 1971 ..... (Etat belge)	15 a. 6 m.	7,50	7,51	21 300
4 octobre 1971 ..... (Etat belge)	8 a. 6 m. ou 15 a. 6 m.	7,25 (g) 7,50 (d)	7,26 (8 a. 6 m.) 7,34 (15 a. 6 m.)	25 700
6 décembre 1971 ..... (R.T.T.)	12	7,25	7,25	7 000

Source : Fonds des Rentes.

(a) Pendant 5 ans et 3 mois.
(b) Les 6 dernières années.
(c) Les 6 premières années.
(d) Les dernières années.
(e) Les 7 premières années.
(f) Les 8 premières années.
(g) Pendant 8 ans et 6 mois.

Emissions et rendement des emprunts à long et moyen terme des pouvoirs publics et des institutions d'intérêt public

Emprunts en monnaies étrangères (a)

DATE DE L'ARRÊTÉ ET ORGANISME ÉMETTEUR (b)	Durée	Taux nominal (en %)	Rendement moyen à l'émission	Montant émis (en millions d'unités de monnaies étrangères)
12 juillet 1961 ..... (S.N.C.B.)	2, 3 et 4 ans	5,00	5,00 (c)	U.S. $ 3
12 juillet 1961 ..... (S.N.C.B.)	15 ans	5,25	5,32 (c)	U.S. $ 20 ou D.M. 80
3 octobre 1961 ..... (Sabena)	20 ans	4,75	4,92	Fl. P.B. 22
14 novembre 1961 ..... (État belge)	3 ans	5,50	5,61 (c)	U.S. $ 30
28 novembre 1961 ..... (État belge)	15 ans	5,50	5,88	U.S. $ 25
12 décembre 1961 ..... (Sabena)	20 ans	5,00	5,06	Flux. 250
27 mars 1962 ..... (État belge)	15 ans	5,25	5,55	U.S. $ 30
10 mai 1963 ..... (État belge)	3, 4 et 5 ans	4,875	4,97 (c) (d)	U.S. $ 20
20 septembre 1963..... (État belge)	35 mois	5,00	5,24 (d)	U.S. $ 11
31 août 1964 ..... (État belge)	35 mois	5,25	5,60 (d)	U.S. $ 16,5
29 janvier 1965 ..... (Sabena)	7 ans 6 mois	5,00-5,125 5,25-5,50	5,17	U.S. $ 8
20 mai 1965 ..... (R.T.T.)	5 ans	6,00	6,00	U.S. $ 20
6 janvier 1966 ..... (Sabena)	8 ans	5,75	5,83	U.S. $ 7,2
31 janvier 1966 ..... (Sabena)	5 ans	5,375-5,50	5,50	U.S. $ 7,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Il n'y a pas d'emprunts en monnaies étrangères pour les années 1967, 1968, 1969, 1970 et 1971.
(b) La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant un emprunt est émis ou commence à être émis peu après que l'arrêté y relatif a été pris.
(c) Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.
(d) Ces emprunts sont exempts de tous impôts et taxes présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes.

Opérations du Fonds des Rentes

Situation fin d'année

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Financement des opérations (en millions de francs) :									
— « Call money »	877	—	—	1 563	—	1 256	631	—	2 892
— Certificats du Fonds des Rentes .	6 549	7 357	5 884	4 524	6 348	8 892	8 377	8 737	9 480
— Avances de la N. B.	600	389	—	320	—	—	—	—	—
Total ...	**8 026**	**7 746**	**5 884**	**4 933**	**6 424**	**8 972**	**9 008**	**8 737**	**12 372**
Portefeuille titres (en millions de francs) :									
— Montant (a)	8 383	6 827	6 299	6 426	5 943	7 959	7 833	6 932	9 079
— Certificats de trésorerie : tranche B	2 711	4 099	2 728	3 269	3 560	5 124	4 654	4 214	6 719

Source : Fonds des Rentes.

(a) Valeur nominale.

Evolution du montant des inscriptions hypothécaires
(en millions de francs)

ANNÉE	Montant des inscriptions
1964	47 134
1965	46 625
1966	54 115
1967	58 869
1968	61 025
1969	70 963
1970	58 982
1971	67 220

Source : Banque Nationale de Belgique.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite
Relevé général des placements
(en millions de francs)

OBJET OU MODALITÉ DE FINANCEMENT	Opérations nouvelles en		Solde au 31 décembre (a)	
	1970	1971 (e)	1970	1971 (e)
Crédit à l'État	2 853,9	7 422,4	30 515,1	34 777,7
Crédit au Zaïre (b)	—	—	174,5	174,5
Provinces, villes, communes et Crédit communal de Belgique	24,3	369,2	2 738,6	2 851,7
Crédits a la Sécurité sociale (c)	2 434,2	3 429,7	16 951,7	17 317,6
Transport et communications	1 654,4	6 313,6	9 576,6	15 489,9
Distribution d'eau	—	746,3	2 892,0	3 548,2
Crédit industriel	7 112,7	6 580,0	33 195,4	33 765,6
Énergie nucléaire	—	—	148,5	118,4
Recherche scientifique et Universités	788,3	1 625,3	6 446,9	7 879,4
Crédit hypothécaire	5 968,2	6 310,5	44 593,5	47 626,8
Prêts sur nantissement	11,0	9,2	15,8	13,0
Crédit à l'habitation sociale	6 518,4	8 806,1	54 737,1	59 962,5
Crédit agricole	893,8	695,6	8 897,3	8 666,1
Crédit artisanal et professionnel	762,1	333,1	4 233,6	4 313,9
Crédit fluvial et maritime	285,5	178,1	2 138,6	1 976,7
Crédits divers sous forme d'escompte	115,7	182,8	517,2	603,9
Caisses publiques de prêts	3,0	6,0	58,5	61,8
Œuvres en faveur des invalides	151,9	100,0	1 107,8	1 122,2
Valeurs diverses garanties par l'État	12,0	12,0	190,7	191,5
Prêts personnels et prêts à tempérament	277,5	302,1	365,3	295,6
Total...	**29 857,9**	**43 422,0**	**219 494,7**	**240 757,0**
Placements à court terme (d)	6 896,0	10 740,8	22 899,4	33 640,2
Total...	**36 753,9**	**54 162,8**	**242 394,1**	**274 397,2**

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Y compris les valeurs venues à échéance dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.
(b) Solde restant dû sur l'ancienne dette coloniale convertie en obligations du Fonds Belgo-congolais d'Amortissement et de Gestion (loi du 23 avril 1965).
(c) Fonds de dotation pour le financement des pensions de guerre, Caisse Nationale des Pensions de Retraite et de Survie, Fonds des Maladies professionnelles, I.N.A.M.I. et I.N.A.S.T.I.
(d) Certificats de Trésorerie et du Fonds des rentes, acceptations bancaires et prêts au jour le jour.
(e) Données provisoires.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Mouvement de l'épargne des particuliers
(en milliers de francs)

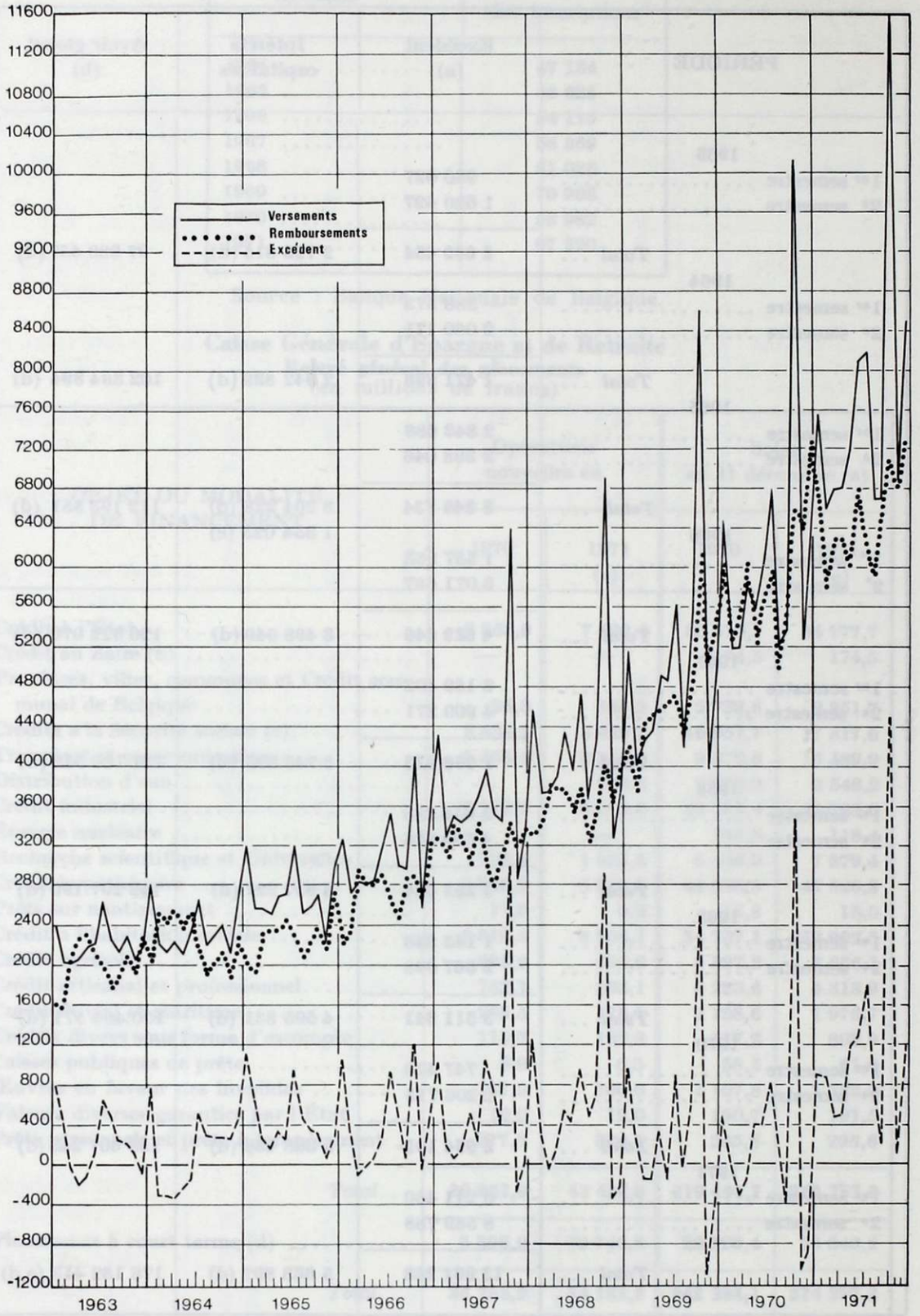
PÉRIODE	Excédent (a)	Intérêts capitalisés	Avoir global (b)
1963			
1er semestre	980 027		
2e semestre	1 620 427		
Total ...	**2 600 454**	2 725 815 (d)	97 980 457 (d)
1964			
1er semestre	— 588 573		
2e semestre	2 060 171		
Total ...	**1 471 598**	2 942 839 (d)	102 394 894 (d)
1965			
1er semestre	2 842 688		
2e semestre	2 398 046		
Total ...	**5 240 734**	3 204 228 (d)	112 193 881 (d)
1966		1 354 025 (e)	
1er semestre	1 557 953		
2e semestre	3 071 687		
Total ...	**4 629 640**	3 498 549 (d)	120 322 070 (d)
1967			
1er semestre	2 159 402		
2e semestre	4 909 271		
Total ...	**7 068 673**	3 745 805 (d)	131 136 548 (d)
1968			
1er semestre	2 644 088		
2e semestre	4 559 336		
Total ...	**7 203 424**	3 957 227 (d)	142 297 199 (d)
1969			
1er semestre	1 143 843		
2e semestre	2 367 698		
Total ...	**3 511 541**	4 595 831 (d)	150 404 571 (d)
1970			
1er semestre	747 476		
2e semestre	2 206 715		
Total ...	**2 954 191**	5 308 486 (d)	158 667 248 (d)
1971			
1er semestre	5 211 480		
2e semestre	8 589 788		
Total ...	**13 801 268**	5 663 897 (d)	178 132 413 (c,d)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Excédent des versements sur les remboursements.
(b) Situation au 31 décembre, intérêts capitalisés compris.
(c) Chiffres approximatifs.
(d) Précompte déduit.
(e) Répartition d'une partie du fonds de réserve de la Caisse d'Epargne et de la Caisse d'Assurances.

Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne

(en millions de francs)



Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés (en millions de francs)		Répartition des crédits accordés par secteur économique (en % du total)		
ANNÉE	Montant	SECTEUR (a)	1970	1971
1957.....	898	Commerce de gros et de détail	21,29	18,55
1958.....	1 025	Industrie alimentaire	14,15	15,05
1959.....	1 363	Industrie textile	0,70	0,59
1960.....	2 224	Industrie de la confection	1,76	1,66
1961.....	2 414	Industrie du bois	3,06	3,23
1962.....	2 811	Industrie de la construction	13,49	13,85
1963.....	3 391	Industrie des fabrications métalliques	4,58	4,47
1964.....	2 738	Industrie du cuir	0,39	0,20
1965.....	3 075	Industries diverses	3,60	4,39
1966.....	3 546	Transports	11,55	11,83
1967.....	4 043	Professions libérales	8,29	8,82
1968.....	5 081	Agriculture, élevage et pêche	2,93	2,54
1969.....	5 592	Services	5,22	4,39
1970.....	4 901	Autres secteurs	8,99	10,43
1971.....	5 048	*Total*...	**100,00**	**100,00**

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

(a) Depuis 1965 un certain nombre de nouveaux secteurs économiques a été incorporé dans la statistique.

CHAPITRE IV

ASSURANCES

Depuis plusieurs années, les assurances doivent faire face aux nouvelles situations que crée l'évolution rapide de la vie économique et sociale. Aussi l'importance de ce service s'affirme de plus en plus, tandis que les besoins en assurance s'accroissent constamment.

L'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. permettra sans doute de combler le retard encouru jusqu'à présent dans l'instauration d'un marché commun de l'assurance au sein de la C.E.E. grâce à la collaboration des assureurs britanniques qui s'appuyent sur une expérience séculaire, mais n'ont cependant pas négligé les nouveaux aspects du problème.

Comme les années précédentes, en raison du retard dans la présentation des statistiques, les commentaires sur les activités des sociétés porteront principalement sur l'année antérieure (1970).

Au cours de celle-ci, les quelque deux cents sociétés en activité sur le marché belge ont reçu au total pour 43,6 milliards de francs de primes, contre 38,5 milliards en 1969, dont 35,2 % provenant de l'assurance automobile et 28,5 % de l'assurance-vie. La part totale de ces deux branches s'est élevée à 63,7 % ; quatre ans auparavant, elle atteignait 65,3 %. Les quelques changements intervenus dans l'importance relative des différentes branches sont dus principalement aux modifications tarifaires. C'est ainsi que le recouvrement des assurances incendie s'est chiffré à 5,8 milliards en 1970 soit 12,8 % du recouvrement total tandis qu'il y a cinq ans il n'atteignait que 3,3 milliards, soit 11,0 %. Le recouvrement des risques divers, par ailleurs, a atteint respectivement 4,2 milliards (9,7 %) en 1970 contre 2,8 milliards (9,2 %) cinq ans auparavant.

La principale branche contrôlée, celle de l'assurance automobile, a subi en 1971 des modifications importantes en matière de tarification. Elles ont été introduites par l'arrêté ministériel du 14 avril 1971 et appliquées à certaines catégories de véhicules, à partir du 1er juillet. Le nouveau tarif se différencie du précédent par les points suivants :

— les primes ont été personnalisées par l'application du régime « bonus-malus » ;

— la franchise obligatoire pour conducteurs de moins de 23 ans a été portée à 2 000 F ;

— les tarifs sont liés à l'indice des prix à la consommation ;

— les primes sont calculées suivant la capacité réelle du véhicule.

En ce qui concerne l'assurance responsabilité civile des automobilistes, on constate, en 1970, une augmentation pour le total des primes encaissées, de 6 % pour les véhicules transporteurs de choses pour compte propre et de 9 % pour les conduites intérieures ; le total des primes concernant la responsabilité civile s'est élevé à 12,9 milliards de francs contre 11,9 milliards en 1969, soit un accroissement de 8,8 %. Le montant des paiements pour sinistre a augmenté de 17 % pour les voitures et de 12 % pour le transport des choses pour compte propre. Le rapport entre les quittances émises et le montant des paiements pour sinistre s'est encore détérioré : pour le transport de choses pour compte propre, il est descendu de 1,81 à 1,72 et pour les voitures de 2,12 à 1,98. A partir de juillet 1971, on peut s'attendre à une amélioration sensible des rapports à la suite de l'introduction des nouveaux tarifs.

L'assurance-vie a poursuivi, en 1970, l'expansion qui l'a caractérisée ces dernières années ; l'évolution favorable de la conjoncture et la généralisation du bien-être y ont contribué. En 1970, quelque 300 000 nouveaux contrats d'assurance-vie ont été conclus, ce qui représente 9,3 % de plus qu'en 1969. En ce qui concerne les capitaux nouvellement assurés, il est vraisemblable que le montant de 1970 (environ 53 milliards) provient encore partiellement — quoique dans une moindre mesure qu'en 1969 —, des ajustements du portefeuille courant aux nouvelles bases techniques.

Le total des primes perçues pour la branche des assurances-vie s'est élevé à 13,6 milliards de francs contre 12,6 milliards en 1969 soit un accroissement de 8,7 % contre 3,0 % en 1969 et 2,2 % en 1968. Comparé avec celui des compagnies nationales, le progrès des compagnies étrangères a été sensiblement moins prononcé en 1970 que l'année précédente. Par contre, chez les compagnies étrangères, les réserves mathématiques ont augmenté, en 1970, de 6,2 % contre 4,6 % en 1969 ; chez les compagnies belges, elles se sont accrues, en 1970, de 7,8 % contre 7,3 % l'année précédente.

Le solde à régler pour les emprunts hypotécaires a augmenté de 10,9 % en 1970 contre 12,6 % l'année précédente ; ce fléchissement de l'expansion a été la conséquence des mesures restrictives, touchant les emprunts hypothécaires et autres, qui étaient encore en vigueur en 1970.

★

★ ★

Assurances sur la vie (a)
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Primes encaissées				Réserves mathématiques (b)			
	1967	1968	1969	1970	1967	1968	1969	1970
Sociétés belges	9 429	9 559	9 807	10 664	64 062	69 220	74 247	80 052
Sociétés étrangères .	2 591	2 724	2 846	2 973	17 707	19 518	20 408	21 676

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1971 ne sont pas encore disponibles.
(b) Comprend les réserves pour sinistres à régler, les réserves pour la participation aux bénéfices, les fonds de répartition, ainsi que les réserves pour les contrats souscrits en monnaies étrangères.

Assurances sur la vie
Valeurs représentatives (a)
(en millions de francs)

NATURE DES VALEURS	1967	1968	1969	1970
Sociétés belges :				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés congolaises (b)	7 720,4	8 436,6	8 209,6	21617,3
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B., S.N.C.I., provinces et communes belges	11 526,4	12 853,1	12 498,7	
Obligations de sociétés belges	11 852,9	11 982,2	13 125,8	13 999,2
Actions de sociétés belges	3 530,1	3 986,1	4 230,7	4 981,0
Emprunts d'Etats étrangers	29,1	26,7	24,9	17,1
Emprunts d'organismes internationaux	906,7	1 175,1	1 215,4	819,0
Emprunts de sociétés étrangères	233,9	536,2	909,2	1 470,8
Actions de sociétés étrangères	1 059,7	1 291,5	1 182,1	1 223,0
Prêts sur polices	2 052,4	2 207,8	2 518,7	2 706,7
Immeubles	6 212,9	7 230,4	8 265,8	9 347,0
Prêts hypothécaires	18 150,2	19 200,1	21 055,1	22 589,8
Espèces - Divers	1 520,5	1 473,1	812,5	845,8
Fonds communs de placement	55,5	78,8	88,8	75,1
Sociétés étrangères :				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés congolaises (b)	4 667,7	4 988,0	4 987,9	8 415,9
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B., S.N.C.I., provinces et communes belges	2 760,9	2 941,0	3 002,1	
Obligations de sociétés belges	870,3	948,1	1 228,1	1 561,8
Actions de sociétés belges	711,8	843,1	948,3	1 046,5
Emprunts d'Etats étrangers	84,4	69,4	58,6	48,0
Emprunts d'organismes internationaux	232,6	269,2	267,9	279,8
Emprunts de sociétés étrangères	40,4	157,5	188,6	285,4
Actions de sociétés étrangères	215,8	231,1	244,6	207,4
Prêts sur polices	619,5	637,9	691,1	718,5
Immeubles	2 619,7	2 725,5	2 879,4	3 073,4
Prêts hypothécaires	5 241,3	5 644,4	6 249,5	6 583,8
Espèces - Divers	161,7	34,5	57,0	88,0
Fonds communs de placement	18,9	28,1	25,5	58,7

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1971 ne sont pas encore disponibles.
(b) Depuis 1967 les titres de sociétés congolaises sont repris dans la rubrique « Emprunts d'organismes internationaux ».

Opérations de capitalisation (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969	1970
Primes encaissées	**103,7**	**70,1**	**65,1**	**54,3**
Valeur nominale des contrats souscrits :				
Capitalisation pure	1 283,9	1 298,6	1 272,7	1 233,0
Capitalisation immobilière	34,7	28,1	21,3	11,9
Total ...	**1 318,6**	**1 396,8**	**1 359,1**	**1 299,2**
Réserves mathématiques :				
Capitalisation pure	609,5	555,8	522,2	444,8
Capitalisation immobilière	29,9	25,1	21,7	10,6
Total ...	**639,4**	**580,9**	**543,9**	**455,4**
Cautionnements	10,1	10,4	10,8	10,8
Total général ...	**749,5**	**591,3**	**554,7**	**466,2**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1971 ne sont pas encore disponibles.

Opérations de capitalisation

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969	1970
Fonds d'Etats étrangers et organismes internationaux	1,4	1,2	1,1	0,7
Fonds publics belges et valeurs garanties par l'Etat	83,2	74,2	69,9	
Obligations institutions parastatales	51,7	46,4	37,7	98,8
Obligations provinces et communes	2,9	3,5	3,4	
Obligations sociétés belges	0,8	0,3	0,3	0,7
Actions sociétés belges	3,1	3,5	3,5	6,7
Immeubles	76,0	70,7	66,1	53,2
Prêts hypothécaires	471,8	419,9	421,9	386,5
Prêts sur polices	3,0	2,5	2,3	1,8
Espèces	0,1	0,1	0,1	—
Divers (b)	1,2	1,5	—	—
Total ...	**695,2**	**623,8**	**606,3**	**548,4**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1971 ne sont pas encore disponibles.
(b) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Prêts hypothécaires (a)
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969	1970
Prêts hypothécaires par intervention :				
Valeur nominale des prêts	**1 783,3**	**1 901,9**	**1 972,8**	**1 966,4**
Fonds de reconstitution	214,8	233,7	249,1	261,4
Cautionnements	3,9	4,0	4,2	4,8
Total	**218,7**	**237,7**	**253,3**	**266,2**
Prêts hypothécaires sans intervention :				
Solde restant dû	**88 085,1**	**96 546,7**	**108 668,8**	**120 483,7**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1971 ne sont pas encore disponibles.

Prêts hypothécaires par intervention
Valeurs représentatives (a)
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969	1970
Fonds publics belges	27,7	30,2	29,6	
Obligations institutions parastatales	12,9	13,4	12,9	49,3
Obligations provinces et communes	2,3	2,1	2,5	
Organismes internationaux	0,3	0,3	0,5	0,3
Obligations de sociétés belges	2,0	0,1	0,2	0,1
Actions de sociétés belges	—	—	—	0,1
Immeubles	38,8	30,9	34,4	40,5
Prêts hypothécaires	158,9	176,1	180,8	180,3
Divers (b)	2,1	2,3	2,2	—
Total	**245,0**	**255,4**	**263,1**	**270,7**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1971 ne sont pas encore disponibles.
(b) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Services publics d'autobus, services spéciaux d'autobus, services d'autocars		Taxis et fiacres automobiles		Transports de choses pour compte de tiers		Transports de choses pour compte propre		Voitures (d)		Motos et cyclomoteurs (d)	
	1969	1970	1969	1970	1969	1970	1969	1970	1969	1970	1969	1970
Affaires directes :												
Nombre de véhicules assurés (b)	12,6	13,6	7,6	8,0	33,2	35,1	418,1	426,4	1 791,3	1 915,6	403,8	424,9
Primes émises	220,5	236,4	82,9	95,7	783,6	893,0	2 122,3	2 252,7	8 403,8	9 182,8	274,4	273,9
Montant des sinistres payés (c)	111,4	127,3	60,4	63,2	440,5	474,5	1 169,4	1 308,6	3 965,0	4 645,5	168,1	180,5
Evaluation des sinistres en suspens	319,2	360,9	135,9	157,1	1 090,8	1 218,0	2 695,8	2 975,9	9 573,7	11 777,5	579,2	737,7
Réserves pour risques en cours	69,7	63,8	37,2	39,0	315,0	348,1	898,0	954,6	3 430,2	3 822,3	122,0	122,4
Commissions payées	26,4	20,9	10,4	11,2	107,2	106,2	363,8	362,8	1 653,9	1 801,1	55,6	55,6
Frais généraux	32,7	38,9	13,2	16,0	106,2	136,8	332,3	370,9	1 192,6	1 474,0	42,6	51,7
Affaires cédées en réassurance :												
Primes cédées	48,1	43,0	19,9	18,0	122,4	127,9	346,1	373,0	1 583,1	1 442,6	56,2	47,8
Commissions reçues	11,7	10,1	4,4	4,3	23,7	26,4	64,6	71,0	293,9	352,1	12,0	12,3
Quote-part des réassureurs dans sinistres réglés	17,1	38,1	10,8	10,6	96,7	84,5	225,1	232,9	838,2	950,6	31,0	46,0
Quote-part des réassureurs dans réserve pour sinistres à régler	120,8	122,6	33,1	40,8	295,9	305,2	709,2	711,6	2 490,5	2 957,9	159,9	189,1
Quote-part des réassureurs dans réserve pour risques en cours	8,7	9,6	5,9	5,2	36,5	35,7	117,6	98,8	456,1	440,1	20,4	13,4
Affaires acceptées en réassurance :												
Primes acceptées	17,8	19,3	2,5	2,2	5,9	3,3	24,1	23,7	128,6	259,2	2,5	2,2
Commissions payées	4,7	3,0	0,6	0,6	1,9	0,8	7,4	6,8	40,7	66,5	0,7	0,6
Quote-part dans sinistres réglés	5,7	13,7	2,4	2,1	2,9	2,1	15,1	16,0	64,5	143,3	1,9	1,2
Quote-part dans réserve pour sinistres à régler	56,0	50,6	7,9	6,0	13,1	11,8	45,9	42,6	245,9	251,1	9,4	8,8
Quote-part dans réserve pour risques en cours	2,0	3,9	0,8	0,8	1,9	1,7	10,6	11,3	69,1	34,5	1,1	1,0

(d) Les données relatives à 1971 ne sont pas encore disponibles.
(b) En milliers d'unités.
(c) Pendant l'année de l'intitulé.
(d) Contrôle instauré depuis 1967 par arrêté royal du 5 juillet 1967 (*Moniteur belge* du 8 juillet 1967).

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles

Valeurs représentatives des réserves techniques (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1967 (b)	1968	1969	1970
Fonds publics belges	4 149	4 940	5 298,7	
Parastataux	830	900	989,6	10 889,8
Parastataux de crédit	1 525	1 863	2 018,4	
Provinces et communes	530	638	654,8	
Valeurs étrangères	385	514	725,1	802,1
Immeubles	2 172	2 628	3 188,2	3 642,6
Prêts hypothécaires	906	1 235	1 474,6	1 639,6
Obligations de sociétés belges	1 304	1 542	1 932,4	3 228,6
Actions de sociétés belges	1 042	1 306	1 674,2	1 928,8
Espèces	82	130	126,7	139,4
Divers	322	57	64,0	67,6
Fonds communs de placement	13	15	27,0	22,2
Organismes internationaux	167	193	197,1	189,1
Total ...	**13 427**	**15 961**	**18 371**	**22 549,8**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1971 ne sont pas encore disponibles.
(b) L'augmentation soudaine en 1967 des valeurs représentatives des réserves techniques est due à l'application de l'arrêté royal du 5 juillet 1967 (*Moniteur belge* du 8 juillet 1967). Cet arrêté étend notamment aux voitures pour personnes, le contrôle des entreprises qui pratiquent l'assurance obligatoire en matière de responsabilité civile concernant les véhicules à moteur.

QUATRIÈME PARTIE

PRIX ET REVENUS

CHAPITRE PREMIER

PRIX

Contrairement à certaines attentes, la hausse des prix qui a suivi l'instauration du nouveau système d'imposition sur les transactions de marchandises et de services (T.V.A.) au 1er janvier 1971 a été plutôt limitée.

En cours d'année, bien d'autres facteurs sont d'ailleurs intervenus : faiblesse des prix internationaux des matières premières, ralentissement de l'expansion économique dans le monde occidental, incertitudes dans le domaine monétaire sur le plan international, accroissement des salaires-coût et du revenu des particuliers, maintien des tendances inflationnistes et politique concertée des pouvoirs publics.

Parmi ces influences, le gonflement du revenu des consommateurs, la tendance inflationniste et la politique gouvernementale ont affecté surtout les prix à la consommation, tandis que les autres ont plutôt joué au niveau des prix de gros ; c'est ainsi que l'évolution de ces derniers fut différente de celle des prix à la consommation. En effet, ils ont dénoté une certaine stabilité avec une faible propension à l'augmentation, tandis que la tendance à la hausse a continué à caractériser l'évolution des prix à la consommation.

En 1971, l'indice des *prix de gros* a été établi de deux façons : d'une part, sur les prix T.V.A. incluse, et, d'autre part, sur les prix T.V.A. non incluse.

L'analyse de l'évolution n'en demeure pas moins difficile. Ainsi pour l'indice des prix sans la T.V.A., l'adaptation a été progressive en raison du délai qui s'est écoulé avant que les prix aient été débarassés des séquelles de la taxe de transmission.

De plus, en raison de la nette différence entre les deux systèmes de taxation, aucun rapprochement ne peut être fait avec les niveaux et l'évolution de 1970.

On peut néanmoins noter qu'après la mise en application de la T.V.A., si l'on excepte le mois de janvier, l'évolution des deux indices a été parallèle et leurs fluctuations de mois en mois furent peu importantes. Au quatrième trimestre, l'écart par rapport au premier trimestre est de l'ordre de 0,5 %.

Cependant si l'on considère séparément le groupe des produits industriels, l'écart est plus marqué et l'évolution plus divergente : 1,3 % T.V.A. exclue et 0,7 % T.V.A. incluse. Cette différence peut résulter de la réduction en cours d'année des barèmes de T.V.A. applicables sur certains produits, tels les engrais chimiques.

Aussi pour l'analyse détaillée au cours de l'année, seul l'indice des prix T.V.A. exclue sera retenu.

Pendant le premier semestre, l'indice des prix de gros a été, dans l'ensemble, caractérisé par une légère augmentation de mois en mois, mais dès l'automne une tendance à la baisse a fait son apparition, en partie sous l'influence des prix agricoles, sensibles aux influences saisonnières, en partie à la suite du ralentissement de la croissance économique.

Après une faible augmentation, au cours des six premiers mois, les prix du groupe des produits industriels ont pendant le second semestre fluctué sans tendance déterminée. Dès le mois de juillet, les prix des matières premières ont commencé à diminuer parallèlement à la baisse des cours sur les marchés internationaux des matières premières. La tendance a été similaire pour les produits demi-finis, tandis que pour les produits finis, les prix ont régulièrement augmenté ; cette évolution peut s'expliquer par les hausses des coûts salariaux et la demande restée ferme. Les produits sensibles aux influences internationales ont accusé, surtout dès l'automne, une tendance à la baisse ; c'est le cas en sidérurgie, en métaux non-ferreux et pour le caoutchouc. Les produits dont les charges salariales tiennent une place importante dans le prix de revient ont par contre haussé, tels les matériaux de construction, le charbon et les produits métalliques finis.

Les prix agricoles ont été influencés par des facteurs saisonniers, par les variations de la production en quantité et en qualité ainsi que par certaines ordonnances de la C.E.E. D'une manière générale, toutefois, la tendance fut plutôt baissière, et de façon plus prononcée pour les produits de culture que pour ceux d'élevage.

Malgré le ralentissement de l'expansion économique, la hausse *des prix à la consommation* s'est accélérée en 1971. Toutefois, en dépit de l'instauration, au 1er janvier 1971, du régime de la T.V.A., la Belgique ne peut pas être comptée parmi les pays où la hausse des prix a été la plus forte. Déduction faite du pourcentage de hausse que l'on estime imputable à l'effet mécanique de l'instauration de la T.V.A., la hausse y a même été fort modérée.

Les mesures gouvernementales de surveillance des prix se sont avérées efficaces, plus spécialement celle relative à la prorogation des délais lors de la déclaration de hausse (arrêté ministériel du 6 novembre 1970), ainsi que celle concernant l'élargissement de la compétence des autorités dans le domaine de la répression pour non-respect des prescriptions en matière de contrôle des prix (loi du 30 juillet 1971).

L'augmentation moyenne de l'indice a été de 4,3 %, soit moins que dans les autres pays membres de la C.E.E. Cependant, par suite de l'accélération de la hausse au courant de l'année, l'indice du mois de décembre accusait une hausse de 5,6 % par rapport à celui de décembre 1970.

En général, le rythme de croissance des revenus et des salaires-coût n'a pas fléchi, de sorte que leur pression sur les prix n'a pas diminué, surtout dans le secteur des services. A cela s'est ajouté l'instauration du nouveau régime fiscal qui a alourdi plus particulièrement les prix de ce groupe.

L'augmentation des prix des denrées alimentaires a été assez faible ; d'ailleurs, pour ces marchandises, les barèmes de la T.V.A. sont généralement peu élevés.

La hausse des prix des produits non alimentaires s'est située, dans l'ensemble, entre les deux autres groupes. Dans ce groupe, les barèmes de la T.V.A. diffèrent en général d'après les produits et la demande est en général beaucoup plus élastique que pour les denrées alimentaires.

En résumé, les augmentations des indices particuliers de chacun des trois groupes présentent des écarts assez considérables : 7,9 % pour les services, 1,9 % pour les denrées alimentaires et 4,5 % pour les autres produits.

Si l'on considère les produits en particulier, il apparaît que pour certains l'augmentation en 1971 est relativement très élevée par rapport à l'évolution de leurs prix depuis 1966. Ainsi, la hausse des produits laitiers est, en 1971, dans l'ensemble, de 5 % par rapport à 1970 et de 5,5 % par rapport à 1966 : pour la margarine, elle est respectivement de 4 et 13,5 %, pour les produits textiles de 5 et 14 %, pour les chaussures de 8 et 25 %, pour les services horeca de 10 et 35 % et pour l'électricité de 5 et 10 %.

Pour d'autres produits, la hausse correspond, en général, à environ un cinquième de l'augmentation moyenne depuis 1966. C'est le cas du prix du pain de ménage qui a monté de 7,7 % par rapport à 1970, et de 36 % par rapport à 1966 ; de même, le prix de la coupe des cheveux pour hommes s'est accru respectivement de 9 et 48 %.

Il est même des cas où, en 1971, la hausse a été moindre que la moyenne annuelle depuis 1966 : les transports publics (3 % par rapport à 1970 et 33 % par rapport à 1966 pour le billet de chemin de fer ; 0,3 % et 21 % pour le trajet en tram ou en autobus), la chambre de maternité (9 et 58 %), le poisson (6 et 36 %) et la viande (en moyenne 1,5 et 20 %).

Pour ce dernier produit, il faut noter toutefois que l'augmentation assez sensible des prix des viandes chères (entrecôte, par ex.) a été largement compensée par une quasi-stabilité ou par une baisse des prix des catégories inférieures (entre autres, lard, haché). D'autre part, les arrêtés ministériels des 29 décembre 1970, 3 et 25 février et 29 mars 1971 ont fixé les marges commerciales.

Enfin, pour un produit, les prix ont suivi une évolution tout à fait particulière. Il s'agit des pommes de terre. En 1971, l'indice a diminué en moyenne de 35 % par rapport à l'année précédente et est inférieur d'environ 33 % par rapport à 1966. Il est à noter toutefois que les prix étaient en moyenne anormalement élevés en cette année. La bonne récolte de 1971, la diminution de la consommation et la faiblesse des exportations ne sont pas étrangères à cette situation, et ce malgré l'évolution des marges du commerce depuis 1966.

★

★ ★

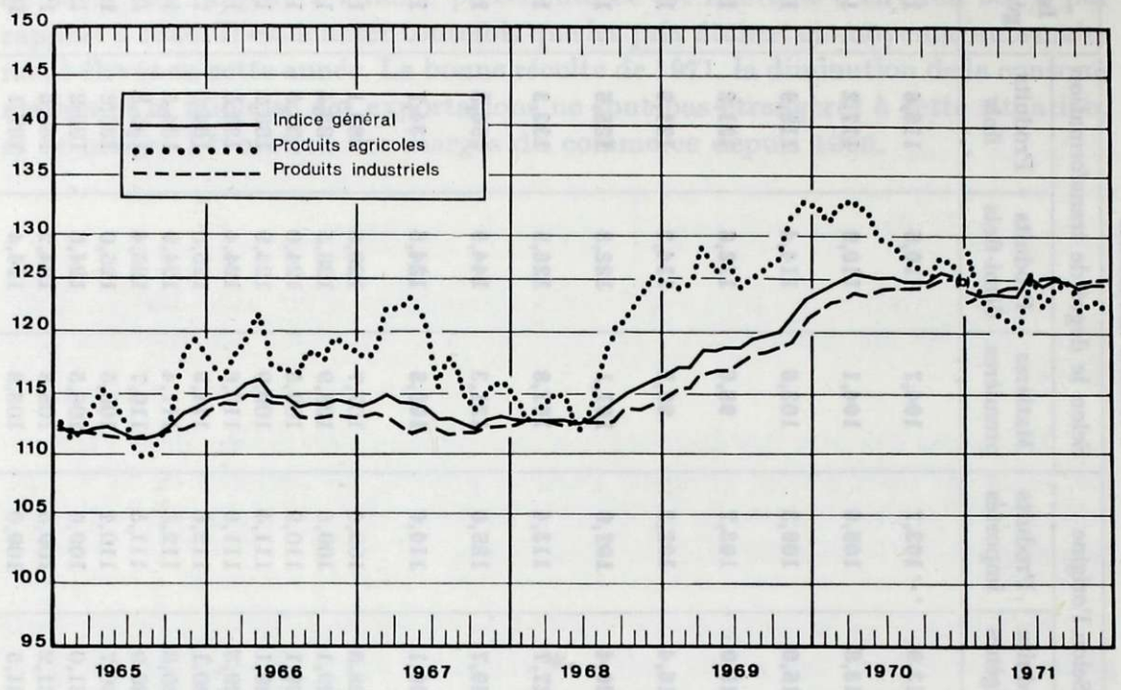
Indices des prix de gros
(1953 = 100) (a)

PÉRIODE	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels					
		Selon l'origine		Indice général	Selon l'origine		Selon le degré de transformation			Indice général
		Produits indigènes	Produits importés		Produits indigènes	Produits importés	Matières premières	Produits demi-finis	Produits finis	
1964 Moyenne	**110,7**	**126,1**	**91,2**	**109,9**	**113,9**	**103,7**	**104,7**	**110,5**	**115,6**	**110,9**
1965 Moyenne	**111,9**	**131,4**	**91,7**	**113,2**	**113,8**	**105,6**	**104,1**	**110,9**	**117,2**	**111,5**
1966 Moyenne	**114,5**	**136,2**	**95,9**	**118,2**	**115,0**	**109,3**	**103,6**	**114,4**	**119,9**	**113,5**
1967 Moyenne	**113,2**	**135,2**	**97,7**	**118,1**	**115,0**	**103,7**	**98,6**	**112,6**	**121,2**	**112,0**
1968 Moyenne	**113,5**	**131,7**	**99,8**	**116,8**	**116,4**	**102,3**	**98,2**	**114,3**	**121,9**	**112,7**
1969 Moyenne	**119,1**	**144,7**	**103,3**	**126,4**	**120,4**	**107,6**	**101,1**	**122,3**	**125,5**	**117,3**
1970 Moyenne	**124,8**	**147,3**	**106,1**	**128,7**	**127,7**	**113,4**	**107,8**	**126,5**	**133,3**	**123,8**
1971 Moyenne (b)	**140,0**	**153,3**	**103,3**	**130,3**	**149,7**	**125,0**	**121,3**	**144,9**	**156,3**	**142,5**
1971 Moyenne (c)	**124,1**	**145,0**	**98,0**	**123,1**	**130,1**	**110,6**	**109,5**	**124,5**	**134,7**	**124,3**
1971 Janvier	123,7	145,6	105,6	127,4	128,3	109,6	107,7	123,3	133,1	122,7
(c) Février	123,3	142,0	103,0	123,2	129,1	109,6	108,9	123,5	133,4	123,3
Mars	123,4	141,8	100,2	122,1	129,1	110,9	109,5	124,0	133,5	123,7
Avril	123,3	141,1	98,3	120,8	129,1	111,4	109,9	124,9	133,2	123,9
Mai	123,3	140,8	96,9	120,0	129,3	111,6	110,6	124,4	133,5	124,1
Juin	125,1	148,6	98,7	125,5	130,1	112,6	111,9	125,0	134,2	125,0
Juillet	124,4	141,8	100,7	122,3	130,3	112,3	111,4	124,9	134,5	124,9
Août	124,9	144,5	99,9	123,8	130,9	111,5	110,7	125,4	135,3	125,1
Septembre	124,7	150,3	94,8	124,9	130,7	110,1	108,5	125,0	135,8	124,6
Octobre	124,1	146,0	94,1	122,1	131,0	109,6	108,5	124,6	136,2	124,7
Novembre	124,4	149,4	92,2	123,0	131,2	109,5	108,8	124,2	136,6	124,8
Décembre	124,4	148,5	91,8	122,4	131,5	109,0	108,3	124,4	137,1	124,9

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.
(b) T.V.A. inclue.
(c) T.V.A. exclue.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

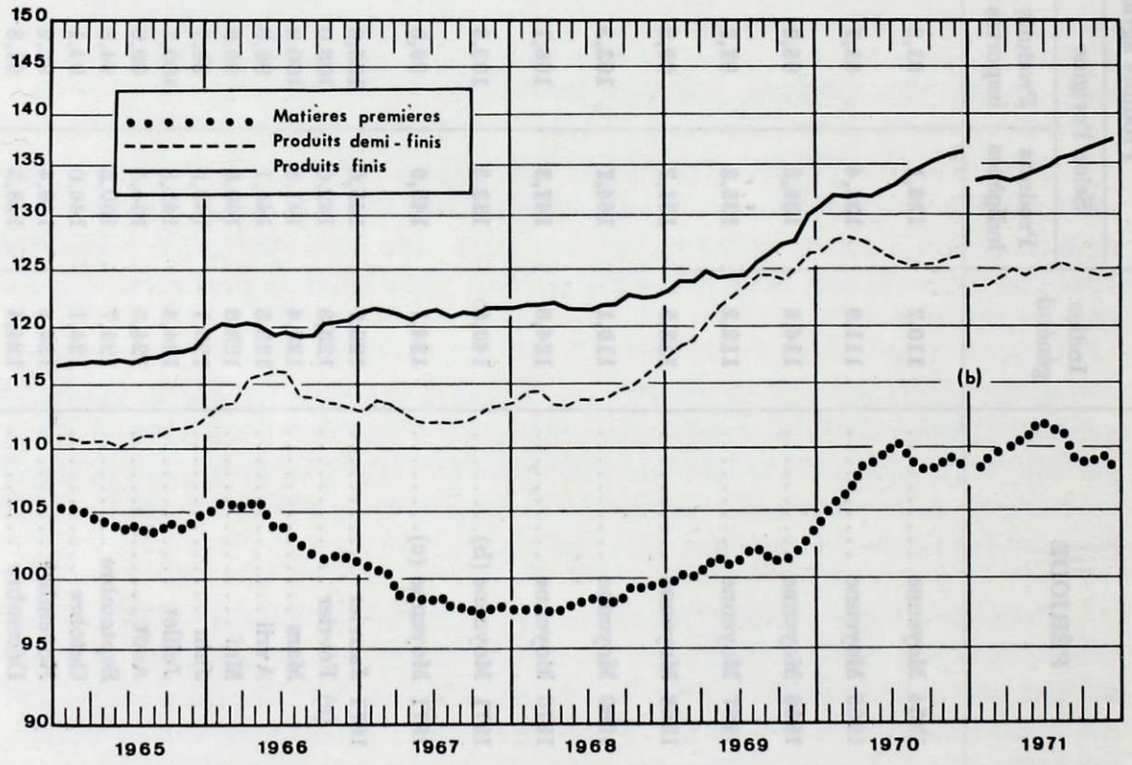
Indices des prix de gros
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.
(b) Pour 1971 : indice T.V.A. exclue.

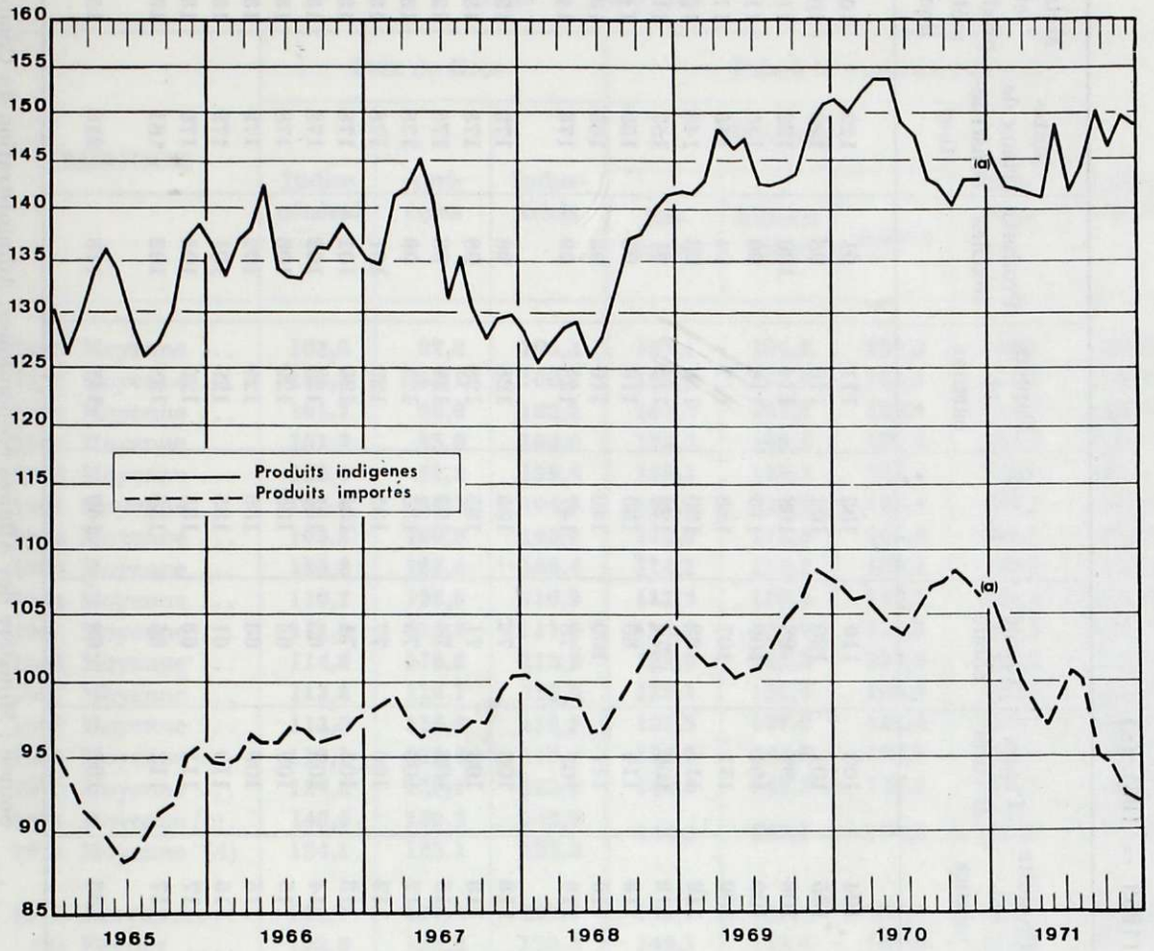
Indices des prix de gros des produits industriels
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

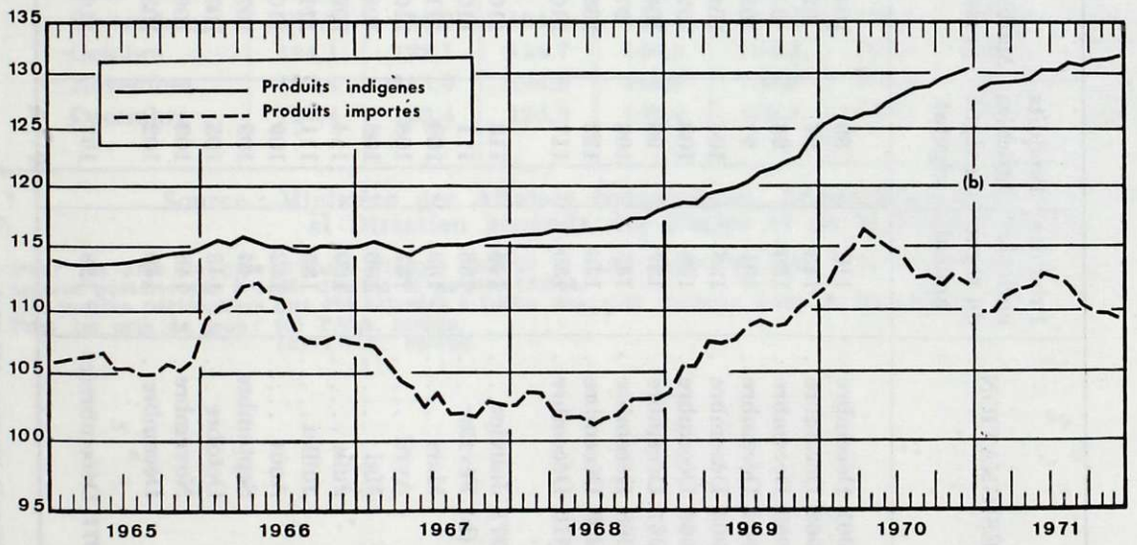
(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.
(b) Pour 1971 : indice T.V.A. exclue.

Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.
(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100
(b) Pour 1971 : indice T.V.A. exclue.

Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.
(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100
(b) Pour 1971 : indice T.V.A. exclue.

Indices particuliers des prix de gros

(1953 = 100) (a)

DÉSIGNATION	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux	Produits chimiques	Peaux et cuirs	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles	Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques
1961 Décembre .	110	89	104	99	104	103	119	103	111	91	122	108
1962 Décembre .	113	97	92	99	105	101	120	102	113	93	129	108
1963 Décembre .	130	98	95	103	106	96	98	108	114	100	132	111
1964 Décembre .	131	97	103	107	109	101	106	119	116	96	143	118
1965 Décembre .	138	104	104	107	109	111	107	123	117	94	145	118
1966 Décembre .	138	103	102	106	112	114	90	130	116	93	148	118
1967 Décembre .	137	98	103	105	112	106	74	128	115	91	157	118
1968 Décembre .	145	108	97	105	113	114	88	135	116	94	159	118
1969 Décembre .	143	122	108	109	115	117	100	146	119	95	165	137
1970 Décembre .	136	117	110	117	119	107	78	147	128	99	173	140
1971 Janvier....	144	113	110	118	113	103	76	135	128	98	173	137
(b) Février ...	138	111	110	118	113	103	71	135	128	98	178	138
Mars	138	109	111	118	113	102	74	135	128	98	178	139
Avril	137	108	110	118	112	103	75	135	128	99	178	139
Mai	136	106	108	118	112	106	77	135	129	101	178	138
Juin	139	114	109	120	113	105	71	135	129	101	178	138
Juillet.....	135	111	111	120	114	105	65	135	129	102	178	138
Août	142	109	110	120	115	109	65	135	129	103	178	138
Septembre	144	109	107	119	115	109	63	135	129	102	179	137
Octobre ...	143	105	107	118	115	110	61	135	129	101	179	138
Novembre .	148	103	106	118	117	111	63	135	129	101	179	137
Décembre .	149	102	103	118	117	112	65	135	128	102	181	137
1971 Décembre(c)	158	107	116	133	133	131	68	159	147	113	213	159

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100
(b) T.V.A. exclue.
(c) T.V.A inclue.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Evolution des prix par catégorie

(1953 = 100) (a)

PÉRIODE	Prix de Gros			Prix à la consommation (b)				
				Produits				
	Indice général	Agricoles	Industriels	Ensemble	Alimentaires	Autres	Services	Indice officiel
1956 Moyenne ...	103,6	97,2	105,3	103,1	104,2	101,5	105,5	103,65
1957 Moyenne ...	106,3	98,7	108,2	106,0	107,0	104,5	111,7	106,93
1958 Moyenne ...	101,7	96,0	103,2	107,2	107,9	106,2	114,7	108,31
1959 Moyenne ...	101,3	95,0	103,0	108,3	109,5	106,6	120,0	109,64
1960 Moyenne ...	102,6	92,2	105,4	108,3	109,3	107,0	122,6	109,97
1961 Moyenne ...	102,4	94,3	104,5	109,2	110,5	107,4	125,7	111,06
1962 Moyenne ...	103,2	100,8	103,8	110,8	112,5	108,3	128,5	112,62
1963 Moyenne ...	105,8	107,0	105,4	112,7	114,7	109,9	136,3	115,04
1964 Moyenne ...	110,7	109,9	110,9	117,3	120,3	113,1	145,7	119,84
1965 Moyenne ...	111,9	113,2	111,5	121,9	126,0	116,2	153,8	124,71
1966 Moyenne ...	114,5	118,2	113,5	127,0	132,2	119,8	161,1	129,92
1967 Moyenne ...	113,2	118,1	112,0	129,1	135,5	122,0	170,5	133,70
1968 Moyenne ...	113,5	116,8	112,7	131,5	137,9	124,4	180,1	137,31
1969 Moyenne ...	119,1	126,4	117,3	136,0	144,2	126,8	188,4	142,47
1970 Moyenne ...	124,8	128,7	123,8	140,3	149,3	130,2	201,6	148,03
1971 Moyenne (c).	140,0	130,3	142,5	144,5	152,1	136,0	217,6	154,46
1971 Moyenne (d)	124,1	123,1	124,3					
1971 Janvier.....	123,7	127,4	122,7	141,1	148,6	132,6	210,6	150,49
(d) Février	123,3	123,2	123,3	142,1	149,4	134,0	212,1	151,67
Mars	123,4	122,1	123,7	142,6	149,6	134,8	213,2	152,31
Avril	123,3	120,8	123,9	143,4	150,4	135,5	214,5	153,10
Mai	123,3	120,0	124,1	143,7	150,9	135,7	215,3	153,47
Juin	125,1	125,5	125,0	144,0	151,2	136,0	215,7	153,80
Juillet.....	124,4	122,3	124,9	145,1	152,8	136,4	216,6	154,73
Août	124,9	123,8	125,1	145,6	153,3	136,9	218,3	155,32
Septembre .	124,7	124,9	124,6	146,1	154,0	137,2	222,2	156,41
Octobre	124,1	122,1	124,7	146,3	154,3	137,4	223,2	156,83
Novembre ..	124,4	123,0	124,8	146,9	155,0	137,8	223,8	157,37
Décembre ..	124,4	122,4	124,9	147,4	155,7	138,1	225,1	158,05

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Pour les prix de gros d'après l'indice 1936/38 = 100; pour les prix à la consommation des années postérieures à 1966, d'après le nouvel indice.
(b) Les indices particuliers ont été calculés à l'aide des prix moyens pour le Royaume.
Pour les prix de gros : (c) T.V.A. inclue.
(d) T.V.A. exclue.

Ecarts par rapport à l'année précédente des moyennes annuelles des indices des prix

(en pour-cent)

PÉRIODE	Prix de Gros			Prix à la consommation				
				Produits				
	Indice général	Agricoles	Industriels	Ensemble	Alimentaires	Autres	Services	Indice officiel
1959	— 0,4	— 1,0	— 0,2	+ 1,0	+ 1,5	+ 0,4	+ 4,6	+ 1,2
1960	+ 1,3	— 2,9	+ 2,3	—	— 0,2	+ 0,4	+ 2,2	+ 0,3
1961	— 0,2	+ 2,3	— 0,9	+ 0,8	+ 1,1	+ 0,4	+ 2,5	+ 1,0
1962	+ 0,8	+ 6,9	— 0,7	+ 1,5	+ 1,8	+ 0,8	+ 2,2	+ 1,4
1963	+ 2,5	+ 6,2	+ 1,5	+ 1,7	+ 2,0	+ 1,5	+ 6,1	+ 2,1
1964	+ 4,6	+ 2,7	+ 5,2	+ 4,1	+ 4,9	+ 2,9	+ 6,9	+ 4,2
1965	+ 1,1	+ 3,0	+ 0,5	+ 3,9	+ 4,7	+ 2,7	+ 5,6	+ 4,1
1966	+ 2,3	+ 4,4	+ 1,8	+ 4,2	+ 4,9	+ 3,1	+ 4,7	+ 4,2
1967	— 1,1	— 0,1	— 1,3	+ 1,7	+ 2,5	+ 1,8	+ 5,8	+ 2,9
1968	+ 0,3	— 1,1	+ 0,6	+ 1,9	+ 1,8	+ 2,0	+ 5,6	+ 2,7
1969	+ 4,9	+ 8,2	+ 4,1	+ 3,4	+ 4,6	+ 1,9	+ 4,6	+ 3,8
1970	+ 4,8	+ 1,8	+ 5,5	+ 3,1	+ 3,5	+ 2,7	+ 7,0	+ 3,9
1971 (a)	—	—	—	+ 3,1	+ 1,9	+ 4,5	+ 7,9	+ 4,3

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Vu l'instauration de la T.V.A. au 1er janvier 1971, les données concernant les prix de gros de l'année 1971 ne sont pas comparables avec celles des années antérieures.

Indice des prix à la consommation (a)

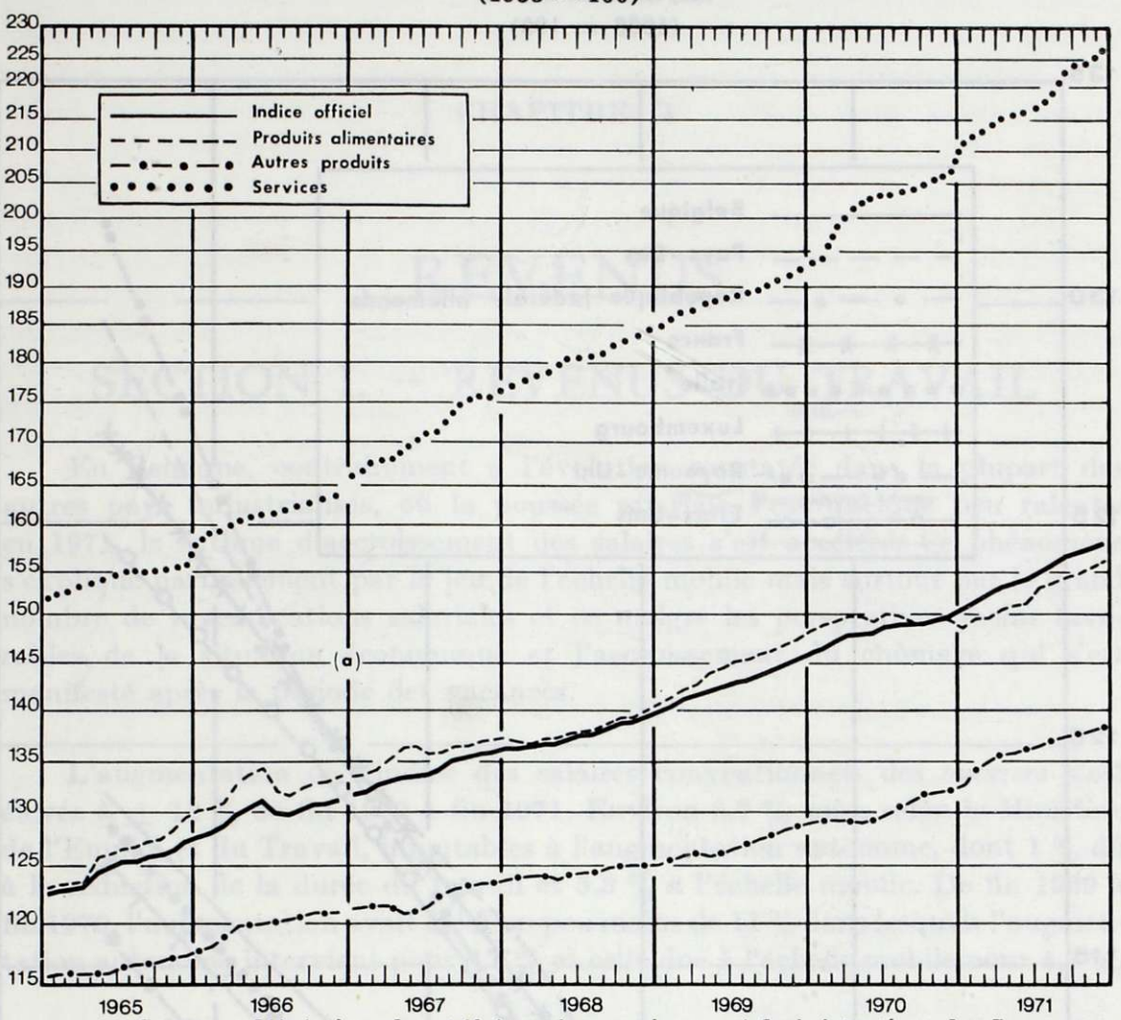
(1966 = 100)

PÉRIODE	Produits			Services	Indice officiel
	Ensemble	Alimentaires	Autres		
1968 Moyenne	**104,1**	**104,3**	**103,8**	**111,8**	**105,69**
1969 Moyenne	**107,6**	**109,1**	**105,8**	**117,0**	**109,66**
1970 Moyenne	**110,9**	**112,9**	**108,6**	**125,2**	**113,94**
1971 Moyenne	**114,4**	**115,1**	**113,6**	**135,0**	**118,89**
1971 Janvier	111,6	112,4	110,7	130,7	115,83
Février	112,5	113,0	111,8	131,7	116,74
Mars	112,9	113,1	112,6	132,3	117,23
Avril	113,5	113,8	113,1	133,2	117,84
Mai	113,8	114,2	113,3	133,6	118,13
Juin	114,0	114,4	113,6	133,9	118,38
Juillet	114,8	115,6	113,9	134,5	119,10
Août	115,2	115,9	114,3	135,5	119,55
Septembre	115,6	116,5	114,6	137,9	120,39
Octobre	115,8	116,7	114,7	138,5	120,71
Novembre	116,2	117,2	115,0	138,9	121,13
Décembre.....	116,6	117,8	115,3	139,7	121,65

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce

(a) Les indices particuliers ont été calculés à l'aide des prix moyens pour le Royaume.

Indices des prix à la consommation
(1953 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) A partir de 1967 l'indice officiel établi sur la base 1966 = 100, a été converti sur la base 1953 = 100.

Indices des prix dans quelques pays
(1966 = 100)

PAYS	Prix à la consommation				Prix de gros			
	1968	1969	1970	1971	1968	1969	1970	1971
Belgique	105,7(a)	109,7(a)	113,9(a)	118,9(a)	99,1	104,0	109,0	108,4(b)
Pays-Bas	107,2	115,2	120,4	129,5	100,4	101,1	107,5	108,5
République Fédérale..	103,3	106,0	110,0	115,7	93,8	95,9	101,6	106,3
France	107,3	114,2	120,5	127,0	97,5	107,9	115,9	118,5
Italie	104,6	107,3	112,6	118,2	100,2	104,0	111,8	115,4
Royaume-Uni	107,3	113,2	120,4	131,7	108,6(c)	112,4(c)	116,7(c)	122,6(c)
Etats-Unis	107,1	112,9	119,5	124,7	102,7	106,7	110,6	114,1

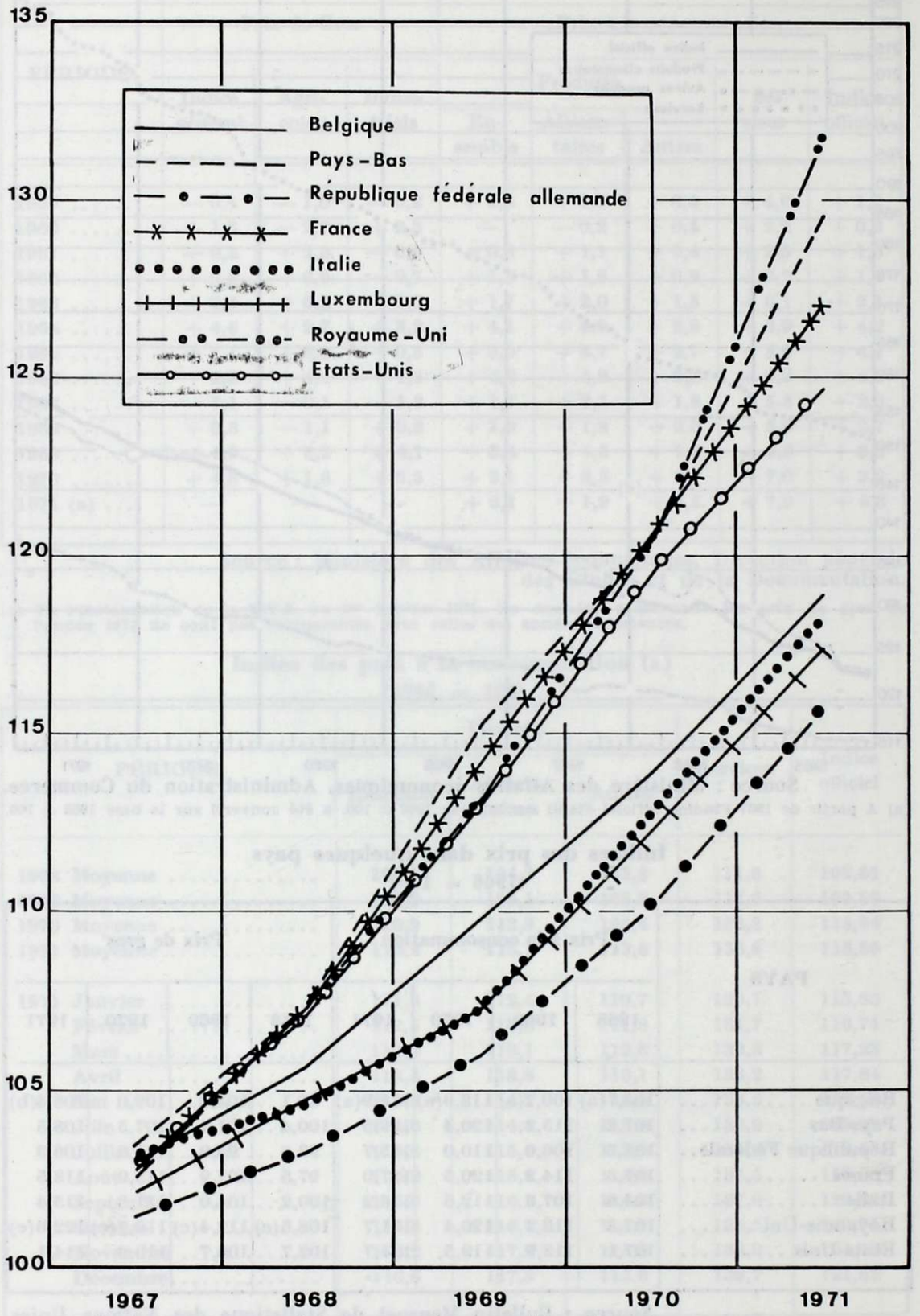
Source : Bulletin Mensuel de Statistique des Nations Unies.

(a) Loyer non compris.
(b) T.V.A. exclue.
(c) Matières de base.

Evolution des prix à la consommation dans quelques pays

Moyennes annuelles

(1966 = 100)



Sources : Communauté Economique Européenne.
Organisation de Coopération et de Développement Economique.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

CHAPITRE II

REVENUS

SECTION I. – REVENUS DU TRAVAIL

En Belgique, contrairement à l'évolution constatée dans la plupart des autres pays industrialisés, où la poussée salariale s'est quelque peu ralentie en 1971, le rythme d'accroissement des salaires s'est accéléré. Ce phénomène s'explique partiellement par le jeu de l'échelle mobile mais surtout par le grand nombre de revendications salariales et ce malgré les perspectives moins favorables de la situation économique et l'accroissement du chômage qui s'est manifesté après la période des vacances.

L'augmentation de l'indice des salaires conventionnels des *ouvriers* s'est élevée à ± 12 % de fin 1970 à fin 1971. Environ 6,7 % sont, selon le Ministère de l'Emploi et du Travail, imputables à l'augmentation autonome, dont 1 % dû à la réduction de la durée du travail et 5,3 % à l'échelle mobile. De fin 1969 à fin 1970, l'augmentation avait été d'un peu moins de 11 % dans lesquels l'augmentation autonome intervient pour 6,2 % et celle due à l'échelle mobile pour 4,3 %.

La hausse n'est toutefois pas uniforme dans les divers grands secteurs. Dans les entreprises agricoles, le salaire conventionnel s'est accru de 10 % par rapport à fin décembre de l'année précédente, dans les industries extractives, de 11 %, dans l'industrie manufacturière, de 12 %, dans le secteur du transport, de 16 %, dans l'industrie de la construction, de 8,5 %, dans la production de gaz et d'électricité, de 11 %, dans les entreprises commerciales et financières, enfin dans le secteur des services, l'augmentation a été de 15 % environ.

De plus, à l'intérieur même de ces secteurs, la hausse s'est répartie d'une manière inégale selon les différentes branches d'activité ; elle varie selon que les conventions de travail prévoyaient ou non, pour 1971, des augmentations autonomes. C'est ainsi que l'on rencontre des hausses variant de 32 à 5 % dans les secteurs ci-après : banques et autres institutions financières (32 %), diverses branches de l'industrie manufacturière : caoutchouc (20 %), entreprises d'art graphique (19 %), chimie (18 %), tabac et alimentation (15 %), papier et vêtement (14 %), fabrications métalliques (13 %), pétrole (11 %) ; l'augmentation est la plus faible dans les entreprises du textile (5 %). Dans certaines branches (telles que cinémas et théâtres), la hausse du salaire conventionnel est limitée, depuis plusieurs années, à celle occasionnée par l'échelle mobile.

Quant à l'augmentation moyenne par rapport à 1970, elle se situe dans quelques branches d'activité à un niveau assez élevé. L'accroissement le plus considérable est celui constaté dans les banques (30 %), tandis que le plus faible a été enregistré dans les blanchisseries, les cinémas et théâtres, et dans certains services basés sur le système du pourboire : salons de coiffure et soins esthétiques : 4,5 %.

Pour l'ensemble du secteur industriel, qui comprend les industries manufacturières, les industries extractives, l'industrie de la construction, la production de gaz et d'électricité et le transport, les salaires conventionnels ont, en 1971, fait l'objet d'une hausse moyenne de 11,5 % par rapport à 1970. Comme les statistiques de la Banque Nationale font apparaître que, dans ce même groupe, le salaire moyen horaire brut a augmenté de 11,8 %, on peut considérer qu'il y a eu en 1971 un ralentissement du rythme de croissance des primes, indemnités, etc.

Par rapport à 1966, la plus forte augmentation des salaires conventionnels a été enregistrée dans les industries extractives (78 %) et les banques (76 %) et la plus faible dans les entreprises à pourboires (24 %).

La hausse moyenne, par rapport à 1966, des salaires horaires des ouvriers dans l'industrie atteint 52 % environ, ce qui, par comparaison avec les autres pays de la Communauté, situe la Belgique après l'Italie (+ 63 %), les Pays-Bas (+ 62 %) et la France (+ 61 %) et avant l'Allemagne (50 %) et le Luxembourg (45 %).

Quant aux salaires-coût, ils ont connu le taux d'accroissement le plus élevé depuis de nombreuses années : en moyenne 13,2 % par heure dans l'industrie, charbonnages exclus, contre 12,7 % en 1970.

A cet égard, il faut noter qu'en 1971 certaines cotisations patronales de la sécurité sociale ont fait l'objet d'une majoration ; le plafond des rémunérations servant de base au calcul des cotisations a été relevé pour les soins de santé et l'assurance-chômage, tandis que pour ces deux assurances ainsi que pour les allocations familiales, une augmentation du taux de la cotisation a aussi été appliquée. Par rapport à 1966, le coût du salaire horaire moyen a augmenté de 69,4 % dans l'industrie et de 66,4 % dans les charbonnages.

Pour les *employés*, les salaires conventionnels dépassaient, en décembre 1971, de presque 12 % ceux de l'année précédente. La moitié de cette hausse peut être imputée au renouvellement de conventions entraînant une sensible augmentation autonome dans quelques branches.

L'augmentation dans les banques y est aussi la plus forte (26 %), tandis que le personnel des organismes d'assurance a bénéficié d'une hausse de 16,5 %. Dans les entreprises du commerce de gros et de détail, l'agriculture, les entreprises extractives et les industries manufacturières, l'accroissement a été d'environ 10 %. Dans la plupart des branches de l'industrie manufacturière, l'augmen-

tation se situe entre 9 et 12 % mais dans les entreprises pétrolières elle n'a été que de 6,8 %. Dans le secteur des services, où elle a atteint dans l'ensemble 9,5 %, les taux ont été de 12 % pour les entreprises " horeca ,, et de 5,9 % pour les cinémas et les théâtres.

En général, dans une même branche, l'augmentation moyenne, par rapport à 1970, comme par rapport à 1966, a été moins élevée pour les employés que pour les ouvriers.

En moyenne, par rapport à 1970, les rémunérations des employés de banque ont augmenté de 24 % et celles des employés d'assurances de 16 %. Dans le secteur des services, la progression a été de 8,5 % et dans l'agriculture de 8 %. Dans les branches d'activité de l'industrie, la hausse varie entre 7,5 et 10 %.

En moyenne aussi, la rémunération des employés de banque a été, en 1971, supérieure de 66 % à celle de 1966. La progression a été de 44 % dans les assurances, de 52 % dans les entreprises du textile, de 50 % dans les fabrications métalliques, de 46 % dans les industries extractives. Dans la plupart des autres branches d'activité, les rémunérations ont en moyenne augmenté de 39 à 44 %, sauf dans les secteurs du pétrole, de la chimie, du caoutchouc, dans les entreprises " horeca ,,, les cinémas et les théâtres, où l'accroissement a été un peu plus faible (entre 30 et 37 %).

★
★ ★

Indices des salaires conventionnels

Ouvriers, hommes + femmes

(1966 = 100)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	Coefficients de pondération	1970				1971			
		Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Agriculture, sylviculture	1,29	118,0	120,5	123,4	124,4	126,6	130,8	133,5	137,0
Industries extractives	5,37	137,9	146,5	164,0	164,6	174,0	175,2	182,1	182,6
Industries manufacturières	66,14	129,3	131,3	134,6	136,3	142,8	146,0	148,6	152,9
dont : produits alimentaires	(4,14)	(129,4)	(133,3)	(134,8)	(137,8)	(143,3)	(147,2)	(149,2)	(158,4)
textiles	(9,55)	(132,0)	(134,5)	(135,1)	(137,8)	(138,7)	(141,4)	(141,6)	(144,7)
confection, chaussures	(4,60)	(131,7)	(134,1)	(137,0)	(140,4)	(145,4)	(146,2)	(152,1)	(159,9)
chimie	(2,26)	(128,5)	(133,3)	(133,3)	(135,5)	(146,8)	(153,1)	(153,1)	(159,7)
métallurgie	(7,42)	(126,6)	(129,2)	(131,0)	(134,3)	(142,2)	(144,0)	(146,5)	(148,0)
fabrications métalliques	(18,89)	(125,4)	(125,4)	(131,3)	(131,4)	(141,0)	(142,4)	(145,2)	(148,8)
Construction	13,59	125,6	134,8	136,6	137,2	143,7	145,4	147,4	148,8
Electricité, gaz, eau	1,46	141,4	141,4	143,7	143,7	145,6	155,0	157,1	159,3
Commerce	3,54	126,1	130,3	134,6	134,7	139,2	143,3	152,2	154,6
Transports	3,65	124,2	131,7	133,7	135,2	137,9	145,5	148,1	156,7
Services	4,96	128,8	131,2	133,3	135,3	141,4	144,5	148,0	155,2
Indice général	**100,00**	**129,0**	**132,6**	**136,3**	**137,7**	**144,1**	**147,2**	**150,2**	**154,2**

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Indices des salaires

(1963 = 100)

PÉRIODE	Salaires horaires bruts			Salaires-coût		Appointements-coût		Salaires sociaux dans l'industrie (b)		
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type (a)		Charbonnages par jour	Autres industries par heure	Industries par heure	Commerce par heure	Célibataire ou marié sans enfants	Marié et 2 enfants	Marié et 4 enfants
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1966	133	131	133	131	140	129	128	133	135	132
1967	143	139	143	140	152	138	137	143	145	142
1968	150	146	151	148	161	148	147	150	152	149
1969	162	158	163	160	175	162	158	162	163	160
1970 Mars	174	168	174	180	189	171	165	170	171	166
Juin	178	173	180	190	194	177	168	174	175	170
Septembre ...	183	177	185	199	200	177	170	177	178	172
Décembre ...	190	180	189	201	209	194	182	185	186	181
1971 Mars	194	189	197	211	213	184	181	185	186	182
Juin	201	193	202	211	221	..	..	192	193	187
Septembre (c)	205	197	206	219	227	..	..	197	196	190
Décembre (c)	214	200	210	222	236	..	..	205	204	196

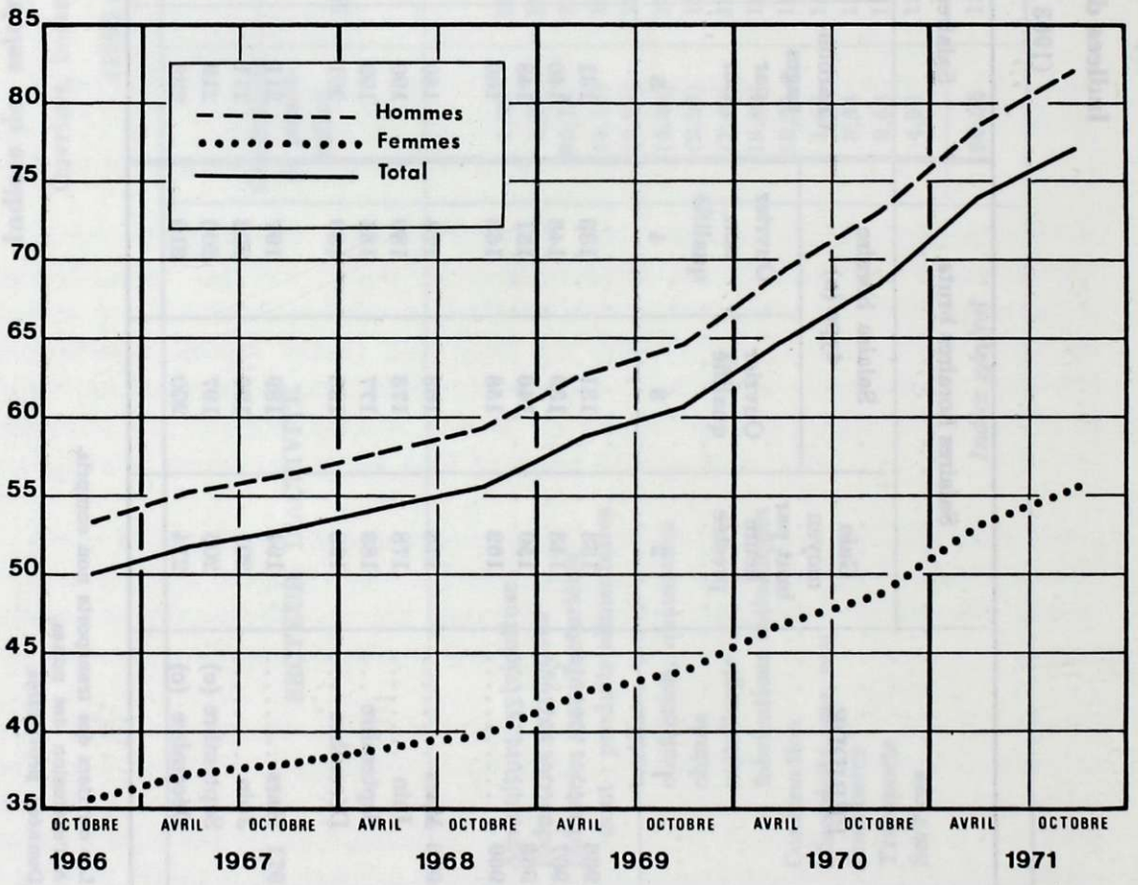
(a) Les ouvriers des transports non compris.
(b) A l'exclusion des mines.
(c) Données provisoires.

Sources : Banque Nationale de Belgique (col. 2 à 4).
Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques, Louvain (col. 5 à 11).

Evolution des salaires horaires bruts

SECTEUR	Sexe des travailleurs	Gain horaire brut moyen (en francs)		Indices (octobre 1966 = 100)	
		Octobre 1970	Octobre 1971	Octobre 1970	Octobre 1971
Industries extractives	hommes	85,97	96,02	144	161
Industries manufacturières.....	hommes	71,98	81,72	136	154
	femmes	48,70	55,41	137	156
	hommes + femmes	66,16	75,14	136	155
Industrie de la construction.....	hommes	71,90	78,11	136	148
Moyenne...	hommes	**73,04**	**82,04**	**137**	**154**
	femmes	**48,70**	**55,41**	**137**	**156**
	hommes + femmes	**68,39**	**76,96**	**137**	**154**

(en francs)

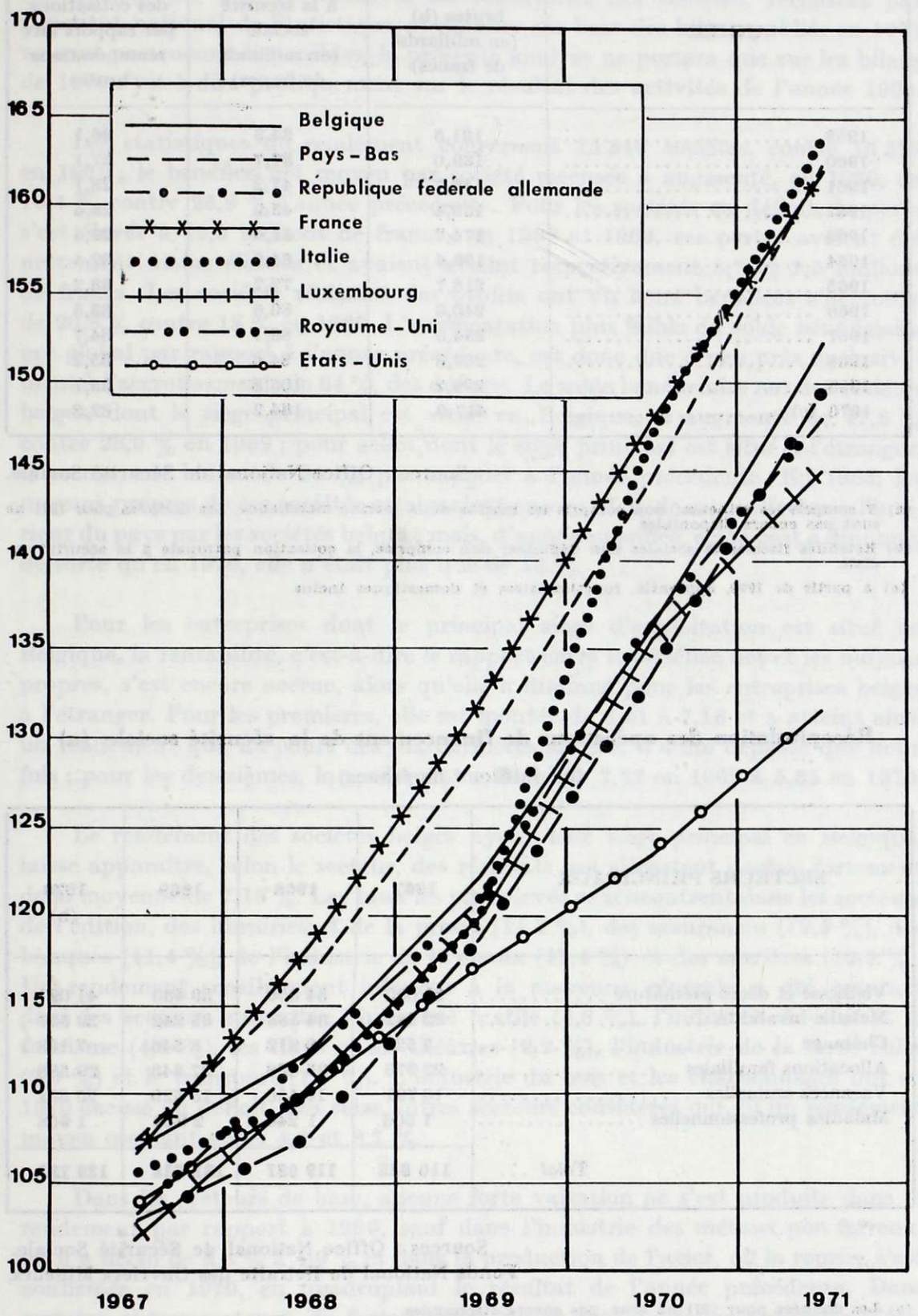


Source : Institut National de Statistique.

Evolution des salaires moyens horaires bruts dans quelques pays

Moyennes annuelles

(1966 = 100)



Sources : Communauté Economique Européenne.
Organisation de Coopération et de Développement Economique.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale (a)

ANNÉE	Rémunérations brutes (b) (en milliards de francs)	Cotisations à la sécurité sociale (en milliards de francs)	% des cotisations par rapport aux rémunérations brutes
1959	131,3	34,3	26,1
1960	139,0	37,7	27,1
1961	146,7	41,2	28,1
1962	159,4	45,2	28,4
1963	174,7	51,4	29,4
1964	199,4	64,6	32,4
1965	218,7	72,7	33,2
1966	240,6	80,6	33,5
1967	254,0	88,1	34,7
1968	269,3	94,6	35,2
1969	299,2	106,8	35,7
1970 (c)	417,0	134,2	32,2

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Y compris les mineurs; non compris les marins de la marine marchande. Les données pour 1971 ne sont pas encore disponibles.

(b) Retenues fiscales et sociales non déduites; non comprise, la cotisation patronale à la sécurité sociale.

(c) A partir de 1970, apprentis, fonctionnaires et domestiques inclus.

Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale (a)

(en millions de francs)

SECTEURS PRINCIPAUX	1967	1968	1969	1970 (b)
Vieillesse et décès prématuré	31 090	34 350	39 430	41 091
Maladie-invalidité	32 942	34 585	38 242	29 557
Chômage	7 523	9 812	8 546	7 188
Allocations familiales	23 973	25 496	27 843	29 588
Vacances annuelles	13 791	14 450	15 529	20 331
Maladies professionnelles	1 506	1 244	2 948	1 968
Total ...	110 825	119 937	132 538	129 723

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

(a) Les données pour 1971 ne sont pas encore disponibles.

(b) Y compris les apprentis, les fonctionnaires et les domestiques.
Interventions financières de l'Etat exclues.

SECTION II. — REVENUS DES SOCIÉTÉS

Comme les données relatives au rendement des sociétés, recensées par l'Institut national de Statistique, et établies sur base des bilans publiés en 1971 ne sont pas encore disponibles, la présente analyse ne portera que sur les bilans de 1970,c'est-à-dire pratiquement sur le résultat des activités de l'année 1969.

Les statistiques du rendement concernent 15 846 sociétés, contre 15 577 en 1969 ; le bénéfice net moyen par société recensée a augmenté, en 1970, de 10,4 % contre 25,8 % l'année précédente. Pour les sociétés en déficit, la perte s'est élevée à 12,3 millions de francs ; en 1968 et 1969, ces pertes avaient été nettement moins élevées et avaient atteint respectivement 8,7 et 7,5 millions de francs. Les sociétés réalisant des profits ont vu leurs bénéfices s'accroître de 20,8 % contre 18 % en 1969. L'augmentation plus faible du solde bénéficiaire net global par rapport à l'année précédente, est donc due à peu près exclusivement à l'accroissement, de 64 %, des déficits. Le solde bénéficiaire net des sociétés belges, dont le siège principal est situé en Belgique, a augmenté de 17,8 % contre 28,0 % en 1969 ; pour celles dont le siège principal est situé à l'étranger, il accuse une baisse de 24 %, par rapport à l'année précédente. En 1963, les moyens propres de ces sociétés atteignaient encore 21 % de ceux affectés à l'intérieur du pays par les sociétés belges ; mais, d'année en année, cette part a diminué, de sorte qu'en 1970, elle n'était plus que de 13 %.

Pour les entreprises dont le principal siège d'exploitation est situé en Belgique, la rentabilité, c'est-à-dire le rapport entre le bénéfice net et les moyens propres, s'est encore accrue, alors qu'elle a diminué pour les entreprises belges à l'étranger. Pour les premières, elle est montée de 6,61 à 7,16 et a atteint ainsi un rendement qui, au cours des dix dernières années, n'a été dépassé que deux fois ; pour les deuxièmes, le rendement a fléchi de 7,22 en 1969 à 5,35 en 1970.

Le rendement des sociétés belges ayant leur siège principal en Belgique, laisse apparaître, selon le secteur, des résultats qui s'écartent parfois fortement de la moyenne de 7,16 %. Les taux les plus élevés se rencontrent dans les secteurs de l'édition, des librairies et de la presse (14,2 %), des assurances (12,5 %), des banques (11,4 %), de l'industrie de la chaux (11,4 %) et des carrières (10,9 %). Un rendement sensiblement inférieur à la moyenne générale a été constaté dans les secteurs suivants : l'industrie textile (4,8 %), l'industrie du cuir et le tourisme (4,1 %), les films et les théâtres (2,2 %), l'industrie de la terre cuite (2,0 %) et le transport (1,7 %). L'industrie du bois et les charbonnages ont en 1970 accusé un déficit. Les seize autres secteurs considérés ont eu un rendement moyen oscillant entre 4,9 et 8,7 %.

Dans les secteurs de base, aucune forte variation ne s'est produite dans le rendement par rapport à 1969, sauf dans l'industrie des métaux non ferreux, où il a fléchi de 8,8 % à 4,9 % et dans la production de l'acier, où la reprise s'est confirmée en 1970, en quadruplant le résultat de l'année précédente. Dans certains autres secteurs, de fortes variations se sont toutefois produites d'une année à l'autre, entre autres dans l'industrie du bois, qui a accusé une perte de

78 millions contre un gain de 196 millions de francs en 1969 ; dans l'industrie du cuir, on a enregistré, après quatre années consécutives de déficit, un gain de 42 millions de francs. Dans l'industrie du tabac, le profit a reculé de 234 à 160 millions de francs, dans l'industrie de la chaux, il a progressé de 127 à 186 millions et dans l'artisanat de 106 à 133 millions de francs.

Dans le secteur des charbonnages enfin, qui, depuis plus de dix ans, est déficitaire, les pertes montrent une tendance à la réduction, surtout à la suite du fait que les amortissements ainsi que la main-d'œuvre occupée dans ce secteur diminuent d'année en année.

Pour l'évolution des revenus des sociétés ayant publié leur bilan pendant les cinq premiers mois de 1971, des statistiques ont été établies concernant les résultats de 396 entreprises. Il s'agit de sociétés dont les actions sont côtées en bourse et qui, si elles ne représentent que 2,5 % des 15 605 sociétés recensées, possèdent au total 62 % des moyens propres de ces sociétés. Leurs résultats se rapportent, en grande partie, à l'exercice 1970 et, pour un petit nombre d'entreprises, à un exercice qui couvre en partie les années 1970 et 1971. Comme en 1970 la situation s'est détériorée progressivement et que cette évolution s'est poursuivie au cours du premier semestre de 1971, il fallait s'attendre à une diminution de l'accroissement des profits. Pour l'ensemble des bilans analysés, le solde des bénéfices nets s'est accru de 2,8 %, par rapport à 1970. Les entreprises financières ont vu leurs bénéfices augmenter de 9,3 %, les entreprises d'utilité publique (dont le gaz et l'électricité) de 10,7 %, les grands magasins de 17,9 %, tandis que dans les exploitations industrielles, les profits ont baissé de 5,3 %, en comparaison de 1970.

A la lumière de ces résultats et compte tenu des récents développements de la conjoncture, on peut se demander si la période d'amélioration des gains, commencée en 1967 après dix ans de stagnation, ne s'est pas interrompue en 1971.

★

★ ★

Rendement des sociétés par actions belges (a)

Exploitant en Belgique, au Congo et à l'étranger

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1936/1938	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Nombre de sociétés recensées (b)	7 594	14 550	14 817	15 011	15 215	15 266	15 304	15 577	15 846
dont : en gain	5 748	10 854	11 105	11 172	11 272	10 785	10 609	11 254	11 815
en perte	1 846	3 696	3 712	3 839	3 943	4 481	4 695	4 323	4 031
Moyens d'action propres	63 952	388 354	406 779	434 525	455 741	476 724	536 980	566 599	612 324
dont : capital versé	46 397	236 904	248 915	265 209	274 836	283 632	321 472	354 358	387 468
réserves	17 555	151 450	157 864	169 317	180 905	193 092	215 508	212 241	224 856
Résultats d'exploitation :									
Solde bénéficiaire net	4 537	24 254	24 901	28 363	29 528	19 049	29 572	37 880	42 553
Bénéfices	5 228	28 587	30 261	33 820	34 665	32 176	38 297	45 367	54 805
Pertes	691	4 333	5 360	5 457	6 137	13 127	8 725	7 487	12 252
Dividendes bruts mis en paiement	3 651	14 523	14 111	15 547	15 930	15 913	19 039	21 328	25 250
Taux par rapport aux moyens d'action propres (en %) :									
Solde net	7,1	6,25	6,12	6,53	6,48	4,00	5,50	6,69	6,95
Dividendes	5,7	3,74	3,47	3,58	3,50	3,34	3,55	3,76	4,12
Dette obligataire au 31 décembre	9 297	99 499	104 010	115 080	120 829	134 955	154 265	173 858	200 549
Coupons d'obligations bruts	476	4 862	5 261	5 624	6 405	6 772	7 980	9 431	10 664

Sources : Banque Nationale de Belgique (années 1936/1938).
Institut National de Statistique (années 1954 et suivantes).

(a) La statistique pour 1936/1938 n'est pas établie exactement sur la même base que les suivantes. En outre, indépendamment de l'augmentation progressive du nombre des sociétés, le pourcentage de sociétés publiant effectivement leur bilan est sujet à variations. Les données pour 1971 ne sont pas encore disponibles.
(b) En unités.

DÉSIGNATION	En Belgique						
	1953	1964	1965	1966	1967	1968	1
Nombre de sociétés recensées	12 396	14 501	14 709	14 916	14 989	15 092	15
dont : en bénéfice	8 711	10 937	10 980	11 085	10 605	10 476	11
en perte	3 685	3 564	3 729	3 831	4 384	4 616	4
Moyens d'action propres	183 067	336 265	360 194	381 312	401 093	468 017	49
dont : capital versé	109 464	207 493	222 007	233 259	241 909	281 216	31
réserves	73 603	128 772	138 187	148 053	159 184	186 801	18
Résultats d'exploitation :							
Solde bénéficiaire net	13 891	22 775	25 319	25 945	21 364	25 722	3
Bénéfices	15 721	27 253	30 169	31 157	29 306	33 831	4
Pertes	1 830	4 478	4 850	5 212	7 942	8 109	7
Dividendes bruts mis en paiement	8 833	12 738	13 825	13 817	13 462	16 336	18
Dette obligataire	30 937	103 299	113 984	119 012	133 116	150 477	169
Coupons d'obligations bruts	1 432	5 226	5 592	6 344	6 680	7 857	9
Rapport $\frac{\text{nombre de sociétés en perte}}{\text{nombre de sociétés recensées}}$	29,73	24,58	25,35	25,68	29,25	30,59	27
Rapport $\frac{\text{solde bénéficiaire net}}{\text{moyens d'action propres}}$	7,59	6,77	7,03	6,80	5,33	5,50	6
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{moyens d'action propres}}$	4,83	3,79	3,84	3,62	3,36	3,49	3
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{bénéfices réalisés}}$	56,19	46,74	45,83	44,35	45,94	48,29	45
Rapport $\frac{\text{coupons d'obligations bruts}}{\text{montant de la dette obligataire}}$	4,64	5,06	4,91	5,33	5,02	5,22	5,
Rapport $\frac{\text{montant de la dette obligataire}}{\text{moyens d'action propres}}$	16,90	30,72	31,65	31,21	33,19	32,15	34,

(a) Les données pour 1971 ne sont pas encore disponibles.

ès le lieu de leur exploitation (a)

ncipale exploitation

	A l'étranger (b)							
	1953	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
	Unités							
5	80	316	302	299	277	265	252	241
5	58	168	192	187	180	169	186	180
)	22	148	110	112	97	96	66	61
	En millions de francs							
32	7 479	69 966	71 756	74 129	73 001	68 964	68 913	71 143
8	3 836	41 009	41 282	41 447	40 281	40 257	41 242	41 451
54	3 643	28 957	30 474	32 682	32 720	28 707	27 671	29 692
17	1 033	2 126	2 937	2 563	– 2 452	3 851	4 978	3 806
04	1 088	2 976	3 537	3 484	2 712	4 466	5 139	6 401
57	55	850	600	921	5 164	615	161	2 595
01	456	1 358	1 632	2 110	2 336	2 703	3 012	3 649
06	63	711	1 097	1 817	1 839	3 788	4 170	3 743
76	3	35	32	60	112	122	185	287
	En pour-cent							
4	27,50	46,84	36,42	37,46	35,02	36,23	26,19	25,31
6	13,81	3,04	4,09	3,46	—	5,58	7,22	5,35
9	6,12	1,94	2,27	2,85	3,20	3,92	4,37	5,13
3	42,10	45,63	46,14	60,56	86,14	60,52	58,61	57,01
7	4,76	4,92	2,92	3,30	6,09	3,22	4,44	7,67
7	0,84	1,02	1,53	2,45	2,52	5,49	6,05	5,26

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des soldes bénéficiair

Sociétés ayant leur

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	
Nombre de sociétés recensées (unités) :														
1966	55	153	1 820	635	3 320	1 396	96	82	986	725	337	606	57	
1967	51	160	1 866	642	3 380	1 391	93	85	976	729	331	607	57	
1968	51	161	1 893	634	3 465	1 361	90	88	957	717	330	627	58	
1969	53	161	1 941	646	3 566	1 352	87	89	929	703	325	643	58	
1970	54	158	1 982	651	3 675	1 336	90	81	919	713	332	631	55	
Capitaux et réserves (en millions de francs) :														
1962	11 118	3 486	52 774	5 240	15 698	28 519	31 561	9 198	21 129	16 342	1 937	22 995	3 773	23
1963	12 434	3 930	53 977	6 544	16 619	31 085	31 172	9 679	21 240	17 527	1 846	24 771	5 063	24
1964	13 748	4 485	57 145	7 607	19 514	32 227	34 021	10 139	21 582	18 523	1 911	25 544	5 591	27
1965	15 860	5 119	60 041	8 114	21 538	35 808	37 063	9 133	23 147	20 287	2 069	28 036	6 620	27
1966	17 422	5 647	62 891	8 392	21 698	38 786	39 409	10 461	23 922	21 594	2 279	29 927	7 019	27
1967	19 714	6 129	71 575	8 298	28 323	42 199	42 414	10 734	24 539	23 769	2 521	32 952	7 339	16
1968	21 130	6 528	76 439	9 157	28 138	45 195	45 453	10 845	25 135	24 967	3 364	60 975	7 780	33
1969	26 098	7 381	83 377	8 096	30 931	49 001	46 960	11 710	25 117	25 977	3 625	66 378	8 109	32
1970	30 193	13020	90 137	10166	39 000	54 502	44 010	7 289	26 416	29 005	4 271	71 165	8 759	36
Soldes bénéficiaires nets (en millions de francs) :														
1962	1 783	830	4 382	413	1 357	2 957	1 499	892	782	1 359	159	1 679	430	2
1963	1 917	820	3 472	442	1 147	3 039	1 257	580	667	1 395	95	1 772	453	2
1964	1 996	801	3 659	378	1 982	3 063	353	632	896	1 194	135	2 016	420	2
1965	2 327	866	3 668	474	2 173	3 634	616	845	689	1 469	168	2 486	480	2
1966	2 470	921	4 139	610	2 078	3 849	398	659	542	1 568	164	2 430	328	2
1967	2 400	849	4 115	467	1 584	2 646	397	526	591	1 823	162	2 110	438	1
1968	2 646	1 078	4 511	557	1 596	2 629	396	359	357	2 083	81	3 145	485	2
1969	3 108	1 351	5 165	666	2 418	3 506	733	1 036	1 063	1 737	196	4 504	693	2
1970	3 438	1 622	5 730	879	2 766	4 336	3 020	356	1 270	2 170	– 78	4 972	763	3
Moyenne 1962/1970 ..	**2 454**	**1 015**	**4 316**	**543**	**1 900**	**3 295**	**963**	**654**	**762**	**1 644**	**120**	**2 790**	**499**	**2**
Dividendes mis en paiement (en millions de francs) :														
1962	808	478	3 233	287	341	1 795	940	590	405	667	48	1 065	255	1
1963	892	498	2 327	281	426	2 063	546	425	319	622	10	1 132	306	1
1964	1 006	518	2 404	185	487	1 129	345	429	376	617	25	1 222	354	1
1965	1 135	539	2 460	228	473	1 612	668	501	305	632	13	1 228	352	1
1966	1 263	579	2 567	293	510	1 284	253	518	377	742	27	1 525	326	1
1967	1 340	593	2 876	243	556	1 307	233	562	343	794	30	1 492	292	1
1968	1 410	656	2 922	309	634	1 506	250	599	291	930	33	2 216	350	2
1969	1 644	745	3 289	375	825	1 483	403	694	391	838	33	2 684	380	2
1970	1 935	1 047	3 745	390	1 267	1 790	1 472	298	428	904	42	2 752	410	2
Moyenne 1962/1970 ..	**1 270**	**628**	**2 869**	**288**	**613**	**1 552**	**568**	**513**	**359**	**750**	**29**	**1 702**	**336**	**1**

(a) Les données relatives à 1971 ne sont pas encore disponibles.

es dividendes mis en paiement (a)

d'exploitation en Belgique

	Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
))	335	633	334	812	514	30	91	140	129	48	40	33	220	213	585	14 916
7	338	648	331	822	513	30	88	139	127	49	36	33	216	197	584	14 989
3	342	640	334	860	513	26	88	139	123	47	40	32	223	191	568	15 092
))	352	655	349	939	526	25	86	141	122	44	39	33	224	188	562	15 325
3	352	673	355	1 036	543	24	85	143	119	43	34	31	233	181	589	15 605
3	6 378	10 486	1 007	1 069	5 348	9 745	1 508	7 710	1 520	761	1 022	1 458	1 111	470	1 680	303 300
2	6 813	10 764	1 064	1 216	5 594	9 235	1 409	7 962	1 671	830	1 106	1 492	1 214	449	1 828	318 731
))	6 612	9 725	1 082	1 228	5 884	8 063	1 754	8 504	1 697	918	1 148	1 595	1 440	428	1 818	336 265
1	7 085	10 155	1 187	1 497	6 270	9 558	1 847	8 747	2 001	1 191	1 142	1 422	1 480	446	1 692	360 194
3	7 546	10 262	1 253	1 811	7 114	8 945	1 993	9 078	2 236	1 322	1 105	1 798	2 015	365	1 861	381 312
3	8 352	10 821	1 304	2 139	8 303	8 829	2 057	8 193	2 252	1 373	1 210	1 773	2 112	412	2 085	401 093
3	8 668	11 232	1 456	2 323	9 092	6 597	2 182	9 493	2 328	1 447	1 092	1 956	3 053	410	2 229	468 017
7	9 472	11 652	1 599	2 481	9 981	5 973	2 301	9 820	2 523	1 521	1 075	2 161	3 453	419	2 357	497 685
4	9 817	12 206	1 633	3 062	11194	5 845	2 349	10200	2 789	1 638	1 235	2 187	3 891	413	2 597	541 182
8	497	136	76	120	316	— 564	138	860	181	82	69	92	139	11	134	23 138
9	358	18	69	146	503	— 35	119	725	127	105	39	87	156	— 43	159	22 045
6	380	93	69	145	601	67	89	709	203	109	40	33	172	1	136	22 775
1	320	173	68	174	783	— 471	148	833	301	145	50	117	236	— 32	157	25 319
	265	368	93	123	1 025	— 396	92	793	240	98	28	150	275	24	173	25 945
2	67	— 146	66	190	972	— 726	82	663	206	111	38	73	272	10	139	21 364
5	295	115	65	88	1 219	— 418	90	550	258	130	— 21	159	402	5	143	25 722
2	430	181	34	79	1 256	— 253	17	752	296	127	50	234	553	5	106	32 902
2	575	206	67	267	1 009	— 100	46	721	305	186	—	160	552	9	133	38 747
1	**354**	**127**	**67**	**148**	**854**	**— 321**	**91**	**734**	**235**	**121**	**33**	**123**	**306**	**— 1**	**142**	**26 440**
3	216	276	19	39	170	106	44	522	119	31	34	44	42	20	35	14 440
3	176	272	23	37	208	184	38	448	113	26	21	52	50	8	25	13 305
4	149	220	27	34	174	268	32	486	123	26	32	45	72	14	16	12 738
1	158	239	25	43	173	145	44	475	143	29	35	54	83	5	18	13 825
6	116	231	34	49	199	81	32	471	149	28	31	75	96	9	13	13 817
5	116	247	34	49	242	69	37	453	135	35	22	41	90	9	20	13 462
3	130	234	38	61	230	55	40	503	156	46	20	83	134	7	13	16 336
5	175	291	41	65	252	39	27	492	163	82	30	108	190	5	17	18 316
6	203	313	39	100	252	162	27	539	176	70	30	112	221	6	34	21 601
8	**160**	**258**	**31**	**53**	**211**	**123**	**36**	**488**	**142**	**41**	**28**	**68**	**109**	**9**	**21**	**15 316**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des rendements, de la d

Sociétés ayant leur s

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Electricité	
Dividendes mis en paiement, rapportés aux capitaux et réserves (en %) :															
1961	7,57	13,02	4,80	6,16	2,97	6,18	4,30	6,89	2,18	4,37	2,25	4,39	9,41	7,04	,8
1962	7,27	13,71	6,13	5,48	2,17	6,29	2,98	6,41	1,92	4,08	2,48	4,63	6,76	7,19	,6
1963	7,17	12,67	4,31	4,29	2,56	6,64	1,75	4,39	1,50	3,55	0,54	4,57	6,04	6,89	,4
1964	7,32	11,55	4,21	2,43	2,50	3,50	1,01	4,23	1,74	3.33	1,31	4,78	6,33	6,68	,4
1965	7,16	10,53	4,10	2,81	2,20	4,50	1,80	5,49	1,32	3,12	0,63	4,38	5,32	7,07	,4
1966	7,25	10,25	4,08	3,49	2,35	3,31	0,64	4,95	1,58	3,44	1,18	5,10	4,64	6,71	,4
1967	6,80	9,68	4,01	2,93	1,96	3,10	0,55	5,24	1,40	3,34	1,19	4,53	3,98	7,29	,3
1968	6,67	10,05	3,82	3,37	2,25	3,33	0,55	5,52	1,16	3,72	0,98	3,63	4,50	6,84	,3
1969	6,30	10,09	3,94	4,63	2,67	3,03	0,86	5,93	1,56	3,23	0,91	4,04	4,67	7,34	,3
1970	6,40	8,04	4,15	3,04	3,25	3,28	3,34	4,09	1,62	3,12	0,98	3,87	4,68	7,30	,3
Dette obligataire (en millions de francs; fin année) :															
1962	10 700	9	57 663	1 072	968	1 918	5 427	28	340	760	94	964	338	7 188	2
1963	11 096	97	61 639	1 529	930	1 881	5 764	47	357	872	89	881	301	8 602	5
1964	11 066	113	65 423	1 561	770	1 812	6 343	61	346	995	103	838	375	8 899	7
1965	11 055	118	72 548	1 515	749	1 851	6 930	58	361	933	91	690	474	12 202	3
1966	11 610	152	76 304	1 648	742	2 087	6 551	65	302	896	88	595	452	13 281	3
1967	13 129	155	88 697	1 562	782	2 365	5 603	62	286	860	99	482	561	14 230	3
1968	15 972	199	104 253	1515	878	2 253	5 096	59	273	773	105	424	528	14 183	3
1969	20 321	6 298	112 904	2 196	845	2 095	4 354	55	273	844	103	396	483	14 618	2
1970	24 689	7 904	132 080	2 365	899	2 445	3 585	51	260	797	106	1 045	345	15 883	3
Importance des dividendes mis en paiement par rapport aux soldes bénéficiaires nets (en %) :															
1962	45,3	57,6	73,8	69,5	25,1	60,7	62,7	66,1	51,8	49,1	30,2	63,4	59,3	81,8	7
1968	46,5	60,7	67,0	63,6	37,1	67,9	43,4	73,3	47,8	44,6	10,5	63,9	67,5	76,6	6
1964	50,4	64,7	65,7	48,9	24,6	36,9	97,7	67,9	42,4	51,7	18,5	60,6	84,3	82,4	1
1965	48,8	62,2	67,1	48,1	21,8	44,4	108,4	59,3	44,3	43,0	7,7	49,4	73,3	85,6	3
1966	51,1	62,9	62,0	48,0	24,5	33,4	63,6	78,6	69,6	47,3	16,5	62,8	99,4	82,0	1
1967	55,8	69,8	69,9	52,0	35,1	49,4	58,7	106,8	58,0	43,6	18,5	70,7	66,7	91,3	1
1968	53,3	60,9	64,8	55,5	39,7	57,3	63,1	166,9	81,5	44,6	40,7	70,5	72,2	88,8	9
1969	52,9	55,9	63,7	56,3	34,1	42,3	55,0	67,0	36,8	48,2	16,8	59,6	54,8	91,4	3
1970	56,3	64,5	65,4	44,4	45,8	41,3	48,7	83,7	33,7	41,7	—	55,3	53,7	87,1	4
Moyenne 1962/1970	**51,8**	**61,9**	**66,5**	**53,0**	**32,3**	**47,1**	**59,0**	**78,4**	**47,1**	**45,6**	**24,2**	**61,0**	**67,3**	**85,3**	1

(a) Les données relatives à 1971 ne sont pas encore disponibles

ataire et de l'autofinancement net (a)
oitation en Belgique

Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
3,48	3,49	1,63	3,21	3,03	0,84	2,60	5,64	6,71	4,11	2,84	3,41	3,57	4,44	1,21	4,71
3,39	2,63	1,89	3,65	3,18	1,09	2,92	6,77	7,83	4,07	3,33	3,02	3,78	4,26	2,08	4,76
2,58	2,53	2,16	3,04	3,72	1,99	2,70	5,63	6,76	3,13	1,90	3,49	4,12	1,78	1,37	4,17
2,25	2,26	2,50	2,77	2,96	3,32	1,82	5,71	7,25	2,83	2,79	2,82	5,00	3,27	0,88	3,79
2,23	2,35	2,11	2,87	2,76	1,52	2,38	5,43	7,15	2,43	3,06	3,80	5,61	1,12	1,06	3,84
1,54	2,25	2,71	2,71	2,80	0,91	1,61	5,19	6,66	2,12	2,81	4,17	4,76	2,47	0,70	3,62
1,39	2,28	2,61	2,29	2,91	0,78	1,80	5,53	5,99	2,55	1,82	2,31	4,26	2,18	0,96	3,36
1,50	2,08	2,61	2,63	2,53	0,83	1,83	5,30	6,70	3,18	1,83	4,24	4,39	1,71	0,58	3,50
1,85	2,50	2,56	2,62	2,52	0,65	1,17	5,01	6,46	5,39	2,79	5,00	5,50	1,19	0,72	3,68
2,07	2,56	2,39	3,27	2,25	2,77	1,15	5,28	6,31	4,27	2,43	5,12	5,68	1,45	1,31	3,99
275	2 083	21	59	388	398	32	612	16	24	45	42	32	23	45	91 964
246	2 011	20	64	483	253	31	845	13	24	45	37	30	19	39	98 976
270	1 644	16	24	480	339	22	799	25	31	46	14	23	15	43	103 299
225	1 509	18	24	443	308	23	726	27	30	47	24	28	15	39	113 984
202	1 423	19	26	440	282	21	688	29	18	44	18	32	14	69	119 012
177	1 250	19	28	465	37	20	643	10	16	44	18	30	12	69	133 116
144	1 042	17	41	495	22	17	594	10	14	43	18	29	4	65	150 477
135	892	23	57	477	19	25	867	8	13	43	2	27	4	63	169 817
136	902	19	53	531	8	24	826	6	12	40	2	27	4	62	196 806
43,5	202,9	25,0	32,5	53,8	—	31,9	60,7	65,7	37,8	49,3	47,8	30,2	181,8	26,1	62,4
49,2	1 511,1	33,3	25,3	41,4	—	31,9	61,8	89,0	24,8	53,8	59,8	32,1	—	15,7	60,4
39,2	236,6	39,1	23,4	29,0	400,0	36,0	68,5	60,6	23,9	80,0	136,4	41,9	1 400,0	11,8	55,9
49,4	138,2	36,8	24,7	22,1	—	29,7	57,0	47,5	20,0	70,0	46,2	35,2	—	11,5	54,6
43,8	62,8	36,6	39,8	19,4	—	34,8	59,4	62,1	28,6	110,7	50,0	34,9	37,5	7,5	53,3
173,1	—	51,5	25,8	24,9	—	45,1	68,3	65,5	31,5	57,9	56,2	33,1	90,0	14,4	63,0
44,1	203,5	58,5	69,3	18,9	—	44,4	91,5	60,5	35,4	—	52,2	33,3	140,0	9,1	63,5
40,7	160,8	120,6	82,3	20,1	—	158,8	65,4	55,1	64,6	60,0	46,2	34,6	100,0	16,0	55,7
35,3	151,9	58,2	37,5	25,0	—	58,7	74,8	57,7	37,6	—	70,0	40,0	66,7	25,6	55,7
45,2	**203,1**	**46,3**	**35,8**	**24,7**	—	**39,6**	**66,5**	**60,4**	**33,9**	**84,8**	**55,3**	**35,6**	—	**14,8**	**57,9**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Sociétés belges par actions en bénéfice (a)

Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1970 des sociétés recensées ayant leur siège d'exploitation en Belgique

SECTEUR	Bénéfices moyens (en millions de francs)	Dividendes moyens mis en paiement	
		En millions de francs	En % des bénéfices
Electricité	1 773	1 506	84,9
Opérations financières et immobilières	3 178	2 008	63,2
Carrières	172	103	59,9
Charbonnages	539	404	74,9
Industrie verrière	365	226	61,9
Métallurgie du fer	1 368	740	54,1
Cimenteries et industries connexes	562	339	60,3
Assurances	710	410	57,7
Banques	1 603	822	51,3
Non ferreux	835	470	56,3
Industrie alimentaire	1 313	575	43,8
Fabrications métalliques	3 059	1 294	42,3
Industrie chimique	2 118	1 075	50,8
Céramiques	52	25	48,1
Commerce de détail	457	216	47,3
Industrie du papier	395	145	36,7
Industrie de la terre cuite commune	90	32	35,6
Industrie textile	1 091	365	33,5
Commerce de gros et extérieur	1 730	388	22,4
Autres secteurs	2 503	880	35,2
Total moyen	**23 913**	**12 026**	**50,3**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'attention est attirée sur le fait que les sociétés sans bénéfices ou en perte ne sont pas reprises dans cette statistique. Les données relatives à 1971 ne sont pas encore disponibles.

CINQUIÈME PARTIE

INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION

CHAPITRE PREMIER

INVESTISSEMENTS

Les données macroéconomiques relatives aux investissements sont disponibles jusqu'en 1970, année où la propension à investir fut encore très vive, puisque la formation brute de capital fixe, défense nationale exclue, a été estimée à 281,1 milliards de francs, à prix courants, en hausse de 40,8 milliards ou 17,0 % par rapport à 1969. Ce taux de progression est, exception faite de 1964, où il atteignit 20,2 %, le plus élevé depuis que les comptes nationaux sont établis, c'est-à-dire depuis 1953 ; les taux enregistrés au cours des cinq années précédentes avaient été les suivants : 8,7 % en 1965, 10,2 % en 1966, 6,9 % en 1967, statu quo en 1968 et 10,1 % en 1969.

Le dynamisme des investissements en 1970 fut en réalité moins remarquable qu'il n'apparaît à première vue, puisque leur progression a été due en appréciable partie à la hausse des prix (9,4 % en 1970 contre 4,3 % en 1969) de loin la plus forte depuis 1954 ; l'augmentation de la formation brute de capital fixe à prix constants ne s'inscrit qu'à 6,9 %. Il faut également remonter à 1964 pour rencontrer une avance plus importante (12,7 %), mais ce pourcentage avait déjà été dépassé en 1954, en 1956 et de 1959 à 1961.

L'analyse des investissements, à prix courants, par secteurs d'activité, révèle que les investissements industriels ont connu en 1970 une évolution globale assez semblable à celle de l'ensemble de l'économie ; leur montant est en effet passé de 66,4 milliards en 1969 à 77,1 milliards en 1970, soit une progression de 16,1 % contre 17,0 % en moyenne et, par voie de conséquence, leur importance relative dans le total des investissements s'est pratiquement maintenue : 27,6 % en 1969 et 27,4 % en 1970.

Un examen plus approfondi du secteur industriel permet cependant de déceler des évolutions divergentes suivant les branches considérées.

C'est ainsi que l'industrie de la construction, qui n'a guère accéléré ses investissements entre 1962 et 1969 (entre 5,1 et 6,9 milliards), a fourni en 1970, un effort particulier, matérialisé par un investissement de 9,3 milliards (+ 41,2 %).

Les industries extractives ont retrouvé le niveau de 2,1 milliards atteint en 1969 (+ 1,2 %), le recul des charbonnages (—10,3 %) étant compensé par une avance de 4,1 % dans les autres industries extractives.

Dans les industries manufacturières, les investissements se sont élevés à 65,7 milliards en 1970 contre 57,7 milliards en 1969, soit une augmentation de 13,8 %, après un progrès de 17,1 % en 1969, mais un recul en 1968 et un plafonnement en 1967. Le cas le plus remarquable est la reprise observée dans le secteur « fer, acier et métaux non ferreux » où, après le creux de 1967 et 1968 (5,2 et 4,6 milliards), le niveau est remonté à 7,8 milliards en 1969 (+ 68,6 %) et enfin au record de 13,4 milliards en 1970, représentant une hausse de 72,2 %. Ce secteur est ainsi redevenu, comme entre 1958 et 1963, mais de peu, la principale branche manufacturière, recueillant 4,8 % des investissements totaux. Il est suivi d'une part par la chimie et ses activités connexes et, d'autre part, les fabrications métalliques ainsi que les constructions navales, avec chacune 13,3 milliards ou 4,7 % du total. Les investissements dans le secteur chimique ont atteint un sommet en 1967 (18,2 milliards) pour fléchir respectivement de 18,8 et 11,4 % les deux années suivantes ; le niveau de 1970 représente une consolidation de celui de 1969 (+ 1,0 %). Dans les fabrications métalliques, la reprise amorcée en 1969 (+ 22,9 %) s'est poursuivie en 1970 à un rythme un peu moins vif (+ 17,7 %). Le groupe alimentation, boissons et tabac a réalisé 8,0 milliards d'investissements en 1970, suite à une expansion de 4,5 %, la plus faible des cinq dernières années. Dans les autres branches manufacturières, les investissements ont été inférieurs à 5,0 milliards ; deux secteurs, le textile et le « bois et meubles », qui avaient enregistré un accroissement très important en 1969 (24,9 % et 49,3 %) ont subi en 1970 un recul de respectivement 7,8 % et 18,3 %. Enfin, les vêtements et chaussures (+ 12,1 %), le papier, l'impression et l'édition (+ 9,3 %), la terre cuite, la céramique, le verre et le ciment (+ 0,3 %) et les activités diverses (+ 14,9 %) n'ont pu retrouver les taux d'augmentation de 1969, soit 57,7 % 34,0 %, 22,3 % et 17,5 %.

Les investissements dans l'industrie manufacturière représentent 23,4 % de l'ensemble, ceux de la construction 3,3 % et ceux des industries extractives 0,7 %, soit 27,4 % du total.

Les investissements en immeubles d'habitation ont progressé au même rythme que les autres investissements, soit 17,1 %, pour atteindre 73,1 milliards, représentant 26 % du total ; ce secteur avait plafonné de 1965 à 1968 et n'avait enregistré en 1969 qu'une augmentation de 7,3 % (10,1 % en moyenne).

Le troisième groupe par ordre d'importance englobe les investissements dans les transports et les communications ainsi que les investissements des pouvoirs publics, ces derniers concernant essentiellement l'infrastructure ; avec 61,3 milliards en 1970, il a recueilli 18,8 % plus d'investissements qu'en 1969 et a contribué pour 21,8 % à la formation brute de capital fixe. A 33,2 milliards, les investissements des pouvoirs publics ont augmenté de 22,2 % et ont doublé par rapport à 1966. Les investissements dans les transports et les communications ont atteint 28,1 milliards de francs, soit 15,0 % de plus qu'en 1969, après une hausse de 4,2 % cette dernière année ; le montant consacré aux transports aériens (3,4 milliards) a presque doublé en un an (+ 92,5 %) et triplé par rapport à 1968 ; les transports maritimes, la navigation fluviale et les ports (8,4 milliards et + 17,1 %) et la route (1,4 milliards et + 15,8 %) ont enregistré une croissance

supérieure à la moyenne du secteur, tandis que les chemins de fer (8,0 milliards) n'ont bénéficié que d'un accroissement de 9,1 % et que les télécommunications (7,0 milliards) ont même connu un léger recul de 0,5 %.

Le secteur des services a témoigné de l'expansion globale la plus vive ; avec 47,2 milliards, il a en effet marqué une avance de 19,2 % dont 26,3 milliards pour le commerce, les banques et les assurances (+ 19,4 %), branche qui, sauf un recul en 1958 et un *statu quo* en 1967, connaît depuis 1953 une progression ininterrompue ; l'enseignement a recueilli, en 1970, 12,1 milliardsd 'investissements (+ 14,9 %) et les professions médicales et autres services aux ménages et aux entreprises, 8,8 milliards (+ 25,1 %).

Les investissements dans le secteur « électricité, gaz et eau » avaient considérablement augmenté entre 1963 et 1967, puis marqué le pas les deux années suivantes ; en 1970, un accroissement de 13,0 % les a portés au niveau record de 15,3 milliards.

Enfin, l'agriculture, la sylviculture et la pêche ont réalisé, en 1970, 7,2 milliards d'investissements, soit 4,9 % de plus qu'un an plus tôt.

Ce dernier secteur mis à part, l'évolution des investissements à prix courants par grands groupes d'activité a été assez uniforme en 1970 : + 19,2 % pour les services, + 18,8 % pour les transports, + 17,1 % pour les immeubles d'habitation, + 16,1 % pour l'industrie et + 13,0 % pour l'électricité, le gaz et l'eau.

Du fait du renchérissement inégal des investissements selon les secteurs d'activité, l'analyse de l'évolution à prix constants aboutit à un classement quelque peu différent. Si le secteur des services a enregistré, comme à prix courants, la hausse la plus élevée, soit 9,1 % à prix constants, c'est le secteur des immeubles d'habitation qui devient deuxième avec 9,0 % ; c'est aussi le seul où l'accroissement en volume est supérieur à la hausse des prix (+ 7,4 %) ; viennent ensuite les transports (7,6 %) puis l'électricité, le gaz et l'eau (5,8 %) où la hausse des prix n'atteint que 6,8 % et l'industrie (5,0 %). Dans l'agriculture, la hausse des prix a été plus forte que la progression à prix courants, de sorte qu'on y note une régression des investissements à prix constants de 3,7 %.

Après trois baisses annuelles consécutives, la part de la formation brute de capital fixe dans le produit national brut a augmenté en 1970 pour atteindre 21,88 % à prix courants, contre 20,99 % en 1968 et 20,85 % en 1969 ; ce pourcentage avait déjà été supérieur à trois reprises, en 1964 (21,91 %), en 1966 (22,37 %) et en 1967 (22,32 %). A prix constants cependant, le rapport s'est quasi stabilisé ces trois dernières années : 20,65 % en 1970, après 20,69 % en 1968 et 20,48 % en 1969 ; de 1961 à 1968, exception faite de 1963, ce pourcentage avait toujours été plus élevé, avec un maximum de 22,25 % en 1966.

La comparaison par périodes quinquennales de 1956 à 1970 permet de dégager les variations intervenues dans la structure de la formation de capital fixe. Celle-ci, à prix courants, est passée de 467,0 milliards entre 1956 et 1960, à 754,1 milliards pour les années 1961 à 1965 (+ 61,5 %) et à 1 162,0 milliards au cours de la période 1966-1970 (+ 54,1 %).

Les industries extractives ont attiré moins d'investissements tant en valeur absolue qu'en valeur relative et leur importance dans le total des investissements a constamment baissé : 2,6 % (1956-1960), 1,3 % (1961-1965) et 0,8 % (1966-1970).

Dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche, l'accroissement des investissements a été inférieur à la moyenne générale, aussi bien entre 1961 et 1965 qu'entre 1966 et 1970, ce qui a ramené la part de ce secteur de 4,3 % à successivement 3,0 % et 2,8 %.

Par contre, les services ont témoigné d'un intérêt soutenu, avec comme conséquence un renforcement de leur importance relative : 13,7 % d'abord, 14,4 % ensuite et 17,4 % entre 1966 et 1970, cette dernière avance étant due principalement aux pouvoirs publics.

L'impact du groupe le plus important, composé du commerce, des banques, des assurances et des immeubles d'habitation, a tout d'abord très légèrement augmenté, l'accroissement intervenu dans les immeubles d'habitation compensant le recul relatif de l'autre composante ; durant la période 1966-1970 cependant, l'avance a été inférieure à la moyenne ; l'importance relative de ce poste a ainsi été successivement de 37,0 %, de 37,3 % et de 35,5 %.

L'expansion des investissements dans les industries manufacturières a également été d'abord supérieure à la moyenne, pour fléchir ensuite. Leur part dans le total a fluctué de 22,4 % pour la période 1956-1960 à 26,0 % entre 1961 et 1965 pour se fixer, de 1966 à 1970, à 24,2 %. Le progrès noté en 1961-1965 est dû essentiellement à la sidérurgie, à la métallurgie et aux fabrications métalliques ; à l'exception des industries alimentaires et des textiles, les autres industries ont aussi connu une évolution très favorable. Entre 1966 et 1970, des programmes d'une ampleur considérable ont été réalisés dans le secteur de la chimie (71,2 milliards), dont l'importance relative a avancé de 3,9 % à 6,1 % ; si le bois et les meubles d'une part et les industries diverses d'autre part ont connu une évolution comparable à la moyenne générale, tous les autres secteurs ont accusé des hausses inférieures à cette moyenne; le secteur fer, acier et métaux non ferreux a même enregistré un écart négatif en valeur absolue. En bref, il ressort de l'analyse par périodes quinquennales que le secteur chimique et surtout ses activités connexes, comme la pétrochimie et l'industrie pétrolière ont connu ces dernières années un essor remarquable ; par contre, les industries alimentaires et textiles ont, en valeur relative, constamment rétrogradé ; le bois et les meubles, le papier, le groupe terre cuite, céramique, verre et ciment et les industries diverses ont maintenu leur position ; enfin, le fer, l'acier et les métaux non ferreux, les fabrications métalliques et, dans une mesure moindre les vêtements et les chaussures, ont témoigné d'une expansion remarquable entre 1961 et 1965, mais ont fléchi ensuite ; pour le fer, l'acier et les métaux non ferreux, le ralentissement a été tel que leur importance relative était moins élevée en 1966-1970 que dix ans plus tôt.

Le secteur de la construction a manifesté un dynamisme impressionnant entre 1961 et 1965, mais il n'a pas poursuivi au même rythme ; dès lors, sa participation à la formation brute de capital fixe, qui s'était élevée de 2,4 % en 1956-1960 à 3,3 % en 1961-1965 est revenue à 3,1 % en 1966-1970.

L'électricité, le gaz et l'eau, ainsi que les transports et communications, ont été caractérisés par une tendance analogue, savoir une progression assez modeste entre 1961 et 1965 et une croissance supérieure à la moyenne ensuite. Pour l'électricité, le gaz et l'eau, cette reprise à permis de dépasser, en dernière période, le taux de participation noté en 1956-1960 (5,9 % contre 5,4 %), tandis que pour les transports et communications, l'importance relative a été successivement de 12,1 %, 9,9 % et 10,3 %.

*
* *

D'après les premières estimations, la formation brute de capital fixe s'établirait à 315,0 milliards de francs courants en 1971, soit 12,1 % de plus qu'en 1970 ; les investissements en matériel augmenteraient de 14,2 % pour atteindre 129,4 milliards et ceux en immeubles d'habitation, autres bâtiments et ouvrages de génie civil hausseraient de 10,6 % jusqu'à 185,6 milliards. A l'encontre des investissements publics, qui ont manifesté une expansion considérable, les investissements des entreprises n'ont enregistré qu'une progression très modérée : l'ordre de grandeur des accroissements serait en effet, à prix courants, de 25 à 30 % pour les premiers et d'environ 10 % pour les deuxièmes, affectés par la faiblesse des investissements en logements. En volume, ces derniers auraient même diminué de quelque 5 %, tandis que les investissements productifs se seraient gonflés d'autant, conduisant à une augmentation d'environ 2 % des investissements des entreprises, tandis que l'accroissement des investissements publics approcherait 20 %.

L'évolution conjoncturelle en 1971 a provoqué, pour la première fois depuis 1967, un recul du niveau des commandes d'outillage industriel passées au secteur national des fabrications métalliques, soit 64,5 milliards en 1971 contre 66,5 milliards en 1970 (— 3,0 %) ; le taux de progression avait été de 22,8 % en 1969 et de 9,8 % en 1970. Un accroissement est cependant encore observé dans quatre branches : la construction mécanique (+ 8,4 %), la fine mécanique (+ 5,1 %), les appareils de levage (+ 1,2 %) et les machines-outils (+ 0,1 %) ; ensemble, elles totalisent 15,9 % des commandes. Le sous-secteur le plus important, celui des constructions électriques (24,1 milliards en 1971, soit 37,4 % du total), ainsi que les fonderies de fer ont connu un recul inférieur à 1 % ; le fléchissement global est dû aux autres branches importantes : le travail de la tôle (9,7 milliards ou — 3,4 %), les ponts et les charpentes (8,5 milliards ou — 7,4 %), les machines motrices (4,6 milliards ou — 14,1 %) et les appareils divers (4,3 milliards ou — 8,3 %) ; une régression est aussi notée pour les machines textiles (0,8 milliard ou — 1,3 %).

La longueur des délais de livraison et l'évolution des prix expliquent que les expéditions intérieures aient encore manifesté une légère expansion en 1971 : 63,4 milliards contre 62,8 milliards en 1970, soit une augmentation de 1,0 %, à comparer cependant à des hausses de 14,1 % en 1969 et de 18,2 % en 1970. Huit des onze sous-secteurs ont réduit leurs livraisons, mais les deux plus importants (constructions électriques avec 23,0 milliards et travail de la tôle avec

9,6 milliards) ont limité leur recul à 0,6 %, tandis que de substantielles avances étaient notées dans les branches des ponts et charpentes (8,8 milliards ou + 17,5 %) et de la construction mécanique (4,3 milliards ou + 12,8 %).

Il en résulte que le rapport entre les commandes et les livraisons intérieures s'est à nouveau réduit, revenant de 114,0 % en 1969 à 105,9 % en 1970 et à 101,7 % en 1971.

Les importations d'outillage industriel se sont inscrites à 60,2 milliards en 1971, en hausse de 19,6 % par rapport aux 50,3 milliards de 1970 ; la progression avait été de 18,1 % en 1969 et de 27,7 % en 1970.

La part de l'étranger dans l'approvisionnement du pays en outillage industriel ne cesse de se développer : l'importance relative des importations dans les livraisons totales était, en 1971, de 48,3 % contre 44,5 % en 1970 et 41 à 43 % entre 1966 et 1969.

Le nombre des mises en chantier de constructions non résidentielles a encore diminué de 2,3 % par rapport à celui déjà faible de 1970 ; il revient de 9 563 à 9 340. Les transformations ont été cependant 9,3 % plus nombreuses qu'un an auparavant (3 658 contre 3 346), mais les unités nouvelles ont fléchi de 8,6 % (5 682 contre 6 217) le recul notable de 16,7 % constaté en Flandre n'a pas été compensé entièrement par les avances en Wallonie (+ 13,1 %) et à Bruxelles-Capitale (+ 2,6 %). Au total, les évolutions régionales ont été les suivantes : Flandre — 8,3 %, Wallonie + 15,5 % et Bruxelles-Capitale — 13,2 %.

Les logements nouveaux commencés ont été au nombre de 41 834, en 1971, contre 43 961 en 1970, ce qui représente une baisse de 4,8 % ; c'est le niveau le plus faible depuis 1968, année où cette série statistique a été établie. L'évolution a été particulièrement défavorable dans l'agglomération bruxelloise (3 575 unités, soit — 24,8 %) ; en Flandre (29 368 unités), la régression n'a été que de 3,7 %, tandis que les 8 891 logements commencés en Wallonie correspondent à un accroissement de 2,1 %.

Une amélioration certaine a néanmoins été observée au deuxième semestre de 1971 : l'avance par rapport au 2e semestre de 1970 est de 8,1 % pour les bâtiments non résidentiels et de 6,0 % pour les logements.

En ce qui concerne les investissements publics, le montant global engagé par les départements ministériels au titre de travaux de génie civil s'est élevé en 1971 à 16,2 milliards de francs contre 14,1 milliards en 1970, ce qui représente une avance de 15,4 %, supérieure à celle de 1970 (12,3 %). Par contre, les engagements du Fonds des Routes, qui s'élèvent à 11,6 milliards, n'ont progressé que de 1,0 %, tandis que ceux du Fonds des Constructions scolaires ont baissé de 5,0 milliards en 1970 à 4,7 milliards en 1971 (— 6,2 %).

Au total, les dépenses décidées par les Ministères et les Fonds précités ont donc atteint 32,6 milliards en 1971, en hausse de 6,4 % par rapport à 1970. Les paiements effectués en 1971 par ces autorités se sont élevés à 35,4 milliards de francs, contre 26,9 milliards en 1970, soit une augmentation de 31,9 %.

Les montants engagés en faveur du logement social par les organismes spécialisés se sont établis à 15,1 milliards en 1971, soit 1,5 milliard ou 11,3 % de plus qu'en 1970, tandis que les liquidations se sont inscrites à 15,4 milliards, dépassant de 19,7 % celles de 1970. Les investissements en travaux de génie civil réalisés par les principaux parastataux du secteur des transports et communications se sont élevés à 2,9 milliards de francs en 1971 en augmentation de 45,7 % par rapport à 1970 (2,0 milliards).

L'importance des travaux provinciaux et communaux a continué à croître pour atteindre 26,5 milliards en 1971, en hausse de 10,8 % sur 1970. Leur financement a été assuré par des prêts du Crédit communal à concurrence de 22,4 milliards, le solde de 4,1 milliards provenant de subsides accordés par l'Etat.

Par contre, les engagements des intercommunales chargées de la construction d'autoroutes ont diminué, revenant de 10,4 milliards en 1970 à 9,1 milliards en 1971 (— 12,0 %). Ceci s'explique par l'état d'avancement des travaux de E 3 (Eindhoven-Anvers-Gand-Courtrai-Lille) et de E 5 (Bruxelles-Liège), qui n'ont plus requis que respectivement 2,3 et 2,5 milliards de francs d'engagements, contre 4,3 et 4,0 milliards en 1970. En revanche, les autoroutes E 39 (Anvers-Aix-la-Chapelle), devant relier Lummen (sur l'autoroute Anvers-Liège) à Boorsem (frontière allemande) et E 9/E 40 (Maastricht-Liège-Arlon d'une part et Bruxelles-Namur-Arlon d'autre part) ont bénéficié, en 1971, d'engagements beaucoup plus importants qu'en 1970, respectivement 1,5 et 2,9 milliards contre 0,8 et 1,3 milliard. Les paiements effectués par l'ensemble des intercommunales sont toutefois passés de 8,0 à 12,0 milliards (+ 49,0 %).

La loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique est entrée en application le 1er janvier 1971. Si elle abroge les lois précédentes du 18 juillet 1959 et du 14 juillet 1966, son article 47 permet toutefois de maintenir en vigueur certaines dispositions réglementaires prises sur base des lois abrogées ; c'est ainsi que l'arrêté royal du 6 janvier 1971, fixant certaines mesures provisoires d'exécution de la loi, a maintenu en vigueur, entre autres, l'arrêté royal du 27 novembre 1959 portant désignation des régions de développement et celui du 17 février 1967 portant désignation des zones géographiques dans lesquelles les dispositions de la loi du 14 juillet 1966 sont d'application, en attendant que les zones de développement soient délimitées en fonction des critères objectifs fixés par l'article 11 de la nouvelle loi.

Les programmes globaux des investissements qui ont bénéficié des avantages prévus par les lois du 17 juillet 1959 et du 30 décembre 1970 représentent, en 1971, une valeur de 55,6 milliards de francs. Bien qu'il se situe 22,2 % en dessous du niveau record de 71,5 milliards en 1970, ce montant peut encore être considéré comme satisfaisant, puisqu'il demeure plus élevé que celui des années antérieures.

Une avance par rapport à 1970 a cependant encore été enregistrée dans quelques secteurs, dont le plus important est l'industrie alimentaire qui, avec 6,4 milliards en 1971, a presque triplé sa participation en un an, absorbant d'ailleurs 11,5 % du total de l'année. L'industrie chimique a diminué de 25,5 %, revenant de 26,9 à 20,0 milliards ; cette évolution résulte d'un retour à la nor-

male dans le secteur pétrolier, qui n'a plus atteint que 2,6 milliards en 1971 après le montant exceptionnel de 11,0 milliards en 1970, tandis que la chimie proprement dite a progressé de 10,0 à 15,1 milliards, approchant ainsi son niveau record de 16,0 milliards réalisé en 1969. Le fléchissement a été particulièrement marqué dans les fabrications métalliques qui, avec 9,7 milliards en 1971, reculent de 50,4 % par rapport à 1970. Troisième secteur par ordre d'importance avec 8,0 milliards, la métallurgie a également manifesté un profond ralentissement (— 38,5 %), dû essentiellement à la sidérurgie.

Le classement des principaux secteurs d'activité n'est pas modifié par les évolutions survenues en 1971, mais leur importance relative a diminué, parfois dans une mesure appréciable ; si la part de la chimie se maintient à 36,0 % en 1971, après 37,6 % en 1970, les fabrications métalliques reculent de 27,3 % à 17,4 % et la métallurgie de 18,3 % à 14,5 % ; ces trois secteurs n'ont donc plus recueilli que 67,9 % des interventions en 1971 contre 83,2 % en 1970. Il s'ensuit que tous les autres secteurs ont accru leur importance relative, spécialement l'industrie alimentaire, qui passe de 3,0 % à 11,5 % et le groupe « divers » qui s'élève de 2,2 % à 7,2 %.

Des 55,6 milliards d'investissements bénéficiaires des lois en 1971, 39,5 milliards ont été ou seront réalisés dans la région flamande du pays (70,9 % du total), 14,9 milliards en Wallonie (26,9 %) et 1,2 milliard dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale (2,2 %). La régression par rapport à 1970 s'établit à 4,1 milliards ou 9,3 % en Flandre, à 11,4 milliards ou 43,3 % en Wallonie et à 0,4 milliard ou 23,7 % à Bruxelles-Capitale. La province de Namur, la Flandre occidentale et le Brabant flamand ont cependant progressé par rapport à 1970, respectivement de 0,8, 1,9 et 3,8 milliards ; les reculs les plus prononcés ont concerné le Hainaut (— 6,5 milliards ou 43,6 %), le Limbourg (— 4,4 milliards ou 50,9 %), Anvers (— 3,7 milliards ou 23,4 %) et le Brabant wallon (— 3,3 milliards ou 83,1 %).

Le montant cumulé des programmes d'investissements ayant bénéficié des avantages prévus s'élevait, au 31 décembre 1971, à 393,5 milliards de francs, soit 237,7 milliards en Flandre (60,4 %), 148,1 milliards en Wallonie (37,7 %) et 7,6 milliards à Bruxelles-Capitale (1,9 %).

De ces 393,5 milliards, 124,1 milliards ou 31,5 % concernent l'industrie chimique, 94,3 milliards ou 24,0 % relèvent du secteur métallurgique et 87,0 milliards ou 22,1 % des fabrications métalliques. Viennent ensuite : les industries du textile et de la confection (24,5 milliards ou 6,2 %), les matériaux de construction (21,6 milliards ou 5,5 %), l'industrie alimentaire (18,6 milliards ou 4,7 %), le groupe « divers » qui comprend notamment l'équipement des terrains par les pouvoirs publics (13,7 milliards ou 3,5 %), l'industrie du bois (6,2 milliards ou 1,6 %), les mines et carrières (2,6 milliards ou 0,7 %) et, enfin, l'énergie (0,8 milliard ou 0,2 %).

Les crédits afférents à ces investissements ont atteint 24,9 milliards en 1971, dont 17,5 milliards pour la région flamande, 6,5 milliards pour la région wallonne

et 0,9 milliard pour Bruxelles-Capitale. Le montant cumulé de ces crédits s'inscrivait à la fin de 1971 à 185,2 milliards, soit dans l'ordre précité des régions 108,6 milliards (58,6 %), 71,6 milliards (38,7 %) et 5,0 milliards (2,7 %).

Les décisions prises en 1971 concernant l'octroi de bonifications d'intérêt représentent pour l'Etat un engagement de dépenses pouvant atteindre 3 147 millions, dont les entreprises situées en Flandre bénéficient à concurrence de 2 151 millions (68,3 %) et celles de Wallonie pour 966 millions (30,7 %), Bruxelles-Capitale récoltant 30 millions (1,0 %) ; le montant cumulé depuis 1962 s'élève à 21,3 milliards : 11,2 milliards pour la Flandre, 10,0 milliards pour la Wallonie et 0,1 milliard pour Bruxelles-Capitale. En outre, des primes d'un montant global de 1 648 millions ont été accordées en 1971, à raison de 645 et 1 003 millions en faveur d'entreprises situées respectivement en Flandre et en Wallonie ; à la fin de 1971, le montant cumulé des primes et subventions atteignait 6,4 milliards, 3,1 milliards ou 48,3 % allant à la Flandre et 3,3 milliards ou 51,7 % à la Wallonie.

Les investissements étrangers décidés en 1971 se sont élevés à 10,3 milliards, ce qui représente une hausse de 22,2 % par rapport aux 8,4 milliards notés en 1970 et correspond à la moyenne des années 1959 à 1970.

Le secteur comprenant la chimie, le pétrole et le papier a recueilli 4,5 milliards ou 43,6 % du total (3,4 milliards ou 40,6 % en 1970) ; l'industrie métallique a représenté 3,7 milliards d'investissements ou 36,4 % en 1971 contre 2,7 milliards ou 31,5 % en 1970 ; la part du secteur textile a plafonné à 0,4 milliard, soit 4,4 % du total de 1970 et 3,5 % de celui de 1971, tandis que l'ensemble des autres secteurs n'a plus attiré en 1971 que 1,7 milliard (16,5 %) contre 2,0 milliards en 1970 (23,5 %). Les investissements dans l'industrie se sont élevés à 8,9 milliards ou 86,5 % du total, ceux dans le commerce à 0,4 milliard (3,7 %) et ceux dans les services à 1,0 milliard (9,8 %).

A l'exception de la France, qui plafonne, tous les pays importants ont investi davantage en 1971 qu'en 1970. Les Etats-Unis, progressant de 2,2 à 3,6 milliards, occupent toujours la première place avec 35,0 % du total ; ils sont suivis par les Pays-Bas (2,0 milliards) qui, en quadruplant leurs investissements, ont porté leur importance relative à 19,1 % et par la France, avec 1,8 milliard ou 17,4 %. La République fédérale a totalisé 1,3 milliard ou 12,7 %, la Suisse 0,3 milliard ou 2,5 %, la Suède et l'Italie respectivement 71 et 13 millions (0,7 % et 0,1 %) et les autres pays 0,3 milliard ou 3,3 %.

Quatre provinces ont attiré moins d'investissements étrangers en 1971 qu'en 1970 : le Brabant, les deux Flandres et le Luxembourg. Quatre provinces ont recueilli entre 2,0 et 2,4 milliards de francs, soit dans l'ordre : Anvers (23,6 %), le Hainaut (23,0 %), Liège (21,2 %) et le Brabant (20,0 %) ; trois autres oscillent entre 0,3 et 0,4 milliard : Namur (3,8 %), le Limbourg (3,4 %) et la Flandre orientale (3,1 %) ; enfin, la part de la Flandre occidentale n'a été que de 1,4 % et celle du Luxembourg de 0,5 %.

La Société nationale d'Investissement (S.N.I.), dont la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique a autorisé l'élargissement des moyens et des facultés d'intervention, a poursuivi, au cours de l'exercice 1970-1971, sa politique de sélection et de répartition des interventions. Les investissements sont répartis dans des entreprises et des branches de plus en plus variées, avec une préférence pour les produits de services nouveaux, ainsi que pour les régions à développer ou à convertir.

D'autre part, le soutien des entreprises associées dynamiques a été poursuivi ; il leur a permis, dans plusieurs cas, d'absorber d'autres entreprises, dont l'avenir était compromis, de manière à sauvegarder l'outil industriel et l'emploi.

Entre le 1er juillet 1970 et le 30 juin 1971, le S.N.I. a décidé 25 interventions pour un montant global de 434,3 millions de francs, tandis que 27 décisions, dont certaines prises antérieurement, ont été exécutées pour un montant global de 604,1 millions, dont 209,8 millions en actions et 394,3 millions en obligations convertibles ; d'autre part, 14 autres opérations portant sur 231,3 millions étaient en voie de préparation ou d'exécution à la clôture de l'exercice. Enfin, la S.N.I. a cédé des participations dans 9 sociétés différentes, répondant ainsi à sa politique de rotation des placements.

Au cours de l'exercice 1970-1971, trois branches d'activité ont surtout bénéficié des interventions de la S.N.I. : l'industrie chimique avec une participation de 180 millions, soit 29,8 % du total de 604,1 millions, les services avec 128 millions ou 21,2 % et les fabrications métalliques avec 126,4 millions ou 20,9 %.

Depuis la constitution de la S.N.I. jusqu'au 30 juin 1971, 169 décisions d'intervention ont été prises dans 116 sociétés différentes, suivies de 158 réalisations dans 111 sociétés pour un montant de 3 011 millions. Le volume des investissements décidés dans des entreprises nouvelles ou récemment créées représente 48,6 % du total ; la proportion des décisions qui concernent des zones à développer ou à convertir est de 55,2 %. Un tableau ci-après indique la répartition sectorielle des décisions exécutées.

★
★ ★

Société Nationale d'Investissement

Répartition sectorielle des décisions d'intervention exécutées de 1964 à fin juin 1971 (a)

BRANCHE D'ACTIVITÉ (b)	Montants	
	en millions de francs	en %
Agriculture, Sylviculture, pêche	12,8	0,42
Alimentation	186,9	6,21
Textile	343,6	11,41
Industrie de la fibre de verre	52,5	1,74
Bois, liège et plastique	120,3	4,00
Papier et imprimerie	266,8	8,86
Cuir	42,9	1,43
Industrie chimique	280,0	9,29
Industrie métallique de base	147,2	4,89
Fabrications métalliques	564,1	18,73
Industrie des produits minéraux (autres que des dérivés du pétrole et du charbon)	20,7	0,69
Industrie des dérivés du pétrole et du charbon	18,3	0,61
Construction	89,0	2,96
Electricité, gaz, eau et vapeur	382,6	12,71
Services	458,3	15,22
Divers (c)	25,0	0,83
Total (d)	**3 011,0**	**100,00**

Source : Société Nationale d'Investissement.

(a) Les données ne sont pas encore disponibles au-delà de cette date.
(b) D'après le classement de l'Institut national de Statistique.
(c) Cette rubrique concerne des sociétés ayant des activités relevant de plusieurs rubriques.
(d) Somme initialement souscrite ou libérée indépendamment des fluctuations de valeur, des amortissements ou de la cession ultérieure de participations ou d'obligations convertibles.

Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970

(en millions de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1965	1966	1967	1968	1969 (a)	1970 (a)	1971	Total (b)
Mines et carrières	—	288	136	88	351	269	283	2 643
Energie	—	—	—	—	342	34	163	832
Métallurgie	1 914	2 206	606	4 896	14 297	13 072	8 043	94 314
Sidérurgie	*1 902*	*2 055*	*283*	*4 711*	*12 623*	*11 108*	*6 201*	*85 191*
Métaux non ferreux	*12*	*151*	*324*	*185*	*1 674*	*1 963*	*1 842*	*9 123*
Fabrications métalliques	11 362	5 463	7 218	5 248	8 620	19 490	9 674	86 992
Industries chimiques	2 191	5 840	16 322	15 306	18 020	26 868	20 012	124 056
Chimie proprement dite	*1 853*	*4 489*	*11 967*	*7 284*	*16 023*	*9 975*	*15 130*	*77 439*
Pétrole	—	*1 093*	*1 877*	*5 755*	*13*	*11 041*	*2 575*	*24 966*
Caoutchouc	*28*	—	*50*	*649*	*658*	*1 142*	*167*	*4 924*
Papier et impression	*309*	*258*	*2 428*	*1 618*	*1 326*	*4 711*	*2 140*	*16 726*
Industries du textile et de la confection	1 257	1 210	1 581	3 612	3 415	4 216	3 418	*24 480*
Industrie alimentaire	43	456	1 234	2 173	1 655	2 181	6 411	18 631
Industrie du bois	20	220	465	997	1 293	1 053	952	6 201
Matériaux de construction, etc.	1 097	744	2 313	4 391	3 853	2 695	2 673	21 582
Matériaux, verre	*1 097*	*683*	*2 076*	*3 678*	*3 108*	*1 827*	*1 948*	*17 934*
Industrie de la construction	—	*61*	*237*	*713*	*745*	*867*	*726*	3 649
Divers	205	406	1 164	2 273	2 268	1 599	3 995	13 720
dont :								
équipement des terrains par les pouvoirs publics	*143*	*96*	*574*	*1 263*	*1 511*	*1 067*	*1 169*	*6 130*
Total ...	**18 089**	**16 833**	**31 041**	**38 984**	**54 113**	**71 476**	**55 624**	**393 452**

(a) Données revisées.
(b) A partir de 1959.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970

(en millions de francs)

PROVINCE, ARRONDISSEMENT ET RÉGION	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971		Total (a)	
							Données absolues	%	Données absolues	%
Anvers	5 167	3 390	10 872	6 384	17 064	15 930	12 206	21,9	87 760	22,3
Flandre occidentale	533	884	947	2 720	4 421	3 513	5 414	9,8	24 555	6,2
Flandre orientale	1 419	2 528	1 976	10 915	6 526	12 893	11 287	20,3	72 375	18,4
Limbourg	4 169	4 844	3 556	1 272	2 664	8 650	4 249	7,6	37 612	9,6
Brabant flamand	88	688	424	1 373	920	2 533	6 303	11,3	15 376	3,9
Région flamande	*11 376*	*12 334*	*17 775*	*22 665*	*31 595*	*43 519*	*39 460*	*70,9*	*237 677*	*60,4*
Hainaut	2 979	1 135	9 027	8 491	9 676	14 997	8 454	15,2	70 173	17,8
Liège	3 200	2 600	1 867	4 108	8 363	5 860	4 365	7,9	52 738	13,4
Luxembourg	50	62	188	482	101	1 090	165	0,3	3 869	1,0
Namur	72	186	1 340	1 909	1 380	441	1 289	2,3	8 456	2,2
Nivelles (arrond.)	338	431	568	1 073	2 769	3 967	670	1,2	12 901	3,3
Région wallonne	*6 638*	*4 413*	*12 989*	*16 063*	*22 289*	*26 355*	*14 942*	*26,9*	*148 138*	*37,7*
Bruxelles-Capitale	*75*	*86*	*277*	*256*	*229*	1 602	1 222	2,2	7 637	1,9
Le Royaume	**18 089**	**16 833**	**31 041**	**38 984**	**54 113**	**71 476**	**55 624**	**100,0**	**393 452**	**100,0**

(a) A partir de 1959.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus

(en millions de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1967	1968	1969	1970	1971		Total de 1959 à 1971	
					Données absolues	%	Données absolues	%
Industrie métallique	974	2 211	6 443	2 653	3 738	36,4	40 005	30,3
Industries chimiques, pétrole et papier	10 047	5 121	17 342	3 412	4 478	43,6	64 299	48,8
Industrie textile	37	876	6 762	373	356	3,5	10 742	8,2
Autres industries	1 885	1 695	2 415	1 972	1 701	16,5	16 813	12,7
Total...	**12 943**	**9 903**	**32 962**	**8 410**	**10 273**	**100,0**	**131 859**	**100,0**
dont :								
industrie	*11 182*	*8 096*	*30 979*	*6 822*	*8 884*	*86,5*	*119 339*	*90,5*
commerce	*284*	*699*	*501*	*493*	*382*	*3,7*	*12 520*	*9,5*
services	*1 477*	*1 108*	*1 482*	*1 095*	*1 007*	*9,8*		

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance

(en millions de francs)

PAYS	1967	1968	1969	1970	1971		Total de 1959 à 1971	
					Données absolues	%	Données absolues	%
Républ. fédér. d'Allemagne	120	2 754	5 380	1 183	1 309	12,7	16 865	12,8
Etats-Unis	10 347	2 976	10 834	2 220	3 597	35,0	68 754	52,1
France	888	2 029	1 009	1 820	1 781	17,4	8 898	6,7
Royaume-Uni	129	488	5 101	813	948	9,2	10 549	8,0
Pays-Bas	376	363	2 556	511	1 966	19,1	9 801	7,5
Italie	174	13	26	18	13	0,1	278	0,2
Suède	3	43	134	4	71	0,7	1 020	0,8
Suisse	52	141	3 649	471	255	2,5	4 926	3,7
Autres pays	854	1 096	4 273	1 370	333	3,3	10 768	8,2
Total...	**12 943**	**9 903**	**32 962**	**8 410**	**10 273**	**100,0**	**131 859**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition des investissements étrangers prévus par province

(en millions de francs)

PROVINCE	1967	1968	1969	1970	1971		Total de 1959 à 1971	
					Données absolues	%	Données absolues	%
Anvers	2 351	4 075	7 199	1 940	2 429	23,6	42 422	32,2
Brabant	2 290	1 990	4 651	2 470	2 045	20,0	19 761	15,0
Flandre occidentale	836	395	260	505	147	1,4	3 299	2,5
Flandre orientale	5 285	145	437	789	307	3,1	11 761	8,9
Hainaut	427	2 392	12 751	1 427	2 358	23,0	26 509	20,1
Liège	1 548	660	4 714	283	2 185	21,2	12 920	9,8
Limbourg	66	208	2 946	164	354	3,4	12 322	9,4
Luxembourg	5	36	4	477	52	0,5	1 576	1,2
Namur	135	2	—	355	396	3,8	1 289	0,9
Le Royaume...	**12 943**	**9 903**	**32 962**	**8 410**	**10 273**	**100,0**	**131 859**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Investissements dans l'ens

Défense nat
(en millions de f

DÉSIGNATION	1961	1962	196
1. Agriculture, sylviculture et pêche	4 039	3 917	4 19
2. Industries extractives	2 049	1 522	1 95
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques	*805*	*782*	*1 08*
b) Autres industries extractives	*1 244*	*740*	*87*
3. Industries manufacturières	32 163	37 617	38 94
a) Alimentation, boissons, tabac	*4 100*	*4 863*	*4 99*
b) Textiles	*3 202*	*2 849*	*3 37*
c) Vêtements et chaussures	*682*	*1 149*	*1 16*
d) Bois et meubles	*1 006*	*1 165*	*1 19*
e) Papier, impression, édition	*1 743*	*2 272*	*2 28*
f) Chimie et activités connexes	*5 246*	*6 202*	*4 76*
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	*2 075*	*2 200*	*2 36*
h) Fer, acier et métaux non ferreux	*7 503*	*9 189*	*9 36*
i) Fabrications métalliques et constructions navales	*5 906*	*6 928*	*8 53*
j) Activités diverses n.d.a.	*700*	*800*	*90*
4. Construction	3 256	5 691	5 59
5. Electricité, gaz et eau	4 550	7 598	6 72
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation	46 285	45 347	47 94
a) Commerce, banque et assurances	*12 200*	*13 000*	*14 60*
b) Immeubles d'habitation	*34 085*	*32 347*	*33 34*
7. Transports et communications	12 560	13 573	14 63
a) Transports par voie ferrée	*4 075*	*4 156*	*4 76*
b) Transports par route	*810*	*800*	*1 00*
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports	*3 125*	*5 002*	*5 14*
d) Transports aériens	*2 105*	*690*	*67*
e) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision	*2 445*	*2 925*	*3 05*
8. Services	16 831	19 332	21 89
a) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	*7 189*	*8 364*	*10 55*
b) Enseignement	*6 392*	*7 568*	*7 63*
c) Autres	*3 250*	*3 400*	*3 70*
Formation intérieure brute de capital fixe (1 à 8)	**121 733**	**134 597**	**141 89**
9. Variations de stocks	*4 201*	*1 490*	*944*
a) Cheptel	*1 401*	*390*	*—2 45*
b) Autres stocks	*2 800*	*1 100*	*3 40*
Total (de 1 à 9)	**125 934**	**136 087**	**142 83**
Adaptation statistique	—161	—1 086	71
Formation intérieure brute de capital	**125 773**	**135 001**	**143 55**

(a) Données adoptées aux résultats du tableau « Entrées - Sorties » élaboré sous les auspices de la C.E.E. Les do
pour 1971 ne sont pas encore disponibles.

'économie (a)

e
x courants)

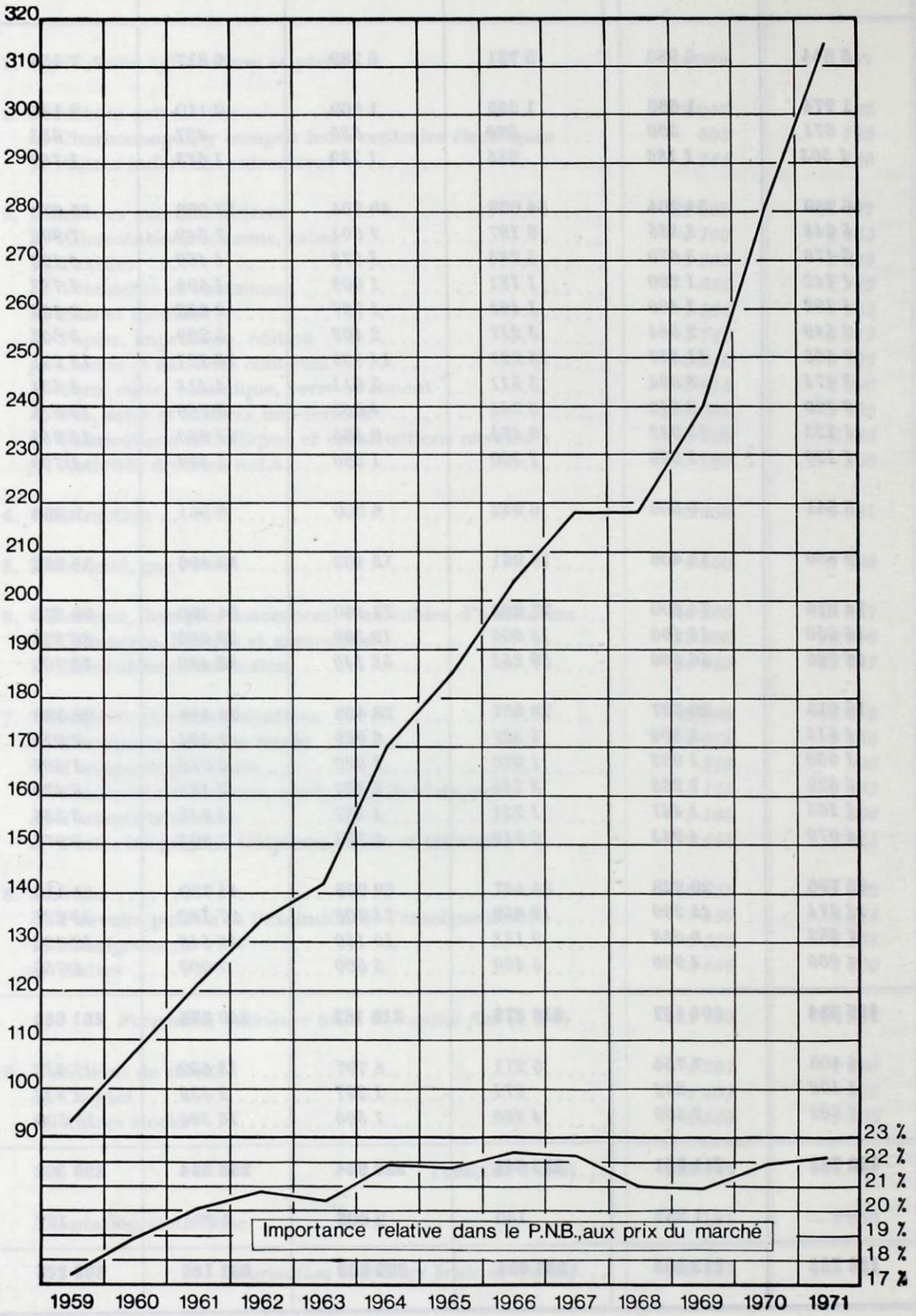
1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
4 921	5 344	5 983	5 731	6 289	6 817	7 154
1 988	1 974	1 686	1 555	1 869	2 110	2 135
900	*671*	*500*	*570*	*680*	*427*	*383*
1 088	*1 303*	*1 186*	*985*	*1 189*	*1 683*	*1 752*
40 698	46 289	54 264	54 039	49 264	57 693	65 670
5 392	*5 248*	*5 885*	*6 197*	*7 001*	*7 649*	*7 996*
3 148	*3 176*	*3 670*	*3 286*	*3 578*	*4 469*	*4 122*
1 376	*1 142*	*1 200*	*1 181*	*1 008*	*1 590*	*1 783*
1 398	*1 192*	*1 460*	*1 402*	*1 767*	*2 638*	*2 154*
2 603	*2 549*	*2 584*	*3 217*	*2 462*	*3 299*	*3 607*
5 843	*7 565*	*11 817*	*18 227*	*14 805*	*13 121*	*13 251*
3 389	*3 474*	*3 694*	*3 511*	*3 611*	*4 418*	*4 431*
7 933	*9 720*	*8 812*	*5 243*	*4 607*	*7 769*	*13 375*
8 616	*11 123*	*13 942*	*10 475*	*9 165*	*11 260*	*13 251*
1 000	*1 100*	*1 200*	*1 300*	*1 260*	*1 480*	*1 700*
5 114	5 541	6 506	6 942	6 500	6 561	9 264
7 761	9 386	11 403	14 951	13 402	13 496	15 251
67 628	74 376	74 600	77 253	77 440	84 400	99 376
15 400	*15 650*	*18 100*	*18 000*	*19 300*	*22 000*	*26 276*
52 228	*58 726*	*56 500*	*59 253*	*58 140*	*62 400*	*73 100*
15 361	18 618	20 527	23 357	23 465	24 448	28 120
4 497	*4 515*	*5 804*	*5 327*	*6 069*	*7 304*	*7 972*
1 060	*1 030*	*1 065*	*1 020*	*1 020*	*1 210*	*1 401*
5 776	*7 829*	*7 268*	*8 740*	*8 454*	*7 188*	*8 420*
619	*1 165*	*1 447*	*1 751*	*1 189*	*1 743*	*3 356*
3 409	*4 079*	*4 943*	*6 519*	*6 733*	*7 003*	*6 971*
27 073	23 796	29 228	34 447	39 958	44 730	54 110
15 819	*12 374*	*15 290*	*19 859*	*24 308*	*27 182*	*33 227*
7 354	*7 362*	*9 038*	*9 188*	*10 150*	*10 548*	*12 124*
3 900	*4 060*	*4 900*	*5 400*	*5 500*	*7 000*	*8 759*
170 544	**185 324**	**204 197**	**218 275**	**218 187**	**240 255**	**281 080**
11 005	4 408	7 754	5 271	8 797	*18 639*	*17 312*
305	*1 106*	*254*	*871*	*1 297*	*2 339*	*1 812*
10 700	*3 302*	*7 500*	*4 400*	*7 500*	*16 300*	*15 500*
181 549	**189 732**	**211 951**	**223 546**	**226 984**	**258 894**	**298 392**
967	—	1 252	140	2 605	3 291	— 187
182 516	**189 732**	**213 203**	**223 686**	**229 589**	**262 185**	**298 205**

Source : Institut National de Statistique.

Formation intérieure brute de capital

Défense nationale et variations de stocks exclues

(en milliards de francs - à prix courants)

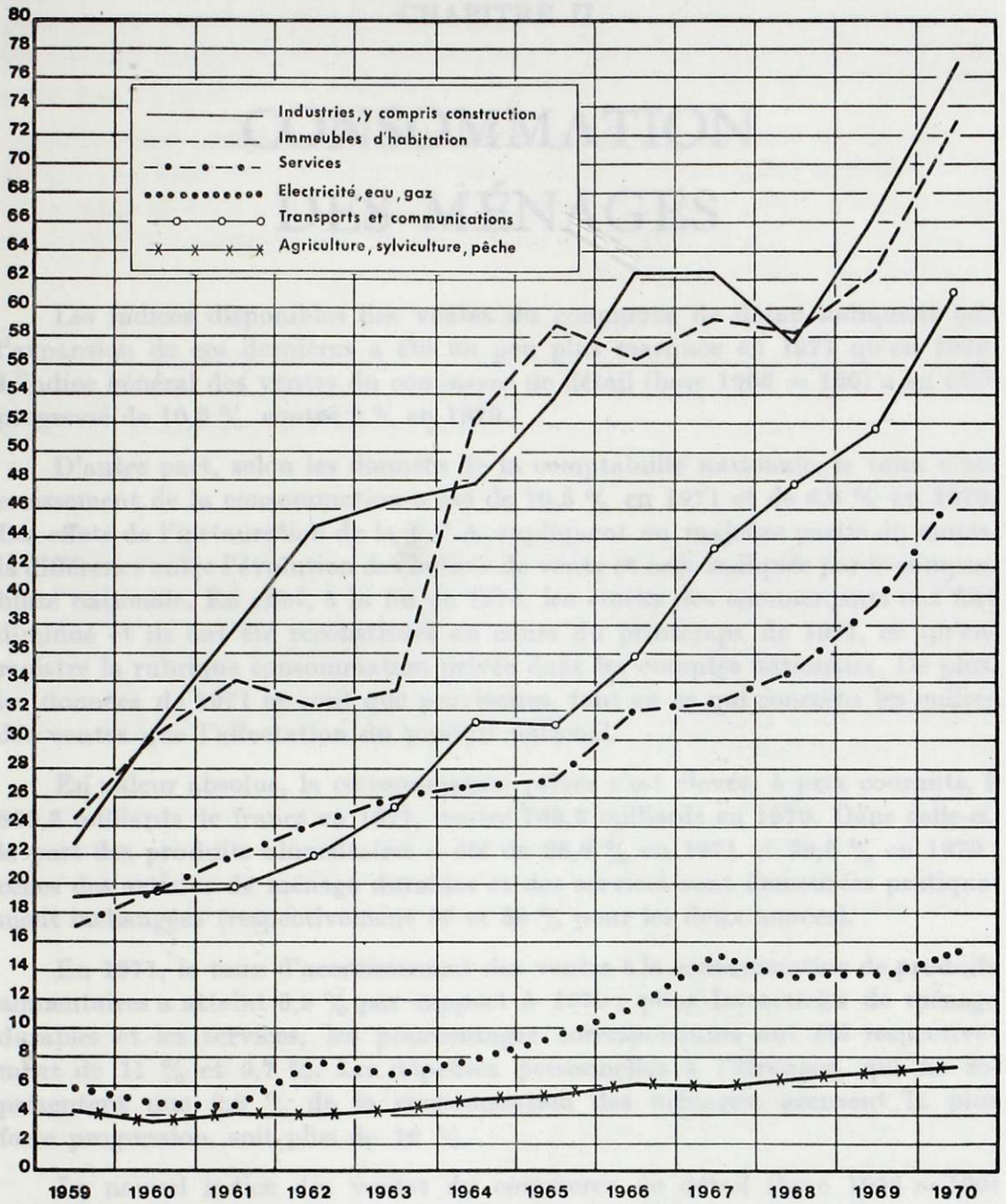


Source : Institut National de Statistique.

Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique (a)

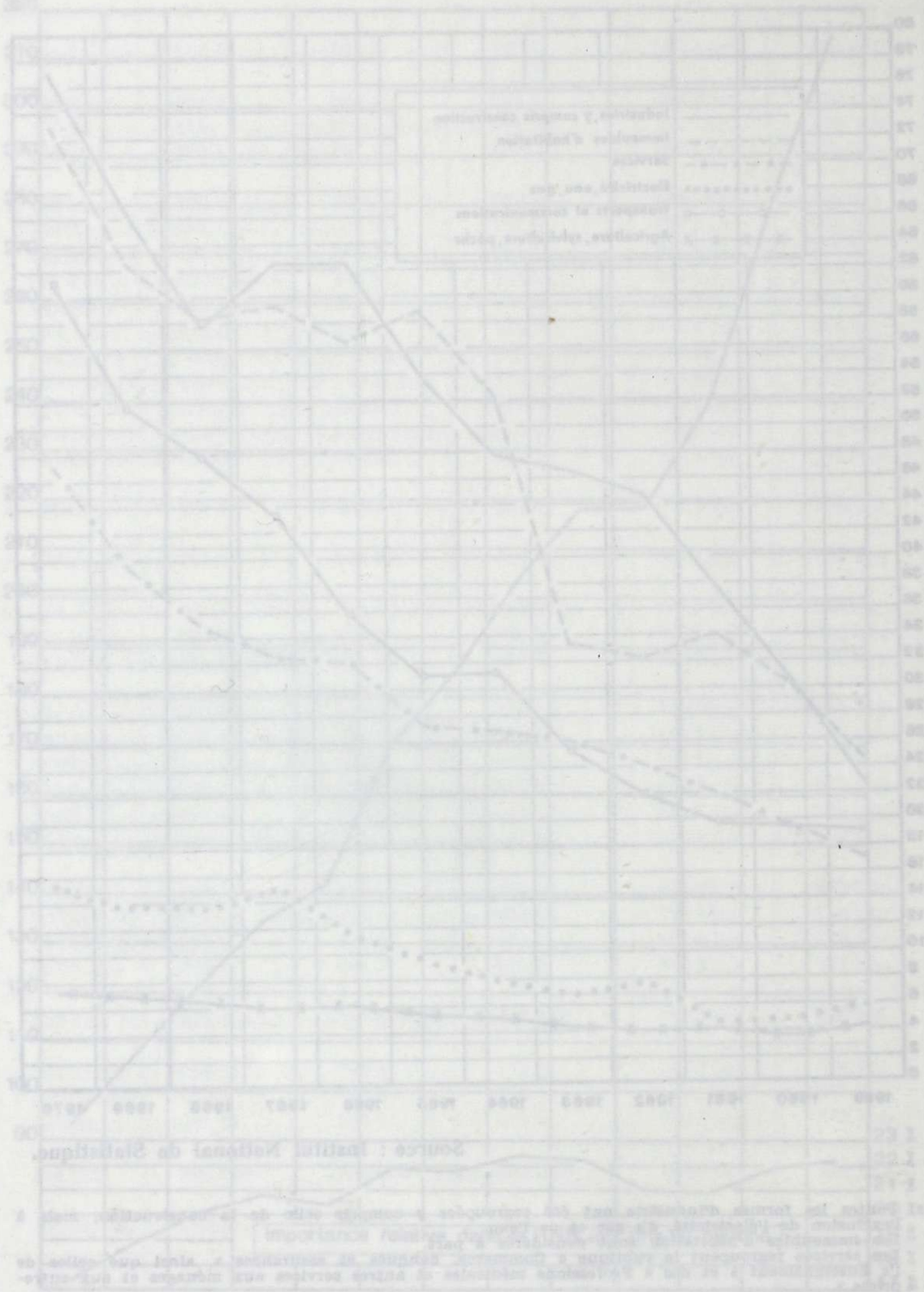
Défense nationale et variations de stocks exclues

(en milliards de francs - à prix courants)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Toutes les formes d'industrie ont été regroupées y compris celle de la construction, mais à l'exclusion de l'électricité, du gaz et de l'eau.
Les immeubles d'habitation sont considérés à part.
Les services regroupent la rubrique « Commerce, banques et assurances », ainsi que celles de l'« Enseignement » et des « Professions médicales et autres services aux ménages et aux entreprises ».
La rubrique « Service-Pouvoirs publics » intéressant en majeure partie les transports et communications, a été englobée dans ceux-ci.



CHAPITRE II

CONSOMMATION DES MÉNAGES

Les indices disponibles des ventes du commerce de détail indiquent que l'expansion de ces dernières a été un peu plus marquée en 1971 qu'en 1970. L'indice général des ventes du commerce de détail (base 1966 = 100) a en effet progressé de 10,5 %, contre 9 % en 1970.

D'autre part, selon les données de la comptabilité nationale, le taux d'accroissement de la consommation a été de 10,5 % en 1971 et de 6,8 % en 1970. Les effets de l'instauration de la T.V.A. expliquent en majeure partie du moins, la différence entre l'évolution des indices de vente et celle indiquée par la comptabilité nationale. En effet, à la fin de 1970, les stocks des commerçants ont fort diminué et ils ont été reconstitués au cours du printemps de 1971, ce qu'enregistre la rubrique consommation privée dans les comptes nationaux. De plus, les données de 1971 ne sont que provisoires, tant en ce qui concerne les indices des ventes que l'affectation du produit national.

En valeur absolue, la consommation privée s'est élevée, à prix courants, à 850,3 milliards de francs en 1971, contre 769,2 milliards en 1970. Dans celle-ci, la part des produits alimentaires a été de 28,6 % en 1971 et 29,6 % en 1970 ; celles des articles de ménage durables et des services sont demeurées pratiquement inchangées (respectivement 37 et 33 % pour les deux années).

En 1971, le taux d'accroissement des ventes à la consommation de produits alimentaires a atteint 6,9 % par rapport à 1970 ; pour les articles de ménage durables et les services, les pourcentages correspondants ont été respectivement de 11 % et 9,7 %. Les dépenses personnelles à l'étranger, qui ne représentent que 2,8 % de la consommation des ménages, accusent la plus forte progression, soit plus de 16 %.

Le nouvel indice des ventes du commerce de détail (base 1966 = 100) et dans lequel le petit commerce de détail a été repris, montre que celles-ci n'ont, pendant le premier trimestre de 1971, progressé que de 4,5 %, à prix courants, par rapport à la période correspondante de 1970. Cela s'explique par les achats anticipatifs effectués à la fin de 1970 en perspective de l'instauration de la T.V.A. ; on constate de même que les ventes de décembre 1971 n'ont dépassé celles de l'année précédente que d'à peine 6 %. Par contre, pendant les deuxième et troisième trimestres, les ventes au détail ont progressé, d'un peu plus de 14 %, par rapport à 1970.

Les taux de croissance présentent toutefois des écarts assez prononcés selon les types de distribution. Pour les supermarchés et les entreprises de détail à succursales, la progression s'est élevée à un peu plus de 20 % ; les achats dans les grands magasins ont dépassé ceux de 1970 de 6,9 % et le chiffre d'affaires du petit commerce de détail a été de 9,5 % supérieur à celui de l'année précédente. Les ventes des coopératives se sont maintenues au niveau de 1970, ce qui, compte tenu de l'évolution des prix, revient à une régression de fait.

En ce qui concerne plus spécialement les grands magasins, l'augmentation la plus forte a été observée dans le secteur des articles pour fumeurs : 25,6 % par rapport à 1970 ; suivent par ordre d'importance, les articles de sport et de voyage (+ 22,7 %), la librairie et les articles de photographie (+ 17,0 %) et les articles de toilette (+ 14,2 %).

Les ventes d'appareils ménagers, ne se sont accrues que de 6,1 %, contre 13 % l'année précédente, tandis que celles de meubles et d'articles d'ameublement ont à peine augmenté de 3 % contre une progression de 12,6 % en 1970. Les denrées alimentaires ont enregistré une avance de 7,8 %, contre 9 % l'année précédente ; dans le secteur du textile, l'accroissement a été de 2,2 %, contre 7,2 % en 1970.

Les données relatives aux abattoirs publics et privés — après correction du solde des importations et des exportations de viande — font apparaître que la consommation intérieure de viande en 1971 a été quelque peu inférieure à celle de l'année précédente, soit 631 800 t contre 636 000 t en 1970 ; toutefois, cette année-là, elle avait augmenté de 7 % par rapport à 1969. Par contre, la consommation de poisson a augmenté de plus de 10 % ou de 4 073 t, alors qu'elle avait diminué en 1969 et 1970.

Les ventes de voitures automobiles ont reculé en 1971 : les nouvelles immatriculations portent sur 266 723 voitures contre 300 842 l'année précédente, soit une diminution de 11,35 % ; ces résultats reflètent aussi l'incidence de l'instauration de la T.V.A. en 1971 et des achats anticipatifs du quatrième trimestre de 1970.

En 1971, les crédits accordés pour les ventes à tempérament ont atteint 19,3 milliards de francs, soit 10,4 % de plus que l'année précédente, où ils avaient marqué une baisse par rapport à 1969. Néanmoins, pour l'ensemble de l'année, le nombre de contrats conclus a diminué de 5,0 % alors qu'en 1970 il avait encore augmenté de 2,9 % ; mais le montant des crédits accordés par contrat, a augmenté d'un peu plus de 9 % en 1971. Du total des crédits accordés, 37 % ont été financés par des vendeurs, 34 % par des banques et 29 % par des institutions de financement et des personnes privées ; en 1970, ces pourcentages avaient été de respectivement 40 %, 32 % et 28 %.

En fin d'année, un arrêté royal a été publié, prévoyant un assouplissement de la réglementation des ventes à tempérament. Selon la catégorie de marchandises, le minimum de l'acompte a été ramené à respectivement 25 %, 20 % et 15 % tandis que les délais de paiement ont été allongés à respectivement 6, 12, 18, 24 ou 36 mois, selon le genre d'article acheté.

En ce qui concerne les prêts personnels, le montant global des crédits accordés s'est inscrit à 9 milliards de francs en 1971, contre 7,5 milliards l'année précédente. En moyenne, le montant accordé par prêt a progressé d'année en année : de 35 300 F pendant le second semestre de 1970, à 36 000 F au premier semestre de 1971 et à 38 500 F le second semestre de 1971. Le montant de la plupart des contrats se situe entre 10 000 et 35 000 F et le terme d'échéance entre 7 et 12 mois.

★
★ ★

Ventes à la consommation (a)

Indices par secteur et par catégorie d'articles

(moyenne mensuelle 1964 = 100)

DÉSIGNATION	1969	1970	1971
Grands magasins :			
Indice général	**136**	**151**	**162**
Alimentation	*141*	*154*	*166*
périssable	140	146	152
non périssable	140	165	188
restaurant	146	162	164
Textile et articles d'habillement	*125*	*134*	*137*
aunages	61	55	46
dessus hommes et garçonnets	174	214	251
dessus femmes, jeunes filles, fillettes	153	182	185
bonneterie, lingerie, chemiserie, chapellerie	121	122	122
mercerie, rubans, patrons	109	109	111
chaussures, pantoufles	122	134	158
articles divers de parure	109	114	107
Ameublement	*119*	*134*	*138*
textiles	117	129	132
meubles, lustrerie, ornementation	120	137	143
Ménage	*144*	*163*	*173*
articles de ménage	131	145	151
appareils ménagers et électroménagers	154	177	189
Tabacs, articles pour fumeurs	*202*	*242*	*304*
Librairie, papeterie, photographie, etc.	*155*	*176*	*206*
librairie	170	197	234
papeterie	141	161	186
articles de photographie et de cinématographie	234	252	309
Parfumerie, toilette	*164*	*197*	*225*
Jeux, jouets, sports, voyages	*134*	*150*	*184*
Ventes en libre service :			
Indice général	**276**	**347**	**452**
Ventes en supermarchés	*262*	*329*	*424*
alimentation périssable	265	331	420
alimentation non périssable et produits divers	260	328	427
Autres ventes en libre service des grandes entreprises de distribution	*341*	*432*	*585*
Coopératives de consommation :			
Indice général	**119**	**121**	**121**
Boulangerie	*108*	*107*	*109*
Alimentation (sauf boulangerie)	*115*	*115*	*115*
Habillement	*100*	*106*	*113*
Ameublement	*103*	*103*	*77*
Articles de ménage	*145*	*146*	*144*
Tabacs	*123*	*118*	*111*
Librairie-papeterie	*67*	*55*	*48*
Parfumerie, articles de luxe	*117*	*114*	*99*
Restaurant, tea-room	*108*	*110*	*112*
Divers	*167*	*177*	*182*
Entreprises à succursales :			
Alimentation générale	*247*	*308*	*394*
Produits non alimentaires	*185*	*209*	*220*

Source : Institut National de Statistique.

(a) Calculées sur base des données établies par certaines entreprises de commerce de détail (voir : Arrêté royal du 4 février 1965, *Moniteur belge* du 3 mars 1965).

Ventes à la consommation en 1971 (a)

(1966 = 100)

MOIS	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives de consommation	Magasins à succursales (alimentation)	Ventes en supermarchés	Total du commerce de détail
Janvier	105	120	98	217	193	115
Février	109	111	95	199	194	116
Mars	130	123	109	231	217	138
Avril	141	138	109	252	233	149
Mai	144	132	106	243	224	150
Juin	147	141	109	250	231	154
Juillet	139	145	104	252	256	148
Août	131	130	102	233	235	139
Septembre	146	135	107	251	232	153
Octobre	148	149	113	286	238	158
Novembre	143	159	105	263	234	153
Décembre	174	202	136	336	294	188

Source : Institut National de Statistique.

(a) Indice mensuel du chiffre d'affaires en valeur publié à partir de 1969 - Données provisoires.

Ventes à la consommation en 1971

Produits alimentaires

(mois correspondant de 1970 = 100)

MOIS	Indices mensuels des ventes à la consommation						Indice des prix à la consommation	Indices mensuels corrigés par l'indice des prix à la consommation					
	Petit commerce de détail (a)	Grands magasins	Coopératives	Succursales	Supermarché (c)	Total (b) (c)		Petit commerce de détail (a)	Grands magasins	Coopératives	Succursales	Supermarché (c)	Total (b) (c)
Janvier	102	107	92	129	110	104	112	91	96	82	115	98	93
Février	106	106	95	126	118	108	113	94	94	84	112	104	96
Mars	106	104	101	126	120	108	113	94	92	89	112	106	96
Avril	111	110	103	126	125	113	114	97	96	90	111	110	99
Mai	111	101	99	124	117	112	114	97	89	87	109	103	98
Juin	112	113	101	135	123	115	114	98	89	89	118	108	101
Juillet	112	107	103	133	128	115	116	97	92	89	115	110	99
Août	108	114	101	128	123	110	116	93	98	87	110	106	95
Septembre	112	108	101	129	125	114	116	97	93	87	111	108	98
Octobre	109	106	103	127	117	111	117	93	91	88	109	100	95
Novembre	108	112	102	129	120	111	117	92	96	87	110	103	95
Décembre	108	106	96	125	118	110	118	92	90	81	106	100	93

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Non compris les boulangeries et les hôtels, cafés et restaurants.
(b) Y compris tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail
(c) Y compris les produits non-alimentaires pour les supermarchés.

Ventes à tempérament

Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises

NATURE DES MARCHANDISES	Nombre de contrats			Crédits accordés					
				En millions de francs			%		
	1969	1970	1971	1969	1970	1971	1969	1970	1971
Camions et camionnettes, autobus, matériel de transport lourd	10 488	10 074	9 538	1 643	1 776	1 945	8,3	9,6	10,1
Matériel agricole et tracteurs agricoles.	4 493	3 993	2 730	522	482	345	2,6	2,6	1,8
Autos pour le transport de personnes, excepté autobus	170 289	152 060	144 560	9 256	8 038	8 596	47,0	43,4	44,6
Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	18 914	15 646	12 326	143	120	112	0,7	0,6	0,6
Textiles, fourrures, vêtements	526 177	496 733	455 276	706	528	578	3,6	2,8	3,0
Livres	91 507	119 625	132 927	249	254	231	1,3	1,4	1,2
Equipement professionnel autre que les articles repris aux rubriques antérieures (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	16 286	15 363	13 783	2 035	2 186	2 164	10,3	11,8	11,2
Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	744 193	814 979	778 040	5 065	5 077	5 221	25,7	27,4	27,1
Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)	6 839	6 441	4 588	87	76	75	0,5	0,4	0,4
Total ...	**1 589 186**	**1 634 914**	**1 553 768**	**19 707**	**18 537**	**19 267**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament

Crédits annuels accordés

SYSTÈME DE FINANCEMENT	1970			1971		
	Nombre	Montant		Nombre	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Financement direct par les vendeurs	1 087 914	7 410	40	1 025 776	7 241	37
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	97 342	5 937	32	97 895	6 503	34
— d'organismes de financement ou de particuliers	449 658	5 190	28	430 097	5 523	29
Total ...	**1 634 914**	**18 537**	**100**	**1 553 768**	**19 267**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament

Retards de paiement de trois termes échus et plus

SYSTÈME DE FINANCEMENT	Nombre de contrats en cours au 30 juin		Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du 2e semestre			
			1970		1971	
	1970	1971	Nombre	%	Nombre	%
Financement direct par les vendeurs	1 005 937	969 531	34 902	62	33 658	63
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	174 379	179 760	2 046	4	1 817	3
— d'organismes de financement ou de particuliers	506 780	458 486	19 304	34	17 935	34
Total ...	**1 687 096**	**1 607 777**	**56 252**	**100**	**53 410**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

Prêts personnels

Crédits accordés par semestre

SYSTÈME DE FINANCEMENT	2e semestre 1970			1er semestre 1971			2e semestre 1971		
	Nombre de contrats	Montant		Nombre de contrats	Montant		Nombre de contrats	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Banques	44 856	1 871	45	37 532	1 558	39	55 852	2 492	49
Organismes de financements et particuliers ...	73 772	2 314	55	72 603	2 415	61	76 755	2 615	51
Total ...	**118 628**	**4 185**	**100**	**110 135**	**3 973**	**100**	**132 607**	**5 107**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

Prêts personnels financés par les banques, organismes de financement et particuliers

Répartition d'après le nombre de contrats et la valeur pendant le deuxième semestre

TERME	Nombre de contrats							
	jusque 5 000 F		de 5 001 à 10 000 F		de 10 001 à 35 000 F		de 35 001 à 150 000 F	
	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971
jusqu'à 6 mois	405	278	402	422	1 039	1 031	594	650
de 7 à 12 mois	1 292	789	6 618	5 431	35 275	36 921	7 004	11 952
de 13 à 24 mois	—	—	—	—	30 757	32 797	31 509	38 204
25 mois et plus	—	—	—	—	274	170	3 459	3 962
Total ...	**1 697**	**1 067**	**7 020**	**5 853**	**67 345**	**70 919**	**42 566**	**54 768**

Source : Institut National de Statistique.

Répartition des supermarchés

DÉSIGNATION	Au 1er janvier 1971		Au 1er janvier 1972	
	Données absolues	En % du total	Données absolues	En % du total
Suivant la forme de distribution.				
Indépendants	202	44	301	54
Coopératives de consommation	12	3	14	3
Entreprises à succursales	78	17	96	17
Départements de grands magasins	163	36	147	26
Total...	**455**	**100**	**558**	**100**
Suivant la surface de vente (m²).				
400 à — 599	274	60	190	34
600 à — 799			133	24
800 à — 999	56	12	71	13
1 000 à — 2 499	125	28	164	29
Total...	**455**	**100**	**558**	**100**

Sources : Comité belge de Distribution. Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition des hypermarchés

Situation au 1er janvier 1972

PROVINCES	Nombre	Superficie totale (m²)	Superficie moyenne par hypermarché (m²)	Superficie en m² par 100 000 habitants
Anvers	7	51 647	7 378	3 363
Brabant	11	78 404	7 128	3 600
Flandre orientale	2	10 280	5 140	973
Flandre occidentale	3	65 771	8 590	1 961
Hainaut	10	67 566	6 757	5 077
Liège	9	58 081	6 453	5 721
Limbourg	3	56 652	5 551	2 537
Luxembourg	—	—	—	—
Namur	1	6 213	6 213	5 615
Le Royaume...	**46**	**314 614**	**6 839**	**3 246**

Source : Comité belge de Distribution.

SIXIÈME PARTIE

RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES

CHAPITRE PREMIER

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

SECTION I. – POLITIQUE COMMERCIALE

En 1971, le commerce extérieur de l'Union économique belgo-luxembourgeoise a été surtout marqué par deux événements internationaux importants : la modification intervenue dans la politique économique et monétaire des Etats-Unis et les événements monétaires internationaux qui l'ont précédée et suivie.

Les perspectives d'élargissement de la Communauté, la détérioration de la position économique extérieure des Etats-Unis et l'absence depuis 1967 de toute législation commerciale, qui pourrait servir d'instrument de négociation, ont accentué les pressions protectionnistes aux Etats-Unis. Après les remous causés jusqu'à la fin de 1970, par le projet de loi commercial, dit « Mill's Bill », ces pressions n'ont cessé de gagner du terrain et leurs effets se sont manifestés tant par le biais d'accords d'autolimitation des pays tiers, que par le recours à des droits d'anti-dumping ou à des restrictions quantitatives. Dans leur ensemble ces mesures ont constitué une sérieuse atteinte à l'acquis en matière de libération des échanges. Comme la plupart d'entre elles, pour les produits concernés, lésaient d'importants intérêts de nombreux pays, on pouvait se demander si cette évolution ne risquait pas d'entraîner l'adoption de contre-mesures dans leur chef.

Les décisions monétaires et commerciales, prises ou annoncées le 15 août 1971, ont cristallisé la crise et introduit un climat de négociations permanentes.

Celles-ci ont conduit aux accords monétaires de Washington de décembre 1971 et les transactions relatives au commerce entre la Communauté européenne et les Etats-Unis ont été considérées comme une part importante du « package deal » auquel les problèmes monétaires et économiques avaient été intimement liés.

La dévaluation du dollar ne devait toutefois devenir une réalité, que lorsque les Etats-Unis ont obtenu des concessions de la part des Communautés économiques, du Canada et du Japon, mettant fin à la discrimination préjudiciable

aux produits américains. C'est avec quelque retard que l'accord a été réalisé ; il appert toutefois qu'il n'a qu'une portée limitée mais il a permis aux autorités américaines de marquer l'intérêt qu'elles portent à l'assainissement de la balance des paiements.

Dans le cadre de la C.E.E., la Commission et les Etats membres ont préparé le tarif douanier commun à mettre en application le 1er janvier 1972. Cette date constitue un jalon à plusieurs égards et en matière de politique tarifaire, notamment elle doit marquer l'entrée en vigueur de la cinquième et dernière tranche des réductions de droit consenties par la Communauté aux autres parties contractantes du G.A.T.T., à l'issue des négociations Kennedy. Ainsi, la Commission a mené à bonne fin les engagements contractés par elle au G.A.T.T. pour près de 98 % des positions du tarif douanier commun concernant les produits industriels et pour environ 55 % des positions relatives aux produits agricoles et aux produits agricoles transformés. Toutefois, cette nouvelle et dernière tranche, comme les deux précédentes, d'ailleurs, n'a pu être appliquée à la plus grande partie des produits chimiques, la condition à laquelle son application était subordonnée — à savoir la suppression du système d'évaluation, en douane, dit « American selling price » — n'ayant pas été réalisée par les Etats-Unis.

En ce qui concerne les relations étrangères, la septième partie du présent ouvrage reproduit la liste des accords commerciaux et de paiement du Benelux, de l'U.E.B.L. et des accords économiques de la C.E.E. En ce qui concerne plus spécialement l'U.E.B.L., une convention a été signée avec l'U.R.S.S., en matière de relations commerciales et de mouvements de paiements ; des accords commerciaux ont été conclus également avec la Pologne et la Hongrie.

Dans le cadre des accords commerciaux existants, des négociations ont été menées en commission mixte, et ont abouti à la signature de protocoles pour l'année 1971, avec la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne et la Tunisie. En outre, en vue de promouvoir le commerce d'une manière plus active, des conventions ont été établies en matière de coopération économique, industrielle et technique, sous la forme d'accords-cadre avec la Colombie, ainsi que des protocoles d'exécution d'accords-cadre déjà existant avec l'Algérie, la Bulgarie, la Hongrie, l'Inde, l'Iran, la Roumanie, le Taiwan et l'U.R.S.S.

Finalement, les conventions de l'U.E.B.L. relatives au trafic ont été complétées par une convention de navigation avec l'U.R.S.S. ainsi que par une convention de navigation aérienne avec Malte, le Dahomey et le Cameroun.

L'année 1971 a été marquée par la mise en application des préférences tarifaires généralisées conformément aux « conclusions concertées », adoptées par la C.N.U.C.E.D. en octobre 1970. A la session du 30 mars 1971, le Conseil des Communautés européennes a décidé de retenir la date du 1er juillet 1971 pour la mise en vigueur des préférences tarifaires généralisées. Le système de préférence prévoit des avantages tarifaires préférentiels aussi bien pour les produits agricoles transformés que pour les produits industriels manufacturés et semi-finis des pays en voie de développement, des réductions tarifaires sont accordées pour

un nombre déterminé des produits du premier groupe. En ce qui concerne les produits industriels manufacturés et semi-finis, l'offre de la Communauté est basée sur trois éléments essentiels, maintenant entre eux un équilibre fondamental : la franchise tarifaire, le plafonnement des importations préférentielles et la « couverture » de tous les produits semi-finis et manufacturés industriels sans exception. Il faut encore noter que la Communauté a inclu également dans son offre, selon des modalités appropriées, le secteur des textiles, auquel les pays en voie de développement attachent une très grande importance.

Lors de l'introduction de la T.V.A., le 1er janvier 1971, le dégrèvement des exportations n'a pas été appliqué immédiatement pour des raisons budgétaires ; il a été rendu progressif par l'application, pendant l'année 1971, d'une taxe à l'exportation. Celle-ci s'élève, d'une part, à 0,50 % pour les marchandises, qui, sous le régime de la taxe de transmission bénéficiaient d'une restitution forfaitaire ou d'un dégrèvement fiscal assimilé et, d'autre part, à 1,75 % pour tous les autres produits à l'exception du diamant, dont la taxe a été fixée à 0,30 %. A la suite des mesures prises par les Etats-Unis le 15 août 1971, la taxe à l'exportation a été ramenée le 1er octobre 1971, de 1,75 % à 1 % et 0,50 % pour un bon nombre de produits.

En 1970, les attributions de l'Office national du Ducroire ont été étendues, en ce qui concerne la garantie accordée aux investissements à l'étranger ; un arrêté royal du 8 février 1971 a déterminé les opérations pouvant être considérées comme investissements.

Par ailleurs, la question de la constitution d'une « société belge d'investissement international » a été examinée par un groupe de travail réunissant des délégués tant des services publics que des associations professionnelles et des entreprises privées. Cette société prendrait la forme d'une société de financement mixte avec une participation de la Société nationale d'Investissement, en vue de contribuer au financement d'entreprises établies à l'étranger dans l'intérêt des relations économiques entre l'U.E.B.L. et le pays intéressé.

SECTION II. – ÉVOLUTION GÉNÉRALE DU COMMERCE SPÉCIAL

Le commerce extérieur de l'U.E.B.L., axé sur un nombre assez restreint de pays, et particulièrement sur les partenaires des Communautés européennes, est très sensible aux fluctuations conjoncturelles. A la suite du ralentissement de l'expansion du commerce mondial, et surtout de l'affaiblissement de la conjoncture dans les pays de la C.E.E., l'accroissement des exportations de l'U.E.B.L. a été plus modéré en 1971 que pendant les années précédentes. Cette évolution a encore été accentuée par le malaise persistant créé par la crise monétaire internationale.

En 1971, le commerce mondial ne s'est accru, en volume, que de 5 % contre 8,5 % l'année précédente. L'augmentation en valeur a été de 10 % contre 14,4 % en 1970. La faible demande de la plupart des marchés d'Europe occidentale et du Japon n'a été qu'insuffisamment compensée par la légère reprise économique aux Etats-Unis.

§ 1. — EXPORTATIONS

Selon les données de l'I.N.S., les exportations de l'U.E.B.L. ont représenté, en 1971 603,9 milliards de francs, soit 4,0 % de plus qu'en 1970. Ce pourcentage est faible, comparé aux accroissements de 15,4 % en 1968, de 23,5 % en 1969 et de 15,1 % en 1970. Si l'on tient compte de l'évolution des prix on peut même considéré qu'en volume les exportations belgo-luxembourgeoises ont en 1971 plafonné à leur niveau élevé de 1970.

La décélération du rythme d'expansion amorcée en 1970, a persisté tout au long de 1971, et particulièrement au 4e trimestre, où elle a surtout affecté les exportations de métaux communs, de produits minéraux, d'ouvrages en verre et en pierre, de matériel de transport et d'instruments d'optique. L'ampleur du ralentissement au 4e trimestre est attestée par l'analyse des ventes vers certains pays importants : ainsi jusqu'au mois de septembre, on a noté une augmentation de 38,3 % vers les Etats-Unis ; celle-ci s'est transformée en un fléchissement marqué au cours des mois suivants. Le même phénomène s'est produit en ce qui concerne les ventes à l'Allemagne fédérale et cela bien que les événements monétaires auraient avantagé la position de l'U.E.B.L. vis-à-vis de ce pays. Cette évolution peut s'expliquer en partie par le fait que certaines exportations ont été retardées en vue de bénéficier de la détaxation totale entrant en vigueur le 1er janvier 1972, mais la cause la plus apparente réside cependant dans la demande réduite des partenaires commerciaux de l'U.E.B L

1. — *Répartition géographique.*

La ventilation géographique des exportations de l'U.E.B.L. n'a guère subi de modifications : les pays industrialisés ont absorbé 90,1 % du total, contre 89,8 % en 1970, les pays en voie de développement 7,9 % contre 8,0 % et les pays à commerce d'état 1,5 % contre 1,7 %. Le solde non réparti est constitué essentiellement par le poste du ravitaillement des navires et avions.

Tout comme les années précédentes, le commerce extérieur de l'U.E.B.L est centré sur les partenaires de la C.E.E. : 68,6 % des exportations de 1971 leur ont été destinés contre 68,5 % en 1970 et 67,6 % en 1969 et un peu plus de 50 % en 1960. Les exportations vers ces pays ne se sont pourtant accrues que de 4,2 % en 1971, après une hausse de 29,5 % en 1969 et de 16,9 % en 1970.

Bien que la revalorisation du DM ait été favorable à l'U.E.B.L., les exportations vers la République fédérale, qui ont atteint 151,0 milliards de francs en 1971, n'ont augmenté que de 5,6 % contre 24 % en 1970. D'autre part, si le

commerce de l'U.E.B.L. avec l'Allemagne a présenté, en 1970, un surplus de 10,3 milliards, en 1971 par contre, un déficit de 7,2 milliards de francs a été enregistré.

Malgré le fait que la position concurrentielle sur le marché français ait été affaiblie en raison de la réévaluation du franc belge et du maintien du franc français à la parité ancienne du dollar, les exportations vers la France ont augmenté de 5,9 % par rapport à l'année précédente, et représentent 122,3 milliards. Le taux de croissance des exportations vers les Pays-Bas a été inférieur à celui de 1970 (+ 15,5 %) : il n'est plus que de 2,0 %, les ventes ont atteint, 114,7 milliards. En 1970, les exportations de l'U.E.B.L. vers l'Italie avaient marqué une forte progression (+ 26,2 %) ; cette évolution ne s'est pas répétée en 1971, puisque les ventes à ce pays n'ont atteint que 26 milliards de francs, soit 3,4 % de moins que l'année précédente.

En bref, les exportations vers les pays de la Communauté marquent globalement une avance, mais celle-ci est nettement inférieure à celle de 1970 ; c'est en particulier le cas des ventes à la République fédérale allemande et à la France, tandis que les achats de l'Italie sont en recul et ceux des Pays-Bas en très léger progrès seulement.

En 1971, les exportations vers les pays de l'A.E.L.E., dont la part a reculé de 10,6 %, ont été de 61 milliards de francs, soit 0,2 % de moins qu'en 1970. Vers le Royaume-Uni, elles n'ont représenté que 35,7 % de ce total et ne se sont accrues que de 3,3 % contre 4,3 % l'année précédente. Vers les autres pays membres de l'A.E.L.E. elles ont régressé de 1,9 %, après une hausse de 15,5 %, l'année précédente. La situation conjoncturelle moins favorable en Suède, au Danemark, en Autriche et en Suisse est à l'origine de cette évolution.

Les exportations de l'U.E.B.L. vers les Etats-Unis ont connu une forte expansion au cours des trois premiers trimestres de 1971 (+ 38,3 %), mais ont nettement diminué au cours des derniers mois, de sorte que le taux de croissance pour l'ensemble de l'année 1971 n'atteint que 18 %, nettement supérieur toutefois au taux de 1970 (+ 0,2 %). L'évolution au cours du dernier trimestre de 1971 s'explique par les grèves portuaires de novembre sur la côte orientale des Etats-Unis et aussi par les effets des mesures économiques prises en août 1971 par le Président Nixon.

Le classement des principaux partenaires commerciaux de l'U.E.B.L. n'a guère changé ; seuls les Etats-Unis ont sensiblement augmenté leur importance relative.

2. — *Composition des exportations.*

Les matières premières et les produits demi-finis ont représenté 53,0 % des exportations, les biens de consommation et les biens d'investissement respectivement 28,6 % et 14,0 %. Par rapport à l'année précédente, la part des biens de consommation et des biens d'équipement a augmenté au détriment des matières premières et des produits demi-finis sans qu'il y ait eu toutefois un changement important dans la structure générale.

Les exportations des produits de consommation ont augmenté de 24,1 milliards soit 16,2 % grâce aux ventes accrues des biens tant durables que non durables. Les ventes de biens d'équipement ont également augmenté de 7,6 % (+ 6,0 milliards), malgré la réduction de celles de matériel de transport (— 2,5 milliards ou — 14,2 %) qui ont été largement compensées par les ventes de moteurs et d'investissements fixes (+ 5,6 milliards ou + 13,2 %) et d'autres biens d'équipement (+ 2,4 milliards ou + 14,0 %). La valeur globale du groupe de marchandises le plus important, les matières premières et produits demi-finis, a diminué de 6,2 milliards ou 1,9 %, à la suite de la décélération des exportations de produits industriels (6,5 milliards ou 2,1 %). Les exportations de combustible et d'énergie ont augmenté de 4,6 % (+ 0,7 milliard).

En ce qui concerne la répartition géographique des exportations de matières premières et de produits demi-finis, on a enregistré en général des reculs peu importants et même certains progrès vers l'Allemagne fédérale (+ 1,9 %), et vers les Etats-Unis (+ 18,5 %). Cette évolution est imputable en grande partie au secteur des produits industriels demi-finis (exception faite pour le Royaume-Uni), alors que les ventes de produits agricoles, dont la valeur absolue est beaucoup moins importante, ont connu de grands fluctuations.

Les expéditions de biens de consommation et de biens d'investissement vers les Etats membres de la C.E.E. ont augmenté respectivement de 14,3 % et de 10,3 %. Pour les produits de consommation, les progrès sont surtout importants vers la France (+ 21,5 %) et l'Allemagne occidentale, notre premier client (+ 13,6 %) ; pour les biens d'investissements, la progression est également la plus sensible vers ces deux pays (resp. + 21,1 et 9,6 %) bien que la France et les Pays-Bas sont restés les principaux clients de l'U.E.B.L.

D'une ventilation par secteur industriel, il ressort que sur 603,9 milliards de francs d'exportations, 151,6 milliards viennent de l'industrie des fabrications métalliques, soit 25,1 % des exportations globales et 8,8 % de plus que l'année précédente. L'industrie des fabrications métalliques, la sidérurgie (92,1 milliards ou 15,2 %), l'industrie textile (73,5 milliards ou 12,2 %) et l'industrie chimique (57,4 milliards ou 9,5 %), fournissent près de 62 % des ventes à l'étranger ; le taux d'accroissement de ces quatre secteurs par rapport à l'année précédente est de 6,2 %.

La répartition des exportations de l'U.E.B.L. selon les sections de marchandises fait apparaître que les secteurs les plus importants sont, dans l'ordre, les produits demi-finis de la sidérurgie (13,6 %), le matériel de transport (10,9 %), les machines non électriques (6,9 %), les tissus et cordages (6,1 %), le matériel électrique (4,4 %), les métaux non ferreux non travaillés (3,4 %), le diamant (3,4 %), les articles manufacturés non dénommés ailleurs (2,7 %), les produits organiques de l'industrie chimique (2,4 %) et les produits pétroliers (2,4 %).

L'accroissement de 23,4 milliards de francs (+ 4 %) des exportations en 1971 par rapport à l'année précédente est dû surtout à la progression des exportations des secteurs industriels suivants :

— l'industrie des fabrications métalliques (+ 12,3 milliards ou + 8,8 %), où l'expansion a été assurée par le matériel de transport (+ 4,5 milliards ou + 7,3 %), les machines et appareils électriques (+ 2,5 milliards ou + 10,5 %) et les autres machines (+ 3,6 milliards ou + 9,4 %) ;

— l'industrie chimique (+ 8,1 milliards ou + 16,4 %), surtout grâce aux produits organiques (+ 4,1 milliards ou + 39,8 %) et aux produits chimiques divers (+ 2,4 milliards ou + 13,6 %) ;

— l'industrie textile (+ 7 milliards ou + 10,5 %), grâce aux rubriques les plus importantes, à savoir les tissus et cordages (+ 4,8 milliards ou + 15,0 %) et les autres produits finis de l'industrie textile (+ 3,1 milliards ou + 22,3 %) ;

— les produits alimentaires (+ 6,8 milliards ou + 14,5 %), et principalement les produits laitiers (+ 2,7 milliards ou + 50 %) et les viandes fraîches ou préparées (+ 1,1 milliard ou + 9,6 %) ;

— les industries diverses (+ 5,3 milliards ou + 12,4 %) et surtout le bois et ouvrages en bois (+ 2,7 milliards ou + 26 %) et le papier et ouvrages en papier (+ 0,8 milliard ou + 7,2 %).

Parmi les secteurs où la valeur des exportations a été moins élevée qu'en 1970, il faut noter l'industrie des métaux non ferreux (— 11,7 milliards ou — 25,7 %) et la sidérurgie (— 5,4 milliards ou — 5,5 %).

§ 2. — IMPORTATIONS

Le ralentissement de la croissance des importations a été beaucoup moins accentué que celui des exportations : alors que l'accroissement des importations avait atteint 19,4 % en 1969 et 13,4 % en 1970, les données de l'I.N.S. indiquent qu'il est revenu à 10,3 % en 1971. Ici également, la décélération se situe pour ainsi dire exclusivement dans le secteur des métaux communs, dont les importations ont diminué de 14,2 %. La reconstitution des stocks de matières premières et de produits demi-finis avait cependant été incontestablement un facteur stimulant au début de l'année.

1. — *Répartition géographique.*

En 1971, la part des pays en voie de développement dans le total des importations a reculé de 14,8 % à 12,2 %, tandis que celle des pays à commerce d'état a augmenté et représente 1,9 % contre 1,5 % l'année précédente.

La part des pays industrialisés est passée en un an de 83,7 % à 85,8 % Dans le total des importations de l'U.E.B.L. la part des Etats membres de la C.E.E. représentait 63,2 ; % les importations émanant de ces pays se sont plus rapidement accrues (+ 18,5 %) que les importations totales de l'U.E.B.L. (+ 10,3 %). A l'exception de la France, ils ont tous enregistré des pourcentages d'accroissement plus élevés qu'en 1970 : les Pays-Bas 22,8 % contre 16,6 % l'année précédente, l'Allemagne occidentale 19,3 % contre 14,4 %, l'Italie 16,2 % contre 5,7 %, la France 14,4 % contre 22,6 %.

En 1971, les importations en provenance des pays de l'A.E.L.E. et plus particulièrement du Royaume-Uni, ont aussi atteint un niveau supérieur à celui de l'année précédente : l'accroissement a été de respectivement + 15,3 % et + 17,1 % contre + 0,6 % et — 5,0 % en 1970.

Par contre, les importations originaires des Etats-Unis et du Canada ont considérablement reculé, alors que l'année précédente, des progrès élevés avaient été enregistrés : respectivement — 19,5 % et — 11,9 % contre + 29,9 % et + 46,2 % en 1970.

2. — *Composition des importations.*

Au cours de l'année considérée, les biens de consommation et les biens d'équipement ont représenté respectivement 21,4 % et 16,5 % de l'ensemble des importations. Par rapport à l'année précédente, leur part a donc augmenté, et ce, contrairement aux matières premières et aux produits demi-finis qui ne représentent plus que 52,4 % des importations globales contre 54,9 % en 1970.

Ce sont les biens de consommation qui ont enregistré la hausse la plus notable (+ 21,2 milliards ou + 18,7 %) et ce par suite d'importations accrues de biens tant durables que non durables. Les importations de matières premières et de produits demi-finis ont augmenté de 16,5 milliards ou 5,3 %, celles des biens d'équipement de 13,3 milliards ou 14,7 %.

Pour les matières premières et les produits demi-finis, les importations en provenance de l'Italie et de l'Allemagne ont enregistré l'expansion la plus notable, à savoir, de 27,3 % et de 23,9 % respectivement. Sauf pour la France, l'accroissement des importations de produits agricoles excède considérablement celui des produits industriels demi-finis. La valeur absolue de cette dernière rubrique est toutefois beaucoup plus importante que celle des produits agricoles. L'Allemagne occidentale est demeurée le principal fournisseur de l'U.E.B.L. de matières premières et de produits demi-finis. Les importations de produits industriels en provenance du Royaume-Uni se sont accrues de 21,3 %, tandis que celles des Etats-Unis, ont par contre reculé de 20,4 %. Tant pour les biens de consommation que pour les biens d'équipement, l'accroissement le plus notable revient à la France : il est de respectivement 29,8 % et 24,5 %. Ce pays est ainsi devenu le principal fournisseur de l'U.E.B.L. en biens de consommation, précédant l'Allemagne et les Pays-Bas.

L'analyse des importations par section de marchandises fait apparaître que les quatre secteurs les plus importants prennent ensemble à leur compte 59 % des 626,8 milliards d'importations. Ce sont les industries des fabrications métalliques (30,1 %), les produits alimentaires (12,1 %), les textiles (9,2 %) et les produits chimiques (7,6 %).

Le classement des principaux produits selon leur importance relative dans les importations en 1971 est le suivant : le matériel de transport (11,4 %), les machines non électriques (10,4 %), les machines et appareils électriques (5,6 %),

les produits pétroliers bruts ou semi-raffinés (5,1 %), les métaux non ferreux non travaillés (4,0 %), les diamants (3,6 %), les tissus et cordages (2,8 %), les articles manufacturés non dénommés relevant du secteur des fabrications métalliques (2,7 %), les produits demi-finis de la sidérurgie (2,5 %) et le papier (2,5 %).

Les importations ont augmenté, en 1971, de 58,7 milliards de francs (+ 10,3 %) par rapport à 1970, et ceci, surtout dans les secteurs suivants :

— l'industrie des fabrications métalliques (+ 26,2 milliards de francs ou + 16,1 %), où les progrès les plus marqués concernent des machines non électriques (+ 9,5 milliards ou + 17,0 %), le matériel de transport (+ 7,3 milliards ou + 11,4 %), les machines et appareils électriques (+ 6,1 milliards ou + 21,2 %) et les autres articles manufacturés non dénommés ailleurs (+ 3,3 milliards ou + 24,1 %) ;

— l'industrie pétrolière (+ 8,9 milliards ou + 26,4 %), et plus spécialement des produits bruts ou semi-raffinés (+5,4 milliards ou + 20,5 %) et les autres produits pétroliers (+ 3,5 milliards ou + 48,0 %) ;

— l'industrie textile (+ 8,0 milliards ou + 16,2 %), surtout à cause des importations accrue de tissus et cordages (+ 3,2 milliards ou + 22,5 %) d'autres produits textiles finis (+ 2,8 milliards ou + 25,2 %) et de fils (+ 2,6 milliards ou + 28,0 %) ;

— les produits alimentaires (+ 7,7 milliards ou + 11,3 %) ;

— l'industrie chimique (+ 6,4 milliards ou + 15,5 %) où on a enregistré une augmentation pour toutes les rubriques, sauf celle des produits inorganiques ;

— l'industrie du diamant (+ 5,5 milliards ou + 32,7 %).

On constate, en outre, des taux d'accroissement élevés pour plusieurs rubriques classées dans les « industries diverses », à savoir les chaussures (+ 28,9 %), le caoutchouc (+ 22,6 %), les matériaux de construction (+ 20,0 %), les huiles et graisses (+ 15,4 %) et le papier (+ 11,6 %).

Les importations de l'industrie des métaux non ferreux, du charbon et du coke et de la sidérurgie ont reculé de respectivement 10,1 milliards ou 25,9 %, 1,7 milliards ou 11,3 % et de 0,9 milliard ou 3,8 %.

§ 3. — BALANCE COMMERCIALE

La balance commerciale, qui est traditionnellement négative, avait été positive en 1969 et en 1970, avec un boni de respectivement 3,4 et de 12,4 milliards. En 1971, le solde est redevenu négatif à concurrence de 23,0 milliards.

L'amenuisement du solde positif à l'égard de la C.E.E. est considérable par rapport à l'année précédente : 18,1 milliards en 1971 contre 63,4 milliards en 1970. Le recul concerne principalement la France, les Pays-Bas et l'Italie. Le solde vis-à-vis de la République fédérale allemande est redevenu négatif.

Avec les pays de l'A.E.L.E., la balance commerciale est à nouveau négative en 1971. La différence par rapport à 1970 est de 17,0 milliards, et elle est due principalement à la balance commerciale peu favorable avec la Suède et surtout le Royaume-Uni, vis-à-vis duquel le mali est de l'ordre de 17,0 milliards en 1971 contre 11,9 milliards en 1970.

Les relations commerciales avec les pays industrialisés non européens se soldent, par rapport à l'année précédente, moins défavorablement à l'égard des Etats-Unis et du Canada, mais moins favorablement pour le Japon.

D'autre part le solde des opérations extérieures sur marchandises serait positif pour 1971 d'après la balance des paiements établie par la Banque Nationale. La différence entre les données de la Banque Nationale basées sur les paiements et celles de l'I.N.S. basées sur les statistiques douanières s'élève en 1971 à 37,5 milliards de francs.

Les sections auxquelles est principalement imputable l'évolution moins favorable de la balance commerciale de 1971 sont :

— les combustibles minéraux et les lubrifiants dont le solde négatif s'est accru de 36,3 milliards en 1970 à 43,5 milliards en 1971 ;

— les machines et le matériel de transport, avec un solde négatif de 37,7 milliards contre — 25,4 en 1970 ;

— les articles manufacturés dont le solde traditionnellement positif a reculé de 117,0 milliards en 1970 à 101,5 milliards en 1971.

A elles seules, ces trois sections représentent en 1971 une détérioration de la balance commerciale de 35,0 milliards de francs par rapport à 1970.

★

★ ★

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Commerce spécial

MOIS	Quantité (en milliers de tonnes)		Valeur (en millions de francs)		Solde (en millions de francs)	Coefficient de couverture (pourcentage)
	Importations	Exportations	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)		
1962 Moyenne mensuelle	**5 799**	**3 083**	**19 036**	**18 051**	**— 985**	**94,8**
1963 Moyenne mensuelle	**6 311**	**3 443**	**21 368**	**20 168**	**— 1 200**	**94,4**
1964 Moyenne mensuelle	**7 010**	**3 868**	**24 709**	**23 336**	**— 1 373**	**94,4**
1965 Moyenne mensuelle	**7 348**	**4 029**	**27 090**	**26 640**	**— 450**	**98,3**
1966 Moyenne mensuelle	**7 504**	**3 796**	**29 925**	**28 465**	**— 1 460**	**95,1**
1967 Moyenne mensuelle	**7 740**	**4 027**	**30 361**	**29 511**	**— 850**	**97,2**
1968 Moyenne mensuelle	**9 016**	**4 611**	**34 980**	**34 047**	**— 933**	**97,3**
1969 Moyenne mensuelle	**10 187**	**5 229**	**41 754**	**42 039**	**+ 285**	**100,7**
1970 Moyenne mensuelle	**10 975**	**5 509**	**47 343**	**48 372**	**+ 1 029**	**102,2**
1971 Moyenne mensuelle	**10 983**	**5 356**	**52 237**	**50 322**	**— 1 915**	**96,3**
1970 Janvier	9 431	4 471	39 841	43 831	+ 3 990	110,0
Février	9 608	4 676	47 150	43 751	— 3 399	92,8
Mars	11 120	5 528	47 465	48 856	+ 1 391	102,9
Avril	11 866	5 684	51 050	53 243	+ 2 193	104,3
Mai	11 671	4 832	43 160	45 055	+ 1 895	104,4
Juin	10 803	5 870	49 124	50 148	+ 1 024	102,1
Juillet	11 872	5 935	46 218	49 601	+ 3 383	107,3
Août	10 736	4 753	39 920	34 486	— 5 434	86,4
Septembre	11 185	6 222	48 398	48 926	+ 528	101,1
Octobre	11 567	6 063	51 762	53 464	+ 1 702	103,3
Novembre	10 904	5 653	49 207	48 757	— 450	99,1
Décembre	12 337	6 080	53 696	55 510	+ 1 814	103,4
Total (a)	**131 697**	**66 111**	**568 115**	**580 467**	**+ 12 352**	**102,2**
1971 Janvier	8 673	3 850	42 480	43 877	+ 1 397	103,3
Février	11 372	4 441	49 185	43 390	— 5 795	88,2
Mars	10 756	6 380	55 542	54 653	— 889	98,4
Avril	10 983	4 652	52 026	46 225	— 5 801	88,8
Mai	8 357	4 842	47 502	47 936	+ 434	100,9
Juin	11 353	6 221	54 568	53 806	— 762	98,6
Juillet	10 819	5 335	45 605	49 403	+ 3 798	108,3
Août	8 419	5 391	45 106	36 617	— 8 489	81,2
Septembre	10 056	5 942	48 593	56 824	+ 8 231	116,9
Octobre	11 985	5 365	54 616	51 244	— 3 372	93,8
Novembre	10 919	4 967	50 270	47 930	— 2 340	95,3
Décembre	10 163	5 996	53 124	53 814	+ 690	101,3
Total (a)	**131 792**	**64 273**	**626 839**	**603 868**	**— 22 971**	**96,3**

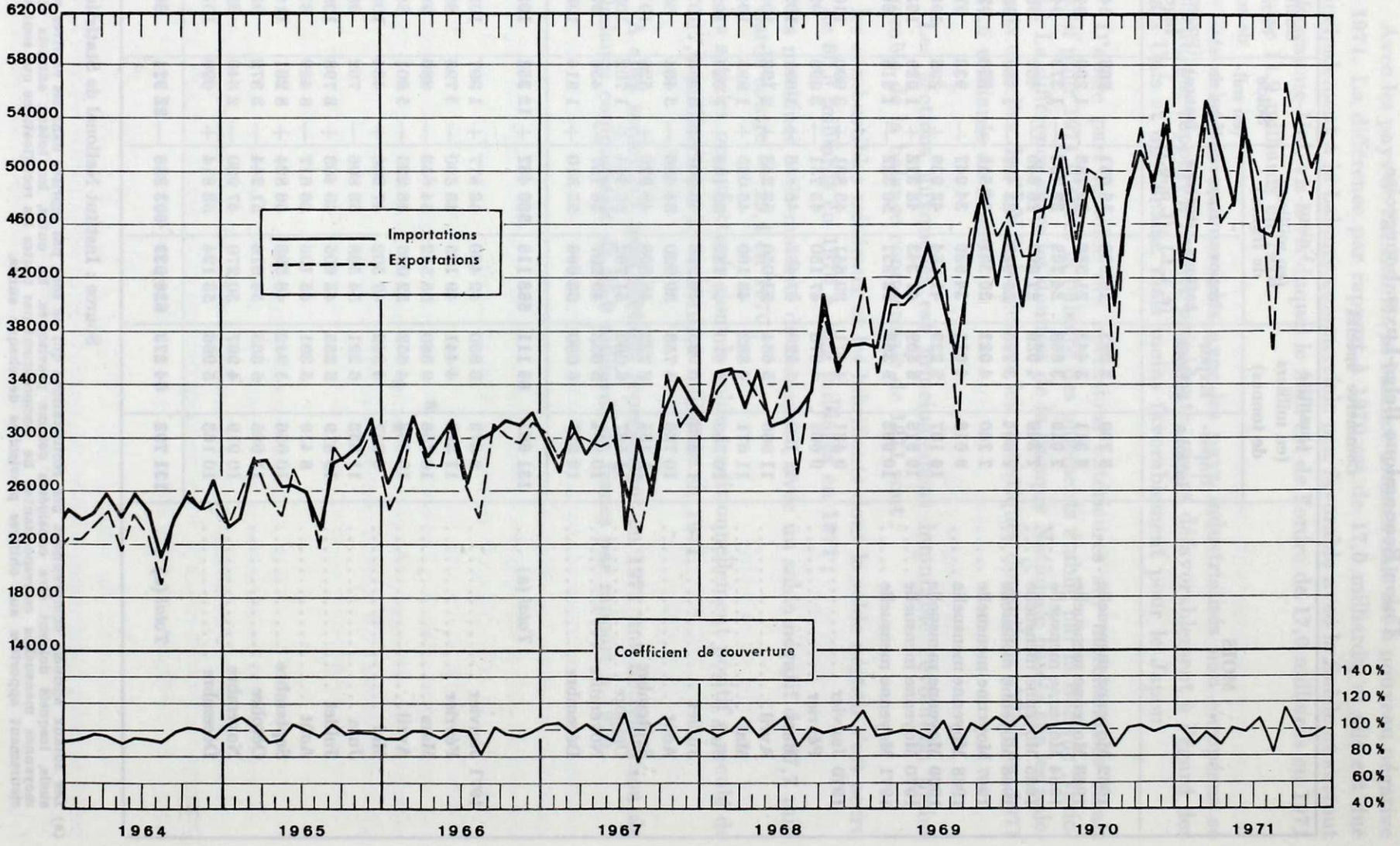
Source : Institut National de Statistique.

(a) Les totaux annuels comprennent des rectifications qui ne sont pas reprises dans les chiffres mensuels, lesquels doivent être considérés comme provisoires. En outre, les totaux annuels et les moyennes mensuelles correspondantes ne comprennent pas toutes les rectifications qui sont ultérieurement apportées aux chiffres provisoires de chaque année.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(données mensuelles - en millions de francs)

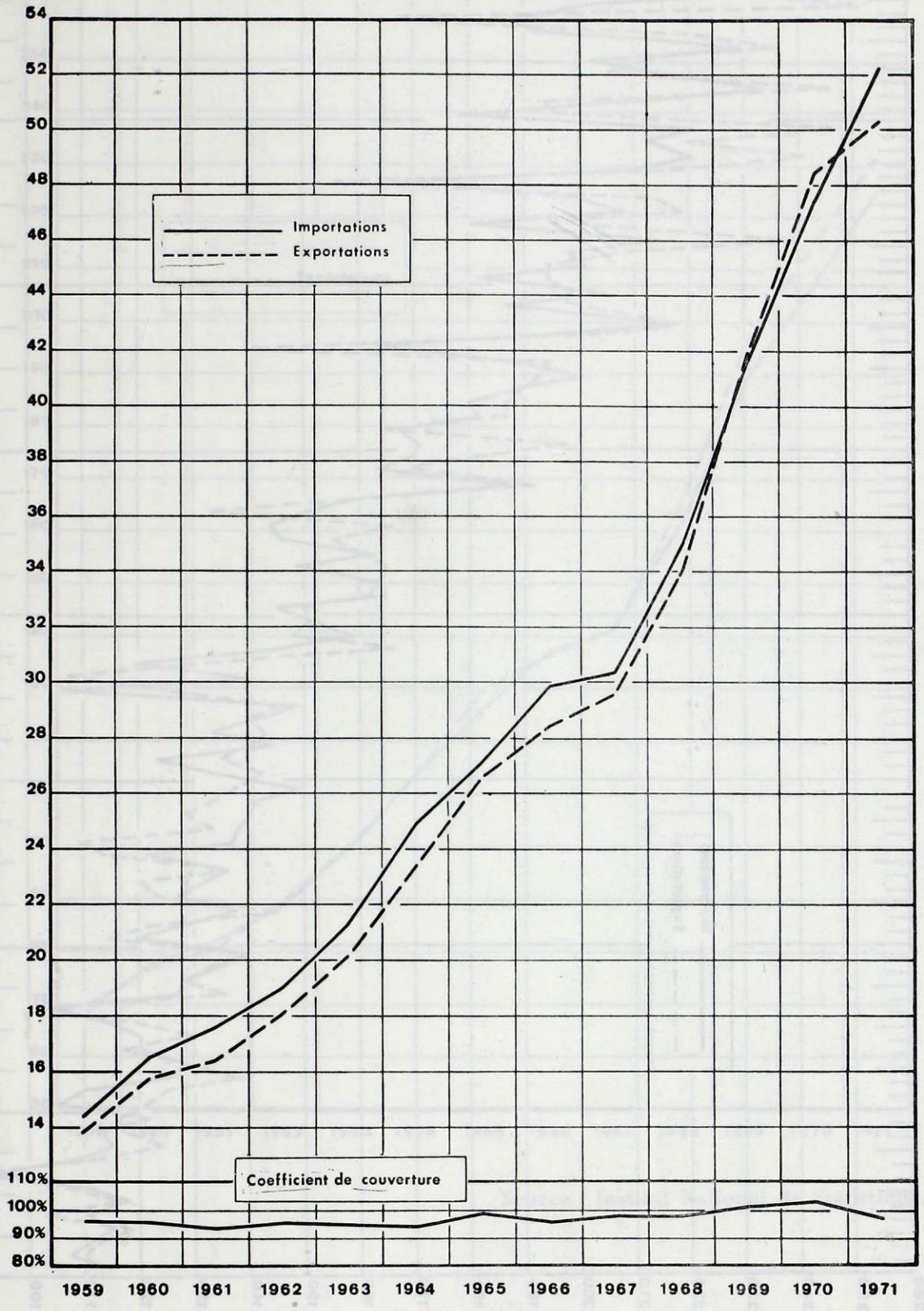


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(moyennes mensuelles - en milliards de francs)

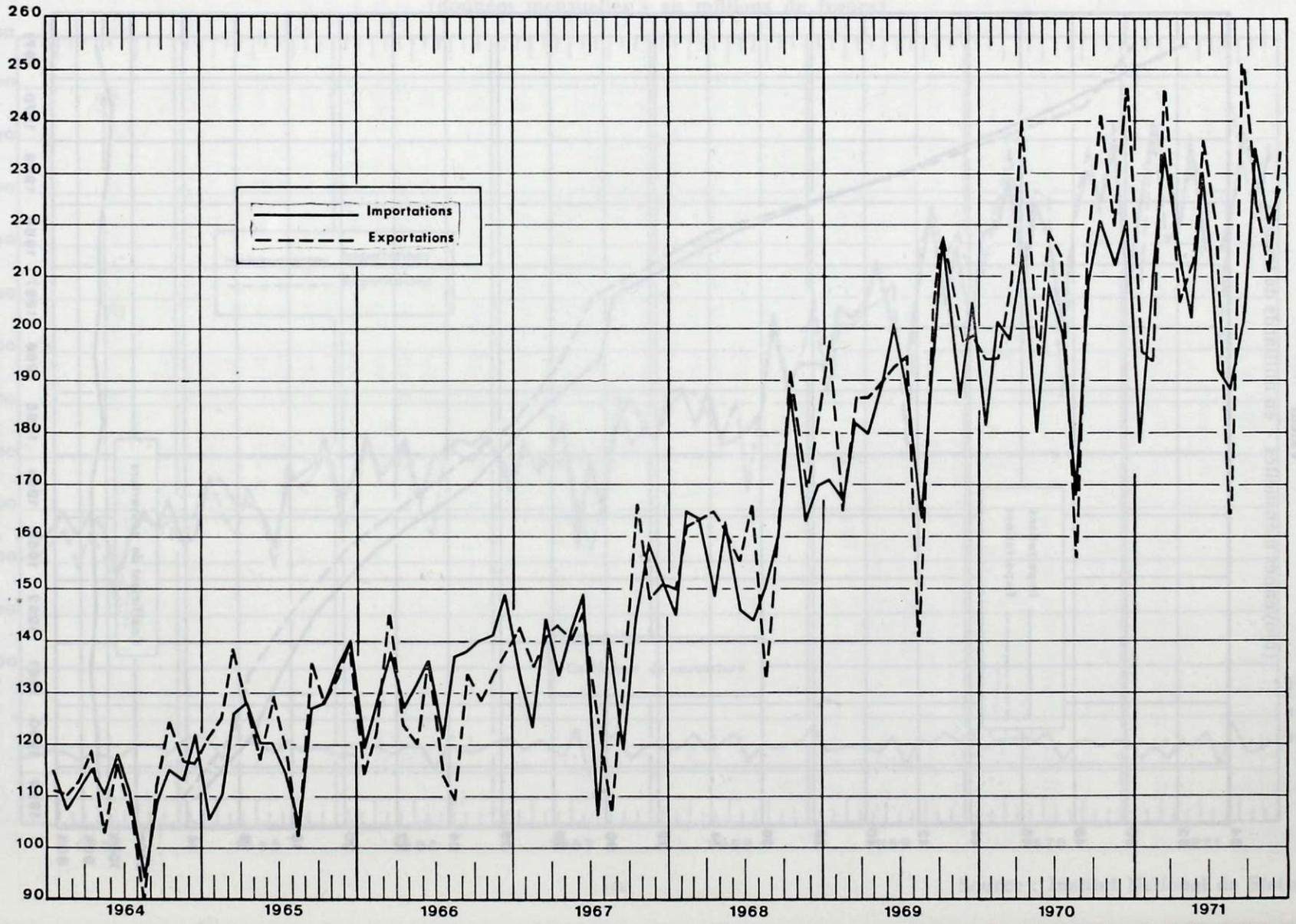


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume

(données mensuelles - 1963 = 100)

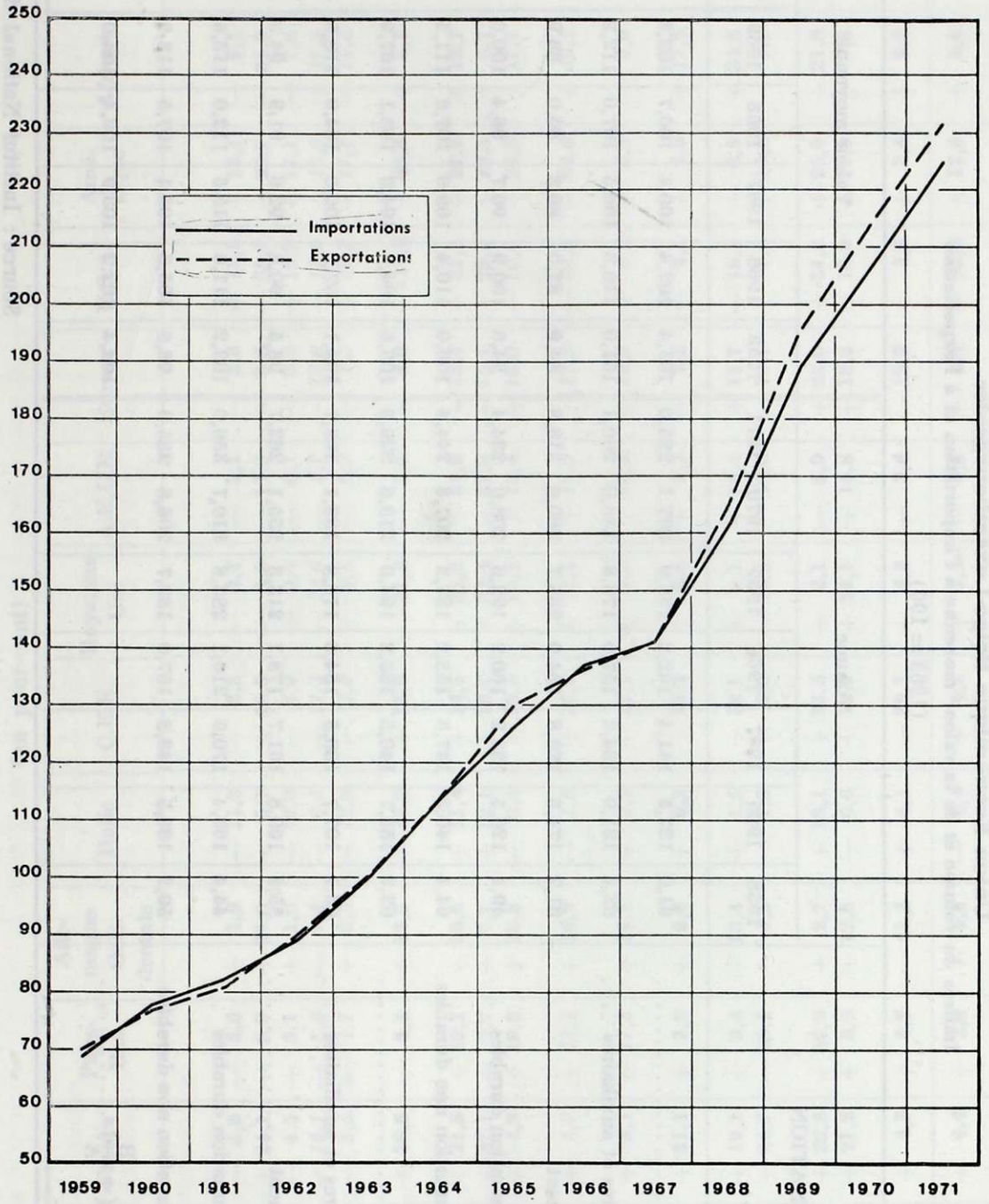


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume

(moyennes mensuelles - 1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation

(1963 = 100)

DÉSIGNATION	Volume							Valeur moyenne						
	1958	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1958	1966	1967	1968	1969	1970	1971
A. *Importations*	61,0	137,5	141,4	162,2	188,9	207,1	225,0	101,4	102,4	100,4	100,7	103,8	107,7	109,4
Matières premières et auxiliaires	62,2	131,0	134,3	157,9	176,8	188,0	200,1	101,0	110,3	106,5	107,0	112,3	115,2	110,4
Biens d'équipement	61,2	174,3	173,8	184,9	238,7	280,6	313,8	84,9	87,6	86,3	86,0	86,9	91,0	95,5
Biens de consommation durables ...	49,1	126,5	138,2	160,2	192,6	208,0	234,4	94,6	100,9	96,7	96,4	100,0	105,3	107,7
Biens de consommation non durables.	64,4	140,3	147,8	165,2	187,2	207,3	244,4	106,0	110,4	109,6	107,8	111,5	114,5	118,1
B. *Exportations*	62,2	135,7	140,5	165,2	194,6	213,6	229,3	103,8	104,7	104,3	103,1	107,9	113,0	109,8
Matières premières et auxiliaires	66,1	127,7	130,5	154,6	176,8	188,1	198,7	104,1	107,5	106,0	104,6	110,6	118,0	108,7
Biens d'équipement	55,8	160,8	161,7	178,1	213,3	255,1	262,7	98,5	90,8	92,6	91,9	94,3	98,7	102,8
Biens de consommation durables ...	44,4	166,4	170,6	216,1	283,8	310,7	356,0	103,2	111,6	115,5	112,0	113,6	118,8	119,5
Biens de consommation non durables.	50,2	136,5	143,8	157,0	182,7	206,8	235,9	96,6	105,3	105,1	107,5	113,6	112,8	115,4
C. *Taux d'échange* $(= \frac{B}{A})$								102,4	102,2	103,9	102,4	104,0	104,9	100,4

Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des exportations de 1971 par rapport à 1970

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	C.E.E.	Royaume-Uni	A.E.L.E.	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	— 2,8	— 5,0	+ 1,9	— 11,9	— 2,2	— 0,7	— 7,1	— 2,8	+ 18,5	+ 16,1	— 9,1	— 15,0	— 1,9
Produits agricoles	+ 24,1	— 0,9	+ 21,6	— 5,7	+ 18,5	— 8,0	— 11,8	+ 9,6	— 68,9	— 29,7	— 34,9	— 35,1	+ 2,4
Produits industriels	— 4,5	— 5,1	+ 1,6	— 12,0	— 2,9	— 0,4	— 6,1	— 3,3	+ 18,9	+ 17,1	— 7,8	— 13,9	— 2,1
dont : Matières premières	*— 16,1*	*— 8,8*	*— 7,8*	*— 6,5*	*— 11,3*	*— 24,6*	*— 5,7*	*— 12,0*	*— 13,6*	*+ 16,9*	*+ 31,3*	*— 15,5*	*— 9,8*
Produits demi-finis	*— 2,5*	*— 4,7*	*+ 2,5*	*— 12,9*	*— 1,9*	*+ 2,6*	*— 6,9*	*— 2,3*	*+ 19,7*	*+ 17,1*	*— 13,3*	*— 13,8*	*— 1,2*
Combustibles et énergie	+ 35,6	— 5,1	+ 17,0	+ 17,7	+ 13,0	— 21,2	— 7,1	+ 4,0	+114,2	+ 46,6	+ 1,2	+ 75,0	+ 4,6
Biens de consommation	+ 21,5	+ 10,7	+ 13,6	+ 11,4	+ 14,3	+ 21,7	+ 24,8	+ 15,4	+ 21,5	+ 27,6	+ 13,7	+ 13,1	+ 16,2
Produits durables	+ 37,1	+ 7,7	+ 7,7	+ 19,1	+ 13,7	+ 32,4	+ 31,6	+ 15,1	+ 29,9	+ 28,1	+ 6,7	+ 28,9	+ 16,1
Produits non durables	+ 4,9	+ 19,9	+ 26,8	— 0,4	+ 15,5	+ 10,2	+ 14,4	+ 16,0	— 10,6	+ 26,5	+ 17,7	+ 6,3	+ 16,3
dont : Produits alimentaires	*+ 3,7*	*+ 21,1*	*+ 30,9*	*— 1,6*	*+ 16,6*	*+ 12,6*	*+ 17,0*	*+17,2*	*— 33,5*	*+ 64,0*	*+ 39,1*	*+ 14,2*	*+ 19,4*
Prod. non alimentaires	*+ 8,1*	*+ 17,8*	*+ 14,8*	*+ 2,9*	*+ 12,7*	*+ 6,7*	*+ 12,4*	*+ 13,2*	*+ 0,2*	*+ 5,8*	*— 6,0*	*— 3,2*	*+ 10,5*
Biens d'équipement	+ 21,1	+ 3,0	+ 9,6	+ 0,2	+ 10,3	+ 9,8	+ 1,7	+ 7,2	— 0,1	+ 9,5	+ 17,5	— 1,0	+ 7,6
Moteurs et investissements finis	+ 19,1	+ 9,4	+ 13,4	+ 1,5	+ 12,7	+ 8,1	+ 16,4	+ 11,7	— 18,5	+ 6,8	+ 34,8	+ 21,2	+ 13,2
Matériel de transport	+ 24,7	— 20,1	— 4,5	— 7,5	+ 2,0	— 13,5	— 46,6	— 12,1	+ 7,5	+ 13,0	— 7,9	— 70,2	— 14,2
Appareils scientifiques et médicaux	+ 22,8	+ 56,9	+ 2,7	+ 18,1	+ 23,5	— 2,1	— 8,9	+ 23,0	+ 31,6	+ 26,9	+ 21,3	+ 70,6	+ 24,2
Autres	+ 21,2	+ 3,9	+ 12,8	— 0,6	+ 10,9	+ 34,5	+ 14,8	+ 13,2	+ 10,9	+ 11,0	+ 7,8	+ 47,9	+ 14,0
Autres produits	+ 4,5	+ 6,7	— 41,2	+ 4,1	— 20,1	+ 4,2	— 3,4	— 15,3	+ 3,6	+ 3,4	+ 6,0	— 2,5	— 9,8
Total général	+ 6,4	+ 2,0	+ 5,6	— 3,4	+ 4,2	+ 3,1	— 0,2	+ 3,4	+ 18,0	+ 17,6	+ 3,6	— 8,4	+ 4,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par secteur industriel

(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale					
	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1966	1967	1968	1969	1970	1971
A. *Sidérurgie*	**55,0**	**58,1**	**65,6**	**81,7**	**97,5**	**92,1**	**16,1**	**16,4**	**16,1**	**16,2**	**16,8**	**15,2**
1. Formes primaires	6,2	5,7	6,7	9,2	11,4	9,9	1,8	1,6	1,7	1,8	2,0	1,6
2. Produits mi-finis	48,8	52,4	58,9	72,5	86,1	82,2	14,3	14,8	14,4	14,4	14,8	13,6
B. *Fabrications métalliques*	**76,4**	**80,7**	**90,1**	**115,7**	**139,3**	**151,6**	**22,4**	**22,8**	**22,1**	**23,0**	**24,0**	**25,1**
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs	8,9	9,3	10,2	12,2	14,6	16,3	2,6	2,6	2,5	2,4	2,5	2,7
2. Machines (sauf électriques)	22,0	22,9	25,7	32,1	38,2	41,8	6,5	6,5	6,3	6,4	6,6	6,9
dont : machines pour le travail des métaux	(1,7)	(1,8)	(1,9)	(2,1)	(2,6)	(3,1)	(0,5)	(0,5)	(0,5)	(0,4)	(0,4)	(0,5)
machines textiles	(2,3)	(2,5)	(2,4)	(3,0)	(3,5)	(3,9)	(0,7)	(0,7)	(0,6)	(0,6)	(0,6)	(0,6)
3. Machines et appareils électriques	12,8	13,1	14,5	17,7	23,7	26,2	3,7	3,7	3,5	3,5	4,1	4,4
4. Matériel de transport	31,8	34,4	38,6	52,5	61,4	65,9	9,3	9,7	9,5	10,4	10,6	10,9
dont : matériel ferroviaire	(0,8)	(0,7)	(0,5)	(0,8)	(1,0)	(1,1)	(0,2)	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,2)	(0,2)
véhicules à moteur	(28,4)	(30,4)	(34,3)	(47,1)	(53,6)	(60,6)	(8,3)	(8,6)	(8,4)	(9,0)	(9,2)	(10,0)
bateaux et navires	(1,1)	(1,2)	(0,7)	(1,1)	(3,4)	(0,9)	(0,3)	(0,3)	(0,2)	(0,2)	(0,6)	(0,2)
5. Armes et munitions	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4	1,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
C. *Métaux non ferreux*	**31,5**	**29,6**	**35,0**	**39,5**	**45,6**	**33,9**	**9,2**	**8,4**	**8,6**	**7,8**	**7,9**	**5,6**
1. Non travaillés	21,5	20,9	23,8	25,8	30,6	20,8	6,3	5,9	5,8	5,1	5,3	3,4
2. Travaillés	10,0	8,7	11,2	13,7	15,0	13,1	2,9	2,5	2,8	2,7	2,6	2,2
D. *Industrie textile*	**50,5**	**46,8**	**52,8**	**63,6**	**66,5**	**73,5**	**14,8**	**13,2**	**12,9**	**12,6**	**11,4**	**12,2**
1. Fibres	8,5	7,5	7,7	8,8	7,8	6,5	2,5	2,1	1,9	1,8	1,3	1,1
2. Fils	10,6	9,9	11,1	12,6	12,7	13,1	3,1	2,8	2,7	2,5	2,2	2,2
[illegible]												
1. Produits inorganiques	2,9	3,0	4,1	4,9	7,6	7,8	0,8	0,8	1,0	1,0	1,3	1,3
[illegible]	2,8	3,0	5,5	8,3	10,3	14,4	0,8	0,9	1,3	1,6	1,8	2,4

1. Produits minéraux	2,6	3,0	4,1	4,0	7,6	7,8	0,8	0,8	1,0	1,0	1,3	1,3
2. Produits organiques	2,8	3,0	5,5	8,3	10,3	14,4	0,8	0,9	1,3	1,6	1,8	2,4
3. Teintures, tannants et colorants	1,1	1,1	1,3	1,6	1,8	2,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
4. Produits pharmaceutiques	1,6	2,0	2,3	3,3	4,2	5,1	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8
5. Engrais manufacturés	6,0	6,8	8,0	7,9	7,8	7,8	1,8	1,9	2,0	1,6	1,3	1,3
6. Divers	7,0	8,1	10,6	14,5	17,6	20,0	2,0	2,3	2,6	2,9	3,0	3,3
F. *Produits alimentaires, boissons, tabacs*	**23,3**	**27,9**	**32,0**	**39,0**	**46,8**	**53,6**	**6,8**	**7,9**	**7,8**	**7,8**	**8,1**	**8,9**
dont : sucre et sucreries	(1,1)	(1,5)	(1,5)	(2,2)	(2,9)	(3,4)	(0,3)	(0,4)	(0,4)	(0,4)	(0,5)	(0,6)
viandes fraîches ou préparées	(3,5)	(5,5)	(6,3)	(7,6)	(11,4)	(12,5)	(1,0)	(1,6)	(1,5)	(1,5)	(2,0)	(2,1)
produits laitiers	(3,4)	(4,2)	(4,3)	(5,1)	(5,5)	(8,2)	(1,0)	(1,2)	(1,1)	(1,0)	(0,9)	(1,4)
G. *Industrie diamantaire*	**15,2**	**15,6**	**17,8**	**20,2**	**19,2**	**20,8**	**4,5**	**4,4**	**4,4**	**4,0**	**3,3**	**3,4**
H. *Charbonnages et cokeries*	**1,4**	**1,6**	**1,4**	**1,4**	**1,8**	**1,6**	**0,4**	**0,5**	**0,3**	**0,3**	**0,3**	**0,3**
I. *Industrie du pétrole*	**7,9**	**8,3**	**11,3**	**15,1**	**13,5**	**14,4**	**2,3**	**2,3**	**2,8**	**3,0**	**2,3**	**2,4**
J. *Industries diverses*	**24,3**	**26,3**	**30,7**	**37,7**	**42,9**	**48,2**	**7,1**	**7,4**	**7,5**	**7,5**	**7,5**	**8,0**
1. Matériaux de construction	2,8	2,9	3,1	3,2	3,9	4,5	0,8	0,8	0,7	0,6	0,7	0,7
dont : ciment	(0,9)	(0,8)	(0,8)	(0,8)	(1,0)	(1,2)	(0,3)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,2)
2. Industrie verrière	7,2	7,9	8,9	9,5	11,0	10,8	2,1	2,3	2,2	1,9	1,9	1,8
dont : verre plat	(3,3)	(3,3)	(3,8)	(3,9)	(4,6)	(4,1)	(1,0)	(0,9)	(0,9)	(0,8)	(0,8)	(0,7)
3. Papier et ouvrages	5,0	5,4	6,8	9,5	11,1	11,9	1,5	1,5	1,7	1,9	1,9	2,0
4. Caoutchouc et ouvrages	2,1	2,2	2,7	3,5	3,9	4,7	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8
5. Bois et ouvrages	5,6	6,1	7,2	9,8	10,4	13,1	1,7	1,7	1,8	1,9	1,8	2,2
6. Huiles et graisses	0,8	1,0	1,2	1,3	1,7	2,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
7. Chaussures	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total (A à J)	**306,6**	**318,9**	**368,5**	**454,4**	**522,4**	**547,1**	**89,8**	**90,1**	**90,3**	**90,2**	**90,0**	**90,6**
K. *Autres secteurs*	**35,0**	**35,2**	**40,1**	**50,1**	**58,1**	**56,8**	**10,2**	**9,9**	**9,7**	**9,8**	**10,0**	**9,4**
Total général	**341,6**	**354,1**	**408,6**	**504,5**	**580,5**	**603,9**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par catégorie de produits
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Matières premières et produits demi-finis	166 598	184 135	198 888	202 319	236 743	285 457	326 622	320 400
Produits agricoles	7 559	9 165	8 624	9 298	10 649	10 945	11 431	11 709
Produits industriels	159 039	174 970	190 264	193 021	226 094	274 512	315 191	308 691
dont : Matières premières	*18 168*	*19 611*	*20 143*	*19 602*	*22 437*	*27 555*	*30 279*	*27 301*
Produits demi-finis	*140 872*	*155 359*	*170 122*	*173 419*	*203 746*	*246 957*	*284 912*	*281 390*
Combustibles et énergie	11 017	10 366	9 489	10 068	12 760	16 638	15 505	16 213
Biens de consommation	58 554	74 652	80 981	89 551	101 515	130 105	148 550	172 608
Produits durables	37 050	47 823	51 880	55 404	64 328	85 270	95 536	110 928
Produits non durables	21 505	26 829	29 102	34 147	37 187	44 835	53 014	61 680
dont : Produits alimentaires	*12 830*	*16 992*	*18 484*	*22 438*	*24 385*	*29 072*	*34 805*	*41 562*
Produits non alimentaires	*8 674*	*9 837*	*10 617*	*11 709*	*12 802*	*15 763*	*18 209*	*20 118*
Biens d'équipement	37 009	43 578	45 549	46 124	50 535	63 954	78 600	84 558
Moteurs et investissements finis	20 329	22 921	23 482	24 441	27 397	35 272	42 568	48 206
Matériel de transport	8 130	10 476	11 623	11 144	11 198	13 563	17 308	14 848
Appareils scientifiques et médicaux	699	917	1 056	967	941	1 248	1 592	1 978
Autres	7 851	9 265	9 388	9 572	10 999	13 871	17 132	19 526
Autres produits	6 850	6 953	6 671	6 070	7 006	8 312	11 190	10 089
Total général	280 028	319 684	341 578	354 132	408 559	504 466	580 467	603 868

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des exportations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Matières premières et produits demi-finis	**59,6**	**57,7**	**58,2**	**57,1**	**57,9**	**56,6**	**56,3**	**53,0**
Produits agricoles	2,7	2,9	2,5	2,6	2,6	2,2	2,0	1,9
Produits industriels	56,9	54,8	55,7	54,5	55,3	54,4	54,3	51,1
dont : Matières premières	*6,5*	*6,1*	*5,9*	*5,5*	*5,5*	*5,4*	*5,2*	*4,5*
Produits demi-finis	*50,4*	*48,7*	*49,8*	*49,0*	*49,8*	*49,0*	*49,1*	*46,6*
Combustibles et énergie	**3,9**	**3,2**	**2,8**	**2,8**	**3,1**	**3,3**	**2,7**	**2,7**
Biens de consommation	**21,0**	**23,4**	**23,7**	**25,3**	**24,9**	**25,8**	**25,6**	**28,6**
Produits durables	13,3	15,0	15,2	15,6	15,8	16,9	16,5	18,4
Produits non durables	7,7	8,4	8,5	9,7	9,1	8,9	9,1	10,2
dont : Produits alimentaires	*4,6*	*5,3*	*5,4*	*6,4*	*6,0*	*5,8*	*6,0*	*6,9*
Produits non alimentaires	*3,1*	*3,1*	*3,1*	*3,3*	*3,1*	*3,1*	*3,1*	*3,3*
Biens d'équipement	**13,2**	**13,7**	**13,3**	**13,0**	**12,4**	**12,7**	**13,5**	**14,0**
Moteurs et investissements finis	7,3	7,2	6,9	6,9	6,7	7,0	7,3	8,0
Matériel de transport	2,9	3,3	3,4	3,1	2,7	2,7	3,0	2,5
Appareils scientifiques et médicaux	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3
Autres	2,8	2,9	2,7	2,7	2,7	2,8	2,9	3,2
Autres produits	**2,3**	**2,0**	**1,9**	**1,8**	**1,7**	**1,6**	**1,9**	**1,7**
Total général	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Union Econor Lux

Répartition géographique des expor égori

(en m ncs)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	C.E.E.	Royaume-Uni	Autres pays de l'Europe	Eu u- ue ri- e ud
Matières premières et produits demi-finis	**69 085**	**50 552**	**83 200**	**13 468**	**216 305**	**12 915**	**34 304**	**263 324**
Produits agricoles	5 481	1 181	1 915	263	8 840	382	1 214	10 27
Produits industriels	63 604	49 371	81 285	13 205	207 465	12 533	33 090	253 297
dont : Matières premières	*8 299*	*4 714*	*6 820*	*1 855*	*21 688*	*1 052*	*1 642*	*24 160*
Produits demi-finis.	*55 305*	*44 657*	*74 465*	*11 350*	*185 777*	*11 481*	*31 448*	*228 137*
Combustibles et énergie	**952**	**1 683**	**4 529**	**186**	**7 350**	**1 245**	**3 807**	**12 10**
Biens de consommation	**33 826**	**46 368**	**46 469**	**8 195**	**134 858**	**4 564**	**12 334**	**151 357**
Produits durables	19 602	33 681	30 339	5 317	88 939	2 569	7 574	99 119
Produits non durables	14 224	12 687	16 130	2 878	45 919	1 995	4 760	52 238
dont : Produits alimentaires	*10 131*	*8 228*	*13 106*	*2 137*	*33 602*	*1 219*	*1 905*	*36 37*
Prod. non alimentaires	*4 093*	*4 459*	*3 024*	*741*	*12 317*	*776*	*2 855*	*15 201*
Biens d'équipement	**17 351**	**15 731**	**15 184**	**3 573**	**51 839**	**2 692**	**12 141**	**66 080**
Moteurs et investissements finis	8 286	8 640	8 573	2 241	27 740	1 649	8 182	37 530
Matériel de transport	4 697	2 294	2 502	466	9 959	334	1 293	11 400
Appareils scientifiques et médicaux	555	364	342	98	1 359	46	282	1 1
Autres	3 813	4 433	3 767	768	12 781	663	2 384	15 130
Autres produits	**1 050**	**380**	**1 568**	**942**	**3 940**	**346**	**2 079**	**6 14**
Total général	**122 264**	**114 714**	**150 950**	**26 364**	**414 292**	**21 762**	**64 665**	**500 91**

uxembourgeoise
orie de produits en 1971
s)

Autres pays d'Afrique	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amérique	Amérique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie	Total général
6 595	**7 919**	**27 085**	**1 737**	**5 611**	**34 433**	**2 403**	**11 183**	**13 586**	**938**	**320 400**
255	282	33	23	382	438	56	465	521	32	11 709
6 340	7 637	27 052	1 714	5 229	33 995	2 347	10 718	13 065	906	308 691
1 191	*1 351*	*497*	*37*	*439*	*973*	*164*	*386*	*550*	*45*	*27 301*
5 149	*6 286*	*26 555*	*1 677*	*4 790*	*33 022*	*2 183*	*10 332*	*12 515*	*861*	*281 390*
407	**417**	**377**	**1**	**97**	**475**	**6**	**148**	**154**	**2 765**	**16 213**
3 809	**4 166**	**10 304**	**620**	**2 405**	**13 329**	**536**	**2 452**	**2 988**	**369**	**172 608**
1 310	1 429	8 737	207	295	9 239	297	724	1 021	157	110 928
2 499	2 737	1 567	413	2 110	4 090	239	1 728	1 967	212	61 680
1 659	*1 696*	*371*	*90*	*1 428*	*1 889*	*116*	*1 044*	*1 160*	*91*	*41 562*
840	*1 041*	*1 196*	*323*	*682*	*2 201*	*123*	*684*	*807*	*121*	*20 118*
5 123	**6 203**	**2 984**	**391**	**3 489**	**6 864**	**622**	**3 687**	**4 309**	**510**	**84 558**
3 097	3 627	875	256	2 410	3 541	266	2 868	3 134	333	48 206
936	1 336	946	14	566	1 526	52	312	364	36	14 848
85	97	104	3	25	132	6	52	58	4	1 978
1 005	1 143	1 059	118	488	1 665	298	455	753	137	19 526
592	**739**	**342**	**66**	**766**	**1 174**	**85**	**1 338**	**1 423**	**388**	**10 089**
16 526	**19 444**	**41 092**	**2 815**	**12 368**	**56 275**	**3 652**	**18 808**	**22 460**	**4 970**	**603 868**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par secteur industriel

(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale					
	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1966	1967	1968	1969	1970	1971
A. *Sidérurgie*	**11,9**	**13,5**	**13,2**	**17,4**	**23,5**	**22,6**	**3,3**	**3,7**	**3,1**	**3,5**	**4,1**	**3,6**
1. Formes primaires	4,4	5,3	4,8	6,4	9,0	6,9	1,2	1,5	1,1	1,3	1,6	1,1
2. Produits mi-finis	7,5	8,2	8,4	11,0	14,5	15,7	2,1	2,2	2,0	2,2	2,5	2,5
B. *Fabrications métalliques*	**96,6**	**98,1**	**106,3**	**134,8**	**162,6**	**188,8**	**26,9**	**26,9**	**25,3**	**26,9**	**28,6**	**30,1**
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs	8,9	8,3	9,1	11,1	13,7	17,0	2,4	2,3	2,1	2,2	2,4	2,7
2. Machines (sauf électriques)	35,8	36,8	37,4	45,3	56,0	65,5	10,0	10,1	8,9	9,0	9,9	10,4
dont : machines pour le travail des métaux	(2,9)	(2,0)	(2,2)	(2,5)	(3,9)	(4,3)	(0,8)	(0,6)	(0,5)	(0,5)	(0,7)	(0,7)
machines textiles	(2,6)	(2,5)	(2,7)	(3,5)	(3,5)	(3,6)	(0,7)	(0,7)	(0,6)	(0,7)	(0,6)	(0,6)
3. Machines et appareils électriques	15,8	15,5	17,5	21,7	28,8	34,9	4,4	4,2	4,2	4,3	5,1	5,6
4. Matériel de transport	35,9	37,3	42,1	56,5	63,9	71,2	10,0	10,2	10,0	11,3	11,2	11,4
dont : matériel ferroviaire	(0,4)	(0,5)	(0,3)	(0,3)	(0,7)	(1,6)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,3)
véhicules à moteur	(32,0)	(31,9)	(36,5)	(50,3)	(54,4)	(62,1)	(8,9)	(8,8)	(8,7)	(9,9)	(9,6)	(9,9)
bateaux et navires	(0,5)	(0,8)	(0,4)	(0,5)	(0,8)	(0,5)	(0,1)	(0,2)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)
5. Armes et munitions	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
C. *Métaux non ferreux*	**25,8**	**24,2**	**29,5**	**34,3**	**39,0**	**28,9**	**7,2**	**6,6**	**7,0**	**6,9**	**6,9**	**4,6**
1. Non travaillés	23,9	22,3	27,4	31,5	35,7	25,0	6,7	6,1	6,5	6,3	6,3	4,0
2. Travaillés	1,9	1,9	2,1	2,8	3,3	3,9	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
D. *Industrie textile*	**38,7**	**34,2**	**39,9**	**47,9**	**49,5**	**57,5**	**10,8**	**9,4**	**9,5**	**9,5**	**8,7**	**9,2**
1. Fibres	16,7	13,7	15,0	16,2	14,9	14,3	4,7	3,8	3,6	3,2	2,6	2,3
2. Fils	5,7	5,1	6,8	9,0	9,3	11,9	1,6	1,4	1,6	1,8	1,6	1,9
[illegible]	3,9	4,8	6,1	7,1	8,1	10,3	1,1	1,3	1,5	1,4	1,4	1,8
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5

3. Teintures, tannants et colorants ...	2,0	2,1	2,3	2,6	2,8	3,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5
4. Produits pharmaceutiques	3,3	4,0	4,6	6,0	6,9	7,4	0,9	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2
5. Engrais manufacturés	2,5	2,7	2,6	2,4	2,3	2,4	0,7	0,7	0,6	0,5	0,4	0,4
6. Divers	9,6	10,1	11,8	14,3	16,4	19,4	2,6	2,8	2,8	2,8	2,9	3,1
F. *Produits alimentaires, boissons, tabacs*..	**44,7**	**49,1**	**50,5**	**58,0**	**67,9**	**75,6**	**12,5**	**13,5**	**12,0**	**11,6**	**11,9**	**12,1**
dont : sucre et sucreries	(0,7)	(0,7)	(0,8)	(0,8)	(0,8)	(1,1)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,1)	(0,2)
viandes fraîches ou préparées.	(3,4)	(3,8)	(4,0)	(4,2)	(4,4)	(5,5)	(0,9)	(1,0)	(1,0)	(0,8)	(0,8)	(0,9)
produits laitiers	(3,7)	(3,9)	(4,2)	(4,2)	(6,2)	(7,1)	(1,0)	(1,1)	(1,0)	(0,8)	(1,1)	(1,1)
G. *Industrie diamantaire*	**15,0**	**14,1**	**19,7**	**24,7**	**16,8**	**22,3**	**4,2**	**3,9**	**4,7**	**4,9**	**3,0**	**3,6**
H. *Charbonnages et cokeries*	**9,7**	**9,3**	**10,8**	**12,1**	**15,1**	**13,4**	**2,7**	**2,6**	**2,6**	**2,4**	**2,7**	**2,1**
I. *Industrie du pétrole*	**17,8**	**20,8**	**27,6**	**30,4**	**33,7**	**42,6**	**5,0**	**5,7**	**6,6**	**6,1**	**5,9**	**6,8**
1. Produit brut ou semi-raffiné	12,4	14,7	20,5	24,1	26,4	31,8	3,5	4,0	4,9	4,8	4,6	5,1
2. Produits dérivés	5,4	6,1	7,1	6,3	7,3	10,8	1,5	1,7	1,7	1,3	1,3	1,7
J. *Industries diverses*	**24,4**	**26,9**	**29,8**	**37,5**	**42,4**	**48,3**	**6,8**	**7,4**	**7,1**	**7,5**	**7,5**	**7,7**
1. Matériaux de construction	0,5	0,6	0,7	0,8	1,0	1,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Industrie verrière	1,6	1,7	1,9	2,2	2,9	3,2	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5
3. Papier et ouvrages	8,3	8,5	9,6	11,9	13,8	15,4	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,5
4. Caoutchouc et ouvrages	4,1	4,0	4,4	5,7	6,2	7,6	1,1	1,1	1,0	1,1	1,1	1,2
5. Bois et ouvrages	6,0	8,0	8,5	11,2	11,4	12,3	1,7	2,2	2,0	2,3	2,0	2,0
6. Huiles et graisses	1,9	1,9	2,1	2,7	3,9	4,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,7
7. Chaussures	2,0	2,2	2,6	3,0	3,2	4,1	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Total (A à J) ...	**308,0**	**316,2**	**357,8**	**433,4**	**491,9**	**547,8**	**85,9**	**86,8**	**85,2**	**86,5**	**86,6**	**87,4**
K. *Autres secteurs*	**51,1**	**48,1**	**62,0**	**67,7**	**76,2**	**79,0**	**14,1**	**13,2**	**14,8**	**13,5**	**13,4**	**12,6**
Total général ..	**359,1**	**364,3**	**419,8**	**501,1**	**568,1**	**626,8**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par catégorie de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Matières premières et produits demi-finis	**166 010**	**179 772**	**206 033**	**202 681**	**237 551**	**284 787**	**311 726**	**328 228**
Produits agricoles	6 797	7 793	8 260	8 709	9 197	10 013	11 503	12 320
Produits industriels	159 213	171 979	197 774	193 972	228 354	274 774	300 223	315 908
dont : Matières premières	*55 423*	*57 613*	*59 686*	*57 986*	*66 534*	*74 428*	*84 315*	*78 828*
Produits demi-finis	*103 790*	*114 366*	*138 088*	*135 986*	*161 820*	*200 346*	*215 908*	*237 080*
Combustibles et énergie	**29 209**	**29 403**	**28 206**	**31 122**	**39 941**	**45 007**	**52 070**	**59 923**
Biens de consommation	**54 967**	**65 337**	**71 040**	**75 160**	**84 234**	**101 427**	**113 232**	**134 354**
Produits durables	27 778	33 624	36 574	38 415	44 894	56 854	62 242	73 969
Produits non durables	27 189	31 713	34 466	36 745	39 340	44 573	50 990	60 385
dont : Produits alimentaires	*21 367*	*24 666*	*26 777*	*28 398*	*29 229*	*32 182*	*36 647*	*43 879*
Produits non alimentaires	*5 821*	*7 047*	*7 689*	*8 347*	*10 111*	*12 391*	*14 343*	*16 506*
Biens d'équipement	**45 172**	**49 373**	**52 798**	**54 813**	**56 836**	**69 074**	**90 277**	**103 579**
Moteurs et investissements finis	30 654	30 885	34 725	34 750	36 000	42 688	55 754	65 529
Matériel de transport	4 998	8 443	6 310	7 268	8 090	10 272	12 191	11 197
Appareils scientifiques et médicaux	2 617	2 214	2 701	2 726	2 838	3 172	4 002	4 575
Autres	6 903	7 831	9 062	10 069	9 908	12 942	18 330	22 278
Autres produits	**1 153**	**1 189**	**1 027**	**561**	**1 196**	**758**	**810**	**755**
Total général	**296 511**	**325 074**	**359 104**	**364 337**	**419 758**	**501 053**	**568 115**	**626 839**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des importations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Matières premières et produits demi-finis	**55,9**	**55,3**	**57,4**	**55,6**	**56,6**	**56,8**	**54,9**	**52,4**
Produits agricoles	2,3	2,4	2,3	2,4	2,2	2,0	2,0	2,0
Produits industriels	53,6	52,9	55,1	53,2	54,4	54,8	52,9	50,4
dont : Matières premières	*18,7*	*17,7*	*16,6*	*15,9*	*15,8*	*14,8*	*14,9*	*12,6*
Produits demi-finis	*34,9*	*35,1*	*38,5*	*37,3*	*38,6*	*40,0*	*38,0*	*37,8*
Combustibles et énergie	**9,9**	**9,0**	**7,9**	**8,5**	**9,5**	**9,0**	**9,2**	**9,6**
Biens de consommation	**18,6**	**20,1**	**19,8**	**20,6**	**20,1**	**20,2**	**19,9**	**21,4**
Produits durables	9,4	10,4	10,2	10,5	10,7	11,3	10,9	11,8
Produits non durables	9,2	9,8	9,6	10,1	9,4	8,9	9,0	9,6
dont : Produits alimentaires	*7,2*	*7,6*	*7,5*	*7,8*	*7,0*	*6,4*	*6,5*	*7,0*
Produits non alimentaires	*2,0*	*2,2*	*2,1*	*2,3*	*2,4*	*2,5*	*2,5*	*2,6*
Biens d'équipement	**15,2**	**15,2**	**14,7**	**15,1**	**13,5**	**13,8**	**15,9**	**16,5**
Moteurs et investissements finis	10,3	9,5	9,7	9,5	8,5	8,5	9,8	10,4
Matériel de transport	1,7	2,6	1,8	2,0	1,9	2,1	2,2	1,8
Appareils scientifiques et médicaux	0,9	0,7	0,8	0,8	0,7	0,6	0,7	0,7
Autres	2,3	2,4	2,5	2,8	2,4	2,6	3,2	3,6
Autres produits	**0,4**	**0,4**	**0,2**	**0,2**	**0,3**	**0,2**	**0,1**	**0,1**
Total général	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition géographique des impo
(en

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	C.E.E.	Royaume-Uni	Autres pays de l'Europe	E
Matières premières et produits demi-finis	**61 867**	**43 109**	**77 138**	**7 371**	**189 485**	**26 272**	**30 326**	2
Produits agricoles	2 234	2 216	1 049	22	5 521	81	1 160	
Produits industriels	59 633	40 893	76 089	7 349	183 964	26 191	29 166	2
dont : Matières premières	*22 101*	*6 943*	*5 190*	*512*	*34 746*	*1 851*	*9 946*	
Produits demi-finis.	*37 532*	*33 950*	*70 899*	*6 837*	*149 218*	*24 340*	*19 220*	1
Combustibles et énergie	**1 447**	**14 702**	**10 623**	**473**	**27 245**	**962**	**2 580**	
Biens de consommation	**31 114**	**28 641**	**30 476**	**11 834**	**102 065**	**4 892**	**10 399**	1
Produits durables	17 452	12 918	22 743	9 105	62 218	2 495	3 679	
Produits non durables	13 662	15 723	7 733	2 729	39 847	2 397	6 720	
dont : Produits alimentaires	*9 224*	*11 830*	*3 492*	*2 189*	*26 735*	*1 413*	*5 367*	
Prod. non alimentaires	*4 438*	*3 893*	*4 241*	*540*	*13 112*	*984*	*1 353*	
Biens d'équipement	**16 751**	**15 353**	**39 824**	**4 919**	**76 847**	**6 485**	**7 653**	
Moteurs et investissements fixes	9 711	8 606	26 929	3 249	48 495	4 408	5 356	
Matériel de transport	2 538	1 876	3 168	436	8 018	604	494	
Appareils scientifiques et médicaux	537	591	1 827	190	3 145	300	433	
Autres	3 965	4 280	7 900	1 044	17 189	1 173	1 370	1
Autres produits	**183**	**138**	**90**	**125**	**536**	**47**	**37**	
Total général...	**111 362**	**101 943**	**158 151**	**24 722**	**396 178**	**38 658**	**50 995**	48

Luxembourgeoise

orie de produits en 1971
ıncs)

Autres pays d'Afrique	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amérique	Amérique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie	Total général
21 430	**25 515**	**25 266**	**6 136**	**9 943**	**41 345**	**2 897**	**8 488**	**11 385**	**3 900**	**328 228**
1 594	1 750	1 556	18	2 010	3 584	—	220	220	4	12 320
19 836	23 765	23 710	6 118	7 933	37 761	2 897	8 268	11 165	3 896	315 908
5 670	*6 539*	*9 068*	*4 210*	*4 955*	*18 233*	*275*	*4 109*	*4 384*	*3 129*	*78 828*
14 166	*17 226*	*14 642*	*1 908*	*2 978*	*19 528*	*2 622*	*4 159*	*6 781*	*767*	*237 080*
7 749	**7 778**	**1 519**	**31**	**1 698**	**3 248**	—	**18 055**	**18 055**	**55**	**59 923**
1 194	**1 952**	**4 089**	**338**	**5 162**	**9 589**	**2 697**	**2 425**	**5 122**	**335**	**134 354**
64	67	2 072	43	28	2 143	2 246	1 035	3 281	86	73 969
1 130	1 885	2 017	295	5 134	7 446	451	1 390	1 841	249	60 385
1 128	*1 882*	*1 167*	*262*	*5 105*	*6 534*	*396*	*1 333*	*1 729*	*219*	*43 879*
2	*3*	*850*	*33*	*29*	*912*	*55*	*57*	*112*	*30*	*16 506*
56	**1 515**	**9 152**	**158**	**70**	**9 380**	**1 249**	**253**	**1 502**	**197**	**103 579**
24	39	6 143	64	19	6 226	821	55	876	129	65 529
2	1 443	457	9	—	466	7	155	162	10	11 197
4	4	514	10	1	525	141	6	147	21	4 575
26	29	2 038	75	50	2 163	280	37	317	37	22 278
11	**12**	**69**	**2**	**7**	**78**	**1**	**44**	**45**	—	**755**
30 440	**36 772**	**40 095**	**6 665**	**16 880**	**63 640**	**6 844**	**29 265**	**36 109**	**4 487**	**626 839**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des importations de 1971 par rapport à 1970
(en pour-cent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	C.E.E.	Royaume-Uni	A.E.L.E.	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	+ 7,4	+ 12,6	+ 23,9	+ 27,3	+ 15,6	+ 21,4	+ 17,9	+ 15,2	— 19,0	— 17,9	— 24,6	+ 15,3	+ 5,3
Produits agricoles	— 8,6	+ 21,2	+ 35,0	+ 83,3	+ 9,1	+ 32,8	+ 5,6	+ 9,2	+ 10,0	— 2,3	+ 25,3	— 9,5	+ 7,1
Produits industriels	+ 8,1	+ 12,2	+ 23,8	+ 27,2	+ 15,8	+ 21,3	+ 12,0	+ 15,3	— 20,4	— 19,2	— 26,8	+ 15,9	+ 5,2
dont : Matières premières	*+ 2,2*	*+ 1,5*	*+ 8,2*	*— 4,3*	*+ 2,8*	*— 30,0*	*— 5,2*	*— 0,3*	*— 26,7*	*— 23,4*	*+ 6,1*	*+ 7,9*	*— 6,5*
Produits demi-finis	*+ 11,9*	*+ 14,7*	*+ 25,1*	*+ 30,5*	*+ 19,3*	*+ 28,5*	*+ 24,2*	*+ 19,9*	*— 15,9*	*— 14,8*	*— 34,5*	*+ 21,7*	*+ 9,8*
Combustibles et énergie	— 15,0	+ 82,8	+ 1,4	— 20,6	+ 30,9	+ 52,2	+ 55,8	+ 32,4	— 43,8	— 32,4	+ 1,7	+ 10,7	+ 15,1
Biens de consommation	+ 24,5	+ 15,8	+ 20,4	+ 13,0	+ 19,4	+ 7,0	+ 13,6	+ 19,1	—	+ 8,9	+ 26,9	+ 24,0	+ 18,7
Produits durables	+ 18,7	+ 23,1	+ 21,2	+ 9,5	+ 19,0	+ 11,7	+ 9,3	+ 19,1	— 0,2	+ 1,3	+ 67,5	+ 24,4	+ 18,8
Produits non durables	+ 32,7	+ 10,4	+ 18,2	+ 26,7	+ 19,9	+ 2,6	+ 17,0	+ 19,2	+ 0,2	+ 11,3	+ 25,8	+ 23,1	+ 18,4
dont : Produits alimentaires	*+ 29,5*	*+ 9,8*	*+ 30,2*	*+ 25,7*	*+ 19,8*	*+ 26,2*	*+ 27,0*	*+ 19,9*	*+ 17,8*	*+ 16,3*	*+ 26,1*	*+ 27,1*	*+ 19,7*
Prod. non alimentaires	*+ 39,9*	*+ 12,3*	*+ 9,8*	*+ 30,8*	*+ 20,1*	*— 19,1*	*+ 4,3*	*+ 17,7*	*— 16,8*	*— 14,8*	*— 50,0*	*— 18,0*	*+ 15,1*
Biens d'équipement	+ 29,8	+ 28,4	+ 15,8	+ 11,6	+ 20,7	+ 7,6	+ 10,2	+ 18,4	— 20,9	— 21,3	+3 266,7	+ 4,0	+ 14,7
Moteurs et investissements fixes	+ 23,4	+ 30,7	+ 18,4	+ 18,8	+ 21,4	+ 14,4	+ 13,1	+ 20,2	— 1,3	— 3,3	+ 160,0	+ 10,3	+ 17,5
Matériel de transport	+ 36,1	— 3,7	— 7,2	— 25,1	+ 2,7	— 16,5	— 31,7	— 3,5	— 81,1	— 80,7	+7 494,7	— 47,6	— 8,2
Appareils scientifiques et médicaux	+ 16,0	+ 29,6	+ 15,1	+ 18,8	+ 17,9	— 5,1	+ 3,7	+ 15,2	— 2,1	— 0,8	+ 300,0	+ 48,5	+ 14,3
Autres	+ 46,1	+ 44,3	+ 18,8	+ 12,0	+ 29,6	+ 3,5	+ 10,9	+ 27,0	— 15,4	— 14,7	+ 190,0	+ 31,0	+ 21,5
Autres produits	+ 39,7	+375,9	+ 32,3	+495,2	+ 70,7	— 6,0	+ 62,8	+ 19,5	— 67,8	— 66,8	— 14,3	+ 18,4	— 6,8
Total général	+ 14,4	+ 22,8	+ 19,3	+ 16,2	+ 18,5	+ 17,1	+ 15,3	+ 17,7	— 19,5	— 16,4	— 14,7	+ 13,6	+ 10,3

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Analyse de la balance commerciale

suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International

(en millions de francs)

SECTIONS ET DIVISIONS	1966	1967	1968	1969	1970	1971
0. Produits alimentaires	— 18 217	— 17 722	— 15 578	— 15 645	— 17 153	— 16 690
1. Boissons et tabacs	— 3 102	— 3 488	— 2 871	— 3 315	— 4 080	— 5 311
2. Matières autres que les combustibles minéraux	— 31 233	— 28 017	— 36 080	— 38 223	— 41 811	— 40 090
dont : 26. Fibres textiles et déchets d'articles textiles	(— 8 167)	(— 6 220)	(— 7 382)	(— 7 251)	(— 7 153)	(— 7 756)
28. Minerais et déchets de métaux	(— 12 029)	(— 11 067)	(— 16 321)	(— 16 510)	(— 22 034)	(— 18 211)
3. Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	— 18 550	— 20 849	— 26 943	— 28 078	— 36 256	— 43 451
4. Corps gras, graisses et huiles d'origine animale ou végétale	— 1 033	— 899	— 958	— 1 362	— 2 167	— 2 276
5. Produits chimiques	— 2 254	— 1 980	+ 1 289	+ 4 217	+ 7 890	+ 9 562
6. Articles manufacturés	+ 69 566	+ 73 891	+ 80 241	+ 97 087	+ 116 951	+ 101 513
61. Cuirs et peaux tannés, articles en cuir, pelleteries apprêtées	(+ 95)	(+ 341)	(+ 458)	(+ 1 047)	(+ 1 218)	(+ 908)
62. Articles en caoutchouc, non dénommés ailleurs	(— 1 025)	(— 835)	(— 590)	(— 1 050)	(— 1 402)	(— 1 844)
63. Articles en bois et en liège (sauf les meubles)	(+ 295)	(+ 261)	(+ 435)	(+ 743)	(+ 1 122)	(+ 1 358)
64. Papier et ses applications	(— 2 234)	(— 1 966)	(— 1 808)	(— 1 043)	(— 951)	(— 1 588)
65. Fils, tissus, articles confectionnés en textiles et articles similaires	(+ 16 643)	(+ 16 311)	(+ 18 083)	(+ 20 722)	(+ 21 287)	(+ 20 746)
66. Articles en matières minérales autres qu'en métaux, non dénommés ailleurs	(+ 7 017)	(+ 9 019)	(+ 6 252)	(+ 3 517)	(+ 11 872)	(+ 7 262)
67. Fonte, fer et acier	(+ 43 139)	(+ 44 628)	(+ 52 458)	(+ 64 381)	(+ 74 026)	(+ 69 523)
68. Métaux non ferreux	(+ 5 663)	(+ 5 203)	(+ 3 862)	(+ 7 651)	(+ 8 922)	(+ 5 799)
69. Articles manufacturés en métal	(— 25)	(+ 929)	(+ 1 091)	(+ 1 119)	(+ 857)	(— 650)
7. Machines et matériel de transport	— 21 127	— 19 197	— 18 078	— 21 041	— 25 350	— 37 663
71. Machines non électriques	(— 13 757)	(— 13 893)	(— 11 652)	(— 13 111)	(— 17 806)	(— 23 703)
72. Machines et appareils électriques	(— 3 025)	(— 2 403)	(— 2 929)	(— 3 981)	(— 5 135)	(— 8 710)
73. Matériel de transport	(— 4 345)	(— 2 901)	(— 3 497)	(— 3 949)	(— 2 409)	(— 5 249)
8. Articles manufacturés divers	+ 2 492	+ 2 420	+ 2 307	+ 2 237	+ 3 935	+ 2 098
9. Marchandises diverses non dénommées ailleurs	+ 5 932	+ 5 636	+ 5 472	+ 7 536	+ 10 393	+ 9 337
Balance générale	— 17 526	— 10 205	— 11 199	+ 3 413	+ 12 352	— 22 971

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par pays de destination

PAYS DE DESTINATION (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
1. Allemagne Occidentale	69,8	72,0	69,8	85,5	115,5	142,9	151,0	21,8	21,1	19,7	20,9	22,9	24,6	25,0
2. France	46,5	55,2	63,2	75,8	105,9	114,9	122,3	14,5	16,2	17,8	18,6	21,0	19,8	20,3
3. Pays-Bas	70,5	76,0	75,8	85,9	97,5	112,5	114,7	22,1	22,2	21,4	21,0	19,3	19,4	19,0
4. Etats-Unis	26,7	29,6	29,4	38,6	34,8	34,8	41,1	8,4	8,7	8,3	9,4	6,9	6,0	6,8
5. Italie	10,9	11,3	14,2	15,5	21,7	27,3	26,4	3,4	3,3	4,0	3,8	4,3	4,7	4,4
6. Royaume-Uni	15,3	16,1	16,7	17,9	20,3	21,1	21,8	4,8	4,7	4,7	4,4	4,0	3,6	3,6
7. Suisse	7,1	7,4	7,8	8,2	10,3	11,9	12,8	2,2	2,2	2,2	2,0	2,0	2,0	2,1
8. Suède	6,3	6,1	5,9	7,0	10,0	11,7	10,1	2,0	1,8	1,7	1,7	2,0	2,0	1,7
9. Zaïre, Rwanda et Burundi	3,5	3,6	2,9	3,9	4,8	6,0	6,6	1,1	1,1	0,8	1,0	1,0	1,0	1,1
10. Espagne	3,7	3,7	3,2	3,4	5,2	5,5	5,4	1,2	1,1	0,9	0,8	1,0	0,9	0,9
11. Danemark	4,4	4,0	4,1	4,0	5,7	5,9	5,3	1,4	1,2	1,2	1,0	1,1	1,0	0,9
12. Norvège	2,8	2,8	3,2	3,4	4,5	5,0	5,0	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9	0,9	0,8
13. Israël	1,3	1,4	1,5	2,1	2,3	3,2	3,8	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6
14. Japon	1,7	2,4	3,0	2,8	3,8	4,3	3,7	0,5	0,7	0,8	0,7	0,8	0,7	0,6
15. Autriche	2,0	2,1	2,2	2,4	2,7	3,4	3,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,6
16. Grèce	2,4	2,2	2,3	2,2	2,5	3,2	3,3	0,8	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,5
17. U.R.S.S.	1,1	1,3	2,0	2,4	2,6	2,7	3,2	0,3	0,4	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5
18. Yougoslavie	0,8	1,0	2,0	1,0	1,7	2,8	3,0	0,3	0,3	0,6	0,2	0,3	0,5	0,5
19. République d'Afrique du Sud	1,7	1,3	1,6	1,9	1,9	2,6	2,9	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5
20. Canada	3,3	3,0	2,6	2,6	2,8	2,3	2,8	1,0	0,9	0,7	0,6	0,6	0,4	0,5
21. Brésil	0,9	1,1	1,5	1,6	1,6	2,3	2,6	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4
22. Hong-Kong	1,5	2,1	1,8	2,3	2,7	2,9	2,5	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4
23. Portugal	1,6	1,7	1,9	1,5	1,9	2,2	2,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
24. Finlande	1,9	1,7	1,7	1,5	2,1	2,5	2,1	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3
25. Mexique	0,6	0,8	0,9	1,1	1,2	1,4	1,7	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3
Autres pays	31,4	31,7	32,9	34,1	38,5	45,2	43,8	9,7	9,2	9,3	8,3	7,7	7,8	7,3
Total ...	**319,7**	**341,6**	**354,1**	**408,6**	**504,5**	**580,5**	**603,9**	**100,0**	**100,0**	**100 ,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des exportations en 1971.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par pays de provenance

PAYS DE PROVENANCE (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
1. Allemagne Occidentale	69,1	77,6	78,1	87,0	116,1	132,6	158,2	21,3	21,6	21,4	20,7	23,2	23,3	25,2
2. France	49,8	55,8	55,8	64,3	80,1	97,4	111,4	15,3	15,6	15,3	15,3	16,0	17,2	17,8
3. Pays-Bas	48,3	52,5	54,2	60,8	71,3	83,0	101,9	14,9	14,6	14,9	14,5	14,2	14,6	16,3
4. Etats-Unis	27,6	28,5	29,6	36,2	38,5	49,8	40,1	8,5	7,9	8,1	8,6	7,7	8,8	6,4
5. Royaume-Uni	24,4	26,6	25,1	30,1	34,8	33,0	38,7	7,5	7,4	6,9	7,2	7,0	5,8	6,2
6. Italie	12,6	14,6	16,2	17,9	20,1	21,3	24,7	3,9	4,1	4,4	4,3	4,0	3,8	3,9
7. Zaïre, Rwanda et Burundi	10,5	15,7	13,1	16,5	21,6	23,4	14,2	3,2	4,4	3,6	4,0	4,3	4,1	2,3
8. Suède	7,5	7,7	7,9	8,8	10,7	12,1	13,1	2,3	2,1	2,2	2,1	2,1	2,1	2,1
9. Suisse	5,0	5,2	4,7	5,4	6,7	6,4	7,5	1,5	1,5	1,3	1,3	1,3	1,1	1,2
10. Japon	2,2	2,6	3,1	3,5	4,9	5,8	6,8	0,7	0,7	0,9	0,8	1,0	1,0	1,1
11. Canada	4,4	4,2	4,6	5,4	5,2	7,6	6,7	1,4	1,2	1,3	1,3	1,0	1,3	1,1
12. République d'Afrique du Sud	3,2	4,1	3,9	4,3	4,9	4,1	6,3	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	0,7	1,0
13. Arabie Séoudite	0,7	1,0	0,6	3,1	4,3	4,7	5,7	0,2	0,3	0,2	0,7	0,9	0,8	0,9
14. U.R.S.S.	2,3	3,0	3,0	3,3	2,9	3,9	5,0	0,7	0,8	0,8	0,8	0,6	0,7	0,8
15. Koweit	2,6	2,6	2,2	2,7	3,0	4,5	4,7	0,8	0,7	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7
16. Argentine	3,1	3,9	4,2	3,7	4,0	4,7	4,2	1,0	1,1	1,2	0,9	0,8	0,8	0,7
17. Libye	1,6	2,0	3,9	3,7	5,0	5,8	4,1	0,5	0,6	1,1	0,9	1,0	1,0	0,7
18. Iran	5,1	3,5	2,9	3,8	5,8	3,8	3,7	1,6	1,0	0,8	0,9	1,2	0,7	0,6
19. Espagne	1,6	1,6	1,6	2,1	2,7	3,2	3,6	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6
20. Brésil	2,3	2,0	1,7	2,4	3,5	3,9	3,6	0,7	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,6
21. Norvège	1,3	1,6	1,9	2,0	2,6	3,1	3,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
22. Australie	2,9	2,9	2,9	2,8	3,5	2,7	2,4	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,5	0,4
Autres pays	37,0	39,9	43,1	50,0	48,9	51,3	56,8	11,2	11,1	11,7	11,8	9,7	9,1	8,9
Total ...	**325,1**	**359,1**	**364,3**	**419,8**	**501,1**	**568,1**	**626,8**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des exportations en 1971.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire en 1970 et 1971 (a)

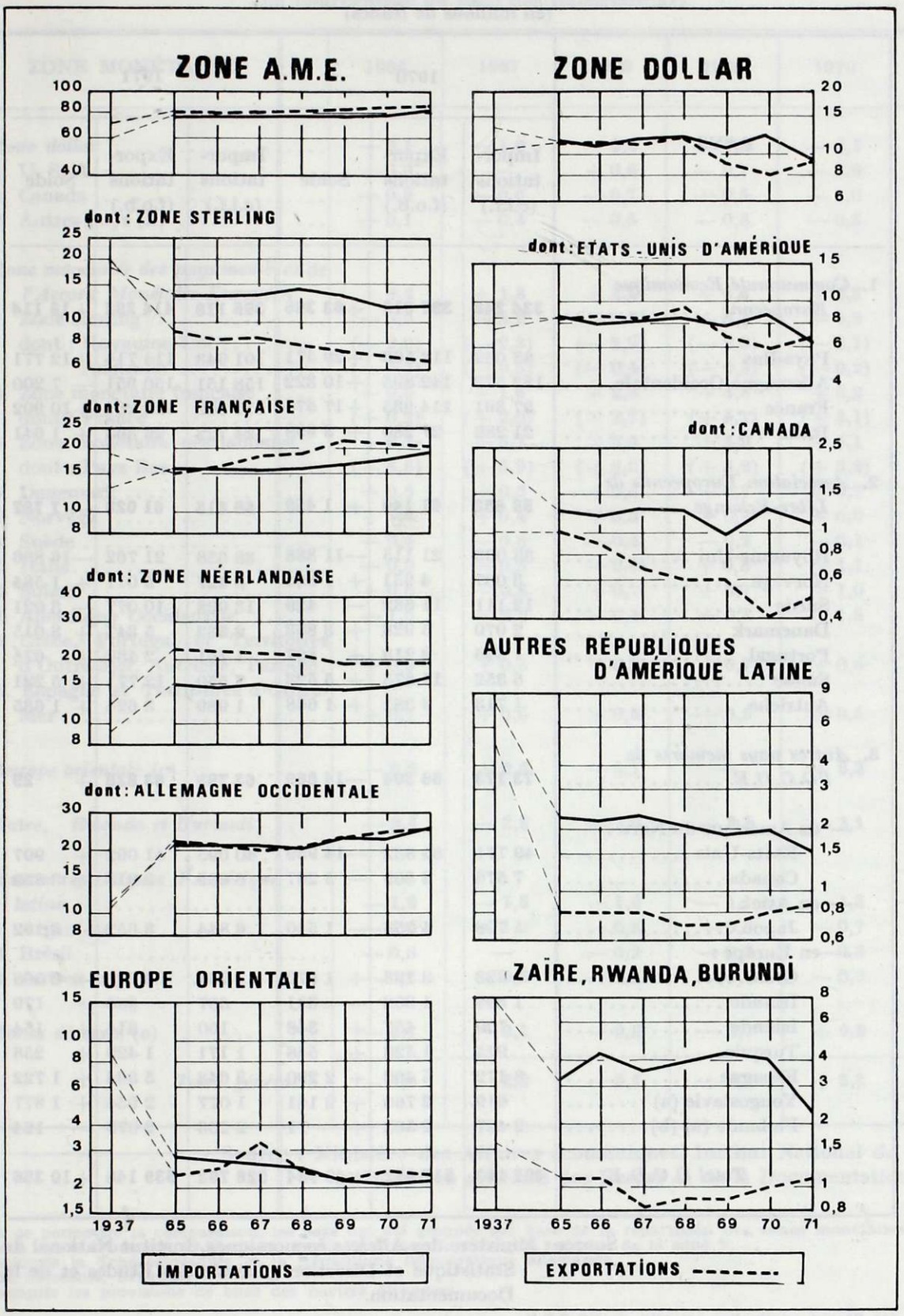
(en millions de francs)

ZONE MONÉTAIRE	1970			1971		
	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)	Solde	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)	Solde
I. *Zone dollar*	**70 672**	**47 545**	**—23 127**	**61 080**	**55 356**	**— 5 724**
1. U.S.A.	49 771	34 832	—14 939	40 095	41 092	+ 997
2. Canada	7 576	2 309	— 5 267	6 665	2 815	— 3 850
3. Autres pays (b)..	13 325	10 404	— 2 921	14 320	11 449	— 2 871
II. *Zone A.M.E.*	**440 634**	**494 328**	**+53 694**	**517 356**	**509 954**	**— 7 402**
III. *Europe orientale* (c) .	**11 868**	**13 812**	**+ 1 944**	**13 824**	**13 992**	**+ 168**
IV. *Zaïre, Rwanda et Burundi*	**23 380**	**5 987**	**—17 393**	**14 176**	**6 555**	**— 7 621**
V. *Autres Républiques d'Amérique latine* ..	**11 579**	**4 500**	**— 7 079**	**9 992**	**5 599**	**— 4 393**
1. Argentine	4 721	996	— 3 725	4 161	1 127	— 3 034
2. Brésil	3 902	2 302	— 1 600	3 613	2 600	— 1 013
3. Autres pays (d)..	2 956	1 202	— 1 754	2 218	1 872	— 346
VI. *Zones diverses* (e) ..	**9 982**	**14 295**	**+ 4 313**	**10 411**	**12 412**	**+ 2 001**
Total général...	**568 115**	**580 467**	**+12 352**	**626 839**	**603 868**	**—22 971**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaire à fin 1971.
(b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la Zone V
(c) Y compris la Tchécoslovaquie et la République démocratique allemande.
(d) Chili, Colombie, Uruguay.
(e) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Importations et exportations par zone monétaire
(en pour-cent du total)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques

(en millions de francs)

PAYS	1970			1971		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
1. *Communauté Economique Européenne*	**334 248**	**397 613**	**+63 365**	**396 178**	**414 292**	**+18 114**
Pays-Bas	83 032	112 503	+29 471	101 943	114 714	+12 771
Allemagne Occidentale	132 573	142 895	+10 322	158 151	150 951	— 7 200
France	97 361	114 935	+17 574	111 362	122 264	+10 902
Italie	21 282	27 280	+ 5 998	24 722	26 363	+ 1 641
2. *Association Européenne de Libre-Echange*	**59 682**	**61 140**	**+ 1 458**	**68 815**	**61 028**	**— 7 787**
Royaume-Uni	33 003	21 115	—11 888	38 658	21 762	—16 896
Norvège	3 087	4 951	+ 1 864	3 427	5 011	+ 1 584
Suède	12 111	11 682	— 429	13 098	10 077	— 3 021
Danemark	2 070	5 923	+ 3 853	2 332	5 347	+ 3 015
Portugal	1 346	2 213	+ 867	1 761	2 436	+ 675
Suisse	6 352	11 875	+ 5 523	7 550	12 771	+ 5 221
Autriche	1 713	3 381	+ 1 668	1 989	3 624	+ 1 635
3. *Autres pays membres de l'O.C.D.E.*	**73 173**	**58 304**	**—14 869**	**63 799**	**63 828**	**+ 29**
— en Amérique du Nord :						
Etats-Unis	49 771	34 832	—14 939	40 095	41 092	+ 997
Canada	7 576	2 309	— 5 267	6 665	2 815	— 3 850
— en Asie :						
Japon	5 798	4 258	— 1 540	6 844	3 652	— 3 192
— en Europe :						
Grèce	1 323	3 193	+ 1 870	1 254	3 262	+ 2 008
Irlande	1 393	1 002	— 391	687	866	+ 179
Islande	109	457	+ 348	160	314	+ 154
Turquie	975	1 523	+ 548	1 171	1 429	+ 258
Espagne	3 172	5 462	+ 2 290	3 643	5 365	+ 1 722
Yougoslavie (a)	619	2 760	+ 2 141	1 077	2 954	+ 1 877
Finlande (a) (b)	2 437	2 508	+ 71	2 203	2 079	— 124
Total O.C.D.E.	**467 103**	**517 057**	**+49 954**	**528 792**	**539 148**	**+10 356**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Statut particulier au sein de l'O.C.D.E.
(b) Membre associé de l'A.E.L.E.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Soldes de la balance commerciale par zone monétaire (a)

(en pourcentage du total des importations)

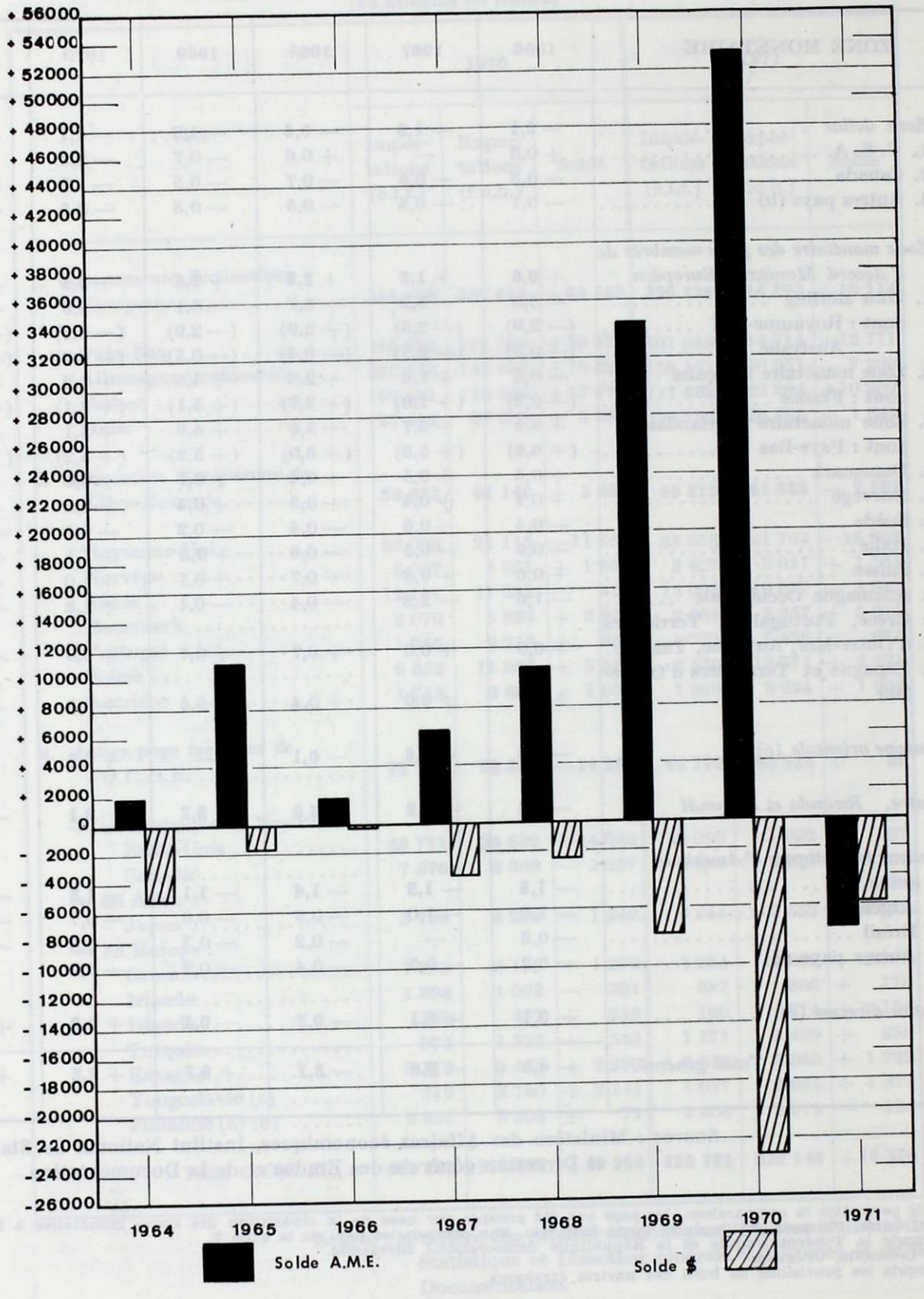
ZONE MONÉTAIRE	1966	1967	1968	1969	1970	1971
I. *Zone dollar*	**— 0,1**	**— 1,0**	**— 0,6**	**— 1,5**	**— 4,1**	**— 0,9**
1. U. S. A.	+ 0,3	—	+ 0,6	— 0,7	— 2,6	+ 0,2
2. Canada	— 0,3	— 0,6	— 0,7	— 0,5	— 1,0	— 0,6
3. Autres pays (b)	— 0,1	— 0,4	— 0,5	— 0,3	— 0,5	— 0,5
II. *Zone monétaire des pays membres de l'Accord Monétaire Européen*	**+ 0,6**	**+ 1,8**	**+ 2,6**	**+ 6,6**	**+ 9,5**	**— 1,2**
1. Zone sterling	— 5,6	— 5,2	— 6,7	— 6,1	— 4,9	— 5,7
dont : Royaume-Uni	(— 2,9)	(— 2,3)	(— 2,9)	(— 2,9)	(— 2,1)	(— 2,7)
Australie	(— 0,5)	(— 0,5)	(— 0,4)	(— 0,5)	(— 0,2)	(— 0,2)
2. Zone monétaire française	— 0,5	+ 1,6	+ 2,3	+ 4,8	+ 3,2	+ 1,4
dont : France	(— 0,2)	(+ 2,0)	(+ 2,7)	(+ 5,1)	(+ 3,1)	(+ 1,7)
3. Zone monétaire néerlandaise	+ 6,4	+ 5,7	+ 5,9	+ 4,9	+ 5,1	+ 1,9
dont : Pays-Bas	(+ 6,6)	(+ 5,9)	(+ 6,0)	(+ 5,2)	(+ 5,2)	(+ 2,0)
4. Danemark	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,7	+ 0,5
5. Norvège	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,3
6. Suède	— 0,4	— 0,6	— 0,4	— 0,2	— 0,1	— 0,5
7. Italie	— 0,9	— 0,5	— 0,6	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
8. Suisse	+ 0,6	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,7	+ 1,0	+ 0,8
9. Allemagne Occidentale	— 1,6	— 2,3	— 0,4	— 0,1	+ 1,8	— 1,2
10. Grèce, Portugal et Territoires d'Outre-Mer, Autriche, Turquie.	+ 0,9	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,7
11. Espagne et Territoires d'Outre-Mer	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,3
III. *Europe orientale* (c)	**— 0,3**	**+ 0,6**	**— 0,1**	—	**+ 0,3**	—
IV. *Zaïre, Rwanda et Burundi*	**— 3,4**	**— 2,8**	**— 3,0**	**— 3,2**	**— 3,1**	**— 1,2**
V. *Autres républiques d'Amérique latine*	**— 1,5**	**— 1,5**	**— 1,4**	**— 1,1**	**— 1,2**	**— 0,7**
1. Argentine	— 1,0	— 1,0	— 0,8	— 0,6	— 0,7	— 0,5
2. Brésil	— 0,3	—	— 0,2	— 0,3	— 0,3	— 0,2
3. Autres pays (d)	— 0,2	— 0,5	— 0,4	— 0,2	— 0,2	—
VI. *Zones diverses* (e)	**— 0,1**	**+ 0,1**	**— 0,2**	**— 0,1**	**+ 0,8**	**+ 0,3**
Total général...	**— 4,8**	**— 2,8**	**— 2,7**	**+ 0,7**	**+ 2,2**	**+ 3,7**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaires à fin 1971.
(b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la zone V.
(c) Y compris la Tchécoslovaquie et la République démocratique allemande.
(d) Chili, Colombie, Uruguay.
(e) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

Solde des balances commerciales de l'U. E. B. L.
avec la zone monétaire des pays membres de l'A.M.E. et la zone dollar

(en millions de francs)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

SECTION III. — BALANCE DES PAIEMENTS

La balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise s'est soldée, fin 1971, par un surplus de 22,6 milliards, comparativement à 20 milliards en 1970. Ce solde a été sensiblement influencé par le jeu spéculatif des délais de paiement, en liaison avec les événements monétaires et les modifications attendues dans les parités.

L'excédent accusé par la balance des opérations courantes, — qui comporte les paiements concernant le commerce extérieur, les transferts, les opérations d'arbitrage et les services — a atteint 42,3 milliards fin 1971, comparativement à 37,4 milliards à la fin de 1970.

Les opérations sur marchandises y représentent 41,5 milliards (contre 39,4 milliards en 1970), dont 21,2 milliards pour l'importation et l'exportation, 13,9 milliards pour le travail à façon et 6,4 milliards pour les opérations d'arbitrage.

Le solde positif relatif aux frets (3,8 milliards) ainsi que le surplus des revenus d'investissements (4,2 milliards) et l'importation de capitaux des travailleurs frontaliers (par solde 4,1 milliards) ont constitué la compensation la plus importante au déficit des déplacements à l'étranger, qui s'est élevé à 10,3 milliards, contre — 7,2 milliards en 1970.

Les transferts ont accusé un solde négatif de 4,6 milliards soit 2,3 milliards de moins que pendant l'année précédente. Ce déficit s'explique toutefois par les transferts en provenance des pouvoirs publics (— 6,8 milliards), tandis que ceux des particuliers se sont clôturés par une importation nette de capitaux de 2,2 milliards.

Les mouvements de capitaux des pouvoirs publics se sont soldés par une sortie de 11 milliards contre 0,4 milliard en 1970. Il s'agit principalement du remboursement d'une partie importante de la dette extérieure à court terme dans le cadre de la politique anti-inflationniste.

Les opérations de capitaux des organismes publics d'exploitation et des intermédiaires financiers du secteur public ont enregistré un déficit de 2,7 milliards, supérieur aux — 2,1 milliards de 1970.

Les investissements en valeurs mobilières à l'étranger de la part des particuliers ont été surtout importants au cours du quatrième trimestre de 1971 (7,3 milliards comparativement à une moyenne de 5,2 milliards pendant les trois premiers trimestres). Dans ce domaine, les émissions des institutions internationales ont joué un rôle appréciable pendant l'année 1971, ayant placé 3,3 milliards sur le marché belge. Au cours de l'année 1971, les placements belgo-luxembourgeois en valeurs mobilières à l'étranger, ont atteint 22,8 milliards, tandis que les placements étrangers dans l'U.E.B.L., sous forme de valeurs mobilières ne se sont élevés qu'à 5,1 milliards.

Les investissements directs des particuliers se sont soldés par une importation de capitaux de 13,7 milliards, comparativement à 8,1 milliards en 1970. Les exportations de capitaux à ce titre (surtout dans les industries sidérurgiques et pétrolières) se sont élevées par solde à 7,9 milliards, tandis que les investissements directs dans l'U.E.B.L. ont atteint un surplus de 21,6 milliards.

Les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires (à l'exception de la Banque Nationale) se sont améliorés, en 1971, de 8,1 milliards en comparaison de 3,8 milliards en 1970 ; ceux des banques, exceptée la Banque Nationale, ont accusé un accroissement de 7,6 milliards.

En raison de l'incertitude dans le domaine monétaire, au terme des huit premiers mois, les avoirs nets au comptant sur l'étranger en monnaies étrangères, des banques accusaient une importation nette de capital pour un montant de 13,4 milliards. Après le 15 août, les banques ont reconstitué leurs avoirs au comptant à l'étranger afin de maintenir leur position globale en devises.

Dans les banques, le mouvement des avoirs nets en francs belges des non-résidents a causé une entrée de capitaux de 9,2 milliards au cours de 1971. Le 10 mai, l'Institut belgo-luxembourgeois du Change a d'ailleurs interdit le versement des intérêts pour les comptes — en francs belges, en provenance du marché réglementé — ouverts en faveur de non-résidents. Après la réévaluation de fait du franc belge, la formation de ces avoirs a connu un sérieux ralentissement.

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale se sont accrus en 1971 de 17,5 milliards, comparativement à 11,4 milliards en 1970.

L'encaisse or a augmenté de 3,7 milliards pendant l'année 1971, surtout à la suite d'achats d'or auprès du F.M.I. (contre des francs belges) et du Trésor américain (contre des dollars). Toutefois, de l'or a été cédé au Trésor afin de permettre à celui-ci d'amortir des certificats libellés en or. Au cours du dernier trimestre, l'encaisse or a diminué (— 1,4 milliard) à la suite, de livraisons d'or à la Trésorerie et à cause des cessions à la « Nederlandsche Bank », conformément à l'accord monétaire Benelux.

Les réserves de change de la Banque Nationale (l'encaisse or exclue) ont augmenté, en 1971, de 9,9 milliards. Un accroissement de 17,4 milliards au cours des huit premiers mois a précédé une réduction de 7,5 milliards pendant les quatre derniers mois.

★

★ ★

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1970 et 1971

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1970	1971 (a)	1970	1971 (a)	1970	1971 (a)
A. *Transactions sur biens et services :*						
1. Opérations sur marchandises	485,8	526,8	446,4	485,3	+39,4	+41,5
a) Exportations et importations f. o. b.	*467,4*	*501,8*	*442,7*	*480,6*	*+24,7*	*+21,2*
b) Travail à façon	*13,4*	*18,6*	*3,7*	*4,7*	*+ 9,7*	*+13,9*
c) Opérations d'arbitrage	*5,0*	*6,4*	—	—	*+ 5,0*	*+ 6,4*
2. Or non monétaire	0,5	0,9	0,5	0,8	..	+ 0,1
3. Frets	20,3	24,9	18,8	21,1	+ 1,5	+ 3,8
4. Assurances pour le transport de marchandises	0,8	0,8	0,8	1,0	..	— 0,2
5. Autres frais de transport	9,3	10,0	8,4	9,4	+ 0,9	+ 0,6
6. Déplacements à l'étranger	17,4	18,4	24,6	28,7	— 7,2	—10,3
7. Revenus d'investissements	43,1	49,1	39,7	44,9	+ 3,4	+ 4,2
8. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	10,5	11,4	9,9	10,0	+ 0,6	+ 1,4
9. Autres services	51,4	50,7	45,7	44,9	+ 5,7	+ 5,8
a) Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteurs	*5,9*	*6,3*	*8,8*	*8,2*	*— 2,9*	*— 1,9*
b) Courtages et commissions	*19,0*	*20,7*	*15,1*	*18,0*	*+ 3,9*	*+ 2,7*
c) Ouvriers frontaliers	*7,0*	*7,7*	*3,1*	*3,6*	*+ 3,9*	*+ 4,1*
d) Primes et indemnités d'assurances	*3,8*	*4,4*	*4,8*	*5,5*	*— 1,0*	*— 1,1*
e) Divers	*15,7*	*11,6*	*13,9*	*9,6*	*+ 1,8*	*+ 2,0*
Total des transactions sur biens et services (b)	**639,1**	**693,0**	**594,8**	**646,1**	**+44,3**	**+46,9**
(dont : services = 3 à 8)	(152,8)	(165,3)	(147,9)	(160,0)	(+ 4,9)	(+ 5,3)
B. *Transferts :*						
10. Transferts privés	10,8	12,2	8,8	10,0	+ 2,0	+ 2,2
11. Transferts de l'Etat	0,7	1,3	9,6	8,1	— 8,9	— 6,8
Total des transferts	**11,5**	**13,5**	**18,4**	**18,1**	**— 6,9**	**— 4,6**

(suite à la page (388)

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1970 et 1971 (suite)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1970	1971 (a)	1970	1971 (a)	1970	1971 (a)
C. *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :*						
11. Etat	3,5	1,4	3,7	12,4	— 0,2	—11,0
a) Long terme	*0,4*	*0,5*	*3,6*	*5,8*	— *3,2*	— *5,3*
— Participation à des organismes internationaux	(—)	(—)	(..)	(..)	(..)	(..)
— Prêts et emprunts	(0,4)	(0,5)	(1,8)	(3,8)	(— 1,4)	(— 3,3)
— Amortissements	(—)	(—)	(1,8)	(2,0)	(— 1,8)	(— 2,0)
b) Court terme	*3,1*	*0,9*	*0,1*	*6,6*	+ *3,0*	— *5,7*
12. Autres pouvoirs publics	..	..	0,2	..	— 0,2	..
Total du mouvement des capitaux des pouvoirs publics	**3,5**	**1,4**	**3,9**	**12,4**	**— 0,4**	**—11,0**
D. *Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :*						
13. Organismes publics d'exploitation	0,3	0,3	2,7	0,9	— 2,4	— 0,6
14. Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	1,4	0,9	1,1	3,0	+ 0,3	— 2,1
15. Secteur privé (chiffres nets)	4,0	16,5	15,7	22,8	—11,7	— 6,3
a) Transactions identifiées en valeurs mobilières	*1,3*	*5,1*	*15,7*	*22,8*	—*14,4*	—*17,7*
— Belges	(1,3)	(5,1)	(—)	(—)	(+ 1,3)	(+ 5,1)
— Etrangères	(—)	(—)	(15,7)	(22,8)	(—15,7)	(—22,8)
b) Autres	*2,7*	*11,4*	—	—	+ *2,7*	+*11,4*
Total du mouvement des capitaux des entreprises et particuliers	**5,7**	**17,7**	**19,5**	**26,7**	**—13,8**	**— 9,0**

(suite à la page (389)

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1970 et 1971 (suite)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1970	1971 (a)	1970	1971 (a)	1970	1971 (a)
E. *Erreurs et omissions*					— 3,2	+ 0,3
Total général . . .					+20,0	+22,6
F. *Financement du total :*						
1. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger					+ 4,8	— 3,0
2. Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :						
— Banque Nationale de Belgique					+11,4	+17,5
— Banques belges et luxembourgeoises :						
Francs belges et luxembourgeois					+ 3,8	— 5,9
Monnaies étrangères					— 0,7	+13,5
— Organismes monétaires divers					+ 0,7	+ 0,5

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Données provisoires.
(b) Y compris en recettes le solde positif des opérations d'arbitrage et en dépenses le solde négatif de l'or non monétaire.

CHAPITRE II

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

SECTION I. — ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE (G. A. T. T.)

Le protocole de Genève (1967) qui contient les résultats du Kennedy-round stipule que les concessions tarifaires accordées doivent être mises en application en cinq tranches égales le 1er janvier de chacune des années 1968, 1969, 1970 et 1971. Au début de 1971, quatre cinquièmes des concessions consenties étaient donc devenues effectives.

Les gouvernements des pays participants ont autorisé les pays membres industrialisés à instaurer un tarif préférentiel général non discriminatoire en faveur des produits des pays en voie de développement. Cette autorisation contient une dérogation décennale au traitement général de la nation la plus favorisée pour les pays ci-après : Autriche, Canada, Danemark, Etats-Unis, Finlande, Irlande, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Suède et Suisse, ainsi que pour les communautés européennes et les Etats qui en font partie. L'objectif des parties contractantes est de favoriser le commerce des pays en voie de développement et d'accroître leurs recettes d'exportations, afin de stimuler leur croissance économique. La réglementation préférentielle visée ne peut constituer un obstacle à un abaissement des droits de douane sur base du traitement de la nation la plus favorisée ; en outre, l'accent a été mis sur le fait que cette réglementation ne peut entraîner la création de nouveaux obstacles au commerce des autres Etats membres du G.A.T.T. (1).

L'assemblée générale du G.A.T.T., du 25 août 1971, à Genève, a décidé de constituer un groupe de travail en vue de faire une étude sur la taxe supplémentaire de 10 % sur les importations, qui faisait partie des mesures économiques

(1) Le centre pour le commerce international de l'U.N.C.T.A.D./G.A.T.T. a édité un manuel (« Initiation au commerce d'exportation, 323 p.) pour les exportateurs des pays en voie de développement.

du Président Nixon. En septembre, les conclusions ont été consignées dans un rapport et adoptées à l'unanimité par le Conseil : la taxe supplémentaire de dix pour-cent y est qualifiée d'infraction au traité.

La vingt-septième session des Parties contractantes du G.A.T.T. en novembre 1971, a adopté certaines conclusions relatives à la nature et à l'ampleur des problèmes actuels dans le trafic commercial international. Les communautés européennes, l'Angleterre et l'Irlande n'ont pas marqué leur accord sur les propositions de discussions formulées par les Etats-Unis et d'autres pays ; elles ont demandé que dans le communiqué final de la réunion du G.A.T.T. soit insérée une conclusion spéciale sur la déclaration de principe des pays membres relative à la politique commerciale.

La majorité des pays participant à la conférence ont chargé le Conseil permanent du G.A.T.T. de déterminer la nature des problèmes commerciaux qui pourraient être résolus à court terme ; le Conseil a reçu des directives au sujet de l'orientation à suivre dans la recherche des solutions. A plus long terme, le Conseil doit analyser diverses techniques d'approche pour l'étude des problèmes du commerce international et en estimer la valeur.

En outre, au cours de la session annuelle, l'accent a été mis sur la poursuite de la libéralisation du trafic commercial. Tous les membres du G.A.T.T. sont d'avis que les circonstances présentes doivent être mises à profit pour trouver une solution aux problèmes commerciaux considérés comme les plus dangereux et les plus gênants et dont la disparition peut réduire les tensions présentes. Les membres se proposent de prendre dans le cadre du G.A.T.T. une initiative importante en vue de résoudre les problèmes commerciaux à plus long terme dès que ceci sera réalisable.

Un compromis a été adopté au sujet de la proposition des Etats-Unis d'ouvrir une enquête sur la mesure dans laquelle les accords commerciaux préférentiels ont vidé de sa substance l'accord général au cours des vingt dernières années ; les communautés européennes étaient opposées à cette proposition.Le G.A.T.T. examinera tous les 2 ans des rapports sur les accords préférentiels et rassemblera des statistiques détaillées au sujet de l'influence de ces accords sur les importations et les exportations de chaque membre du G.A.T.T. qui en fait partie.

Enfin, les Etats-Unis n'ont pas souscrit à la convention sur les concessions tarifaires réciproques, rédigée dans le cadre du G.A.T.T. par seize pays en voie de développement et qui n'était pas limitée par l'application de la clause de la nation la plus favorisée. Ils considèrent que cette règle est la base même du G.A.T.T., et qu'en conséquence toute concession accordée par un pays à un autre doit être étendue à tous les pays du G.A.T.T.

La République du Zaïre et la Roumanie sont devenues membres du G.A.T.T. en 1971, ce qui a porté à quatre-vingt le nombre des parties participant à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. La Roumanie est le troisième pays du Comecon qui souscrit au G.A.T.T., après la Tchécoslovaquie et la Pologne.

SECTION II. – ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (O.C.D.E.)

Le Conseil ministériel de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique, qui s'est réuni en juin à Paris, s'est prononcé en faveur de la poursuite de la libéralisation du commerce mondial ainsi que de la constitution à un niveau élevé d'un groupe de travail destiné à étudier les problèmes commerciaux. En outre, les ministres ont convenu que les pays de l'O.C.D.E. collaboreront plus étroitement dans la lutte contre l'inflation. Celle-ci constitue, en effet, une menace pour l'expansion économique souhaitable pour les Etats membres au cours des années septante.

Un troisième point auquel le Conseil ministériel a accordé une attention spéciale, est l'aide au développement : les gouvernements des pays de l'O.C.D.E. se proposent de combiner leur politique intérieure économique et sociale avec l'objectif de la coopération au développement. La participation de l'O.C.D.E. à une étude cohérente de ce problème va entraîner un renforcement des efforts des Etats membres, en vue de réaliser les objectifs de la stratégie internationale du développement pour sa deuxième décennie.

L'aide accordée par les seize Etats membres du comité d'aide au développement (D.A.C.) (1), s'est élevée à 15,6 milliards de dollars en 1970, dont environ 840 millions provenant de dons d'organisations privées. Ces dons mis à part, l'aide financière a augmenté de 1 milliard de dollars par rapport à 1969. En pourcentage du produit national brut, la contribution globale des pays membres du D.A.C. a très légèrement fléchi en revenant de 0,75 % en 1969 à 0,74 % en 1970. D'autre part, des conditions plus souples ont été appliquées en matière d'emprunts. La recommandation de la conférence de l'U.N.C.T.A.D., de 1968, à New Delhi, de consacrer 1 % du P.N.B. à l'aide au développement n'a donc, une nouvelle fois, pas été suivie par l'ensemble des pays du D.A.C. Seuls six Etats membres (Australie, Belgique, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Portugal) sur seize ont consacré au total plus de 1 % de leur P.N.B. à l'aide au développement en 1970 ; la Belgique occupe la troisième place avec 1,17 %, après les Pays-Bas (1,41 %) et la France (1,24 %). Les Etats-Unis qui avaient consacré en 1969 le pourcentage le plus faible de leur P.N.B. à la coopération au développement, l'ont sensiblement accru en 1970, de sorte qu'ils ont cessé d'occuper la dernière place ; ils ont cependant gardé la première place pour ce qui concerne leur contribution en montants absolus (37 % du total du D.A.C.).

L'O.C.D.E. a publié en août 1970 un rapport sur l'économie belge. Les experts de l'O.C.D.E. y concluent que les autorités de notre pays se trouvent confrontées à peu près au même problème que beaucoup d'autres pays de l'O.C.D.E. : progresser dans la lutte contre l'inflation, tout en sauvegardant

(1) Development Assistance Committee of the Organisation for Economic Cooperation and Development.

autant que possible la croissance économique et l'emploi. Une certaine forme de contrôle direct des prix semble indiquée à l'O.C.D.E., dans les circonstances présentes. En tout cas, le champ devra être laissé libre tôt ou tard à la pression sur les prix. C'est pourquoi il est important d'utiliser la période transitoire pour faire disparaître autant que possible les tensions latentes. L'O.C.D.E. plaide prudemment pour un certain assouplissement de la politique de limitation de la demande. En dépit de la conjoncture vigoureuse, la demande n'est pas excessive et si la politique restrictive n'est pas relâchée, l'activité économique, estiment les experts de l'O.C.D.E., pourrait croître moins vite que la capacité productive.

La conférence des ministres des sciences de l'O.C.D.E. qui s'est tenue en octobre 1971, à Paris, a donné comme résultat le plus direct la mise à l'étude dans le cadre de l'organisation, des possibilités d'une conférence intergouvernementale sur les sciences sociales. L'objectif immédiat est de pouvoir déterminer un certain nombre de recherches et de traiter en priorité celles où une collaboration entre pays est prévue dans certains domaines.

En novembre 1971 s'est tenue à Paris l'assemblée semestrielle du Comité de politique économique de l'O.C.D.E. L'attention y a été consacrée surtout aux prévisions en matière de croissance économique, d'emploi et d'inflation et, en particulier, à la question des conséquences d'un changement substantiel de la position de la balance des paiements américaine sur la situation intérieure de chaque pays.

Dans ses prévisions semestrielles sur l'évolution économique internationale, l'O.C.D.E. estime que l'accord monétaire de Washington va contribuer à ce que les principaux pays industriels, dans l'ensemble (1) connaissent en 1972 une croissance vigoureuse et à ce que se réduise le déficit de la balance des paiements américaine. L'organisation croit également que dans les sept plus grands pays de l'O.C.D.E. la croissance s'accélérera au cours de l'année. Ces sept pays sont les Etats-Unis, le Canada, la France, l'Allemagne occidentale, l'Italie, l'Angleterre et le Japon. Ils fournissent près de 85 % de la production de tous les pays membres de l'O.C.D.E.

L'Australie est devenue le vingt-troisième membre de l'organisation.

SECTION III.
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Pendant l'année 1971, la poursuite des négociations relatives à l'élargissement du Marché commun, presque terminées à la fin de l'exercice, a été l'élément dominant de même que les travaux exigés par la crise monétaire qui a temporairement arrêté la marche vers l'union économique et monétaire.

---

(1) Dans ces prévisions, les Etats-Unis interviennent pour près de la moitié.

§ 1. — COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (C.E.E.)

1. — *Marché intérieur.*

Plus aucun contingent *tarifaire* national n'a été attribué. Par contre, des contingents tarifaires communautaires, soit autonomes (6 produits), soit conventionnels (35 groupes de produits) ont été ouverts tandis que des suspensions concernant 147 produits ont été décidées. La mise en vigueur, le 1er juillet 1971, des préférences généralisées s'est concrétisée par des règlements et décisions visant la surveillance et les mécanismes de rétablissement de la perception des droits.

Dans le domaine de la gestion, les points suivants méritent d'être soulignés :

— pour la circulation des marchandises à l'intérieur des Six, les régimes douaniers ont pu être considérablement simplifiés par divers règlements d'application pris dans le cadre du transit communautaire (notamment suppression des documents pour les transports par fer, allègement substantiel des interventions physiques de la douane). Parallèlement, les procédures nécessaires au développement des diverses associations ont été mises en place (Yaoundé, Pays de l'Est africain, Malte, Nouvelle Convention de Yaoundé, etc.) ;

— dans le domaine de l'origine des marchandises, des problèmes délicats ont reçu des solutions par divers règlements et décisions (définition de l'origine des viandes, des magnétophones, de certains produits textiles, problèmes posés par la mise en place des préférences généralisées).

En ce qui concerne la *politique de concurrence*, l'année 1971 a marqué le début de l'application effective de l'interdiction prévue par le Traité en matière d'exploitation abusive d'une position dominante. Par son action la Commission a manifesté sa volonté de lutter en même temps contre les abus commis à l'occasion de la vente de produits ou de la prestation de services par des entreprises en position dominante, et contre ceux des cas de concentration qui, à son avis, doivent être considérés comme abusifs parce qu'ils font obstacle au maintien d'une concurrence effective sur le marché.

Dans le domaine des *ententes*, la Commission a continué sa politique tendant, d'une part, à faire supprimer les ententes horizontales manifestement contraires au régime de concurrence et à l'unité du marché voulus par le Traité et, d'autre part, à favoriser la coopération des entreprises lorsqu'elle est économiquement souhaitable et ne soulève pas d'objection du point de vue de la politique de concurrence.

Les décisions prises dans ce domaine serviront à la mise en œuvre des mesures d'ordre général visant à faciliter la coopération, notamment dans les domaines de la recherche-développement et de la spécialisation.

En ce qui concerne les accords verticaux, la Commission a poursuivi son action à l'égard des contrats d'exclusivité comportant des interdictions d'exporter, qui établissent un cloisonnement des marchés à l'intérieur de la Communauté.

Après les arrêts importants rendus par la Cour, il est bien établi que les droits exclusifs de la propriété industrielle et commerciale ne peuvent être utilisés pour répartir ou cloisonner les marchés. Les premières décisions de la Commission intervenues en matière de contrats de licence, de brevets et de savoir-faire technique constituent une première étape en vue de préciser la compatibilité des clauses contenues dans ces contrats au regard des règles communautaires de concurrence, de manière à permettre également dans ce domaine, l'élaboration de mesures d'ordre général.

Dans le domaine *des aides des Etats* à finalité régionale, une solution de coordination a été dégagée au cours de 1971. Cette solution a fait l'objet d'une communication par laquelle la Commission a informé le Conseil qu'à partir du 1er janvier 1972 elle appliquerait, dans le cadre des pouvoirs que lui confère le traité, certains principes à ces régimes. Pour leur part, et répondant en cela à l'invitation de la Commission, les gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, ont adopté une résolution qui manifeste leur volonté politique de se conformer à ces principes.

Elle repose sur les principaux éléments suivants :

— l'intensité des aides sera limitée par un plafond unique d'intensité fixé à 20 % et exprimé en équivalent subvention nette (aide exprimée en pourcentage de l'investissement après fiscalisation) ;

— les aides doivent être aménagées en vue d'assurer leur compatibilité ;

— le plafond de 20 % constituera un maximum ; la Commission veillera à ce que l'intensité des aides, à l'intérieur de ce maximum, corresponde à la gravité des problèmes régionaux à résoudre ;

— une méthode sera mise au point pour apprécier les répercussions sectorielles des aides à finalité régionale.

En s'inspirant de ces principes, des solutions appropriées seront mises au point pour les régions périphériques (Mezzogiorno, ouest et sud-ouest de la France, Berlin et le Zonenrandgebiet).

La Commission a déjà appliqué certains de ces principes à des régimes d'aides examinés en 1971. Elle a notamment pris une décision qui a amené le gouvernement allemand à mettre fin, dans le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, à l'octroi non sélectif des primes d'investissement prévues à l'article 32 du « Kohlegesetz » du 15 mai 1968 pour pallier la régression charbonnière par le développement d'autres activités industrielles. Une application non sélective desdites primes aurait aggravé les disparités entre les différentes régions de la Communauté ; la Rhénanie-du-Nord-Westphalie est en effet une des régions les plus industrialisées et les plus prospères de la Communauté.

En matière d'aides sectorielles, la Commission s'est efforcée, en vue d'en assurer une meilleure coordination, de déterminer un cadre communautaire dans lequel doivent s'inscrire les interventions possibles des Etats membres en faveur de branches d'activité économique.

La réalisation du programme général d'*élimination des entraves techniques aux échanges* résultant de disparités entre les dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres, s'est poursuivie par l'adoption de onze directives relatives aux véhicules à moteur, aux instruments de mesurage et aux dénominations textiles.

Dans le secteur des véhicules à moteur, ces directives n'ont pas seulement harmonisé les législations des Etats membres mais elles ont aussi souvent contribué à empêcher que des initiatives nationales divergentes ne soient prises, ce qui aurait eu pour résultat de compliquer encore le régime des échanges communautaires. Les directives relatives aux véhicules à moteur, déjà adoptées et complétées par celles encore à l'examen ou en préparation, permettront la mise en œuvre d'une procédure complète de réception communautaire. Une telle procédure autorisera la circulation et la commercialisation dans tous les Etats membres des véhicules ayant satisfait aux conditions de réception dans l'un d'entre eux.

En ce qui concerne les instruments de mesurage, la portée des résultats acquis dépasse ici l'avantage économique qu'ils apportent aux industries du secteur dont le chiffre d'affaires est cependant très élevé. Le but recherché par l'ensemble des directives adoptées, en instance devant le Conseil ou encore en préparation, est de développer le climat de confiance entre les différents Etats membres en établissant des règles précises pour l'évaluation et le contrôle des différentes grandeurs (volume, poids, longueur ...) des produits circulant dans la Communauté. La reconnaissance réciproque des contrôles, en simplifiant les procédures en vigueur, non seulement facilitera la libre circulation des produits, mais encore améliorera la compréhension réciproque entre les contractants des différentes nationalités.

C'est également un souci de clarté et d'information du consommateur qui a présidé à l'établissement de la directive relative aux dénominations textiles.

Deux directives concernant les *marchés publics de travaux* ont été arrêtées.

La première met en œuvre le principe de non-discrimination en raison de la nationalité. La seconde cherche à résoudre de façon concrète le problème du pouvoir discrétionnaire des administrations adjudicatrices en instaurant une concurrence effective entre les entreprises du pays où est passé le marché et celles des autres pays de la Communauté. A cet effet, elle organise notamment une publicité communautaire des avis de marchés et prévoit des critères objectifs pour la sélection des entreprises et l'attribution des marchés. Au surplus, une décision du Conseil a institué un Comité consultatif pour les marchés publics de travaux, constitué par des représentants des Etats membres et présidé par la Commission ; il examinera, à l'initiative de celle-ci ou à la demande d'un Etat membre, les problèmes particuliers que ne manquera pas de poser, dans la pratique, l'application des réglementations nationales de passation des marchés modifiées conformément aux dispositions communautaires.

Une déclaration des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, rend applicables aux concessions de travaux publics des principes analogues à ceux de la directive de coordination en vue de faire

connaître aux entreprises intéressées les travaux que les Etats se proposent de mettre en concession et d'assurer une désignation non discriminatoire des concessionnaires ainsi qu'une attribution concurrentielle des marchés sous-traités par ces derniers. La question sera réexaminée par le Conseil à la lumière de l'expérience acquise pendant les trois premières années d'application de la décision.

Le 3 juin 1971, les Ministres de la Justice des Etats membres, pour la première fois réunis en Conseil, ont signé deux protocoles attribuant à la Cour de Justice des Communautés européennes les compétences nécessaires pour l'interprétation de deux conventions déjà signées sur la base de l'article 220 du Traité C.E.E. Ces conventions concernent, l'une, la reconnaissance mutuelle des sociétés et des personnes morales, l'autre, la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.

2. — *Politiques communes.*

Lors de sa session des 8 et 9 février 1971, le Conseil, sur la base notamment du rapport du Groupe Werner et des propositions de la Commission, a marqué son accord sur une résolution concernant la réalisation par étapes de l'*union économique et monétaire* dans la Communauté.

Par ailleurs, le Conseil a adopté une série de décisions portant sur :

— le renforcement de la coordination des politiques économiques à court terme des Etats membres ;

— le renforcement de la collaboration entre les banques centrales des Etats membres de la C.E.E. ;

— la mise en place à partir du 1er janvier 1972 d'un mécanisme de concours financier à moyen terme ;

— le troisième programme de politique économique à moyen terme pour la période 1971-1975 ; ce programme contient des orientations chiffrées et constitue le cadre dans lequel la coordination des politiques économiques pourra contribuer à une meilleure convergence des évolutions économiques des pays membres.

A l'issue des consultations préalables qui ont eu lieu au sein des diverses instances communautaires, sur les mesures envisagées par certains pays membres suite à la crise monétaire, le Conseil a adopté le 9 mai une résolution dans laquelle il a notamment admis que, dans certains cas, ces pays puissent élargir pour une période limitée les marges de fluctuations des taux de change de leurs monnaies par rapport à leurs parités actuelles ; il a souligné en outre qu'une telle action devrait être renforcée par des mesures appropriées pour décourager les entrées excessives de capitaux et neutraliser leurs effets sur la situation monétaire intérieure.

A la suite des mesures prises par le gouvernement des Etats-Unis au mois d'août, la Communauté s'est efforcée de permettre dans l'immédiat une réouverture des marchés des changes et de rechercher une attitude commune des Six

dans la perspective des négociations relatives à la refonte nécessaire du système monétaire international. Lors de la session des 19 et 20 août le Conseil, étant donné l'impossibilité d'un accord sur l'instauration immédiate d'un régime de change propre à la Communauté, a admis que, dans l'attente d'une réforme du système monétaire international, les cours du dollar des Etats-Unis pourraient s'établir librement dans certains pays de la Communauté sur un marché unique et seraient fixés dans d'autres pays sur un double marché des changes. Lors de sa session du 13 septembre 1971, le Conseil a arrêté les éléments d'une position commune, à savoir :

a) les réalignements dans les rapports de parité des monnaies de tous les pays industrialisés (y compris le dollar) une fois le respect du principe des parités fixes intervenu ;

b) l'adoption de mesures à l'égard de mouvements internationaux de capitaux, ces mesures pouvant comporter un élargissement limité des marges de fluctuation des changes et d'autres moyens destinés à décourager les mouvements perturbateurs de capitaux à court terme ;

c) la décroissance de l'ampleur des balances en monnaies nationales dans la composition des réserves, alors que le rôle de l'or serait maintenu et que celui des « instruments de réserve collectivement créés » (notamment les « droits de tirage spéciaux ») serait développé ;

d) le respect, par tous les pays ou groupements de pays, des obligations et contraintes des processus d'ajustement et la mise en œuvre des politiques internes correspondantes ;

e) le renforcement de l'autorité et des possibilités d'action du F.M.I. (au sein duquel les Etats membres de la C.E.E. devront s'efforcer d'adopter des positions communes) ; l'objectif premier, dans cet ordre d'idées, étant la reprise des opérations de cette institution.

Ces principes de base confirmés par la Conférence des ministres des finances, tenue à Paris le 4 novembre, ont été défendus par les représentants des Etats membres et de la Commission qui ont participé aux réunions successives du Groupe des Dix, lors des discussions qui ont permis d'aboutir à l'accord sur le réalignement des parités conclu le 18 décembre 1971 à Washington.

Lors de sa session du 18 juin, le Conseil a adopté des conclusions générales concernant la *politique économique à court terme* à suivre dans la Communauté.

Le 26 octobre 1971, le Conseil a arrêté le premier rapport annuel de la situation économique de la Communauté qui trace des orientations concernant la politique économique à court terme et plus particulièrement la politique budgétaire, les politiques structurelles et l'adaptation des instruments de la politique économique et monétaire.

Dans le cadre de la *coopération scientifique* et *technique* au niveau européen, lors de la Conférence intergouvernementale qui s'est tenue les 22 et 23 novembre, sept projets de coopération ont été approuvés sous forme d'accords pour un

montant de 21 millions d'U.C., ainsi que 4 projets de résolutions intéressant notamment la bibliothèque de programmes et le Centre de calcul météorologique.

En matière agricole, le 25 mai 1971, le Conseil a arrêté une résolution concernant la nouvelle orientation de la politique commune. L'objectif principal est, d'une part, d'aider ceux qui travaillent dans l'agriculture à obtenir des revenus équivalents à ceux des travailleurs d'autres secteurs et. d'autre part, de créer des conditions qui leur permettent de changer d'activité ou de cesser toute activité agricole.

Le Conseil a précisé, en particulier, les principes de base pour des actions communes à l'égard de la politique socio-structurelle, la politique des prix en 1971-1972 et la politique de la concurrence.

Les actions communes fondées sur des critères communautaires seront mises en œuvre par les Etats membres ; la participation de la Communauté à leur financement sera de 25 %. Ce pourcentage passera à 65 % dans les régions où aucune mesure visant à encourager la cessation d'activités agricoles n'a encore été prise.

Le relèvement des prix communs pour la campagne 1971-1972, 3 % environ en moyenne, a été plus fort dans les secteurs bovin et laitier vu leur situation particulière.

A l'égard des aides, le Conseil a précisé que celles qui iront à l'encontre des objectifs des actions communes, ne pourront plus être octroyées à partir du moment où les textes communautaires instituant ces actions auront été arrêtés.

Pendant une période limitée, les Etats membres seront autorisés à octroyer, sous certaines conditions, des aides transitoires.

En ce qui concerne les organisations communes des marchés, signalons la mise en vigueur du règlement relatif au secteur de la pêche, et le règlement visant le secteur du houblon arrêtés par le Conseil le 26 juillet.

Le Conseil a, en outre, adopté un important règlement concernant les prix d'orientation des veaux et des gros bovins pour la campagne 1971-1972 et des gros bovins pour la campagne 1972-1973 ; cinq règlements particulièrement importants pour le secteur laitier ainsi que plusieurs autres concernant le secteur du riz et le secteur « sucre ».

De grands changements sont également intervenus sur le plan financier, en 1971. Depuis le 1er janvier, la Communauté a entamé l'étape transitoire vers une situation dans laquelle toutes les dépenses doivent finalement être couvertes par des ressources propres. Le F.E.O.G.A. jadis alimenté de façon autonome par des contributions des Etats membres, n'est plus qu'un poste, bien que le plus important, dans le budget de la Communauté. Le nouveau régime implique que les dépenses de la section « Garantie » et de la section « Orientation » du Fonds ne sont plus effectués a postériori. Désormais, ce Fonds doit mettre des crédits à la disposition des Etats membres.

Les mesures d'ordre monétaire prises par l'Allemagne, les Pays-Bas et les pays tiers, le 9 mai, ont entraîné l'instauration de mesures compensatoires à la frontière autorisées par un règlement du Conseil du 12 mai. Cela s'est produit à un moment où les mesures spéciales prises à la suite de la réévaluation du DM et de la dévaluation du FF de 1969 n'avaient pas encore été complètement supprimées.

Ces montants compensatoires ont été fixés par la Commission selon la procédure du Comité de Gestion. Ce règlement est devenu applicable en août 1971 à la Belgique, au Luxembourg et à l'Italie.

A la suite des décisions d'ordre monétaire prises en décembre 1971, le recours aux dispositions de ce règlement a permis de prendre temporairement les mesures nécessaires, tous les Etats membres ayant fait usage de l'autorisation d'appliquer les montants compensatoires.

Les modalités d'application de la réforme du *Fonds social* européen, ont été adoptées par le Conseil, dotant ainsi la Communauté d'un instrument d'intervention nouveau. Désormais, la possibilité existe d'agir a priori pour faciliter le plein et le meilleur emploi de la main-d'œuvre dans les régions et secteurs en difficulté, et de rencontrer les problèmes sociaux liés aux politiques communautaires. C'est à la mise en place d'une véritable politique active de l'emploi qu'il convient de rattacher les orientations générales en matière de formation professionnelle adoptées par le Conseil le 26 juillet, qui doivent permettre d'aboutir à un programme communautaire d'actions, à relier aux opérations de reconversion et de réadaptation et aux prévisions globales, sectorielles et régionales d'emploi.

Le Conseil a adopté, le 14 juin, un nouveau règlement relatif aux principes de coordination des régimes de sécurité sociale en faveur des travailleurs migrants.

On notera enfin qu'en attendant que la réforme du Fonds social puisse être effective, cet organisme a poursuivi sa tâche en remboursant aux Etats membres 50 % de leurs dépenses de rééducation professionnelle et de réinstallation des travailleurs (en 1971, les remboursements du Fonds se sont élevés à plus de 56 millions d'U.C.).

En 1971, le Conseil a approuvé quatre règlements relatifs aux *transports routiers* et notamment :

— deux règlements relatifs à l'établissement de règles communes respectivement pour les services réguliers et les services de navette effectués par autocars et par autobus entre les Etats membres ;

— deux règlements modifiant certaines dispositions du règlement (C.E.E.) n° 543/69 du Conseil du 25 mars 1969 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route, ayant pour objectifs respectifs :

a) de remédier à certaines difficultés d'application concernant notamment les transports à courte distance ;

b) d'assurer la coexistence de l'Accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (A.E.T.R.) et du règlement communautaire.

Dans le domaine des instruments de la *politique commerciale*, les listes communes de libération ont été élargies à plusieurs reprises en 1971, confirmant ainsi l'orientation libérale de la politique commerciale de la Communauté. Plusieurs procédures antidumping ont été ouvertes pendant l'année écoulée en application du règlement C.E.E./459/68.

Les relations économiques avec les *Etats-Unis* ont été discutées à divers niveaux et à plusieurs occasions, tant bilatéralement que dans le cadre multilatéral (G.A.T.T., O.C.D.E.). Déjà, au printemps, la Communauté avait essayé de résoudre certains des problèmes spécifiques entre les Etats-Unis et la Communauté. Suite aux mesures monétaires, des négociations commerciales entre la Commission et les Etats-Unis ont été ouvertes.

Avec *le Japon*, une deuxième phase des négociations commerciales a eu lieu en juillet 1971 ; les divergences majeures dans le domaine des mécanismes de sauvegarde n'ont pas encore pu être surmontées lors de cette phase de négociation. En ce qui concerne les pays à *commerce d'Etat* des pourparlers d'ordre technique ont eu lieu avec plusieurs gouvernements qui ont conduit à des échanges de lettres prévoyant certaines facilités dans le domaine des importations de produits agricoles moyennant certaines garanties.

Dans le domaine des textiles de coton, des accords d'autolimitation ont été négociés par la Commission, sur la base de l'article 4 de l'accord à long terme avec l'Inde, le Pakistan, la R.A.U., la Corée, Taiwan, Hong-Kong et le Japon. Des accords ont également été signés avec l'Iran, la Thaïlande, les Philippines, l'Indonésie et Ceylan qui permettent à ces pays de participer au contingent tarifaire ouvert pour les handicrafts. Des mesures de réglementation des exportations ont été prises pour les déchets et débris de certains métaux non ferreux et de peaux brutes.

3. — *Associations et relations extérieures.*

Le 1er janvier 1971, sont entrés en vigueur, la nouvelle convention d'association de Yaoundé avec les 18 E.A.M.A., l'Accord d'association d'Arusha avec les trois pays de l'Est africain et la Décision du Conseil du 29 septembre 1970 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer.

La première session du *Conseil d'association C.E.E.-E.A.M.A.*, depuis l'entrée en vigueur de la Convention de Yaoundé, s'est tenue le 22 avril 1971. A cette occasion, des modalités d'application importantes de la nouvelle Conven-

tion ont été arrêtées, notamment le régime fiscal et douanier applicable aux marchés financés par le F.E.D. ainsi que la définition de la notion de « produits originaires ».

Enfin, la Communauté a donné des informations sur la mise en place du système de préférences généralisées et sur le déroulement des négociations d'adhésion.

Répondant aux préoccupations de plusieurs E.A.M.A., la Communauté a exposé, d'une part, les garanties prévues dans le contexte des préférences généralisées pour que ce système ne porte pas atteinte à leurs intérêts, et, d'autre part, les précautions prises notamment pour sauvegarder l'acquis de l'association dans le cadre de l'élargissement de la Communauté et de l'association.

Par ailleurs, les 24 Partenaires ont adopté le Cahier général des charges. Il entrera en vigueur le 31 mars 1972 et devra faciliter la participation des entreprises aux marchés du F.E.D. Outre l'aspect technique de ce document, son adoption revêt une grande importance économique et politique.

A l'heure actuelle, les Etats associés utilisent leurs procédures nationales souvent différentes ; ceci décourage parfois la participation aux « appels d'offres » des entreprises qui n'ont pas une connaissance directe des traditions juridiques du pays africain qui ouvre le marché. L'uniformisation des règles devrait faciliter la participation des entreprises de tous les Etats membres.

Le Conseil des Communautés, après consultation des E.A.M.A., a approuvé un régime plus favorable que le régime général pour certains produits originaires des E.A.M.A. et P.T.O.M., homologues et concurrents des produits agricoles européens. Les règlements adoptés sont applicables jusqu'au 31 janvier 1975 (tabacs bruts, maïs et produits de la pêche).

L'année 1971 se caractérise par le démarrage rapide des engagements sur les crédits prévus au titre de la Convention de Yaoundé II et par la poursuite des engagements sur les reliquats du deuxième Fonds.

Répondant aux dispositions de la Convention de Yaoundé II, un effort particulier a été fait dans le *domaine de l'industrialisation* notamment par l'orientation des prêts du F.E.D., par des bonifications d'intérêt appliquées aux prêts accordés par la Banque Européenne d'Investissement ainsi que par des études en vue de la sélection d'industries d'exportation.

Au titre d'*aide exceptionnelle*, le Sénégal, la Haute-Volta, le Niger, la Somalie, le Tchad et la Mauritanie ont reçu un montant global important pour faire face à des difficultés particulières (sécheresse exceptionnelle, épidémie de choléra).

Le Conseil d'association C.E.E.-E.S.T.A.F. (1) a tenu sa première session, le 13 mai 1971, à Bruxelles. Au cours de cette session, la définition de la notion de « produits originaires » a été arrêtée.

(1) Etats partenaires de l'Est africain.

Pour prendre en considération les intérêts des Etats partenaires de l'Afrique de l'Est pour les produits agricoles homologues et concurrents, le Conseil des Communautés a approuvé un régime d'importation plus favorable que le régime général pour les produits suivants : viandes bovines, produits transformés à base de céréales et de riz, produits transformés à base de fruits et légumes, tabacs bruts, maïs.

En date du 6 avril 1971, la Communauté a établi son programme d'*aide alimentaire* (actions communautaires) pour 1970-1971, troisième et dernier exercice d'application de la première Convention relative à l'aide alimentaire.

Une nouvelle convention d'aide alimentaire est entrée en application à partir du 1er juillet 1971, portant sur une fourniture annuelle de 1 035 000 tonnes de céréales aux pays en voie de développement.

Il y a lieu de rappeler que, en 1971, la Communauté a été la première à mettre en vigueur les *préférences tarifaires généralisées* pour les produits manufacturés et semi-finis exportés par les pays en voie de développement. Il s'agit de l'amorce concrète d'une politique globale. La Commission a établi un mémorandum sur les possibilités d'instauration d'une telle politique.

Parmi certaines mesures envisagées par la Communauté en 1971, on peut citer les accords sur le coton avec la Corée, l'Inde, le Pakistan et l'Egypte, et sur des produits de jute avec le Pakistan.

Un accord commercial a été conclu avec l'Argentine, le 8 novembre ; des négociations sont en cours avec l'Uruguay et le Brésil.

L'année 1971 a été caractérisée par un dialogue approfondi avec les *pays méditerranéens* liés à la Communauté par divers accords, dialogue motivé par les nouvelles dimensions que celle-ci va avoir à partir de 1973 et les conséquences économiques et juridiques qui en découlent. Ces discussions menées en consultation avec les pays candidats, ont donné l'occasion aux partenaires méditerranéens d'exprimer leurs préoccupations que l'élargissement puisse agir de façon négative sur les échanges avec la Communauté élargie, notamment en matière agricole.

Le Conseil examine une série de propositions pour adapter, sans heurts, les accords existants à la Communauté élargie.

Le point 14 du communiqué de la Conférence de La Haye stipule, que dès que les négociations avec les pays candidats se seront ouvertes, des discussions seront entamées avec les autres pays membres de l'A.E.L.E., qui le demanderaient sur leur position par rapport à la Communauté.

Le Conseil a donné à la Commission des directives pour les négociations avec l'Autriche, la Finlande, l'Islande, le Portugal, la Suède et la Suisse.

§2. — COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER (C.E.C.A.)

L'ensemble des aides accordées au titre de la décision 3/71 relative au régime communautaire des interventions des Etats membres en faveur de l'*industrie houillère*, ainsi que de la décision 1/70 relative aux charbons à coke et cokes, accusent une diminution d'environ 8 % par rapport à l'année 1970. Elles s'élèvent à un montant total de 496 millions de dollars, dont 380,1 millions de dollars (77 %) représentent des aides directes au titre de la décision 3/71, 24 millions de dollars (5 %) des aides au charbon à coke et 91,9 millions de dollars (18 %) des interventions indirectes. Ces montants ne comprennent pas les interventions financières à caractère social ; celles-ci atteignent, en 1971, près de 1,4 milliard de dollars, soit une augmentation de 6,2 % par rapport à 1970. Le montant des aides que la Belgique a été autorisée à octroyer à son industrie houillère, pour l'année 1971, en exécution de la décision 3/71 précitée, a été fixé à 3 607 900 000 FB, dont 170 millions de FB sont destinés au financement de projets d'investissement. La production charbonnière continue à régresser : d'après l'enquête annuelle sur les investissements, les possibilités d'extraction de houille diminueraient de quelque 22 millions de tonnes entre 1970 et 1974, pour ne plus atteindre, alors, que 161 millions de tonnes.

Sur le *marché sidérurgique*, un revirement de la situation s'était déjà amorcé depuis le milieu de l'année 1970 ; en effet, après deux accroissements successifs de près de 8,5 millions de tonnes en 1968 et en 1969, la production n'avait plus augmenté que de 1,8 million de tonnes en 1970. En 1971, elle a baissé de 5,8 millions de tonnes, soit 5,4 %, pour n'atteindre que 103 millions de tonnes. Néanmoins, selon l'enquête annuelle effectuée auprès des entreprises, l'industrie sidérurgique compte maintenir au cours des prochaines années un rythme de développement rapide, qui pourrait conduire à des possibilités de production de 161 millions de tonnes d'acier brut en 1974 ; les dépenses d'investissement qui, en 1970, avaient atteint 1,7 milliard de dollars, s'établiraient, d'après les estimations des entreprises, au niveau record de 2,5 milliards de dollars en 1971. Les « objectifs généraux » de la sidérurgie de la Communauté pour les années 1975-1980 ont été définis dans le mémorandum que la Commission a publié au mois de septembre 1971.

Le système de *limitation des importations* de produits sidérurgiques en provenance des pays à commerce d'Etat a été élargi : les contingents inscrits dans les accords commerciaux, augmentés des « masses de manœuvre », créent des possibilités d'importation pour 1 900 000 tonnes, tandis que quatre groupes de produits considérés comme moins sensibles ont été libérés ; en revanche, l'interdiction d'alignement des prix des producteurs communautaires sur les offres plus avantageuses des pays à commerce d'Etat, a été maintenue. Quatorze nouvelles « *Euronormes* » ont été publiées : trois normes de qualité relatives aux aciers fins alliés et non alliés, utilisés en construction mécanique, se sont ajoutées aux cinq normes existantes, tandis que, parallèlement, la normalisation des méthodes d'essais relatives à ces aciers s'est poursuivie par la publication de trois normes ; par ailleurs, une « Euronorme » concernant les tôles magnétiques à grains orientés et deux autres relatives aux dimensions des laminés marchands, ont également été publiées.

Le marché de la *ferraille* a été caractérisé par une offre abondante, qui explique que des mesures ont été prises pour faciliter l'écoulement vers les pays tiers ; à partir du 1er décembre 1971, l'exportation de toutes les qualités de ferraille a été autorisée à titre d'essai.

En matière d'*ententes et de concentrations*, une série de décisions d'application des articles 65 et 66 du Traité ont été prises ; les deux principales concernent l'autorisation de rationalisation des groupes allemands au titre de l'article 65 et l'autorisation de la fusion Arbed-Röchling au titre de l'article 66.

Le taux du *prélèvement*, qui était de 0,30 % en 1971, a été fixé à 0,29 %, pour 1972, afin de tenir compte de la préoccupation exprimée par le Parlement européen de ne pas alourdir la charge des industries de la C.E.C.A. en 1972 par rapport aux prélèvements versés en 1971. Six opérations *d'emprunt* ont été réalisées, pour une contrevaleur de 102,33 millions de dollars, portant ainsi le nombre des emprunts contractés à ce jour par la C.E.C.A. à 76 et le montant total à 1 057,83 millions de dollars.

Le nombre des opérations de *reconversion* traitées a doublé par rapport à l'année précédente, tandis que le montant des prêts octroyés a quadruplé. En effet, les 35 décisions qui ont été prises par la Commission, après avis conforme du Conseil, représentent un montant de prêts de 79,161 millions de dollars : 30 décisions concernent des projets pour un montant de prêts de 65,501 millions de dollars, ayant pour objet de faciliter des investissements d'un volume de 379,583 millions de dollars et de créer 16 452 emplois, dont 6 650 réservés à d'anciens travailleurs de la C.E.C.A. ; 5 décisions concernent la liquidation du financement pour un montant de 13,660 millions de dollars de prêts ayant déjà bénéficié de financements partiels en 1970.

Le montant total des crédits ouverts pour la *réadaptation des travailleurs* de la C.E.C.A., touchés par les fermetures de charbonnages, a atteint 16 159 970 dollars ; 11 083 travailleurs ont été les bénéficiaires de ces crédits.

Les crédits disponibles pour la construction de *logements* ont été fixés, pour les années 1971 et 1972, à 12 millions de dollars. Le nombre de logements pour travailleurs des industries C.E.C.A., financés depuis le début de l'action entreprise jusqu'à la fin de l'année 1971, s'élève à 115 153 dont environ 60 % sont destinés à la location, tandis que les 40 % restants deviendront la propriété des travailleurs ; le coût de la construction s'est élevé à 1 207 millions de dollars. A la fin de l'année, le nombre de logements achevés était de 108 559.

Des aides ont été octroyées, au titre de la *recherche scientifique et technique*, pour la réalisation d'une série de projets. Six projets concernent le secteur du charbon et couvrent les domaines ci-après : accroissement de la production et des rendements dans les chantiers d'abattage, mécanisation et automatisation du transport et approvisionnement du fond, étude des déformations dans les puits, perfectionnement des techniques et méthodes conventionnelles de creusement des galeries, accroissement des capacités des fours à coke et fabrication du coke moulé. Dans le secteur sidérurgique, il s'agit de recherches sur l'automatisation du haut fourneau, des fours de réchauffage à voûte radiante et des trains de laminoir à froid, sur la préréduction des minerais de fer, l'affinage de la fonte

ainsi que sur l'injection de gaz réformés chauds dans le haut fourneau. En matière *d'hygiène et de médecine du travail*, la mise en œuvre du programme de recherches sur les affections respiratoires a été poursuivie ; il a été décidé d'affecter un montant de 4,5 millions de dollars à un nouveau programme d'hygiène minière.

Peu de progrès ont été réalisés dans le domaine de la *politique énergétique*. Des propositions ont été faites par la Commission en vue de la mise en œuvre de la « première orientation pour une politique énergétique communautaire » du 13 novembre 1969 ; ces propositions n'ont toutefois pas encore été approuvées par le Conseil. Il s'agit de la modification du chapitre VI du Traité Euratom, de l'approvisionnement de la Communauté en uranium enrichi, de la communication des programmes d'importation d'hydrocarbures ainsi que des projets d'investissement dans les secteurs du pétrole, du gaz naturel et de l'électricité, et enfin du rapprochement des taxes de consommation frappant les hydrocarbures liquides destinés à être utilisés comme combustibles.

En matière de *relations extérieures*, l'application du régime des préférences tarifaires généralisées à l'égard des pays en voie de développement, a fait l'objet de deux décisions relatives à la suspension des droits d'entrée sur certains produits en acier.

§3. — COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE (EURATOM)

L'*approvisionnement* des utilisateurs en uranium naturel s'est effectué sur la base de douze contrats d'achat, conclus avec les Etats-Unis et portant sur 1 614 tonnes. Le marché de l'uranium enrichi est toujours caractérisé par le monopole de fait des Etats-Unis. Aussi des négociations ont-elles été engagées avec ce pays en vue d'une simplification et d'un assouplissement des procédures qui règlent la fourniture de matières fissiles spéciales de provenance américaine.

Les efforts d'intégration de la politique de *recherche nucléaire* dans une politique scientifique et technologique d'ensemble, ont été poursuivis. En octobre, la Commission a transmis au Conseil une proposition de programme de recherche et d'enseignement couvrant les années 1972, 1973 et 1974 ; ce programme s'articulait à la fois sur des activités nucléaires et non nucléaires à poursuivre au Centre commun de recherches (action directe) et sur des actions indirectes de nature exclusivement nucléaire. Faute de parvenir à un accord sur le programme pluriannuel proposé, le Conseil a défini, pour l'année 1972, un programme de transition de 40,64 millions de dollars (15 080 000 dollars pour le programme commun et 25 560 000 dollars pour les programmes complémentaires). Le Conseil a enfin tracé les principes qui devront régir l'élaboration d'un futur programme pluriannuel ; celui-ci devrait normalement débuter en 1973, après que les pays nouveaux adhérents auront été consultés. Parallèlement, le Centre commun de recherche a été réorganisé, dans le sens d'une plus grande autonomie de gestion. En outre, des orientations générales pour les programmes du Centre ont été définies : ceux-ci devront porter sur la recherche pour le développement industriel, les actions de service public et la recherche de base notamment dans les domaines où une action complémentaire à celle des Etats membres est nécessaire.

Le marché des *centrales nucléaires* a été très actif en 1971 ; le nombre de centrales à eau légère en service, en construction ou en commande dans la Communauté, s'élève à présent à 28 unités, représentant 16 000 MWe. Un important ensemble d'accords de coopération ont été conclus entre des groupes allemand et anglais et des firmes italienne, belge et britannique, en vue de former un front commun face à la concurrence internationale sur les marchés de l'exportation ; ces accords portent sur la construction et la commercialisation des réacteurs éprouvés et avancés.

En matière de radioprotection, de nouvelles dispositions sont entrées en vigueur dans quatre Etats membres ; ces dispositions complètent les normes de base relatives à la *protection sanitaire* de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants. Le nouveau programme pluriannuel de recherche permet à la Commission de poursuivre son action en ce qui concerne la radioécologie, la dosimétrie, la contamination de la chaîne alimentaire, la toxicologie et l'épidémiologie des effets retardés des rayonnements.

Le caractère transitoire du programme de recherche et d'enseignement de l' « Euratom » ainsi que son volume réduit ont eu pour conséquence que le volume des *diffusions* (rapports, articles, exposés publics ou communications) est resté sensiblement au même niveau qu'en 1970. Le nombre des inventions proposées par le Centre commun de recherche et celui des premiers dépôts de brevets se sont également maintenus au niveau de 1970. Des initiatives ont été prises en vue de coordonner l'action des Etats membres en matière d'informations et de documentation scientifique et technique, l'objectif étant de constituer progressivement un réseau européen de documentation et d'information. Le système automatisé de documentation nucléaire s'est accru de 140 000 documents.

La coopération nucléaire s'est poursuivie. L'accord avec le Royaume-Uni, conclu le 4 février 1959 pour une période de 10 ans, a fait l'objet d'une nouvelle prorogation jusqu'à la date prévue pour l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté.

SECTION IV. — UNION ÉCONOMIQUE BELGO-NÉERLANDO-LUXEMBOURGEOISE (BENELUX)

§ 1. — EVOLUTION DE L'UNION ÉCONOMIQUE

Le 8 février 1971, le groupe de travail ministériel pour l'Aménagement du Territoire du Benelux s'est réuni pour la première fois à Bruxelles sous la présidence de M. J. De Saeger, Ministre belge des Travaux publics, chargé de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire.

Les Ministres ont entériné certains accords intervenus en Benelux depuis un an en matière d'aménagement du territoire lors de la confrontation notamment des plans régionaux et de secteur pour les régions frontières. En outre, ils se sont mis d'accord sur un certain nombre de liaisons routières entre les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg et ont décidé d'entreprendre une étude en vue d'une exploitation plus intensive de l'aéroport de Luxembourg.

Le 10 mars 1971, le Comité de Ministres de l'Union économique Benelux a tenu, à Bruxelles, une importante réunion consacrée à la coordination des politiques dans les domaines économique, social et financier. M. H. Fayat, Ministre belge du Commerce extérieur a présidé la réunion.

L'ouverture des frontières communes étant réalisée, les gouvernements considèrent que le moment est venu d'exécuter les accords conclus lors des Conférences intergouvernementales d'avril 1969 et de juillet 1970 au sujet du renforcement de la coordination des politiques économique, financière et sociale.

Les gouvernements estiment cette coordination nécessaire non seulement pour le parachèvement de l'union économique mais aussi pour le renforcement de la position externe du Benelux.

Dans ce cadre, le Comité de Ministres a consacré dans sa réunion du 9 juin 1971, une attention particulière à la crise monétaire et à ses répercussions dans le domaine agricole, ainsi qu'à la politique conjoncturelle et à la politique économique à moyen terme.

Le Comité de Ministres a délibéré au sujet de l'unification des droits d'accise, indispensable à la suppression des formalités aux frontières intérieures à partir du 1er janvier 1973.

D'importantes mesures ont été prises dans le secteur vétérinaire, qui ont permis de supprimer les formalités aux frontières intérieures à partir du 1er août.

Dans le cadre de la coordination des politiques économique et financière, le Comité de Ministres a examiné, le 22 septembre 1971, la situation en matière monétaire et, en particulier le fonctionnement de l'arrangement monétaire conclu le 21 août 1971 entre les pays du Benelux. Cet arrangement, qui rétablit la parité fixe entre le franc et le florin, a permis de renoncer, dans les échanges intra-Benelux, aux mesures agricoles qui résultaient des difficultés monétaires du mois de mai 1971.

Le Comité de Ministres a aussi décidé de resserrer la coordination de l'action des pays du Benelux dans les concertations monétaires de la C.E.E. et des autres organismes internationaux.

Enfin, les Ministres ont approuvé diverses propositions d'harmonisation dans le secteur social, le secteur des communications et celui de la santé publique.

§ 2. — RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'U.E.B.L. ET LES PAYS-BAS

Depuis la suppression, le 1er janvier 1971, des formalités douanières à la frontière belgo-néerlandaise, le Bureau central de la statistique des Pays-Bas n'a plus pu établir de statistiques valables concernant les relations commerciales entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas.

Selon les données de l'U.E.B.L. (Institut National de la Statistique) le courant nord-sud a progressé, en 1971, de 22,8 %, tandis que le courant sud-nord (exportations) n'a augmenté que de 2,0 % ; l'année précédente, ces taux s'élevaient respectivement à 16,6 % et 15,5 %. Les derniers taux d'accroissement font apparaître que les importations d'origine néerlandaise, qui traditionnellement se situent à un niveau de loin inférieur à celui des exportations vers ce pays, s'en sont largement rapprochées ; elles ont atteint un total de 101,9 milliards contre 114,7 milliards pour les exportations.

Dans les importations en provenance des Pays-Bas en 1971, la part la plus importante revient aux produits finis avec 64,1 % ; les matières premières et secondaires interviennent pour 20,5 % et, enfin les denrées alimentaires et de consommation pour 15,4 %.

Dans les exportations vers les Pays-Bas, la première place revient aux produits finis avec 86,0 % suivis par les denrées alimentaires, boissons et tabacs avec 8,9 % et les matières premières et secondaires avec 5,1 %.

Parmi les produits importés des Pays-Bas, apparaissent, par ordre d'importance, les produits de l'industrie des fabrications métalliques, de l'industrie du textile et du vêtement et de l'industrie chimique. En 1971, les importations du premier secteur se sont accrues de 22,4 %, celles du deuxième secteur de 15,2 % et celles du secteur de la chimie de 20 %.

Les secteurs qui prennent une part importante dans les exportations de l'U.E.B.L. vers les Pays-Bas sont dans l'ordre (les pourcentages de variation par rapport à l'année antérieure sont mentionnés entre parenthèses) : les produits de l'industrie des fabrications métalliques (— 0,1 %), les produits de l'industrie du textile et du vêtement (+ 10,9 %), les produits métallurgiques (— 21,5 %), les produits chimiques (+ 9,1 %), les denrées alimentaires, boissons et tabacs (+ 21,8 %) et les produits de l'industrie du papier et du carton (+ 9,6 %).

En 1971, l'excédent d'exportation de l'U.E.B.L. à l'égard des Pays-Bas n'a plus atteint que 12,8 milliards de francs contre 29,5 milliards de francs en 1970 et 26,2 milliards en 1969.

★

★ ★

Grand-Duché de Luxembourg

Indices corrigés de la production industrielle

BRANCHE INDUSTRIELLE	1947 = 100 (a)		1967 = 100			
	1967	1968	1968	1969	1970	1971
Industries extractives	**238**	**239**	**100,2**	**103,0**	**96,4**	**79,6**
Extraction de minerai de fer	318	321	101,0	100,5	90,4	71,9
Extraction de matériaux de construction	40	39	97,5	114,9	118,5	109,0
Industries manufacturières	**211**	**224**	**107,3**	**121,5**	**122,5**	**121,7**
Industrie des denrées alimentaires	136	125	101,7	99,5	102,7	102,1
Boissons et industrie du tabac	224	227	103,6	105,0	107,6	117,4
Industrie textile	12	9	89,6	84,4	88,0	108,5
Industrie de l'habillement et de la literie	32	28				
Industrie du bois	16	7	84,9	90,4	84,9	88,9
Industrie du meuble et de l'ameublement	53	52	98,8	100,8	83,5	98,8
Impression et édition	139	138	102,4	103,6	105,5	111,2
Industries chimique et parachimique	181	192	124,4	140,7	148,8	149,3
Industrie des produits minéraux non métalliques	224	263	111,0	120,6	123,5	132,2
Industrie sidérurgique	246	263	105,8	121,1	119,5	114,4
Industrie des fabrications métalliques	77	73	98,5	118,0	124,9	139,3
Electricité, gaz	**418**	**390**	**92,0**	**100,6**	**99,4**	**106,1**
Energie électrique	518	476	91,4	98,5	97,2	106,9
Production et distribution de gaz	148	161	104,9	129,8	89,4	88,9
Indice général	**217**	**229**	**106,1**	**119,6**	**120,2**	**119,0**

(a) Les données sur base de 1947 = 100 ne sont plus disponibles à partir de 1969.

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Production sidérurgique

Données mensuelles

PÉRIODE	Nombre de hauts fourneaux à feu	Quantité (en milliers de tonnes)			Indice pondéré global (1947 = 100)
		Fonte	Acier	Laminés et demi-produits	
1966	24	330,2	365,8	287,4	241
1967	23	330,2	373,4	294,3	246
1968	23	359,0	402,8	314,3	263
1969	24	406,0	460,1	359,3	300
1970	25	401,2	455,2	354,4	296
1971	22	382,4	436,8	339,1	..
1971 Janvier	24	374,5	413,0	317,0	..
Février	24	353,4	412,9	324,1	..
Mars	24	403,8	466,4	367,3	..
Avril	21	391,3	445,9	358,1	..
Mai	21	375,8	413,0	330,4	..
Juin	23	386,8	456,5	349,2	..
Juillet	23	417,7	484,7	366,1	..
Août	22	407,1	455,9	334,1	..
Septembre ..	21	395,9	452,5	351,3	..
Octobre	20	371,3	428,3	336,5	..
Novembre ..	20	366,6	421,5	325,9	..
Décembre ..	20	344,3	390,8	309,4	..

Sources : Groupement des Industries sidérurgiques luxembourgeoises.
Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Production agricole

PRODUIT	Unité	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Céréales panifiables ..	10^3q.m.	440,3	594,2	514,0	515,9	311,1	445,5
Céréales secondaires ..	»	733,4	984,8	954,8	1 036,8	778,5	973,6
Légumineuses.....	»	5,9	11,2	10,5	9,9	7,1	8,2
Pommes de terre	»	676,9	905,9	655,0	618,6	679,1	644,7
Autres plantes racines	»	679,3	673,6	551,5	518,7	420,2	378,4
Plantes fourragères (y compris foin et regain)	»	2 116,0	2 334,0	1 701,7	2 139,5	1 811,2	2 096,2
Lait	10^6 kg	196,1	207,9	215,3	211,5	217,0	220,0 (a)

(a) Donnée provisoire.

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Indice pondéré des prix à la consommation

(1965 = 100)

MOIS	1967	1968	1969	1970	1971
Janvier	104,29	107,23	109,79	113,78	118,33
Février	104,25	107,79	109,90	114,50	119,13
Mars	104,37	107,90	110,11	114,72	120,19
Avril.....	104,73	108,13	110,36	115,21	120,29
Mai	105,02	108,03	110,84	115,81	121,17
Juin	104,80	108,13	110,71	116,13	121,44
Juillet	105,93	108,33	111,01	116,58	121,54
Août	105,96	108,32	110,87	116,25	121,68
Septembre	106,65	108,50	111,05	116,72	122,24
Octobre	106,75	109,00	111,13	117,09	123,05
Novembre	106,97(a)	109,16	111,49	117,29	123,56
Décembre	107,12	109,58	112,67	117,55	124,03
Moyenne annuelle ...	**105,57**	**108,34**	**110,83**	**115,97**	**121,39**

(a) Nouvelle série à partir du 1er novembre 1967.

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Pays-Bas

Formation et utilisation du produit national (a)

(en milliards de florins)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968 (c)	1969 (c)	1970 (c)	1971
Formation :						
Production des entreprises privées	52,3	57,3	63,3	71,6	78,3	86,6
Production du secteur public	8,8	9,8	10,7	11,9	13,2	15,5
Revenus nets en provenance de l'étranger...	0,5	0,7	0,5	0,5	0,1	—0,2
Revenu national (au coût des facteurs)	**61,6**	**67,8**	**74,5**	**84,0**	**91,6**	**101,9**
Impôts indirects moins subsides	7,2	8,0	9,4	9,8	11,8	14,0
Produit national (aux prix du marché)	**68,8**	**75,8**	**83,9**	**93,8**	**103,4**	**115,9**
Solde d'exportation (b)	+0,5	0	—0,6	—0,4	1,4	0,5
Total des moyens disponibles ...	**69,3**	**75,8**	**83,3**	**93,4**	**104,8**	**116,4**
Utilisation :						
Consommation privée	43,7	47,6	52,0	57,5	64,2	71,2
Dépenses du secteur public	11,9	13,4	14,4	16,1	18,2	21,3
Investissements nets des entreprises	9,6	10,6	12,1	12,7	15,2	16,6
Investissements nets du secteur public	3,1	3,5	4,2	4,5	4,8	5,8
Stocks et fabrications en cours	1,0	0,7	0,6	2,6	2,4	1,5
Total des dépenses nationales...	**69,3**	**75,8**	**83,3**	**93,4**	**104,8**	**116,4**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Prix courants.
(b) — surplus; + déficit.
(c) Données rectifiées.

Pays-Bas

Nombre de chômeurs (a)

ANNÉE	Total	Chômeurs (ouvriers A.W. exclus)	Ouvriers A.W. inscrits (b)	Hommes	Femmes
1965	36 300	34 100	2 200	30 400	5 900
1966	46 300	44 500	1 800	39 700	6 600
1967	89 900	87 100	2 800	78 600	11 300
1968	84 300	82 100	2 200	72 300	12 000
1969	65 800	63 600	2 200	54 300	11 500
1970	52 600	51 000	1 600	45 100	7 500
1971	65 600	63 900	1 700	56 900	8 700

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Données modifiées suite à une modification de définition.
(b) Les ouvriers A.W. (Aanvullende Werken) sont les chômeurs mis au travail par les services publics. Ces statistiques reprennent en outre les chômeurs dont l'inactivité résulte du gel, les malades, les ouvriers indemnisés pour cause d'accident, ainsi qu'un certain nombre de personnes ayant trouvé du travail, sans que les bureaux de travail en aient été avisés en temps utile.

Pays-Bas

Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie (a)

(1963 = 100)

PÉRIODE	Production	Emploi (b)	Production par travailleur
1963	100	100	100
1964	110	101	109
1965	116	102	114
1966	123	101	121
1967	129	97	131
1968	143	96	148
1969	160	96	165
1970	176	97	181
1971	188	95	194
1971 : 1er trimestre	191	96	197
2e trimestre	186	95	193
3e trimestre	171	95	177
4e trimestre	204	94	210

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Industrie de la construction non comprise.
(b) Les indices trimestriels sont des moyennes de la situation au début et à la fin du trimestre; l'indice annuel se calcule à partir des quatre indices trimestriels.

Pays-Bas

Indices de la production par industrie

(1963 = 100)

INDUSTRIE	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Matériaux de construction et terre cuite	126	134	139	139	146	160
Industrie chimique	159	177	221	259	288	311
Cuir	102	94	102	101	104	104
Caoutchouc	125	117	131	135	136	138
Exploitation minière	110	115	146	182	229	285
Produits métalliques	121	125	135	152	167	173
Papier	129	133	145	160	164	162
Textile	106	96	108	112	115	117
Gaz, électricité et eau	141	160	192	231	270	311
Produits alimentaires, boissons et tabac	110	119	123	130	137	148
Indice général de l'industrie	**123**	**129**	**143**	**160**	**176**	**188**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Commerce extérieur

(en millions de florins)

PÉRIODE	1967	1968	1969	1970	1970 (a)	1971 (a)
	IMPORTATIONS					
1er trimestre	7 378	8 327	9 094	11 060	9 157	11 049
2e trimestre	7 673	8 019	9 933	12 350	10 216	11 274
3e trimestre	7 184	8 296	9 725	11 802	9 850	11 169
4e trimestre	7 946	8 996	11 045	13 391	11 193	11 458
Année....	**30 181**	**33 638**	**39 797**	**48 603**	**40 416**	**44 950**
	EXPORTATIONS					
1er trimestre	6 295	7 117	8 113	9 829	8 425	10 048
2e trimestre	6 574	7 187	8 927	10 569	9 069	10 383
3e trimestre	6 449	7 535	9 004	10 612	9 176	10 393
4e trimestre	7 062	8 358	10 030	11 612	10 010	10 991
Année...	**26 380**	**30 197**	**36 074**	**42 622**	**36 680**	**41 815**
	SOLDE					
1er trimestre	— 1 083	— 1 210	— 981	— 1 231	— 732	— 1 001
2e trimestre	— 1 099	— 832	— 1 006	— 1 781	— 1 147	— 891
3e trimestre	— 735	— 761	— 721	— 1 190	— 674	— 776
4e trimestre	— 884	— 638	— 1 015	— 1 779	— 1 183	— 467
Année...	**— 3 801**	**— 3 441**	**— 3 723**	**— 5 981**	**— 3 736**	**— 3 135**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Non comprises les données de l'U.E.B.L. Pour l'année 1971 les données de l'U.E.B.L. ne sont pas disponibles.

Pays-Bas

Valeur des importations par pays de provenance

PAYS	1967	1968	1969	1970	1970 (a)	1971 (a)
	En millions de florins					
U. E. B. L.	5 567	6 046	7 045	8 187	..	..
Allemagne Occidentale	7 670	8 876	10 618	13 164	13 164	14 386
France	1 920	2 183	3 088	3 644	3 644	4 082
Italie	1 299	1 524	1 802	2 105	2 105	2 276
Royaume-Uni	1 674	1 844	2 262	2 815	2 815	2 967
Etats-Unis d'Amérique	3 208	3 671	3 862	4 737	4 737	5 115
	En pourcentage du total					
U. E. B. L.	18,4	18,0	17,7	16,9	..	..
Allemagne Occidentale	25,4	26,4	26,7	27,1	32,6	32,0
France	6,4	6,5	7,8	7,5	9,0	9,1
Italie	4,3	4,5	4,5	4,3	5,2	5,1
Royaume-Uni	5,5	5,5	5,7	5,7	7,0	6,6
Etats-Unis d'Amérique	10,6	10,9	9,7	9,8	11,7	11,4

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Pour l'année 1971 les données de l'U.E.B.L. ne sont pas disponibles. Les pourcentages ont été calculés sur le total des importations non compris celles de l'U.E.B.L.

Pays-Bas

Valeur des exportations par pays de destination

PAYS	1967	1968	1969	1970	1970 (a)	1971 (a)
	En millions de florins					
U. E. B. L.	3 886	4 319	5 030	5 942	..	..
Allemagne Occidentale	6 885	8 393	10 712	13 873	13 873	16 440
France	2 423	3 180	4 167	4 251	4 251	5 029
Italie	1 296	1 451	1 781	2 305	2 305	2 542
Royaume-Uni	2 330	2 579	2 750	2 981	2 981	3 553
Etats-Unis d'Amérique	1 241	1 579	1 623	1 832	1 832	1 960
	En pourcentage du total					
U. E. B. L.	14,7	14,3	13,9	14,0	..	..
Allemagne Occidentale	26,1	27,8	29,7	32,6	37,8	39,3
France	9,2	10,5	11,6	10,0	11,6	12,0
Italie	4,9	4,8	4,9	5,4	6,3	6,1
Royaume-Uni	8,8	8,5	7,6	7,0	8,1	8,5
Etats-Unis d'Amérique	4,7	5,2	4,5	4,3	5,0	4,7

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Pour l'année 1971 les données de l'U.E.B.L. ne sont pas disponibles. Les pourcentages ont été calculés sur le total des exportations non compris celles destinées à l'U.E.B.L.

Pays-Bas

Réserves de change
(en millions de florins)

ANNÉE	Or	Devises	Total
1964	6 080	1 372	7 452
1965	6 327	1 059	7 386
1966	6 234	1 121	7 355
1967	6 166	2 023	8 189
1968	6 115	951	7 066
1969	6 198	1 298	7 496
1970	6 437	2 723	9 682 (a)
1971	6 875	1 173	10 111 (a)

Source : « Nederlandsche Bank », N. V.

(a) Droits de tirage spéciaux du F.M.I. inclus.

Pays-Bas

Salaires et prix
(1963 = 100)

PÉRIODE	Prix de gros	Coût de la vie	Salaires conventionnels
1966	115	117	143
1967	115	121	152
1968	116	126	163
1969	117	135	178
1970	124	141	198
1971	125	152	221
1971 : 1er trimestre	125	147	212
2e trimestre	125	151	216
3e trimestre	125	153	226
4e trimestre	127	156	230

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Consommation des particuliers
(1963 = 100)

ANNÉE	Valeur	Quantité	Quantité par habitant
1964	113	106	105
1965	127	114	111
1966	138	118	113
1967	150	124	117
1968	164	132	124
1969	182	138	128
1970	203	148	136
1971	223	153	139

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L.

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en milliards de francs)	En provenance des Pays-Bas		Total (en milliards de francs)	Vers les Pays-Bas	
		En milliards de francs	% du total		En milliards de francs	% du total
1960	197,9	29,4	14,9	188,8	40,1	21,3
1961	211,0	32,3	15,3	196,2	45,9	23,4
1962	227,8	33,7	14,8	216,2	49,3	22,8
1963	255,6	37,7	14,7	242,0	54,6	22,6
1964	299,0	44,0	14,7	279,5	64,1	22,9
1965	324,8	48,2	14,8	319,1	70,4	22,1
1966	358,7	52,4	14,6	341,5	76,0	22,3
1967	358,8	54,0	15,1	351,6	75,5	21,5
1968	416,7	60,8	14,6	408,2	85,9	21,0
1969	499,4	71,2	14,3	503,3	97,4	19,4
1970	568,1	83,0	14,6	580,5	112,5	19,4
1971	626,8	101,9	16,3	603,9	114,7	19,0

Source : Institut National de Statistique.

Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en millions de florins)	En provenance de l'U.E.B.L.		Total (en millions de florins)	Vers l'U.E.B.L.	
		En millions de florins	% du total		En millions de florins	% du total
1961	18 652	3 549	19,0	15 712	2 373	15,1
1962	19 358	3 804	19,6	16 596	2 444	14,7
1963	21 601	4 162	19,3	17 962	2 694	15,0
1964	25 548	4 911	19,2	21 025	3 207	15,3
1965	27 010	5 299	19,6	23 144	3 438	14,9
1966	29 024	5 508	19,0	24 443	3 685	15,1
1967	30 181	5 567	18,4	26 380	3 886	14,7
1968	33 638	6 046	18,0	30 197	4 319	14,3
1969	39 797	7 045	17,7	36 074	5 030	13,9
1970	48 603	8 186	16,8	42 622	5 945	13,9
1970 (a)	40 416	..	..	36 680	..	..
1971 (a)	44 950	..	..	41 815	..	..

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Non compris les données de l'U.E.B.L. Pour l'année 1971 les données de l'U.E.B.L. ne sont pas disponibles.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Répartition d'après le degré de transformation

ANNÉE	Produits alimentaires boissons et tabacs		Matières brutes et produits demi-finis		Produits manufacturés		Total
	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs
	IMPORTATIONS						
1964.....	7,2	16,4	8,0	18,2	28,8	65,4	44,0
1965.....	9,1	18,9	8,5	17,6	30,6	63,5	48,2
1966	9,2	17,5	9,2	17,6	34,0	64,9	52,4
1967.....	9,5	17,6	9,2	17,0	35,3	65,4	54,0
1968.....	10,7	17,6	11,4	18,7	38,7	63,7	60,8
1969.....	12,1	17,0	13,0	18,3	46,1	64,7	71,2
1970.....	14,1	17,0	14,6	17,6	54,3	65,4	83,0
1971.....	15,7	15,4	20,9	20,5	65,3	64,1	101,9
	EXPORTATIONS						
1964.....	4,0	6,3	5,8	9,0	54,3	84,7	64,1
1965.....	4,7	6,7	5,9	8,4	59,8	84,9	70,4
1966..... ..	5,4	7,1	5,4	7,1	65,2	85,8	76,0
1967.....	5,8	7,7	5,6	7,3	64,1	85,0	75,5
1968.....	7,0	8,1	5,8	6,8	73,1	85,1	85,9
1969.....	8,7	8,9	6,8	7,0	81,9	84,1	97,4
1970.....	9,0	8,0	6,3	5,6	97,2	86,4	112,5
1971.....	10,2	8,9	5,9	5,1	98,6	86,0	114,7

Source : Institut National de Statistique.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations				Exportations			
	1968	1969	1970	1971	1968	1969	1970	1971
Industrie métallurgique	**3 663**	**4 654**	**5 944**	**7 350**	**14 020**	**15 695**	**20 072**	**15 762**
Fer et acier	1 679	2 047	3 129	4 464	6 525	7 867	10 474	10 299
Métaux non ferreux	1 984	2 607	2 815	2 886	7 495	7 828	9 598	5 463
Industrie des fabrications métalliques	**12 116**	**13 161**	**17 192**	**21 043**	**23 364**	**25 213**	**29 824**	**29 793**
Machines	3 623	4 076	4 828	5 875	2 989	3 582	4 542	4 458
Construction électrique	4 281	4 190	6 067	8 149	6 381	7 094	8 792	8 661
Matériel de transport	2 658	3 118	3 917	4 046	11 279	11 570	12 832	12 825
Autres articles manufacturés en métal	1 554	1 777	2 380	2 973	2715	2 967	3 658	3 849
Industries textiles et du vêtement	**7 925**	**9 944**	**10 739**	**12 370**	**16 438**	**17 842**	**18 744**	**20 781**
Filés	2 103	3 053	3 076	3 377	3 297	3 591	3 372	3 600
Tissus	2 799	2 906	3 146	3 618	5 155	5 301	5 298	5 984
Autres produits textiles	595	708	731	943	2 020	2 121	2 167	2 004
Vêtement	2 428	3 277	3 786	4 432	5 966	6 829	7 907	9 193
Industries chimiques	**5 830**	**7 033**	**8 733**	**10 476**	**5 589**	**7 415**	**8 947**	9 757
Produits chimiques proprement dits	1 602	1 726	2 477	3 537	1 382	2 017	2 593	2 611
Engrais manufacturés	60	105	83	141	338	321	402	428
Produits photographiques	86	78	98	101	280	304	306	332
Autres produits chimiques	4 082	5 124	6 075	6 697	3 589	4 773	5 646	6 386
Industrie charbonnière	**2 512**	**1 983**	**1 982**	**1 342**	**173**	**47**	**158**	**80**
Dérivés du pétrole	**2 531**	**2 776**	**3 050**	**5 792**	**1 934**	**1 999**	**1 592**	**1 576**
Produits alimentaires, boissons et tabacs	**5 190**	**5 968**	**6 658**	**7 875**	**3 814**	**3 853**	**4 471**	**5 445**
Matériaux de construction	**261**	**297**	**322**	**352**	**1 401**	**1 395**	**1 639**	**2 009**
Industrie du verre	**552**	**523**	**800**	**951**	**1 792**	**1 721**	**2 358**	**2 344**
Industrie du papier et du carton	**2 350**	**2 744**	**3 113**	**3 280**	**2 162**	**2 732**	**3 284**	**3 598**

Source : Institut National de Statistique.

SEPTIÈME PARTIE

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

Agriculture

GÉNÉRALITÉS

L'arrêté royal du 12 septembre 1970 (« Moniteur belge » du 16 janvier 1971) règle le commerce d'engrais et d'amendements du sol.

L'arrêté royal du 5 février 1971 (« Moniteur belge » du 9 mars 1971) prévoit l'instauration du document de contrôle Benelux-5 dans les échanges intra-Benelux pour certains produits agricoles et alimentaires.

L'arrêté royal du 26 mars 1971 (« Moniteur belge » du 1er avril 1971) modifie les arrêtés ministériels du 27 juillet 1961 et du 26 juillet 1962 fixant les mesures de contrôle à l'exportation et à l'importation de certains produits agricoles et horticoles.

L'arrêté royal du 26 mars 1971 modifie l'arrêté royal du 22 juillet 1970 fixant les mesures de contrôle à l'expédition vers les Etats membres de la Communauté économique européenne de certains produits agricoles et horticoles.

L'arrêté royal du 16 novembre 1970 (« Moniteur belge » du 17 avril 1971) règle le commerce des semences de plantes oléagineuses et à fibres.

Le « Moniteur belge » du 1er avril 1971 fournit la deuxième liste des produits phytopharmaceutiques, agréés par le Ministre de l'Agriculture au cours de l'année 1970 en vertu des dispositions de l'arrêté royal du 31 mai 1958 portant réglementation de la conservation, du commerce et de l'utilisation des pesticides et des produits phytopharmaceutiques.

L'arrêté royal du 15 janvier 1971 (« Moniteur belge » du 12 mai 1971) exclut certaines catégories de meuneries industrielles de l'application de la loi du 23 décembre 1969 portant assainissement de la meunerie industrielle.

L'arrêté ministériel du 1er juin 1971 (« Moniteur belge » du 5 juin 1971) concerne la destruction d'étourneaux dans certaines régions du pays.

L'arrêté royal du 30 mars 1971 (« Moniteur belge » du 5 juin 1971) concerne le remembrement de biens ruraux par la Société nationale terrienne.

L'arrêté ministériel du 25 mars 1971 (« Moniteur belge » du 18 juin 1971) porte les modalités d'exécution de l'article 26 de la loi du 22 juillet 1970 sur le remembrement légal des biens ruraux.

L'arrêté royal du 14 juin 1971 (« Moniteur belge » du 1er juillet 1971) instaure la nouvelle législation sur l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture, fixée par la loi du 3 mai 1971.

L'arrêté royal du 9 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 14 juillet 1971) détermine l'année agricole, ainsi que la durée de la période pour laquelle l'indemnité de sortie est accordée.

La loi du 29 juin 1971 (« Moniteur belge » du 21 juillet 1971) modifie la loi du 15 février 1961 sur le Fonds d'investissement agricole.

L'arrêté ministériel du 2 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 11 septembre 1971) arrête la formule de la demande en vue d'obtenir l'indemnité de sortie ou de la prime d'apport structurel prévues par la loi du 3 mai 1971.

L'arrêté royal du 20 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 6 novembre 1971) fixe le contrôle international des pêcheries de l'Atlantique du Nord-Est, en dehors des eaux territoriales et des zones de pêche réservées.

L'arrêté ministériel du 11 octobre 1971 (« Moniteur belge » du 29 décembre 1971) porte modification de la liste I annexée à l'arrêté ministériel du 12 août 1969, soumettant à licence l'importation de certaines marchandises.

RÉGLEMENTATION

Agriculture et produits agricoles

L'arrêté royal du 26 mars 1971 (« Moniteur belge » du 1er avril 1971) modifie l'arrêté royal du 16 avril 1966 réglant le contrôle à l'importation des semences et de plants de certaines espèces de plantes.

L'arrêté ministériel du 18 juin 1971 (« Moniteur belge » du 4 août 1971) fixe la liste des variétés des espèces agricoles, susceptibles d'être soumises au contrôle de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles.

L'arrêté royal du 25 août 1971 et l'arrêté ministériel du 26 août 1971 (« Moniteur belge » du 18 septembre 1971) réglementent la lutte contre les organismes nuisibles aux plantes et aux produits végétaux.

L'arrêté ministériel du 25 février 1971 (« Moniteur belge » du 27 février 1971) impose une baisse des prix des viandes bovines et porcines.

L'arrêté ministériel du 25 février 1971 (« Moniteur belge » du 2 mars 1971) modifie l'arrêté ministériel du 27 septembre 1962 fixant le prix maximum de vente pour le lait de consommation.

L'arrêté royal du 28 décembre 1970 (« Moniteur belge » du 16 mars 1971) modifie l'arrêté royal du 14 novembre 1963 instituant un classement officiel du lait et de la crème fournis aux laiteries.

L'arrêté royal du 1er février 1971 (« Moniteur belge » du 1er avril 1971) organise un contrôle du fromage à pâte dure.

L'arrêté royal du 9 mars 1971 (« Moniteur belge » du 1er avril 1971) modifie l'arrêté ministériel du 9 septembre 1949 relatif au contrôle officiel et obligatoire de certains produits laitiers importés du Grand-Duché du Luxembourg ou des Pays-Bas.

L'arrêté royal du 26 mars 1971 (« Moniteur belge » du 1er avril 1971) modifie l'arrêté royal du 3 septembre 1963 relatif à l'importation et à l'exportation de volaille abattue.

L'arrêté royal du 26 mars 1971 (« Moniteur belge » du 1er avril 1971) modifie l'arrêté royal du 8 septembre 1964 relatif à l'exportation et à l'importation des œufs à couver.

L'arrêté ministériel du 6 janvier 1971 (« Moniteur belge » du 1er avril 1971) porte modification à l'arrêté ministériel du 22 juin 1965 relatif à l'importation, au transit et à l'exportation des animaux vivants.

L'arrêté ministériel du 7 avril 1971 (« Moniteur belge » du 9 avril 1971) modifie l'arrêté ministériel du 27 septembre 1962 fixant le prix maximum de vente de lait de consommation au consommateur.

L'arrêté royal du 12 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 27 octobre 1971) porte des mesures préventives contre le trichomoniase et la vitriose chez les bovins.

L'arrêté ministériel du 28 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 9 novembre 1971) contient des mesures relatives à l'importation, au transit, à l'exportation et aux échanges entre les pays du Benelux d'animaux vivants et de certains produits d'origine animale et végétale.

L'arrêté royal du 1er septembre 1971 (« Moniteur belge » du 23 octobre 1971) modifie l'arrêté royal du 10 mai 1963 portant des mesures en vue de la lutte contre la tuberculose bovine. L'arrêté royal du 2 septembre 1971 en indique les mesures temporaires.

L'arrêté royal du 23 septembre 1971 (« Moniteur belge » du 29 octobre 1971) porte amélioration de l'espèce bovine.

Fruits et légumes

L'arrêté ministériel du 15 février 1971 (« Moniteur belge » du 24 mars 1971) fixe la liste des variétés des espèces horticoles, susceptibles d'être soumises au contrôle de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles.

RETRIBUTIONS, PRIMES ET SUBVENTIONS

L'arrêté ministériel du 2 décembre 1970 (« Moniteur belge » du 7 janvier 1971) prévoit l'octroi de subsides pour la viande.

L'arrêté ministériel du 3 décembre 1970 (« Moniteur belge » du 2 février 1971) modifie l'arrêté ministériel du 20 janvier 1964, portant règlement général des subsides aux sociétés d'élevage de bêtes bovines et relatif à l'amélioration de l'espèce bovine.

L'arrêté ministériel du 28 décembre 1970 (« Moniteur belge » du 19 février 1971) modifie l'arrêté ministériel du 27 janvier 1964, fixant les rétributions à payer à l'Office national du Lait par les entreprises de préparation, de transformation ou de vente des produits laitiers.

L'arrêté ministériel du 23 décembre 1970 (« Moniteur belge » du 5 mars 1971) abroge l'arrêté ministériel du 13 mai 1970. Cet arrêté fixait les rétributions dues à l'Office national du Lait par les exportateurs de poudre de lait écrémé vers les pays de la Communauté économique européenne.

L'arrêté ministériel du 21 avril 1971 (« Moniteur belge » du 19 juin 1971) modifie l'arrêté ministériel du 20 janvier 1964 portant exécution de l'arrêté royal du 29 mars 1963 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine et portant règlement général des subsides aux sociétés d'élevage de bêtes bovines.

L'arrêté ministériel du 20 avril 1971 (« Moniteur belge » du 25 juin 1971) porte exécution de l'arrêté royal du 18 mars 1971 relatif à l'amélioration de l'espèce chevaline.

L'arrêté royal du 20 avril 1971 (« Moniteur belge » du 2 juillet 1971) règle l'octroi des allocations pour résoudre le problème des équipages dans la pêche maritime.

L'arrêté royal du 23 avril 1971 (« Moniteur belge » du 2 juillet 1971) modifie l'arrêté royal du 31 août 1970 fixant les rétributions dues pour la participation aux essais de cultures qui précèdent l'inscription éventuelle sur la liste des variétés des espèces agricoles.

L'arrêté royal du 29 décembre 1970 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1971) règle l'octroi de subsides aux associations d'entraide mutuelle à l'exploitation.

L'arrêté royal du 7 mai 1970 (« Moniteur belge » du 3 août 1971) modifie l'arrêté royal du 21 novembre 1969 relatif à l'octroi des primes à la non-commercialisation du lait et des produits laitiers.

L'arrêté ministériel du 9 septembre 1971 (« Moniteur belge » du 2 octobre 1971) accorde des subsides pour la culture de luzerne.

L'arrêté ministériel du 10 août 1971 (« Moniteur belge » du 5 novembre 1971) accorde un subside aux horticulteurs et viticulteurs, pour compenser partiellement la hausse des droits d'accise sur le gasoil lourd (fuel-oil léger) et pour ristourner le montant total des droits d'accise sur les fuel-oils lourds et extra-lourds.

Assurances

L'arrêté ministériel du 14 avril 1971 (« Moniteur belge » du 11 mai 1971) fixe les limites et les normes tarifaires applicables à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Le « Moniteur belge » du 7 juillet 1971 publie l'arrêté ministériel du 1er juin 1971, limitant le taux de certaines commissions allouées aux intermédiaires d'assurances.

Le 22 décembre 1971, trois arrêtés ministériels ont été pris, fixant les modèles de bilan, de compte de pertes et profits et de répartition du solde bénéficiaire, respectivement pour les entreprises pratiquant l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, pour les entreprises pratiquant la capitalisation et enfin pour les entreprises d'assurances sur la vie (« Moniteur belge » du 5 janvier 1972).

Benelux [Voir Commerce extérieur (Bénélux et accords du Benelux avec :)]

Chômage [Voir Travail (Relations du travail)]

Commerce extérieur

BENELUX

Le 1er février 1971, l'accord d'unification du territoire douanier du Benelux est entré en vigueur. A partir de cette date, les formalités douanières aux frontières intérieures du Benelux ont été abolies, y compris les formalités en vue de l'exemption des droits à l'importation.

Depuis lors, les formalités éventuelles pour la perception du droit d'entrée doivent être remplies, soit à l'endroit même où les marchandises entrent dans le Benelux, soit au lieu de déchargement.

ACCORDS DE COMMERCE ET DE PAIEMENT

ACCORDS DU BENELUX AVEC :

L'Autriche : l'accord commercial, signé le 29 juin 1957, a été prorogé tacitement jusqu'au 31 mars 1972.

La Bulgarie : en date du 13 mai 1970, un nouvel accord commercial à long terme a été signé entre les pays du Benelux et la Bulgarie. La durée est de 5 ans (1970-1974), prenant cours le 1er janvier 1970. Le deuxième protocole a été signé en octobre 1971. L'accord de paiement du 19 mars 1960 est valable pour une durée indéterminée et peut être résilié moyennant un préavis de 3 mois.

Le Danemark : l'accord commercial du 28 décembre 1956 a été prorogé tacitement jusqu'au 30 novembre 1972.

L'Espagne : l'accord commercial du 2 juin 1960 a été reconduit tacitement jusqu'au 14 avril 1972.

La Grèce : le 1er février 1971, l'accord commercial, signé le 9 mars 1960, a été prorogé par reconduction tacite jusqu'au 31 janvier 1973.

Le Honduras : l'accord commercial du 30 janvier 1959 a été reconduit tacitement jusqu'au 28 mai 1972.

La Hongrie : le 23 novembre 1971, un accord commercial à long terme a été paraphé à Budapest entre les pays du Benelux et la Hongrie. Cet accord, qui remplace celui signé à Budapest le 26 avril 1967, est valable pour une durée de 4 ans avec effet rétroactif au 1er janvier 1971. Les dispositions détaillées concernant les échanges commerciaux réciproques dans le cadre de cet accord ont été fixées par des protocoles annuels. Les dispositions relatives à chacune des années subséquentes

sont proposées par une Commission mixte. L'accord de paiement du 28 mars 1959 est valable pour une durée indéterminée et peut être dénoncé moyennant préavis de 3 mois.

Israël : l'accord commercial du 29 août 1958 a été reconduit tacitement jusqu'au 31 août 1972.

Le Japon : l'accord commercial signé à Tokyo le 8 octobre 1960 a été reconduit tacitement jusqu'au 31 décembre 1972.

Le Maroc : l'accord commercial du 5 mai 1958 a été prorogé par tacite reconduction jusqu'au 30 juin 1972.

La Norvège : l'accord commercial, signé le 28 mai 1957, a été prorogé tacitement, le 1er mai 1971, jusqu'au 31 avril 1972.

Le Paraguay : le 13 août 1963, un accord de commerce et de navigation maritime a été signé à Asuncion entre les pays du Benelux et le Paraguay.

La Pologne : la signature du nouvel accord commercial à long terme entre le Benelux et la Pologne a eu lieu le 25 novembre 1971 à La Haye. Cet accord couvre la période 1971-1974. Il a la forme d'un accord-cadre et laisse le soin à une commission mixte de formuler des propositions concrètes en élaborant des protocoles annuels en vue de développer les relations commerciales. Le protocole de 1971, annexé à l'accord, prévoit un échange de produits dans les deux sens, pour un montant d'environ 3 milliards de francs. Comme pour l'accord précédent, il a été convenu que les paiements auront lieu conformément à l'accord de paiement en vigueur entre les parties contractantes (3 mars 1959) et que dans le domaine de la navigation maritime une politique non discriminatoire sera suivie.

Le Portugal : la convention commerciale du 24 mai 1961 a été prorogée tacitement jusqu'au 30 septembre 1972.

La Roumanie : le 8 décembre 1970, un accord commercial à long terme a été signé à Bruxelles entre les pays du Benelux et la Roumanie. Cet accord couvre une durée de 5 ans (1970-1974). Le 1er protocole relatif dudit accord a été signé le 15 octobre 1971 et entrera en vigueur le jour de la signature avec effet rétroactif au 1er janvier 1971. L'accord de paiement du 30 septembre 1960 est valable pour une durée indéterminée.

Le Royaume-Uni : une convention commerciale a été conclue à Londres le 10 décembre 1959 entre les pays du Benelux et le Royaume-Uni. Le 14 décembre 1967, des pourparlers ont eu lieu à Londres en vue de la mise à jour de cette convention ; ils ont conduit à la conclusion de nouvelles « agreed-minutes conventions » qui constituent le cadre permanent des échanges commerciaux, en lieu et place des dispositions qui, jusqu'à présent, étaient revues chaque année. La convention a été prorogée par tacite reconduction jusqu'au 31 décembre 1972.

La Suède : en date du 1er mars 1971, l'accord commercial du 27 avril 1957 a été prorogé tacitement jusqu'au 29 février 1972.

La Suisse : le 1er avril 1971, le traité commercial du 21 juin 1957 a été prorogé tacitement jusqu'au 31 mars 1972.

La Tchécoslovaquie : l'accord commercial entre les pays du Benelux et la Tchécoslovaquie, signé à Prague le 15 novembre 1967, est expiré depuis le 1er janvier 1970. Un nouvel accord commercial d'une durée de 3 ans prendra cours au 1er janvier 1972. L'accord de paiement du 15 juin 1959 est valable pour une durée indéterminée, à partir du 1er juillet 1959.

La Tunisie : l'accord commercial Tunisie-Benelux du 1er août 1958 a été prorogé par tacite reconduction. Dans le cadre de l'accord commercial existant, des pourparlers ont eu lieu en commission mixte, et ont abouti le 17 février 1971 à la signature des protocoles pour l'année 1971.

L'U.R.S.S. : le 14 juillet 1971, un premier traité a été signé à Bruxelles en matière de commerce, ainsi qu'une première convention relative aux relations commerciales et de paiement entre le Benelux et l'U.R.S.S. Dans le cadre de ce traité commercial, les parties signataires s'octroient réciproquement la clause de la nation la plus favorisée, surtout en ce qui concerne le commerce et le transport intérieur par chemin de fer et par voie d'eau. La durée de ce traité est indéterminée ; il peut être dénoncé 12 mois à l'avance. L'accord relatif aux relations commerciales et aux paiements est un accord-cadre. Il ne contient pas de liste de contingents et couvre une période de quatre ans, prenant cours le 1er janvier 1971.

La Yougoslavie : l'accord commercial du 18 juin 1958 a été reconduit tacitement jusqu'au 30 juin 1972. L'accord de paiement du 18 juin 1958 est valable pour une durée indéterminée depuis le 1er juillet 1958.

ACCORDS DE L'U.E.B.L. AVEC :

L'Argentine : l'accord de commerce et de paiement, signé le 25 novembre 1957, a été prorogé tacitement jusqu'au 31 décembre 1972.

La Chine : l'accord commercial avec la Chine du 22 novembre 1928 est toujours en vigueur.

La Finlande : l'accord commercial du 8 novembre 1955 est prorogé tacitement jusqu'au 30 septembre 1972.

La Hongrie : l'accord commercial du 30 septembre 1924 entre la Hongrie et l'U.E.B.L. est toujours en vigueur.

Le Mexique : l'accord commercial du 11 septembre 1950 a été prorogé tacitement jusqu'au 11 septembre 1972.

La Nouvelle-Zélande : l'accord commercial provisoire du 5 décembre 1933 est toujours valable.

Le Pakistan : l'accord commercial du 15 mars 1962 a été prorogé tacitement jusqu'au 31 décembre 1972.

La Roumanie : l'accord commercial provisoire entre l'U.E.B.L. et la Roumanie, signé à Bucarest le 28 août 1930, est toujours en vigueur.

La Tchécoslovaquie : le traité commercial entre l'U.E.B.L. et la Tchécoslovaquie, conclu à Prague le 28 décembre 1925, est toujours valable.

L'Uruguay : l'accord commercial du 14 juin 1946 est prorogé tacitement jusqu'au 31 décembre 1972.

L'U.R.S.S. : l'accord commercial et les protocoles complémentaires successifs du 18 décembre 1948 ont été prorogés tacitement jusqu'au 31 décembre 1972.

Le Sud-Vietnam : par échange de lettres des 16 et 20 janvier 1956, l'U.E.B.L. et le Sud-Vietnam se sont accordés mutuellement le bénéfice de leur tarif minimum, en attendant la conclusion d'un accord commercial.

La Yougoslavie : l'accord de commerce et de navigation maritime conclu à Bruxelles le 16 décembre 1926 et modifié par l'accord bilatéral du 14 août 1946, est toujours valable.

ACCORDS ÉCONOMIQUES

Accords de la C.E.E. avec :

a) *L'association de pays tiers à la Communauté.*

Etats africains et malgache : le 1er janvier 1971, est entrée en vigueur la nouvelle convention d'association de Yaoundé avec les 18 Etats africains et malgache associés, ainsi que l'accord d'association d'Arusha avec les trois pays de l'Est africain et la décision du Conseil, du 29 septembre 1970, relative à l'association des pays et territoires d'Outre-mer. Cet accord couvre une durée de cinq ans et expire le 31 décembre 1975. La première session du Conseil d'association depuis l'entrée en vigueur de la convention de Yaoundé, s'est tenue le 22 avril 1971 à Tananarive. Les décisions nécessaires à l'entrée en vigueur effective de la deuxième convention de Yaoundé y ont été prises, certaines modalités d'application de la nouvelle convention arrêtées et enfin la Communauté a pu fournir des informations complémentaires aux E.A.M.A. sur la mise en place du système de préférences généralisées et sur le déroulement des négociations d'association.

La Grèce : le 1er novembre 1971, la Grèce a procédé à une nouvelle réduction de 10 % de ses droits de base, ainsi que des cautionnements applicables aux importations des produits soumis à la période de transition de 12 ans, en provenance de la Communauté. Ces droits et caution-

nements se trouvent ainsi réduits de 70 % et seront totalement supprimés le 1er novembre 1974. Dans le domaine contingentaire, une nouvelle augmentation de 10 % a également eu lieu au profit de la Communauté, en 1971, en ce qui concerne les produits non libérés.

Malte : l'accord créant une association entre la C.E.E. et Malte est entré en vigueur le 1er avril 1971. L'accord avec Malte, huitième pays de la Méditerranée à établir des liens particuliers avec la Communauté et cinquième pays de la région à conclure avec elle une association, ressemble dans une large mesure aux accords conclus ces dernières années dans le Bassin méditerranéen. Cependant, cet accord a des caractéristiques propres à plus d'un titre. La question de la double appartenance de Malte au Commonwealth et à la Communauté, au cours de la première étape de l'accord, a pu être réglée sans difficulté. La Communauté, tout en reconnaissant la vocation européenne de Malte, n'a toutefois pas voulu, à ce stade, préjuger de l'évolution ultime des relations avec ce pays. L'accord engage cependant la Communauté et Malte à établir une union douanière au cours d'une période d'en principe dix ans.

Les problèmes soulevés par l'élargissement de la Communauté sont en partie résolus à l'avance en raison de la coexistence, au cours de sa première étape, du maintien des relations préférentielles de Malte avec le Royaume-Uni et de l'établissement de liens préférentiels avec la Communauté.

La Tanzanie, l'Ouganda et le Kénya : à la suite de l'entrée en vigueur de la Deuxième Convention de Yaoundé, la décision du Conseil, du 29 septembre 1970, comportait la création d'une association entre la C.E.E. et la Tanzanie, l'Ouganda et le Kénya. Cette association est entrée en vigueur le 1er janvier 1971. Cette convention prévoit que les produits originaires des pays partenaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est peuvent être importés dans la Communauté économique européenne sans être soumis à la perception de droits de douane ou de taxes d'effet équivalent, mais le régime, pour ces produits, ne peut être plus favorable que celui appliqué réciproquement par les pays membres.

La Turquie : les relations entre la Communauté et la Turquie ont été marquées, en 1971, par la signature le 27 juillet et l'entrée en vigueur le 1er septembre d'un accord intérimaire. En procédant, en vertu de cet accord, à l'application de manière anticipée des premières mesures que le protocole additionnel prévoit comme concessions commerciales réciproques, la Communauté et la Turquie ont entamé le processus qui doit aboutir progressivement à une intégration de leurs économies.

Dans l'attente d'une décision au sujet de l'inclusion de la Turquie dans la liste des pays bénéficiaires des préférences généralisées, la Communauté a accordé, à titre provisoire, des concessions supplémentaires à ce pays.

La Tunisie et le Maroc : les 28 mars 1969 et 31 mars 1969 ont été conclues, à Tunis et à Rabat, des conventions d'association avec la Tunisie et le Maroc.

Si l'exécution des accords n'a pas donné lieu à des difficultés particulières au cours de l'exercice écoulé, les consultations ont eu lieu cependant à diverses reprises dans le cadre des institutions de l'association, non seulement sur les conditions de fonctionnement de l'accord, ainsi que sur l'introduction d'un régime communautaire pour les produits de la pêche, mais aussi sur les conséquences de l'entrée en vigueur du système des préférences généralisées.

En outre, la Commission a eu des contacts avec des représentants des gouvernements tunisien et marocain, afin d'examiner les incidences de l'élargissement de la Communauté sur les associations. A part les problèmes communs, le Maroc et la Tunisie présentent un cas particulier. En effet, les accords d'association prévoient que la négociation de nouveaux accords devraient débuter en automne 1972 pour s'achever au printemps 1973.

Il existe donc une imbrication des calendriers prévus respectivement pour l'élargissement et pour le renouvellement des accords actuels. Aussi, les gouvernements marocain et tunisien escomptent-ils que la Communauté remplira son engagement de respecter les dates prévues pour le renouvellement des accords « sur des bases élargies » correspondant de façon plus concrète aux nécessités de développement des deux pays.

b) *Accords commerciaux dans le cadre de la Communauté européenne.*

L'Argentine : le 8 novembre 1971, la Communauté et la République d'Argentine ont signé à Bruxelles un accord commercial. Il s'agit d'un accord commercial non préférentiel par lequel les deux parties s'accordent dans leurs relations commerciales le traitement de la nation la plus favorisée, avec les exceptions d'usage. Cet accord a pour objectif fondamental de perfectionner, dans un cadre institutionnel, les relations commerciales et économiques entre les deux parties. Sa durée est de trois ans et il peut être prorogé par accord des deux parties pour une période d'un an renouvelable. C'est le premier accord négocié par la Communauté avec un pays d'Amérique latine.

L'Espagne : la Commission mixte C.E.E.-Espagne, chargée de la gestion de l'accord entré en vigueur le 1er octobre 1970, a tenu sa première réunion en mars 1971 et a procédé à l'adoption de son règlement intérieur, ainsi que des méthodes de coopération administrative dans le domaine douanier.

Il a été constaté que la mise en œuvre de l'accord s'est effectuée d'une façon généralement satisfaisante. Toutefois, l'Espagne a exprimé certaines préoccupations concernant la mise en application des concessions

prévues à l'accord pour certains vins, le fonctionnement du régime préférentiel prévu pour l'huile d'olive sur le marché de la Communauté et les problèmes de sa non-inclusion dans le schéma des préférences généralisées.

Les contacts exploratoires avec l'Espagne au sujet des répercussions de l'élargissement de la Communauté ont mis en évidence les conséquences commerciales et les répercussions sur l'équilibre de l'accord, notamment dans le secteur agricole.

L'Iran : le Conseil a adopté, en date du 15 novembre 1971, une décision reconduisant l'accord commercial entre la Communauté économique européenne et l'Iran jusqu'au 30 novembre 1972. Cette prorogation avait été expressément demandée par les autorités iraniennes.

Israël : la mise en œuvre de l'accord avec Israël en vigueur depuis le 1er octobre 1970, n'a pas posé de problèmes particuliers en 1971. La Commission mixte C.E.E.-Israël, chargée de la gestion de l'accord, a tenu sa première réunion à Bruxelles le 20 janvier 1971, et a procédé à l'adoption de son règlement intérieur ainsi que des méthodes de coopération administrative dans le domaine douanier.

A cette occasion, ainsi que dans le cadre d'autres démarches, Israël a fait part de l'intérêt qu'il porte au système des préférences générales et du vœu qu'il puisse également en bénéficier.

Par ailleurs, au cours de contacts exploratoires, Israël a exprimé ses préoccupations en ce qui concerne les conséquences de l'élargissement sur ses exportations sur les marchés des nouveaux Etats membres dans les secteurs tant agricole qu'industriel et sur la nécessité de rechercher des solutions appropriées à ces problèmes.

Le Liban : par décision du Conseil du 12 juillet 1971, il a été procédé à la reconduction de l'accord sur les échanges commerciaux et la coopération technique entre la C.E.E. et la République libanaise. L'accord a été prorogé jusqu'au 1er juillet 1972, en attendant que la solution préférentielle soit définitivement mise au point.

La Yougoslavie : la Commission mixte, instituée par l'accord commercial de 1970, a tenu sa première session à Belgrade en janvier et a constaté qu'une expansion substantielle des échanges a eu lieu en 1970 entre la Communauté et la Yougoslavie. A cette expansion devrait contribuer, à l'avenir, l'application du système des préférences généralisées à la Yougoslavie. En outre, la Commission a entamé l'examen des possibilités d'élargissement de l'accord commercial précité.

Enfin, en complément de cet accord, une coopération dans le domaine scientifique et technique entre la Communauté et la Yougoslavie a été instaurée depuis mai 1971 par la participation de cette dernière aux travaux du groupe « Cost » du Conseil (1).

(1) Coopération dans le domaine de la recherche scientifique et technique.

En 1971, le système des contingents tarifaires a été modifié à maintes reprises par les arrêtés ministériels du :

— 25 mars 1971 (« Moniteur belge » du 2 avril 1971) relatif à l'importation de marchandises faisant l'objet des règlements C.E.E. nos 494/71, 495/71, 496/71 et 497/71 du Conseil des Communautés européennes ;

— 7 avril 1971 (« Moniteur belge » du 10 avril 1971) relatif à l'importation de marchandises faisant l'objet du règlement C.E.E., no 659/71 du Conseil des Communautés européennes ;

— 18 juin 1971 (« Moniteur belge » du 22 juin 1971) relatif à l'importation de marchandises faisant l'objet des règlements C.E.E. nos 1183/71 et 1184/71 du Conseil des Communautés européennes ;

— 25 juin 1971 (« Moniteur belge » du 30 juin 1971) ouvrant pour les ébauches en rouleaux et le fil machine en acier fin au carbone, des contingents tarifaires à droits d'entrée nuls ;

— 30 juin 1971 (« Moniteur belge » du 13 juillet 1971) ouvrant pour les produits C.E.C.A., en faveur de certains pays et régions en voie de développement, des contingents tarifaires préférentiels généraux ;

— 26 août 1971 (« Moniteur belge » du 31 août 1971) relatif à la réimportation des marchandises désignées au règlement C.E.E. no 1707/71 du Conseil des Communautés européennes ;

— 2 septembre 1971 (« Moniteur belge » du 10 septembre 1971) relatif à l'importation de marchandises faisant l'objet des règlements C.E.E. nos 1839/71 et 1840/71 du Conseil des Communautés européennes.

Le 17 décembre 1970, le Conseil des Communautés européennes a décidé de procéder à l'ouverture d'un nombre de contingents tarifaires communautaires pour l'année 1971. Ces règlements sont entrés en vigueur le 1er janvier 1971 et ont paru au « Journal officiel des Communautés européennes » du 26 décembre 1970.

Le « Journal officiel des Communautés européennes » du 30 décembre 1971 publie un nombre de règlements en vertu desquels le Conseil a décidé de prolonger les contingents tarifaires communautaires et les préférences tarifaires pour certains produits originaires des pays en voie de développement accordés pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1971 jusqu'au 31 décembre 1972.

Le « Journal officiel des Communautés européennes » du 17 décembre 1970 publie un règlement du Conseil, du 14 décembre 1970 portant

ouverture, répartition et mode de gestion des contingents tarifaires communautaires pour certains produits textiles originaires et en provenance de Turquie.

En 1971, les droits de douane applicables dans le cadre de certains contingents à certains produits textiles sont égaux à la moitié des droits du tarif douanier commun applicable au moment de l'importation. Ce règlement entre en vigueur le 1er janvier 1971.

DROITS D'ENTRÉE

Les arrêtés ministériels des 31 décembre 1970, 27 janvier 1971, et 30 juin 1971 relatifs au tarif des droits d'entrée ont paru au « Moniteur belge » du 8 janvier, du 6 février, du 30 avril et du 9 juillet 1971.

L'arrêté ministériel du 19 janvier 1971 modifie l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée (« Moniteur belge » du 28 janvier 1971).

La loi du 24 février 1971 porte approbation de sept protocoles Benelux relatifs au tarif des droits d'entrée ainsi que confirmation de huit arrêtés royaux relatifs au tarif des droits d'entrée, d'un arrêté royal concernant le régime d'accise des sucres, et d'un arrêté royal concernant les franchises des droits d'entrée accordée dans le trafic international des voyageurs, pris au cours de l'année 1969 (« Moniteur belge » du 19 mars 1971).

L'arrêté ministériel du 22 décembre 1971 accorde des délais pour le paiement des droits d'entrée, des taxes d'effet équivalent et des droits d'accise dus sur les marchandises importées (« Moniteur belge » du 25 décembre 1971).

Les publications faites en exécution de l'article 1er de la loi du 20 février 1970, portant modification du tarif des droits d'entrée ont paru au « Moniteur belge » du 18 août 1971.

LICENCES D'IMPORTATION, D'EXPORTATION ET DE TRANSIT

Les arrêtés ministériels des 6 janvier 1971 et 28 juin 1971 modifiant la liste II de l'annexe de l'arrêté ministériel du 12 août 1969 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises, ont paru au « Moniteur belge » du 15 janvier et du 14 septembre 1971.

Les arrêtés ministériels des 6 janvier 1971, 31 mars 1971 et 28 juin 1971 modifiant la liste III de l'annexe de l'arrêté ministériel du 12 août 1969 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises,ont paru au « Moniteur belge » du 15 janvier, du 20 avril et du 14 septembre 1971.

Les « Moniteur belge » du 24 août, du 10 septembre et du 27 octobre 1971 publient les arrêtés ministériels des 20 août 1971, 8 septembre 1971 et 7 octobre 1971 modifiant les arrêtés ministériels du 12 août 1969 soumettant à licence l'importation et l'exportation de certaines marchandises.

Les arrêtés ministériels des 31 août 1971 et 11 octobre 1971 modifiant la liste I de l'annexe de l'arrêté ministériel du 12 août 1969 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises ont paru au « Moniteur belge » du 9 septembre et du 29 décembre 1971.

Les arrêtés ministériels des 14 avril 1971 et 1er juillet 1971 modifiant l'arrêté ministériel du 12 août 1969 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises ont paru au « Moniteur belge » du 20 juillet et du 28 août 1971.

L'arrêté ministériel du 23 juin 1971 modifiant l'arrêté ministériel du 31 décembre 1962 soumettant à licence le transit de certaines marchandises a paru au « Moniteur belge » du 14 septembre 1971.

L'arrêté ministériel du 14 avril 1971 modifiant l'arrêté ministériel du 12 août 1969 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises a paru au « Moniteur belge » du 28 avril 1971.

L'arrêté ministériel du 11 octobre 1971 modifiant la liste I de l'annexe de l'arrêté ministériel du 12 août 1969 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises a paru au « Moniteur belge » du 22 décembre 1971.

Taxe sur la valeur ajoutée

L'arrêté ministériel du 29 janvier 1971 relatif aux importations et exportations par la frontière belgo-néerlandaise a paru au « Moniteur belge » du 20 février 1971.

L'arrêté royal du 26 mars 1971 relatif à la détaxation progressive des exportations dans le cadre de la taxe sur la valeur ajoutée a paru au « Moniteur belge » du 31 mars 1971.

L'arrêté royal du 24 septembre 1971 modifie l'arrêté royal du 24 décembre 1970 relatif à la détaxation progressive des exportations dans le cadre de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 30 septembre 1971).

L'arrêté ministériel du 27 août 1971 modifie l'arrêté ministériel du 29 janvier 1971 relatif aux importations et exportations par la frontière belgo-néerlandaise.

Communauté Economique Européenne

ÉTABLISSEMENT ET FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ COMMUN

Libre circulation des marchandises

Un règlement adopté par le Conseil le 23 novembre 1970 modifie certains droits conventionnels du tarif douanier commun. Il s'agit, en fait, d'une mise en œuvre accélérée des résultats des négociations Kennedy, pour un certain nombre de produits.

Par règlement du 17 décembre 1970, le Conseil a arrêté, dans son ensemble, le T.D.C. applicable à compter du 1er janvier 1971, qui se distingue essentiellement du tarif mis en vigueur le 1er janvier 1970 par les caractéristiques indiquées ci-après :

— le 1er janvier 1971, et conformément aux engagements de la Communauté vis-à-vis des pays tiers, la 4e tranche des réductions de droits consenties à l'issue des négociations Kennedy a été mise en application ;

— quelques modifications de nomenclature, et parfois de droits, ont été insérées dans le nouveau tarif ;

— le Conseil a également adopté un règlement qui apporte certains aménagements tarifaires intéressant particulièrement les pays en voie de développement.

La Commission a adopté, le 28 avril 1971, un « programme général de rapprochement des législations douanières ». L'exécution du programme marquera l'achèvement de l'union douanière proprement dite.

Le 12 mai 1971, la Commission a arrêté un règlement relatif aux taux de change à appliquer pour la détermination de la valeur en douane en ce qui concerne les monnaies de certains Etats membres. En effet, l'article 12, § 1er, du règlement du Conseil du 27 juin 1968, relatif à la valeur en douane, n'est plus applicable, car la parité déclarée auprès du Fonds monéraire international (F.M.I.) n'est pas toujours le taux de change approprié pour l'évaluation des marchandises.

Lors de sa session des 21 et 22 juin 1971, le Conseil a arrêté divers règlements pour la mise en application de préférences généralisées en faveur des pays en voie de développement.

Le Conseil a adopté, lors de sa réunion du 21 juin 1971, sur proposition de la Commission, une directive concernant l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives aux manipulations usuelles susceptibles d'être effectuées dans les entrepôts douaniers et dans les zones franches.

Lors de sa session du 26 juillet 1971, le Conseil, sur proposition de la Commission a arrêté plusieurs règlements portant ouverture, répartition et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires.

Le 1er juillet 1971, sont effectivement entrés en vigueur les règlements du Conseil ainsi que les décisions intéressant les produits C.E.C.A., du 21 juin 1971 relatifs aux préférences tarifaires généralisées en faveur de pays en voie de développement.

Le 26 juillet 1971, le Conseil a adopté neuf directives concernant le rapprochement des législations des Etats membres : une, relative aux véhicules automobiles, une intéressant les textiles et sept portant sur les instruments de mesure.

Au cours de sa session du 20/21 septembre 1971, le Conseil a formellement autorisé la Commission à ouvrir des négociations en vue de la conclusion d'un accord entre la Communauté et l'Autriche sur l'application du régime du transit communautaire, et a arrêté des directives en vue de ces négociations.

La Commission a adopté, le 10 septembre 1971, un règlement relatif aux taux de change à appliquer en ce qui concerne les monnaies de certains pays tiers pour la détermination de la valeur en douane.

Par règlement en date du 11 octobre 1971, la Commission a porté de trois à six mois le délai d'application des mesures transitoires prévues par le règlement C.E.E. 1371/71 du 30 juin 1971, définissant la notion de « produits originaires » pour l'application des préférences tarifaires généralisées accordées par la C.E.E. aux produits de pays en voie de développement.

Le Conseil a formellement adopté, au cours du mois d'octobre (réunions du 12 et 18 octobre 1971), quatre directives s'inscrivant dans le cadre du « programme général en vue de l'élimination des entraves techniques aux échanges » de produits industriels.

Politique de concurrence

Les efforts menés depuis plusieurs années par la Commission, avec le concours des Etats membres, pour mettre fin à la surenchère en matière d'aides à finalité régionale et permettre une meilleure appréciation des effets de ces aides dans le Marché commun, ont abouti à une solution de coordination. Cette solution doit être mise en œuvre progressivement à partir du 1er janvier 1972. Elle sera d'abord appliquée aux régions où cette surenchère s'est manifestée le plus et où ses effets sur la concurrence et les échanges se font le plus sentir.

Au cours de sa session du 20 octobre 1971, le Conseil a pris acte d'une déclaration de la Commission et d'une résolution des représentants des gouvernements des Etats membres, aux termes desquelles certains principes de coordination des aides à finalité régionale seront appliqués, à partir du 1er janvier 1972, dans les régions centrales de la Communauté.

Politique fiscale

Le 20 novembre 1970, la Commission a saisi le Conseil d'une proposition de directive portant sur l'harmonisation des structures des droits d'accise sur les tabacs manufacturés.

Le 30 juillet 1971, la Commission a proposé au Conseil de prendre une nouvelle initiative pour faciliter le trafic des voyageurs à l'intérieur de la Communauté, en lui transmettant une proposition de deuxième directive concernant l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires et aux accises perçues dans le trafic international de voyageurs.

RÉALISATION ET PROGRÈS DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

Politique économique, monétaire et financière

Au cours de sa session des 8 et 9 février 1971, le Conseil, dans l'esprit du communiqué final de La Haye, a marqué son accord sur une résolution concernant la réalisation dans la Communauté de cette union économique et monétaire, dont la première étape, de trois ans, devrait être achevée à la fin de 1973.

L'afflux exceptionnellement important de devises enregistré fin avril et au début de mai dans nombre de pays européens, mais surtout en Allemagne, a amené les autorités allemandes, néerlandaises et belges à fermer leur marché des changes le 5 mai. La Commission a adressé au chancelier de la République fédérale d'Allemagne un message dans lequel elle s'est déclarée convaincue qu'une action concertée des six Etats membres était la meilleure façon d'apporter rapidement des remèdes durables aux dérèglements constatés dans le fonctionnement du système monétaire international.

Politique agricole

Lors de sa session du 22 au 25 mars 1971, le Conseil a marqué son accord sur une résolution concernant la nouvelle orientation de la politique agricole commune. Cette résolution du Conseil prévoit, d'une part, des mesures relatives à la politique des prix des produits agricoles au titre de la campagne 1971-1972 et, d'autre part, des actions communes dans le domaine structurel.

Le Conseil a abrogé, le 21 juin 1971, le régime des primes à l'abattage de vaches et à la non-commercialisation du lait et des produits laitiers, cette mesure s'applique aux demandes qui seraient déposées après le 30 juin 1971. Le quota de demandes à satisfaire dans le cadre de ces régimes a en effet atteint les limites prévues initialement.

Le 12 octobre 1971, le Conseil a défini les règles générales à appliquer dans le secteur laitier en cas de difficultés d'approvisionnement. Ainsi ont été définis le concept de « dépassement sensible » (au moins 3 %) du prix de seuil des produits pilotes par le prix franco-frontière, la persistance de ce dépassement et la perturbation ou menace de perturbation du marché de la Communauté. D'autre part, conformément à ces critères et afin d'assurer une offre suffisante de produits laitiers, la suspension totale ou partielle des prélèvements et/ou la perception de taxes à l'exportation peuvent être décidées.

Politique de développement industriel, technologique et scientifique

Dans une note, transmise le 17 novembre 1970 au Conseil, la Commission a pris une initiative importante en matière de politique de recherche : initiative destinée à traduire dans les faits la volonté politique qui s'était manifestée lors de la conférence au sommet de La Haye et qui tend au renforcement de l'action communautaire dans ce domaine. Dans ce document, la Commission a tracé les grandes lignes des activités futures de la Communauté en matière de recherche et de développement.

Dans une proposition transmise le 29 avril au Conseil, la Commission vient maintenant de proposer que celui-ci décide la création d'un Comité de politique industrielle, selon les modalités institutionnelles qui sont celles du Comité de politique économique à moyen terme. Le Comité devra avoir pour mission d'étudier toutes les questions d'intérêt commun qui se posent dans le domaine de la politique industrielle, sans préjudice des compétences des institutions ou organes de la Communauté.

Politique sociale

Lors de sa session du 26 novembre 1970, le Conseil a adopté la décision formelle définissant les missions nouvelles du Fonds social européen. A la différence de l'actuel Fonds social, qui finance a posteriori les actions nationales, la nouvelle institution sera un instrument dynamique au service d'actions communautaires.

La seconde décision concerne la création d'un Comité permanent de l'emploi, permettant d'assurer en ce domaine une concertation et des consultations entre le Conseil lui-même, la Commission et les partenaires sociaux.

Lors de sa session du 19 octobre 1971, le Conseil a adopté une série de règlements et décisions d'application de sa décision du 1er février 1971 concernant la réforme du Fonds social européen : le règlement organique, le règlement relatif aux aides susceptibles de bénéficier du concours du Fonds, la décision portant application aux départements français d'Outre-Mer des articles 123 à 127 du Traité, et la décision spécifique relative au concours du Fonds (au titre de l'art. 5 de la décision du 1er févr. 1971) en faveur des personnes appelées à exercer une activité non salariée.

Politique des transports

La Commission a transmis au Conseil, le 16 septembre 1971, une communication sur l'organisation commune du marché des transports. Le but essentiel de cette communication est d'engager un débat politique au sein du Conseil en vue de débloquer la situation actuelle qui, notamment dans le domaine de l'organisation du marché, accuse une certaine stagnation, et de permettre d'orienter les travaux à poursuivre.

ELARGISSEMENT ET RELATIONS EXTÉRIEURES DE LA COMMUNAUTÉ

Elargissement de la Communauté

A l'issue des deux sessions de la conférence avec le Royaume-Uni, qui se sont tenues les 7 et 8 juin et du 21 au 23 juin à Luxembourg, la Commission a publié le communiqué suivant :

« La Commission des Communautés européennes considère que les négociations avec le Royaume-Uni en vue de son adhésion à la Communauté européenne ont trouvé désormais leur aboutissement au niveau politique ; elle est convaincue que les problèmes qui restent à régler trouveront une solution rapide et que les négociations avec les trois autres pays candidats ne manqueront pas d'avoir le même succès. »

A la suite du vote intervenu, le 28 octobre 1971, à la Chambre des Communes, la Commission a rendu public le communiqué suivant : « La Commission des Communautés européennes se félicite très vivement du vote qui vient d'intervenir à la Chambre des Communes en faveur de l'adhésion à la Communauté européenne. Elle tient à souligner la portée historique de cette décision qui marque un progrès décisif de la construction européenne, car elle est à la fois conforme à l'intérêt de tous les pays membres de la Communauté élargie et à celui de l'Europe dans son ensemble, qui sera ainsi mieux en mesure de jouer, dans le monde, le rôle qui doit être le sien ».

Le 22 janvier 1972, les actes relatifs à l'élargissement de la Communauté à la Grande-Bretagne, le Danemark, la Norvège et l'Irlande ont été signés au Palais d'Egmont à Bruxelles.

Entrée en vigueur de la deuxième convention de Yaoundé

Toutes les parties contractantes à la nouvelle convention d'association entre la C.E.E. et les 18 Etats africains et malgache — signée à Yaoundé, le 29 juillet 1969 — ayant procédé au dépôt de leurs instruments de ratification de conclusions, la convention est entrée en vigueur le 1er janvier 1971. Conclue en principe pour cinq ans, la convention doit cependant venir à expiration au plus tard le 31 janvier 1975.

politique commerciale

Le Conseil a décidé, le 29 avril 1971, de signer — sous réserve d'une conclusion formelle à une date ultérieure — l'accord international sur le blé (convention sur le commerce du blé ainsi que sur l'aide alimentaire).

Le 25 mai 1971, le Conseil a arrêté un règlement étendant à de nouvelles importations l'annexe au règlement du 25 mai 1970 « portant établissement d'un régime commun applicable aux importations de pays tiers ». Du fait de cette deuxième extension, la liste comprend désormais 923 des 1 090 positions du tarif douanier commun couvertes, soit entièrement, soit partiellement, par le traité C.E.E.

Communauté et pays en voie de développement

Lors de sa session des 21 et 22 juin 1971 à Luxembourg, le Conseil a adopté une série de règlements concernant la mise en œuvre des préférences tarifaires généralisées par la Communauté le 1er juillet 1971.

Relations avec les organisations internationales

Le Conseil du commerce et du développement a tenu sa onzième session à Genève du 24 août au 21 septembre 1971. Le Conseil a adopté à la majorité des votants une résolution recommandant la participation des pays en voie de développement aux consultations et négociations concernant la réforme du système monétaire international. La Communauté a fait à ce sujet une déclaration rappelant la position prise par le Conseil des Communautés européennes lors de sa session du 13 septembre dernier.

Coopération économique internationale (1)

Début 1971, une nouvelle association a été créée à Vienne sous l'égide de l'Organisation des Nations-Unies pour le Développement industriel (O.N.U.D.I.) ; il s'agit de l'Association mondiale des organi-

(1) La source des renseignements de cette rubrique est : « Informations du Commerce extérieur », publication bihebdomadaire de l'Office belge du Commerce extérieur.

sations de recherche industrielle et technologique, qui a pour but de déterminer les domaines de la recherche où la coopération internationale et régionale et, le cas échéant, une assistance extérieure, sont nécessaires, de promouvoir et de faciliter le transfert des résultats de la recherche et des connaissances techniques entre membres de l'Association, ainsi que les échanges d'expériences dans le domaine de l'organisation de la recherche.

Le Conseil d'administration du Programme des Nations-Unies pour le Développement (P.N.U.D.) a approuvé le 15 janvier 1971 un programme d'aide à 96 pays et territoires de développement ; ce programme est constitué de 154 projets importants de pré-investissement, dont 129 sont déjà en cours de réalisation, les 25 autres étant une assistance supplémentaire à des programmes approuvés antérieurement ; le coût estimé de ces projets est de 295,3 millions de dollars, dont 130,9 millions seront fournis par le P.N.U.D. et le solde par les gouvernements bénéficiaires.

Fin juin, le même Conseil a approuvé un autre programme d'assistance à 97 pays et territoires en voie de développement, comprenant 67 projets nouveaux et un complément d'aide pour 20 projets en cours de réalisation ; la participation du P.N.U.D. s'élèvera à 72,5 millions de dollars et celle des pays concernés à 100,5 millions.

Pendant l'exercice qui a pris fin le 30 juin 1971, le groupe de la Banque mondiale — composé de la Banque elle-même et de deux filiales, l'Association internationale de Développement (A.I.D.) et la Société financière internationale (S.F.I.) — a encore augmenté le champ de son aide aux pays en voie de développement, approfondi les analyses de leurs problèmes et porté le volume de ses prêts à un niveau record.

Le total des engagements financiers du groupe s'est inscrit, pendant l'exercice 1970-1971, à 2 581 millions de dollars, en hausse de 280 millions ou 12 %, dont 1 896 millions ont été souscrits par la Banque, 584 par l'A.I.D. et 101 par la S.F.I. Les versements effectifs de la Banque et de l'A.I.D. se sont accrus de 30 % pour atteindre 1 190 millions de dollars.

Le rapport commun Banque-A.I.D. souligne les efforts pour rendre plus efficaces les prêts pour le développement, notamment : la globalisation de l'approche des problèmes agricoles, l'aide accordée pour la première fois d'une part à la recherche agricole, d'autre part à la lutte contre la pollution, l'élargissement de l'aide à l'enseignement.

En 1970, la Banque européenne d'Investissements a accordé 48 prêts et exécuté 7 opérations de garantie, portant sur un montant total de 357,9 millions d'unités de compte, contre 305,5 millions en 1969 ; deux prêts ont été consentis à la Belgique, d'un total de 22 millions ; ils concernent la construction de la centrale nucléaire à Tihange et d'une fabrique de monomères de chlorure de vinyle à Tessenderlo.

En 1971, la Banque a signé 52 contrats d'un montant de plus de 500 millions de dollars, supérieur de 42 % à celui de 1970 ; depuis sa création jusqu'au 31 décembre 1971, le total de ses interventions a atteint environ 2 310 millions de dollars. La plus grande partie des prêts a bénéficié à l'Italie (275 millions), suivie de la France (124 millions), de la République fédérale (62 millions) et des Pays-Bas (8 millions), tandis que la Turquie, les E.A.M.A. et les P.T.O.M. ont reçu au total 33 millions. La Banque a surtout financé des investissements industriels et des infrastructures représentant respectivement 275 et 228 millions. Ses statuts lui assignant comme tâche majeure de faciliter le développement régional, 371 millions ont servi à financer des projets dans des régions peu développées et 52 millions ont été consacrés à des régions dont l'activité économique nécessite une action de reconversion.

En 1971, la Banque asiatique au Développement (B.A.D.) a approuvé 28 prêts d'un montant global de 254 millions de dollars ; en cinq ans, le total des prêts a été de 638 millions, au bénéfice de 16 pays ; ces aides ont concerné l'industrie (33 %), les réalisations d'utilité publique (28 %), les transports et communications (21 %) et l'agriculture (17 %). En novembre 1971, la B.A.D. a émis un emprunt de 400 millions de francs belges, souscrit par 5 banques belges.

Coordination économique (Voir Réglementation de la production et du commerce)

Emploi (Voir Travail)

Expansion économique

Le « Moniteur belge » du 1er janvier 1971 publie la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique ; cette loi remplace les lois des 18 juillet 1959 et 14 juillet 1966 ; toutefois, l'arrêté royal du 6 janvier 1971 (« Moniteur belge » du 13 janvier 1971) maintient provisoirement en vigueur certains arrêtés d'exécution des lois abrogées.

Le « Moniteur belge » du 19 février 1971 publie un arrêté royal du 30 septembre 1970 agréant jusqu'à la fin décembre 1971 trois organismes financiers pour consentir et gérer des crédits en application des lois des 17 et 18 juillet 1959.

L'arrêté royal du 21 janvier 1971 (« Moniteur belge » du 17 mars 1971) fixe à 700 millions de francs, pour l'année budgétaire 1971, le montant d'impôts à affecter à l'alimentation du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.

EMPRUNTS

Liste des lois et arrêtés autorisant leur émission :

— arrêté royal et arrêté ministériel du 5 janvier 1971 relatifs à l'émission de l'emprunt 8,25 % - 8,50 % 1971-1977-1983 (« Moniteur belge » du 8 janvier 1971) ;

— arrêté royal et arrêté ministériel du 5 janvier 1971 relatifs à l'émission de l'emprunt 8,50 % 1971-1984 (« Moniteur belge » du 8 janvier 1971) ;

— arrêté ministériel du 22 janvier 1971 portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1971 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations (« Moniteur belge » du 30 janvier 1971) ;

— arrêté ministériel du 25 janvier 1971 relatif à l'émission des bons d'épargne de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite (« Moniteur belge » du 6 février 1971) ;

— arrêté royal du 27 janvier 1971 portant augmentation du montant nominal des bons de caisse et obligations et des dépôts de fonds que la Société nationale de Crédit à l'Industrie est autorisée à émettre ou à accepter (« Moniteur belge » du 9 février 1971) ;

— arrêté ministériel du 8 février 1971 relatif à un emprunt de cinq milliards de francs à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Société nationale de Crédit à l'Industrie (« Moniteur belge » du 11 février 1971) ;

— arrêté royal du 2 mars 1971, autorisant la Société nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de deux milliards de francs (« Moniteur belge » du 24 mars 1971) ;

— arrêté royal du 18 mars 1971, relatif à l'emprunt 7,75 % 1971-1985 à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Société nationale des Chemins de Fer belges (« Moniteur belge » du 23 mars 1971) ;

— arrêté royal du 5 mars 1971 autorisant la Société nationale terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt d'un milliard de francs (« Moniteur belge » du 15 juin 1971) ;

— arrêté royal et arrêté ministériel du 30 avril 1971 relatifs à l'émission de l'emprunt 7,75 % 1971-1986 (« Moniteur belge » du 5 mai 1971) ;

— arrêté royal et arrêté ministériel du 30 avril 1971 relatifs à l'émission de l'emprunt 1971-1978-1986 (« Moniteur belge » du 5 mai 1971) ;

— arrêté ministériel du 6 mai 1971 relatif à l'émission de bons d'épargne de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite (« Moniteur belge » du 11 mai 1971) ;

— loi du 24 mai 1971 autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à émettre en Belgique ou à l'étranger, sous la garantie de l'Etat, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un montant total de sept milliards de francs belges (« Moniteur belge » du 11 août 1971) ;

— arrêté ministériel du 24 juin 1971 modifiant l'arrêté ministériel du 22 janvier 1971 portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1971 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations (« Moniteur belge » du 6 juillet 1971) ;

— arrêté royal du 19 juillet 1971 fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à rapporter par la Société nationale du logement sur les tranches de ses emprunts à lever au cours de l'année 1971 (« Moniteur belge » du 30 septembre 1971) ;

— arrêté royal du 19 juillet 1971 autorisant la Société nationale du Logement à émettre sous la garantie de l'Etat un emprunt de deux milliards de francs (« Moniteur belge » du 30 septembre 1971) ;

— arrêté royal et arrêté ministériel du 24 septembre 1971 relatifs à l'émission de l'emprunt 1971-1980-1987 (« Moniteur belge » du 29 septembre 1971) ;

— arrêté royal et arrêté ministériel du 24 septembre 1971 relatifs à l'émission de l'emprunt 7,50 % 1971-1987 (« Moniteur belge » du 29 septembre 1971) ;

— arrêté royal du 28 octobre 1971 autorisant la Société nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat un emprunt de trois milliards de francs (« Moniteur belge » du 15 janvier 1972) ;

— arrêté ministériel du 19 novembre 1971 relatif à un emprunt de sept milliards de francs à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la R.T.T. (« Moniteur belge » du 30 novembre 1971).

FISCALITÉ

Douane et accises

Un arrêté ministériel du 19 janvier 1971 modifie l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée (« Moniteur belge » du 28 janvier 1971).

Un arrêté royal du 27 janvier 1971 est relatif au tarif des droits d'entrée (« Moniteur belge » du 6 février 1971).

Une loi du 24 février 1971 porte approbation de sept protocoles Benelux relatifs au tarif des droits d'entrée ainsi que confirmation de huit arrêtés royaux relatifs au tarif des droits d'entrée, d'un arrêté royal

concernant les franchises des droits d'entrée et d'accise accordes dans le trafic international des voyageurs, pris au cours de l'année 1969 (« Moniteur belge » du 19 mars 1971).

Un arrêté ministériel du 22 mars 1971 est relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués (« Moniteur belge » du 30 mars 1971).

Un arrêté royal du 26 mars 1971 est relatif à la détaxation progressive des exportations dans le cadre de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 31 mars 1971).

Un arrêté royal du 27 avril 1971 est relatif au tarif des droits d'entrée (« Moniteur belge » du 30 avril 1971).

Un arrêté ministériel du 30 juin 1971 est relatif au tarif des droits d'entrée (« Moniteur belge » du 9 juillet 1971).

Un arrêté royal du 20 septembre 1971 est relatif au régime d'accise des eaux de boisson et des limonades (« Moniteur belge » du 30 septembre 1971).

Un arrêté royal du 24 septembre 1971 modifie l'arrêté royal du 24 décembre 1970 relatif à la détaxation progressive des exportations dans le cadre de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 30 septembre 1971).

Un arrêté royal du 18 novembre 1971 modifie l'arrêté royal du 24 décembre 1970 relatif à la détaxation progressive des exportations dans le cadre de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 20 novembre 1971).

Un arrêté ministériel du 22 décembre 1971 accorde des délais de paiement des droits d'entrée, des taxes d'effet équivalant et des droits d'accise dus sur les marchandises importées (« Moniteur belge » du 25 décembre 1971).

Droits d'entrée

[Voir Commerce extérieur (Droits d'entrée)]

Impôts sur les revenus et taxe sur la valeur ajoutée

Un arrêté royal du 5 janvier 1971 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 21 janvier 1971).

Un arrêté royal du 21 janvier 1971 fixe le montant d'impôts à affecter à l'alimentation du Fonds d'expansion et de reconversion régionale pour l'année budgétaire 1971 (« Moniteur belge du 17 mars 1971).

Un arrêté royal n° 29 du 4 mars 1971 abroge l'arrêté royal du 23 décembre 1970, relatif au paiement, par le contribuable, d'une provision en matière de taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 12 mars 1971).

Un arrêté royal du 25 mars 1971 modifie l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (« Moniteur belge » du 31 mars 1971).

Une loi du 26 mars 1971 modifie la loi du 3 juillet 1969 créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 31 mars 1971).

Un arrêté royal du 26 mars 1971, modifie l'arrêté royal n° 21 du 20 juillet 1970, relatif aux mesures transitoires prises en exécution de l'article 99 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 31 mars 1971).

Une loi du 13 avril 1971 modifie le Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne les scissions de sociétés (« Moniteur belge » du 7 mai 1971).

Un arrêté royal du 17 mai 1971 fixe les attributions de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines (« Moniteur belge » du 27 mai 1971).

Un arrêté royal du 17 mai 1971 modifie l'arrêté royal n°1 du 23 juillet 1969, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 23 juin 1971).

Un arrêté royal du 18 mai 1971 modifie les arrêtés royaux n°s 1, 9, 11 et 22, pris en exécution du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 26 mai 1971).

Un arrêté ministériel du 27 mai 1971 porte création de bureaux de recette de T.V.A. au sein de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 28 mai 1971).

Une loi du 27 mai 1971 porte confirmation de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970, fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (« Moniteur belge » du 20 octobre 1971).

Un arrêté royal du 2 juin 1971 détermine le montant du prélèvement au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1971 (« Moniteur belge » du 16 juin 1971).

Un arrêté royal du 11 juin 1971 modifie l'arrêté royal nº 22 pris en exécution du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 18 juin 1971).

Une loi du 20 juillet 1971 modifie le Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 14 août 1971).

Un arrêté royal du 13 août 1971 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 10 septembre 1971).

Un arrêté royal du 28 octobre 1971 modifie l'arrêté royal nº 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens selon ces taux (« Moniteur belge » du 30 octobre 1971).

Industrie (Voir Expansion économique et Réglementation de la production et du commerce)

Investissements (Voir Expansion économique)

Législation commerciale

[Voir Réglementation de la production et du commerce (Législation commerciale)]

Monnaie et Crédit

Un arrêté royal du 27 janvier 1971 porte augmentation du montant nominal des bons de caisse et obligations et des dépôts de fonds que la Société nationale de Crédit à l'Industrie est autorisée à émettre ou à accepter (« Moniteur belge » du 9 février 1971).

Un arrêté ministériel du 27 janvier 1971 détermine le taux d'intérêt auquel les caisses d'assurances sociales doivent, pendant le cours de l'année 1971, consentir des prêts à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (« Moniteur belge » du 30 avril 1971).

Un arrêté royal du 29 janvier 1971 fixe à vingt-six milliards de francs le plafond des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel (« Moniteur belge » du 13 février 1971).

Une loi du 4 février 1971 modifie la loi du 16 mars 1919, instituant une Société nationale de Crédit à l'Industrie (« Moniteur belge » du 3 mars 1971).

Une loi du 4 février 1971 modifie le statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel (« Moniteur belge » du 6 mars 1971).

Un arrêté royal du 10 mars 1971 porte relèvement de l'encours des engagements du Fonds de Garantie, créé au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel (« Moniteur belge » du 24 mars 1971).

Une loi du 18 mars 1971 modifie la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole (« Moniteur belge » du 1er avril 1971).

Un arrêté royal du 24 mars 1971 est relatif au total des garanties accordées par l'Office national du Ducroire directement pour le compte de l'Etat (« Moniteur belge » du 2 avril 1971).

Un arrêté royal du 8 avril 1971 fixe à vingt-sept milliards de francs le plafond des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel (« Moniteur belge » du 30 avril 1971).

Un arrêté royal du 13 avril 1971 porte relèvement du plafond des engagements de l'Institut national de Crédit agricole (« Moniteur belge » du 30 avril 1971).

Une loi du 13 avril 1971 prolonge l'existence de la Caisse autonome des dommages de guerre (« Moniteur belge » du 18 août 1971).

Un arrêté royal du 13 avril 1971 porte relèvement de la garantie de l'Etat au profit de l'outillage artisanal (« Moniteur belge » du 30 avril 1971).

Un arrêté royal du 16 avril 1971 autorise la Caisse interprofessionnelle de dépôts et de virement de titres à modifier ses statuts (« Moniteur belge » du 16 octobre 1971).

Un arrêté royal du 21 avril 1971 fixe les frais d'essai pour la détermination du titre des lingots et matières d'or, d'argent et de platine (« Moniteur belge » du 3 juin 1971).

Un arrêté royal et son annexe du 4 mai 1971 portent approbation de modifications aux statuts de la Société nationale de Crédit à l'Industrie (« Moniteur belge » du 3 août 1971).

Un arrêté royal du 7 mai 1971 porte approbation d'une modification des statuts de la Société nationale terrienne (« Moniteur belge » du 3 août 1971).

Un arrêté royal du 11 mai 1971 porte approbation des modifications aux statuts de la Société nationale d'Investissement (« Moniteur belge » du 25 août 1971).

Un arrêté royal du 1er juin 1971 porte exécution de la loi du 2 août 1960 relative à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, modifiée notamment par la loi du 9 avril 1965, portant diverses mesures en faveur de l'expansion universitaire, et par la loi du 16 juillet 1970, relative au financement des investissements universitaires (« Moniteur belge » du 8 juin 1971).

Un arrêté ministériel du 1er juin 1971 limite le taux de certaines commissions allouées aux intermédiaires d'assurances (« Moniteur belge » du 7 juillet 1971).

Un arrêté royal du 4 juin 1971 autorise le Ministre des Finances à se porter caution envers la Banque européenne d'investissement (« Moniteur belge » du 23 juin 1971).

Un arrêté ministériel du 24 juin 1971 modifie l'arrêté ministériel du 22 janvier 1971, portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1971 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations (« Moniteur belge » du 6 juillet 1971).

Une loi du 29 juin 1971 modifie la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole (« Moniteur belge » du 21 juillet 1971).

Une loi du 2 juillet 1971 confirme l'arrêté royal du 10 décembre 1970 portant le Code du logement (« Moniteur belge » du 6 août 1971).

Une loi du 13 juillet 1971 modifie la loi du 23 août 1948 tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes (« Moniteur belge » du 25 août 1971).

Une loi du 27 juillet 1971 est relative à l'adhésion de la Belgique à la Résolution concernant la troisième reconstitution des ressources de l'Association internationale de Développement (« Moniteur belge » du 19 août 1971).

Une loi du 13 août 1971 modifie le statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel (« Moniteur belge » du 17 septembre 1971).

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1971 modifie l'arrêté ministériel du 27 mars 1935 portant exécution de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935 coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignations et l'arrêté ministériel du 3 avril 1963 relatif à certains cautionnements en numéraire et en valeur déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations (« Moniteur belge » du 23 novembre 1971).

Un arrêté royal du 12 octobre 1971 modifie l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (« Moniteur belge » du 21 octobre 1971).

Un arrêté royal du 28 octobre 1971 supprime, dans la réglementation relative au logement social, les répartitions des communes en trois catégories, et majore les montants maximums des prêts hypothécaires à consentir avec le bénéfice de la garantie de l'Etat par les organismes de crédit agréés (« Moniteur belge » du 6 novembre 1971).

Un arrêté royal du 10 novembre 1971 approuve une modification aux statuts de l'Institut de Réescompte et de Garantie (« Moniteur belge » du 27 novembre 1971).

Un arrêté royal du 25 novembre 1971 est relatif à la démonétisation de certaines pièces de monnaie (« Moniteur belge » du 8 décembre 1971).

Un arrêté royal du 6 décembre 1971 prescrit une statistique annuelle des investissements, en Belgique, dans les entreprises et organismes de crédit et d'assurance (« Moniteur belge » du 25 décembre 1971).

Organisation de Coopération et de Développement Economiques

Le Conseil ministériel de l'O.C.D.E., réuni en juin 1971, a convenu qu'il fallait poursuivre la libéralisation du commerce mondial, accentuer la collaboration dans la lutte contre l'inflation et combiner les politiques économiques et sociales nationales avec les objectifs de la coopération au développement.

En 1970, l'aide des seize pays membres du Comité d'Aide au Développement (C.A.D.) s'est élevée à 15,6 milliards de dollars, représentant 0,74 % du produit national brut de ces pays ; six pays seulement, dont la Belgique, y ont consacré plus de 1 % de leur P.N.B.

L'O.C.D.E. a publié, en août 1971, un rapport sur l'économie belge.

L'Australie est devenue, en 1971, le 23e Etat membre de l'Organisation.

Prévoyance sociale

GÉNÉRALITÉS

L'arrêté royal du 5 mai 1971 (« Moniteur belge » du 25 mai 1971) porte modification de l'arrêté royal du 1er mars 1971, fixant le montant des cotisations à payer par les communes, établissements publics qui en

dépendent et associations de communes à la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales à laquelle ils sont affiliés pour les travailleurs occupés par eux qui ne sont pas soumis à la législation sur la sécurité sociale des travailleurs.

L'arrêté royal du 15 octobre 1971 (« Moniteur belge » du 23 octobre 1971) modifie l'arrêté royal du 5 mai 1971.

L'arrêté royal du 5 novembre 1971, publié au « Moniteur belge » du 17 décembre 1971, porte exécution des articles 8, 12, § 2 et 14 de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé.

La loi relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales a été publiée dans le « Moniteur belge » du 13 juillet 1971.

HANDICAPÉS

L'arrêté royal du 25 janvier 1971 (« Moniteur belge » du 20 février 1971) fixe les conditions d'agréation des homes de court séjour pour handicapés.

L'arrêté royal du 21 janvier 1971 (« Moniteur belge » du 9 février 1971) modifie l'article 82 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963, concernant le reclassement social des handicapés. L'arrêté royal du 7 avril 1971 (« Moniteur belge » du 23 juin 1971) modifie les articles 135 et 139 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963.

Les arrêtés royaux suivants modifient l'arrêté royal du 17 novembre 1969 portant règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés : ceux du 16 mars 1971, du 7 juin 1971 et du 28 juin 1971 (« Moniteur belge » du 27 mars 1971, du 30 juin 1971 et du 10 juillet 1971).

Les arrêtés royaux du 22 mars 1971 (« Moniteur belge » du 27 mars 1971) et du 7 juin 1971 (« Moniteur belge » du 30 juin 1971) portent majoration du taux d'allocation spéciale prévue à l'article 11 de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés.

La loi du 27 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 11 août 1971) modifie certaines dispositions en matière d'allocations complémentaires aux handicapés.

Le « Moniteur belge » du 1er juillet 1971 publie l'arrêté ministériel du 25 juin 1971 relatif au chômage des travailleurs handicapés occupés en atelier protégé.

L'arrêté ministériel du 23 novembre 1970 (« Moniteur belge » du 29 décembre 1971) modifie l'arrêté ministériel du 27 décembre 1967 portant fixation des critères d'octroi des interventions d'aide sociale en matière de reclassement social des handicapés.

PERSONNES AGÉES

L'arrêté royal du 13 novembre 1970 (« Moniteur belge » du 12 janvier 1971) modifie certaines dispositions relatives à la pension de travailleurs salariés, à la majoration de rente et au revenu garanti aux personnes âgées.

L'arrêté royal du 17 juin 1971 (« Moniteur belge » du 30 juin 1971) modifie la législation relative au revenu garanti aux personnes âgées.

La loi du 27 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 11 août 1971) modifie certaines dispositions en matière de pensions pour ouvriers, employés, ouvriers mineurs, marins naviguant sous pavillon belge et de revenu garanti aux personnes âgées.

SALARIÉS ET APPOINTÉS

Dispositions générales

Les arrêtés royaux du 16 février 1971 (« Moniteur belge » du 24 février 1971), du 14 septembre 1971 (« Moniteur belge » du 21 septembre 1971) et du 15 novembre 1971 (« Moniteur belge » du 19 novembre 1971) modifient l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

L'arrêté royal du 19 mai 1971 (« Moniteur belge » du 27 mai 1971) modifie l'arrêté royal du 20 avril 1970 portant exécution de l'article 2, § 6, alinéa 5, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés.

La loi du 7 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 13 juillet 1971) modifie l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande et la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

L'arrêté royal du 13 septembre 1971 (« Moniteur belge » du 21 septembre 1971) modifie la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

L'arrêté ministériel du 16 septembre 1971 (« Moniteur belge » du 1er octobre 1971) fixe les rémunérations forfaitaires journalières pour le calcul des cotisations de sécurité sociale dues pour les travailleurs manuels dont la rémunération est constituée, en tout ou en partie, par des pourboires ou du service, ainsi que pour les travailleurs liés par un contrat d'engagement pour la pêche maritime.

L'arrêté ministériel du 14 décembre 1971 (« Moniteur belge » du 25 décembre 1971) modifie l'arrêté ministériel du 16 septembre 1971.

La loi du 5 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 7 juillet 1971) est relative aux législations en matière de la sécurité sociale des travailleurs.

Accidents du travail et maladies professionnelles

La loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail a été publiée dans le « Moniteur belge » du 24 avril 1971.

L'arrêté royal du 25 octobre 1971 (« Moniteur belge » du 4 novembre 1971) fixe la date d'entrée en vigueur et le champ d'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

L'arrêté royal du 28 décembre 1971 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1971) fixe les règles spéciales d'application aux gens de mer de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

L'arrêté royal du 21 décembre 1971 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1971) concerne les allocations et l'assistance sociale accordées par le Fonds des accidents du travail.

Les modalités du calcul et de la perception de la cotisation prévue à l'article 59, 1°, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et destinés au Fonds des accidents du travail sont fixées par l'arrêté royal du 21 décembre 1971 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1971).

L'arrêté royal du 28 décembre 1971 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1971) établit le modèle de déclaration d'accident du travail.

L'arrêté royal du 12 mai 1971 (« Moniteur belge » du 15 mai 1971) fixe les salaires annuels moyens ou gains annuels moyens des pêcheurs pour l'application de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail survenus aux gens de mer.

L'arrêté royal du 15 juin 1971 (« Moniteur belge » du 24 juin 1971) détermine la manière dont sont introduites et examinées par le Fonds des maladies professionnelles les demandes d'indemnisation et de révision des indemnités acquises.

L'arrêté royal du 15 février 1968 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours a été modifié par l'arrêté royal du 9 avril 1971 (« Moniteur belge » du 30 juin 1971).

L'arrêté royal du 5 mai 1971 (« Moniteur belge » du 22 mai 1971) porte majoration du taux des cotisations fixées par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

La loi du 14 mai 1971 (« Moniteur belge » du 30 juin 1971) modifie les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Le « Moniteur belge » du 31 juillet 1971 publie la loi du 20 juillet 1971 tendant à faire bénéficier des allocations familiales les enfants des travailleurs en contrat d'apprentissage chez des parents.

La loi du 20 juillet 1971, instituant des prestations familiales garanties a été publiée dans le « Moniteur belge » du 7 août 1971, tandis que l'arrêté royal du 25 octobre 1971 portant exécution de la loi du 20 juillet 1971 a été publiée dans le « Moniteur belge » du 5 novembre 1971.

CONVENTIONS INTERNATIONALES

La loi du 20 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 25 juin 1971) porte approbation de la Convention générale sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et le Royaume de Maroc.

La loi du 3 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 8 septembre 1971) porte approbation de la convention entre le Royaume de Belgique et la République démocratique du Congo, concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

Le « Moniteur belge » du 25 septembre 1971 publie l'accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la perception et au recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

Le « Moniteur belge » du 24 décembre 1971 publie l'arrangement administratif relatif aux modalités d'application de l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas en matière de sécurité sociale applicable à leurs ressortissants qui ont exercé une activité professionnelle outre-mer.

Divers arrêtés royaux modifient l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant la réglementation sur l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, à savoir :

— l'arrêté royal du 18 janvier 1971 (« Moniteur belge » du 23 janvier 1971) ;

— l'arrêté royal du 18 mai 1971 (« Moniteur belge » du 2 juin 1971) ;

— l'arrêté royal du 6 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 10 juillet 1971) ;

— l'arrêté royal du 19 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 23 juillet 1971) ;

— l'arrêté royal du 3 septembre 1971 (« Moniteur belge » du 17 septembre 1971) ;

— l'arrêté royal du 29 septembre 1971 (« Moniteur belge » du 5 octobre 1971) ;

— l'arrêté royal du 7 octobre 1971 (« Moniteur belge » du 30 octobre 1971).

Plusieurs arrêtés royaux modifient l'arrêté royal du 24 décembre 1963 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des fournitures pharmaceutiques, à savoir :

— l'arrêté royal du 19 avril 1971 (« Moniteur belge » du 8 mai 1971) ;

— l'arrêté royal du 17 juin 1971 (« Moniteur belge » du 23 juin 1971) ;

— l'arrêté royal du 10 juin 1971 (« Moniteur belge » du 29 juin 1971).

Les arrêtés royaux du 14 mai 1971 (« Moniteur belge » du 15 juin 1971), du 21 juin 1971 (« Moniteur belge » du 30 juin 1971) et du 28 juin 1971 (« Moniteur belge » du 20 juillet 1971) modifient l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

L'arrêté royal du 14 avril 1971 (« Moniteur belge » du 5 juin 1971) porte paiement des indemnités d'invalidité prévues par la législation belge en matière d'assurance maladie-invalidité obligatoire et des pensions de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins naviguant sous pavillon belge et des travailleurs salariés aux ressortissants des Etats-Unis d'Amérique.

Le « Moniteur belge » du 20 mars 1971 publie l'arrêté royal du 10 mars 1971 rendant obligatoire la convention collective de travail du 26 novembre 1970 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la batellerie, concernant l'octroi d'une indemnité complémentaire à celle accordée par le régime de l'assurance maladie-invalidité en cas d'incapacité de travail.

L'arrêté royal du 10 juin 1971 (« Moniteur belge » du 21 juin 1971) porte fixation d'une intervention personnelle des bénéficiaires dans le coût de certaines prestations médicales.

La loi du 5 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 7 juillet 1971) modifie la réglementation de l'assurance obligatoire maladie-invalidité.

Pensions

L'arrêté royal du 13 novembre 1970 (« Moniteur belge » du 12 janvier 1971) modifie certaines dispositions relatives à la pension des travailleurs salariés, à la majoration des rentes et au revenu garanti aux personnes âgées.

Le « Moniteur belge » du 16 juin 1971 publie la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. L'arrêté royal du 13 septembre 1971 (« Moniteur belge » du 13 novembre 1971) porte exécution du chapitre premier de la loi du 28 mai 1971.

La loi du 20 avril 1971 (« Moniteur belge » du 6 mai 1971) modifie l'article 13 de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public.

Les arrêtés royaux relatifs aux pensions des marins de la marine marchande, ouvriers, employés et travailleurs salariés ont été modifiés par l'arrêté royal du 4 juin 1971 (« Moniteur belge » du 10 août 1971).

La loi du 27 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 11 août 1971) modifie certaines dispositions en matière de pensions pour ouvriers, employés, ouvriers mineurs, marins naviguant sous pavillon belge, travailleurs salariés, de revenu garanti aux personnes âgées et d'allocations complémentaires aux handicapés.

L'arrêté royal du 5 août 1971 (« Moniteur belge » du 22 septembre 1971) modifie l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pensions de retraite et de veuve.

Vacances annuelles

L'arrêté royal du 6 janvier 1971 (« Moniteur belge » du 19 février 1971) fixe pour les travailleurs manuels assujettis à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, le salaire fictif afférent aux journées d'inactivité assimilées à des journées de travail effectif par la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

L'arrêté royal du 23 mars 1971 (« Moniteur belge » du 27 avril 1971) rend obligatoire la décision du 3 septembre 1970 de la Commission paritaire nationale de l'industrie et du commerce du diamant concernant la fixation des dates de la troisième et de la quatrième semaine de vacances pour 1971.

L'arrêté royal du 26 mars 1971 (« Moniteur belge » du 26 mai 1971) fixe en ce qui concerne les travailleurs assujettis à l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, le salaire fictif afférent aux journées d'interruption de travail assimilées à des journées de travail effectif par la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

L'arrêté royal du 29 juin 1971 (« Moniteur belge » du 29 septembre 1971) modifie l'arrêté royal du 27 juin 1967 déterminant en matière de vacances annuelles des ouvriers mineures et assimilés, les jours d'inactivité assimilés à des jours de travail effectif et les conditions dans lesquelles ils peuvent être pris en considération.

Le « Moniteur belge » du 30 septembre 1971 publie l'arrêté royal du 28 juin 1971 adaptant et coordonnant les dispositions législatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

Le « Moniteur belge » du 1er octobre 1971 publie l'arrêté royal du 5 août 1971 adaptant les dispositions de la réglementation relative aux vacances annuelles des travailleurs à l'arrêté royal du 28 juin 1971 portant adaptation et coordination des dispositions de la loi relative aux vacances annuelles des travailleurs.

SÉCURITÉ SOCIALE D'OUTRE-MER

La loi du 22 février 1971 (« Moniteur belge » du 16 avril 1971) modifie les lois du 16 juin 1960 et du 17 juillet 1963 relatives à la sécurité sociale d'outre-mer.

L'arrêté royal du 26 mars 1971 (« Moniteur belge » du 23 juin 1971) modifie l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant exécution de l'article 63*bis* de la loi du 17 juillet 1963 ainsi que l'arrêté royal du 15 septembre 1965 relatif à la perception des cotisations du régime de la sécurité sociale d'outre-mer.

L'arrêté royal du 4 mai 1971 publié dans le « Moniteur belge » du 23 juin 1971 porte des mesures d'exécution des dispositions de l'article 34 de la loi du 22 février 1971 modifiant les lois du 16 juin 1960 et du 17 juillet 1963, relatives à la sécurité sociale d'outre-mer.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

La loi du 21 décembre 1970 (« Moniteur belge » du 12 mars 1971) porte création d'un Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

L'arrêté royal du 10 mai 1971 (« Moniteur belge » du 12 mai 1971) modifie l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Les arrêtés royaux du 11 juin 1971 (« Moniteur belge » du 12 juin 1971) et du 17 août 1971 (« Moniteur belge » du 4 décembre 1971) modifient l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal nº 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

L'arrêté royal du 20 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 7 août 1971) institue un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants.

Le « Moniteur belge » du 4 décembre 1971 publie l'arrêté royal du 26 novembre 1971, adaptant certaines dispositions légales et réglementaires en matière du statut social des travailleurs indépendants aux dispositions de la loi du 2 août 1971.

L'arrêté royal du 25 mai 1971 (« Moniteur belge » du 11 juin 1971) détermine l'incidence des fluctuations de l'indice des prix à la consommation sur la perception des cotisations dues pour les deux derniers trimestres de l'année 1971 dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants.

Les arrêtés royaux du 18 janvier 1971 (« Moniteur belge » du 23 janvier 1971) instituent un régime d'avantages sociaux pour certains praticiens de l'art dentaire et pour certains médecins.

Un autre arrêté royal du 18 mars 1971 (« Moniteur belge » du 24 mars 1971) institue un régime d'avantages sociaux pour certains pharmaciens.

L'arrêté royal du 25 février 1971 (« Moniteur belge » du 9 mars 1971) modifie l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, prévu par la loi du 10 juin 1937, qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés.

Prix

L'arrêté ministériel du 19 janvier 1971 (« Moniteur belge » du 23 janvier 1971) abroge l'arrêté ministériel du 1er juillet 1970 bloquant les prix des cafés solubles.

L'arrêté ministériel du 22 janvier 1971 (« Moniteur belge » du 3 février 1971 ; err. : « Moniteur belge » du 11 février 1971) modifie l'arrêté ministériel du 8 septembre 1961 réglementant les prix du gaz fourni par la distribution publique.

L'arrêté ministériel du 30 janvier 1971 (« Moniteur belge » du 4 février 1971) bloque les prix des lampes à incandescence. Cet arrêté à été abrogé par l'arrêté ministériel du 12 août 1971 (« Moniteur belge » du 19 août 1971).

L'arrêté ministériel du 3 février 1971 (« Moniteur belge » du 5 février 1971) impose une baisse de prix des viandes bovines et porcines. Cet arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 29 décembre 1970 (« Moniteur belge » du 1er janvier 1971) est prorogé jusqu'au 31 mars 1971 par l'arrêté ministériel du 25 février 1971 (« Moniteur belge » du 27 février 1971). Il est prorogé à nouveau par l'arrêté ministériel du 29 mars 1971 (« Moniteur belge » du 1er avril 1971). Ensuite, cet arrêté a été abrogé par l'arrêté ministériel du 29 juin 1971 (« Moniteur belge » du 1er juillet 1971), déterminant les prix de vente au consommateur des viandes bovines et porcines.

L'arrêté ministériel du 25 février 1971 (« Moniteur belge » du 2 mars 1971) modifie l'arrêté ministériel du 27 septembre 1962 fixant les prix maxima de vente au consommateur du lait de consommation. Cet arrêté ministériel a été modifié à nouveau par l'arrêté ministériel du 7 avril 1971 (« Moniteur belge » du 9 avril 1971) et complété par l'arrêté ministériel du 21 octobre 1971 (« Moniteur belge » du 26 octobre 1971).

L'arrêté ministériel du 5 avril 1971 (« Moniteur belge » du 8 avril 1971) modifie l'arrêté ministériel du 8 octobre 1959, prescrivant la déclaration des hausses de prix.

L'arrêté ministériel du 19 avril 1971 (« Moniteur belge » du 4 mai 1971 ; err. : « Moniteur belge » du 20 mai 1971) réglemente les prix des spécialités pharmaceutiques et abroge l'arrêté ministériel du 1er juin 1967 modifié par les arrêtés ministériels des 23 juin 1967 et 10 décembre 1970. Cet arrêté ministériel a été modifié par l'arrêté ministériel du 13 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 24 juillet 1971).

L'arrêté ministériel du 26 mai 1971 (« Moniteur belge » du 4 juin 1971) réglemente le prix des appareils électroménagers et abroge l'arrêté ministériel du 15 janvier 1964, modifié par les arrêtés ministériels des 2 mars et 4 juillet 1967 et 30 avril 1968.

La loi du 14 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1971) concerne les pratiques de commerce notamment l'indication des prix et quantités.

L'arrêté ministériel du 30 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 6 août 1971) fixe les prix maxima pour le transport par taxis.

La loi du 30 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 31 août 1971) porte sur la réglementation des prix et la répression des infractions à la réglementation. Cette loi est à vrai dire une coordination de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 et des lois et arrêtés-lois subséquents.

L'arrêté royal du 13 août 1971 (« Moniteur belge » du 31 août 1971) est relatif aux modalités de consultation de la Commission pour la Régulation des prix.

L'arrêté royal du 28 septembre 1971 (« Moniteur belge » du 16 décembre 1971) est relatif à l'indication des prix et des quantités et abroge l'arrêté ministériel du 30 avril 1948 destiné à assurer la loyauté des transactions commerciales, modifié par l'arrêté ministériel du 14 décembre 1964, et complété par les arrêtés ministériels des 27 janvier 1971 (« Moniteur belge » du 9 février 1971) et 4 mai 1971 (« Moniteur belge » du 8 mai 1971).

L'arrêté ministériel du 22 décembre 1971 (« Moniteur belge » du 28 décembre 1971) prescrit la déclaration des hausses de prix au plus tard deux mois avant l'application et abroge l'arrêté ministériel du 8 octobre 1959 modifié et complété par les arrêtés ministériels des 8 septembre 1961, 15 janvier, 1er avril et 10 juillet 1964, 22 février 1965, 2 septembre 1966, 21 octobre 1968, 22 septembre 1969, 5 janvier et 6 novembre 1970 et 5 avril 1971. Selon cet arrêté, les prix doivent, lors d'une hausse de prix avant l'expiration d'un délai de deux mois être bloqués au niveau antérieur et ce pendant six mois, à compter à partir de la date de la déclaration.

Recherche scientifique

L'arrêté royal du 22 février 1971 (« Moniteur belge » du 7 mai 1971) finançant la première tranche 1970 du plan quinquennal 1970-1974 d'encouragement à la recherche et au développement dans les secteurs industriels des fabrications métalliques, de la chimie et de la construction de bâtiments et dans le secteur de l'agriculture affecte un montant de 94,5 millions comme suit : une somme de 86 millions, mise à la disposition du Ministre des Affaires économiques, est destinée à l'I.R.S.I.A. en vue du financement de la première tranche des projets prioritaires de technologie industrielle, tandis qu'une somme de 8,5 millions est mise à la disposition du Ministre de l'Agriculture en vue du financement de la première tranche d'un projet prioritaire concernant l'alimentation du bétail pour une production laitière plus économique.

Un arrêté royal du 9 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 21 août 1971) finançant des programmes de recherche fondamentale concertée met

une subvention de 146 862 080 F à la disposition du Fonds national de la recherche scientifique, tandis qu'un arrêté royal du 19 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 21 août 1971) met à la disposition du même Fonds une somme de 27 403 000 F en vue du financement de programmes de recherche fondamentale collective.

Réglementation de la production et du commerce

LÉGISLATION COMMERCIALE

La loi du 14 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1971) sur les pratiques de commerce a complété la réglementation générale existante dans les domaines suivants : l'information commerciale, les ventes à perte, les ventes en liquidation, les ventes en solde, les autres ventes à prix réduit, l'offre conjointe de produits, les ventes publiques, les achats forcés, les ventes en chaîne, les ventes itinérantes, l'action en cessation.

L'arrêté royal du 28 septembre 1971 (« Moniteur belge » du 16 décembre 1971) réglementant l'indication des prix, remplace les arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 30 juillet 1923 qui a été abrogée.

L'arrêté royal du 23 décembre 1957, relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957, réglementant les ventes à tempérament et leur financement est modifié par l'arrêté royal du 12 octobre 1971 (« Moniteur belge » du 21 octobre 1971).

L'arrêté royal du 28 juin 1971 (« Moniteur belge » du 15 septembre 1971) détermine les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz.

L'arrêté du 11 octobre 1971 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1971) stipule les catégories de produits pour lesquelles les raffineurs et les importateurs de produits pétroliers doivent détenir des moyens de stockage et des stocks permanents.

Salaires (Voir aussi Prévoyance sociale et Travail)

CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Fixation et conditions de rémunération et de travail

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires nationales.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date du « Moniteur belge »*
Industrie verrière	15 juillet 1970	19 janvier 1971
Industrie verrière	11 août 1970	28 janvier 1971
Industrie du bois	11 août 1970	6 février 1971

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date du « Moniteur belge »*
Industrie du bois	23 septembre 1970	11 février 1971
Fourrure et peau en poil	28 décembre 1970	12 février 1971
Industrie de l'habillement et de la confection	22 octobre 1970	12 février 1971
Industrie des tabacs	21 janvier 1971	12 février 1971
Industrie des briques	4 novembre 1970	16 février 1971
Construction	5 février 1971	17 février 1971
Industrie alimentaire	27 octobre 1970	17 février 1971
Ameublement et industrie transformatrice du bois	10 novembre 1970	18 février 1971
Industrie céramique	17 novembre 1970	23 février 1971
Industrie céramique	11 janvier 1971	23 février 1971
Industrie céramique	12 octobre 1970	24 février 1971
Agriculture	16 février 1971	26 février 1971
Industrie céramique	15 octobre 1970	2 mars 1971
Industrie des tabacs	21 janvier 1971	3 mars 1971
Industrie céramique	15 octobre 1970	4 mars 1971
Poterie ordinaire en terre commune	21 janvier 1971	10 mars 1971
Transport	18 mars 1971	30 mars 1971
Industrie hôtelière	17 février 1971	31 mars 1971
Batellerie	23 février 1971	14 avril 1971
Construction	16 février 1971	14 avril 1971
Constructions métallique, mécanique et électrique	10 mars 1971	26 mai 1971
Transport	10 mars 1971	28 mai 1971
Commerce extérieur et bureaux maritimes	10 mars 1971	9 juin 1971
Industrie de l'habillement et de la confection	26 mars 1971	16 juin 1971
Industrie et commerce des sacs en jute	16 avril 1971	3 juillet 1971
Industrie verrière	7 avril 1971	9 juillet 1971
Préparation du lin	24 mai 1971	13 juillet 1971
Industrie céramique	19 avril 1971	17 juillet 1971
Constructions métallique, mécanique et électrique	5 juillet 1971	20 juillet 1971
Fourrure et peau en poil	29 juin 1971	21 juillet 1971
Services de santé	28 mai 1971	19 août 1971
Transport	13 août 1971	3 septembre 1971
Maîtres-tailleurs et tailleuses	7 juin 1971	4 septembre 1971
Entreprises de valorisation de matières premières de récupération	5 mai 1971	7 septembre 1971

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date du « Moniteur belge »*
Fourrure et peau en poil	28 mai 1971	29 septembre 1971
Industrie textile	28 mai 1971	1 octobre 1971
Construction	18 juin 1971	1 octobre 1971
Entreprises de courtage et agences d'assurance	13 mai 1971	6 octobre 1971
Batellerie	13 mai 1971	7 octobre 1971
Entreprises de valorisation de matières premières de récupération	24 mai 1971	8 octobre 1971
Couture pour dames	18 juin 1971	15 octobre 1971
Entreprises forestières	24 juin 1971	20 octobre 1971
Industrie textile	5 juillet 1971	22 octobre 1971
Armurerie à la main	30 juin 1971	27 octobre 1971
Entreprises de nettoyage et de désinfection	8 juillet 1971	27 octobre 1971
Constructions métallique, mécanique et électrique	24 septembre 1971	28 octobre 1971
Industrie céramique	8 juillet 1971	29 octobre 1971
Constructions métallique, mécanique et électrique	24 septembre 1971	30 octobre 1971
Entreprises d'assurances	13 août 1971	17 novembre 1971
Constructions métallique, mécanique et électrique	5 juillet 1971	23 novembre 1971
Industrie céramique	30 juin 1971	26 novembre 1971
Transport	14 juillet 1971	30 novembre 1971
Industrie du ciment	5 juillet 1971	8 décembre 1971
Banques	9 juillet 1971	10 décembre 1971
Constructions métallique, mécanique et électrique	24 août 1971	16 décembre 1971
Entreprises horticoles	24 août 1971	17 décembre 1971
Transport	31 août 1971	18 décembre 1971

Salaires minima

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires nationales, concernant les salaires minima des ouvriers et ouvrières.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date du « Moniteur belge »*
Industrie alimentaire	11 septembre 1970	4 janvier 1971
Industrie alimentaire	11 septembre 1970	21 janvier 1971
Industrie alimentaire	11 septembre 1970	26 janvier 1971

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date du « Moniteur belge »*
Industrie alimentaire	16 septembre 1970	6 février 1971
Transport	8 décembre 1970	10 février 1971
Industrie alimentaire	16 septembre 1970	10 février 1971
Industrie alimentaire	23 septembre 1970	11 février 1971
Industrie alimentaire	16 septembre 1970	13 février 1971
Industrie alimentaire	10 décembre 1970	13 février 1971
Commerce alimentaire	4 novembre 1970	16 février 1971
Transport	28 décembre 1970	17 février 1971
Pêche maritime	16 septembre 1970	17 février 1971
Industrie alimentaire	4 novembre 1970	18 février 1971
Transport	21 janvier 1971	19 février 1971
Industrie alimentaire	12 janvier 1971	19 février 1971
Travaux techniques agricoles et horticoles	4 février 1971	20 février 1971
Agriculture	12 janvier 1971	23 février 1971
Blanchisseries et entreprises de teinturerie et dégraissage	12 janvier 1971	27 février 1971
Blanchisseries et entreprises de teinturerie et dégraissage	22 octobre 1970	3 mars 1971
Transport	18 mars 1971	30 mars 1971
Commerce alimentaire	22 février 1971	7 avril 1971
Commerce alimentaire	2 mars 1971	24 avril 1971
Commerce alimentaire	2 mars 1971	11 mai 1971
Transport	10 mars 1971	28 mai 1971
Fourrure et peau en poil	17 mars 1971	16 juin 1971
Transport	16 avril 1971	30 juillet 1971
Blanchisseries et entreprises de teinturerie et dégraissage	19 avril 1971	4 septembre 1971
Commerce alimentaire	2 mars 1971	4 septembre 1971
Transport	18 juin 1971	23 octobre 1971
Industrie alimentaire	14 juillet 1971	26 octobre 1971
Industrie alimentaire	16 juillet 1971	26 octobre 1971
Industrie alimentaire	14 juillet 1971	29 octobre 1971
Entreprises horticoles	20 juillet 1971	29 octobre 1971
Transport	31 août 1971	4 novembre 1971
Industrie alimentaire	14 juillet 1971	5 novembre 1971
Industrie alimentaire	16 juillet 1971	5 novembre 1971
Industrie du bois	4 juin 1971	10 novembre 1971
Industrie alimentaire	16 juillet 1971	10 novembre 1971
Transport	14 juillet 1971	30 novembre 1971
Transport	24 août 1971	14 décembre 1971
Commerce alimentaire	8 juillet 1971	18 décembre 1971
Industrie alimentaire	10 septembre 1971	23 décembre 1971

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date du « Moniteur belge »*
Industrie alimentaire	10 septembre 1971	24 décembre 1971
Industrie alimentaire	16 septembre 1971	25 décembre 1971
Industrie alimentaire	12 octobre 1971	25 décembre 1971

RATTACHEMENT DES SALAIRES A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires nationales concernant le rattachement des salaires des ouvriers et ouvrières à l'indice des prix à la consommation.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date du « Moniteur belge »*
Industrie céramique	28 décembre 1970	8 janvier 1971
Blanchisseries et entreprises de teinturerie et dégraissage	22 octobre 1970	26 janvier 1971
Commerce alimentaire	4 novembre 1970	16 février 1971
Transport	21 janvier 1971	19 février 1971
Travaux techniques agricoles et horticoles	4 février 1971	20 février 1971
Industrie alimentaire	11 janvier 1971	26 février 1971
Industrie de l'habillement et de la confection	16 décembre 1970	4 mars 1971
Commerce alimentaire	22 février 1971	7 avril 1971
Fourrure et peau en poil	17 mars 1971	16 juin 1971
Industrie et commerce des sacs en jute	16 avril 1971	14 juillet 1971
Entreprises de valorisation de matières premières de récupération	5 mai 1971	7 septembre 1971
Batellerie	13 mai 1971	7 octobre 1971
Habillement et la confection	24 mai 1971	8 octobre 1971
Couture pour dames	11 juin 1971	15 octobre 1971
Blanchisseries et entreprises de teinturerie et dégraissage	30 juin 1971	13 octobre 1971
Industrie du bois	4 juin 1971	10 novembre 1971
Transport	14 juillet 1971	30 novembre 1971
Transport	24 août 1971	14 décembre 1971
Commerce alimentaire	8 juillet 1971	18 décembre 1971
Transport	24 septembre 1971	29 décembre 1971

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires nationales, concernant la durée du travail :

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date du « Moniteur belge »*
Blanchisseries et entreprises de teinturerie et dégraissage	22 octobre 1970	30 janvier 1971
Blanchisseries et entreprises de teinturerie et dégraissage	8 décembre 1970	4 février 1971
Industrie du ciment	10 juillet 1970	10 février 1971
Industrie alimentaire	18 novembre 1970	13 février 1971
Industrie alimentaire	27 octobre 1970	17 février 1971
Commerce alimentaire	27 octobre 1970	18 février 1971
Travaux techniques agricoles et horticoles	4 février 1971	20 février 1971
Industrie céramique	17 novembre 1970	23 février 1971
Agriculture	16 février 1971	26 février 1971
Industrie céramique	15 octobre 1970	2 mars 1971
Commerce alimentaire	5 février 1971	3 mars 1971
Textile et bonneterie	2 mars 1971	29 avril 1971
Industrie céramique	7 avril 1971	18 juin 1971
Industrie alimentaire	16 avril 1971	22 juin 1971
Industrie alimentaire	19 avril 1971	22 juin 1971
Fourrure et peau en poil	19 avril 1971	26 juin 1971
Service de santé	13 avril 1971	2 juillet 1971
Commerce alimentaire	5 février 1971	14 juillet 1971
Constructions métallique, mécanique et électrique	4 juin 1971	15 juillet 1971
Constructions métallique, mécanique et électrique	5 mai 1971	3 septembre 1971
Transport	3 août 1971	3 septembre 1971
Entreprises de valorisation de matières premières de récupération	5 mai 1971	7 septembre 1971
Préparation du lin	5 mai 1971	16 septembre 1971
Entreprises de valorisation de matières premières de récupération	5 mai 1971	16 septembre 1971
Entreprises de valorisation de matières premières de récupération	24 mai 1971	7 octobre 1971
Fourrure et peau en poil	11 juin 1971	14 octobre 1971
Construction	11 juin 1971	14 octobre 1971

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date du « Moniteur belge »*
Industrie de l'habillement et de la confection	5 juillet 1971	28 octobre 1971
Transport	16 juillet 1971	28 octobre 1971
Industrie alimentaire	16 juillet 1971	5 novembre 1971
Blanchisseries et entreprises de teinturerie et dégraissage	10 septembre 1971	11 novembre 1971
Industrie alimentaire	11 octobre 1971	9 décembre 1971
Entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles	10 septembre 1971	14 décembre 1971
Entreprises horticoles	24 août 1971	17 décembre 1971
Industrie alimentaire	7 octobre 1971	17 décembre 1971
Industrie alimentaire	24 août 1971	21 décembre 1971

RÉMUNÉRATION DES EMPLOYÉS

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires une série de conventions :

Secteur	*Concernant*	*Date de l'arrêté royal*	*Date du « Moniteur belge »*
Industrie alimentaire	Conditions de travail et de rémunération	22 oct. 1970	12 févr. 1971
Commerce de détail indépendant	Conditions de rémunération	4 nov. 1970	16 févr. 1971
Industrie de l'habillement et de la confection	Rattachement à l'indice	28 déc. 1970	19 févr. 1971
Industrie de l'habillement et de la confection	Conditions de travail	17 mars 1971	10 juin 1971
Commerce de détail indépendant	Durée du travail	14 sept. 1971	13 oct. 1971
Industrie de l'habillement et de la confection	Rattachement à l'indice	30 juin 1971	22 oct. 1971
Magasins d'alimentation à succursales multiples	Conditions de travail et de rémunération	11 juin 1971	6 nov. 1971

Fin octobre, le protocole concernant la revalorisation des barèmes pour les agents des services publics et des pensions de retraite dans ce secteur a été paraphé. Les nouveaux barèmes seront appliqués au cours de l'année 1972.

Statistiques

L'Institut national de Statistique a créé, en 1971, une nouvelle publication spécialisée ; celle-ci, dont la périodicité ne sera pas nécessairement fixe, a pour titre : « Statistiques de la construction et du logement ».

Outre les traditionnels aperçus de la vie économique et sociale, les numéros du « Bulletin de Statistique » de 1971 ont publié des articles intitulés :

— l'indice mensuel du chiffre d'affaires réalisé dans le commerce de détail (n° 1, janvier) ; un tableau donne, par forme de distribution et par groupe de produits, les indices annuels de 1967 à 1969 et les indices mensuels de janvier 1969 à octobre 1970 ;

— vers un développement des comptes nationaux, 3e partie (n° 2, février) ; la 1re partie a été publiée dans le n° 11-12 de 1968 et la 2e partie dans les nos 12 de 1969, 2 de 1970 et 6-7 de 1970 ;

— prévisions de la population de la Belgique (n° 6, juin) ; les prévisions sont annuelles jusqu'à 1975 et quinquennales jusqu'à l'an 2000 ;

— les comptes nationaux de la Belgique 1966-1970 (n° 7-8, juillet-août) ;

— aperçu de l'évolution du cheptel porcin depuis 1965 (n° 9, septembre) ;

— les investissements des producteurs-distributeurs d'électricité : tests des hypothèses de l'accélération et de la capacité (n° 10-11, octobre-novembre) ;

— caractéristiques complémentaires de l'évolution économique selon les comptes nationaux 1969-1970 (n° 12, décembre).

Dans la même publication ont paru des statistiques régionalisées :

— orientation à l'exportation des différentes provinces et régions linguistiques, années 1966 à 1968 (n° 1, janvier) ; cet article, qui indique les ventes à l'étranger ainsi que les livraisons totales effectuées par les différentes branches d'activités industrielles, fait suite à une étude analogue sur 1962 et 1963 publiée dans le n° 9-10 de 1966 ;

— croissance économique des provinces et régions linguistiques de 1965 à 1968 (n° 3-4, mars-avril) ; ces données sur la valeur ajoutée brute et le produit global par branche d'activité et région géographique se rattachent à celles publiées dans le n° 3 de 1966 (années 1955 à 1961) et dans le n° 12 de 1966 (années 1962 à 1964) ;

— évolution des budgets provinciaux, exercices 1965 à 1970 (n° 5, mai) ;

— les revenus imposables des personnes physiques et leur répartition régionale selon le niveau du revenu, exercice d'imposition 1968 (n° 7-8, juillet-août) ; les résultats relatifs aux exercices 1964 et 1966 ont été publiés respectivement dans les n°s 3 de 1967 et 11-12 de 1968 ;

— les investissements industriels en 1969 (n° 7-8, juillet-août) ; des renseignements analogues avaient paru dans le n° 9-10 de 1969 (années 1964-1967) et n° 3 de 1970 (année 1968) ;

— le mouvement de la population en 1970 (n° 9, septembre).

Dans la série « Statistiques démographiques » de 1971, on trouvera des données sur :

— la mortalité et les causes de décès en 1968 (n° 1) ;

— le mouvement de la population des communes en 1970 (n° 2) ;

— le mouvement de la population en 1970 (n° 3) ;

— le mouvement de la population étrangère en 1970 (n° 3) ;

— prévisions de la population de la Belgique (n° 3) ;

— les mariages et les divorces en 1969 (n° 4) ;

— les mouvements migratoires en 1970 (n° 4).

Le numéro unique des « Statistiques sociales » de 1971 renseigne les indices des prix, les salaires, la durée du travail, l'emploi, le chômage, les grèves et compare les prix, les gains, les coûts salariaux et la durée du travail dans les pays des Communautés européennes.

Dans les publications consacrées aux « Statistiques agricoles » ont paru, outre les données mensuelles et trimestrielles, des statistiques semestrielles ou annuelles sur :

— l'estimation de la production agricole pour l'année culturale 1969-1970 (n° 1) ;

— la lutte contre la tuberculose bovine (n° 2) ;

— la répartition des abattoirs suivant le tonnage abattu (n° 4) ;

— le recensement agricole et horticole au 1er décembre 1970 (n° 4) ;

— la pêche maritime en 1970 (n° 4) ;

— les enquêtes semestrielles sur les salaires et fermages (nº 5-6) ;

— le relevé du nombre de permis de chasse et de tenderie (nº 7-8) ;

— le relevé du nombre de permis de pêche délivrés (nº 7-8) ; chiffres rectifiés dans le nº 9-10 ;

— l'approvisionnement en semences et plants sélectionnés (nº 7-8) ;

— le recensement général de l'agriculture au 15 mai 1970 (nº 9-10) ;

— le recensement agricole et horticole au 15 mai 1971 (nº 11-12).

Des statistiques annuelles de la production ont été publiées dans la série « Statistiques industrielles » ; elles se rapportent à :

— 1970 : pour le ciment (nº 11-12) ;

— 1969 : pour le papier et le carton (nº 3) ; le peignage de la laine (nº 5) ; la chicorée ; le lavage et le carbonisage de la laine ; le classement et l'effilochage de chiffons et de déchets textiles ; la filature de jute ; le tissage de fibres de coco et autres fibres dures ; les rubans, tresses, passementeries et articles similaires ; le verre (nº 6) ; les distilleries d'alcool et levureries ; la filature de la laine cardée et de la laine pour couvertures ; la filature de laine peignée ; l'ouate ; la bonneterie ; l'eau ; les agglomérés de ciment et les produits en asbeste-ciment ; le béton préparé (nº 7-8) ; la préparation et les conserves de poissons, mollusques et crustacés ; les pâtes alimentaires ; la margarine ; les industries céramiques (nº 9) ; les sucreries, raffineries de sucre et fabriques de sucre inverti ; la transformation du bois ; la filature de coton (nº 10) ; les conserves de légumes ; le chocolat et la confiserie ; les aliments composés pour animaux ; les huiles végétales et animales ; la transformation du papier et du carton ; la chaussure et la pantoufle ; la sidérurgie (nº 11-12) ;

— 1968 : pour les boulangeries, boulangeries-pâtisseries, pâtisseries ; les aliments composés pour animaux ; les cokeries ; la terre cuite (nº 1-2) ; la préparation et les conserves de poissons, mollusques et crustacés ; les rubans, tresses, passementeries, bolducs et articles similaires ; la chaussure et la pantoufle (nº 3) ; le tissage ; le vêtement et la confection ; les fabrications métalliques (nº 4) ; la bonneterie (nº 5) ; la chimie ; le verre ; la construction (nº 6) ; les agglomérés de houille ; le béton préparé (nº 7) ; les minières, carrières, industries connexes et exploitation de terrils ; les produits pharmaceutiques ; le transport et la distribution du gaz par canalisations (nº 11-12).

En plus des données mensuelles et trimestrielles habituelles, les « Statistiques du Commerce et des Transports » ont publié en 1971 des renseignements semestriels et annuels sur :

— le trafic postal 1968-1969 (nº 2) et 1969-1970 (nº 5-6) ;

— les stocks de charbon domestique détenus par les commerçants au 30 juin 1970 (n° 2) et au 31 décembre 1970 (n° 9) ;

— la statistique des véhicules à moteur au 1er août 1970 (n° 2) ;

— les véhicules à moteur mis en circulation en 1970 (n° 4) ;

— le nombre de détenteurs d'appareils de radio et de télévision au 31 décembre 1970 (n° 4) ;

— la statistique 1970 des vélos, des vélomoteurs et des motocyclettes légères (n° 4) ;

— les ventes et les prêts à tempérament et les prêts personnels ou prêts sous signature au 2e semestre 1970 (n° 5-6) ;

— les stocks de vin détenus par les commerçants au 31 août 1970 (n° 5-6) ;

— le tourisme et l'hôtellerie pendant la saison touristique et l'année 1970 (n° 7-8) ;

— la navigation aérienne en 1970 (n° 9) ;

— les accidents de la circulation sur la voie publique en 1970 (n° 10) ;

— la S.N.C.B. en 1970 (n° 9) ;

— le nombre d'abonnés au téléphone et le nombre de communications - année 1970 (n° 10) ;

— la navigation intérieure (n° 12) ;

— les transports routiers de marchandises effectués en 1970 par les véhicules belges d'une charge totale d'au moins une tonne (n° 12) ;

— le mode de transport des marchandises à l'importation, à l'exportation et au transit dans l'U.E.B.L. en 1969 (n° 12) ;

— le commerce de gros en produits alimentaires et boissons 1968-1969 (n° 12) ;

— l'exploitation des salles de cinéma en 1970 (n° 12) ;

— le chiffre d'affaires, le montant des achats et la valeur des stocks concernant certaines entreprises de commerce de détail en 1970 (n° 12).

L'arrêté royal du 30 décembre 1970 (« Moniteur belge » du 16 février 1971) prescrit une enquête par sondage du cheptel porcin au 1er mars 1971.

L'arrêté royal du 15 février 1971 (« Moniteur belge » du 28 mai 1971) prescrit des statistiques mensuelles de l'activité des cokeries, des fabriques d'agglomérés de houille, de la sidérurgie, de l'industrie des métaux non ferreux et des minières et industries connexes.

L'arrêté royal du 18 février 1971 (« Moniteur belge » du 18 juin 1971) prescrit des statistiques annuelles de la production des cokeries, des fabriques d'agglomérés de houille, des minières, carrières et industries connexes et des exploitations de terrils.

Un autre arrêté royal du 18 février 1971 (« Moniteur belge » du 19 juin 1971) prescrit une statistique annuelle de la production dans l'industrie des métaux non ferreux.

L'arrêté royal du 13 avril 1971 (« Moniteur belge » du 16 juin 1971) prescrit une statistique mensuelle de l'activité dans l'industrie laitière.

L'arrêté royal du 13 mai 1971 (« Moniteur belge » du 25 juin 1971) prescrit une statistique annuelle de la production dans l'industrie du savon, des détergents de synthèse, des produits d'entretien, des parfums et produits de beauté.

L'arrêté royal du 17 mai 1971 (« Moniteur belge » du 18 juin 1971) maintient en vigueur certains arrêtés prescrivant des statistiques de la production, de l'activité et des stocks.

L'arrêté royal du 1er juillet 1971 (« Moniteur belge » du 2 septembre 1971) prescrit un recensement annuel agricole et horticole au 15 mai.

L'arrêté royal du 8 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 24 septembre 1971) prescrit une enquête par sondage sur l'effectif du cheptel porcin au 1er septembre 1971.

L'arrêté royal du 21 avril 1971 (« Moniteur belge » du 25 septembre 1971) prescrit une enquête mensuelle par sondage sur l'emploi dans les établissements exerçant une activité relevant de l'industrie des transports ou effectuant la réparation de véhicules à moteur.

L'arrêté royal du 10 mai 1971 (« Moniteur belge » du 7 octobre 1971) prescrit une statistique annuelle des points de vente de carburants pour véhicules à moteur.

Le « Moniteur belge » du 13 octobre 1971 publie le mouvement de la population pendant l'année 1970.

L'arrêté royal du 6 décembre 1971 (« Moniteur belge » du 25 décembre 1971) prescrit une statistique annuelle des investissements, en Belgique, dans les entreprises et organismes de crédit et d'assurances.

NAVIGATION INTÉRIEURE

Un arrêté royal du 21 juin 1970 est relatif aux prêts pour tout contrat d'affrètement conclu à l'intervention de l'office régulateur de la navigation intérieure (« Moniteur belge » du 9 janvier 1971).

Une loi du 12 février 1971 porte création du port autonome de Charleroi (« Moniteur belge » du 8 avril 1971).

Une loi du 15 mars 1971 concerne les droits de navigation à percevoir sur les voies navigables administrées par l'Etat (« Moniteur belge » du 7 mai 1971).

Un arrêté royal du 2 décembre 1971 approuve le règlement pour le transport des matières dangereuses sur le Rhin (A.D.N.R.) (« Moniteur belge » du 23 décembre 1971).

POSTES

Une loi du 6 juillet 1971 porte création de la Régie des Postes (« Moniteur belge » du 14 août 1971).

TOURISME

Un arrêté royal du 24 mai 1971 modifie l'arrêté royal du 12 septembre 1963 réorganisant le Commissariat général au Tourisme (« Moniteur belge » du 31 août 1971).

Un arrêté royal du 20 octobre 1971 est relatif au camping (« Moniteur belge » du 4 novembre 1971).

TRANSPORT AÉRIEN

Un arrêté royal du 15 avril 1971 modifie celui du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne (« Moniteur belge » du 8 juillet 1971).

Un arrêté royal du 20 juillet 1971 est relatif à la création d'un Comité national de sûreté de l'aviation civile et de comités de sûreté d'aéroports (« Moniteur belge » du 17 août 1971).

Un arrêté royal du 22 octobre 1971 institue une redevance pour l'utilisation de l'espace aérien (« Moniteur belge » du 28 octobre 1971).

TRANSPORT MARITIME

La loi du 1er juillet 1971 crée la Régie des transports maritimes (« Moniteur belge » du 30 juillet 1971).

La loi du 13 juillet 1971 modifie la loi du 23 août 1948 tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes (« Moniteur belge » du 25 août 1971).

L'arrêté royal du 25 octobre 1971 concerne l'octroi d'une prime exceptionnelle pour la démolition de bâtiments de pêche (« Moniteur belge » du 19 novembre 1971).

TRANSPORT TERRESTRE

Un arrêté royal du 1er mars 1971 modifie l'arrêté royal du 28 septembre 1962 relatif aux poids et dimensions des véhicules admis en circulation internationale entre les pays membres de l'Union économique Benelux (« Moniteur belge » du 4 mars 1971).

Un arrêté royal du 7 mai 1971 fixe le tarif commun pour le transport rémunéré de marchandises par route entre les pays du Benelux, même si une partie du transport s'effectue en transit à travers un pays tiers (« Moniteur belge » du 11 mai 1971 et « Moniteur belge » du 4 juin 1971 - Annexes).

Des amendements sont apportés aux annexes A et B de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (A.D.R.) passé à Genève le 30 septembre 1957 (« Moniteur belge » du 22 septembre 1971).

Un arrêté royal du 24 septembre 1971 modifie celui du 23 mars 1970 portant exécution du règlement (C.E.E.) nº 543/69 du Conseil des Communautés européennes du 25 mars 1969 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route (« Moniteur belge » du 1er octobre 1971).

Un arrêté royal du 24 septembre 1971 fixe le tarif pour le transport rémunéré de marchandises par route entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne, même si une partie du transport s'effectue en transit à travers un pays tiers (« Moniteur belge » du 6 octobre 1971).

Un arrêté royal du 25 octobre 1971 porte exécution :

1º du Règlement (C.E.E.) nº 1174/68 du Conseil des Communautés européennes du 30 juillet 1968, relatif à l'instauration d'un système de tarifs à fourchettes applicables aux transports de marchandises par route entre les Etats membres, modifié par le Règlement (C.E.E.) nº 293/70 du Conseil des Communautés européennes du 16 février 1970 ;

2° du Règlement (C.E.E.) n° 358/69 de la Commission du 26 février 1969, fixant les conditions et modalités de la publicité des prix et conditions de transport, qui s'écartent des tarifs publiés en application de l'article 9 du Règlement (C.E.E.) n° 1174/68 du Conseil des Communautés européennes du 30 juillet 1968 relatif à l'instauration d'un système de tarifs à fourchettes applicables aux transports de marchandises par route entre les Etats membres (« Moniteur belge » du 4 novembre 1971).

L'arrêté royal du 17 novembre 1971 fixe le tarif pour le transport rémunéré de marchandises par route entre le Royaume de Belgique et la République française, même si une partie du transport s'effectue en transit à travers un pays tiers (« Moniteur belge » du 9 décembre 1971).

L'arrêté royal du 17 novembre 1971 fixe le tarif pour le transport rémunéré de marchandises par route entre le Royaume de Belgique et la République d'Italie, même si une partie du transport s'effectue en transit à travers un pays tiers (« Moniteur belge » du 15 décembre 1971).

Travail (Voir aussi Prévoyance sociale et Salaires)

La loi sur le Travail, du 16 mars 1971, a été publiée dans le « Moniteur belge » du 30 mars 1971.

Les arrêtés royaux suivants modifient le règlement général pour la protection du travail :

— l'arrêté royal du 23 décembre 1970 (« Moniteur belge » du 17 février 1971) ;

— l'arrêté royal du 29 janvier 1971 (« Moniteur belge » du 9 février 1971) ;

— l'arrêté royal du 10 mars 1971 (« Moniteur belge » du 23 mars 1971) ;

— l'arrêté royal du 26 février 1971 (« Moniteur belge » du 31 mars 1971) ;

— l'arrêté royal du 10 mars 1971 (« Moniteur belge » du 16 avril 1971) ;

— l'arrêté royal du 19 mars 1971 (« Moniteur belge » du 19 juin 1971) ;

— l'arrêté royal du 7 mai 1971 (« Moniteur belge » du 21 juillet 1971) ;

— l'arrêté royal du 14 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 24 septembre 1971) ;

— l'arrêté royal du 1er juillet 1971 (« Moniteur belge » du 2 décembre 1971) ;

— l'arrêté royal du 24 août 1971 (« Moniteur belge » du 15 décembre 1971).

Divers arrêtés royaux fixent les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail ; les secteurs concernés sont :

— les blanchisseries, lavoirs, entreprises de repassage, dépôts et shops s'occupant d'une ou plusieurs de ces activités (arrêté royal du 1er décembre 1970, « Moniteur belge » du 4 février 1971 ; arrêté royal du 31 août 1971, « Moniteur belge » du 28 décembre 1971) ;

— les entreprises qui s'occupent de la teinturerie, du nettoyage chimique et du repassage de vêtements ou objets d'ameublement, dépôts et shops (arrêté royal du 1er décembre 1970, « Moniteur belge » du 22 janvier 1971) ;

— les ateliers protégés (arrêté royal du 29 janvier 1971, « Moniteur belge » du 10 février 1971) ;

— les entreprises ressortissant à la Commission paritaire nationale des maîtres tailleurs et tailleurs (arrêté royal du 10 mars 1971, « Moniteur belge » du 7 mai 1971) ;

— certaines entreprises relevant de la Commission paritaire nationale de l'industrie et de la bonneterie (arrêté royal du 10 mars 1971, « Moniteur belge » du 29 avril 1971) ;

— certaines entreprises relevant de la Commission paritaire nationale du transport (arrêté royal du 29 septembre 1971, « Moniteur belge » du 28 décembre 1971) ;

— certaines entreprises relevant de la Commission paritaire nationale de l'industrie et du commerce du diamant (arrêté royal du 31 août 1971, « Moniteur belge » du 30 décembre 1971).

La loi du 17 février 1971 (« Moniteur belge » du 23 février 1971) modifie la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail.

La loi du 28 juillet 1971 (« Moniteur belge » du 21 août 1971) modifie la législation en matière de fermetures d'entreprises.

L'arrêté royal du 25 mai 1971 (« Moniteur belge » du 27 mai 1971) fixe, pour l'année 1971, le montant, les modalités et les délais de paiement des cotisations dues par les employeurs au Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises.

L'arrêté royal du 13 août 1971 (« Moniteur belge » du 29 octobre 1971) modifie l'arrêté royal du 22 juillet 1966 accordant une prime de reclassement aux travailleurs licenciés à la suite de la fermeture totale ou partielle ou de la réduction d'activité d'entreprises charbonnières, modifié par les arrêtés royaux des 19 décembre 1966 et 29 janvier 1969.

L'arrêté royal du 24 août 1971 (« Moniteur belge » du 15 décembre 1971) modifie l'arrêté du Régent du 25 septembre 1947 portant règlement général des mesures d'hygiène et de santé des travailleurs dans les mines, minières et carrières souterraines, modifié par l'arrêté royal du 16 avril 1965.

Les arrêtés royaux des 10 novembre 1971 (« Moniteur belge » du 27 novembre 1971) et 13 avril 1971 (« Moniteur belge » du 13 juillet 1971) modifient l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage.

L'arrêté royal du 9 février 1971 (« Moniteur belge » du 20 février 1971) institue la Commission paritaire pour les travailleurs domestiques.

L'arrêté royal du 29 décembre 1970 (« Moniteur belge » du 12 février 1971) rend obligatoire la convention collective de travail du 19 octobre 1970 de la Commission paritaire nationale du transport, instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds social pour le transport de choses par véhicules automobiles » et fixant ses statuts.

L'arrêté royal du 29 décembre 1970 institue la Commission paritaire de la pêche maritime et fixe le nombre de membres (« Moniteur belge » du 12 janvier 1971).

L'arrêté ministériel du 8 avril 1971 (« Moniteur belge » du 12 juin 1971) modifie l'arrêté ministériel du 14 mai 1965 et fixe les critères d'octroi de subsides à la création, l'agrandissement ou l'aménagement d'ateliers protégés.

Les arrêtés royaux des 11 octobre 1971 et 13 octobre 1971 et l'arrêté ministériel du 12 octobre 1971 modifient les arrêtés royaux des 20 mai 1966, 20 décembre 1963 et les arrêtés ministériels des 4 juin 1964 et 22 mai 1964 relatifs au chômage et aux allocations de chômage (« Moniteur belge » du 16 octobre 1971).

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES[1]

AGRICULTURE. Pages

Superficies cultivées. Superficies totales recensées 37
Céréales. Superficies totales recensées 37
Plantes industrielles. Superficies totales recensées 38
Plantes racines et tuberculifères. Superficies totales recensées 38
Cultures fruitières. Superficies totales recensées 39
Cultures maraîchères. Superficies totales recensées 39
Evolution des rendements de certaines cultures. Production moyenne par hectare 40
Production agricole 40
Institut National de Crédit Agricole. Opération ordinaires 41
Cheptel 41
Production nette de viande indigène 41
Consommation de viande 42
Solde d'importations et d'exportations de viande 42
Beurre 42
Importations et exportations de produits agricoles 43
Importations et exportations de produits horticoles 44

ASSURANCES.

Assurances sur la vie. Primes encaissées et réserves mathématiques 275
Assurances sur la vie. Valeurs représentatives 275
Opérations de capitalisation 276
Opérations de capitalisation. Valeurs représentatives 276
Prêts hypothécaires 277
Prêts hypothécaires par intervention. Valeurs représentatives 277
Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs 278
Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles. Valeurs représentatives des réserves techniques 279

BENELUX.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur 419
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur 419
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 420
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 421

---

(1) — Par ordre alphabétique des rubriques principales.
— Signification des signes employés dans les tableaux :
.. Non disponible ;
— Nul ou négligeable ;
/ Moyenne.
— Lorsque les nombres qui figurent dans les tableaux statistiques ont été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours aux additions des données partielles.

Pages

CHÔMAGE (Voir Emploi et chômage).

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'U.E.B.L.

Commerce spécial (quantité et valeur) 357
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation . . 362
Différence des exportations de 1971 par rapport à 1970 363
Exportations par secteur industriel 364-365
Exportations par catégorie de produits. En millions de francs 366
Importance relative des exportations par catégorie de produits. En pour-cent . 367
Répartition géographique des exportations par catégorie de produits en 1971 . 368-369
Importations par secteur industriel 370-371
Importations par catégorie de produits. En millions de francs 372
Importance relative des importations par catégorie de produits. En pour-cent . 373
Répartition géographique des importations par catégorie de produits en 1971 . . 374-375
Différence des importations de 1971 par rapport à 1970 376
Analyse de la balance commerciale suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International 377
Solde d'importations et d'exportations de viande 42
Beurre (importations) 42
Importations et exportations de produits agricoles 43
Importations et exportations de produits horticoles 44
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques 45
Bilan tous gaz 76
Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie . . . 89
Commerce extérieur des produits sidérurgiques 100
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur 101
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité 102
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur 111
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur. . . 112-113-116
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité . . 114-115-117
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur 122
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité 123
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique 124
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur 130
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité 131
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur 132-133
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité 134-135
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur . . . 139
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité . . 140
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur 147
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité 148
Commerce extérieur de l'industrie du papier 154
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir 156
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières, utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis 158
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés 159
Importations et exportations de diamants 160
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. (avec les Pays-Bas). Valeur. 419
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas (avec l'U.E.B.L.). Valeur . . . 419
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 420

Pages

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 421
Exportations par pays de destination 378
Importations par pays de provenance 379
Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire en 1970 et 1971 380
Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques 382
Soldes de la balance commerciale par zone monétaire 383
Balance des paiements internationaux de l'U.E.B.L. en 1970 et 1971 . . 387-388-389

COMPTABILITÉ NATIONALE.

Produit national brut aux prix du marché. Quelques pays X
Produit national brut aux prix du marché XVI
Valeur ajoutée brute aux prix du marché par branche d'activité. Taux de croissance XVI
Valeur ajoutée brute aux prix du marché par branche d'activité XVII
Répartition du produit national entre les facteurs de production XVIII
Affectation du produit national XIX

CONSOMMATION.

Utilisation et consommation de l'eau dans l'industrie 164
Ventes à la consommation. Indices par secteur et par catégorie d'articles . . . 338
Ventes à la consommation en 1971 339
Ventes à la consommation en 1971. Produits alimentaires 339
Ventes à tempérament. Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises 340
Ventes à tempérament. Crédits annuels accordés 341
Ventes à tempérament. Retards de paiement de trois termes échus et plus . . . 341
Prêts personnels. Crédits accordés par semestre 342
Prêts personnels financés par les banques, organismes de financements et particuliers. Répartition d'après le nombre de contrats et la valeur pendant le deuxième semestre 342
Répartition des supermarchés. 343
Répartition des hypermarchés 343

DISTRIBUTION.

Commerce ambulant. Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce 185
Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique . . 186
Immatriculations et radiations au Registre du Commerce 187
Déclarations de faillite et demandes de concordats judiciaires 187
Ventes à la consommation 188
Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale 188
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés 189

EAU.

Stations d'épuration des eaux d'égouts en service ou en voie de construction fin 1971 162
Utilisation et consommation de l'eau dans l'industrie 164
Répartition des quantités d'eau utilisées par province et par origine 165

Pages

EMPLOI ET CHÔMAGE.

Main-d'œuvre salariée occupée en Belgique et à l'étranger 14
Répartition par branche d'activité de la population active 15
Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs 16
Evolution du chômage 17
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Hommes et femmes 17-18
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale. Hommes et femmes 19-20
Répartition par groupe de professions et région linguistique des chômeurs complets en 1971 21
Répartition des chômeurs complets par groupe d'âge, durée et région linguistique 24-25

FINANCES DE L'ÉTAT.

La situation de caisse du Trésor 212
Exécution des budgets de 1962 à 1971 213
Recettes budgétaires ordinaires 214-215
Dépenses budgétaires par budget 216
Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses 217
Dette publique. Situation à fin d'année 218
Evolution de la dette publique 219

FINANCES PRIVÉES (Voir Monnaie et crédit).

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Relations financières : Etat-Pouvoirs publics subordonnés 225
Aperçu général des finances provinciales. Service ordinaire. Ensemble des provinces 226
Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes. Principales subdivisions du chapitre Fonds des provinces et impositions provinciales 226
Répartition des finances provinciales par chapitre administratif. Service ordinaire 227
Répartition géographique des finances provinciales. Service ordinaire 228-229
Répartition des finances communales par province. Service ordinaire 230-231
Aperçu général des finances communales. Service ordinaire 232
Finances communales. Service ordinaire. Recettes. Principales subdivisions du chapitre Participation dans le fonds des communes et impositions générales. 232

INDUSTRIE.

Indices bruts de la production industrielle 50
Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle 51-52-53
Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels 57-58-59-60
Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille 68
Production de charbon par bassin 68
Balance charbonnière 69
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1969 à 1971 . . . 72
Balance du coke 73
Energie électrique disponible 74
Bilans tous gaz 76
Transport et distribution du gaz par canalisation 78
Production et consommation de produits pétroliers 80
Consommation apparente brute d'énergie primaire 82
Bilan global de l'énergie 86-87
Bilan résumé par forme d'énergie 88
Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie . . . 89

Pages

Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde 97
Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée 98
Production de fonte brute dans les pays de la C.E.C.A. 99
Commerce extérieur des produits sidérurgiques 100
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur 101
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité 102
Production de métaux non ferreux 103
Cours des principaux métaux non ferreux sur le marché de Londres 105
Industrie des fabrications métalliques. Commandes et expéditions 106
Industrie des fabrications métalliques. Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits 108
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits 109
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits 110
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur 111
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur . . . 112-113-116
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité . 114-115-117
Production de quelques secteurs de l'industrie chimique 121
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur 122
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité 123
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique 124
Production textile. Filatures, tissage, préparation de la laine 127
Stocks de tissus 129
Production d'articles de bonneterie 129
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur 130
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité 131
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur 132-133
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité 134-135
Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire 137
Activité des laiteries et fromageries 138
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur . . . 139
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité . . 140
Production de ciment. 144
Production de l'industrie de la terre cuite 145
Production de chaux, calcaire et dérivés 145
Production de l'industrie céramique 146
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur 147
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité 148
Industrie du papier et du carton. Production et transformation 153
Commerce extérieur de l'industrie du papier 154
Production de cuirs, chaussures et pantoufles 155
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir 156
Industries du bois et des produits connexes 157
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis 158
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés 159
Industrie du tabac. Quantités mises en œuvre 160
Importations et exportations de diamants. 160
Stations d'épuration des eaux d'égouts en service ou en voie de construction fin 1971 162
Utilisation et consommation de l'eau dans l'industrie 164
Répartition des quantités d'eau utilisées par province et par origine 165

Pages

INVESTISSEMENTS

Société Nationale d'Investissement. Répartition sectorielle des décisions d'intervention exécutées de 1964 à fin juin 1971 325
Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 326
Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 327
Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus. 328
Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance . . . 329
Répartition des investissements étrangers prévus par province 329
Investissements dans l'ensemble de l'économie 330-331

LUXEMBOURG (Grand-Duché de).

Indices corrigés de la production industrielle 411
Production sidérurgique 412
Production agricole 413
Indice pondéré des prix à la consommation. 413

MONNAIE ET CRÉDIT.

Evolution du stock monétaire 240
Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique 241
Bilans intégrés des organismes monétaires 242-243
Origines des variations du stock monétaire 244-245
Crédits d'escomptes, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers et crédits commerciaux à l'étranger accordés à l'origine par les organismes monétaires. 246
Situation globale des banques. 247
Crédits aux entreprises et aux particuliers nourris par les banques de dépôt. . . 248
Réescompte du portefeuille commercial par les banques de dépôt 249
Marché de l'argent « on call ». Moyennes journalières. 250
Synthèse de l'activité de l'I.R.G. Encours moyennes journalières 251
Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particulier et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique 252
Crédits consentis à l'Etat par la Banque Nationale de Belgique 253
Evolution des principaux taux d'intérêt sur le marché monétaire 253
Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges 257
Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges 258
Emissions du secteur public en francs belges 259
Bourse de Bruxelles. Volume des opérations du marché au comptant 260
Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles. 263
Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public. Emprunts en francs belges 264-265
Emissions et rendement des emprunts à long et moyen terme des pouvoirs publics et des institutions d'intérêt public. Emprunts en monnaies étrangères . . 266
Opérations du Fonds des Rentes 267
Evolution du montant des inscriptions hypothécaires 268
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Relevé général des placements . . . 268
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Mouvement de l'épargne des particuliers 269
Caisse Nationale de Crédit Professionnel 271

Pages

PAYS-BAS.

Formation et utilisation du produit national 414
Nombre de chômeurs 414
Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie 415
Indices de la production par industrie 415
Commerce extérieur 416
Valeur des importations par pays de provenance 417
Valeur des exportations par pays de destination 417
Réserves de change 418
Salaires et prix 418
Consommation des particuliers 418
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur 419
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur 419
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 420
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 421

PÊCHE.

Arrivages de poissons. Quantité 45
Arrivages de poissons. Valeur 45
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques 45

POPULATION.

Mouvement de la population en 1971 6-7
Naissances, décès, accroissement démographique et population totale 8

PRIX.

Indices des prix de gros 287
Indices particuliers des prix de gros 290
Evolution des prix par catégorie 291
Ecarts par rapport à l'année précédente des moyennes annuelles des indices des prix 292
Indices des prix à la consommation 292
Indices des prix dans quelques pays 293

PRODUCTION (Voir Industrie, Agriculture).

PRODUIT NATIONAL (Voir Comptabilité nationale).

REMUNÉRATIONS.

Indices des salaires conventionnels 298
Indices des salaires 299
Evolution des salaires horaires bruts 300
Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale 302
Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale 302

REVENU NATIONAL (Voir Comptabilité nationale).

REVENUS (Voir Monnaie et crédit, Rémunérations, Revenus des sociétés).

Pages

REVENUS DES SOCIÉTÉS.

Rendement des sociétés par actions belges. Exploitant en Belgique, et à l'étranger 305
Rendement des sociétés par actions belges d'après le lieu de leur exploitation 306-307
Evolution des soldes bénéficiaires nets et des dividendes mis en paiement. Sociétés ayant leur principal siège d'exploitation en Belgique 308-309
Evolution des rendements, de la dette obligataire et de l'autofinancement net. Sociétés ayant leur siège d'exploitation en Belgique 310-311
Sociétés belges par actions en bénéfices. Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1970 des sociétés recensées ayant leur siège d'exploitation en Belgique 312

SALAIRES (Voir Rémunérations).

TOURISME.

Répartition des nuitées par pays de provenance 193
Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1971 194
Répartition des nuitées par saison 194
Nombre des nuitées de camping par pays de provenance 195
Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs 196
Mouvement et recettes du trafic voyageurs. Société Nationale des Chemins de Fer Belges 196
Etablissements de vacances populaires 197

TRANSPORTS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets 170
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des marchandises par wagons complets : répartition du trafic suivant la nature des marchandises 170
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs 171
Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux. Nombre de voyageurs 171
Parc de véhicules routiers 172
Transports fluviaux. Marchandises transportées. 172
Transports fluviaux. Répartition du trafic suivant la nature des marchandises . 173
Transports fluviaux. Trafic par bassin 173
Situation de la flotte intérieure de bateaux de charge 174
Nature de la flotte belge 174
Marine marchande belge 175
Port d'Anvers. Navigation maritime 176
Port de Gand. Navigation maritime 177
Ports de Bruges et de Zeebrugge. Navigation maritime 178
Trafic commercial des aérodromes belges 179
Trafic de la SABENA 180

LISTE DES GRAPHIQUES[1]

COMMERCE EXTÉRIEUR. Pages

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Valeur . 358-359
Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Indices du volume 360-361
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Importations et exportations par zone monétaire 381
Solde des balances commerciales de l'U.E.B.L. avec la zone monétaire des pays membres de l'A.M.E. et la zone dollar 384

DISTRIBUTION.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés en 1971 d'après leur destination 189

EMPLOI ET CHÔMAGE.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Toutes catégories 22
Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Aptitude normale 23

FINANCES DE L'ÉTAT.

Dette publique 218

INDUSTRIE.

Evolution de la production industrielle de 1961 à 1971 54
Evolution de la production industrielle par catégorie de bien 55
Evolution de la production industrielle par région linguistique 56
Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle 61-62
Balance charbonnière 70
Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure . . . 71
Coke de four 73
Consommation d'électricité 75
Gaz disponibles 77
Consommation nette de gaz. Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie . . . 79
Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur 81
Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire 83
Consommation apparente d'énergie primaire 84
Consommation finale d'énergie par forme d'énergie 85
Quelques éléments de l'industrie sidérurgique 99
Industrie des métaux non ferreux. Production et emploi 103
Industrie de métaux non ferreux. Produits bruts 104
Cours des principaux métaux non ferreux sur le marché de Londres 105

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.

Pages

Industrie des fabrications métalliques. Production, commandes, livraisons totales et emploi 107
Industrie chimique et industrie du caoutchouc. Production et emploi 121
Industrie textile. Production et emploi 128
Industrie de la construction et des minéraux non métalliques. Production et emploi 144
Matériaux de construction. Production 146
Industrie du papier et du carton. Production, transformation et emploi 153
Industrie du cuir, de chaussures et pantoufles. Production et emploi 155

INVESTISSEMENTS.

Formation intérieure brute de capital 332
Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique . . 334

MONNAIE ET CRÉDIT.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés en 1971 d'après leur destination 189
Principaux déterminants de la tendance sur le marché hors banque 251
Bourse de Bruxelles. Activité 259
Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers 261-262
Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne . . . 270

PRIX.

Indices des prix de gros 288
Indices des prix de gros des produits industriels 288
Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes 289
Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes 289
Indices des prix à la consommation 293
Evolution des prix à la consommation dans quelques pays 294

SALAIRES.

Evolution des salaires horaires bruts 300
Evolution des salaires moyens horaires bruts dans quelques pays 301

TRANSPORTS.

Chemins de fer et navigation intérieure. Transport des marchandises 169
Trafic maritime au port d'Anvers 176
Trafic maritime au port de Gand 177

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.E.L.E.	Association Européenne de Libre-échange.
A.E.T.R.	Accord Européen des Transports internationaux par Route.
AGEFI	Agence économique et financière.
A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
BENELUX	Union Economique Belgo-Néerlando-Luxembourgeoise.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail (O.N.U.).
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
B.R.T.	Bruto register ton.
C.A.D.	Comité d'Aide au Développement.
C.C.E.S.	Conseil Consultatif Economique et Social (Benelux).
C.C.P.	Compte Chèques postaux.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.E.E.A.	Communauté Européenne de l'Energie Atomique cf. (EURATOM)
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.I.T.I.	Classification Internationale Type par Industrie.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
C.N.U.C.E.D.	Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement.
COBECHAR	Comptoir Belge des Charbons.
C.T.C.I.	Classification Type du Commerce International.
D.I.S.C.	Domestic International Sales Corporation.
DISTRIGAZ	Société de Distribution du Gaz
D.T.S.	Droits de tirage spéciaux.
D.W.T.	Death Weight ton.
E.A.M.A.	Etats Africains et Malgache associés.
E.C.A.	Economic Cooperation Administration.
E.F.T.A.	European Free Trade Association (Association Européenne de Libre-échange).
E.R.P.	European Recovery Program.
ESTAF	Etats partenaires de l'Est Africain.
EURATOM	Communauté Européenne de l'Energie Atomique.
EUROCHEMIC	Société Européenne pour le Traitement Chimique des Combustibles Irradiés.
EXIMBANK	Export-Import Bank.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization (O.N.U.) (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).
F.E.D.	Fonds Européen de Développement.
F.E.O.G.A.	Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricoles
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
F.N.A.M.I.	Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité.
F.N.F.R.S.	Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scientifique.
F.N.R.O.M.	Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
G.A.T.T.	General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce).
I.A.T.A.	International Air Transport Association.
I.B.L.C.	Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.
I.N.A.M.I.	Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité.

I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
I.R.S.I.A.	Institut pour l'Encouragement de la Rechercle Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture.
kWh	Kilowatt-heure.
L.A.SH.	« Lighter Aboard Ship »
MW	Megawat.
N.A.M.	" Nederlandse Aardgas Maatschappij "
n.d.a.	non dénommé ailleurs.
N.R.T.	Netto register ton.
O.B.A.P.	Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité.
O.B.C.E.	Office Belge du Commerce Extérieur.
O.B.E.A.	Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O C.C.L.	Office Central des Contingents et Licences.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.R.A.	Office Commercial du Ravitaillement.
O.E.C.E.	Organisation Européenne de Coopération Economique.
O.N.D.	Office National du Ducroire
O.N.D.A.H.	Office National des Débouchés Agricoles et Horticoles.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
O.S.S.M.M.	Office de Sécurité Sociale de la Marine Marchande.
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
P.A.M.	Programme Alimentaire Mondial.
P.N.B.	Produit National Brute.
P.T.O.M.	Pays et Territoire d'Outre-Mer.
q.m.	quintal métrique.
R.A.U.	République Arabe Unie.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
SIDMAR	Sidérurgie Maritime S. A.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.
S.N.I.	Société Nationale d'Investissement.
SOCOREC	Société coopérative d'étude et d'assistance pour la reconversion économique des régions touchées par la fermeture des charbonnages
S.T.I.B.	Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles.
Tcal	Teracalorie·
T.D.	Tarif douanier.
T.D.C.	Tarif douanier commun.
tec	tonnes équivalent charbon.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.C.	Unité de compte.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.
U.S.A.	United States of America.
VENEX	" Vennootschap ter bevordering van de economische expansie "

TABLE DES MATIÈRES

Pages

AVERTISSEMENT VII

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES IX

PREMIÈRE PARTIE : Population et Emploi

CHAPITRE PREMIER. — POPULATION 3

CHAPITRE II. — EMPLOI ET CHOMAGE 9

Section I. — Emploi 9

Section II. — Chômage 10

DEUXIÈME PARTIE : Production de biens et de services

CHAPITRE PREMIER. — AGRICULTURE ET PÊCHE 29

Section I. — Agriculture 29

§ 1. — *Etat des cultures* 29

1. — Conditions atmosphériques 29

2. — Superficie cultivée 30

§ 2. — *Situation par secteur* 30

1. — Cultures 30

2. — Elevage 32

3. — Horticulture 33

§ 3. — *Economie globale* 33

1. — Emploi 33

2. — Commerce extérieur 33

3. — Evolution des prix 34

4. — Evolution des revenus 34

Section II. — Pêche maritime 36

CHAPITRE II. — INDUSTRIE 47

Section I. — Aperçu général de l'activité industrielle 47

Section II. — Evolution dans le secteur de l'énergie 63

Section III. — Evolution de la production dans les industries manufacturières 90

§ 1. — *Métallurgie* 90

1. — Sidérurgie 90

2. — Industrie des métaux non ferreux 92

3. — Industrie des fabrications métalliques 94

Pages

§ 2. — *Industrie chimique* 118

§ 3. — *Industrie textile* 125

§ 4. — *Industries alimentaires et fabrications connexes* 136

§ 5. — *Industrie de la construction, des matériaux de construction et secteurs connexes* 141

1. — Industrie de la construction 141

2. — Industries des matériaux de construction et secteurs connexes 142

§ 6. — *Industries diverses* 149

1. — Industrie du papier et du carton 149

2. — Industrie du cuir 149

3. — Industrie transformatrice du bois 159

4. — Industrie du tabac 151

5. — Industrie diamantaire 152

SECTION IV. — APPROVISIONNEMENT EN EAU 161

CHAPITRE III. — TRANSPORTS 167

CHAPITRE IV. — DISTRIBUTION 181

1. — Données macro-économiques 181

2. — Evolution en 1971 182

3. — Problème des petites entreprises de distribution 183

CHAPITRE V. — TOURISME 191

TROISIÈME PARTIE : Finances. Monnaie et Crédit

CHAPITRE PREMIER. — APERÇU GÉNÉRAL DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE 201

CHAPITRE II. — FINANCES PUBLIQUES 207

SECTION I. — FINANCES DE L'ETAT 207

SECTION II. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES 220

CHAPITRE III. — MONNAIE ET CRÉDIT 233

SECTION I. — STOCK MONÉTAIRE ET MARCHÉ DE L'ARGENT 233

SECTION II. — MARCHÉ DES CAPITAUX 254

CHAPITRE IV. — ASSURANCES 273

QUATRIÈME PARTIE : Prix et Revenus

CHAPITRE PREMIER. — PRIX 283

CHAPITRE II. — REVENUS 295

SECTION I. — REVENUS DU TRAVAIL 295

SECTION II. — REVENUS DES SOCIÉTÉS 303

Pages

CINQUIÈME PARTIE : Investissements et Consommation

CHAPITRE PREMIER. — INVESTISSEMENTS 315

CHAPITRE II. — CONSOMMATION DES MÉNAGES 335

SIXIÈME PARTIE : Relations économiques extérieures

CHAPITRE PREMIER. — COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE 347

Section I. — Politique commerciale 347

Section II. — Evolution générale du commerce spécial 349

§ 1. — *Exportations* 350

1. — Répartition géographique 350
2. — Composition des exportations 351

§ 2. — *Importations* 353

1. — Répartition géographique 353
2. — Composition des importations 354

§ 3. — *Balance commerciale*. 355

Section III. — Balance des paiements 385

CHAPITRE II. — COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE 391

Section I. — Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.) 391

Section II. — Organisation de Coopération et de Développement Économique (O.C.D.E.) 393

Section III. — Communautés européennes. 394

§ 1. — *Communauté Economique Européenne* (C.E.E.) 395

1. — Marché intérieur 395
2. — Politique communes 398
3. — Associations et relations extérieures 402

§ 2. — *Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier* (C.E.C.A.) 405

§ 3. — *Communauté Européenne de l'Energie Atomique* (Euratom) 407

Section IV. — Union Economique Belgo-néerlando-Luxembourgeoise (BENELUX) 408

§ 1. — *Evolution de l'Union économique* 408

§ 2. — *Relations commerciales entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas* 410

SEPTIÈME PARTIE : Répertoire des faits principaux

Répertoire des faits principaux 425

Liste des tableaux statistiques 483

Liste des graphiques 491

Liste des abréviations 493

Table des matières 495

Ministère des Affaires économiques

DIRECTION GENERALE DES ETUDES
ET DE LA DOCUMENTATION

ANNEXE

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1971

LE PRODUIT NATIONAL BRUT DE 1965 à 1971

Les données de la comptabilité nationale fournies par l'Institut National de Statistique sont à considérer comme provisoires pour 1971. En effet, pour les années récentes et surtout pour l'année 1971, l'I.N.S. ne dispose pas toujours de l'information statistique sur laquelle se basent traditionnellement les estimations, ce qui oblige à recourir provisoirement à des méthodes d'évaluation plus rudimentaires.

Il faut souligner de plus que différentes modifications ont été apportées aux méthodes de calcul. Les intérêts de dépôts d'épargne englobent dorénavant les intérêts des dépôts à terme et des comptes à vue auprès de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite ainsi que les intérêts des effets au porteur (bons de caisse) émis par les caisses d'épargne privées. D'autre part, pour estimer les dépenses de consommation privée du poste « Autres services d'entretien », c'est l'indice des prix de la rubrique « Services » de l'indice des prix à la consommation qui a été retenu et non l'indice des produits non alimentaires.

PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ

ANNÉES	A prix courants		Aux prix de 1963		Taux de croissance des indices des prix
	Chiffres absolus (en milliards de francs)	Taux de croissance	Chiffres absolus (en milliards de francs)	Taux de croissance	
1965	848,9	9,1	772,0	3,8	5,1
1966 (a)	912,7	7,5	794,4	2,9	4,5
1967 (a)	978,0	7,2	825,6	3,9	3,1
1968 (a)	1 045,0	6,9	860,0	4,2	2,5
1969 (a)	1 160,0	11,0	920,7	7,1	3,7
1970 (a)	1 293,6	11,5	978,2	6,2	4,9
1971 (a)	1 419,0	9,7	1 014,3	3,7	5,8

(a) Données corrigées.

Source : Institut National de Statistique.

Les séries statistiques reproduites ci-dessus concernent l'évolution du P.N.B. de 1965 à 1971. Le taux de croissance, au prix de 1963, du produit national brut a augmenté encore plus faiblement en 1971 par rapport à 1970 que ne le laissaient prévoir les considérations générales introduisant le rapport annuel : c'est-à-dire de 3,7 % contre 6,2 %, soit un des plus bas depuis 1960. Même en tenant compte de la hausse implicite des prix, qui aurait atteint un nouveau sommet avec 5,8 %, contre 4,9 % l'année précédente, la hausse à prix courants ne serait plus que de 9,7 % de 1970 à 1971.

VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DU MARCHÉ PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

DÉSIGNATION	Taux de croissance des estimations aux prix de 1963						
	1965	1966 (a)	1967 (a)	1968 (a)	1969 (a)	1970 (a)	1971 (a)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	–7,0	–5,0	14,6	2,7	0,8	0,6	7,3
2. Industries extractives	–8,0	–7,0	–4,6	–7,9	–1,1	–3,9	1,0
3. Industries manufacturières	3,5	5,9	1,6	7,1	13,1	5,3	3,0
4. Construction	0,5	3,6	3,8	–5,4	1,5	12,5	–2,1
5. Electricité, gaz et eau	8,9	9,1	6,1	13,1	16,9	9,4	13,0
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation	5,3	3,3	4,2	5,6	6,1	5,5	4,9
7. Transports et communications	3,5	4,5	–0,4	10,0	6,3	3,7	4,1
8. Services	5,8	2,7	4,2	2,8	5,3	5,6	4,4
Produit intérieur brut aux prix du marché	**3,6**	**3,0**	**3,9**	**4,2**	**7,1**	**6,1**	**3,7**
Produit national brut aux prix du marché (ajusté)	**3,8**	**2,9**	**3,9**	**4,2**	**7,1**	**6,2**	**3,7**

(a) Données corrigées.

Source : Institut National de Statistique.

L'accroissement de la valeur ajoutée, aux prix du marché, a encore faibli dans les industries manufacturières, mais a repris de l'importance en électricité, gaz et eau. Dans la construction, au chiffre record de 1970, succède un recul. Dans les autres branches, à part l'évolution très favorable de l'agriculture et un léger gain en transport et communications, les pourcentages d'augmentation sont moindres en 1971 qu'en 1970.

L'analyse de l'importance relative du revenu des divers facteurs de production, révèle que la part des salariés a encore augmenté, plus rapidement qu'un an auparavant, et cela au détriment de celle des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes. La formation intérieure brute de capital ne représente plus, ayant nettement reculé en 1971, que 22,8 % du produit national brut aux prix du marché, contre 23,8 % en 1970 et 22,7 % en 1969. Depuis 1964, la part la moins élevée a été de 22 % en 1968.

Le revenu national par habitant, à prix courants, a continué d'évoluer très favorablement : 115 900 F en 1971, alors qu'il atteignait 105 900 F en 1970 et 95 300 F en 1969.

Valeur ajoutée brute aux prix du marché par branche d'activité (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1965	1966 (b)	1967 (b)	1968 (b)	1969 (b)	1970 (b)	1971
	Prix courants						
1. Agriculture, sylviculture et pêche ..	45,38	43,42	44,66	47,87	53,35	49,51	52,73
2. Industries extractives	15,19	13,20	12,16	11,18	11,01	11,51	13,21
3. Industries manufacturières	256,40	279,30	291,00	316,14	367,86	407,45	444,48
4. Construction	57,85	62,47	68,96	66,94	71,85	88,63	96,73
5. Electricité, gaz et eau	18,33	20,70	23,16	25,44	29,22	31,48	40,94
6. Transports et communications	57,81	63,56	67,58	76,12	83,27	92,52	104,63
7. Commerce	142,85	156,96	171,10	181,30	201,59	222,69	251,77
8. Banques et assurances	24,05	27,62	30,70	34,58	40,16	45,08	49,50
9. Immeubles d'habitation	45,74	49,75	51,60	53,55	55,60	57,49	58,75
10. Autres services	100,02	105,75	115,17	124,91	135,46	148,77	171,06
11. Pouvoirs publics	83,89	93,19	102,11	109,48	121,05	135,29	152,37
12. Correction pour investissements par moyens propres	1,73	2,11	2,20	2,12	2,39	2,93	2,75
13. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondants aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	– 7,11	– 7,99	– 8,78	– 9,75	–11,34	–12,90	–13,76
14. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—	—	—	—	—	—	–10,70
15. Contribution du reste du monde ...	6,80	6,80	7,40	8,10	8,20	10,50	12,10
16. Ajustement statistique	—	– 4,10	– 1,00	– 2,94	– 9,63	2,67	– 7,54
Produit national brut aux prix du marché.	**848,93**	**912,74**	**978,01**	**1 045,05**	**1 160,04**	**1 293,61**	**1 419,00**
	Prix de 1963						
1. Agriculture, sylviculture et pêche ..	38,98	37,02	42,42	43,54	43,88	44,13	47,37
2. Industries extractives	14,38	13,38	12,77	11,77	11,64	11,19	11,30
3. Industries manufacturières	240,55	254,79	258,87	277,32	313,59	330,31	340,37
4. Construction	50,44	52,23	54,24	51,32	52,10	58,63	57,40
5. Electricité, gaz et eau	18,05	19,70	20,89	23,63	27,62	30,23	34,16
6. Transports et communications	52,16	54,51	54,29	59,74	63,48	65,84	68,52
7. Commerce	132,49	136,43	141,83	149,81	160,19	169,56	178,30
8. Banques et assurances	22,20	23,97	26,41	29,55	32,16	35,24	38,05
9. Immeubles d'habitation	43,26	44,12	44,93	45,69	46,36	47,09	47,80
10. Autres services	85,43	85,89	88,86	91,93	96,66	102,44	107,76
11. Pouvoirs publics	76,07	79,91	83,92	85,74	90,41	95,19	98,56
12. Correction pour investissements par moyens propres	1,60	1,91	1,95	1,87	2,03	2,25	1,96
13. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondants aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	– 6,56	– 6,88	– 7,54	– 8,53	– 8,77	– 9,48	– 9,78
14. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—	—	—	—	—	—	—
15. Contribution du reste du monde ...	6,20	5,90	6,30	6,70	6,60	8,00	8,60
16. Ajustement statistique	– 3,27	– 8,48	– 4,55	–10,09	–17,23	–12,39	–16,04
Produit national brut aux prix du marché.	**771,99**	**794,40**	**825,59**	**859,97**	**920,73**	**978,22**	**1 014,34**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les chiffres étant arrondis, les additions ne correspondent pas toujours jusqu'à la dernière décimale.

(b) Données corrigées.

Répartition du produit national entre les facteurs de production (a)

(en millards de francs — à prix courants)

DÉSIGNATION	1965	1966 (b)	1967 (b)	1968 (b)	1969 (b)	1970 (b)	1971
1. Rémunérations des salariés	412,29	450,69	481,68	511,03	566,94	637,96	726,30
a) Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale proprement dite ou à certaines dispositions spéciales	*248,47*	*273,01*	*290,35*	*308,31*	*342,37*	*393,20*	*446,41*
b) Contribution des employeurs à la sécurité sociale	*49,77*	*55,28*	*59,39*	*63,43*	*71,22*	*84,12*	*96,96*
c) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	*92,92*	*104,04*	*113,88*	*121,41*	*131,69*	*138,43*	*156,99*
d) Corrections et compléments	*20,72*	*19,44*	*18,64*	*22,96*	*25,72*	*26,88*	*29,05*
e) Adaptations statistiques	*0,41*	*– 1,08*	*– 0,58*	*– 5,08*	*– 4,05*	*– 4,67*	*– 3,10*
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes	166,90	169,55	176,10	188,12	206,00	213,47	222,65
a) Agriculture, horticulture et sylviculture	*31,17*	*28,78*	*29,37*	*32,20*	*37,61*	*33,48*	*35,68*
b) Professions libérales	*22,02*	*22,73*	*24,23*	*26,59*	*29,24*	*32,95*	*36,46*
c) Commerçants et artisans indépendants.....	*104,90*	*110,20*	*114,40*	*122,30*	*130,50*	*137,20*	*140,10*
d) Revenu des sociétés de personnes	*8,64*	*8,25*	*8,31*	*8,90*	*10,12*	*11,41*	*11,36*
e) Ajustement statistique	*0,17*	*– 0,40*	*– 0,21*	*– 1,87*	*– 1,47*	*– 1,56*	*– 0,95*
3. Revenus de la propriété échéant aux particuliers	82,48	90,79	96,33	105,52	120,41	139,28	146,93
a) Intérêts	*31,32*	*35,52*	*39,49*	*43,74*	*52,23*	*61,52*	*67,09*
b) Loyers	*34,20*	*37,01*	*38,23*	*39,68*	*40,94*	*41,15*	*41,26*
c) Dividendes, tantièmes, dons	*16,95*	*18,26*	*18,61*	*22,09*	*27,23*	*36,61*	*38,58*
4. Bénéfices non distribués des sociétés	16,99	11,88	16,29	21,16	26,65	30,14	28,15
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit leur forme juridique..	17,02	18,06	18,19	20,64	25,70	31,89	37,21
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,34	4,68	8,32	7,45	7,78	10,59	7,01
7. Intérêt de la dette publique	–24,28	–26,24	–28,94	–31,65	–37,62	–43,14	–47,45
Revenu national...	**676,73**	**719,41**	**767,96**	**822,27**	**915,86**	**1 020,19**	**1 120,80**
8. Amortissements	80,00	86,36	92,41	100,18	110,07	125,56	138,44
9. Impôts indirects	101,92	119,24	130,34	138,58	152,89	164,84	177,60
10. Subventions	– 9,71	–12,27	–12,70	–15,99	–18,78	–16,98	–17,84
Produit nat. brut aux prix du marché.	**848,93**	**912,74**	**978,01**	**1 045,05**	**1 160,04**	**1 293,61**	**1 419,00**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les chiffres étant arrondis, les additions ne correspondent pas toujours jusqu'à la dernière décimale.

(b) Données corrigées.

Affectation du produit national (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1965	1966 (b)	1967 (b)	1968 (b)	1969 (b)	1970 (b)	1971
	Prix courants						
1. Consommation privée	540,91	581,00	612,34	662,28	720,21	771,08	852,34
2. Consommation publique	110,19	120,69	132,85	143,40	159,10	174,51	198,96
3. Investissements bruts (entreprises et pouvoirs publics)	189,73	213,45	224,03	229,77	263,23	308,02	323,59
a) Formation brute de capital fixe ..	*185,32*	*204,20*	*218,28*	*218,42*	*240,53*	*289,69*	*307,16*
b) Stocks	*4,41*	*7,75*	*5,27*	*8,80*	*18,64*	*17,31*	*13,24*
c) Ajustement statistique	—	*1,50*	*0,48*	*2,55*	*4,06*	*1,02*	*3,19*
Total des dépenses intérieures...	**840,83**	**915,14**	**969,21**	**1 035,45**	**1 142,54**	**1 253,61**	**1 374,90**
4. Exportations de biens et services	325,70	350,10	376,80	430,10	520,90	616,00	678,20
5. Importations de biens et services	–317,60	–352,50	–368,00	–420,50	–503,40	–576,00	–634,10
Produit nation. brut aux prix du marché.	**848,93**	**912,74**	**978,01**	**1 045,05**	**1 160,04**	**1 293,61**	**1 419,00**
	Prix de 1963						
1. Consommation privée	501,05	517,10	531,16	561,31	595,95	621,80	650,45
2. Consommation publique	100,71	104,70	110,94	115,09	122,33	126,15	132,26
3. Investissements bruts (entreprises et pouvoirs publics)	170,63	185,60	186,79	186,66	206,04	221,27	212,52
a) Formation brute de capital fixe ..	*166,25*	*176,82*	*181,40*	*177,25*	*187,17*	*205,60*	*199,17*
b) Stocks	*3,64*	*6,64*	*4,30*	*7,02*	*14,57*	*12,54*	*9,53*
c) Ajustement statistique	*0,74*	*2,14*	*1,08*	*2,40*	*4,31*	*3,13*	*3,83*
Total des dépenses intérieures.	**772,39**	**807,40**	**828,89**	**863,07**	**924,33**	**969,22**	**995,24**
4. Exportations de biens et services	304,00	316,20	337,50	384,10	445,10	496,20	536,60
5. Importations de biens et services	–304,40	–329,20	–340,80	–387,20	–448,70	–487,20	–517,50
Produit nation. brut aux prix du marché.	**771,99**	**794,40**	**825,59**	**859,97**	**920,73**	**978,22**	**1 014,34**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les chiffres étant arrondis, les additions ne correspondent pas toujours jusqu'à la dernière décimale.
(b) Données corrigées.

Investissements dans l'ensemble de l'économie

Défense nationale exclue

(en millions de francs, à prix courants)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968 (a)	1969 (a)	1970 (a)	1971
1. Agriculture, sylviculture et pêche	5 344	5 983	5 731	6 289	6 817	7 416	6 309
2. Industries extractives	1 974	1 686	1 555	1 869	2 110	2 214	2 682
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques	*671*	*500*	*570*	*680*	*427*	*379*	*403*
b) Autres industries extractives	*1 303*	*1 186*	*985*	*1 189*	*1 683*	*1 835*	*2 279*
3. Industries manufacturières	46 289	54 264	54 039	49 264	57 667	73 486	69 619
a) Alimentation, boissons, tabac	*5 248*	*5 885*	*6 197*	*7 001*	*7 649*	*7 654*	*8 089*
b) Textiles	*3 176*	*3 670*	*3 286*	*3 578*	*4 469*	*4 946*	*4 357*
c) Vêtements et chaussures	*1 142*	*1 200*	*1 181*	*1 008*	*1 590*	*1 808*	*1 639*
d) Bois et meubles	*1 192*	*1 460*	*1 402*	*1 767*	*2 638*	*2 739*	*2 262*
e) Papier, impression, édition	*2 549*	*2 584*	*3 217*	*2 462*	*3 299*	*3 725*	*3 876*
f) Chimie et activités connexes	*7 565*	*11 817*	*18 227*	*14 805*	*13 121*	*18 718*	*16 386*
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	*3 474*	*3 694*	*3 511*	*3 611*	*4 418*	*4 601*	*3 867*
h) Fer, acier et métaux non ferreux	*9 720*	*8 812*	*5 243*	*4 607*	*7 743*	*13 217*	*12 055*
i) Fabrications métalliques et constructions navales	*11 123*	*13 942*	*10 475*	*9 165*	*11 260*	*14 378*	*15 438*
j) Activités diverses n.d.a.	*1 100*	*1 200*	*1 300*	*1 260*	*1 480*	*1 700*	*1 650*
4. Construction	5 541	6 506	6 942	6 500	6 561	8 463	6 788
5. Electricité, gaz et eau	9 386	11 403	14 951	13 402	13 496	15 724	17 584
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation	74 376	74 600	77 253	77 440	84 400	101 335	103 961
a) Commerce, banque et assurances	*15 650*	*18 100*	*18 000*	*19 300*	*22 000*	*26 300*	*31 800*
b) Immeubles d'habitation	*58 726*	*56 500*	*59 253*	*58 140*	*62 400*	*75 035*	*72 161*
7. Transports et communications	18 618	20 527	23 357	23 465	24 448	26 835	31 125
a) Transports par voie ferrée	*4 515*	*5 804*	*5 327*	*6 069*	*7 304*	*7 681*	*10 402*
b) Transports par route	*1 030*	*1 065*	*1 020*	*1 020*	*1 210*	*1 360*	*1 635*
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports	*7 829*	*7 268*	*8 740*	*8 454*	*7 188*	*7 467*	*9 328*
d) Transports aériens	*1 165*	*1 447*	*1 751*	*1 189*	*1 743*	*3 356*	*848*
e) Poste, télégr., téléph., radio et télévision	*4 079*	*4 943*	*6 519*	*6 733*	*7 003*	*6 971*	*8 912*
8. Services	23 796	29 228	34 447	40 191	45 034	54 213	69 094
a) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	*12 374*	*15 290*	*19 859*	*24 513*	*27 458*	*33 427*	*43 338*
b) Enseignement	*7 362*	*9 038*	*9 188*	*10 178*	*10 576*	*11 986*	*15 656*
c) Autres	*4 060*	*4 900*	*5 400*	*5 500*	*7 000*	*8 800*	*10 100*
Formation intérieure brute de capital fixe (1 à 8).	**185 324**	**204 197**	**218 275**	**218 420**	**240 533**	**289 686**	**307 162**
9. Variations de stocks	4 408	7 754	5 271	8 797	18 639	17 312	13 236
a) Cheptel	*1 106*	*254*	*871*	*1 297*	*2 339*	*1 812*	*– 964*
b) Autres stocks	*3 302*	*7 500*	*4 400*	*7 500*	*16 300*	*15 500*	*14 200*
Total de 1 *à* 9...	**189 732**	**211 951**	**223 546**	**227 217**	**259 172**	**306 998**	**320 398**
Adaptation statistique	—	1 498	481	2 549	4 057	1 018	3 191
Formation intérieure brute de capital...	**189 732**	**213 449**	**224 027**	**229 766**	**263 229**	**308 016**	**323 589**

(a) Données corrigées.

Source : Institut National de Statistique.

Consommation par catégorie de produits

Estimations à prix courants (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1965	1966 (b)	1967 (b)	1968 (b)	1969 (b)	1970 (b)	1971
1. *Produits alimentaires*	**138,17**	**146,97**	**154,36**	**161,08**	**172,85**	**185,36**	**196,51**
a) Pain et produits à base de céréales	15,82	16,78	18,21	19,21	20,30	22,33	23,51
— Pain et produits de la boulangerie	*10,03*	*10,46*	*11,41*	*11,88*	*12,29*	*12,73*	*13,65*
— Pâtisserie et biscuits	*4,81*	*5,27*	*5,59*	*6,14*	*6,74*	*8,30*	*8,47*
— Biscottes, pâtes alimentaires et riz	*0,98*	*1,05*	*1,21*	*1,20*	*1,27*	*1,30*	*1,39*
b) Viande et produits dérivés	46,82	50,63	55,17	59,35	64,67	73,01	77,30
c) Poisson	4,74	5,19	5,33	5,55	6,20	6,40	7,73
d) Lait, fromage, œufs	16,77	17,31	17,51	18,18	18,96	18,65	20,36
— Lait frais et conservé	*8,85*	*8,90*	*8,96*	*8,94*	*9,17*	*9,10*	*9,56*
— Fromage	*4,34*	*4,87*	*5,16*	*5,44*	*6,03*	*6,31*	*7,18*
— Œufs	*3,58*	*3,54*	*3,40*	*3,80*	*3,76*	*3,24*	*3,61*
e) Huiles et graisses	14,28	14,59	14,63	14,33	13,90	14,48	14,98
— Beurre	*9,86*	*10,09*	*9,93*	*9,64*	*9,20*	*9,31*	*9,27*
— Huiles et margarine	*4,42*	*4,50*	*4,69*	*4,69*	*4,70*	*5,17*	*5,71*
f) Pommes de terre, légumes et fruits	23,08	24,64	24,32	24,44	27,08	27,57	27,55
— Pommes de terre	*3,92*	*5,21*	*3,59*	*2,83*	*4,37*	*5,07*	*3,30*
— Fruits frais exotiques	*4,22*	*4,23*	*4,20*	*4,28*	*4,80*	*4,80*	*5,39*
— Fruits frais indigènes	*4,32*	*4,70*	*5,22*	*5,28*	*5,76*	*5,69*	*6,05*
— Fruits secs et conservés	*0,85*	*0,90*	*0,89*	*0,78*	*0,84*	*0,80*	*0,99*
— Légumes frais	*8,16*	*8,06*	*8,54*	*9,25*	*9,31*	*9,27*	*9,84*
— Légumes secs et conservés	*1,62*	*1,54*	*1,87*	*2,02*	*2,00*	*1,94*	*1,98*
g) Café, thé et chicorée	5,03	5,44	5,70	6,05	6,38	7,21	7,60
h) Sucre, confiture, confiserie	8,37	8,85	9,57	9,71	10,31	10,30	10,97
— Chocolat et articles en chocolat	*3,49*	*3,76*	*4,16*	*4,23*	*4,62*	*4,33*	*4,62*
— Autres produits	*4,88*	*5,09*	*5,41*	*5,48*	*5,69*	*5,97*	*6,35*
i) Autres produits alimentaires	3,27	3,54	3,92	4,25	5,06	5,41	6,51
2. *Boissons*	**27,59**	**28,80**	**31,86**	**33,99**	**36,76**	**42,02**	**45,68**
a) Eaux minérales et limonades	4,94	6,05	6,82	6,81	7,75	8,05	8,93
b) Bière	13,40	13,87	15,67	16,25	17,28	19,57	20,41
c) Alcool	4,96	4,51	4,66	5,57	5,53	6,79	7,40
d) Vin et autres boissons	4,29	4,37	4,71	5,35	6,21	7,61	8,94
3. *Tabac*	**11,51**	**12,02**	**13,22**	**14,45**	**14,95**	**15,38**	**17,14**
4. *Vêtements et effets personnels*	**51,14**	**53,13**	**53,39**	**57,71**	**63,26**	**67,72**	**72,90**
a) Vêtements à l'exclusion de ce qui suit	38,11	39,43	39,24	42,68	47,63	51,33	53,91
b) Chaussures	6,35	6,61	6,80	7,50	7,53	7,52	9,57
c) Fourrure, ganterie, maroquinerie	2,95	3,06	2,94	2,90	2,91	3,01	3,49
d) Horlogerie, bijouterie, orfèvrerie, lunetterie	3,72	4,03	4,41	4,62	5,18	5,87	5,94
5. *Loyers, taxes, eau*	**57,01**	**61,72**	**64,39**	**66,97**	**69,82**	**73,32**	**77,44**
6. *Chauffage, éclairage*	**27,58**	**28,18**	**29,85**	**33,12**	**34,71**	**38,41**	**38,76**
a) Charbon, etc.	12,77	11,57	11,04	11,21	11,10	11,50	9,37
b) Gaz de ville	2,82	3,17	3,39	3,74	3,72	3,75	4,42
c) Electricité	6,40	7,17	7,99	8,93	9,89	10,80	12,36
d) Gaz en bonbonnes, mazout, bois	5,59	6,26	7,43	9,24	10,00	12,36	12,61

(Suite à la page suivante).

Consommation par catégorie de produits (suite)

Estimations à prix courants (a)
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1965	1966 (b)	1967 (b)	1968 (b)	1969 (b)	1970 (b)	1971
7. *Articles ménagers durables*	**48,27**	**51,86**	**52,54**	**58,35**	**65,76**	**72,38**	**86,50**
a) Textiles, verre et cristal	14,26	14,78	15,02	16,22	18,27	20,00	21,57
b) Meubles et articles en bois	10,96	13,09	13,11	15,09	17,73	19,64	23,89
c) Articles de tôlerie, de tréfilerie et de laminage à froid ; accessoires métalliques du bâtiment	11,18	11,90	11,81	12,99	14,11	15,06	17,65
d) Appareils électro-ménagers	3,93	4,45	4,69	5,16	5,45	6,31	8,14
e) Appareils de radio et de télévision	3,92	3,71	3,52	4,04	4,93	5,61	7,34
f) Autres articles	4,02	3,94	4,39	4,85	5,27	5,76	7,91
8. *Entretien de la maison*	**25,72**	**27,77**	**29,98**	**32,71**	**35,63**	**38,27**	**43,39**
a) Gens de maison	12,53	13,75	14,96	16,40	18,03	18,94	21,02
b) Articles ménagers non durables	5,58	5,77	6,02	6,30	6,68	6,76	7,45
c) Services d'entretien	7,61	8,25	9,00	10,02	10,92	12,57	14,92
9. *Soins personnels et hygiène*	**38,05**	**40,73**	**44,87**	**49,74**	**53,85**	**60,69**	**67,40**
a) Soins personnels (articles de toilette, coiffure et soins corporels)	6,98	7,54	8,71	10,00	10,81	12,16	13,59
b) Hygiène (soins médicaux et assimilés)	31,07	33,19	36,16	39,74	43,04	48,53	53,81
10. *Transports*	**48,32**	**53,59**	**56,82**	**62,27**	**68,52**	**72,46**	**78,58**
a) Achat de matériel de transport	18,27	18,95	19,75	21,63	24,89	24,81	25,05
b) Utilisation de matériel de transport par le propriétaire	19,27	23,14	25,32	28,74	31,28	34,71	40,11
c) Transports urbains, transports par chemin de fer vicinaux ou par autobus interurbains	3,96	4,21	4,16	4,14	4,32	4,30	4,22
d) Transports par chemin de fer	4,14	4,57	4,84	4,93	5,08	5,40	5,59
e) Autres services de transport	2,68	2,72	2,75	2,83	2,96	3,24	3,60
11. *Communications : P.T.T.*	**3,50**	**3,75**	**4,35**	**4,76**	**5,31**	**5,85**	**6,27**
12. *Loisirs*	**44,38**	**46,75**	**51,94**	**54,74**	**59,42**	**66,41**	**78,37**
a) Divertissements	4,01	4,09	4,27	4,24	4,26	4,58	5,09
b) Hôtels, restaurants, cafés	23,86	25,51	29,10	30,87	33,28	37,79	46,11
c) Livres, journaux et périodiques	3,81	4,01	4,10	4,54	4,84	5,26	6,29
d) Autres distractions	12,70	13,14	14,47	15,09	17,04	18,77	20,88
13. *Enseignement et recherches*	**1,28**	**1,36**	**1,43**	**1,50**	**1,58**	**1,67**	**1,80**
14. *Services financiers*	**13,15**	**14,79**	**15,99**	**17,88**	**20,67**	**22,54**	**24,74**
15. *Services divers*	**3,33**	**3,61**	**3,72**	**3,96**	**4,23**	**4,35**	**4,66**
16. *Dépenses de résidents belges à l'étranger*	**11,90**	**13,40**	**15,40**	**16,60**	**18,90**	**20,50**	**23,80**
17. *Moins : dépenses des non-résidents en Belgique*	**–10,00**	**–11,50**	**–13,10**	**–14,90**	**–17,10**	**–18,80**	**–20,00**
Total des rubriques 1 *à* 17	**540,91**	**576,93**	**611,02**	**654,93**	**709,11**	**768,53**	**843,94**
Ajustement statistique	**—**	**4,08**	**1,31**	**7,35**	**11,10**	**2,55**	**8,41**
Consommation privée	**540,91**	**581,00**	**612,34**	**662,28**	**720,21**	**771,08**	**852,34**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les chiffres étant arrondis, les additions ne correspondent pas toujours jusqu'à la dernière décimale.
(b) Données corrigées.

POPULATION ET EMPLOI

1. — *Population.*

Le nombre de la population de la Belgique, établi sur base du recensement, s'est trouvé inférieur de 40 047 unités à celui qui résulte des calculs relatifs à la même date : le 31 décembre 1970, le pays comptait 9 650 944 habitants, dont 56,1 % dans la région d'expression néerlandaise, 32,1 % dans la région d'expression française, 0,6 % dans la région d'expression allemande et 11,2 % à Bruxelles-Capitale.

L'accroissement constaté depuis le recensement précédent, du 31 décembre 1961, a été de 5,0 %.

Rencensement général de la population de 1961 et de 1970.

PROVINCE OU RÉGION	31 décembre 1961	31 décembre 1970	Augmentation ou diminution	
			Chiffres absolus	%
Anvers	1 443 355	1 533 249	+ 89 894	+ 6,2
Brabant	2 009 189	2 176 373	+ 167 184	+ 8,3
Flandre occidentale	997 906	1 054 429	+ 56 523	+ 5,7
Flandre orientale	1 271 545	1 310 117	+ 38 572	+ 3,0
Hainaut	1 317 498	1 317 453	— 45	— 0,0
Liège	991 893	1 008 905	+ 17 012	+ 1,7
Limbourg	572 075	652 547	+ 80 472	+ 14,1
Luxembourg	216 848	217 310	+ 462	+ 0,2
Namur	369 432	380 561	+ 11 129	+ 3,0
Bruxelles-Capitale	*1 022 795*	*1 075 136*	+ *52 341*	+ *5,1*
Région flamande	*5 063 974*	*5 416 583*	+ *352 609*	+ *7,0*
Région wallonne	*3 102 972*	*3 159 225*	+ *56 253*	+ *1,8*
Le Royaume ...	**9 189 741**	**9 650 944**	+ **461 203**	+ **5,0**

Source : Institut National de Statistique.

En se basant sur le dernier recensement, le Royaume comptait 9 695 379 habitants au 31 décembre 1971, soit une avance de 44 435 en un an. Le taux de croissance total a été le plus élevé des quatre dernières années. Après une légère augmentation en 1970, la natalité a baissé dans une faible mesure. La mortalité est restée à peu près au niveau de 1970, en nombre absolu et en taux pour mille. L'accroissement naturel a donc accusé un faible recul par rapport à l'année précédente et a atteint ainsi le point le plus bas des dix dernières années.

Le fait que l'accroissement total a dépassé celui des années précédentes est imputable à un solde migratoire supérieur à celui de 1970.

Mouvement de la population en 1971

RÉGION	Naissances (a)		Décès (a)		Soldes				Situation au 31 décembre 1971
					Accroissement naturel	Solde migratoire	Accroissement total		
	Chiffres absolus	‰ (b)	Chiffres absolus	‰ (b)	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus	‰ (c)	Chiffres absolus
Anvers	12 332	13,37	10 953	11,88	1 379	3 282	4 661	5,08	922 220
Malines	3 939	13,89	3 282	11,58	657	— 123	534	1,88	283 496
Turnhout	5 653	16,86	2 861	8,53	2 792	— 258	2 534	7,62	335 262
Anvers...	*21 924*	*14,23*	*17 096*	*11,09*	*4 828*	*2 901*	*7 729*	*5,04*	*1 540 978*
Bruxelles-Capitale	14 153	13,17	14 576	13,56	— 423	13	— 410	—0,39	1 074 726
Hal-Vilvorde	6 241	12,92	5 271	10,92	970	5 102	6 072	12,73	482 853
Louvain	5 612	14,26	4 255	10,81	1 357	2 620	3 977	10,21	393 437
Nivelles	3 124	13,05	3 127	13,07	— 3	4 318	4 315	18,36	239 311
Brabant...	*29 130*	*13,30*	*27 229*	*12,43*	*1 901*	*12 053*	*13 954*	*6,41*	*2 190 327*
Ath	1 029	13,75	1 203	16,08	— 174	34	— 140	—1,87	74 816
Charleroi	7 016	15,27	6 340	13,80	676	246	922	2,01	459 531
Mons	3 693	14,02	3 749	14,24	— 56	351	295	1,12	263 320
Mouscron	1 099	15,16	953	13,15	146	129	275	3,81	72 473
Soignies	2 491	15,13	2 382	14,47	109	498	607	3,70	164 631
Thuin	1 883	13,81	1 979	14,51	— 96	147	51	0,37	136 379
Tournai	2 157	14,53	2 204	14,84	— 46	213	166	1,12	148 479
Hainaut...	*19 368*	*14,68*	*18 810*	*14,25*	*558*	*1 618*	*2 176*	*1,65*	*1 319 629*
Huy	1 188	12,77	1 432	15,39	— 244	642	398	4,30	93 024
Liège	8 429	13,62	8 715	14,08	— 286	1 600	1 314	2,12	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Limbourg...	2 624 *10 929*	15.66 *16,99*	1 601 *9 181*	9,55 *14,31*	1 023 *1 748*	601 *1 181*	1 624 *2 929*	9,15 *18,10*	660 408 *660 408*
Arlon	700	14,42	566	11,66	134	— 13	121	2,50	48 534
Bastogne	531	15,23	475	13,63	56	— 217	— 161	—4,60	34 861
Marche-en-Famenne	574	14,47	547	13,79	27	116	143	3,62	39 662
Neufchâteau	750	14,33	731	13,97	19	— 234	— 215	—4,10	52 326
Virton	591	14,13	557	13,32	34	— 21	13	0,31	41 828
Luxembourg...	*3 146*	*14,48*	*2 876*	*13,24*	*270*	— *369*	— *99*	—*0,46*	*217 211*
Dinant	1 225	14,53	1 204	14,28	21	— 198	— 177	—2,10	84 303
Namur	3 557	14,90	3 374	14,13	183	1 428	1 611	6,79	238 743
Philippeville	852	14,47	799	13,57	53	— 113	— 60	—1,02	58 889
Namur...	*5 634*	*14,75*	*5 377*	*14,08*	*257*	*1 117*	*1 374*	*3,61*	*381 935*
Alost	3 851	14,54	3 060	11,55	791	— 401	390	1,47	264 894
Termonde	2 625	14,92	2 100	11,93	525	— 26	499	2,84	175 994
Eeklo	1 282	14,86	1 003	11,62	279	250	529	6,17	86 293
Gand	6 695	14,13	6 152	13,00	543	1 415	1 958	4,15	473 907
Audenarde	1 520	13,44	1 426	12,61	94	— 176	— 82	—0,72	113 103
Saint-Nicolas	3 134	15,64	2 391	11,93	743	398	1 141	5,73	200 361
Flandre orientale...	*19 107*	*14,53*	*16 132*	*12,27*	*2 975*	*1 460*	*4 435*	*3,39*	*1 314 552*
Bruges	3 797	15,48	2 550	10,40	1 247	1 154	2 401	9,89	245 277
Dixmude	707	14,97	564	11,94	143	— 372	— 229	—4,82	47 233
Ypres	1 610	15,32	1 255	11,95	355	— 509	— 154	—1,46	105 060
Courtrai	4 012	15,14	2 873	10,84	1 139	79	1 218	4,62	265 056
Ostende	1 848	14,23	1 544	11,89	304	409	713	5,52	129 849
Roulers	2 229	15,79	1 496	10,60	733	— 345	388	2,76	141 139
Tielt	1 113	14,53	798	10,42	315	— 261	54	0,71	76 618
Furnes	690	14,15	554	11,36	136	55	191	3,93	48 779
Flandre occidentale...	*16 006*	*15,11*	*11 634*	*10,99*	*4 372*	*210*	*4 582*	*4,35*	*1 059 011*
Bruxelles-Capitale	*14 153*	*13,17*	*14 576*	*13,56*	— *423*	*13*	— *410*	—*0,39*	*1 074 726*
Région flamande	*79 819*	*14,64*	*59 569*	*10,93*	*20 250*	*14 496*	*34 746*	*6,41*	*5 451 329*
Région wallonne	*45 132*	*14,24*	*44 708*	*14,11*	*424*	*9 675*	*10 099*	*3,19*	*3 169 324*
Le Royaume...	**139 104**	**14,35**	**118 853**	**12,26**	**20 251**	**24 184**	**44 435**	**4,60**	**9 695 379**

(a) Non compris les mort-nés et les autres enfants présentés sans vie.
(b) Calculé par rapport à la population totale au 31 décembre 1971.
(c) Calculé par rapport à la population totale recensée au 31 décembre 1970.

Source : Institut National de Statistique.

En région flamande, la natalité de 14,64 °/oo a été inférieure à celle de l'année précédente (15,06 °/oo). La mortalité a diminué de 11,00 °/oo en 1970 à 10,93 °/oo en 1971.

Dans toutes les provinces du pays flamand, l'accroissement naturel est demeuré positif tout comme le solde migratoire.

En Wallonie, l'accroissement total de 1971 a dépassé celui des années précédentes : 0,74 °/oo en 1969, 1,05 °/oo en 1970 et 3,19 °/oo en 1971. Cet accroissement est toutefois imputable au solde migratoire élevé. Par rapport à 1970, tant le taux de natalité (14,24 °/oo contre 14,07 °/oo) que celui de la mortalité (14,11 °/oo contre 13,96 °/oo) ont progressé.

Malgré les progrès de la natalité par rapport aux deux années précédentes, la moyenne nationale n'a pas été atteinte en Wallonie.

Pour tous les arrondissements wallons, excepté pour l'arrondissement d'Arlon, le taux de mortalité a été supérieur à la moyenne nationale en 1971.

Comme au cours des trois années précédentes, l'arrondissement de Bruxelles-Capitale a enregistré une diminution du nombre d'habitants, mais ce fléchissement est moins accentué que pendant les années précédentes. Le solde migratoire, positif à Bruxelles-Capitale jusqu'en 1967, est devenu négatif en 1968 ; ce phénomène s'est amplifié en 1969 et 1970 ; en 1971, il n'y a eu qu'une légère diminution de ce solde négatif.

Ce sont essentiellement les communes centrales de l'agglomération bruxelloise qui perdent des habitants en faveur des arrondissements périphériques. Dans les autres arrondissements du Brabant, on a d'ailleurs noté un solde migratoire nettement positif.

2. — *Emploi.*

Bien que l'emploi dans le secteur primaire ait encore régressé en 1971 de 5,2 % environ, le nombre total de main-d'œuvre salariée a encore augmenté de 2,0 %.

Dans le secteur secondaire, l'emploi n'a diminué que dans les mines (— 5,6 %), tandis que dans l'industrie manufacturière et dans la construction il a progressé de 1,6 % et 1,0 % respectivement.

Tout comme pour les années précédentes, la plus forte croissance a été enregistrée dans le secteur tertiaire (+ 3,8 %).

Dans la période du 30 juin 1970 au 30 juin 1971, la population active belge s'est accrue de 1,0 % ou 51 888 unités. L'année précédente, cette avance s'est inscrite à 1,3 %.

Main-d'œuvre salariée occupée en Belgique et à l'étranger

Situation au 30 juin
(en milliers)

DÉSIGNATION	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Secteur primaire :											
Agriculture, sylviculture, pêche	**21,6**	**21,1**	**18,7**	**17,6**	**17,6**	**15,4**	**15,2**	**15,1**	**14,3**	**13,4**	**12,7**
Secteur secondaire	**1 373,9**	**1 398,1**	**1 419,6**	**1 457,4**	**1 451,1**	**1 441,0**	**1 406,3**	**1 380,0**	**1 410,8**	**1 436,8**	**1 439,8**
Industries extractives	111,7	102,1	99,1	101,0	93,7	82,6	73,5	66,1	59,1	51,3	48,4
Industries manufacturières	1 022,7	1 045,9	1 055,8	1 086,3	1 085,1	1 083,8	1 050,3	1 033,0	1 068,0	1 096,4	1 098,1
Bâtiment et construction	211,3	221,9	235,9	240,9	242,7	244,9	252,4	250,2	252,7	257,5	260,2
Electricité, eau, gaz	28,2	28,2	28,8	29,2	29,6	29,7	30,1	30,7	31,0	31,6	33,1
Secteur tertiaire	**1 186,7**	**1 223,3**	**1 256,8**	**1 293,9**	**1 330,4**	**1 369,3**	**1 393,6**	**1 418,3**	**1 459,7**	**1 514,5**	**1 572,2**
Commerce, banque, assurance	290,5	304,7	315,8	334,8	351,5	365,0	373,7	382,2	401,1	428,8	452,6
Transport et communications	222,9	224,8	228,6	231,2	231,8	233,2	229,9	234,5	237,4	248,7	258,0
Services	325,7	334,8	338,6	343,7	351,8	360,7	370,2	377,3	385,1	392,0	405,4
Secteur public (militaires de carrière y compris):.....	347,6	359,0	373,8	384,2	395,3	410,4	419,8	424,3	436,1	445,0	456,2
Total général...	**2 582,2**	**2 642,5**	**2 695,1**	**2 768,9**	**2 799,1**	**2 825,7**	**2 815,1**	**2 813,4**	**2 884,8**	**2 964,7**	**3 024,7**

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Population active
Répartition par branche d'activité

BRANCHES D'ACTIVITÉ	30 juin 1969		30 juin 1970		30 juin 1971	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
	HOMMES					
Occupée en Belgique	**2 591 243**	**98,3**	**2 608 524**	**98,3**	**2 620 790**	**98,4**
Agriculture, etc.	144 576	5,5	137 081	5,2	130 309	4,9
Industries extractives	58 753	2,2	51 028	1,9	48 187	1,8
Industries manufacturières .	896 506	34,0	910 813	34,3	908 460	34,1
Industrie de la construction	297 786	11,3	301 167	11,4	302 209	11,4
Electricité, gaz, eau	29 284	1,1	29 654	1,1	30 917	1,1
Commerce, banques, etc. ..	368 207	14,0	378 128	14,3	385 674	14,5
Transports et communicat..	249 210	9,5	257 721	9,7	263 941	9,9
Services (b)	446 999	17,0	453 478	17,1	463 170	17,4
Demandeurs d'emploi	56 770	2,1	48 035	1,8	46 992	1,8
Miliciens	42 544	1,6	40 325	1,5	39 535	1,5
Stagiaires en form. profes. .	608	0,0	1 094	0,0	1 396	0,0
Occupée à l'étranger	**44 187**	**1,7**	**43 965**	**1,7**	41 747	1,6
Total...	**2 635 430**	**100,0**	**2 652 489**	**100,0**	**2 662 537**	**100,0**
	FEMMES					
Occupée en Belgique	**1 211 967**	**98,5**	**1 246 415**	**98,5**	**1 274 403**	**98,5**
Agriculture, etc.	46 329	3,8	43 476	3,4	37 582	2,9
Industries extractives	876	0,1	844	0,1	762	0,1
Industries manufacturières .	308 461	25,1	321 257	25,4	324 961	25,1
Industrie de la construction	9 614	0,8	10 225	0,8	10 658	0,8
Electricité, gaz, eau	1 885	0,1	2 092	0,2	2 312	0,2
Commerce, banques, etc. ..	270 086	21,9	284 645	22,5	297 047	23,0
Transports et communicat..	22 721	1,8	24 351	1,9	26 156	2,0
Services	520 390	42,3	531 271	42,0	547 070	42,3
Demandeurs d'emploi	31 453	2,6	28 156	2,2	27 583	2,1
Stagiaires en form. profes. .	152	0,0	98	0,0	272	0,0
Occupée à l'étranger	**18 824**	**1,5**	**19 205**	**1,5**	19 341	1,5
Total...	**1 230 791**	**100,0**	**1 265 620**	**100,0**	**1 293 744**	**100,0**
	TOTAL					
Occupée en Belgique	**3 803 210**	**98,4**	**3 854 939**	**98,4**	**3 895 193**	**98,5**
Agriculture, etc.	190 905	4,9	180 557	4,6	167 891	4,3
Industries extractives	59 629	1,6	51 872	1,3	48 949	1,2
Industries manufacturières .	1 204 967	31,2	1 232 070	31,5	1 233 421	31,2
Industrie de la construction	307 400	8,0	311 392	8,0	312 867	7,9
Electricité, gaz, eau	31 169	0,8	31 746	0,8	33 229	0,8
Commerce, banques, etc. ..	638 293	16,5	662 773	16,9	682 721	17,3
Transports et communicat..	271 931	7,0	282 072	7,2	290 097	7,3
Services (a)	967 389	25,0	984 749	25,1	1 010 240	25,5
Demandeurs d'emploi	88 223	2,3	76 191	2,0	74 575	1,9
Miliciens	42 544	1,1	40 325	1,0	39 535	1,0
Stagiaires en form. profes. .	760	0,0	1 192	0,0	1 668	0,1
Occupée à l'étranger	**63 011**	**1,6**	**63 170**	**1,6**	61 088	1,5
Total...	**3 866 221**	**100,0**	**3 918 109**	**100,0**	**3 956 281**	**100,0**

Sources : Institut National de Statistique.
Ministère de l'Emploi et du Travail.

(a) Militaires de carrière compris dans les services.